This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

$B 101 450

UNIVERSITY OF CALIFORNIA
JAMES K. MOFFITT FUND
No.
Let there be light!

LA SUÈDE SOUS LA RÉPUBLIQUE
ET LE PREMIER EMPIRE

MÉMOIRES

DU LIEUTENANT GÉNÉRAL

DE SUREMAIN

(1794-1815)

PUBLIÉS

PAR UN DE SES PETITS-NEVEUX

Avec deux portraits

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1902
Tous droits réservés

MÉMOIRES

DU LIEUTENANT GÉNÉRAL

DE SUREMAIN

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mars 1902.

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE — 6e — 2774.

Héliog Chauvet — Imp. A. Maire

J. B. de Suremain
Général Major au Service de la Suède
d'après un portrait de l'époque au physionotrace

PLON-NOURRIT & Cie EDIT

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

MÉMOIRES

DU

LIEUTENANT GÉNÉRAL DE SUREMAIN

(1794-1815)

CHAPITRE PREMIER

(1794-1796)

Émigration. — Séjour à la cour du prince Henri de Prusse. — Arrivée en Suède. — Le comte de Saint-Priest. — L'auteur est attaché à la personne du général de Cedeström. — Digression sur Gustave III. — Illégitimité de Gustave IV. — Le duc de Sudermanie régent. — Le baron de Reuterholm et le baron d'Armfelt. — L'auteur est attaché comme instituteur militaire à la personne de Gustave IV. — Projets de mariage du jeune roi. — MM. de Budberg et Christin. — Fiançailles de Gustave IV avec la grande-duchesse Alexandra et rupture.

J'avais émigré au commencement de 1792; j'avais fait une malheureuse et pénible campagne à l'armée des Princes français et j'étais en Suisse, inquiet de mon avenir, lorsque au mois de février 1794 je fus appelé à Reinsberg, où le prince Henri de Prusse, frère du Grand Frédéric, tenait sa cour (1). Je dus cette

(1) Frédéric-Henri-Louis, prince de Prusse, né à Berlin le 18 janvier 1726, était le troisième fils de Frédéric-Guillaume Ier et de Sophie-Dorothée de Brunswick-Hanovre, sœur de Georges II, roi d'Angleterre. Il avait épousé en 1752 la princesse Wilhelmine de Hesse-Cassel, dont il se sépara en 1766, et Reinsberg lui avait été donné comme cadeau de noces par son frère le Grand Frédéric. Il y mourut le 3 août 1802.

faveur aux relations que j'avais entretenues avec M. de Parseval, mon ancien ami et camarade d'artillerie, qui était attaché au prince comme chambellan (1).

Quand j'arrivai dans cette résidence (1er mai 1794), le prince était au spectacle, je lui fus présenté dans l'intervalle des deux pièces.

Après m'avoir dit beaucoup de choses honnêtes sur ma correspondance avec Parseval, il me fit de suite sa profession de foi, qui m'embarrassa un peu, vu la différence de ses opinions et des miennes. Je me tirai d'affaire en ne répondant que des choses insignifiantes.

Le prince Henri était alors âgé de soixante-huit ans. Sa taille était d'environ cinq pieds de France, et on voyait à la hauteur de ses talons, ainsi qu'à un faux toupet très élevé, qu'il regrettait de n'en avoir pas une plus imposante. Il était fort laid, louchait, mais avait de la physionomie; ses yeux étaient pleins de feu et raccommodaient avec sa figure (2).

Dans la guerre de Sept ans, il avait déployé de si grands talents que sa réputation militaire surpassait celle du feu roi. Celui-ci, malgré l'envie qu'il lui portait, dit un jour, au camp de Neustadt, à la table de l'empereur Joseph : « Si j'ai le droit de juger les généraux de ce siècle, j'oserai dire qu'en me comptant parmi eux je n'en connais que deux qui n'aient jamais fait de fautes, M. de Laudon (3) et mon frère Henri. »

(1) Philibert-Marie-César de Parseval, né le 3 juin 1765, lieutenant en second au régiment d'Auxonne-artillerie en 1783, lieutenant en premier au même corps en 1786. Il émigra en 1791, fit la campagne de 1792 à l'armée des princes, puis se retira auprès du prince Henri de Prusse, qui le nomma son chambellan et cavalier de sa cour. Il mourut à Reinsberg en 1796.

(2) J'ai conservé de lui un portrait au crayon très ressemblant fait par le chevalier de Boufflers, qui me le donna quand je quittai Reinsberg. (*Note de l'auteur.*)

(3) Gédéon-Ernest, baron de Laudon, feld-maréchal et généralissime des armées autrichiennes, né en 1716 à Tootzen en Livonie, d'une famille noble originaire d'Écosse, s'illustra dans la guerre de Sept ans. Il fut présent en 1770 à l'entrevue de Joseph II et du roi de Prusse. Comme il prenait à table la dernière place, le Grand Frédéric, qui l'avait comblé d'égards, lui dit : « Mettez-vous ici, monsieur de Laudon, j'aime beaucoup mieux vous avoir à côté de moi qu'en face. » Il mourut le 14 juillet 1790.

Le prince parlait de ses exploits avec beaucoup de modestie, et, toutes les fois qu'il s'agissait d'art militaire, la vérité de ses principes, la sagacité de ses réflexions, le sentiment de sa profonde expérience, commandaient l'admiration. Mais sur d'autres objets, en fait de législation, de gouvernement, de politique, de beaux-arts, de littérature, ses opinions étaient moins importantes et moins réfléchies, quoiqu'il les donnât avec plus d'assurance et de prétentions que celles qui avaient rapport à l'art de la guerre. Cette différence ne provenait-elle pas de ce que, sachant bien que sa réputation militaire était faite, il était jaloux d'en acquérir une dans d'autres genres?

Il se parait d'un grand vernis de philanthropie, il ne voulait pas être prince comme un autre; dans son intérieur il prétendait qu'il n'y eût point de gêne, point d'étiquette. Il déclamait journellement sur le hasard de la naissance, l'orgueil des grands, les vices des rois, la fausseté des préjugés, l'imposture des religions, et, par cela même, il donnait droit de penser que la vanité de la philosophie moderne, le désir de passer pour un esprit fort, un bel esprit, de se montrer toujours au-dessus du vulgaire, le dépit de ne jouer aucun rôle, et enfin son ressentiment contre la cour, qui le maintenait éloigné des affaires, lui tenaient lieu de principes et de convictions.

On le prévenait aisément; un peu d'encens distribué à propos, l'apparence de l'esprit, une jolie figure, voilà de quoi lui tourner la tête, et, quoiqu'il n'eût pas été heureux en favoris, il était toujours prêt à en avoir de nouveaux. Un M. de Capens, son aide de camp en 1778 et auquel il avait donné une terre de 400,000 francs, l'avait mal quitté. M. de Tauenzien (1), successeur de M. de Capens, ne s'était pas non plus trop bien conduit à son égard.

A présent il était partagé entre deux Français : M. de Royer

(1) Frédéric, comte de Tauenzien-Wittemberg, officier prussien né en 1761, fit avec le prince Henri en qualité d'aide de camp les campagnes de 1778 et les guerres de 1792-1793. Devenu lieutenant général, il commanda en 1813 le 4e corps prussien et s'illustra dans cette campagne. Il mourut en 1824.

cadet et le jeune de La Roche-Aymon (1). On l'accusait généralement d'être partisan de la Révolution française. Sur cet article la bonté de son cœur et son intérêt comme prince combattaient, à chaque instant, les erreurs de son esprit, de sorte qu'il n'avait vraiment pas d'opinion établie. Son grand malheur était de s'être lié en 1784 avec plusieurs coryphées de la philosophie moderne, tels que La Fayette, Condorcet, Noailles, etc., et un de ses torts était d'avoir continué de pareilles liaisons en 1788, quoique à son retour de Paris le baron d'Escars l'eût prévenu qu'ils étaient, comme ils l'ont bien prouvé depuis, ennemis jurés de la cour; or la cour avait fort bien traité le prince à son premier voyage en France; le roi surtout l'avait comblé d'amitiés.

Le prince Henri avait alors environ 800,000 livres de rente. Il n'avait pas toujours été aussi riche, et, peu de temps avant la mort du roi son frère, le baron d'Escars négocia auprès du roi Louis XVI un emprunt de 4 à 500,000 livres, qui le mit à même de payer ses dettes. Depuis il remboursa cette somme. C'était de tous les princes de la maison royale le mieux apanagé, jouissant de plusieurs privilèges particuliers, entre autres d'une garde d'honneur de quinze hussards, commandés par un officier faisant partie de sa maison.

Son habitation de Reinsberg, jadis possédée par le feu roi, tandis qu'il était prince royal, était un charmant séjour, surtout au milieu des sables de Brandebourg, à quinze ou seize lieues de Berlin, au confluent d'une petite rivière et du lac de Grimerick. Le château n'avait rien de remarquable, mais les jardins étaient très beaux et parfaitement tenus. Ils s'étendaient très loin sur la rive gauche du lac, dont une extrémité venait aboutir au château et alimentait d'eau claire les fossés qui

(1) Antoine-Charles-Étienne, comte, puis marquis de La Roche-Aymon, né à Paris en 1772, entra au service de Prusse en 1794 en qualité de lieutenant aide de camp du prince Henri et resta auprès de lui jusqu'à sa mort, en 1802. Il fut alors nommé major à la suite, dans un régiment de hussards à Berlin. Il donna sa démission en 1811 et se retira avec le grade de général-major. Il rentra en France en 1814, fut nommé pair de France et mourut en décembre 1862.

l'entouraient. On y remarquait plusieurs monuments disposés avec goût : un obélisque élevé à la mémoire des guerriers ayant combattu avec le prince dans la guerre de Sept ans (1), un tombeau dont l'inscription était de lui, un temple dédié à l'Amitié, une colonne à fût brisé, sur un des tronçons de laquelle étaient gravés des vers du chevalier de Boufflers célébrant le vertueux dévouement de Malesherbes lors du procès de Louis XVI (2).

Le chevalier de Boufflers séjournait alors à Reinsberg. Cet homme, si connu par ses poésies, par leur gaieté, qui semble annoncer dans l'auteur un caractère franc et aimable, n'était rien de tout cela dans la vie privée. Qu'on se figure un homme de cinquante-cinq ans, d'une taille moyenne, d'une structure désagréable, d'une figure commune, blonde et enluminée, à laquelle des yeux petits et ouverts donnent une teinte de fausseté ; voilà le portrait de l'auteur d'*Aline*. Il était impossible d'avoir une conversation plus tortueuse que la sienne. S'il contredisait un instant le prince, c'était pour lui laisser, un moment après, les honneurs de la conviction. S'il vous parlait, c'était pour vous tourner et retourner dans tous les sens et trouver le défaut de la cuirasse. Sa réputation d'esprit et quelques jolis coups d'encensoir lui avaient valu la conquête du prince, qui lui avait donné une terre de 50,000 livres nommée Mesgratz, tout près de Reinsberg, et qui en avait fait arranger la maison. M. de Boufflers cherchait à se soutenir en faveur par des louanges souvent fades, des jeux de mots qui n'étaient pas toujours heureux et des vers qui n'étaient

(1) Le prince Henri, à sa mort, fut inhumé au-dessous de cet obélisque.

(2) Il vieillissait tranquille au milieu de l'orage,
Distrait de ses malheurs par ceux de son pays.
Tout à coup il s'élève, et son pieux courage
Ose offrir une égide aux vertus de Louis.
Ce n'est plus pour son roi qu'il signale son zèle ;
Mais il connaît le cœur de ce roi malheureux ;
C'est l'homme qu'il défend, et de sujet fidèle
Il devient ami généreux.

pas toujours bons; il haïssait toutes les comparaisons qui auraient pu lui nuire et ne s'aventurait jamais qu'étant ferré à glace, rompant avec adresse toutes les conversations où il ne pouvait figurer avec avantage. Cet homme me paraissait d'autant plus dangereux qu'il semblait ne pas l'être.

Il y avait à Reinsberg, avec le chevalier de Boufflers, Mme de Sabran (1), femme de quarante ans au moins, ayant été très belle et ayant encore une jolie taille. Elle peignait au pastel, faisait des vers, le tout assez bien et assez facilement; mais elle ne faisait que cela, ne s'occupait que de cela, et cependant voulait paraître savoir autre chose. Son fils Elzéar, âgé de vingt ans, était d'une constitution frêle que son genre de vie ne pouvait fortifier. Fils d'une muse, il ne pouvait être que poète; aussi l'était-il. La poésie était sa seule passion, sa seule étude. Sortez-le de là, il était aussi neuf qu'un enfant de dix ans. Son défaut, ainsi que celui de sa mère, était de donner dans le précieux et de prendre pour de l'esprit ce qui n'était que de l'afféterie souvent inintelligible. J'ai entendu Mme de Sabran donner comme une définition du bonheur cette phrase-ci : « Le bonheur est l'intérêt dans le calme. » Le fils, parlant d'un homme qui refuse l'aumône à un malheureux, s'écriait dans une fable : « Il était donc sourd de cœur. »

Du reste, Mme de Sabran eût été une femme bonne et aimable

(1) Éléonore Dejean ou de Jean, née à Paris en 1749, épousa le lieutenant général comte Joseph de Sabran, qui était beaucoup plus âgé qu'elle et qui mourut en 1775, la laissant avec deux enfants : un fils, Elzéar de Sabran, célèbre par sa liaison avec Mme de Staël, et une fille, Delphine de Sabran, qui épousa le marquis de Custines. Veuve à vingt-cinq ans, Mme de Sabran se laissa consoler par le chevalier de Boufflers, avec lequel elle vécut pendant vingt ans avant de l'épouser. Elle avait beaucoup connu à Paris le prince Henri de Prusse lorsqu'il y vint en 1784 et en 1788; ayant émigré en 1789 avec son fils Elzéar, elle accepta l'hospitalité que ce prince lui offrit à Reinsberg, où elle fit venir Stanislas de Boufflers en 1791.

Ils y passèrent plusieurs années, profitant de l'influence qu'ils pouvaient avoir en Prusse pour secourir les misères de leurs compatriotes, puis, jalousés et calomniés par l'entourage du prince, ils quittèrent cette cour et finirent par s'épouser à Breslau, en 1797.

Le chevalier de Boufflers mourut à Paris en 1815 et Mme de Sabran en 1827. (Pierre DE CROZE, *le Chevalier de Boufflers et la comtesse de Sabran.*)

si, contente de faire par-ci par-là de petits vers de société, elle se fût abstenue de parler chimie, physique, art militaire et politique; et son fils eût été un jeune homme intéressant si, à l'esprit qu'il pouvait avoir, il eût ajouté d'autres talents que celui de rimer. Il me fit voir sa tragédie d'*Annibal,* qu'il avait faite à quatorze ans. Comme ouvrage d'un enfant, elle était étonnante; comme celui d'un auteur, elle ne valait rien, elle annonçait plus de facilité que de génie (1).

Après le chevalier de Boufflers et les Sabran, le baron d'Escars (2), autrefois colonel d'Artois-dragons, capitaine des gardes du comte d'Artois et premier maître d'hôtel du roi, était un des Français les mieux ancrés à la cour du prince Henri, et c'était de lui que je faisais le plus de cas. Il joignait à beaucoup d'esprit et d'instruction infiniment de naturel et de gaieté. Au commencement de la Révolution, il avait été envoyé par Louis XVI comme agent secret à Vienne; il était devenu celui des princes en Suède à l'époque de l'assassinat de Gustave III; il était très bien vu à Versailles et l'a été de même à Vienne, à Stockholm et à Berlin. Sa conversation était extrêmement amusante et instructive. Le prince le traitait fort bien et l'aurait aimé, je crois, davantage si leurs opinions politiques ne s'étaient pas heurtées quelquefois. Je lui ai toujours vu soutenir ses principes sans manquer de respect au prince, d'une manière qui prouvait autant de tact que de caractère.

Le baron d'Escars, qu'on nomme à présent le duc d'Escars, a été depuis général-major au service de Prusse, sans activité. Il m'a comblé d'amitiés, et c'est une des personnes dont la connaissance et le suffrage m'ont fait le plus de plaisir.

J'ai encore connu, à Reinsberg, MM. de Royer. L'aîné, un excellent homme de beaucoup de mœurs, d'instruction et de rudesse, s'était malheureusement amouraché d'une actrice du

(1) Cette tragédie fut représentée à Reinsberg; le prince Henri jouait le rôle d'Annibal.

(2) Jean-François de Peyrusse, d'abord baron, puis duc d'Escars, né le 15 septembre 1747, mort le 9 septembre 1822.

prince nommée Aurore, qu'il voulait épouser, qui le trompait déjà et le trompera bien davantage. Le cadet, qu'on nommait aussi Brancion, était entré comme page auprès du prince huit ans auparavant, avait servi dans son régiment et avait été cassé pour avoir voulu demander sa démission quand ce régiment fut mis dans le cas de marcher contre les patriotes. Ces deux frères avaient des principes un peu philosophiques. Ils étaient fils d'un prévôt des marchands de Lyon que le prince y avait connu dans son voyage de 1784. M. de Brancion était son favori.

Le prince Henri menait à Reinsberg une vie très réglée et très commode pour sa cour. Il se levait tard. A deux heures environ il arrivait pour dîner, mangeait peu et jasait beaucoup. Après avoir pris le café, il se retirait chez lui s'il faisait mauvais temps. S'il faisait beau, il se promenait seul. Entre sept et huit heures, il venait chez Mme de Sabran, où l'on était déjà rassemblé, et, après avoir causé quelque temps, il lisait tout haut de moitié avec Mme de Sabran quelque acte de tragédie sur lequel il dissertait bien ou mal.

Il dépensait beaucoup d'argent pour son spectacle, qui lui en eût coûté encore bien davantage si la plupart des acteurs et musiciens ne lui eussent été attachés par d'autres titres comme secrétaires, valets de chambre, etc. Son théâtre était joli, les décorations très bien entendues et les costumes fort riches.

Le prince et tout ce qui l'entourait m'accueillirent à merveille. Bon et aimable dans les habitudes de la vie, il laissait à ses hôtes une grande liberté d'agir et de parler. Dans la discussion, qu'il aimait beaucoup et où il brillait par son instruction et son esprit, à peine s'apercevait-on qu'il était prince; c'était seulement en politique et en littérature qu'il fallait du tact et du bonheur pour combattre son opinion sans lui déplaire. Il était aussi parfois, dans ses expressions, d'un cynisme assez embarrassant pour ses auditeurs, lorsqu'il s'agissait de personnes qu'il n'aimait pas.

Peu après mon arrivée à Reinsberg, il m'entreprit sur les

causes et les suites de la Révolution française. S'il estimait Louis XVI et s'attendrissait sur ses malheurs, il ne parlait pas, à beaucoup près, aussi avantageusement de la reine et des princes; et comme je gardais un silence désapprobateur : « Vous ne répondez rien, me dit-il, vous n'êtes pas de mon avis? » Forcé de parler : « Monseigneur, répondis-je, le respect que j'ai pour le malheur, pour le sang d'Henri IV, les principes dans lesquels on m'a élevé m'empêchent, je l'avoue, de penser comme vous. — Préjugés que tout cela, répliqua-t-il, je vous croyais plus fort. » Cette conversation, qui peut-être a fait ma destinée, ne se prolongea pas davantage et ne se reprit jamais avec moi sur le même sujet.

Je continuai cependant d'être bien traité par le prince, mais après plus de deux mois de séjour chez lui, voyant qu'il ne me proposait rien qui pût assurer mon avenir et voulant éviter que, se lassant de moi, il ne me fît une de ces mines sèches que je lui avais vu faire à ceux dont il ne se souciait plus, je lui annonçai moi-même mon prochain départ.

Alors il me traita mieux que jamais, il me pressa encore beaucoup de rester et finit par me conseiller d'aller en Suède plutôt qu'en Angleterre et d'accepter l'offre, à laquelle jusque-là j'avais donné peu d'attention, d'y être gouverneur de deux jeunes gens de qualité fort riches qu'on voulait faire voyager et dont la mère, la comtesse de Geer, était de ses amies. Cette offre m'avait été faite par le baron de Munchausen, attaché au prince depuis longtemps, grand musicien, grand littérateur, aimant beaucoup les femmes et fort bon diable avec les hommes.

Ainsi, après un voyage long et coûteux, après avoir fait plus d'un château en Espagne, il me fallut prendre mon parti de nouvelles aventures.

En prenant congé du prince, il me témoigna plus d'intérêt que je ne croyais lui en avoir inspiré. Généralement toute la petite société, même le chevalier de Boufflers, me traita d'une manière flatteuse.

Je quittai Reinsberg au commencement de juin 1794. M. de Parseval et M. de Brancion m'accompagnèrent jusqu'à Stralsund, où j'arrivai le 17 juin et où, après un court séjour, je m'embarquai le 25.

Je débarquai à Ystad, petit port de la côte de Suède, après une traversée courte et heureuse. Mais à peine avais-je mis le pied sur le territoire suédois que j'éprouvai un désagrément qui ne semblait pas d'un bon augure.

Un lieutenant de hussards chargé de la police des voyageurs, ne jugeant pas mes passeports suffisants pour l'éclairer sur ce que je venais faire dans son pays, se crut autorisé à vérifier mon portefeuille. Je résistai vivement à cette prétention, et je ne sais comment se serait terminé notre différend, si un gentilhomme poméranien, le baron de Schutlz (1), qui avait passé la mer en même temps que moi, ne fût venu à mon aide. Son rang et ses raisons contribuèrent sans doute à dissiper les soupçons du lieutenant, mais ce qui les détruisit tout à fait fut la vue d'une lettre du prince Henri de Prusse pour sa nièce la princesse de Suède (2). Le grand cachet qui la fermait produisit un effet magique, et il me fut permis de continuer ma route. Un an après, mon inquisiteur fut aussi étonné qu'embarrassé de me voir à la suite du roi son maître, et fort bien traité par lui.

Jusqu'à Norköping, je voyageai en compagnie de M. de Schultz, dont la société m'offrait d'autant plus de ressources qu'il parlait très bien français et qu'il était d'une obligeance parfaite. Tout était nouveau pour moi dans le pays que nous traversions : aspect, langue, mœurs, coutumes, nourriture. Ce n'était plus ni la France, ni l'Allemagne. Je fus frappé de la beauté des chemins et des forêts. Excepté quelques parties sablonneuses en Scanie, partout ailleurs on aurait cru se pro-

(1) Chambellan de la feue reine de Suède. (*Note de l'auteur.*)

(2) Sophie-Albertine, sœur de Gustave III. Cette princesse, qui n'avait jamais été mariée, outre son apanage en Suède, jouissait en Allemagne d'un revenu assez considérable en qualité d'abbesse de Quedlimbourg. Née le 8 octobre 1753, elle est morte à Stockholm en 1828. (*Note de l'auteur.*)

mener dans les allées d'un parc. Pas de cahots, pas d'ornières; de petits chevaux à crinières épaisses, à jambes sèches, trottant ou galopant sans cesse, allant ventre à terre dans les descentes et ne tombant jamais.

Le troisième jour de route, j'arrivai à Finspong, très belles forges appartenant à la comtesse de Geer (1), à laquelle j'étais adressé, et j'y fus reçu avec infiniment de bienveillance. Mais en voyant ses deux fils, enfants dont l'éducation était à peine commencée, tandis que je les croyais âgés de quatorze à quinze ans, je jugeai de suite que je venais de faire encore un voyage inutile et ne tardai pas à annoncer le projet de me rendre en Angleterre ou en Amérique, acceptant néanmoins l'aimable hospitalité qui m'était offerte.

Ce désappointement me fut très sensible. Position vague et que mes tentatives ne parvenaient point à fixer, brèche déjà faite inutilement à mes pauvres finances, dangers de ma famille en France, fin tragique de mon frère aîné, apprise depuis peu (2), que de sujets d'inquiétude et d'affliction! Heureusement j'étais jeune, j'avais de la santé, du courage, mon infortune était imméritée, et je ne désespérai pas de l'avenir.

Il n'y avait pas quinze jours que j'habitais Finspong, quand la duchesse de Sudermanie (3), femme du duc alors régent de

(1) Louis de Geer, d'une ancienne famille wallonne, fut le chef de la branche suédoise de ce nom. Il se réfugia en Suède pour cause de religion sous le règne de Gustave-Adolphe. Ce prince l'accueillit avec distinction et le combla d'honneurs et de dignités en récompense des services qu'il rendit à la métallurgie du pays (1645-1650). Sous son habile direction, les usines de Finspong se relevèrent, et, vingt ans plus tard, il devint possesseur de ce vaste domaine. (*Notice historique sur la famille de Geer* par deux de ses membres. Utrecht, 1843, p. 129.)

(2) François-Alexandre de Suremain, officier du génie, maire d'Auxonne et administrateur du district de Saint-Jean-de-Losne en 1790, fit imprimer en 1793 un écrit intitulé *Réflexions sur la nouvelle constitution donnée à la France par la Convention nationale*. Il fut de ce fait dénoncé par le représentant en mission Bernard de Saintes, envoyé à Paris et condamné à mort par le tribunal révolutionnaire (1er prairial an II-20 mai 1794).

(3) Hedwige-Elisabeth-Charlotte, fille de Frédéric-Auguste, duc de Holstein-Oldenbourg (évêque protestant de Lubeck), et de Frédérique-Ulrique de Hesse-Cassel, née le 22 mars 1759, mariée le 7 janvier 1774 à Charles, duc de Sudermanie, frère de Gustave III.

Suède, y vint avec une partie de sa cour; et, ce qui fut plus précieux pour moi, le comte de Saint-Priest, ancien ministre de Louis XVI, l'y accompagnait. J'avais pour lui des lettres de recommandation, j'étais comme lui malheureux et proscrit; j'en obtins de prime abord un intérêt qui devint bientôt une amitié dont je m'honorerai toute ma vie et qui eut sur mon sort l'influence la plus heureuse.

Avec quel plaisir je trouve à parler d'un des hommes les plus respectables que j'aie connus, homme aussi bon qu'il était aimable et éclairé! Et que je voudrais pouvoir exprimer à mon gré combien sa bienveillance me fit valoir, combien sa société me fut douce pendant tant d'années passées dans son intimité (1)!

Durant le séjour de la duchesse à Finspong, on ne pensa qu'à la fêter, et pour cela on mit en réquisition jusqu'à mes petits talents. Hors de France on semble croire qu'un Français bien élevé est propre à tout. Il me fallut donc rimer, jouer des proverbes, faire de la musique. L'excellent comte de Saint-Priest était l'oracle de cette société, son suffrage entraînait tous

(1) François-Emmanuel de Guignard, comte de Saint-Priest, né à Grenoble le 12 mars 1735, d'une illustre famille du Dauphiné. Après avoir fait partie de la maison militaire du roi, il fut envoyé à l'ambassade de Constantinople. Ministre de Louis XVI en 1789, il se vit en butte à toutes les haines révolutionnaires; il se décida à offrir au roi sa démission en 1791 et alla rejoindre sa femme et ses enfants en Angleterre. De là il gagna la Suède, où son beau-frère, le comte de Ludolph, était ministre d'Autriche.

Le roi Gustave III et son entourage l'accueillirent à merveille. Chargé par ce prince d'aller en Russie demander à l'impératrice Catherine son adhésion au projet d'une ligue de tous les souverains pour rétablir en France le pouvoir royal, il vit cette souveraine rester froide à ces idées, mais elle le reçut avec la plus haute distinction et chercha à le fixer en Russie par l'offre d'une brillante position. Traités par elle avec la plus grande bienveillance, ses fils y prirent du service.

Quant à lui, après avoir cherché à intéresser à la cause de Louis XVI les cours de Pologne, de Saxe, de Prusse et de Danemark, il préféra revenir en Suède, où il passa à plusieurs reprises plusieurs années à de longs intervalles. Il sut s'y gagner toutes les sympathies et y laissa les meilleurs souvenirs. Rentré en France en 1815, il fut nommé pair de France et mourut le 26 février 1821.

(De Barante, *Lettres et instructions de M. de Saint-Priest*. Introduction.)

les autres, et ce fut à lui sans doute que je dus l'opinion avantageuse que l'on prit de moi.

Elle me valut peu de temps après l'offre, qu'il me conseilla d'accepter, d'entrer au service de Suède, où je fus placé comme capitaine d'artillerie attaché au général baron de Cederström, qui venait d'être nommé chef de cette arme. J'étais loin de penser que, dix-sept ans plus tard, j'aurais le même commandement que lui.

A présent que le lecteur sait comment a commencé ma fortune militaire dans l'étranger, je vais lui parler de la Suède.

Gustave III avait péri victime d'un infâme attentat, assassiné par Ankaström dans un bal (15 mars 1792), et avait laissé la régence au duc de Sudermanie, son frère, durant la minorité de son fils. J'ai tant entendu discuter sur le mérite et les défauts de ce malheureux roi que, sans l'avoir connu, je crois pouvoir le juger impartialement; quant au duc de Sudermanie, dans la familiarité duquel j'ai vécu nombre d'années, il me sera bien facile de parler de lui avec connaissance de cause.

Lorsque Gustave III monta sur le trône en février 1771, il y avait entre les souverains les plus remarquables de cette époque et les philosophes français un échange de cajoleries aussi avantageux à la célébrité des uns qu'à l'importance des autres. Le nouveau roi de Suède, déjà prôné par eux, fils d'une sœur du Grand Frédéric, nourri dans l'amour de la littérature et des beaux-arts, partant de Paris pour aller régner à Stockholm, avait un esprit très cultivé, des manières séduisantes, le goût du luxe et le désir d'occuper de lui les bouches de la Renommée.

Son début politique fut brillant. Le 19 août 1772, c'est-à-dire après un an et demi de règne, il parvint à faire, sans effusion de sang, une révolution aussi utile à la puissance royale qu'au peuple qu'il était appelé à gouverner.

Heureux si, après avoir ainsi commencé sa réputation, il avait pu s'élever au-dessus de l'esprit de son temps, oublier les pays plus riches que le sien, maîtriser ses goûts et éloigner

de lui le vice aimable! Si, moins pressé d'éblouir ses contemporains, il avait mieux jugé ce qui convenait à la Suède pauvre et placée sous un ciel rigoureux, et sagement préparé le succès des utiles projets qu'il aurait conçus! Alors, au lieu de donner l'exemple de mœurs plus que relâchées, d'introduire à sa cour des costumes bizarres (1), de créer à grands frais un grand Opéra, de faire des pièces de théâtre et de tant s'occuper de littérature, de déclamation, de danse, de musique et peinture, il eût travaillé à ramener ses sujets à cette simplicité que semble commander le climat, à cette austérité de principes, véritable source de tous les sentiments généreux; il eût favorisé de préférence l'agriculture et les sciences applicables aux différents produits de la Suède; il eût organisé son armée de manière à faire revivre les beaux temps de Gustave-Adolphe; il eût étudié l'art de la guerre et reconnu que l'imagination et la bravoure ne produisaient pas seules les succès militaires; il eût été plus économe des revenus de l'État; enfin, au lieu de chercher par l'intrigue à étendre son autorité, il eût pu, en ménageant davantage les prétentions aristocratiques dont l'habitude était encore récente, il eût pu, dis-je, fonder sur la confiance et le dévouement de toutes les classes de ses sujets le projet vaste et glorieux d'abaisser la puissance russe.

La guerre de Finlande, qu'il entreprit en 1788 contre le texte

(1) Le costume de cour, imposé aux hommes par Gustave III, était quant à la forme le moins convenable à un climat froid. Imité de celui de la cour de Bourgogne, il consistait dans un justaucorps court à manches bouffantes aux épaules, une culotte courte, des bas de soie, des souliers à rosette et un petit manteau pareil à celui que portaient autrefois en France les abbés mondains. La couleur, dans les jours ordinaires, était noire pour tout le monde, noire avec parements et garnitures en soie couleur de feu pour les gens de la cour, bleu céleste et tout en étoffe de soie avec agréments en soie blanche pour eux les jours de gala.

A la campagne le même costume se portait en gris, ou en jaune et bleu clair par ceux des courtisans à qui le roi en accordait le brevet. Les habits mêmes des troupes avaient quelque chose de cette coupe que le roi voulait nationaliser, afin, m'a-t-on dit, de donner à l'impératrice Catherine une idée de l'empire qu'il exerçait sur la nation suédoise.

L'habit des femmes était une robe en soie noire les jours ordinaires, en soie blanche les jours de gala, en soie grise à la campagne. Des manches bouffantes distinguaient celles qui étaient présentées. (*Note de l'auteur.*)

formel de la Constitution, sans être suffisamment préparé à la faire et sans les talents nécessaires pour la conduire, fut la cause première des malheurs de Gustave III. En vain montra-t-il une grande énergie et déploya-t-il beaucoup de ressources pour sortir des divers embarras où le plongèrent les suites de son agression contre la Russie; en vain fit-il la paix avec elle et avec le Danemark sans rien perdre de son territoire : le manque de succès avait rompu le charme de ses antécédents; la nation suédoise ne pouvait être trompée ni sur les pertes de sa flotte, ni sur le désordre de ses finances; et les manœuvres qu'employa le roi aux Diètes suivantes, pour accroître son pouvoir, augmentèrent encore le nombre de ses ennemis.

En 1791, il paraît avoir eu le projet de prendre contre la République française la revanche de son peu de succès contre la Russie. Les Mémoires du marquis de Bouillé en font foi; les émigrés le voyaient en espérance à la tête d'une ligue de souverains dont il serait l'Agamemnon. L'Espagne devait fournir des subsides, la Russie des troupes qui, jointes à un corps suédois, auraient opéré un débarquement en Normandie. Cependant, pour qui a connu la Suède, il est peu probable qu'un tel projet ait été sérieux. Gustave III ne pouvait manquer d'avoir la mesure de sa position, de juger combien serait impopulaire une expédition aussi éloignée, aussi incertaine, n'offrant à la Suède aucun avantage positif. Beaucoup de gens pensent que s'il a travaillé à coaliser l'Europe, que s'il a surtout désiré d'entraîner la Russie, c'était un calcul d'amour-propre et de politique qui masquait des projets sur la Norvège.

Ceux qui liront ces Mémoires, présumant que, pendant mon long séjour en Suède, j'ai dû apprendre beaucoup de choses sur la vie privée de ce prince, sur ses rapports les plus intimes avec la reine, sur la naissance de ses enfants, s'attendent peut-être de ma part à de curieuses révélations.

J'avouerai que je sais tout ce qu'on peut savoir à cet égard, mais la difficulté de raconter d'une manière décente tout ce

qui m'a été dit me détermine à me taire, et, au lieu d'éclaircir un point de fait, je crois plus convenable de m'en tenir au point de droit : *Is pater est quem justæ nuptiæ demonstrant* (1).

Quoique ma position près du duc de Sudermanie, devenu Charles XIII, m'ait mis à même d'obtenir de lui des éclarcissements précieux sur tout ce qui avait rapport à l'illégitimité de Gustave IV, je ne me rappelle point qu'il en ait été jamais question entre lui et moi autrement que d'une manière indirecte, comme d'une chose avérée, et je suis porté à croire que ce prince, d'un âge peu différent de celui de son frère aîné, n'ayant point d'enfants, avait, dans le principe, ou formellement ou tacitement consenti à une supercherie politique qui ne devait rien lui ôter, et dont le repos de la Suède pouvait dans l'avenir être le résultat. Mais la reine sa mère (Louise-Ulrique de Prusse, sœur du Grand Frédéric), dont il était l'enfant chéri, ne voulut jamais donner son assentiment à la fraude qui le privait de l'éventualité d'une couronne. Elle resta jusqu'à sa mort brouillée avec son fils Gustave III et ne contribua pas peu à divulguer le secret dont on avait tâché d'environner la naissance de Gustave IV.

Le prince Henri de Prusse, frère et confident de cette reine, faillit, lors de mon retour à Reinsberg en 1795, m'embarrasser beaucoup en me disant crûment en pleine table : « Eh bien, monsieur de Suremain, que faites-vous de votre petit bâtard? — Je n'en ai point, Monseigneur, répondis-je. — Allons, allons, vous faites l'ignorant, le discret, nous reparlerons de cela après dîner. » L'après-dîner je persistai à lui dire que je ne savais rien de tout ce qu'il me racontait, et que je le priais de me permettre de douter qu'il fût bien informé. « Vous prétendez donc que la reine ma sœur m'a fait des contes, me dit-il alors avec un air fâché. — Votre Altesse Royale me met

(1) La reine de Suède, Sophie-Madeleine de Danemark, outre Gustave IV, eut un autre fils titré duc de Smoland, qui mourut en bas âge. Elle était sœur du roi de Danemark, père du roi actuel. Elle n'est morte qu'en 1813. (*Note de l'auteur.*)

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

au pied du mur, je n'ai rien à dire contre l'autorité qu'elle me cite. Qu'elle daigne seulement observer que ma position près du roi de Suède m'oblige d'ignorer de pareils secrets. »

Ce qu'il y a de fort remarquable dans l'assertion du prince Henri, que son neveu Gustave III n'avait nul goût pour les femmes, c'est que lui et son frère le Grand Frédéric étaient connus tous deux pour être dans le même cas. Qui peut rendre raison de pareilles anomalies se perpétuant dans une même famille?

Lorsque j'entrai au service de Suède, Gustave IV-Adolphe avait quinze ans. En attendant l'époque de sa majorité, fixée à dix-sept ans, le duc de Sudermanie, son oncle, jouissait comme régent de toute la plénitude de l'autorité royale. Si les bruits répandus contre lui avaient eu quelques fondements, si enfin, pour parler clairement, il eût été complice du meurtre de Gustave III, aurait-il épargné le fils, l'héritier de la victime, et perdu le fruit de son crime? Or nous avons vu ce fils régner paisiblement jusqu'à ce que ses propres fautes l'aient fait descendre du trône. Rien ne réfute mieux, ce me semble, les calomnies qui ont empoisonné l'existence du duc de Sudermanie, et j'en appelle à ceux qui ont approché ce prince, du caractère le plus ouvert et le plus gai, le moins ambitieux des hommes et le plus avide de plaisir et de liberté, ils témoigneront tous qu'elles sont d'une absurdité révoltante.

Il se présenta cependant une belle occasion de satisfaire son envie de régner, s'il l'eût eue. Quelques mois après la mort de Gustave III, le jeune roi parut sujet à des espèces de vertige qui firent craindre pour sa raison. La majorité du conseil était disposée à profiter de cet accident pour l'éloigner du trône, mais le régent se rangea à l'avis de ceux des médecins qui jugèrent que le mal n'était pas incurable, et effectivement Gustave IV guérit : il guérit et régna (1).

(1) Cette guérison néanmoins n'a jamais été bien complète. J'ai plus d'une fois entendu le roi se plaindre d'embarras dans la circulation. Ses pieds étaient toujours froids, le sang lui montait facilement à la tête, ce

Après avoir réfuté péremptoirement, je crois, l'horrible accusation dont on a essayé de flétrir le duc de Sudermanie, je ne dissimulerai pas que la facilité de son caractère a pu donner prise à la malveillance. Quelque avéré qu'il paraisse que Gustave III mourant avait demandé qu'on fît grâce de la vie aux auteurs de sa mort, ce fut, peut-être, une faute du régent que d'obtempérer à la clémence de son frère. L'assassin Ankaström périt seul sur l'échafaud, et l'arrêt de mort de ses complices fut commué en dégradation et en bannissement perpétuel (1). Ce fut une faute que d'adopter brusquement d'autres principes politiques que ceux du feu roi; ce fut encore une faute que de donner toute sa confiance au baron de Reuterholm, exilé par Gustave III, et d'éloigner des affaires presque tous ceux qu'il avait employés.

Celui qui pardonna le moins sa chute, celui qui chercha le plus à s'en venger, fut le baron d'Armfelt (2), favori tout-puissant sous le précédent règne. Relégué comme ministre de Suède en Italie, c'est de là qu'il travailla à déshonorer le régent aux yeux de l'Europe entière; c'est de là que, couvrant sa haine de l'apparence d'un religieux dévouement à la mémoire de Gustave III et la sûreté de Gustave IV, il chercha à mêler la Russie à ses projets de bouleverser la Suède. Sa conspiration, moins dangereuse que criminelle, fit le sujet d'un procès fort éclatant, qui occupait encore tous les esprits lors de mon arrivée en Suède. Le baron d'Armfelt condamné à

qu'il attribuait à la dureté de son éducation physique. Etant enfant, on le faisait souvent aller nu-jambes au cœur de l'hiver. Je n'ai vu personne dormir habituellement d'un sommeil aussi profond et aussi difficile à rompre. (*Note de l'auteur.*)

(1) Il existe encore (1825) un de ces complices à Paris, le baron de Ribbing, qu'on y avait surnommé le *beau régicide*, et un autre, le comte de Horn, réfugié dans les États danois : tous deux gens de la plus haute naissance. (*Note de l'auteur.*)

(2) Gustave-Maurice, baron d'Armfelt, né à Juva, gouvernement d'Abo, le 1er avril 1757, appartenait à une des plus puissantes familles de Finlande : il devint l'inséparable ami de Gustave III et parvint en Suède aux plus hautes dignités. Il mourut le 19 août 1814. Tegner a publié sa vie, 3 vol., en suédois.

mort par contumace; une femme de la cour, son principal agent, mise dans une maison de correction, après avoir été déshonorée par une exposition sur l'échafaud; plusieurs subalternes bannis ou disgraciés : tel fut le résultat de ce fameux procès qui satisfit quelques ressentiments particuliers, sans être très utile à la sûreté du royaume.

Ayant connu depuis ce baron d'Armfelt, après qu'il eut obtenu sa grâce du roi Gustave IV, il m'a semblé qu'une valeur brillante, une belle figure, beaucoup d'esprit naturel, une grande dépravation de mœurs, avaient pu le rendre dangereux pour les femmes et d'un mauvais exemple pour les jeunes gens, mais je n'ai remarqué en lui rien qui décelât l'homme à grand caractère ou à grands talents. Aussi a-t-il fait seulement du bruit dans le monde.

Ce qui donna d'ailleurs une idée de l'instabilité de ses principes et de ses sentiments, c'est qu'il était en 1809 dans le secret des conspirations tramées contre Gustave IV, dont il avait perdu les bonnes grâces; et il y était parce qu'il lui fallait à tout prix de la faveur, du crédit et de l'argent.

Quelque temps après le choix fait du maréchal Bernadotte pour prince royal de Suède, le baron d'Armfelt, averti qu'il en était vu défavorablement, et d'ailleurs ayant des terres en Finlande, quitta le service de Suède pour s'attacher à celui de Russie, où il est mort.

Le général de Cedeström, auquel, comme je l'ai déjà dit, je débutai par être attaché, était surtout un habile courtisan, et cet art lui avait servi à être bien vu du régent, quoiqu'il eût été créature du feu roi. Heureusement pour moi qu'il parlait très aisément la langue française. Mon service auprès de lui consistait à l'entretenir journellement d'artillerie, et il m'eut l'obligation de l'empêcher de bouleverser celle de Suède. Il ne rêvait que changements, « car, me disait-il très naïvement, si je ne fais rien de nouveau, on croira que je ne suis bon à rien. » Pour moi qui, ne connaissant pas encore l'artillerie suédoise, ne pouvais rien lui conseiller de bon, je tâchais de

lui faire comprendre la nécessité d'avoir un plan général d'amélioration avant d'en entreprendre aucune.

Nos discussions m'engagèrent à écrire pour lui un résumé des principes qui doivent guider dans l'organisation et l'usage de cette arme. Il le montra au régent, à qui cet essai plut assez pour lui donner l'idée de m'attacher à l'institution militaire du jeune roi. Il n'y avait pas quatre mois que j'étais à son service, lorsque je reçus cette honorable commission. Qu'on juge de la joie d'un malheureux émigré sans fortune et sans patrie, de se trouver aussi bien placé pour acquérir une existence!

A ma première leçon, le roi me parut plus embarrassé que moi : j'avais, il est vrai, préparé mon thème. Je le débitai avec assurance; je développai les rapports de la science de l'artillerie avec les différentes parties de l'art de la guerre, faisant sentir que, pour tirer quelques fruits de mes leçons, il fallait des connaissances que le roi peut-être n'avait pas, et qu'en ce cas je lui proposais d'acquérir.

Par là, j'agrandissais beaucoup mon rôle. J'étais cependant, je l'avoue, bien loin d'avoir l'instruction nécessaire à un professeur d'art militaire; mais j'en savais plus que le roi, plus que le baron Mörner, son gouverneur, et que deux menins présents à ma première séance. Je leur jetai à tous de la poudre aux yeux, et il fut convenu que, pour procéder avec ordre, je traiterais de la guerre en général, de toutes ses opérations en particulier et de l'emploi de l'artillerie dans chacune d'elles.

Après l'aveu de cette petite charlatanerie, je dois, pour ma justification, dire que je me mis dès lors à étudier avec ardeur tout ce que j'ignorais d'essentiel. Je lus les meilleurs auteurs militaires, méditant et comparant leurs principes et leurs récits avec les principes et les événements de la guerre de la Révolution.

Si mon travail n'a pas servi beaucoup au roi, malgré tout mon désir d'en faire un nouveau Gustave-Adolphe, au moins il m'a servi, à moi, pour l'avenir. Je crois, du reste, que Turenne à ma place ne l'eût pas rendu plus habile qu'il ne

s'est montré depuis : Turenne aurait semé dans un terrain trop ingrat.

Depuis qu'il était sorti des mains des femmes, le roi avait eu plusieurs gouverneurs. L'un, le comte Adam Wachtmeister (1), fort respectable par son rang et son caractère, avait, malgré les instances du feu roi, donné sa démission, parce qu'il tenait à l'opposition qui s'était formée dans la noblesse. Un autre, le vieux comte Gyldenstolpe (2), trop amoureux des plaisirs de la table et lié d'ailleurs avec le baron d'Armfelt, avait été déplacé par le régent. Le gouverveur actuel était ce baron Mörner que j'ai déjà cité, fort galant homme, peu instruit et simple colonel. Le précepteur, M. de Rosenstein, savant distingué, manquait malheureusement de toute énergie. Parmi les menins, le baron de Boye et le comte Nils Gyldenstolpe avaient de l'instruction et de bonnes manières.

Je ne déciderai point si le hasard de cet entourage a eu quelque influence sur le moral de Gustave IV. Cependant, comme les princes sont dès leur enfance circonvenus par toute espèce de séductions, nul doute qu'il ne soit très important de ne placer près d'eux que des hommes dont les lumières, les vertus, l'exemple, puissent au moins balancer les mauvaises impressions qu'ils sont si exposés à recevoir, et même vaincre s'il le faut leur naturel.

Dans mes leçons subséquentes, qui eurent lieu deux fois par semaine et me mirent chaque fois pendant deux heures presque toujours en tête à tête avec le roi, je m'aperçus promp-

(1) Carl-Adam, comte Wachtmeister, né en 1740, colonel en 1776, gouverneur du jeune roi en 1787. Commandant en chef à Stockholm en 1788, il se joignit à l'opposition contre Gustave III en 1789, puis reçut, en 1792, le titre d'excellence et de maréchal de la cour de la reine douairière. Nommé en 1793 chancelier de l'Université d'Abo et comte en 1799, il mourut à Stockholm en 1820.

(2) Ce comte Gyldenstolpe appartenait à une ancienne famille suédoise, dont un des membres, Nils, se distingua comme bon diplomate et jouit de la faveur des rois Charles XI et Charles XII. Il fut créé comte en 1690 et mourut président de la Chancellerie en 1709. Plusieurs membres de cette famille sont arrivés à une haute position militaire.

Le comte Gyldenstolpe dont il est ici question mourut en 1809.

tement de la difficulté que je trouverais à lui faire prendre des idées justes de l'art de la guerre.

Il avait appris le maniement des armes, les manœuvres d'un bataillon ou d'un régiment; mais l'application de ces manœuvres à des circonstances données, le mécanisme des mouvements d'une armée, l'appui que doivent se prêter les divers éléments qui la composent, les précautions à prendre pour sa conservation, la connaissance des lieux, le choix des positions, celui d'une base et d'une ligne d'opérations, tout cela semblait trop compliqué pour lui et surtout d'une conception trop élevée. Comme la plupart des gens bornés ou d'un esprit paresseux, il avait à la bouche un ou deux principes généraux auxquels il n'admettait pas de modification. Ainsi, disait-il, à la guerre il faut toujours attaquer. Mais comment attaquer? Quelles dispositions prendre pour cela? C'est à quoi même il ne pensait pas. Il ne voyait que des feux de peloton, de bataillon, la baïonnette et la victoire.

En vain mettais-je tout ce que je pouvais de méthode en procédant avec lui. Pour être plus à sa portée, j'avais réduit l'art de vaincre à sa plus simple expression, en lui démontrant qu'il consistait à être toujours plus fort que l'ennemi sur le point d'attaque ou le point de défense, et qu'indépendamment du nombre, il y avait une force réelle résultant de la bonté des troupes, des dispositions que l'on prenait et des talents des généraux. Tous ces développements n'entraient pas dans sa tête; il me laissait pérorer fort à mon aise, sans que mes plus instantes prières aient jamais obtenu qu'il résumât ce que je lui avais dit, afin que je pusse juger si je m'étais bien expliqué, s'il m'avait bien compris, ni qu'il me fît des objections quelconques ou me dictât un ordre d'après une supposition donnée : « Vous savez cela mieux que moi, disait-il. — Cela se peut bien, répondais-je, mais je suis ici pour que Votre Majesté l'apprenne. » Et il ne l'apprenait point davantage.

Lorsque, pour me reposer un peu, je lui lisais des passages choisis dans les meilleurs ouvrages militaires, j'avais remarqué

chez lui une propension au sommeil qui me força de renoncer à ce soulagement; de sorte que, chaque jour de leçon, je notais sur une feuille de papier, en suivant l'ordre que j'avais adopté, les objets que je devais traiter. Cela servait de texte à mes discours et, comme je regardais le roi en lui parlant, il n'osait pas s'endormir ou il y était moins enclin. Ce qui lui plaisait assez, c'était le récit des batailles ou les anecdotes dont la leçon était souvent entremêlée. Ce qui lui aurait plu davantage, ç'aurait été des descriptions d'uniformes ou d'armements nouveaux. Il avait une grande opinion de ses troupes, un profond respect pour Charles XII, un grand désir de l'imiter, et il ne tarda pas à commencer de le faire en adoptant sa coiffure, ses gants et son habit (1).

On voit par ce qui précède combien peu de succès je pouvais me promettre de mon travail; cependant je ne désespérai pas encore d'en obtenir. Le roi était jeune, et devant me trouver avec lui à un campement de troupes en Scanie, je pensai que cela me mettrait à même de faire entrer dans sa tête des idées plus grandes et plus justes. Au reste, pendant les premiers mois, comme pendant tout le temps que j'ai travaillé à son instruction, je n'ai eu qu'à me louer de sa patience, de sa politesse et de l'opinion qu'il émettait sur mon compte.

Je partis pour la Scanie le 10 mai 1795 avec le général Cedeström, qui, outre ses places de colonel commandant le 1er régiment des gardes et de chef de l'artillerie, était encore aide de camp général de service près du roi, au nom duquel il commandait à toute l'armée.

Nous visitâmes quelques villes telles que Calmar, Christianstad, Carlshamn, Jönköping, où tout ce que je vis de fortifications, d'arsenaux, de magasins, me parut fort délabré, fort pauvre et fort au-dessous de ce que cela devait être. J'en

(1) Le roi me montra un jour de longs pistolets d'arçon qui avaient appartenu à ce prince, et un modèle de sa figure coulé dans un masque en plâtre appliqué sur elle peu après sa mort. On y voyait très distinctement la trace du coup qui l'avait tué raide. La balle, entrée par une tempe, était sortie par l'autre avec une légère inclinaison. (*Note de l'auteur.*)

pris note dans l'espoir de fixer l'attention du roi sur l'importance de ce dénuement de moyens militaires.

Chemin faisant, nous nous arrêtâmes dans quelques châteaux. Partout le général était bien reçu et j'avais ma part de ce bon accueil. Mais, eussé-je été un individu isolé, je l'aurais également obtenu, car la Suède est par excellence le pays de l'hospitalité.

Lorsque nous arrivâmes au camp, il me parut si calme que je ne le crus pas encore occupé par les troupes. Cependant elles y étaient, mais, excepté les sentinelles, tout reposait sous la tente. Le Suédois, quoique laborieux et capable de soutenir de grandes fatigues, n'est ni actif, ni bruyant comme le Français.

Le roi ne vint que deux jours après nous. J'eus sa table pendant tout le campement; je l'accompagnais aux exercices qu'il suivait avec une grande exactitude, et qu'il commanda quelquefois lui-même, lorsqu'on en fut aux manœuvres par régiment. Je faisais près de lui le service d'aide de camp, autant que pouvait le permettre mon peu de connaissance de la langue suédoise. Quand il me choisissait pour porter un ordre, il me le donnait d'abord en français, puis en suédois, et avait la bonté de me le faire répéter dans cette dernière langue.

Quoiqu'il soit naturel à tout peuple de ne pas voir avec plaisir des étrangers occuper des places chez lui, surtout lorsqu'elles ont quelque relief, et quoique je prêtasse sûrement à la critique en faisant un service tout nouveau pour moi, je ne m'aperçus d'aucune malveillance à mon égard. Bien au contraire, chacun dans l'occasion venait à mon aide; pendant le long séjour que j'ai fait en Suède, j'ai souvent éprouvé les mêmes procédés.

Les troupes réunies au camp de Scanie montaient à huit ou neuf mille hommes de différentes armes, dont plus des trois quarts appartenaient à ce qu'on nomme en suédois *Indelning-Werk* et que je traduirai par troupes provinciales. L'infanterie était belle et manœuvrait bien, surtout vu le peu de temps pendant lequel on l'exerce chaque année.

Les derniers jours du campement, qui dura jusqu'au 14 juin, furent consacrés à des simulacres de guerre trop insignifiants ou trop invraisemblables pour être utiles au roi. Il partit du camp pour aller visiter sa flotte, combinée dans le Sund avec la flotte danoise, afin d'assurer la liberté de la Baltique, et moi, peu après, je profitai d'un congé pour faire un petit voyage en Allemagne avec le fils unique du général Cedeström, jeune homme très intéressant et qui a parfaitement rempli tout ce qu'on pouvait attendre de lui.

Ce ne fut pas sans un plaisir mêlé de vanité que je retournai à Reinsberg, pouvant montrer au prince Henri, qui m'avait fait venir et ne m'avait pas gardé, que mon sort était honorablement fixé. Il me questionna beaucoup sur la Suède, où il avait été du vivant de la reine sa sœur. Je me tins sur mes gardes, tant par prudence que par point d'honneur; et tout ce qu'il put me dire sur la vie privée de Gustave III, qu'il paraissait connaître à fond, ainsi que sur la naissance de Gustave IV, ne me fit pas sortir de la réserve que je m'étais imposée.

A mon retour en Suède je fus rejoindre la cour à Drottningholm (1), et je repris l'instruction militaire du roi. On me nomma major, ce qui levait toutes les difficultés d'étiquette auxquelles ma position pouvait donner lieu. Je restai cependant toujours attaché à l'artillerie avec mon simple grade de capitaine, et comme il se trouvait dans le régiment de cette arme en garnison à Stockholm une place vacante qui ne s'achetait pas, celle de capitaine chargé de l'instruction théorique, on me la donna, malgré mes représentations sur l'impossibilité où j'étais de la remplir convenablement avant de bien savoir la langue du pays. « Prenez toujours en attendant mieux, me dit le général Cedeström, on ne vous saurait aucun gré d'un refus. »

(1) Château royal à deux lieues environ de Stockholm. Il est situé sur le Lofön, île du lac Mœlar, lequel s'étend environ sur une longueur de soixante-dix-huit milles anglais à l'ouest de cette capitale. Cette résidence est une imposante construction de grandes dimensions, bâtie dans la dernière partie du dix-septième siècle par la reine Hedwige-Eléonore.

Le séjour de Drottningholm était des plus agréables. Toutes les personnes *ordonnées*, suivant l'expression suédoise, logeaient dans le château ou dans les pavillons qui en dépendent et mangeaient à la table du roi, habituellement de quarante à cinquante couverts. On avait spectacle une fois au moins par semaine, assez souvent des concerts et des bals; plusieurs femmes remarquables par leur esprit ou par leur beauté, quelques hommes mûrs formés par les affaires et les voyages, d'autres destinés, par leur naissance et leur éducation, à occuper des emplois élevés formaient l'élite de la société de Drottningholm, où ma position me faisait admettre et recevoir avec bonté. De la sorte, à dater de cette époque, je me trouvai lancé dans le grand monde que jusque-là je n'avais fait qu'entrevoir; et je formai des liaisons d'amitié, dont quelques-unes durent encore, avec ce qu'il y avait de plus distingué parmi les jeunes gens de la cour (1).

Le duc régent me traitait à merveille. Le roi continuait de me montrer la même bienveillance, et je redoublais d'efforts pour lui être utile, quoique, je dois le dire, avec aussi peu de succès qu'auparavant; mais j'espérais encore du temps et de sa raison. Je m'attachais à lui par le bon côté de son caractère, par devoir, par reconnaissance; puis il m'eût été trop pénible de croire d'avance que toutes mes peines seraient perdues.

Dès ce temps-là, quoique je ne connusse la Finlande que par la carte, j'essayai d'éveiller la prévoyance du roi sur la nécessité d'y organiser une défensive très énergique : « Dans un pays si exposé à l'invasion d'un voisin puissant, tout homme, lui dis-je, en état de porter les armes devrait être équipé, exercé, prêt enfin à marcher au premier indice de danger. » Puis je lui citai les milices suisses, n'osant pas donner pour

(1) On a dit des Suédois qu'ils étaient les Français du nord, et ils le répètent avec assez de complaisance. Cela pouvait être vrai à Stockholm, où l'on trouvait effectivement en hommes et en femmes une société qui, par la grâce, l'instruction, l'esprit et les bonnes manières, n'était point au-dessous de la meilleure compagnie de Paris ou des grandes capitales de l'Europe. *(Note de l'auteur.)*

exemple les résultats de la conscription en France. « Ne faudrait-il pas ajoutai-je aussi, avoir en Finlande un dépôt central, bien fortifié, bien approvisionné, et pouvant servir de point d'appui offensif et défensif? — Ah! me répondit-il, j'ai Sveaborg qui est imprenable; lors de la dernière guerre, sans les intrigues et la trahison, nous aurions été à Pétersbourg; il ne faut pas croire les Russes si dangereux. »

Je reconnus à ces paroles l'influence de la flatterie; n'ayant pas le poids nécessaire pour discuter utilement avec un jeune roi qui ne m'aurait pas compris, je fus forcé de le laisser sur les erreurs que ses préjugés rendaient difficiles à combattre, jusqu'à ce qu'il se représentât une occasion de le faire avec quelque espoir de succès. Ce qu'il m'avait dit une fois, qu'on reprochait généralement aux Français de ne rien trouver bien hors de chez eux, m'obligeait à beaucoup de circonspection. Il y eut pendant ce séjour à Drottningholm un événement qui en troubla momentanément les plaisirs. Un soir que l'on dansait dans un des salons, tout à coup le bruit s'y répandit qu'on venait de faire une tentative d'assassinat sur la personne du régent. Un brigadier des drabans ou gardes du corps, nommé Netherwood, est amené pâle et tremblant; il raconte que, traversant un petit jardin par lequel le duc de Sudermanie passait souvent seul à la même heure, deux hommes sont venus à lui, que l'un lui a tiré un coup de pistolet, lequel n'a fait que percer le manteau qu'il montre, et que, s'apercevant alors d'une erreur de leur part, les assassins se sont enfuis à toutes jambes, sans qu'il ait pu en arrêter aucun. On fit venir en grande hâte des troupes de Stockholm, on fouilla soigneusement l'île de Drottningholm, on mit toute la police en mouvement sans rien trouver de suspect; enfin, par réflexion, il parut extraordinaire qu'on eût pensé à tirer sur le régent fort près d'un corps de garde; que Netherwood, jeune, vigoureux et armé, n'eût pu arrêter ou blesser personne, et l'on commença de soupçonner que son récit était un conte. Effectivement, dans le nouvel interrogatoire qu'on lui fit subir le

lendemain, il se coupa, s'embarrassa et, sur l'assurance qu'on lui donna de ne point le mettre entre les mains de la justice s'il disait la vérité, il finit par avouer qu'il avait imaginé cette fable pour se donner de l'importance et obtenir de l'avancement. Il en fut quitte pour être renvoyé de son corps et exilé.

Eh bien! cet homme, coupable d'un mensonge si criminel et si plat, se réfugia dans l'armée française, où il entra comme simple cavalier, fit les campagnes d'Italie, celles d'Égypte, et s'y distingua tellement par sa bravoure que, huit ans après, il était officier supérieur. Il mourut à Saint-Domingue, où il avait suivi le général Leclerc.

La cour revint à Stockholm dans le milieu d'octobre 1795, et quelque temps après il fut public qu'on traitait du mariage du roi avec une fille du duc de Mecklembourg-Schwerin. Ce choix était l'ouvrage du baron de Reuterholm, favori du régent (1) ; il déplut beaucoup à l'impératrice Catherine, qui aurait trouvé convenance et sécurité à placer une de ses petites-filles sur le trône de Suède. Le projet en avait été ébauché du vivant de Gustave III; la mort de ce prince et la froideur qui depuis avait régné entre les cours de Suède et de Russie semblaient l'avoir rompu. Catherine le reprit avec ardeur, et, comme sa dignité ne lui permettait pas de faire à ce sujet les premières démarches, elle chercha d'abord à embarrasser le gouvernement suédois par des plaintes amères sur les liaisons qu'il

(1) Gustave-Adolphe, baron de Reuterholm, né le 7 juillet 1756, mort le 26 décembre 1813, était le fils d'un conseiller du royaume (Riksröd). Il fit de l'opposition à Gustave III, sans jouer cependant un rôle prédominant aux Diètes. Il quitta la Suède en 1789 pour y revenir en 1790, mais fut disgracié par ce monarque, qui le soupçonna de nourrir des projets révolutionnaires. Entré dans la franc-maçonnerie en 1782 et initié pendant ses voyages aux mystères des illuminés, il prit par là une grande influence sur le duc de Sudermanie, frère du roi.

Le duc, devenu régent, lui accorda toute sa confiance, le nomma grand chambellan de la reine douairière et membre du conseil, où il imposa de suite sa volonté comme une espèce de premier ministre. A la majorité de Gustave IV, qu'il avait souvent blessé par son insolence, il fut disgracié et dut quitter Stockholm. A la révolution de 1809, il espéra vainement retrouver le pouvoir auprès de Charles XIII.

venait de former avec la République française. M. de Budberg, chargé d'affaires de Russie à Stockholm, eut l'ordre d'agir en conséquence. Comme c'était un homme de peu de moyens et de mesure, on crut devoir le renforcer de son cousin le général de Budberg, gouverneur des grands-ducs. L'impératrice l'envoya en Suède avec des lettres particulières pour le roi et le régent, des lettres de créance comme ministre ou comme ambassadeur, en lui prescrivant de ne faire usage des unes et des autres qu'autant que la négociation secrète dont il était chargé paraîtrait devoir réussir.

A peu près en même temps que le général de Budberg, arrivait de Londres à Stockholm, s'annonçant seulement comme simple voyageur, un Suisse nommé M. Christin, qui devait se rendre à Pétersbourg (1). Il avait autrefois suivi M. de Calonne à Coblentz, à Naples, en Russie; il connaissait à fond les pays qu'il avait visités, il était aimable, paraissait riche et indépendant; il fut bientôt en relation avec les ministres étrangers et particulièrement avec MM. de Budberg. Le voyant bien reçu à la cour et partout, ils jugèrent qu'il pourrait leur être utile, et non seulement ils lui confièrent l'objet principal de leur mission, mais ils le prièrent de les aider dans la rédaction de leurs dépêches, qui toutes étaient mises en original sous les yeux de l'impératrice.

Trois semaines avant que M. Christin vînt à Stockholm, le duc d'Orléans (à présent le roi Louis-Philippe) s'y était arrêté, au retour d'un voyage en Laponie, sous le nom de Müller. Il y avait alors en Suède un émigré nommé de Brou,

(1) Christin (Ferdinand), né à Yverdon, principauté de Neuchâtel, était un de ces habitants de la région helvétique qui, comme les Vaudois Laharpe et Mottaz, cherchèrent au loin fortune à la fin du siècle dernier. Il était sous le Consulat secrétaire de Markoff, ministre de Russie à Paris. Après le départ de ce diplomate, il s'établit à Genève, y fut arrêté par la police française comme agent anglais et demeura dix-huit mois détenu à Sainte-Pélagie et au Temple (juillet 1803-janvier 1805). On le retrouve à la fin de l'Empire en Russie, et c'est de Moscou, où il mourut en 1835, qu'il entretint avec la princesse Barbe Tourkestanov une curieuse correspondance publiée il y a quelques années dans les *Archives russes*.

ancien officier dans le régiment de Penthièvre-dragons, attaché au général Klingspor en Finlande. Il se rencontra à dîner chez le général avec le soi-disant Müller et le colonel de Montjoie, déguisé sous son nom allemand de Frohberg. Il ne connaissait pas les convives non plus que M. de Klingspor. La discussion s'engagea sur ce que deviendrait la France : « Elle ne peut rester en république, dit M. de Montjoie, tôt ou tard elle redeviendra monarchique. — Mais qui régnera, dit de Brou ! — Ma foi, répond Montjoie, il est probable que ce sera le fils du dernier duc d'Orléans; ce jeune prince a montré des talents, de la bravoure... — Comment! monsieur, répondit de Brou, vous croyez les Français assez lâches pour se soumettre au fils de l'Egalité ? » La discussion allait s'échauffer, lorsque Müller (le vrai duc d'Orléans) les arrêta en leur disant : « Eh ! messieurs, pourquoi vous disputer sur un événement qui sûrement n'aura jamais lieu ? »

C'est en effet de Stockholm que, par l'entremise du comte de Saint-Priest, chez qui je me trouvai un jour avec lui, il commença sa réconciliation avec Louis XVIII.

On ne sut qu'après son départ qui était ce M. Müller, et cette découverte ne contribua pas peu à donner de la vogue à M. Christin. On le supposa un grand seigneur déguisé, ce qui le fit accueillir par la cour et la ville mieux qu'il ne l'aurait été sans cela. Il avait beau dire : Je suis M. Christin, fils de M. Christin, banneret d'Yverdon, on fut quelque temps sans y croire.

Je ne connaissais encore cet étranger que de vue, lorsque, me trouvant chez Mme de Saint-Priest avec lui et le chargé d'affaires d'Angleterre, M. Arbuthnot, celui-ci se permit des propos aussi violents que déplacés sur le régent. J'étais officier suédois, je me sentis personnellement offensé de son indiscrétion, et il s'en serait suivi un duel entre l'Anglais et moi si l'entremise de M. Christin n'avait arrangé cette affaire aussi bien que je pouvais le désirer. Ni la cour ni la ville n'en ont jamais rien su. Cet événement commença de nous lier, et

je trouvai bientôt un charme inexprimable dans la société d'un homme fort gai et qui avait un fonds inépuisable d'anecdotes sur presque toutes les cours. Nous passions souvent des soirées tête à tête, devisant sur mille sujets divers, et bientôt notre liaison devint de l'intimité.

Un jour, soit qu'il eût la conviction que les démêlés de la Suède avec la Russie pouvaient avoir une issue sérieuse, soit qu'il voulût me donner des craintes, dans l'espoir que je les répandrais, il me montra une dépêche de Pétersbourg fort menaçante à laquelle MM. de Budberg l'avaient prié de répondre. Leur confiance en lui était telle, ou plutôt ils avaient de lui un tel besoin, que c'était dans son propre appartement qu'il faisait et même chiffrait parfois leur correspondance; comme il ne voulait pas risquer d'être leur dupe, il n'écrivait rien pour eux sans en garder copie. Je l'ai vu maintes fois en tirer de très exactes au moyen d'une petite presse anglaise; c'était l'affaire d'un instant.

M. Christin désirait fort dans son intérêt que le projet de marier le roi de Suède avec la grande-duchesse Alexandra réussît. Pour lui, qui aurait travaillé à ce succès, il y voyait une source d'agréments et de fortune en Russie, où il avait déjà l'espoir de faire un mariage avantageux; de mon côté, je trouvai ce projet fort convenable aux intérêts de la Suède, et je n'étais pas fâché d'être dans le secret d'une affaire de cette importance. Cependant, quand il me proposa d'informer le régent de ce qu'il m'avait appris des dispositions, des vœux de l'impératrice et du danger de les rejeter, je m'y refusai, mais je dis à M. Christin comment il devait s'y prendre pour parler lui-même au régent de cette affaire, et je l'autorisai à me citer, au besoin, comme en ayant quelque connaissance. Ce fut, je l'avoue, une grande imprudence de ma part que de consentir à paraître sur la scène et à me trouver par là, moi étranger, dans une sorte d'opposition avec M. de Reuterholm, espèce de premier ministre, et le plus orgueilleux comme le plus vindicatif de tous les hommes.

M. Christin trouva bientôt l'occasion de faire quelque ouverture au régent. Il demanda une audience secrète qui lui fut accordée, et m'ayant cité, comme je le lui avais permis, le duc lui dit de s'adresser à moi dorénavant pour être conduit dans ses petits appartements par des escaliers dérobés.

Je le vis au sortir de sa première audience; il était enchanté de l'affabilité du prince. Il écrivit devant moi le résumé de sa conversation avec lui et ce récit partit le lendemain pour Pétersbourg. Je vis le duc quelques jours après. Sans trop m'interroger sur ma liaison avec M. Christin, il me parla de lui en très bons termes, m'ordonna de servir d'intermédiaire aux rapports qu'il serait dans le cas d'avoir avec cet étranger et de garder là-dessus un profond silence.

M. Christin obtint encore trois audiences par mon canal, et à chacune, d'après les détails qu'il me donnait, les difficultés semblaient s'évanouir. Cela fournissait matière à de longues dépêches qui ne coûtaient à MM. de Budberg d'autre peine que celle de les expédier. Que de reconnaissance ils montraient alors à M. Christin et que de faveurs ils lui promettaient en Russie! Lui et moi, nous avons ri bien souvent du singulier rôle qu'ils jouaient dans cette négociation et du hasard bien extraordinaire qui la mettait entre nos mains. Pour mon compte, je n'avais aucune espèce de relations avec MM. de Budberg et je les connaissais à peine de vue.

Le général, quoique arrivé depuis six semaines, n'avait pas encore été présenté à la cour. M. Christin pria le duc de donner jour pour qu'il le fût, et de permettre après que ce confident intime de l'impératrice suivît la négociation entamée. La plupart des difficultés paraissaient levées. Le régent était calmé sur l'espèce de protection accordée au baron d'Armfelt réfugié en Russie. Il ne tenait nullement à l'amitié de la République française, avec laquelle il avait négocié plus par ressentiment contre la Russie que par aucun autre motif. Le mariage avec la princesse de Mecklembourg, quoique décidé, pouvait encore se rompre, surtout lorsqu'il était question d'une grande-du-

chesse. La différence de religion offrait bien un obstacle que l'orgueil de la Russie, les préjugés du peuple russe et du peuple suédois rendaient difficile à surmonter; cependant il était possible de satisfaire les uns et les autres en ne faisant mention, dans les articles du mariage, que d'une liberté de conscience pleine et entière, assurée par le roi à sa future épouse; il était d'ailleurs probable qu'arrivée en Suède elle suivrait l'exemple de sa mère et de son aïeule, qui, toutes deux, avaient embrassé la religion du pays sur lequel elles étaient venues régner.

Mais il ne suffisait pas d'avoir persuadé le régent, qui, jusque-là, avait agi à l'insu de son ministère; il fallait aussi ramener M. de Reuterholm. Dans de telles affaires il était, pour ainsi dire, le ministère à lui tout seul. Il avait sur le duc de Sudermanie tout l'empire d'une longue amitié, celui d'un caractère violent et passionné sur un caractère facile et aimant; c'était lui qui avait projeté le mariage du roi avec la princesse de Mecklembourg, qui en hâtait la conclusion définitive, et on en était si près qu'un envoyé de la cour de Schwerin, le baron de Lutzow, était à Stockholm pour cela. Comment donc déterminer M. de Reuterholm à briser son propre ouvrage, celui de sa haine contre la Russie, qui soutenait et pensionnait le baron d'Armfelt, son mortel ennemi?

Néanmoins M. Christin ne désespéra pas d'y réussir. Autorisé à présenter à M. de Reuterholm des avantages et des faveurs qui pouvaient le séduire, il sollicita et obtint, non sans peine, du régent la permission de voir son favori : « Prenez garde, lui dit le duc à cette occasion, il est vif et vous dira des sottises. — N'importe, répondit-il, je n'en tiendrai pas compte. M. de Reuterholm est homme d'esprit et bon citoyen, cela me donne l'espoir de venir à bout de lui. »

Il eut effectivement une entrevue avec ce ministre, qui le prit sur un ton si haut, qui lui tint des propos si extraordinaires que la conférence ne fut pas longue. En sortant de chez le baron de Reuterholm, M. Christin arriva chez moi tout

ému. Il écrivit sous mes yeux ce qui venait de se passer, et il suffira d'en rapporter quelque chose pour donner l'idée du degré de démence que l'orgueil peut produire. « Je ne veux point de rapprochement, avait dit le ministre; il y a longtemps que nous sommes las des menaces de l'impératrice... Ce n'est plus la grande Catherine, c'est l'ombre de Sémiramis, et si je ne me montrais aussi grand qu'elle se montre petite, j'aurais déjà fait chasser MM. de Budberg... Vous pouvez aller le leur dire, monsieur, etc. (1). »

Après un tel éclat de la part de l'homme le plus influent dans les affaires, tout espoir d'accommodement semblait évanoui; cependant, lorsque le lendemain M. Christin vit le régent, comme il désavoua l'emportement de son ministre, comme il donna même jour pour la présentation du général de Budberg, on suspendit l'envoi du récit de la scène qui avait eu lieu entre le baron de Reuterholm et M. Christin. Mais celui-ci ne tarda pas d'éprouver les effets de l'ascendant du favori sur le prince; il ne fut plus admis à lui parler et finit par recevoir l'ordre de quitter les États du roi de Suède.

Une disgrâce aussi injuste et aussi sévère, tombant sur un homme avec qui j'étais intimement lié, me menaçait de par-

(1) Dans une lettre du général de Budberg à l'impératrice Catherine, datée de Stockholm du 21 mars 1796, on lit : « Le chevalier de Suremain a enfin entrepris, à la prière de M. Christin, son ami, de conter au roi, dans une des leçons qu'il donne à ce monarque, tout ce qui s'était passé en dernier lieu entre le duc et ce voyageur. Le roi a écouté avec la plus grande attention et sans interrompre son instituteur; il lui a avoué que le duc lui avait parlé de cela, mais ne lui avait donné aucun détail; que, bien loin de partager l'éloignement qu'on paraissait marquer ici pour Votre Majesté Impériale, il avait, au contraire, le plus grand respect pour Elle, et qu'Elle lui inspirait toute l'admiration qui lui était due. Lorsque M. de Suremain crut pouvoir entrer en matière sur ce qu'il y aurait à faire pour prévenir une rupture avec la Russie, le roi l'arrêta tout court en lui disant : « Cela ne me regarde pas, je ne puis point écou-« ter ce qui n'est pas de mon ressort. C'est au duc qui gouverne qu'il « faut s'adresser pour tout ce qui a rapport aux affaires. J'accéderai à « ses vues et mesures, car, encore que l'impératrice soit ma parente et « qu'elle me veuille du bien, comme on me l'assure, le duc m'est plus « proche, et je lui ai de grandes obligations. »

(*Recueil de la Société impériale d'histoire de Russie*, t. IX, p. 218. Correspondance de l'impératrice Catherine II et du général de Budberg.)

tager son sort. Je sentis vivement le danger de ma position, et, jugeant que le meilleur moyen d'en sortir avec honneur était de m'expliquer franchement et promptement avec le roi sur tout ce qui s'était passé, je me hâtai de le faire de bouche et par écrit. Par là j'arrêtai à temps l'effet des préventions que M. de Reuterholm avait déjà cherché à lui donner contre moi. J'eus également une explication avec le régent. Il me questionna d'abord avec un peu d'humeur sur ce que j'avais dit au roi, sur ce que M. Christin avait mandé à Pétersbourg, sur ce que je pensais des projets de la Russie, et finit par me traiter avec toute sa bienveillance accoutumée (1).

Ce que je viens de raconter se passa dans les mois de février et de mars 1796. M. Christin se défiant, s'il allait par terre à Pétersbourg, de ce qu'on pourrait entreprendre contre lui pendant un long voyage sur le territoire suédois, était parti pour Copenhague avec un passeport de courrier anglais. J'en reçus deux lettres seulement d'amitié avant que, de là, il ne s'embarquât pour la Russie.

L'issue de sa négociation ne me laissait apercevoir aucune possibilité qu'elle se renouât; aussi fus-je bien surpris en apprenant, au commencement de mai, que non seulement le mariage avec la princesse de Mecklembourg était rompu, mais que le roi, le régent, M. de Reuterholm, iraient à Pétersbourg pour y conclure celui que désirait l'impératrice. On était parvenu à effrayer ce dernier, et la peur avait fait sur lui ce que n'avait pu la raison.

Le général de Budberg ne tarda pas à déployer le caractère d'ambassadeur, et le ministère suédois poussa la déférence jusqu'à soumettre à son approbation la liste des personnes qui devaient accompagner le roi. J'ai su depuis que j'étais sur cette liste, et que MM. de Budberg m'en avaient fait rayer. En cela ils me rendirent le service de prouver, plus évidemment que mes assertions n'auraient pu le faire, que je n'avais

(1) J'ai conservé dans mes papiers les détails de ces deux entretiens, écrits le jour même où ils eurent lieu. (*Note de l'auteur.*)

en rien été leur agent (1). J'ignore jusqu'à quel point le baron de Reuterholm fut instruit de tout ce que j'avais révélé à son désavantage.

Le roi, après mon explication, ne me parla plus de cette affaire, qui n'influa nullement sur mes relations habituelles avec lui. Elles durèrent sur le même pied jusqu'à son départ pour la Russie, et j'eus le temps de lui faire passer en revue toutes les grandes opérations de la guerre. Ce fut avec aussi peu de succès qu'auparavant. La seule chose qui parut l'intéresser un peu fut la reprise, que j'imaginai de faire, sur un nouveau plan, des deux campagnes de l'armée suédoise en Poméranie pendant la guerre de Sept ans. J'avais d'excellentes cartes de ce pays et du Mecklembourg. Elles me servirent à tracer les marches supposées des Suédois et des Prussiens. Puis je prenais sur ces mêmes cartes, mais avec une échelle infiniment plus grande, des positions que je dessinais grossièrement, et sur lesquelles le roi et moi, nous nous établissions et faisions manœuvrer nos armées respectives. C'était presque un jeu d'enfant.

Pendant le mois de juin 1796, il y eut des troupes campées près de Stockholm. Le roi campa lui-même et, à l'occasion d'un simulacre qu'il essaya de commander, ce dont il se tira mal, il prit pour la première fois de l'humeur contre moi. Je l'entendis se plaindre à quelqu'un en suédois de ce que je l'impatientais par mes observations; aussi le même jour je saisis l'occasion de lui exprimer combien j'étais peiné de ce qu'il avait dit sur mon compte. « Vous m'avez donc compris? me dit-il. — Oui, Sire, et j'ose assurer que vous ne me rendez pas justice si vous prenez ma franchise et mon zèle pour de l'amour-propre. — Oh! quand je suis fâché, il m'arrive souvent de dire des choses que je ne pense pas. » Il y avait dans cette sorte d'excuse une bonté qu'on n'a guère vue chez lui en pareille circonstance; mais si dès le principe il eût trouvé dans

(1) Voir, Appendice II, une lettre de M. Christin, que j'insère pour l'instruction de ceux qui se mêlent d'affaires. (*Note de l'auteur.*)

ses entours moins d'adulation et de souplesse, peut-être ne serait-il pas devenu si obstiné dans ses idées qu'il l'a été depuis.

Le roi quitta la Suède au commencement de septembre 1796 pour se rendre à Pétersbourg. Il touchait à ses dix-sept ans accomplis, âge de sa majorité. Son maintien avait de la dignité, sa conversation de la mesure, sa figure de la régularité, même de l'agrément lorsqu'il fermait la bouche; autrement sa lèvre inférieure, grosse et tombante, laissait voir de vilaines dents et lui donnait un air peu spirituel. Sa taille était d'environ cinq pieds cinq pouces, fort déliée. Je n'ai vu personne avoir si peu de carrure, ce qui faisait ressortir la longueur de son cou.

En le voyant partir avec son oncle et une suite nombreuse, je supposais son mariage une chose immanquable; ce qui restait de la cour à Drottningholm, où elle était établie depuis le campement, crut devoir s'occuper sans délai des moyens de célébrer son retour. Je fus à ce sujet vivement sollicité de composer quelques pièces de circonstance. Heureusement que la prescience des difficultés qu'il y aurait à louer sans platitude le roi, sa future épouse, l'impératrice, le régent, car il fallait de l'encens pour tout le monde, me fit refuser obstinément de m'en charger. D'autres arrangèrent une espèce de rapsodie où il y avait Zoroastre prédisant l'avenir, Sémiramis recevant un jeune prince, des ballets de chevaliers, d'assez bonne musique et de jolies décorations.

Pendant qu'on travaillait à monter le spectacle, le roi était grandement fêté à Pétersbourg : il paraissait fort épris de la grande-duchesse qui lui était destinée, et c'est peut-être ce qui a fait manquer ce mariage.

J'ai déjà dit comment, dans les premières négociations entamées à Stockholm, il avait été question de lever l'obstacle que présentait la différence de religion, et la chose paraissait avoir été convenue de cette manière. Mais, quand on crut le roi de Suède amoureux, on crut aussi pouvoir revenir sur une con-

cession qui blessait à un certain point l'orgueil et les habitudes de la Russie.

Le jour pris pour les fiançailles, toute la cour de l'impératrice, rassemblée en grande pompe, n'attendait plus que le roi de Suède, auquel on était allé communiquer les articles du contrat. Il les lut avec plus d'attention que probablement on ne l'avait présumé, et, y ayant trouvé la réserve d'une chapelle grecque et de l'exercice public de cette religion positivement stipulée, il annonça qu'il ne les signerait point, que sa parole donnée de ne gêner en rien la conscience de la grande-duchesse devait suffire, qu'il la donnerait encore par écrit, séparément des articles, mais qu'il n'en ferait pas davantage. Ce contretemps produisit beaucoup d'allées et de venues, de négociations et d'instances qui n'amenèrent aucun résultat. Après deux heures d'attente, la cour de l'impératrice fut obligée de se séparer, et le roi, irrité de la surprise qu'on avait tenté de lui faire, ne voulut plus entendre à rien et se réfugia chez son ambassadeur.

Quel désappointement pour la Grande Catherine et pour tous ceux qui voyaient dans l'alliance russe un moyen de fortune, une occasion de grâces, etc. ! Ainsi cette femme si adroite, si imposante, si accoutumée au succès, échoua contre le caractère d'un jeune prince de dix-sept ans, dont l'oncle et presque tous les entours avaient pris parti pour elle. Il est presque certain que le chagrin qu'elle eut contribua à abréger ses jours. On remarqua à cette époque des convulsions fréquentes sur ses lèvres, qui dénotaient un dépit concentré. Elle devait mourir peu de temps après (6 novembre 1796).

Aux fêtes et aux cajoleries de toute espèce succéda une froideur voisine de l'inimitié. On craignit même que l'impératrice ne voulût retenir le roi de Suède captif; mais elle avait trop d'esprit pour penser à une telle vengeance. Il revint donc très librement dans ses États, consolé, je pense, de la rupture de son mariage par l'éclat qu'elle avait fait et par l'espèce de lustre qu'elle jetait sur son caractère. Cette rupture fut si im-

prévue qu'on n'eut pas le temps de rien changer à la fête préparée pour le retour du roi. Ce retour eut lieu au milieu d'octobre : la régence de son oncle finissait au 1er novembre.

Que de mouvements et d'intrigues pendant ces quinze jours! Les uns s'empressaient d'arracher au duc les dernières faveurs dont il pouvait disposer; les autres en sollicitaient déjà du jeune roi. Ici l'abattement d'un crédit qui s'éclipse, là l'orgueil d'un crédit qui commence. Neutre au milieu de ce conflit, je n'en observais pas moins avec intérêt le jeu de tant de passions. J'avouerai même que je trouvais quelque plaisir à remarquer l'énorme changement produit par les circonstances dans la position du baron de Reuterholm. Lui auparavant si haut, si tranchant, si redouté; lui qui, après avoir violemment protesté contre l'alliance russe, s'était mis à genoux pour l'obtenir, et se trouvait avoir fait une bassesse inutile; lui qui avait cherché à me perdre pour avoir désiré, dans l'intérêt de la Suède, ce qu'il avait fini par vouloir dans son intérêt personnel, je le voyais triste, soucieux, délaissé, n'ayant pas la force de dissimuler le chagrin d'une chute prochaine; sans dignité dans le malheur, comme il avait été sans modération dans la prospérité. J'étais bien vengé, je l'étais trop, et j'avais presque pitié de lui. Avouerai-je encore la complaisance avec laquelle je m'arrêtai sur l'idée que, si j'avais été du voyage du roi, j'aurais peut-être empêché quelques fautes, trouvé quelque moyen de conciliation et que le mariage aurait eu lieu!

CHAPITRE II

1796-1802

Le duc de Sudermanie remet au jeune roi les rênes du gouvernement. — Intrigues et changements qui en sont la conséquence. — L'auteur est attaché au roi comme aide de camp. — Le comte Golovkin, envoyé par l'empereur Paul Ier, cherche vainement à renouer le mariage russe. — — Séjour à Haga et à Médevi. — Caractère du jeune roi. — Son mariage avec la princesse Frédérique de Bade. — Le chevalier de Rodais, le comte d'Hautefeuille, le comte de Saint-Priest. — Relations entre la Suède et les diverses cours de l'Europe. — Mort tragique de Paul Ier. — Froideur entre les cours de Suède et de Russie. — Mission de l'auteur à la cour de Bade et voyage en France. — Son retour en Suède. — Le duc et la duchesse de Sudermanie. — M. de Bourgoing, ministre de France en Suède. — L'auteur est rayé de la liste des émigrés et est autorisé à rester au service de Suède (28 floréal an XI).

Le 1er novembre 1796, le duc remit au roi les rênes du gouvernement : il quitta le pouvoir sans en avoir profité pour s'assurer plus d'indépendance, aussi endetté qu'il était en le prenant. Il le quitta, je crois, sans trop de regrets, mais sûrement il fut sensible à l'espèce de froideur et de défiance que bientôt lui montra ce jeune souverain qu'il avait élevé, soutenu, auquel il laissait les affaires dans un meilleur état qu'il ne les avait trouvées, et auquel il abandonnait un rang que, dans sa pensée, il pouvait regarder comme le sien.

M. de Reuterholm se retira avec une pension dans le Holstein, où il mourut quelques années après. Plusieurs employés supérieurs furent changés. Le général Cedeström, qui avait déjà, sous la régence, troqué le régiment des gardes contre un régiment de cavalerie en province, perdit la place d'aide de camp général de service près du roi et le commandement en chef de l'artillerie. Je n'ai jamais bien connu la cause de ce changement, qui, peut-être, lui fut utile près du jeune roi, dont

il finit par obtenir la présidence du collège de la guerre. Les personnes attachées à l'éducation reçurent des pensions ; on m'en donna une assez modique ; je n'eus rien autre chose et ne demandai rien, sentant qu'un refus me ferait bien plus de peine qu'un succès de plaisir. Cependant le roi continua de me montrer de la bienveillance, je conservai de l'accès près de lui. Mais il faut avoir des amis ou des protecteurs qui parlent de vous aux princes, sans quoi ils n'y pensent pas ou bien leur bonne volonté est arrêtée par la moindre objection. D'ailleurs, placé au service par le régent, j'étais sinon suspect, au moins fort étranger aux nouveaux hommes du jour. Je n'avais pas même pour me conseiller et me soutenir l'excellent comte de Saint-Priest, absent de Suède depuis la fin de 1795 (1). Aussi ne tardai-je pas à m'apercevoir du peu de solidité de ma position.

Pour rompre les habitudes d'affection ou de confiance que l'on supposait le roi capable de conserver pour moi, on lui proposa, sous prétexte d'avancement, de me placer dans l'armée de Finlande. Le général Toll (2), aide de camp général de service, et le baron Otto Wrède, sa créature, nommé depuis peu au commandement en chef de l'artillerie, poursuivaient ce projet. Je fus averti à temps de cette intrigue, et je la déjouai en m'adressant directement au roi, à qui je représentai qu'étranger dans ses États, je n'avais de protecteur que lui, de connaissances et d'amis qu'à Stockholm, et que ce serait m'exiler que de m'en éloigner.

J'en fus quitte pour être libéré de tout service dans l'artille-

(1) Le comte de Saint-Priest, appelé par Louis XVIII à Vérone en 1795, à Blankenbourg en 1797, à Mittau en 1798, fut chargé par ce prince de diverses missions auprès des cours de Russie, d'Autriche et de Suède.

(2) De Toll, né dans un rang obscur, sut arriver à une haute fortune et joua un rôle important sous les règnes de Gustave III et de Gustave IV. Les services qu'il rendit au premier lui valurent des lettres de noblesse et de hauts grades dans l'armée. Après la mort de ce prince, il partagea le sort d'Armfelt et fut disgracié. Gustave IV le rappela à sa majorité, lui rendit ses anciens emplois et le nomma gouverneur général des provinces méridionales du royaume. Charles XIII, oubliant ses anciens griefs contre lui, lui conserva tous ses emplois et y ajouta de nouvelles faveurs. Il mourut en Scanie à un âge très avancé.

rie, où je conservai mes appointements, et n'avoir plus à faire que celui d'aide de camp du roi quand je serais commandé pour cela. C'était tout gain. Je pus alors me livrer, plus que je ne l'avais fait, aux charmes d'une société choisie, et ce temps d'insouciance et de liberté a été un des plus heureux de ma vie.

Une circonstance imprévue servit à entretenir la bienveillance du roi à mon égard. Catherine II étant morte, le comte Golovkin (1), envoyé par l'empereur Paul avec une mission de compliment, avait eu, en même temps, celle de renouer la négociation du mariage. Il s'adressa à Mme de Saint-Priest (2) pour réclamer de moi quelques notions utiles au succès de son projet, et j'informai sur-le-champ le roi de l'ouverture qui m'était faite. Cela me donna l'occasion de le voir en particulier, de prendre ses ordres sur la conduite que je devais tenir et de lui écrire quelques lettres. Sans doute il fut content de moi puisqu'il m'honora peu après de la distinction remarquable de faire partie d'une société seulement de six personnes qui passèrent avec lui tout le mois de mai à Haga (3).

Après un assez long séjour à Stockholm, le comte Golovkin retourna en Russie sans y rapporter même de l'espérance. En effet, quand il voulut parler encore de réserves sur l'article de la religion, le roi, très ombrageux et très absolu dans ses volontés, rompit avec colère toute négociation.

Outre cet article, sur lequel l'empereur Paul ne voulut céder que très peu de chose, le roi, je pense, avait déjà d'autres vues. Ce que je puis affirmer, c'est que, loin de paraître regretter la grande-duchesse, dont on l'avait cru fort amou-

(1) Le comte Golovkin, d'origine hollandaise, né en 1760, entra de bonne heure au service militaire de la Russie Distingué par Catherine II, il fut fait gentilhomme de la chambre et envoyé comme ministre à Naples. Paul Ier le nomma grand maître des cérémonies et lui donna le titre de commandeur de Malte. Disgracié et exilé à la fin du règne de ce prince, il ne reparut à la cour qu'après l'avènement de l'empereur Alexandre.

(2) Pendant les absences de son mari, la comtesse de Saint-Priest resta presque toujours en Suède, à laquelle elle s'était attachée et dont elle trouvait le climat favorable à sa santé. Elle y mourut en 1807.

(3) Maison de plaisance bâtie par Gustave III très près de Stockholm. (*Note de l'auteur.*)

reux, je ne l'ai jamais vu de si bonne humeur qu'il le fut à Haga. A peine s'y apercevait-on de la présence d'un roi, et d'un roi naturellement sérieux et susceptible. Il me témoignait particulièrement toutes sortes de bontés. C'était lui qui, dans nos promenades journalières, prenait la peine de me montrer en détail les diverses propriétés de la couronne qui servaient de but à nos courses, de m'expliquer certains usages suédois, de me faire prononcer certains mots difficiles de la langue. Il causait souvent très familièrement avec moi, me racontait des anecdotes de son enfance, et je reçus même de lui, pendant ce séjour à Haga, un cadeau fort léger, mais auquel l'à-propos donnait de la valeur.

Un dimanche matin, paraissant au déjeuner avec un uniforme neuf : « Vous êtes aujourd'hui bien beau, me dit le roi en riant. — Sire, répondis-je, quand on a l'honneur d'être chez Votre Majesté, on ne saurait mettre trop de soin à sa toilette. — Il manque cependant quelque chose à la vôtre, vous avez de vilains éperons. — Ils ne sont que d'acier, il est vrai, mais assez solides pour durer autant que moi, et ils ont en outre le mérite de ne pas coûter cher. — Oh ! il faut que rien ne cloche dans votre tenue, et je vais dire qu'on vous en donne une paire des miens, de ceux que je porte. » Je les reçus effectivement l'instant d'après ; je me confondis en remerciements, et je m'empressai de chausser les éperons, dont je ne me suis détaché qu'en 1820 en faveur d'un de mes neveux.

Quelque sécheresse qu'ait montrée depuis Gustave IV dans nombre de circonstances, le fait que je viens de rapporter, ce que j'ai dit de sa manière d'être avec moi, prouvent au moins que l'égoïsme et l'orgueil n'avaient pas encore étouffé le germe de ses bonnes qualités. Il avait même alors une disposition à s'attendrir, peut-être plutôt physique que morale, mais enfin il l'avait. Tout annonçait en lui l'amour de la justice, de l'ordre, des bonnes mœurs. Il paraissait avoir besoin de s'attacher, il était dans l'âge où le caractère s'achève et se fixe, et à une époque aussi intéressante de la vie de l'homme ;

je le répète encore, s'il eût été mieux entouré, s'il n'eût pas été roi, il est permis de penser que son caractère aurait pris une direction plus juste. Malheureusement, en l'applaudissant toujours on l'accoutumait à se croire infaillible, comme en le flattant sans cesse d'une ressemblance avec Charles XII on lui présentait un modèle d'autant plus dangereux qu'il ne put en prendre que les défauts.

Le roi quitta Haga le 1er juin 1797 pour camper avec la garnison de Stockholm. Deux anecdotes de cette époque, dans lesquelles je figure, me serviront encore à le faire connaître.

Ma tente était près de celles du roi : j'en sortis un jour à l'heure du thé, sans savoir qu'il avait eu la visite de son oncle le prince Frédéric, que j'entrevis de loin, remontant à cheval à l'entrée de l'enceinte du quartier général, en présence d'un assez grand nombre de badauds (1). J'avais le chapeau à la main pendant le court trajet que je fis, et l'on verra que bien m'en prit. En entrant chez le roi, je le trouvai rouge de colère, frappant du poing sur une table, et j'étais assez fâché d'arriver au moment d'une scène dont je ne pouvais deviner le sujet. « Je ne sais pas si je serai roi toute ma vie, dit-il enfin d'une voix altérée, mais tant que je le serai, je ne souffrirai pas qu'on me manque de respect, ni à moi ni aux miens. Il faut qu'un étranger vienne ici donner des leçons de politesse aux Suédois. Je vous ai vu, major Suremain, vous, vous avez ôté votre chapeau pour mon oncle, tandis qu'une partie de cette canaille l'avait sur la tête. Je saurai leur apprendre à vivre, etc. » En vérité, de la part de quelques gens du peuple qui ne s'étaient pas découverts, c'était seule-

(1) Le prince Frédéric, duc d'Ostrogothie, né le 18 juillet 1750, frère cadet du roi Gustave III et du duc de Sudermanie. Il n'a fait guère parler de lui que par son amour pour les femmes, et l'on croit que cette passion a abrégé son existence. Il est mort à Montpellier en 1803, n'ayant jamais été marié.

A ces trois princes, fils d'Adolphe-Frédéric, premier roi de Suède de la maison de Holstein, il faut ajouter la princesse Sophie-Albertine leur sœur, abbesse de Quedlimbourg, née en 1753, morte à Stockholm en 1828. (*Note de l'auteur.*)

ment ignorance ou inattention, et de la mienne pur hasard si j'avais eu la tête nue; car, à la distance où j'étais du prince, il est probable que je n'aurais pas ôté mon chapeau si j'avais commencé par le mettre en sortant de ma tente. A quoi cependant tient la faveur?

Celle dont je jouissais, et qui reçut probablement un renfort de l'événement que je viens de raconter, ne tarda pas d'éprouver un échec.

A une manœuvre le roi m'envoya avec un autre aide de camp marquer la ligne sur laquelle devait se déployer une colonne d'infanterie. La première division de cette colonne ne se plaça pas exactement sur notre direction, et les directions suivantes s'étant successivement alignées sur la première, tandis qu'elles auraient dû s'aligner sur nous, il en résulta une erreur telle que l'aile gauche de déploiement se trouva à trente ou quarante pas en avant de la direction que nous avions donnée. Lorsque je revins près du roi : « Pourquoi, me dit-il avec humeur, n'étiez-vous pas dans la ligne? — Sire, parce que je ne devais pas y être. — Comment, vous ne deviez pas y être? — Non, Sire, mon camarade et moi une fois placés où vous nous avez envoyés, nous tenions lieu de points fixes tels que des arbres ou des maisons. — Mais c'est qu'il est fort ridicule de voir la ligne d'un côté et l'alignement de l'autre. — Si cela est arrivé, la faute en est à d'autres qu'à moi. — Vous auriez dû y remédier quand vous vous en êtes aperçu. — Je ne le pouvais sans changer de place, et c'est alors que j'aurais eu tort. » Le roi ne me dit plus mot tout le temps de la manœuvre. Il était entouré de généraux; j'avais cent fois raison, personne n'ouvrit la bouche en ma faveur, et de retour au quartier général on vint encore me sermonner sur la hardiesse que j'avais eue de discuter avec le roi et me reprocher de lui avoir donné une humeur dont d'autres avaient pâti. Le lendemain il me bouda et me fit moins bonne mine que de coutume pendant le reste du campement, qui finit sans que j'eusse l'occasion de m'expliquer avec lui.

Au mois d'août suivant, il partit pour l'Allemagne, et son mariage avec la princesse Frédérique de Bade fut décidé. Durant son absence, je m'occupai d'un mémoire sur les entreprises militaires que la Suède pouvait former. La substance en était que de toutes les acquisitions la plus utile serait celle de l'île de Seeland ; qu'en se mettant sans éclat en mesure d'en faire la conquête si jamais les circonstances y prêtaient, on n'entreprendrait rien qui fût au-dessus des forces de la Suède, et que, même dans le cas d'une guerre avec la Russie, la meilleure défensive était d'attaquer brusquement le Danemark au centre de ses possessions, afin de prévenir sa coalition, et de tâcher d'avoir une compensation pour la Finlande si on ne pouvait la conserver. C'est ainsi que déjà je rêvais la gloire de la Suède et de son roi et que je m'y associais en espérance. C'était par tous les arrangements nécessaires pour fortifier sa position et se trouver à même de profiter des chances de l'avenir, c'était surtout par ses qualités personnelles, que je voulais que ce jeune prince préparât et assurât la conquête dont je lui offrais la perspective et dont je lui démontrais l'utilité. C'était un peuple qui m'avait accueilli, auquel je m'étais identifié, dont j'aspirais à relever la dignité, à consolider l'indépendance. Longtemps ce projet a occupé toutes mes pensées ; vingt-cinq ans se sont écoulés depuis que je l'ai conçu ; mon expérience s'est accrue, mes idées se sont mûries sans avoir changé, et je persiste à croire que la possession du Seeland et des îles voisines était alors l'agrandissement le plus désirable pour la Suède. On verra que des circonstances telles qu'elles ne se représenteront peut-être plus l'auraient rendu facile. Mais il est dans la vie des nations, comme dans celle des individus, des moments propices qui s'écoulent sans fruits et passent pour ainsi dire inaperçus lorsqu'on a manqué de la sagesse ou des talents nécessaires pour en profiter.

Au retour du roi, je lui remis mon ouvrage. Il en parut très content, m'en remercia beaucoup, sans que je pusse juger s'il accordait à mes idées toute l'importance qu'elles me semblaient

mériter. Il ne les discuta nullement avec moi, et lorsque dix ans après il fut tenté d'en tirer parti (1), il n'avait, malgré mes sollicitations réitérées, rien, absolument rien fait pour en préparer l'exécution et le succès.

Le mariage de Gustave IV fut célébré le 31 octobre 1797. La jeune reine était d'une figure charmante. Son air fin, enjoué, et le caractère qu'il annonçait contrastaient beaucoup avec l'extérieur et les habitudes du roi. Aussi les commencements de cette union furent-ils orageux. On parla dans le public de scènes fâcheuses, et la suite d'une d'elles fut le renvoi d'une demoiselle d'honneur avec qui le roi trouva que la reine était trop familière. Celle-ci cependant finit par se plier aux volontés d'un mari très ombrageux ; elle eut la sagesse de se contenter d'un très petit nombre de plaisirs qu'il jugeait convenables à son rang ; et pendant douze ans de séjour en Suède sa conduite comme reine, comme épouse, comme mère, a été sans reproche.

Je passerai rapidement sur les premières années du gouvernement de Gustave IV. Au moment où j'écris, il ne m'en reste qu'un souvenir un peu vague, et le temps qui s'écoula depuis la fin de 1797 jusqu'en 1802 n'est guère marqué dans ma mémoire que par des anecdotes ou des faits isolés, sans que je possède tous les documents nécessaires pour les lier ensemble.

Je me rappelle très bien néanmoins que ce temps fut heureux pour la Suède. En paix avec tout le monde, même avec la République française, son commerce prospérait, le papier de banque était au pair avec l'argent, l'agriculture faisait chaque jour des progrès ; l'administration civile se trouvait entre les mains de gens éclairés que le roi laissait faire ; il donnait lui-même l'exemple de l'ordre, de l'équité, des bonnes mœurs, et tout cela compensait bien les minuties militaires, comme les changements d'uniformes dont on pouvait lui reprocher d'être trop occupé.

(1) Voir la fin du chapitre IV, relatif à la guerre de Finlande, lorsque le roi fait revenir l'auteur à Stockholm.

Contre mon attente, je ne fus point commandé pour faire le service près de lui pendant le campement de 1798; je m'aperçus même d'un peu de froideur que j'attribuai à quelque nouvelle manœuvre du baron de Wrède, dont j'ai déjà parlé, et, pour dissiper des nuages qu'il n'était pas prudent de laisser grossir, j'écrivis au roi « que je craignais de lui avoir déplu, et que je le suppliais de me mettre à même de me justifier ».

Tout acte de soumission, tout ce qui montrait de l'attachement lui plaisait beaucoup, sans qu'il sût y distinguer le vrai du faux, et bien des gens en ont abusé. Ma lettre me valut un retour de faveur et lui fournit l'occasion de me consulter sur un projet émané de ce même baron de Wrède pour l'instruction pratique de l'artillerie, projet passé au conseil et qui avait déjà eu un commencement d'exécution. Malheureusement pour son auteur, il était si mauvais, si puéril, qu'eût-il été l'ouvrage de mon meilleur ami, je me serais cru obligé de le combattre ; j'en démontrai si clairement les défauts que le roi me demanda mes observations par écrit afin de les communiquer au baron de Wrède, et de le préparer à les discuter en sa présence avec moi. Il y avait à cela de la justice, et je me soumis sans hésiter à cette épreuve, dont je n'eus aucune peine à sortir vainqueur. Mon adversaire n'ayant pu soutenir son œuvre sous aucun rapport, elle fut mise au néant, et peu après il perdit le commandement de l'artillerie.

Ce triomphe, dont j'eus la sagesse de jouir *in petto*, n'était pas sans danger. Je ne cachai point au roi quels ennemis il allait me faire et combien j'aurais besoin de sa protection pour y résister. Il me rassura dans les termes les plus obligeants, et ce fut sans doute pour me donner tout de suite une preuve d'intérêt et de bonté qu'il m'engagea à venir en même temps que lui aux eaux de Médevi, qu'il devait prendre et qu'on m'avait conseillées (1). J'y eus sa table pendant tout le séjour

(1) Pendant mon séjour à Médevi, j'eus un entretien avec le roi, dont je profitai pour lui demander la permission de faire venir en Suède un de mes neveux. Le roi, sans me dire non, me parla des inconvénients qu'il

qu'il y fit, je fus de sa société particulière; il ordonna même de son propre mouvement qu'on me fournît, ainsi qu'au comte Charles Piper, l'un de ses capitaines des gardes, avec qui j'avais fait le voyage, des chevaux de son écurie pour nous promener. Néanmoins, par une fatalité bien singulière ou par suite de l'extrême susceptibilité de son caractère, ce fut probablement cette dernière faveur qui nous valut à tous deux une petite disgrâce que je vais raconter.

Le comte Piper et moi, nous montions tous les jours à cheval à peu près à la même heure que le roi. N'étant ni l'un ni l'autre de service près de lui, il nous avait paru prudent de ne pas le suivre, à moins qu'il ne nous fît dire que nous pouvions le faire. Notre discrétion était très conforme à l'étiquette. Il fallut cependant qu'il nous en sût mauvais gré, autrement ni le comte Piper ni moi n'avions rien fait qui pût motiver la sécheresse avec laquelle il se mit tout à coup à nous traiter. Durant huit jours, passant avec lui quatre ou cinq heures de la journée, il ne nous adressa pas la parole. En vain demandâmes-nous à ceux qui pouvaient le savoir ce que nous avions fait pour déplaire ; en vain nous expliquâmes, si par hasard l'humeur du roi provenait de là, pourquoi nous nous étions abstenus de le suivre. Les entours des princes sont généralement peu affligés des disgrâces d'autrui. Nous ne pûmes rien éclaircir, et le roi nous rendit subitement ses bonnes grâces, sans que nous ayons su au juste ce qui nous les avait fait perdre et recouvrer.

De telles alternatives de chaud et de froid achevèrent de me guérir de l'envie d'être tout à fait attaché à sa personne ou plus souvent de service près de lui. Ne pouvant espérer désormais ni d'agrandir un esprit que je savais borné, ni de réformer un caractère que je voyais quinteux et difficile, je pensai qu'il était sage de me tenir à distance pour éviter les boutades, sans que cette distance fût assez grande pour m'exposer à

y avait à attirer en Suède des étrangers, surtout des émigrés, dont il ne se souciait pas. (*Note de l'auteur.*)

l'oubli, et de me borner à être un bon serviteur, en renonçant tout à fait à être un courtisan.

Durant le séjour de Gustave IV aux eaux de Médevi, la duchesse de Sudermanie, mariée depuis vingt-quatre ans, accoucha pour la première fois d'un fils qui ne vécut que deux jours. Le duc, tout à fait éloigné des affaires, fit avec elle quelque temps après un voyage à Vienne. La reine ne devint grosse qu'au commencement de 1799, et le 9 novembre de cette année donna le jour au prince Gustave, à présent au service d'Autriche (1).

Ce fut en Suède le seul événement marquant des années 1798 et 1799. Pendant que l'Allemagne, la Suisse et l'Italie étaient des théâtres de guerre et de dévastation, elle jouissait d'une tranquillité que rien ne paraissait devoir troubler. Le gouvernement du roi, quoique austère, ne trouvait nul obstacle à sa marche et n'avait encore rien fait qui pût motiver de l'opposition. Excepté les réjouissances pour la naissance du prince royal et deux tournois à Drottningholm, il y eut très peu de fêtes à la cour. Elle n'était ni gaie ni somptueuse. Mais les rois n'existent pas pour amuser leurs sujets et les éblouir de leur faste ; l'important est qu'ils ne les empêchent pas de rire et ne les fassent jamais pleurer. Or, l'on riait fort à son aise à Stockholm.

Nous étions alors au service de Suède trois émigrés : le chevalier de Rodais, le comte Charles d'Hautefeuille et moi, vivant dans une intimité qui n'a jamais été troublée et qui subsiste

(1) De son mariage avec Frédérique-Dorothée-Wilhelmine, princesse de Bade, Gustave IV-Adolphe eut cinq enfants : Gustave, prince royal, né le 9 novembre 1799; Charles-Gustave, grand-duc de Finlande, né le 2 décembre 1802, mort au mois d'août 1805; Sophie-Wilhelmine, princesse royale, née le 21 mai 1801, mariée au grand-duc héréditaire de Bade le 25 juillet 1819; Amélie-Marie-Charlotte, née le 22 février 1805; Cécile, née le 22 juin 1807. Ces deux princesses non mariées sont avec leur mère à Carlsruhe.

Le prince royal Gustave, actuellement lieutenant-colonel dans un régiment autrichien, fut, tout jeune, atteint d'une maladie qui fit craindre qu'il ne devînt estropié. Il fut traité et parfaitement guéri par le médecin Rung. (*Note de l'auteur, 1825.*)

encore (1). Le comte de Saint-Priest jouissait à Stockholm d'une aisance et d'une considération qu'il nous faisait partager. Sa bourse et sa maison nous étaient ouvertes ; sa société, la meilleure du pays, était la nôtre, enfin je doute que nulle part nous n'eussions été mieux, et c'est un véritable bienfait de la Providence que d'avoir passé, sans d'autre douleur que celle d'être éloignés de notre patrie, tant d'années qui ont été bien cruelles pour un grand nombre de nos compatriotes. Qu'on me pardonne de m'être arrêté sur de tels souvenirs! Je reviens au roi de Suède, et je n'aurai que trop tôt à m'occuper de ses fautes, de ses malheurs et de ceux de son pays. On a pu déjà remarquer que le germe en était dans son caractère, les circonstances l'ont développé. S'il eût vécu dans des temps ordinaires, son règne, je crois, eût été heureux.

Depuis longtemps les États du royaume n'avaient pas été réunis, et les derniers, tenus à Gœfle, avaient précédé, peut-être même préparé, la mort de Gustave III, de sorte qu'au souvenir de ces assemblées pouvait naturellement se joindre un sentiment de crainte augmenté par la fermentation des esprits en Europe.

Quoique les horreurs de la Révolution française eussent fait grand tort aux principes de liberté et d'égalité au nom desquels elle s'était opérée, ils n'en restaient pas moins cachés dans bien des cœurs, et ces principes auront toujours beaucoup d'effet sur le repos des nations, tant que d'un côté la sagesse

(1) Le chevalier de Rodais, ancien aide de camp du marquis de Bouillé, avait été placé par Gustave III à son service en 1791. Il est resté en Suède, s'y est marié et s'est retiré ayant le grade de général-major, en même temps qu'il a eu en France celui de maréchal de camp.

Le comte d'Hautefeuille, ancien capitaine de dragons, ayant fait la campagne de 1792 comme aide de camp du maréchal de Broglie, fut amené en Suède par le comte de Löwenhielm et placé dans les dragons de la Garde. Rentré en France en 1811, il est à présent (1825) gentilhomme de la chambre du roi et chef d'état-major de la 1re division de cavalerie de la Garde.

Le marquis de Bouillé et son fils aîné, le comte Louis, avaient bien été placés au service de Suède en même temps que M. de Rodais : l'un comme lieutenant général, l'autre comme lieutenant-colonel, mais ils n'y ont jamais eu d'activité, et je ne crois pas qu'ils en aient tiré des appointements. (*Note de l'auteur.*)

et la fermeté des gouvernants, de l'autre les lumières et la moralité des gouvernés ne les auront pas réduits à leur juste valeur. Aussi la Diète que des affaires de finances obligèrent le roi à convoquer à Norköping au commencement de 1800 ne se termina pas sans orages. Il s'y forma une opposition, à laquelle se sont toujours ralliés depuis les plus chauds partisans de la liberté, et cinq membres de l'ordre équestre y donnèrent un gage fort remarquable de leurs sentiments en abdiquant leur noblesse. Il est vrai que pour aucun d'eux le sacrifice n'était bien grand.

Cette opposition, tout impuissante qu'elle fût alors, choqua tellement le roi qu'il en vint à envier le rôle de l'empereur Paul, que rien n'arrêtait dans l'exercice du despotisme en même temps le plus bizarre et le plus oppressif; et le voyage qu'il fit peu après à Pétersbourg n'affaiblit nullement son goût pour le pouvoir absolu. Cependant, à cette époque, Paul, qui d'abord s'était montré un des ennemis les plus ardents de la Révolution française et de tout ce qui en dérivait, dégoûté de la combattre par le peu de succès de ses armées, mécontent de l'Autriche qu'il accusait de leurs revers, irrité de ce que les Anglais, après s'être emparés de Malte, refusaient de lui remettre ce chef-lieu d'un ordre dont il s'était déclaré grand maître, avait prêté l'oreille aux avances du Premier Consul Bonaparte et donné à sa politique une direction conforme à ses nouveaux sentiments.

Ce n'était plus la France qu'il s'agissait de réduire, c'était l'Angleterre dont il fallait briser le sceptre maritime. En attendant l'exécution du gigantesque projet de l'attaquer dans l'Inde, Paul commença ses hostilités contre elle par un embargo sur tous les vaisseaux anglais qui se trouvaient dans ses ports; puis, ralliant à sa colère la Suède et le Danemark, qui tous deux avaient à se plaindre du droit de visite que l'Angleterre prétendait exercer sur leurs bâtiments marchands, lors même qu'ils étaient convoyés, il conclut avec ces puissances (16 décembre 1800) une ligue défensive de leurs intérêts communs.

L'Angleterre répondit à ce traité par une réciprocité d'embargo et par des lettres de marque délivrées contre tous les navires russes, suédois et danois. L'hiver ne lui permettait pas d'en faire davantage; mais il était facile de prévoir qu'elle chercherait à frapper quelque grand coup avant que la coalition eût réuni ses forces.

Effectivement, dans les derniers jours de mars, on signala l'arrivée d'une flotte nombreuse se dirigeant vers le Sund. Celle des Russes était encore bloquée par les glaces; les Suédois l'attendaient pour quitter le port de Carlscrona, et la flotte danoise formait devant celui de Copenhague une ligne d'embossage qui paraissait difficile à forcer.

Lorsqu'il avait été question des préparatifs que la Suède devait se hâter de faire, le roi m'ayant parlé de la défense du Sund, j'avais hasardé de lui proposer de s'entendre avec le Danemark pour resserrer ce passage au moyen de prames ou batteries flottantes, embossées sur les bas-fonds, lesquelles tireraient à boulets rouges et à boulets creux remplis d'artifices. Mais le temps pressait trop pour adopter de pareils moyens. Ils ne furent pas même discutés, et le 30 mars la flotte anglaise, forte de dix-huit vaisseaux de ligne et de quatre frégates, sans compter les autres bâtiments, commandés par les amiraux Parker et Nelson, passa le Sund avec un bon vent, sans presque souffrir du feu de la forteresse danoise de Croneborg et de celui de quelques batteries suédoises sur la rive opposée.

Le 2 avril 1801, les avenues du port de Copenhague, défendues par dix-sept vaisseaux de guerre et par des batteries de terre, furent forcées malgré la résistance la plus opiniâtre. Ce combat est trop connu pour en rapporter les détails. Il fut suivi d'un armistice qui suspendit les hostilités. La nouvelle de la mort violente de l'empereur Paul, arrivée en même temps, acheva de dissoudre une coalition dont il était l'auteur et le chef.

J'ai lieu de croire qu'au fond du cœur le roi de Suède ne fut pas très touché du désastre des Danois, mais la fin tragique

de l'empereur lui fit une vive et funeste impression. Dans cet événement il ne voulut malheureusement voir que le crime, sans tenir compte des causes qui l'avaient produit, et, bien loin d'y puiser une leçon sur les dangers du despotisme, je lui ai entendu dire, moi, que c'était la bonté de Paul qui l'avait perdu. A de pareilles erreurs de jugement il n'y a pas de remèdes.

Le comte de Pahlen, dont le père, gouverneur de Pétersbourg, passait pour avoir dirigé sous main la conspiration, fut mal reçu à Stockholm, où il vint remettre les insignes des ordres de Suède portés par le malheureux Paul, et l'on donna pour raison de ce mauvais accueil que son rang n'était point en rapport avec l'objet de son voyage. La véritable était l'horreur du roi pour tout ce qui avait plus ou moins trempé dans la dernière révolution. Les relations entre les deux cours restèrent assez longtemps sur un pied de froideur très marqué. La reine de Suède accoucha d'une fille (la princesse Sophie-Wilhelmine) à la fin de mai, sans que cet événement fût notifié par une mission particulière à l'empereur Alexandre, son beau-frère (1). J'eus celle d'aller à Carlsruhe en porter la nouvelle, et, comme on va le voir, je l'eus d'une manière fort inattendue.

Les commissions de ce genre étaient si habituellement le partage des gens de cour, que je n'avais jamais eu l'idée d'en solliciter une. Je ne pensais donc à rien de pareil, lorsque, le 20 mai (1801), ayant dans la rue rencontré le roi à cheval et m'étant arrêté pour le saluer, je le vis venir directement à moi. Alors je m'avançai, inquiet qu'il ne manquât quelque chose à ma tenue, ce qu'il ne pardonnait pas, et je fus fort étonné de m'entendre dire à voix basse : « Tenez-vous prêt à partir. — Oserai-je demander à Votre Majesté pour quel endroit? — Pour Carlsruhe, la reine ne doit pas tarder d'accoucher. » Tout ébahi de cette marque de faveur, je ne recher-

(1) Il avait épousé une princesse de Bade, sœur aînée de la reine de Suède. (*Note de l'auteur.*)

chai pas si je la devais au hasard d'avoir rencontré le roi; la reine étant accouchée d'une fille la nuit suivante, je me mis en route, ayant auparavant obtenu la permission d'aller en France, si je le pouvais sans inconvénient. Ce voyage eut pour moi toutes sortes d'agréments. Parti de Stockholm le 24 mai, j'arrivai à Ystad le 27, à Stralsund le 30, à Berlin le 3 juin et enfin à Carlsruhe dans la nuit du 9 au 10 juin.

J'eus le même jour une audience du margrave (1), du prince et de la princesse héréditaires, et je fus présenté aux autres princes et princesses. Je dînai au château et le soir il y eut gala. Je passai dix jours à Carlsruhe au milieu des fêtes et des plaisirs, traité avec cette bienveillance naturelle à la plupart des princes allemands.

La famille du margrave se composait du prince et de la princesse héréditaires, du prince Frédéric, son second fils, marié à une princesse de Nassau; d'un troisième fils, le prince Louis, général au service de Prusse; d'un petit-fils, le prince Charles, fils du prince héréditaire, et de six petites-filles : l'impératrice de Russie, la reine de Suède, l'électrice de Bavière, la princesse Amélie, la princesse Marie et la princesse Wilhelmine. Le margrave avait eu aussi deux garçons et une fille de son mariage avec la comtesse de Hochberg.

Le 20, accompagné du grand maréchal marquis de Montperni, de l'évêque de Dijon (des Monstiers de Mérinville) et de M. de Beaurepaire, j'allai visiter la Favorite, château du margrave; Bade, où il y a des eaux minérales, et enfin Rastadt, où, malgré mes questions au marquis de Montperni, je ne pus rien apprendre sur la nature du complot qui avait coûté la vie aux ministres français en 1799.

(1) Charles-Frédéric, margrave puis grand-duc de Bade-Durlach, né à Carlsruhe le 22 novembre 1728. Il avait épousé en juillet 1751 une princesse de Hesse-Darmstadt qui mourut en 1783, et le 24 novembre 1787 il épousa en secondes noces la comtesse de Hochberg (Louise de Geyer de Geyersberg). Margrave d'abord, électeur en 1803, grand-duc en 1806, il mourut à Carlsruhe en 1811 à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Son fils le prince héréditaire étant mort le 15 décembre 1801, ce fut son petit-fils, le prince Charles-Louis-Frédéric, qui lui succéda.

Je fis connaissance, à Carlsruhe, du prince Guillaume de Brunswick-Oels (1), général au service de Prusse, qui était venu pour épouser la princesse Marie, sœur de la reine de Suède. Je devais le retrouver en 1813 à Stralsund.

Le 21 j'eus mon audience de congé, et ma mission se termina par le présent, que je reçus du margrave, d'une tabatière enrichie de diamants. Le lendemain je partais pour Strasbourg. Le gouvernement français avait alors près de la cour de Bade un chargé d'affaires nommé M. Massias (2) à qui je m'étais adressé pour avoir le passeport nécessaire à mes projets, et il m'avait paru mettre la plus grande obligeance à me servir. Néanmoins, il me fallut attendre près de trois semaines à Strasbourg avant d'obtenir de Paris la permission d'aller jusqu'à Dijon.

Il me serait impossible de décrire toutes les sensations que j'éprouvai en passant le Rhin, en mettant le pied sur le sol français, en voyant des troupes de cette armée à laquelle j'avais appartenu, et qui depuis avait cueilli tant de lauriers ; en comptant ses trophées, que les arsenaux ne pouvaient contenir. Que de réflexions cela me fit faire! O gloire, que sont grands tes prestiges! Ils suspendirent en moi la mémoire du passé, et pendant mon séjour à Strasbourg je vécus d'habitude avec des militaires français, comme si j'avais combattu sous les mêmes drapeaux. Il est vrai que préfet, maire, généraux, tous ceux enfin avec qui j'eus quelques rapports, me traitèrent avec beaucoup de courtoisie, quelques-uns même avec un intérêt marqué; tant étaient changés ces sentiments de prévention et de haine dont j'avais été témoin et victime, soit parce que, étrangers au caractère national, ils ne pouvaient être durables, soit que le temps et les succès les eussent usés! Mais cette mémoire me revint en retrouvant à Dijon les débris

(1) Frédéric-Guillaume, duc de Brunswick-Oels, quatrième fils de l'auteur du fameux manifeste, né à Brunswick en 1771, tué à Waterloo.

(2) Nicolas, baron Massias, né à Villeneuve-d'Agen en 1764, fut chargé en 1800 de représenter la France à la cour de Bade. Il mourut à Bade en 1848.

d'une famille dont j'étais séparé depuis dix ans. Que n'avait-elle point souffert!

Cependant, depuis le 18 Brumaire et surtout depuis que la paix de Lunéville avait consacré la fortune et le pouvoir de Bonaparte, à Dijon comme ailleurs, l'ordre était entièrement rétabli ; il y avait un commencement notable de satisfaction et de prospérité, une tendance assez générale à l'oubli ; espérance et sécurité pour tous.

Déjà beaucoup d'émigrés étaient rentrés, et la prudence semblait seule tempérer le penchant du Premier Consul à les favoriser. J'étais personnellement connu de lui (1). On me conseilla, on me pressa même de profiter de cet avantage pour me refaire une existence dans mon propre pays, au lieu de celle assez médiocre que j'avais en Suède, où tous mes traitements réunis n'allaient pas à 3,000 francs. La mission de Carlsruhe était venue fort à propos remettre de l'ordre dans mes finances. Mais cette mission même avait ajouté à mes devoirs envers la Suède, ainsi qu'à mon attachement pour elle, et je me décidai à y retourner sans avoir fait aucune démarche, emmenant seulement avec moi un neveu de mon nom âgé de quatorze ans, comme une espèce de transaction entre mes sentiments et mes intérêts divers.

J'avais, pendant mon voyage, profité de toutes les occasions de m'instruire du système de guerre suivi par les Français, et de connaître l'organisation de leur armée. Je crus à mon retour devoir faire hommage au roi des notions que j'avais recueillies, et je les réunis sous la forme d'une très longue lettre qui finissait ainsi : « ... Il n'est sûrement point impossible d'organiser et d'exercer l'armée suédoise d'après des principes qui ont pour eux une expérience incontestable ; au lieu du fanatisme républicain, elle aura l'amour éclairé de la patrie, l'attachement à son roi, et plus sa confiance en lui sera grande,

(1) L'auteur avait connu Bonaparte à Auxonne, quand celui-ci, après un congé passé en Corse, vint y rejoindre le 1er régiment d'artillerie (régiment de la Fère), où il avait été nommé lieutenant en second en 1785. V. la *Préface*.

plus cet attachement sera près de l'enthousiasme nécessaire pour faire de grandes choses. »

Le roi me remercia très poliment de cette lettre, mais sans qu'entre lui et moi il fût pour ainsi dire autrement question de ce qu'elle contenait. Je fus atterré de mon peu de succès. Aussi à dater de cette époque, maudissant ma faiblesse à poursuivre une chimère, je m'abandonnai plus que je ne l'avais encore fait à tous les plaisirs d'une grande capitale, et surtout à ceux que je trouvais chez le duc de Sudermanie, où j'étais extrêmement bien traité. Depuis qu'il avait quitté la régence, évitant tout ce qui pouvait donner de l'ombrage au roi, il ne s'occupait qu'à embellir son château de Rosersberg (1) et à rendre soit à la ville, soit à la campagne, sa cour agréable à ceux qu'il voulait bien y admettre.

Madame la duchesse, avec bien moins d'esprit, d'instruction et surtout de tenue que son mari, avait, comme lui, un grand fonds de bonté et de gaieté. Tous deux aimaient le spectacle, les fêtes; je pouvais être utile à leurs goûts, et cela m'avait introduit dans leur société particulière. Peut-être m'avaient-ils jugé digne d'en être par ma fidélité à cultiver leur bienveillance malgré la chute de leur pouvoir. Quoi qu'il en soit, devenu un habitué de cette cour, j'y passais environ trois mois chaque été à me divertir le mieux du monde ; et je dois cette justice au roi qu'il n'a jamais paru me savoir mauvais gré d'être si bien vu de son oncle.

Il est vrai que rien n'était plus innocent que ma faveur. Pour la conserver et l'accroître au point où l'on verra qu'elle est venue, je n'ai jamais employé aucun des moyens usités près des grands ; je n'ai pas même flatté le trop grand faible du duc pour la franc-maçonnerie en me faisant initier à ses

(1) La terre de Rosersberg avait été donnée par les États du royaume au duc de Sudermanie. Située sur les bords du lac Mœlar, à six lieues de Stockholm, elle est devenue entre ses mains une habitation charmante, mais dont le revenu est loin de suffire à l'entretien.

Le roi actuel en jouit; je ne sais si c'est comme roi ou comme héritier des biens particuliers de Charles XIII. (*Note de l'auteur.*)

mystères. De son côté il ne me dit jamais un mot qui eût rapport à la franc-maçonnerie; mais dans le temps où j'étais attaché à l'institution de Gustave IV, un jour il me demanda si j'étais franc-maçon : lui-même l'était déjà. Je répondis que non : « N'auriez-vous pas envie de le devenir, me dit-il. — A quoi bon, Sire, cela ne me rendrait pas meilleur que je ne suis. — Pourquoi avez-vous cette opinion? — Parce que si j'ai vu en France de fort honnêtes gens francs-maçons, j'ai vu aussi des francs-maçons n'être pas d'honnêtes gens, quoiqu'ils fussent dans les plus hauts grades. — Oh! notre franc-maçonnerie est autre chose que celle de France. — Cela se peut bien. — Au reste, il vous en coûterait assez cher pour vous faire recevoir ici, et je pense que vous n'avez pas de l'argent de reste. — Vraiment non, Sire. » Il ne fut plus et il n'a pas été davantage question de franc-maçonnerie entre moi et qui que ce soit en Suède. Cette manière d'obtenir du succès n'était le résultat d'aucun calcul, mais seulement une conséquence naturelle de mes habitudes de franchise et d'indépendance.

Puisque j'en suis à parler du duc de Sudermanie, le lecteur ne me saura pas mauvais gré d'ajouter ici quelques détails aux traits qui, dispersés dans ces Mémoires, pourront servir à faire connaître ce prince.

Né en 1748, il était d'une taille au-dessous de la moyenne. Sa conformation un peu féminine, la petitesse remarquable de ses pieds et de ses mains, n'annonçaient pas une grande vigueur de corps. Il n'en aimait pas moins beaucoup les femmes et avait eu près d'elles des succès indépendants de son rang, succès qu'il aimait à se rappeler. Quand je le vis pour la première fois à la fin de 1794, il avait quarante-six ans et sa figure conservait encore de l'agrément. Dans ses regards, dans ses mouvements on trouvait une vivacité, dans son accueil une courtoisie qui le rendaient plutôt aimable qu'imposant, et tel il est resté à peu près jusqu'en 1810, époque à laquelle une attaque d'apoplexie influa sensiblement sur ses facultés physiques sans nuire autant à ses facultés morales.

Sa réputation de bravoure était parfaitement établie. Comme grand amiral de Suède, il avait commandé la flotte avec distinction pendant la dernière guerre avec la Russie. Comme général, il n'avait pas eu l'occasion de montrer des talents, mais il s'entendait à remuer des troupes et s'était particulièrement occupé des manœuvres de la cavalerie. Sa mémoire était excellente, son instruction assez variée ; il parlait bien et volontiers la langue française ; affectionnait-il quelqu'un, il se plaisait à causer avec lui, et l'on pouvait alors discuter, le contredire, le ramener à son avis ; sa conversation n'imposait d'autre gêne que l'observation des plus simples bienséances. J'en ai mille fois fait l'épreuve, et toujours il m'a su gré de lui avoir parlé franchement. Malheureusement de très bonnes qualités sont quelquefois la source de certains défauts, et le prince avait celui de se laisser trop facilement influencer par ses entours. Ce n'était point faiblesse de jugement, mais faiblesse de cœur, et le sien était bon au point de ne pouvoir longtemps haïr, quelque mal qu'on lui eût fait. J'en vais donner une preuve.

De tous ceux dont il avait eu à se plaindre, nul n'était coupable envers lui de torts aussi graves que le baron d'Armfelt, dont j'ai déjà parlé. Revenu en Suède après avoir été amnistié par le roi, l'étiquette voulait qu'à Stockholm il se présentât chez le duc, et il y fut très froidement reçu. Mais l'année suivante quelle fut ma surprise de le trouver à Rosersberg aussi sémillant, aussi à son aise que si rien ne s'était passé ! Mon visage sans doute trahit mes sentiments, car le duc ne tarda pas à me prendre à part, et ses premières paroles furent : « Vous êtes bien étonné de voir Armfelt ici. — Oui, Monseigneur, j'en suis même fâché. — Que voulez-vous? il m'a écrit, il se repent de tout ce qu'il m'a fait, il en accuse les circonstances, sa mauvaise tête, ses ennemis, qui l'ont poussé à bout. Les femmes s'en sont mêlées, la duchesse même, et je n'ai pu y tenir. — Ma foi, Monseigneur, vous êtes meilleur que moi. — Meilleur n'est pas ce que vous voulez dire, je parie que

vous me blâmez. — J'avoue que s'il est digne de votre caractère et de votre rang de ne pas se venger, il ne me semblait pas s'ensuivre que vous dussiez admettre à votre table, dans votre société, un homme qui vous a si cruellement offensé. — J'ai senti tout ce que vous pouvez me dire là-dessus. Mais je ne sais pas résister aux sollicitations, surtout quand tout le monde se met à mes trousses. — La chose est faite, Monseigneur, il n'y a encore en elle que le mal d'un excès d'indulgence. Mais, permettez-moi de vous le dire, il y aurait une inconvenance extrême, une espèce d'oubli de ce que vous vous devez à vous-même, si M. d'Armfelt, adroit comme il l'est, parvenait à s'ancrer chez vous. — Oh! pour cela, je vous réponds d'y mettre ordre, je ne veux pas qu'il se moque de ma bonhomie. » Effectivement, excepté cette fois, je n'ai pas revu le baron d'Armfelt chez le duc autrement qu'en cérémonie.

Je viens de donner un exemple de sa dangereuse facilité, en voici un de sa promptitude en même temps que de sa bonté. Je le prends entre bien d'autres dont j'ai été témoin. La scène est également à Rosersberg.

Un jour qu'il avait ordonné d'expédier à Stockholm un piqueur avec différentes commissions, celle entre autres de lui rapporter des papiers qu'il voulait avoir le soir même, le piqueur revint très tard, ayant tout, excepté ces papiers, que cependant, d'après une lettre dont il était porteur, il paraissait avoir reçus. J'étais là; le duc fort en colère appelle son écuyer M. Bruce et lui dit : « L'homme que vous avez envoyé est un drôle qui se sera grisé et m'a perdu un paquet important : faites-le punir tout de suite. — Monseigneur, répondit l'écuyer, ce piqueur est le meilleur sujet de votre écurie. Je ne l'ai jamais trouvé en faute; et j'ai peine à croire qu'il soit coupable aujourd'hui. Peut-être y a-t-il quelque erreur qui ne vient pas de lui. — Comment pouvez-vous l'excuser contre l'évidence, quand ce paquet m'est positivement annoncé? Je suis las d'être mal servi et je veux être obéi. Il faut que ce coquin-là soit puni ce soir et chassé demain, en-

tendez-vous? » Et le duc fut se coucher en répétant encore : « Il faut qu'il soit puni. »

Il s'agissait de coups de bâton. M. Bruce n'en fit point donner; mais il se hâta de renvoyer le piqueur à Stockholm, et le matin, à son lever, le duc eut le paquet qu'il croyait perdu. En le recevant, son premier mouvement fut de demander si le piqueur avait été puni : « Non, Monseigneur, répondit l'écuyer, je présumais qu'il était innocent, ce dont je suis sûr aujourd'hui. Il y a eu seulement un malentendu, et pour y remédier il a couru toute la nuit. — Vous avez bien fait, très bien fait, mon cher Bruce, de ne pas prendre au sérieux mes paroles de colère, et je vous en remercie. Le pauvre diable aura eu grand'peur. Tenez, donnez-lui ces vingt rixdalers pour l'en dédommager. » Eh bien! voilà le prince dont on a dit et répété, sans preuves, tant de mal en Europe. Je ne prétends pas faire ici son panégyrique. Je laisse ma plume aller au gré de mes souvenirs et de ma conviction, heureux de pouvoir le montrer tel qu'il était; car, si la reconnaissance m'imposait de taire ou d'altérer la vérité, je n'écrirais pas.

Depuis la chute du Directoire, les relations de la France avec la Suède avaient langui entre des mains subalternes. Le Premier Consul choisit, pour les raviver, M. de Bourgoing, avantageusement connu comme diplomate et comme littérateur (1). Il arriva à Stockholm peu après mon retour du voyage dont j'ai parlé. J'assistai à son audience de réception.

(1) Jean-François, baron de Bourgoing, né à Nevers en 1748, occupa des postes importants dans la diplomatie à Ratisbonne, à Hambourg et à Madrid, où il plaida vivement la cause de Louis XVI. Nommé en 1801 par le Premier Consul ministre à Copenhague, puis à Stockholm, il fut ensuite disgracié pour des allusions politiques sur la forme du gouvernement. La belle conduite à Austerlitz de son fils, qui, à l'âge de dix-huit ans, tua de sa main six cosaques à coups de sabre, le fit rentrer en bonne grâce auprès de l'empereur, qui le nomma baron et commandant de la Légion d'honneur. Envoyé en 1808 à la légation de Saxe, il assista au congrès d'Erfurt et mourut aux eaux de Carlsbad en 1811.

Sa veuve (Joséphine de Prévost de Lacroix) fut surintendante de la maison royale de Saint-Denis de 1820 à 1838.

et ce ne fut pas sans être singulièrement étonné que je l'entendis, lui, représentant d'une république engendrée par une révolution, faire l'éloge de la monarchie et le procès de la Révolution. C'était bien un moyen sûr de plaire au roi; mais l'emploi m'en parut au moins prématuré, et le gouvernement français en jugea de même puisqu'il fit insérer dans le *Moniteur* un espèce de désaveu du discours que quelques journaux, disait-on, avaient sans doute faussement attribué à M. de Bourgoing (1). Au reste, si celui-ci manquait parfois de mesure, parce que son imagination avait été plus vite que son jugement, il n'en était pas moins un homme excellent sous tous les rapports. Aussi pénétra-t-il promptement dans la société et y fut-il mieux accueilli qu'aucun ministre étranger.

Je ne tardai pas à me lier avec lui. Quand il sut que j'avais servi dans l'artillerie française en même temps que Bonaparte et que j'en étais connu : « Comment, me dit-il, ne profitez-vous pas de chances aussi heureuses? Vous n'avez sûrement pas le projet de mourir en Suède. Eh bien! il faut commencer par vous faire rayer de la liste des émigrés, je m'en charge. Après quoi vous demanderez une place dans la carrière qui vous conviendra le mieux, et vous l'aurez bonne et vous ferez votre chemin. Je vous réponds du succès. » Ces paroles de M. de Bourgoing m'allaient au cœur, elles me montaient la tête; puis la froide raison venait à son tour me dire que j'étais en Suède acclimaté, heureux et bien traité; que si ce n'était pas ma patrie, si je n'y avais pas de parents, j'y avais au moins de bons amis; que la vie était courte, que de l'argent, des dignités, même de la gloire, ne donnaient pas toujours le bonheur; qu'il serait imprudent de quitter une existence médiocre, mais sûre, pour des espérances qui ne pouvaient

(1) Il avait pour secrétaires de légation MM. Caillard et de Fénelon. Ce dernier avait passé en Suède plusieurs années comme émigré. M. de Bourgoing présenta à cette même audience le général Duroc, qui revenait d'une mission à Pétersbourg. (*Note de l'auteur.*)

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

se réaliser sans des sacrifices de préjugés qui me coûteraient, sans des courbettes auxquelles je me savais peu propre, et j'étais désenchanté.

Le résultat de cette lutte entre l'amour de mon pays natal et celui de mon pays d'adoption, entre l'ambition et la philosophie, fut de me borner à solliciter ma radiation de la liste des émigrés, avec permission de rester au service de Suède. Je demandai au roi son agrément pour faire cette démarche. Il me l'accorda de fort bonne grâce, me parla des talents de Bonaparte presque avec enthousiasme, et j'écrivis la lettre suivante, que le bon M. de Bourgoing adressa à M. Maret (plus tard duc de Bassano), secrétaire du Conseil d'État.

« Stockholm, 1er avril 1803.

« CITOYEN PREMIER CONSUL,

« Lorsque après avoir rendu la France triomphante au dehors, vous y avez rétabli la tranquillité, ramené le bonheur, un Français ne peut se résoudre à renoncer pour toujours à une patrie dont l'avenir paraît devoir être sous vos auspices encore plus heureux que le passé ne fut affligeant.

« Malheureusement, parmi les dispositions du Sénatus-consulte relatif aux émigrés, il en est une, celle de renoncer à tout service étranger, à laquelle il est bien difficile de souscrire, quand on n'a plus en France ni état, ni fortune, et qu'on est attaché à la personne d'un souverain par un grade honorable et plus encore par ses bienfaits.

« Telle est ma position, Citoyen premier consul, mais comme l'article 21 du nouveau Code civil prouve que le gouvernement se réserve d'accorder la permission de servir à l'étranger, j'ose m'adresser directement à vous pour l'obtenir, dans la persuasion où je suis que ce qui intéresse un ancien capitaine au 1er régiment d'artillerie ne peut vous être tout à fait indifférent.

« Daignez agréer, etc. »

Ma radiation ne se fit point attendre, je la reçus datée du 28 floréal an XI (18 mai 1803), telle que je l'avais demandée, c'est-à-dire avec l'autorisation de rester au service de Suède ; et je ne puis exprimer quel plaisir elle me fit. Elle ne changeait rien à ma fortune, mais me rendait ma patrie; je cessais d'être un proscrit, et si je restais en Suède, c'était par choix, et non plus par nécessité.

CHAPITRE III

1802-1808

Le duc de Glocester à Stockholm. — État de la Suède et de l'Europe. — Voyage de Gustave IV en Allemagne. — Saint-Geniès, Jung. — Enlèvement et mort du duc d'Enghien. — Fureur du roi de Suède. — Son attitude vis-à-vis de la France. — Il négocie avec l'Angleterre et la Russie, renvoie au roi de Prusse l'ordre de l'Aigle noir. — Sa conduite commence à lui aliéner les esprits. — Ses prétentions au sujet du rétablissement de la maison de Bourbon. — Entrevue avec le maréchal Brune. — Lettre du roi de Prusse après Tilsit. — Conduite et fautes de Gustave IV.

De 1802 au printemps de 1803, je ne me rappelle pas qu'il se soit passé rien d'important en Suède. Le duc de Glocester, neveu du roi d'Angleterre, y vint et fit un assez long séjour à Stockholm, où la cour et la ville le fêtèrent à l'envi. J'ignore si la politique fut pour quelque chose dans son voyage. L'Europe était en paix, le commerce suédois avait repris ses spéculations et son activité, que l'Angleterre n'entravait plus, d'où résultait un bien-être général. Néanmoins, en voyant quelle suite le Premier Consul mettait à augmenter sa puissance à l'intérieur comme à l'extérieur, en réfléchissant que cette paix n'avait pu satisfaire toutes les ambitions et, moins encore, éteindre tous les ressentiments, il était naturel de prévoir qu'elle ne serait pas de longue durée. On n'en jouissait donc que comme d'une trêve.

Fidèle à ma résolution de ne plus m'occuper de choses sérieuses, je continuais cette vie dissipée, dans laquelle m'avait jeté l'inutilité de mes tentatives auprès du roi, et je dépensais ainsi mes meilleures années, tandis qu'il y avait en moi, peut-être, de quoi faire quelque chose de mieux qu'un homme de plaisir.

Gustave IV crut sans doute pouvoir profiter du calme apparent de l'Europe pour mener la reine visiter sa famille et satisfaire sa curiosité particulière. Quand on sut qu'il devait s'absenter pour un long voyage, personne ne s'en inquiéta et plusieurs s'en réjouirent. Ces derniers pensèrent qu'on aurait en tout plus de liberté, qu'on se divertirait mieux lorsqu'on cesserait d'être gêné par sa présence; leur attente ne fut pas trompée, car jamais en Suède on ne fut plus gai que pendant l'année qui suivit son départ. Le goût des spectacles de société devint, entre autres, si général qu'on joua la comédie partout où on put le faire. J'ai sous les yeux des lettres où la duchesse de Sudermanie, voulant organiser une fête à Rosersberg pour l'anniversaire de la naissance de son mari, faisait appel au concours du baron de Lagerbielke et au mien. Ce goût des réjouissances était excité par l'établissement à Stockholm d'une troupe française assez bien composée. Le roi l'avait fait venir pour amuser la reine et les représentations en étaient très suivies. Qui prévoyait alors les malheurs dont son voyage devait être la suite!

Il est à remarquer qu'il ne donna au duc de Sudermanie, son oncle et son ancien tuteur, aucune part dans la régence établie pour gouverner en son absence. Mais la faculté de se livrer sans entraves à l'agréable vie qu'il menait à Rosersberg consola, j'en suis sûr, très aisément le prince du peu de confiance que lui montrait son neveu.

Ayant presque toujours été loin du roi depuis son départ jusqu'en 1807, j'hésiterais à parler de sa conduite pendant ce laps de temps si je n'avais les documents les plus authentiques sur les principaux faits, leur enchaînement et leur influence. Je prie seulement qu'on se rappelle que c'est un vieux militaire et non point un littérateur qui écrit, et qu'il ne faut lui demander que de la bonne foi.

Gustave IV arriva en Allemagne sous de favorables auspices. L'éclat de son ancienne résistance aux volontés de Catherine II lui avait fait dans ce pays une réputation que rehaussait son

nom patronymique. On crut voir en lui un digne successeur du Grand Gustave, et sa vanité lui fit peut-être illusion sur le peu de moyens qu'il avait de suivre les traces de son illustre prédécesseur, en même temps que son manque d'expérience et de jugement ne lui permettait pas d'apprécier la différence des époques.

Cependant, quand il partit, et dans les premiers temps de son séjour à Carlsruhe, je ne crois pas qu'il ait songé à entrer en lice pour défendre les libertés germaniques.

Il trouva malheureusement à la cour de Bade un certain Saint-Geniès, soi-disant gentilhomme espagnol, affichant de beaux sentiments et n'étant autre chose qu'un espion du gouvernement français. Les avances que cet homme s'était empressé de me faire, en 1801, lors de ma mission à Carlsruhe, m'avaient déjà mis en garde contre lui. Il me parla alors du comte de Saint-Priest, qu'il avait, disait-il, connu à Constantinople. Effectivement, j'ai su de M. de Saint-Priest qu'il était venu y chercher du service et n'en avait point obtenu; que ce Saint-Geniès s'appelait Varenchan de son nom de famille; que, grâce à la protection d'une Mme de Chalus, première femme de chambre de la feue Dauphine, il avait eu fort jeune un bon de fermier général, et qu'ayant mangé son bien, il avait fait beaucoup de fredaines et de métiers, ce qui l'avait naturellement mené à celui d'espion. Il s'insinua près du roi, gagna sa confiance en flattant ses idées, et Gustave tomba ainsi entre les mains d'un aventurier qui rendait un compte journalier de tout ce qu'il découvrait de faible et de bizarre dans son caractère et ses projets.

Une autre connaissance que le roi fit en Allemagne, et qui eut dès lors la plus fâcheuse influence sur sa conduite, fut celle d'un écrivain mystique nommé Jung (1), qui avait publié depuis peu des commentaires sur l'Apocalypse. Gustave IV,

(1) Stilling Jung, né dans le duché de Nassau le 12 septembre 1740, mort à Heidelberg le 2 avril 1817. Ce mystique superstitieux venait de publier à Francfort (1803) ses *Scènes du règne des esprits*.

naturellement porté à la superstition, crut voir dans ce livre inintelligible tout ce que Jung prétendait y être; il se nourrit de sa lecture, et son jugement ne s'en faussa que davantage.

Enfin un événement des plus graves, l'enlèvement et la mort du duc d'Enghien (mars 1804), vint achever de mettre le désordre dans une tête peu capable de juger ce que de telles circonstances et sa position particulière exigeaient de prudence et d'habileté.

Ah! certes, ce ne sera pas moi qui blâmerai le roi de Suède d'avoir vivement ressenti l'outrage fait à son beau-père, à tous les princes, à la morale publique, en violant un territoire indépendant, pour y saisir une victime et la sacrifier contre toutes les lois divines et humaines! Ce ne sera pas moi qui chercherai dans la politique ou dans des suggestions étrangères quelque moyen d'excuser un crime dont la sanglante tache resterait indélébile sur la mémoire de Napoléon quand même il serait mort entouré de gloire et de prospérités. Mais il est pour ceux à qui le sort a départi le gouvernement des peuples, il est un devoir, le premier de tous, celui de ne pas compromettre le bonheur de leurs sujets en cédant à des sentiments personnels; et la raison y ajoute de ne jamais rien entreprendre sans avoir bien pesé ses forces et ses moyens de succès. A la première nouvelle de l'enlèvement du duc d'Enghien, le roi s'était empressé d'envoyer à Paris son chambellan, le baron Tawast, afin de protester contre cette violence et d'en prévenir les suites, quoiqu'il ne dût pas les prévoir aussi graves qu'elles furent. Le baron Tawast les apprit en route et vint rejoindre son maître, ne lui rapportant que de nouveaux motifs de haine et de vengeance.

Alors il rappela le baron Ehrensvärd, son ministre à Paris, et en sa qualité de membre du corps germanique comme duc de Poméranie et de garant du traité de Westphalie comme roi de Suède, il adressa une protestation à la Diète de Ratisbonne. C'était son droit, quoique ce droit fût tombé en désué-

tude, puisque la Suède n'avait rien fait d'apparent pour la défense de l'Allemagne, ni pour empêcher les démembrements de son territoire. Elle avait même implicitement reconnu ceux-ci par son état de paix avec la République, sous le Directoire et le Consulat. Le ministère français répondit à cette levée de boucliers par un article d'une sanglante ironie, inséré dans le *Moniteur* du 4 août. L'irritation du roi s'en accrut davantage, et, dès ce moment sans doute il aurait déclaré la guerre à Bonaparte s'il avait eu quelques moyens de la faire.

Mais ce n'était ni le margrave de Bade, quoique le plus directement offensé; ni l'électeur de Bavière, ni d'autres petits princes, ainsi qu'eux placés sous la coupe ou le patronage de la France. qui pouvaient les lui fournir. Gustave dut, bien malgré lui, se borner, pour le moment, à donner l'ordre de renvoyer de Stockholm le chargé d'affaires français, M. Caillard (1). Il fit également partir la troupe française de comédie, défendit l'entrée de ses États à tout ce qui s'imprimait en France et l'entrée de la France à tous ses sujets sans une permission expresse. Enfin les relations avec ce pays furent restreintes aux seules affaires commerciales.

En Suède on ne sut pas d'abord très mauvais gré au roi de cette première explosion, car là, comme dans le reste de l'Europe, il n'y avait qu'une opinion sur la catastrophe du duc d'Enghien. Moi-même, obscur individu, je voulus renvoyer ma radiation au Premier Consul, afin de ne rien tenir de lui; j'écrivis au comte Nils Gyldenstolpe, capitaine des gardes accompagnant le roi, pour qu'il le prévînt de la démarche que je comptais faire. Le comte me répondit qu'il n'avait pas cru devoir s'acquitter de ma commission. Il me conseilla de me tenir tranquille et me mit à même de deviner que son motif était de m'empêcher de ne rien faire qui pût exalter encore le

(1) M. de Bourgoing était absent par congé depuis le mois de mars de l'année précédente, et il avait bien voulu se charger de ramener en France mon neveu, sur la santé duquel le climat de la Suède m'avait donné des inquiétudes. (*Note de l'auteur.*)

ressentiment du roi, dont il était plus à portée que moi de juger la force et les dangers.

Cependant, lorsqu'il perça dans le public que Gustave IV négociait avec l'Angleterre et la Russie pour guerroyer, aidé de l'argent de l'une et des soldats de l'autre, on commença à s'inquiéter. « Quelle folie, disait-on, de chercher la guerre et de vouloir s'attaquer à la nation la plus belliqueuse de l'Europe, au général le plus habile et le plus heureux! Que nous importe ce qui se passe en France? Dieu nous a-t-il chargés de punir tout ce qui se fait de mal en ce monde? Si cela était, pourquoi sommes-nous en paix avec Alger, Tunis, le Maroc, etc.? Pourquoi n'avons-nous pas vengé le meurtre de Louis XVI et celui si récent de Paul Ier? Qui nous dédommagera de la mort de nos soldats, du dérangement de nos finances, des pertes de notre commerce et de notre agriculture; sera-ce la gloire? Mais toutes les chances d'en recueillir sont contre nous. »

J'abrège le récit de ces critiques; elles étaient assez générales; il n'y avait guère que de jeunes officiers, désireux de mouvement, de réputation ou de fortune, qui vissent avec plaisir le roi prêt à entrer dans une carrière aussi aventureuse. Pour moi, qui, mieux que bien d'autres, avais pu juger combien il manquait de moyens matériels et moraux pour jouer un grand rôle, je me tins à l'écart, renfermant en moi-même mes tristes prévisions de l'avenir.

Le titre d'empereur, déféré par le Sénat à Bonaparte, acheva de porter au plus haut degré l'exaspération de Gustave. Il ne pouvait digérer qu'un homme qui n'était pas né dans la pourpre osât s'en revêtir et se placer, non seulement au niveau, mais en quelque sorte au-dessus des rois. Cependant d'autres princes hésitèrent peu à reconnaître un confrère qui tenait ses droits de la victoire et de l'assentiment d'un grand peuple. Quelques-uns même virent peut-être un gage de tranquillité pour l'Europe et de sûreté pour leurs trônes dans l'intérêt qu'aurait le nouveau monarque à étouffer les restes de l'esprit révolutionnaire.

J'ignore si ce fut une pensée de ce genre qui détermina le roi de Prusse à envoyer à Napoléon son ordre de l'Aigle noir. Quoi qu'il en soit, le roi de Suède saisit avidement cette occasion de manifester ses principes en écrivant au roi de Prusse la lettre suivante; et c'est par elle que commença une mésintelligence devenue plus tard funeste à tous les deux :

« 22 avril 1805.

« MONSIEUR MON FRÈRE ET COUSIN,

« J'éprouve un profond chagrin de me voir obligé de remettre à Votre Majesté l'ordre de l'Aigle noir, que j'avais reçu de son auguste père, comme un gage précieux de ses sentiments pour moi.

« Connaissant tout le prix de ces insignes antiques et solennels, ainsi que la nature des devoirs religieux et chevaleresques qu'ils imposent, c'est contre mon propre penchant que, cédant aux circonstances douloureuses des temps où nous vivons, je fais une démarche qui serait contraire à ma façon d'agir et de penser, si des événements récents ne m'imposaient ce sacrifice comme un triste devoir à remplir.

« Il me serait trop pénible de m'expliquer davantage. Mais je me crois obligé de déclarer, comme chevalier, que je ne connais point cette dignité dans Napoléon Bonaparte et ses pareils.

« Je prie Votre Majesté d'être persuadée de la sincérité de mes sentiments pour sa personne, etc.

« GUSTAVE-ADOLPHE. »

Le style de cette lettre me fait croire qu'elle fut l'œuvre personnelle de Gustave IV; qu'il l'écrivit d'abord en suédois et la recopia traduite en français pour l'envoyer au roi de Prusse. Elle témoigne d'une grande exaltation d'idées, et ce ne serait pas la seule pièce de ce genre que je pourrais offrir au lecteur. Il déplorera, je pense, comme moi l'aberration mentale d'un jeune prince religieux, foncièrement honnête homme, courant

à sa perte et faisant le malheur de son pays, tout en croyant accomplir son devoir.

Quelque désir qu'il eût d'attaquer sérieusement l'homme qui gouvernait la France, il se passa néanmoins plus d'un an avant que les négociations le missent à même de le faire. Ce fut seulement le 3 octobre 1805 qu'il conclut avec l'Angleterre un traité complémentaire de deux conventions précédentes. En voici la substance :

S. M. le roi de Suède, désirant coopérer d'une manière efficace au succès du plan général, s'engage à fournir un corps de troupes destinées à agir contre l'ennemi commun, de concert avec ses alliés, et spécialement avec les troupes qui débarqueront en Poméranie. Le corps suédois ayant cette destination sera de douze mille hommes.

Pour mettre Sa Majesté suédoise à même d'agir conformément à ses sentiments et à son zèle pour l'intérêt commun, Sa Majesté Britannique s'oblige à lui payer 12 livres 10 schellings sterling (312 fr.) par homme de troupes fournies, lequel subside sera régulièrement soldé à la fin de chaque mois.

Afin de couvrir les dépenses que le rassemblement, l'équipement et l'embarquement de ces troupes nécessiteront, Sa Majesté Britannique s'oblige également à payer, sous le nom de *mise en campagne*, une somme égale à cinq mois de subsides, sur le pied de l'article précédent, et cela aussitôt après les ratifications du présent traité.

Les puissances contractantes s'engagent non seulement à ne faire ni trêve ni paix avec l'ennemi commun que d'un commun accord, mais encore à rester intimement unies pendant toute la durée de la guerre et jusqu'à la conclusion d'une paix générale.

Vu l'importance de mettre le port et la forteresse de Stralsund dans le meilleur état de défense, Sa Majesté Britannique s'oblige à payer encore, aussitôt après les ratifications du présent traité, 50,000 livres sterling.

J'ai donné les principaux articles de ce traité, afin qu'on voie avec quelle munificence l'Angleterre traitait ses alliés. Depuis la rupture de la paix d'Amiens, elle avait déjà perdu le Hanovre et cherchait partout des ennemis à la France, que les procédés de Bonaparte ne rendaient pas difficiles à trouver.

Je n'essaierai pas d'examiner si les craintes, les haines, les coalitions des rois furent toujours légitimes, et de même si les guerres, les envahissements, les perfidies de Napoléon furent une nécessité de sa position ou le résultat de son caractère. La politique et le cœur humain ont des mystères trop difficiles à dévoiler, et, n'ayant pas entrepris d'écrire l'histoire philosophique de mon temps, je reviens à ce qui regarde la Suède et son roi.

Outre ce que lui assurait le traité du 3 octobre, il avait déjà touché, par l'effet d'une convention en date du 3 décembre 1804, 60,000 livres sterling pour réparer les fortifications de Stralsund; plus, depuis le 31 du même mois, 7,200 livres sterling (180,000 fr). par mois, à la condition d'ajouter quatre mille hommes de troupes régulières à la garnison ordinaire de cette place, où l'Angleterre projetait de former un corps hanovrien.

De son côté, la Russie oubliait ses anciens démêlés avec Gustave pour amener ce prince à ses vues. Dès 1802 un conflit s'était élevé entre les deux cours par l'insulte faite au ministre russe, à qui on avait refusé le passage sur le territoire suédois, et plus encore par l'opiniâtreté du roi à vouloir que la totalité du pont de la frontière à Aborfors, en Finlande, fût aux couleurs suédoises, tandis que les Russes prétendaient qu'une moitié de ce pont devait porter les couleurs russes. Ce très petit incident fut sur le point de causer une guerre et d'occasionner des dépenses assez considérables en préparatifs de défense. Mais l'intervention d'autres puissances arrangea cette affaire. Actuellement la Russie travaillait à former contre la France une coalition plus formidable et mieux cimentée que ne l'avaient été les précédentes. Son concours était assuré à

l'Autriche dans la guerre que cette puissance allait recommencer contre la France. En même temps, Alexandre cajolait la Prusse, encore incertaine du rôle qu'elle prendrait dans ce conflit. Enfin, lorsqu'il vit s'approcher le moment d'agir, il offrit au roi de Suède le commandement d'un corps russe, lequel, transporté à Stralsund et réuni aux Suédois et aux Hanovriens, formerait une armée que l'on supposait en état de reprendre le Hanovre, de pénétrer en Hollande et de faire au moins la diversion la plus utile aux troupes agissant en Bavière et sur le Rhin.

En théorie, cet espoir était fondé, mais pour le réaliser il aurait fallu, de la part de tous les intéressés, une activité de mesures, une simultanéité d'action, bien difficiles à obtenir de puissances éloignées les unes des autres et dont ni les habitudes militaires ni les intérêts politiques n'étaient identiques. Il aurait fallu que Napoléon, avec l'avantage d'une pensée unique, avec les moyens d'une exécution rapide comme la pensée, ne devinât ni l'existence ni les projets de la nouvelle coalition, et que sa perspicacité naturelle fût ainsi tout à fait en défaut. Il aurait fallu surtout que les troupes destinées à agir dans le nord de l'Allemagne fussent sous la main d'un chef homme de guerre et de génie, et Gustave n'était ni l'un ni l'autre. De plus il avait dans le caractère des singularités, dans ses idées des petitesses qui, à moins d'un miracle de la fortune, devaient faire échouer toute entreprise dont il se mêlerait.

Chacun sait avec quelle habileté Napoléon sut déjouer tous les projets de ses ennemis; avec quelle activité il les poussa jusqu'en Moravie et comment il termina, par la victoire d'Austerlitz, sa guerre avec l'Autriche. Chacun sait que, parti de Berlin porteur de paroles menaçantes, le comte de Haugwitz, déconcerté par les succès de Napoléon, tint à Vienne un tout autre langage que celui qu'il comptait tenir, et que la Prusse fut punie de ses hésitations par le funeste présent du Hanovre.

Une nouvelle coalition ne s'en préparait pas moins qui, dès

l'automne de 1806, aboutit à la guerre générale. Gustave IV, derrière la Prusse et la Russie, y fit cause commune avec l'Angleterre et accepta ses subsides. Une prétention de ce prince, qui retarda la conclusion de ses alliances, fut celle de faire spécifier expressément que le but essentiel de la guerre était de rétablir la maison de Bourbon sur le trône de France. Prendre un pareil engagement était inutile et fort hasardeux : inutile, car si on avait complètement le dessus, on serait maître de faire ce que l'on voudrait; hasardeux, parce qu'il fixait un but qu'on était incertain d'atteindre. En politique il y a peu d'occasions où il faille brûler ses vaisseaux.

Le désir de se mesurer avec Napoléon occupait constamment Gustave-Adolphe et rendit la fin de son règne aussi néfaste que les premières années avaient été heureuses. Peu de souverains ont en effet commencé à gouverner en donnant autant d'espérances que lui. De la sévérité dans les mœurs, de la tenue dans la conduite, tout cela faisait une impression heureuse sur un public pour lequel les qualités trop brillantes du feu roi avaient été ruineuses. Enfin les défauts de Gustave IV étaient ou dissimulés ou à peine soupçonnés par le petit nombre de gens attachés à sa personne pendant sa minorité.

Chargé pendant deux ans de la partie militaire de son instruction, j'avais bien été à même de juger de l'impossibilité de lui faire saisir toute idée complexe et de remarquer la fausseté qui en résultait le plus souvent dans sa manière de voir ou de raisonner. Jamais je n'avais pu, par exemple, lui faire considérer l'art de la guerre sous d'autres rapports que celui de l'exercice de la paix, ni le mener plus loin que la manœuvre d'un bataillon. Il était resté sur tout le reste d'une ignorance dont j'aurais rougi si mes efforts avaient été moins connus et n'avaient constaté l'impossibilité du succès. J'avais bien aussi observé chez lui un penchant à l'imitation qui s'attachait plus au bizarre qu'au grand, un orgueil tout à fait disproportionné aux moyens, un désir violent de marquer à quelque prix que

ce fût et une disposition à la crédulité et à la superstition. Mais ni moi, ni personne ne pouvait prévoir et l'accroissement de ces défauts et leurs suites funestes.

Ce fut seulement lors du voyage de Gustave IV en Allemagne que les gens sensés commencèrent à s'inquiéter de l'avenir de la Suède, lorsqu'on sut qu'au lieu d'être un voyage de plaisir, celui-ci était fait avec l'intention de se créer protecteur du corps germanique, de heurter la France de front, et surtout lorsqu'on eut la certitude que, pendant ce malheureux voyage, la tête du roi s'était remplie d'idées mystiques, que l'Apocalypse était devenu son livre de confiance, qu'il y lisait sa destinée future et celle de la Suède, qu'il regardait tous les premiers mouvements, quels qu'ils fussent, comme des avis du ciel auxquels il devait obéir, et qu'enfin presque plus rien de raisonnable et de suivi ne pouvait éclore d'un jugement dépravé par une crédulité absurde et un orgueil immodéré.

Il déclara la guerre à la France et se fit le général de Russes, d'Anglais et d'Allemands, sans tirer aucun parti d'eux ni de ses propres troupes. Il perdit la Poméranie, et cela, joint à une pusillanimité physique qui le tint toujours loin du danger et que son orgueil sans doute ne put vaincre, acheva de le discréditer et de dégoûter la nation d'un état de guerre contraire à ses intérêts, et qu'elle ne soutenait point avec gloire.

Son rôle actif commença lorsqu'il s'occupa de réunir trente mille hommes à Rugen. Mais l'argent manquait, et l'Angleterre, après avoir fait cette expérience que le roi de Suède, quelques qualités qu'il eût d'ailleurs, n'était point un héros, ne paraissait nullement disposée à augmenter le subside mensuel des 19,000 livres sterling qu'elle payait pour l'entretien des troupes en Poméranie.

Cependant il fallait dresser le budget de la guerre projetée, et, pour avoir des fonds, le roi prit le moyen le plus dangereux de tous ceux qu'on pouvait imaginer.

D'après ses conventions avec les cours de Londres et de

Pétersbourg, les subsides que l'Angleterre payait à la Russie devaient être débarqués à Götheborg et aller de là par terre à Pétersbourg, en traversant la Suède. Le roi, d'après un ancien traité avec la Russie, croyait avoir à réclamer d'elle une somme de 375,000 rixdalers. Il résolut de se payer sur l'argent auquel il donnait passage. En vain lui représenta-t-on le danger qu'il y avait, dans des circonstances aussi critiques, à mécontenter un voisin avec lequel il faisait cause commune; on ne put lui persuader que l'empereur serait offensé de ce procédé, quoique le but en fût de guerroyer contre la France. Les démarches de l'envoyé de Russie, M. d'Alopéus (1), pour empêcher cette sorte d'abus de confiance furent également inutiles; le roi imposa silence à tout le monde, en disant qu'il se réservait de traiter lui-même directement cette affaire avec l'empereur Alexandre. Il le fit effectivement, et la cour de Russie se tut, attendant une occasion propice de demander le redressement de ce grief.

Un renfort, qui ne put être porté qu'à cinq mille hommes, fut envoyé en Allemagne, et, malgré cela, comme plusieurs bataillons avaient été retirés, l'armée ne s'y trouva pas encore forte des dix mille hommes que, suivant les traités, la Suède devait tenir en Poméranie. Le ministre d'Angleterre ferma les yeux sur cette infraction et continua de payer les subsides au complet.

La malheureuse position du roi de Prusse l'obligea dans ce temps à avoir recours à la Suède. Il avait vu ses armées battues, dispersées, plusieurs de ses forteresses, sa capitale elle-même (octobre 1806), tomber entre les mains de l'ennemi; obligé de se réfugier à Memel, il faisait tous ses efforts pour réunir quelques débris de vieilles troupes et en lever de nouvelles. Comme il lui manquait de quoi les armer, il s'adressa au roi de

(1) Maximilien, baron d'Alopéus, né en 1748 à Wiborg en Finlande, mort en 1822. Son frère, le comte David d'Alopéus, né à Wiborg en 1769, fut envoyé comme ministre de Russie à la cour de Suède en 1809; il signa le traité de paix entre la Suède et la Russie, fut ensuite ministre plénipotentiaire à Berlin, où il mourut en 1831.

Suède, qui, peu de temps avant, avait vendu des fusils et même des canons à l'empereur de Russie. Il était très naturel de croire que de la Poméranie on pouvait faire une diversion utile aux alliés. Une mission prussienne fut donc envoyée au roi, qui y répondit en accréditant un ministre, M. de Brinkman, près du roi de Prusse. Il s'ensuivit une convention formelle signée à Bartenstein le 26 avril, et confirmée par le roi le 6 mai 1807 (1).

Du côté de la France, le maréchal Mortier, après être resté sept semaines tranquille en Poméranie, ce qui annonçait des intentions tout à fait pacifiques, envoya un parlementaire au comte d'Essen, gouverneur de cette province, pour lui représenter qu'une guerre entre la France et la Suède étant une chose contre nature, il proposait un armistice, promettant de laisser en paix la Poméranie si on s'engageait à ne point l'inquiéter dans ses mouvements. Il est presque inutile de dire que le roi rejeta ses propositions. Dès que les Français eurent pris le chemin de la Prusse, les Suédois attaquèrent leur arrière-garde, s'emparèrent des magasins laissés par eux et même d'un hôpital militaire. Gustave-Adolphe ne fut pas peu flatté de ce succès. On chanta un *Te Deum* pour avoir forcé les Français à évacuer la Poméranie.

Avant que cette cérémonie fût célébrée, la scène avait changé. Mortier, ayant levé le siège de Colberg nouvellement commencé, marcha contre le corps suédois, qui s'était avancé en embrassant beaucoup de terrain, sépara du corps principal une partie des troupes, dont les opérations se liaient avec lui, et le força à rentrer en Poméranie, ce qui eut lieu après une résistance honorable. Néanmoins la sagesse du comte d'Essen

(1) D'après cette convention, la Russie et la Prusse, s'associant plus étroitement, s'engageaient à ne jamais traiter l'une sans l'autre. Alexandre promettait à la Prusse non seulement la restitution intégrale de son territoire, mais « un arrondissement » avec une meilleure frontière. La Confédération du Rhin serait dissoute, l'Allemagne soustraite à notre influence. L'Italie serait remaniée d'accord avec les cours de Londres et de Vienne, celle-ci devant en tout cas retrouver le Tyrol et la ligne du Mincio.

arrêta les suites fâcheuses que pouvait avoir cet échec. Il conclut à Schlaskow une suspension d'armes, avec la réserve réciproque de la dénoncer dix jours d'avance avant de reprendre les hostilités. Elle fut signée le 18 avril 1807. Les autres conditions furent : que pendant sa durée les Suédois ne donneraient aucun secours ni à Danzig ni à Colberg ; qu'ils ne permettraient pas à des troupes étrangères, s'il en arrivait en Poméranie, d'agir avant la dénonciation de l'armistice et que l'on rendrait les prisonniers faits de part et d'autre.

Les officiers prussiens venus en Suède pour avoir des armes, parmi lesquels se trouvait le fameux Schill (1), jetèrent les hauts cris sur un armistice qui devait, disaient-ils, entraîner la perte de Colberg. Le ministre d'Angleterre s'en montra mécontent et le roi de Suède fut très choqué de trouver dans la convention ces mots : *Napoléon, empereur et roi*. Les gazettes suédoises les supprimèrent, et le comte d'Essen eut l'ordre d'écrire au maréchal Mortier qu'il lui était défendu de consentir dorénavant à d'autres qualifications que : *le gouvernement français, les troupes françaises*.

Napoléon fit insérer dans ses bulletins qu'il n'avait conclu cet armistice que pour montrer son désir d'être en paix avec un peuple dont l'intérêt politique était de s'unir à la France. Le maréchal Mortier communiqua une lettre autographe de son empereur, dans laquelle celui-ci, employant les expressions les plus flatteuses, exprimait le désir d'une alliance avec la Suède. Le même langage fut tenu par les généraux français à l'adjudant général baron Tawast, lorsque à la fin de mai l'on fit à Demin l'échange des prisonniers, et dans une autre occasion on donna à entendre au roi que la paix pourrait se faire en remettant à un autre temps la reconnaissance du titre d'empereur.

En voyant tant d'avances et de cajoleries, n'est-il pas évident

(1) Schill (Ferdinand de), né en 1773, mort en 1809, fameux colonel prussien, qui pendant la guerre de 1809 essaya de soulever ses compatriotes contre les Français et périt sous les murs de Stralsund.

que les Français ne se dissimulaient pas l'influence que toute entreprise vigoureuse de la part de la Suède pouvait avoir sur eurs opérations? N'est-on pas fondé à croire que, si Gustave IV, repassant à propos en Poméranie, s'était mis à la tête de son armée, que s'il avait par ses proclamations ranimé la nation allemande et négocié directement avec la plupart des princes mécontents du joug des Français, il aurait facilement réuni les hommes et l'argent nécessaires pour faire une diversion telle que l'issue de la guerre aurait été aussi heureuse pour les alliés qu'elle le fut pour Napoléon. Seulement, pour mener à bien une telle diversion, il fallait des talents d'une telle énergie que sa haine contre Bonaparte ne put donner au roi de Suède; si son dépit toujours croissant de ne pouvoir assouvir sa vengeance fit souvent explosion, néanmoins il ne produisit rien de grand.

Sur la demande du maréchal Mortier et par un article ajouté, la dénonciation de l'armistice avait été portée de dix jours à un mois. Le roi, lorsqu'il apprit ce changement à Malmö, peu avant de retourner en Allemagne, se permit de ne pas le reconnaître, et, pour cacher sa détermination au général français, il défendit toute communication avec Ystad et Stralsund jusqu'à son départ. La ténacité du comte d'Essen à protester que nul ordre ne pourrait l'empêcher de prévenir le maréchal Mortier, que l'intention de son souverain était de s'en tenir aux premiers termes de l'armistice, l'obligea cependant à céder.

Toutefois il espérait, d'après la convention de Bartenstein, qu'étant bientôt renforcé de troupes anglaises et prussiennes, il serait promptement à même de prendre les Français à dos et de terminer ainsi rapidement la guerre. Ce qu'il y avait encore de plus remarquable, c'était sa prétention que le but essentiel de cette guerre fût le rétablissement de la maison de Bourbon, et que la Prusse, qui combattait pour son existence, et la Russie, qui voyait sur sa frontière un ennemi puissant prêt à la franchir, s'oubliassent elles-mêmes pour un intérêt qui leur était étranger.

Cette sorte d'indifférence pour les embarras de ses alliés et les malheurs de leurs peuples est si étrange qu'on pourrait la révoquer en doute si elle n'était prouvée par des lettres autographes du roi. Elle s'accorde d'ailleurs avec la note de l'ambassadeur comte Stedingk au cabinet russe, en date du 1er mars 1805, au sujet de la ratification du traité d'alliance.

« Le roi, y est-il dit, déclare que si les alliés ne considèrent pas le rétablissement de la maison de Bourbon comme le but principal de la guerre, il cessera d'y prendre part aussitôt que les Français seront chassés du Hanovre. »

A son arrivée en Poméranie, Gustave y trouva environ douze cents soldats prussiens, la plupart assez mal équipés. Les troupes suédoises, malgré les fatigues et les dangers auxquels elles avaient été exposées, n'avaient rien perdu de leur courage habituel; mais les combats et les maladies les avaient tellement décimées que l'infanterie de ligne et la cavalerie montée ne formaient pas un effectif fort au-dessus de six mille hommes. En y ajoutant la milice (*landtvarn*) et les deux régiments allemands, on pouvait compter environ dix mille combattants. Les Prussiens, il est vrai, se renforcèrent successivement jusqu'à arriver au chiffre de cinq mille hommes, et le général Blücher se donnait une peine infinie pour les mettre en état de servir activement. Cependant tout cela réuni ne formait pas une masse capable d'entreprendre quelque chose d'important et les troupes promises d'Angleterre n'arrivaient pas.

Du côté des Français, stationnés sur la frontière poméranienne, le maréchal Brune avait remplacé le maréchal Mortier dans son commandement. Le roi lui fit connaître son désir de lui parler relativement à l'article de l'armistice qu'il ne voulait pas admettre; dans l'entrevue qui eut lieu, il essaya de l'engager à trahir Bonaparte en faveur des Bourbons. Aucun protocole de cette conversation n'ayant été tenu sur place, et comme elle a été rendue de plusieurs manières, tout ce que je puis dire de sûr, c'est que le récit inséré dans les feuilles suédoises

fut dicté de mémoire par le roi et plusieurs fois recopié avant qu'il le trouvât à son gré.

Dans le cinquième volume de ses *Mémoires*, pages 17 et 18, Mme la duchesse d'Abrantès, en parlant du maréchal Brune, accuse Gustave IV de déloyauté et de perfidie envers lui, pour avoir rendue publique et dénaturée la conversation qui eut lieu entre le maréchal et lui dans leur entrevue à Schlaskow, le 4 juin 1807. Mme d'Abrantès ajoute : « Il fit l'action d'un félon et d'un roi sans parole et sans foi, car il avait engagé l'une et l'autre à ne pas parler de la démarche que Brune ne se permettait uniquement, au reste, que pour les intérêts de lui, Gustave. »

J'ai trop connu Gustave IV, et je suis assez sévère à son égard pour être cru, quand j'affirmerai qu'il était incapable de faire imprimer autre chose que ce qui s'était dit de part et d'autre dans cette occasion. Il y eut de la part du roi un manque total de jugement à se mettre en rapport immédiat avec un vieux reître de la Révolution, à croire gagner par les offres les plus puériles un homme auquel il n'avait rien à donner en échange d'une grande fortune déjà faite, et surtout une inconvenance extrême et un déplorable oubli de sa dignité à proposer lui-même une trahison. Mais si le roi se conduisit follement, le maréchal ne se conduisit pas mieux, en ne se retirant pas dès la première parole équivoque qui lui fut adressée. C'était une grande faute que de s'être allé mettre à la discrétion d'un souverain dont il ne connaissait pas la moralité; c'en était une plus grande encore que d'entrer en conversation sur des objets non seulement étrangers à l'armistice, mais que son devoir lui défendait également de traiter. Quant à l'engagement pris par Gustave de garder le secret sur cette conférence, le bon sens suffit seul pour se convaincre que le maréchal ne put le demander, ni par conséquent le roi le promettre.

Lorsqu'il fit imprimer, dans la *Gazette de Stockholm* du 11 août 1807, le récit de ce qui s'était passé entre le maréchal

Brune et lui à Schlaskow, ce fut avec ce préambule : que les feuilles publiques d'Hambourg et d'Altona ayant donné un récit inconvenant de cette entrevue, on croyait devoir rétablir l'exacte vérité des faits.

Pendant que l'issue de la guerre était encore douteuse et que les armées françaises, russes et prussiennes se préparaient à un combat décisif, il y eut néanmoins quelques velléités de paix. Le roi de Prusse proposa de choisir Copenhague pour y négocier, comme l'endroit le plus convenable, si l'Angleterre voulait y prendre part. Aussitôt que le roi de Suède en eut vent, il déclara que, s'il y envoyait quelqu'un, ce serait pour affirmer que jamais il ne traiterait avec Napoléon et qu'il n'en voulait pas moins que les alliés lui garantissent la sécurité de son commerce; quant à la garantie de l'évacuation de la Poméranie par les Français, elle lui paraissait superflue.

Du reste, dès que Gustave IV fut informé d'un commencement de négociations entre la France et la Russie, il dut prévoir que la Prusse serait obligée de suivre la marche de la seule puissance qui pouvait la sauver d'une ruine totale, et quatre jours après l'entrevue de Tilsit, le roi de Prusse le lui confirma par une lettre en date du 30 juin 1807, dont j'extrais ce qui suit : « ... Une chaîne d'événements, qu'il m'a été impossible de maîtriser, a changé tout à fait le système de la Russie, et l'empereur Alexandre s'est cru forcé par les circonstances de conclure un armistice préparatoire de la paix. J'ose demander à Votre Majesté si, dans la cruelle position où je suis, j'aurais pu me séparer de la Russie?... Mais c'est avec le sentiment le plus pénible que, cédant à la nécessité, j'ai souscrit cet armistice et nommé des plénipotentiaires pour traiter de la paix, conjointement avec l'empereur de Russie, mon allié. Comme mon ministre de cabinet a informé M. de Brinkman de tout ce qui a précédé et nécessité ce nouvel ordre de choses, Votre Majesté permettra que je m'en réfère au récit que lui en fera son envoyé; s'il ne peut lui peindre

mon chagrin de la tournure malheureuse qu'ont prise mes affaires, au moins il la convaincra qu'il m'a été impossible de l'éviter.

« L'armistice conclu à Tilsit comprenant également le corps sous les ordres du général Blücher, je fais tous mes efforts pour déterminer la France à prendre l'engagement formel de ne point dénoncer celui qu'elle a conclu avec Votre Majesté, et je la prie de prendre de son côté toutes les mesures que prescrit la prudence pour mettre ses États allemands à l'abri d'une invasion. Mon adjudant, le major Klüx, chargé de cette lettre, n'a pas quitté l'armée russe et peut ainsi rendre à Votre Majesté un compte fidèle de tout ce qui s'est passé. »

Lors de la paix de Tilsit (8 juillet 1807), il paraît avoir été convenu entre la France et la Russie que la Suède serait forcée d'adhérer au système du blocus continental et, par conséquent, de fermer ses portes aux Anglais. Le ministre russe appuya en même temps cette prétention sur une ancienne convention entre les puissances du Nord de réunir leurs forces pour assurer la tranquillité de la Baltique. Le roi de Suède, qui regardait cette convention comme détruite par tous les événements qui l'avaient suivie, prétendait de son côté que les ports de la Baltique devaient rester ouverts au commerce des Anglais, se faisant fort d'obtenir de leur gouvernement qu'il n'enverrait dans ces parages aucun vaisseau de guerre.

Le 21 janvier 1808, l'ambassadeur de Suède à Pétersbourg remit encore une note à ce sujet, malgré le peu d'effet qu'on pouvait en attendre; et le cabinet russe continua d'assurer que ce serait avec la plus grande répugnance qu'il commencerait des hostilités contre la Suède jusqu'à ce que, ses troupes étant prêtes à passer la frontière, il envoya une note par laquelle il demandait l'ultimatum du roi.

Depuis l'été précédent, la Suède avait eu le temps de se préparer à la guerre qui allait éclater, mais aucune représentation n'avait pu décider le roi à prendre les précautions nécessaires à sa défense, pas même celle de faire revenir la petite flotte

stationnée en Finlande. Je tiens de M. de Brinkman que, depuis la paix de Tilsit et pendant l'automne de 1807, il n'avait cessé de prévenir Gustave IV des projets de la Russie sur la Finlande, et cependant celui-ci ne fit rien pour être en mesure de la défendre.

CHAPITRE IV

CAMPAGNE DE FINLANDE 1808

Le lieutenant général Klingspor est mis à la tête de l'armée, avec le comte Gustave de Löwenhielm pour chef d'état-major. L'auteur accompagne ce dernier comme sous-chef d'état-major. — Les glaces les obligent, pour se rendre en Finlande, à passer par Tornéa. — Froids exceptionnels. — Plan de campagne défectueux. — Retraite sur le nord. — Combats de Pulkila et de Pyhajocki, où Löwenhielm est blessé et fait prisonnier. — Le colonel Adlercreutz. — Affaires de Sikajocki, de Lumijocki et de Bevolax. — Capitulation de Sveaborg. — L'auteur est rappelé à Stockholm par le roi, qui veut l'envoyer faire le siège de Copenhague.

Lorsque au commencement de 1808 la Russie attaqua la Finlande, le danger rallia tous les esprits; les sacrifices nécessaires furent faits sans murmures. Tout ce qui avait quitté le service depuis longtemps se présenta pour y rentrer, et moi-même, qui avais demandé ma démission, comme ne pouvant point porter les armes contre la France, et qui n'avais pu obtenir que l'assurance de n'être point employé, je me crus obligé d'honneur à sortir du repos et je partis pour la Finlande.

Ce qui peut donner une idée de l'énergie que montra la nation suédoise, c'est que trois mois après l'invasion elle eut cent cinq mille hommes sous les armes. Certes, si le roi avait su en tirer parti, les Russes, qui jusqu'au mois de septembre furent battus ou tenus en échec par treize mille hommes agissant dans le nord de la Finlande, les Russes, dis-je, n'en auraient pas achevé la conquête cette même année, et qui sait même quels événements des succès auraient pu amener? Mais le roi voulant tout faire par lui-même et faisant tout à rebours du bon sens, troquant chaque jour un projet absurde contre un autre plus absurde encore, ne fit que ruiner les troupes par des marches et des contremarches inutiles, par de

petites entreprises dans le midi de la Finlande plus mal concertées les unes que les autres, et enfin, pour couvrir ses dernières bévues, prit le parti de dégrader sans jugement ses régiments des gardes (1), auxquels il n'avait d'autres reproches à faire que de n'avoir pu exécuter un projet extravagant. Il s'agissait de débarquer près d'Abo au nombre de deux mille cinq cents hommes, ce qui eut lieu, et de marcher sur le corps de dix mille Russes aux ordres du prince Bagration, puis de pénétrer jusqu'au centre de la Finlande, ce qui ne put être fait.

Cependant, dès le 11 janvier, lorsqu'on reçut la nouvelle d'un rassemblement de troupes russes sur la frontière, le roi ordonna la formation d'un comité militaire devant donner un projet de défense, non seulement pour la Finlande, mais pour toutes les parties du royaume menacées par les préparatifs de guerre qui se faisaient en Danemark et en Norvège. Le peu de temps qui s'écoula avant l'ouverture des hostilités ne permit guère d'exécuter la plupart des projets de ce comité.

Le 21 février 1808, les Russes entrèrent en Finlande sur trois points : Aborfors, Kjeltis et Anjala. Leur force n'a jamais été bien connue, mais, à en juger par le nombre des généraux employés, elle devait être d'environ trente mille hommes.

A Lovisa, Artfjo et Nygby, l'armée finnoise gardait les trois principaux chemins, qui depuis la rivière de Kymme conduisaient dans le voisinage de la frontière, avec une garnison d'environ six cents hommes à Svartholm. Toute la force des Suédois en Finlande consistait alors en neuf mille cinq cents hommes, dont six mille formaient l'armée du sud et trois mille cinq cents celle du nord. La garnison de Sveaborg était d'environ six mille hommes. Les avant-postes firent toute la résistance possible à Forsby, Artfjo et Orittmatila. Les deux premiers points furent attaqués le 24 et l'autre le 26 février. Le lieutenant général Klerker, qui commandait en l'absence du comte Klingspor, rassembla ses détachements et se retira en

(1) Corps d'élite composé de nobles.

bon ordre devant un ennemi supérieur en nombre. Le projet était de remonter en Ostrobothnie pour s'y renforcer de la levée qui s'effectuait.

Le lieutenant général comte Klingspor, alors gouverneur de la Finlande, se trouvait encore à Stockholm. Le roi lui confia le soin de faire tête à l'orage, mais, ne pouvant se faire une entière illusion sur la faiblesse de ce vieillard, il lui adjoignit en qualité de chef d'état-major un officier fort distingué, le colonel de la garde à cheval et adjudant général comte Gustave de Löwenhielm (1), auquel le public supposa des pouvoirs particuliers pour faire, au besoin, prévaloir son opinion; mais ces pouvoirs ne lui furent pas donnés, et, l'eussent-ils été, ils n'auraient pas sauvé la Finlande, parce que les instructions du roi, auxquelles le comte Klingspor avait peut-être travaillé, prescrivaient, je le crois, une marche contraire à sa conservation.

J'étais depuis deux mois malade d'une fièvre lente et d'un rhume opiniâtre, lorsqu'on fut informé des projets de la Russie. Je n'en demandai pas moins d'être employé dans la guerre qui allait éclater, et j'obtins d'accompagner le comte Löwen-

(1) Gustave-Charles-Frédéric, comte de Löwenhielm, né à Stockholm le 6 octobre 1771. Fils du comte Frédéric-Adolphe Löwenhielm et de la comtesse Augusta de Fersen. Il étudia avec son frère Charles à l'université de Strasbourg, et tous deux annoncèrent dès leur début une grande capacité et de grands moyens politiques et militaires.

Devenu capitaine des gardes de Gustave III, il était de service avec le premier écuyer, comte d'Essen, au bal où ce prince fut assassiné. Chambellan du duc de Sudermanie en 1796, colonel de la garde en 1801, inspecteur de la cavalerie en 1804, il se distingua comme chef d'état-major à l'armée de Finlande en 1808 et y fut grièvement blessé et fait prisonnier. Echangé après la révolution de 1809, il fut chargé d'une mission auprès de l'empereur Alexandre. Ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne, puis envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris, il occupa trente-huit ans ce dernier poste et donna sa démission à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, pour revenir mourir à Stockholm la même année, 24 juillet 1856. Son corps fut ramené en France et enterré près de celui de sa femme à Paris.

De son mariage avec une Française, Mlle de Baguet, de Nîmes, fille du général de ce nom, le comte Gustave de Löwenhiehm eut deux fils, qui moururent l'un en 1829 et l'autre en 1850, et une fille, née à Paris en 1830, qui épousa, en 1851, le duc Edouard de Fitz-James.

hielm comme lieutenant-colonel d'état-major. Il était mon ami, il devint mon chef.

Nous quittâmes Stockholm le 11 février 1808, ainsi que le comte Klingspor et plusieurs officiers finnois, espérant passer la mer et nous rendre à l'armée par le plus court chemin. Les glaces y mirent obstacle et, après un jour perdu à Grislehamn, il fallut prendre la route de Tornéa pour tourner le golfe de Bothnie et faire environ trois cents lieues, au lieu de soixante à quatre-vingts.

Jusqu'à Tornéa, le froid fut très supportable; nous y arrivâmes même par un temps assez doux. Je voyageais avec le comte de Löwenhielm dans un bon traîneau fermé que m'avait donné le comte de Saint-Priest. Cet excellent homme, obligé peu après de quitter la Suède (1), par égard pour la Russie, dont il recevait une pension et où se trouvaient ses trois fils, me combla de soins et de bontés avant mon départ. Mais ni les fourrures, ni le rhum et le madère dont il m'avait muni, ne purent me garantir des atteintes d'un froid qui, au delà d'Uléaborg, fit descendre le mercure à plus de trente degrés centigrades. Je crus mourir, je sentais mon sang se congeler, ma vie s'éteindre, et c'était fait de moi si nous ne nous étions arrêtés dans un village nommé Munsala, où on me coucha. Je bus beaucoup d'infusion de sureau très chaude mêlée de rhum, ce qui me fit violemment transpirer et rétablit si bien la circulation que le lendemain matin, quoique le froid fût encore de vingt-cinq

(1) Dans une lettre en date du 30 mars 1808, le duc de Sudermanie m'écrivait : « Le comte de Saint-Priest va partir sur une frégate suédoise pour aller à Königsberg. Son départ me fait bien de la peine. Il est d'un caractère si respectable que j'aurais bien désiré qu'il reste ici. Il est bien pénible à son âge de faire un tel voyage, surtout en cette saison et pour des causes qui lui sont étrangères.

« On lève ici tout le Vasgjerning et on arme les soi-disant conscrits qui sont organisés en bataillons et en brigades. Tout cela sera prêt pour le mois prochain et pourra faire environ cent cinquante mille hommes. Il y a ici une bonne volonté surprenante, et quelque mécontentement que l'on ait eu, tout a disparu actuellement pour contribuer au bien-être général.

« Faites bien mes compliments à Löwenhielm, sa conduite est digne de lui et ne dément en rien l'opinion que j'ai toujours eue de lui. » (*Note de l'auteur.*)

degrés, je le supportai parfaitement, et, ce qu'il y eut d'heureux dans l'épreuve à laquelle la route m'avait soumis, c'est que mon rhume, ma fièvre, tout avait disparu. J'arrivai frais et dispos à Tavastéhus, où s'établit le quartier général, et pendant toute la campagne d'hiver je soutins les rigueurs du climat aussi bien qu'aucun naturel du pays (1).

Déjà les troupes réunies à la frontière sous les ordres du vieux et brave général Klerker avaient été forcées de la quitter et de se rapprocher de cette ville. Tous les rapports annonçaient que les Russes nous étaient très supérieurs en nombre. L'hiver, en gelant les lacs si communs et formant en été tant de défilés en Finlande, semblait en faciliter la conquête; rien n'y était orgarnisé de longue main pour une défensive vigoureuse. Cependant il n'y eut point de découragement; la campagne seulement ne put commencer avec cette confiance que donne à une armée la certitude que tout est prévu, préparé, pour rendre sa résistance efficace et punir l'ennemi de sa présomption.

On ne fit pas cette réflexion qu'en hiver comme en été la Finlande n'est pas un pays où l'on puisse tenir ensemble des forces considérables. Les lacs, les rochers et les bois en occupent presque tout le territoire, et les champs de bataille pour neuf à dix mille hommes y sont rares. Il est vrai que les lacs gelés peuvent en offrir de très vastes, mais ils ne sont tenables que quelques heures. L'article des subsistances est également un obstacle à de grandes réunions de troupes. Si l'armée qui défend le pays peut rigoureusement trouver à s'y nourrir, il n'en est pas de même de celle qui veut l'envahir.

Ayant tenu un journal de ce qui s'est passé pendant mon

(1) Ce fut sans doute au long repos d'un voyage fait toujours couché dans un traîneau, et plus encore à ce que je ne mangeais presque rien, que je dus d'être si gravement saisi par le froid. Mon compagnon, plus jeune, il est vrai, et mieux acclimaté; nos domestiques, qui voyageaient à découvert, supportèrent le trajet mieux que moi, parce qu'ils n'avaient jamais l'estomac vide. Si tant de soldats français sont morts dans la retraite de Russie, je suis persuadé que la cause en fut bien plus dans le manque de nourriture que dans l'intensité du froid. (*Note de l'auteur.*)

séjour à l'armée de Finlande, il me serait facile de détailler plusieurs de ses opérations. Mais si ces mémoires sont lus par des Suédois, que leur apprendraient-ils qu'ils ne sachent déjà ? A côté du souvenir encore récent des guerres gigantesques de Bonaparte, de quel intérêt serait pour d'autres peuples le minutieux récit de quelques faits d'armes dans un pays à peine connu ? Je me restreindrai donc à des vues générales sur la manière dont cette guerre a été conduite; j'en signalerai les principaux événements et leur influence sur le sort de la campagne, ainsi que le courage et les malheurs d'une armée à laquelle je suis fier d'avoir appartenu.

Le lendemain de notre arrivée on tint conseil de guerre. Engager une affaire dont l'issue serait malheureuse aurait été débuter par tout perdre. Les instructions du roi portaient que, si on ne se trouvait pas en mesure de résister, on devait au moins sauver l'honneur des armes et se retirer sur le nord de la Finlande; la retraite fut donc décidée. Le général Klingspor voulait la commencer de suite; le comte Löwenhielm s'y opposa, et on dut à sa fermeté de ne pas abandonner honteusement des magasins considérables et de ne pas décourager, par une lâche précipitation, des troupes que leurs nouveaux chefs n'avaient pas encore vues et dont il fallait assurer les mouvements et les subsistances. Il combattit plusieurs des opinions du général Klingspor; mais, n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour en arrêter l'effet, il fut obligé de céder sur quelques points.

Je ne sais sur quels motifs se fondait l'instruction donnée par le roi. Plus j'ai étudié la position où nous nous trouvions, et plus je suis resté convaincu qu'une entière retraite sur le nord devait amener la perte de la Finlande et de l'armée; si cela a été retardé de huit mois, ce fut la faute des Russes, à qui il était possible de nous couper la route du nord. D'ailleurs, même en n'y réussissant pas, il suffisait de nous suivre en force pour nous acculer dans des déserts où nous serions morts de faim et de froid. Évacuer sans résistance la meilleure partie

du pays, n'était-ce pas donner aux habitants l'exemple de la résignation et risquer d'étouffer, dès le principe, les sentiments généreux auxquels ils étaient bien disposés à obéir?

Je me plais à rendre cette justice à la nation finnoise, que nul sacrifice ne fut au-dessus de son patriotisme et de son aversion pour les Russes. A combien de paysans n'ai-je pas entendu dire qu'ils ne demandaient que des armes et des ordres pour agir !

Quand nous commençâmes notre retraite, la plupart se résignèrent à rester dans leurs villages, et l'on voyait à leur tristesse que le souvenir des maux causés par les invasions russes n'était pas perdu. Presque tous ceux dont nous prîmes les chevaux et les voitures suivirent l'armée; quelques-uns se retirèrent dans les bois avec leurs familles et leur bétail, au risque d'y périr misérablement. Chez tous la douleur était morne, silencieuse; je n'ai pas entendu une plainte, je n'ai pas vu verser une larme. Cette résignation au malheur est caractéristique chez les peuples du nord.

Dès le moment sans doute où, persistant dans sa haine contre Napoléon, Gustave IV l'avait vu se lier avec la Russie, il aurait dû se mettre en garde contre les projets qui pouvaient en résulter et organiser sa défensive en Finlande. Néanmoins tout n'était pas perdu pour avoir négligé de le faire; il fallait gagner du temps, afin de se trouver en mesure d'agir avec vigueur aussitôt que la navigation serait ouverte; il fallait, surtout, se ménager la ligne d'opérations la plus directe avec Stockholm, centre des ressources et siège du gouvernement. Quand on est pris au dépourvu, il y a des points qu'il faut mettre toute son ambition à conserver, parce qu'ils faciliteront plus tard le rcouvrement de ce que l'on aura perdu. Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, la conservation de Sveaborg et des îles d'Aland était de la plus grande importance.

On proposa au général Klingspor de disputer le terrain pas à pas, d'envoyer à Sveaborg et surtout à Aland tout ce que l'on pourrait réunir d'hommes de bonne volonté, de vivres, de

fourrages, d'armes et de munitions; de ne jamais abandonner aux Russes qu'un pays épuisé; de faire de la plus grande des îles d'Aland une espèce de place d'armes où nous nous retirerions à la dernière extrémité. L'intervalle entre ces îles et le continent finnois est ordinairement gelé à porter du canon jusqu'au milieu d'avril. Outre l'avantage d'une concentration de moyens, l'hiver dans ces pays offre à la défensive des ressources particulières. Si les eaux ne sont plus des obstacles, il n'en est pas de même des bois: la neige, que leur abri garantit de l'intensité du froid, les rend peu praticables. Les terrains découverts ne le sont guère plus, lorsque au milieu du jour le soleil a ramolli la croûte de glace qui recouvre les neiges rassemblées par le vent dans les inégalités de terrain; de sorte qu'il n'y a guère d'accessible à des troupes que les chemins frayés.

L'île en question n'aurait donc eu besoin que d'être défendue sur un petit nombre de points; l'ennemi, ne pouvant s'en approcher qu'en marchant longtemps à découvert, aurait eu beaucoup à souffrir du froid et du feu de l'artillerie, dont les ricochets sur la glace vont à d'énormes distances. Il eût été facile de rassembler et d'organiser à Aland six à sept mille paysans bien déterminés, tous excellents tireurs; cela, joint à huit ou neuf mille hommes de troupes régulières, eût composé une force capable de prendre l'offensive avant que la débâcle des glaces l'eût isolée, ou que les flottes anglaises et suédoises auraient portée plus tard sur les points de la côte que l'on aurait choisis pour l'y débarquer. Enfin, si le grand passage d'Aland gelait en entier, comme cela arrive quelquefois à la fin de février, c'était un moyen de communication courte et directe avec la Suède; c'en était même un de retraite en mettant tout au pis. Dans tous les cas on aurait une correspondance journalière avec Stockholm, au moyen des télégraphes établis entre cette ville et Aland, et l'on en aurait reçu les secours que les circonstances auraient permis d'envoyer de Suède.

Une telle marche aurait eu en même temps l'avantage de conserver aussi longtemps que possible Abo, capitale de la Finlande, et la petite flotte qui y était stationnée, tandis qu'elle fut brûlée à l'approche de l'ennemi, entre les mains duquel tombèrent son artillerie, ses munitions et tout ce qui était renfermé dans le château. Peut-être même qu'en tirant parti de ce vieux fort et de tant d'artillerie on aurait pu prendre une position telle qu'elle eût arrêté les Russes et sauvé beaucoup d'objets précieux.

Pour achever cet aperçu d'un système de défense tout autre que celui qui fut suivi, disons encore que celles des troupes du centre de la Finlande qui n'auraient pu joindre Klingspor se seraient réunies à la division du nord pour agir sur la ligne d'opérations des Russes, dont la direction obligée était de l'est à l'ouest, et que, lors même que cette division aurait été forcée de se réfugier en Suède, elle l'aurait fait plus aisément que ne le pourrait la totalité de l'armée, et sans que cela décidât de la perte de la Finlande, comme l'entier abandon du midi. Ajoutons enfin qu'en s'éloignant peu de Sveaborg on eût encouragé la défense, et que plus on aurait mis d'intelligence et d'activité à organiser une offensive prochaine, plus on aurait soutenu les dispositions des partisans qu'on laissait après soi.

Une partie de ces raisonnements furent faits au général Klingspor. Moi-même, je me hasardai de lui parler dans ce sens; il me ferma la bouche en me demandant, avec humeur, si j'avais envie qu'il donnât une seconde édition de la capitulation d'Helsingfors (1), comme si les circonstances étaient les mêmes, comme si des fautes faites et des malheurs arrivés autrefois étaient des motifs péremptoires de rejeter un plan conforme aux premiers éléments de l'art de la guerre. Quel point d'appui, quelles ressources l'Ostrobothnie et la Laponie pouvaient-elles fournir à une armée? En somme l'instruction du roi disait de se retirer sur le nord, et le comte Kling-

(1) Cette ville, fondée par Gustave Wasa, fut brûlée en 1741, pendant la guerre entre la Russie et la Suède.

spor n'était pas homme à en suivre l'esprit plutôt que la lettre.

Nous quittâmes donc Tavastehus à la suite de quelques engagements partiels, et, précédés d'une immense quantité de traîneaux, nous nous dirigeâmes sur Björneborg, d'où nous continuâmes notre retraite en remontant au nord et côtoyant la Baltique. Nous avions alors la triste perspective de voir tout le convoi qui nous précédait tomber aux mains de l'ennemi et de nous trouver entre les Russes qui nous suivaient et ceux qui arriveraient plus tôt que nous sur quelques points de la route que nous suivions. Cependant cela n'eut pas lieu et, si nous échappâmes au danger, ce fut peut-être par la singularité de notre mouvement.

Excepté une petite affaire à Pulkila, notre marche jusqu'à Pyhäjocki ne fut guère troublée; elle se faisait avec une régularité dont l'honneur appartient tout entier au chef d'état-major. Toujours à cheval avec les troupes, il les encourageait par son exemple et ses soins à supporter les fatigues et les privations que la saison et la nature du pays rendaient inévitables. L'ennemi prenait les cantonnements que nous quittions, et plusieurs jours pouvaient se passer sans qu'il y eût un coup de fusil de tiré. Seulement, quand nous restions un peu trop de temps à nous reposer dans le même lieu, les Russes attaquaient nos avant-postes; aussitôt le général en chef donnait l'ordre formel de la retraite, recommandant toujours de ne point faire de coup de tête.

Tant que nous avions à craindre d'être coupés, il fallait sans doute ne point engager d'affaire sans nécessité. Mais une fois arrivés à Vasa, ce danger étant beaucoup moindre, le comte Löwenhielm et plusieurs officiers pleins de courage et de talents insistèrent pour qu'on ne cédât plus si facilement du terrain sans combattre. C'est une tactique plusieurs fois employée avec succès que celle de passer brusquement de la défensive à l'offensive et de déconcerter ainsi les projets de l'ennemi. Nous avions jusque-là reculé sans connaître la force de celui qui nous suivait, et, malgré cela, nous reculâmes encore, nous

quittâmes Vasa aussitôt que les Russes se montrèrent. A Ny-Carleby, les sollicitations se répétèrent; le chef d'état-major fit même une reconnaissance et prit quelques dispositions défensives. Elles furent également inutiles, le général Klingspor persistant dans son système de retraite.

Enfin nous voilà à Pyhäjocky, que j'ai déjà nommé. Comme nous devions nous retirer encore, le comte de Löwenhielm me chargea de reconnaître les chemins qui étaient en arrière de nous, et je parcourus à cette occasion des lieux si déserts, si misérables, que je ne trouvais chez les paysans d'autre nourriture qu'une sorte de biscuit fait de farine d'orge et d'écorce pulvérisée, le tout mêlé de paille hachée. A peine revenu de cette tournée, je fus envoyé à Brahestad, petite ville que l'armée devait occuper le lendemain; j'y couchai, et j'y travaillais à un croquis de la position, lorsque le bruit vague qu'on s'était battu de grand matin à Pyhäjocki me fit partir pour rejoindre l'armée.

A une lieue de Brahestad, je rencontrai le général Klingspor. Il venait de recevoir la nouvelle qu'après un engagement où elle avait éprouvé quelques pertes, l'armée s'était remise en marche, se retirait en bon ordre, et que le comte Löwenhielm blessé était tombé entre les mains des Russes. J'ai perdu mon bras droit, me dit le général en me voyant, et il disait vrai. Plus de détails arrivèrent, et le récit de quelques témoins oculaires fut que le comte de Löwenhielm, fort animé, ayant voulu charger des cosaques, n'avait été suivi que d'un très petit nombre de dragons du régiment de Nyland et que, blessé d'un coup de lance qui l'avait renversé de cheval, il avait été pris ainsi que son aide de camp, le capitaine Clairfelt, et quelques dragons.

Cet événement, qui frappait mon meilleur ami et m'isolait à peu près dans une armée dont je jugeais l'avenir très compromis, m'affligea beaucoup. Le comte Gustave de Löwenhielm était plus jeune qu'aucun des officiers supérieurs de l'armée et assez sévère sur la manière de servir. Il avait donc des

jaloux et sans doute quelques ennemis. Les uns et les autres prirent occasion de son malheur pour critiquer d'abord doucement sa conduite, puis vint le *crescendo* si ordinaire en pareil cas. Le comte Klingspor ne l'aimait point parce qu'il n'était pas de son choix, et qu'il se trouvait en opposition fréquente avec lui. Ils avaient eu le matin même un démêlé fort vif. Il en était jaloux, et cela l'empêchait de lui rendre la justice qu'il lui devait. Il en vint même à me dire qu'il avait bien su reconnaître mon influence et mes conseils dans tout ce que Löwenhielm avait fait de bon. La louange était par trop peu méritée, aussi la repoussai-je vivement. Le fait est que, tout en aidant de mon mieux mon chef et mon ami, personne plus que moi n'avait été à même de juger combien il était riche de son propre fonds. Il avait surtout une mémoire si vaste, une perception si prompte, qu'elles faisaient mon admiration et mon envie.

Les choses en étaient là, lorsque arriva un événement qui commença de changer la face de nos affaires et me valut un ami auquel j'étais loin de penser.

Après le malheur arrivé au comte de Löwenhielm, il y avait nécessité urgente de le remplacer, et la fortune de l'armée voulut que le choix de son chef s'arrêtât sur le colonel et adjudant général Adlercreutz (1), qui depuis le commencement de la campagne s'était distingué dans le commandement d'une brigade. Il n'accepta pas cette commission difficile sans s'assurer une grande latitude de pouvoirs, et, après l'avoir choisi, ce que fit de mieux le comte Klingspor fut de la lui laisser.

La première fois que je parlai au colonel Adlercreutz, ce fut pour lui faire un rapport succinct des deux reconnaissances dont j'avais été chargé : il le reçut assez froidement. Je parlais mal le suédois, il savait très peu le français; un sentiment involontaire m'éloignait de lui, ma qualité d'étranger lui donnait un préjugé contre moi, rien ne promettait moins d'intimité.

(1) Voir au chapitre suivant une note sur le général Adlercreutz.

L'armée ne resta que deux ou trois jours à Brahestad (1). Lorsqu'elle partit, je montai à cheval avec mon nouveau chef, et, cheminant silencieusement à côté de lui, Dieu sait combien de tristes réflexions je fis sur le sort de celui que j'avais perdu et sur la différence de mes relations avec son successeur. Nous nous étions arrêtés au presbytère de Sikajocki, laissant filer l'armée, qui avait commencé de passer sur la glace le fleuve de ce nom, lorsque arriva la nouvelle que notre arrière-garde était serrée de près. Aussitôt l'ordre fut donné de se former successivement sur la rive droite du fleuve. Dans l'endroit où on le passait, les bords étaient assez escarpés et seulement assez adoucis dans le lieu du passage, dont la largeur pouvait être de cent à cent cinquante pas. Les troupes continuèrent de le traverser, nous le passâmes nous-mêmes, et l'arrière-garde nous rejoignit sans autre perte que quelques hommes tués ou faits prisonniers.

Les Russes, dont nous ne pouvions bien juger la force, s'établirent dans le presbytère et se dispersèrent en tirailleurs sur la rive gauche. Alors commença un échange de mousqueterie et de coups de canon. Notre feu se dirigeait principalement sur le presbytère, où nous supposions qu'était la force des Russes. Cet engagement durait depuis assez longtemps; une partie de l'armée avait continué la marche projetée en quittant Brahestad, et le reste, sauf l'arrière-garde, ne devait pas tarder à suivre, lorsque nous apprîmes que l'ennemi faisait passer le fleuve fort au-dessus de nous à un gros détachement, dans l'intention de tourner notre gauche et de rendre notre retraite difficile.

Le colonel Melin, envoyé par le roi pour voir ce qui se passait en Finlande, jugea notre position fort critique et partit du

(1) Ce fut à Brahestad que le colonel Wright des dragons de Nyland donna le premier exemple de défection. Il laissa partir l'armée et resta pour faire sa soumission aux Russes. On lui reprochait avec raison de s'être mal conduit à l'affaire de Pyhajocki, en ne suivant pas avec son régiment le comte Löwenhielm, lorsqu'il avait voulu charger les cosaques. (*Note de l'auteur.*)

champ de bataille en emportant cette idée. Mais notre anxiété fut courte : Adlercreutz, s'approchant de moi, me demanda si je croyais que les Russes fussent en force : « Non, lui répondis-je, je ne vois pas de masses, peu d'artillerie, et je suis persuadé que nous n'avons à faire qu'à une forte avant-garde. — C'est aussi mon avis; en tout cas, on peut bien risquer une couple de bataillons pour sortir d'embarras. Allez dire à Herz de commencer l'attaque avec ses chasseurs. »

En même temps, le capitaine Björnstjerna, employé à l'état-major, qui avait essayé sans succès de porter en avant un petit détachement, s'étant replié sur la rive droite, surprit dans une ferme isolée quelques-uns des Russes qui nous tournaient. Cela rendit de la confiance à sa troupe; elle recommença son attaque; nous marchâmes nous-mêmes l'instant d'après à la tête du régiment de Nyland-infanterie et, repassant le fleuve sous le feu de l'ennemi, nous le forçâmes de reculer. Ce mouvement appuyé par de nouvelles troupes fut décisif, en ce qu'il coupa la retraite à tout ce qui nous avait tournés. L'ennemi, poursuivi sans relâche jusqu'à moitié chemin de Brahestad, perdit cinq à six cents hommes tués ou prisonniers, et nous, nous n'essuyâmes qu'une perte fort légère en comparaison de la sienne.

A peine l'affaire était-elle terminée qu'Adlercreutz, me tendant la main, me dit avec un air franc et jovial qui lui était propre : « A présent que nous avons fait connaissance de la belle manière, j'espère que nous serons amis pour la vie. » Il y avait dans cette avance un suffrage dont je sentis vivement le prix.

L'état-major se réunit au presbytère, où nous soupâmes assez mal, mais bien gaiement, des débris du dîner des Russes. La maison avait été endommagée par nos boulets, le prêtre et sa famille tremblaient encore; tout était dans le plus grand désordre. Adlercreutz et moi, nous couchâmes côte à côte sur un mauvais matelas, commençant ainsi notre fraternité d'armes à la manière des anciens chevaliers. Lui s'endormit comme

dans un bon lit, mais moi, quoique très fatigué, je ne pus, durant cette nuit, me défendre de rêver sans cesse à tout ce que le destin a de bizarre et d'aveugle : « Si Löwenhielm, me disais-je, n'avait pas été pris à Pyhäjocki, sans doute il aurait fait, forcé par la nécessité et malgré les ordres de Klingspor, ce qu'Adlercreutz vient de faire aujourd'hui, et voilà l'honneur d'un succès, le premier de la campagne, qui tombe inopinément à un autre. »

Puis je pensais à un pauvre diable de dragon qui m'avait persécuté le matin même pour remplacer mon ordonnance habituelle, et qui, moins d'une heure après l'avoir obtenu, avait été tué raide derrière moi.

Quand le général Klingspor reçut la première nouvelle de l'avantage que nous venions d'avoir, d'abord il refusa d'y croire; mais dès qu'elle fut bien confirmée, il se hâta d'expédier en courrier son aide de camp, Ulfsparre, pour la porter au roi. Cet officier fit tant de diligence qu'il arriva à Stockholm quelques heures après le colonel Melin, de sorte que l'inquiétude causée par le récit de celui-ci fut de courte durée. La joie d'un succès inattendu en fit même exagérer l'importance (1); un *Te Deum* fut chanté à Stockholm à cette occasion.

Cependant Adlercreutz ne crut pas devoir profiter de ce succès avant de s'être mis en mesure d'agir avec le concours de la brigade de Savolax, qui venait à nous. Notre marche fut donc continuée jusqu'à Lumijocki, où une partie de l'armée s'arrêta, le quartier général à Limingo. Comme les Russes, pour réparer leur échec, pouvaient avoir envie de nous atta-

(1) Dans une lettre du 23 avril, le duc de Sudermanie m'écrivait : « Mon cher chevalier, je venais de recevoir votre première lettre par le colonel Melin lorsque le baron d'Ulfsparre m'a remis la seconde deux heures après. Extrêmement affligé de ce qui venait d'arriver à Löwenhielm, il me fallait la seconde pour me remettre de ce chagrin..... Saluez Björnstjerna de ma part et dites-lui qu'il m'a bien récompensé des soins que j'ai eus de lui dans sa jeunesse. J'allais fermer ma lettre lorsque j'apprends que le roi vient de vous nommer chevalier de l'ordre de l'Epée, de même que Björnstjerna. Je m'empresse de vous le mander en vous faisant mes félicitations. »

quer, le chef d'état-major jugea qu'il était prudent de se mettre en état de les bien recevoir.

Lumijocki est un long village que coupe perpendiculairement la grande route. Les maisons sont isolées. Je lui proposai de tirer parti de la neige pour défendre l'accès de chacune d'elles. Il approuva mon idée, me laissa sur les lieux, maître de l'exécution, et voici quelles furent mes dispositions. Trente à quarante hommes d'infanterie ayant été répartis dans chaque habitation, comme une sorte de garnison, je leur fis rassembler la neige autour de chacune d'elles, en suivant les clôtures sur une largeur de huit à dix pas et une épaisseur d'un pied et demi à deux pieds. En cas d'attaque, ils avaient l'ordre de monter les uns sur les revers des toits opposés à l'ennemi, les autres de se placer aux fenêtres ou en arrière des retranchements de neige, pour défendre chaque enceinte jusqu'à la dernière extrémité. Quelques pièces de canon établies sur la route, derrière un retranchement également en neige, protégeaient encore la disposition générale. Moi, je me logeai dans le presbytère avec une réserve et, après avoir fait quelques répétitions de ce nouvel appareil de défense, j'attendis l'ennemi avec la plus grande sécurité. Elle se fondait sur ce que, ne pouvant s'approcher que lentement, péniblement et à découvert, il perdrait trop de monde pour réussir à me forcer (1).

Plusieurs jours s'étaient passés pendant lesquels j'avais espéré vainement être attaqué, lorsqu'un matin, de très bonne heure, le chef d'état-major arriva et m'apprit qu'il allait tenter d'enlever un corps russe établi aux environs de Bevolax, à quelque distance de nous et de la brigade de Savolax. Celle-ci

(1) Quoiqu'il y eût dans les troupes cantonnées à Lumijocki des colonels et que je ne fusse que lieutenant-colonel, j'ai pu parler de moi comme ayant tout dirigé, parce qu'en qualité d'officier d'état-major j'étais censé n'agir que d'après des ordres supérieurs. Du reste, si je suis entré dans quelques détails sur ce que j'ai hasardé de faire à Lumijocki, je n'ai eu d'autre pensée que celle d'éveiller l'attention des militaires sur les moyens d'attaque ou de défense que l'hiver peut fournir ; moyens dont les gens de l'art ne se sont guère occupés, les véritables campagnes d'hiver ayant été jusqu'ici fort rares. (*Note de l'auteur.*)

était forte de trois mille hommes et commandée par le colonel comte Cronstedt, auquel il avait envoyé les ordres et instructions nécessaires pour agir en temps utile. Adlercreutz comptait embarrasser les Russes par cette double attaque. « Ils croiront, me dit-il, avoir sur le corps tout ce qui est à Lumijocki, tandis que je n'emmène que peu de monde; c'est Cronstedt qui doit frapper le grand coup. Cependant tenez vous sur vos gardes, et faites observer la route de Sikajocki. »

Malheureusement, ou plutôt heureusement, comme on le verra tout à l'heure, la difficulté des communications causa un grand retard dans l'arrivée et l'exécution des ordres adressés au comte Cronstedt. Il en résulta qu'Adlercreutz se trouva seul engagé et qu'après avoir longtemps attendu le concours de la brigade de Savolax il dut prendre le parti de se retirer. Je le vis à son retour de cette expédition, il était de fort mauvaise humeur. « C'est une affaire manquée, me dit-il, mon frère est blessé, et je n'ai perdu que trop de monde inutilement. Il faut qu'il soit arrivé malheur aux porteurs de mes ordres. » Il me quitta, me laissant presque aussi affligé que lui de ce mécompte. Qu'on juge donc si je fus agréablement surpris en recevant, trois heures après son départ, la nouvelle d'un succès complet de la part de Cronstedt! succès dont il y avait d'autant moins à douter qu'on m'amena des prisonniers, et parmi eux le général Bulatoff, très grièvement blessé (1).

Voici ce qui s'était passé : les Russes, après la retraite forcée d'Adlercreutz, qu'ils jugèrent n'avoir voulu faire qu'une reconnaissance, étaient rentrés joyeux dans leurs quartiers et se croyaient si bien quittes de toute autre attaque le même jour qu'une des deux brigades cantonnées près de Bevolax s'était mise en marche pour une autre destination. Ce fut alors qu'arriva Cronstedt, qui, les trouvant moins nombreux et

(1) J'eus le plus grand soin de ce général, qui le méritait à tous égards. La guerre d'ailleurs se faisait de part et d'autre avec beaucoup de courtoisie. Il fut, après sa guérison, échangé contre le comte de Löwenhielm. (*Note de l'auteur.*)

dans une espèce de sécurité, avait tout pris, hommes, drapeaux et canons. En vain Bulatoff, ayant réuni ses troupes près de l'église, s'était-il bravement défendu; rien n'avait pu résister à l'élan de nos soldats.

Cette affaire, remarquable par la vigueur de son exécution, le fut encore par cette circonstance que le défaut d'ensemble, qui devait la faire manquer, contribua beaucoup, au contraire, à la faire réussir. Et voilà la guerre ! Tous ceux qui l'ont pratiquée conviendront que ce jeu savant est bien aussi jeu de hasard.

Les suites de l'événement de Bevolax furent, du côté des Russes, l'abandon d'une partie du territoire qu'ils avaient si facilement envahi. Avertis par leur défaite que nous étions en mesure et décidés à prendre l'offensive, ils durent se resserrer davantage et renoncer à nous forcer d'évacuer le reste de la Finlande, en agissant par corps trop distants les uns des autres pour ne pas être compromis. Ils quittèrent donc Brahestad, où nous revînmes. Si la fonte des neiges n'avait établi, peu après, une sorte d'armistice forcé entre eux et nous, sans doute ils auraient reculé plus loin.

De notre côté, deux succès de suite semblaient en promettre davantage. Nous pouvions désormais combiner nos opérations avec les deux brigades du nord. L'armée de Klingspor était en bon état et présentait un effectif de soldats vigoureux, braves et aguerris : la mer, devenue libre, devait bientôt fournir à nos besoins et nous amener des renforts. La population, revenue de l'abattement où l'avait jetée la marche rapide de l'invasion, nous seconderait de tout son pouvoir.

Telles étaient les espérances que l'on se plaisait à former; mais, au moment où elles semblaient légitimes, Sveaborg allait être livré aux Russes, déjà maîtres des îles d'Aland, et la perte seule de cette forteresse aurait balancé des avantages bien supérieurs à ceux que nous venions d'obtenir (1).

(1) Au commencement de la campagne, une petite forteresse côtière mal approvisionnée, nommée Svartholm, avait capitulé après cinq ou six jours de résistance. (*Note de l'auteur.*)

Sveaborg, unique place vraiment forte que la Suède eût en Finlande, avait coûté des trésors à édifier; on la croyait imprenable, pourvue comme elle l'était de sept mille hommes de garnison, de vivres et de munitions; elle renfermait un matériel immense, une flotte de bâtiments légers; elle offrait un abri sûr à notre marine et la mettait à même d'agir avec avantage au printemps, soit contre la flotte russe, soit en transportant des troupes de débarquement. Sans la possession de cette place, jamais l'ennemi ne pourrait se croire maître de la Finlande. La perte en était donc immense, et l'on devait la regarder comme consommée d'après les termes de la capitulation. Celle-ci, datée du 6 avril, disait que la forteresse de Sveaborg serait remise aux Russes si le 3 de mai prochain elle n'était secourue par une flotte entrée dans son port. Or il était contre toute espèce de probabilité qu'à cette époque il ne fût pas encore fermé par les glaces. Et c'était l'amiral Cronstedt, marin expérimenté, commandant à Sveaborg, qui avait signé cette capitulation!

Il n'y eut qu'un cri pour le flétrir du nom de traître, et le conseil de guerre confirma ce jugement. Cependant j'aime à penser qu'il ne fut que faible, très faible; qu'effrayé de la supériorité des forces de l'empire russe sur celles de la Suède attaquée de tous côtés, découragé par notre retraite et notre éloignement, il crut la Finlande à jamais perdue et prit pour un fait consommé ce qui n'était encore qu'un fait éventuel. N'y a-t-il donc pas des moments où la tête tourne à ceux qui, dans d'autres temps, ont montré beaucoup d'énergie? Et n'avait-on pas vu récemment de vieux généraux du grand Frédéric ouvrir les portes de leurs forteresses à des poignées de soldats français!

Une première faute de l'amiral Cronstedt avait été de recueillir à Sveaborg plusieurs familles à qui la frayeur des Russes avait fait quitter leur domicile. Il fallait les envoyer à Aland, ainsi que tout ce qui dans la forteresse était inutile à la défense ou pourrait l'affaiblir. Une plus grande faute fut de laisser les Russes occuper tranquillement Helsingfors, à portée du canon

de la place. Il devait plutôt brûler entièrement cette petite ville toute bâtie en bois. Sans l'abri qu'elle procura aux Russes, auraient-ils pu, dans une saison aussi rigoureuse, rester constamment à ciel ouvert pour agir contre Sveaborg ?

Il est encore une autre erreur qui, je crois, influença l'amiral Cronstedt, ce fut celle de craindre, se voyant partout environné de glaces, que l'ennemi n'en profitât pour tourner ses ouvrages détachés, les prendre par la gorge, et même pour escalader la dernière enceinte de la place. Cependant il aurait dû réfléchir qu'au cœur de l'hiver il était également impossible à l'ennemi de s'établir ou de rester à découvert dans des ouvrages dont l'intérieur était vu de la forteresse ; qu'il fallait les désarmer pour ne pas risquer d'en perdre l'artillerie, s'il y avait quelque danger qu'ils n'en fussent surpris, et que c'était seulement la dernière enceinte qu'il devait s'attacher à garder soigneusement. Certes la garnison était bien suffisante pour cela ; elle l'était également pour entreprendre d'enlever les batteries établies par les Russes à l'abri de quelques rochers intermédiaires entre Sveaborg et Helsingfors. Mais Cronstedt ne pensa à rien de ce que je viens de dire, et la capitulation qu'il signa, mortelle pour sa réputation, le fut également pour les espérances qui restaient de conserver la Finlande.

Malheureusement le roi ne jugea pas la perte de Sveaborg aussi décisive qu'elle l'était réellement, et nos succès lui firent concevoir des espérances qui, comme on le verra bientôt, l'entraînèrent à des mesures de plus en plus fausses et de plus en plus ruineuses pour la Suède.

Le courrier porteur du récit de Sikajocki ne tarda pas de nous revenir, chargé de récompenses plus ou moins éclatantes : au comte Klingspor, le grade de feld-maréchal ; au général Aminoff, la grande croix de commandeur de l'ordre de l'Épée ; pour Adlercreutz, le brevet de général-major et la grande croix de chevalier ; pour plusieurs autres, au nombre desquels j'étais, la petite croix de chevalier. C'était ma première décoration, aucune depuis ne m'a fait le même plaisir.

Nous restâmes assez longtemps inactifs à Brahestad, seulement plusieurs partis, commandés par des officiers braves et intelligents, furent inutilement dirigés sur les communications des Russes. La débâcle des glaces et des neiges, une fois commencée, ne permettait guère de faire davantage. Elle est, dans ces contrées, si rapide que beaucoup de ponts sont emportés, et toujours l'extrême humidité du terrain pendant plus ou moins de temps rend impraticable tout grand mouvement de troupes.

Dès que nous pûmes quitter Brahestad, l'armée se porta en avant dans la direction du midi. Les Russes, forcés de se resserrer, nous abandonnèrent sans résistance le terrain que précédemment nous leur avions cédé sans combattre.

Nous étions à Gamela-Carleby, lorsque je reçus l'ordre du roi de me rendre sur-le-champ à Stockholm. Ma surprise fut grande! Je crus d'abord que le comte Klingspor, avec qui j'avais eu plusieurs démêlés assez vifs, était cause de mon rappel; lui, de son côté, s'imagina que je l'avais demandé, comme je lui avais dit en face que je le ferais s'il me tracassait; de sorte que nous nous quittâmes assez froidement, nous déguisant mutuellement nos sentiments divers; mais, comme ma conduite était sans reproche, je n'étais point effrayé de ce qu'on aurait pu faire pour me nuire près du roi, dont je connaissais la droiture et avec qui j'avais assez mon franc-parler. Mon ordre était arrivé le 20 juin 1808. Il semblait annoncer une destination nouvelle; je vendis donc mes chevaux fort à la hâte et, chargé des dépêches de l'armée, je m'embarquai le 22 sur un petit bâtiment non ponté, pour traverser le golfe de Bothnie. Quoiqu'il fît déjà chaud en Finlande, où l'on ne voyait plus de traces de l'hiver, je n'en souffris pas moins, durant le passage, du froid causé par les masses de glaces flottantes que je rencontrai.

Débarqué près d'Umea, à cent cinquante lieues de la capitale, je courus jour et nuit, et j'y arrivai bien pressé de savoir pourquoi le roi me faisait venir. Son accueil fut pour moi d'un bon augure, sans cependant rien m'apprendre. Après avoir

remis d'heure en heure à me parler en particulier, il finit par m'ordonner de me rendre à Haga, où il retournait coucher chaque jour.

Il était dix heures du soir, quand je fus appelé dans son cabinet; je voudrais donner au lecteur quelque idée d'un entretien assez caractéristique. Qu'il se représente donc le roi avec sa figure sérieuse, sa contenance raide, debout derrière une petite table sur laquelle étaient quelques papiers, et qu'il me voie botté, ganté, boutonné, enfin dans le plus exact uniforme, faisant en entrant une profonde révérence, puis m'approchant jusqu'à la table, me redressant comme à la parade, en attendant que le roi ouvre la bouche. Tout cela était d'une importance majeure, car y manquer en rien pouvait changer du tout au tout ses bonnes dispositions en ma faveur.

Il débuta par me dire lentement, suivant son habitude : « Je suis fort content de votre conduite en Finlande, et pour vous en donner une preuve, je veux vous mettre à même de me servir encore plus utilement. — Sire, répondis-je en m'inclinant, je n'ai fait que mon devoir, et Votre Majesté peut être sûre que je le ferai toujours de mon mieux. — Je vous dirai donc que je veux attaquer le Seeland, et vous donner la direction du siège de Copenhague. Qu'en pensez-vous? »

J'eus peine à dissimuler mon étonnement d'une telle résolution, ainsi que ma crainte d'être victime des conseils que je lui avais donnés jadis (1), et je me hâtai de répondre « que je me trouvais fort honoré de sa confiance, mais qu'avant d'avoir une opinion sur une entreprise que les circonstances rendaient difficile, j'oserais lui demander de connaître quels étaient les moyens dont il pouvait disposer. — J'ai dix-huit mille hommes en Scanie. — Il me semble qu'il doit y avoir là dedans bien des nouvelles levées, et les Danois ne peuvent-ils par réunir dans le Seeland au moins vingt mille hommes de vieilles troupes, sans compter leurs milices? — Oh! il ne faut

(1) Voir chap. II.

pas y regarder de si près, un Suédois vaut deux Danois. — Je doute, Sire, que vous ayiez l'artillerie nécessaire pour assiéger Copenhague. — J'ai ordonné à Helvig (1) d'avoir une artillerie de siège prête dans quinze jours, sa tête m'en répond. — Je prendrai la liberté de faire observer à Votre Majesté qu'excepté Dieu nulle puissance au monde ne peut créer une artillerie de siège en si peu de temps. — Il ne s'agit pas de la créer, mais de la mettre en ordre, répliqua le roi en rougissant, ce qui annonçait chez lui un commencement de colère. — Votre Majesté a sans doute des cartes du Seeland, un plan de Copenhague, un plan raisonné d'opérations? — Oui, je vais vous les remettre. »

Le plan de Copenhague était une de ces cartes communes que tout voyageur peut acheter dans les boutiques; la carte du Seeland ne valait guère mieux; il n'avait pas même celle du Sund par l'amiral suédois Nordenankar, et c'est sur de pareils documents qu'il avait imaginé un projet d'attaque, écrit de sa main, dont il me fit une très courte analyse : on débarquait dans l'île d'Amager; de là on bombardait Copenhague, qui se rendait, et alors on était maître du Seeland.

Connaissant tout le danger de le contredire ouvertement et l'impossibilité de discuter la moindre chose avec lui, je me bornai à dire que j'appliquerais toutes les forces de mon jugement à examiner son projet et que, s'il le permettait, je lui remettrais mon opinon par écrit.

Alors il m'annonça qu'il allait se rendre à Aland et que c'était là que je devais lui adresser mon mémoire, qu'il voulait avoir promptement; puis il me parla de nos derniers succès en Finlande, sur lesquels il me parut fonder de folles espérances; d'une diversion d'Umea sur Vasa, dont il attendait des nouvelles et au sujet de laquelle je lui exprimai la crainte qu'elle ne fût trop faible; du comte Löwenhielm, contre qui je pus juger que le comte Klingspor avait cherché à le prévenir, et que je

(1) Colonel baron Helvig, directeur de l'artillerie.

défendis avec chaleur, sans qu'il m'en sût mauvais gré, parce que, dit-il, je remplissais un devoir d'amitié. Du reste je mis toute la mesure possible dans mes discours, craignant de compliquer une position qui me paraissait déjà très épineuse. Après une demi-heure de conversation que je trouvai bien longue, il me congédia.

Je m'en fus assez embarrassé de la manière dont je m'y prendrais pour combattre un projet dont l'idée primitive venait de moi. Il est vrai que je l'avais donnée avec des conditions dont aucune n'était remplie; mais le roi serait-il homme à sentir cela? Le lendemain je m'empressai de voir le général Mannerskantz et le colonel Helvig, chefs du génie et de l'artillerie, dont il m'avait remis les mémoires. Tous deux tremblaient qu'il ne s'engageât dans une entreprise que la position de ses affaires rendait absurde, et dont il aurait fait retomber sur eux le mauvais succès. Aussi furent-ils enchantés de me trouver de leur avis, et prêt à braver la colère du roi, en combattant son propre ouvrage. Je le fis cependant avec tous les ménagements que commandait la prudence, et le 2 juillet je lui envoyai le mémoire suivant :

« Comme le mémoire du général Mannerskantz et celui du colonel Helvig traitent suffisamment la question d'une attaque sur l'île de Seeland par les moyens ordinaires, je me bornerai à examiner le projet de s'en emparer en commençant par Copenhague. Ce projet a quelque chose de grand, d'extraordinaire, qui plaît à l'imagination. Mais, dans la crise où se trouve la Suède, s'il est utile que l'imagination cherche et crée des ressources, il faut aussi que la froide raison en apprécie la valeur, en constate l'utilité : les erreurs seraient trop funestes.

« Il n'appartient qu'à un officier de marine de juger des difficultés qu'éprouverait un débarquement dans l'île d'Amager. Supposons-le effectivement, malgré la nombreuse flottille et les batteries des Danois. Je dois croire qu'ils ont déjà, ou qu'ils auraient bientôt construit des ouvrages pour couvrir la communication de cette île avec la ville, éloigner nos approches;

comme il est admis qu'ils ont dans le Seeland au moins vingt-cinq mille hommes. ce serait bien calculer de leur part, que de prendre tout de suite l'offensive contre nous dans l'île d'Amager et d'y empêcher notre établissement.

« Je les suppose battus et resserrés dans leurs retranchements : il faudra peut-être ouvrir la tranchée pour les en chasser. Cela dépendra du plus ou moins de force qu'auront ces retranchements et du plus ou moins de talent et de courage que les Danois mettront à les défendre. Leur position aura quelque ressemblance avec celle des Français à Kehl, en 1796, pouvant sans cesse tirer de Strasbourg des troupes fraîches; l'on sait ce qu'il en coûta aux Autrichiens pour leur faire repasser le Rhin.

« Supposons ces obstacles levés et les Danois rejetés dans la ville : il en aura coûté du temps, du monde et des munitions.

« Supposons encore que, malgré le feu de la place et celui des chaloupes canonnières, employées à inquiéter nos travaux, nous parvenions à construire les batteries nécessaires pour incendier Copenhague : il restera cependant aux Danois un moyen très simple de sauver leur capitale d'un tel malheur et le Seeland d'une conquête : c'est, du moment où ils perdront l'espoir d'empêcher l'établissement des batteries suédoises, d'évacuer tous les magasins de guerre et de bouche, de capituler pour les habitants qui voudront rester dans la ville, d'en sortir avec toutes les troupes, et d'y bloquer les Suédois, dès qu'ils en auront pris possession. Les eaux qui entourent Copenhague rendent cette opération facile et le camp de Brönshöy, occupé par Charles X en 1659, dont je joins ici la carte, sera pour eux un excellent appui. Comment les Suédois, obligés de laisser une forte garnison dans la ville, pourraient-ils essayer d'en sortir devant des troupes supérieures en nombre et si bien placées?

« Ainsi beaucoup de travaux, de sacrifices et une suite de succès difficiles à obtenir n'auraient pour résultat que la conquête d'une ville qu'il faudrait probablement abandonner lors-

que la mauvaise saison gênerait les communications de l'armée suédoise avec son propre pays.

« Ces considérations me dispensent d'entrer dans aucun autre détail. J'y ajouterai seulement que depuis la perte de Stralsund, d'où l'on aurait pu tirer beaucoup de choses nécessaires à une entreprise sur le Seeland, je regarde comme impossible de réunir avant l'hiver tout ce qu'il faudrait en attirail de guerre pour assiéger Copenhague; et le roi daignera se rappeler que lui ayant donné, il y a plusieurs années, deux mémoires différents sur l'importance dont l'acquisition du Seeland serait pour la Suède. j'ai toujours stipulé qu'on se mettrait en mesure de l'attaquer à l'improviste et que, par conséquent, le projet éventuel de cette conquête étant une fois adopté, on préparerait à l'avance tous les moyens d'exécution. »

Après avoir expédié le petit écrit qu'on vient de lire, je pus respirer un peu et me mettre au courant de ce qui s'était passé en Suède depuis que je l'avais quittée.

J'avais laissé la nation suédoise plus irritée qu'alarmée des mouvements hostiles des Russes. Elle ne demandait qu'à combattre, elle était disposée à tous les sacrifices, et le danger, qu'augmentait encore la probabilité d'une rupture avec le Danemark, avait rallié au roi ceux mêmes qui lui étaient le plus opposés...

. . . . . .

Il y a ici une lacune dans les Mémoires du général de Suremain. Le second cahier de son récit de la guerre de Finlande a été perdu, ainsi que ses notes journalières.

Quelques lignes de lui disent seulement qu'il retourna en Finlande auprès du général Adlercreutz, qu'il fut blessé très grièvement à l'affaire d'Oravais, fut nommé colonel d'état-major le 5 octobre 1808, et que le duc de Sudermanie obtint alors qu'il revînt en Suède attaché à sa personne, pour lui assurer un repos nécessaire à sa santé et achever de se guérir de sa blessure.

C'est donc à Stockholm que le lecteur le retrouve au chapitre suivant, au commencement de 1809.

CHAPITRE V

1809

Gustave IV s'aliène de plus en plus la Suède. — Arrivée de Finlande du général Adlercreutz. — Sa popularité. — Les fautes de Gustave IV précipitent la révolution. — Le lieutenant-colonel Adlersparre, à la tête de l'armée de Norvège révoltée, marche sur Stockholm. — Conduite du duc de Sudermanie. — Arrestation du roi. — Attitude et noble conduite de la reine. — L'auteur la fait correspondre avec le roi, en cherchant à épargner à ce dernier les horreurs de sa position. — Attitude du duc de Sudermanie, mis malgré lui à la tête du gouvernement. — Le roi est transféré à Drottningholm.

L'année 1809 commença sous les plus tristes auspices. Le roi, malgré la rigueur de la saison et les représentations de ses amiraux, avait obligé les chaloupes canonnières de continuer à tenir la mer. Leur retour forcé dans la rade de Stockholm offrit le plus affreux spectacle. Nombre de ceux qui montaient ces bâtiments non pontés, jeunes paysans de l'intérieur recrutés par le Landtbarn, avaient succombé ou achevaient de mourir de misère et de froid. C'était hors de Stockholm que l'on débarquait les corps qu'il fallait arracher à la glace. Les soins tardifs qu'on leur donna ne purent en sauver qu'un très petit nombre, et, malgré les soins de la police pour le cacher au public, cela excita un mécontentement universel.

Survinrent les nouvelles de l'armée finnoise, réfugiée aux environs de Tornéa et dont les débris risquaient d'y mourir de faim et de froid. La mer, entièrement gelée entre la Finlande et la Suède, n'était plus un obstacle pour les Russes, qui, maîtres des îles d'Aland, pouvaient dans un jour de marche arriver sur la côte suédoise, à douze lieues de Stockholm.

Le mauvais emploi de tant de moyens fournis au roi, la détermination annoncée par lui d'exiger illégalement de nouveaux et immenses sacrifices, le désordre de ses idées, l'opiniâtreté de sa conduite, que ne justifiait aucun indice de talent et que ne soutenait aucun acte de bravoure, enfin le bruit répandu d'un projet de partager la Suède entre le Danemark et la Russie, tout cela réuni avait porté au plus haut point la tristesse et le désespoir. On se demandait, les larmes aux yeux, ce qu'allait devenir la Suède, et l'on ne voyait plus pour elle que misère, opprobre et servitude.

Ce deuil de la nation entière fut solennellement proclamé au bal que, suivant un ancien usage, la bourgeoisie de Stockholm donnait le premier jour de l'An. Il était ordinairement brillant et nombreux. Cette fois la salle fut déserte. Le roi, la cour et les bourgmestres s'y trouvèrent presque seuls. On eut de la peine à former une contredanse, où l'on dansa par ordre. Malgré mes quarante-cinq ans, je fus mis en réquisition et ne pus m'y soustraire qu'en me réclamant de ma blessure (1).

Qui croira que cette leçon fut perdue? qu'elle choqua l'oreille du roi, sans toucher ni sa raison ni son cœur? qu'il n'en poursuivit pas moins tous ses projets de guerre, de vengeance et d'oppression? qu'il s'obstina à vouloir que le *Bevillning* (don gratuit) fût quintuplé, et répondit à de nouvelles représentations sur les dangers et l'énormité de cet impôt en enjoignant au comité de se borner à lui proposer ce qui pouvait être ajouté ou changé à l'ordonnance pour en faciliter l'exécution, sans s'occuper en rien du principe qui lui servait de base.

Cependant le général Adlercreutz (2), après avoir conclu un

(1) Blessure très grave reçue à Oravais quand j'étais en Finlande. (*Note de l'auteur.*)

(2) Le général Adlercreutz, né en Finlande le 17 avril 1757, entré comme cornette dans les dragons de Nyland en 1775, s'était distingué lors de la guerre de 1788 entre la Suède et la Russie, et commandait un régiment de son nom lorsque l'agression des Russes, en février 1808, vint lui fournir une nouvelle occasion de servir son pays. Employé à cette époque

armistice avec les Russes et obtenu la permission de venir à Stockholm rendre compte de l'état de ses troupes, y arriva le 10 janvier avec quelques officiers de son état-major.

On ne peut se faire une idée de l'enthousiasme avec lequel il fut reçu. Les revers et la retraite de l'armée finnoise, prévus depuis longtemps, loin d'affaiblir l'effet de son succès précédent, parurent le raviver. On ne vit dans son chef que l'homme dont les talents et l'intrépidité, après avoir obtenu des avantages inespérés, et longtemps disputé le terrain, avaient, même en succombant dignement, soutenu l'honneur des armes. Depuis le plus mince artisan jusqu'au plus grand

comme chef de brigade dans la petite armée rassemblée à la hâte en Finlande, il y succéda peu après au chef d'état-major comte Gustave de Löwenhielm, blessé et fait prisonnier dans une affaire, et il ne tarda pas à déployer les qualités qui l'ont mis au rang des hommes célèbres de la Suède. C'est à la fermeté de son caractère autant qu'à ses talents que l'armée qu'il commandait réellement, quoiqu'il n'eût que le titre de chef d'état-major, dut de pouvoir lutter toujours avec gloire et plus d'une fois avec succès contre des forces très supérieures.

Fait baron et général-major, il avait profité d'un armistice pour venir éclairer le roi sur l'état de ses affaires en Finlande et se trouvait à Stockholm en 1809 lorsque le mécontentement, causé plus encore par les mauvaises mesures du roi que par ses revers, commença à éclater.

N'ayant pu vaincre l'obstination de ce prince à y persister, il se trouva forcé de se mettre à la tête d'une révolution que lui seul pouvait maîtriser. L'histoire dira avec quelle vigueur et en même temps avec quelle sagesse il se conduisit dans des circonstances aussi difficiles. De tous les services qu'il a rendus à la Suède, celui-là, sans doute, est le plus grand.

Le général Adlercreutz était d'une stature moyenne et d'une conformation robuste. Sa figure, quoique agréable et riante, n'en annonçait pas moins le caractère le plus décidé, et effectivement personne peut-être n'a réuni, comme lui, la jovialité d'un bon compagnon au courage et à la rectitude de jugement qui font les hommes supérieurs.

Sur un plus grand théâtre, avec plus d'occasions d'acquérir de l'expérience et de connaître à fond tout ce qui compose la science militaire, il eût été sans doute un des premiers généraux de l'Europe. Tel qu'il était, son instinct, si je puis m'exprimer ainsi, suppléait à ce qui lui manquait d'instruction; son intrépidité était celle de Charles XII et de Ney, si naturelle qu'il n'y voyait point de mérite. Après avoir rempli, en 1813, les fonctions de major-général à l'armée du Nord, en Allemagne; en 1814, à l'armée suédoise en Norvège, le général Adlercreutz est mort au mois d'août 1815, étant grand du royaume, conseiller d'État, général d'infanterie, couvert de décorations et laissant après lui des souvenirs impérissables de gloire, de talents et de loyauté. (*Note de l'auteur.*)

seigneur, chacun se croyait son redevable, chacun le fêta de son mieux; tant le peuple suédois, nourri d'illustres souvenirs, attache de prix à la bravoure et à la gloire militaire!

Je n'oublierai jamais que, peu après l'arrivée du général, étant allé avec lui au spectacle, à peine y parut-il que des applaudissements aussi bruyants qu'unanimes l'accueillirent, et qu'ils redoublèrent lorsque, prenant en même temps au bras le baron G. von Otter (1) et moi, il parut nous présenter au public comme ayant partagé ses travaux et ses dangers. Ce moment a été le plus doux de ma vie!

Avec une popularité si justement acquise, et que les manières franches et ouvertes du général Adlercreutz fortifiaient de plus en plus, il était naturel qu'il devînt promptement le confident de toutes les douleurs et celui de tous les projets que l'exaspération des esprits, jointe au désir d'échapper à une ruine imminente, devait nécessairement enfanter. Il avait sauvé l'honneur national, bientôt on lui demanda de toutes parts de sauver la patrie.

Je le voyais tous les jours. Les liens de notre fraternité militaire se trouvant resserrés par le besoin mutuel de parler à cœur ouvert, il ne me cachait rien de ce qui lui était, dit-on, proposé; et comme je connaissais la cour mieux que lui, je lui fournissais de mon côté tout ce que je pouvais de lumières sur les hommes et les choses. Que de conversations dont l'intimité n'était troublée que par nos craintes de l'avenir!

« Cela ne peut manquer de finir mal, et très mal, me disait-il; mais qu'y faire? On me sollicite de me mettre à la tête d'une révolution que l'on croit indispensable. D'un côté, l'armée de Norvège, prête à s'insurger, m'envoie message sur message; de l'autre, un parti existant à Stockholm n'attend que mon aveu pour se porter, je le crains, à de grandes extrémités; tout le monde conspire, et tout le monde veut m'avoir;

(1) Le baron von Otter, né le 13 août 1776, fit comme aide de camp les guerres de 1788 et de 1808 avec la Russie, et s'y distingua comme un militaire de grande valeur. Il mourut colonel le 20 octobre 1810.

mais si mourir sur un champ de bataille n'est rien, il n'en est pas de même de jouer sa réputation, sa vie, l'existence de sa famille, contre un échafaud. L'idée seule d'un bourreau me fait dresser les cheveux. Et quand même ce danger serait tout à fait imaginaire, quand même il me serait très facile d'arrêter le roi, lorsque, par exemple, il va à la parade du lundi, est-ce à moi, qui n'ai jamais eu à m'en plaindre, qu'il traite bien, dont il vient de récompenser les services (1), est-ce à moi d'agir contre lui? puis, qu'en ferais-je, qu'en arriverait-il, si j'étais maître de sa personne? A qui tomberait l'autorité, qui gouvernerait? Ce n'est pas moi, je n'y entends rien : j'aurais travaillé pour des gens de plume, pour des intrigants, et peut-être jeté la Suède dans un abîme plus profond encore que celui que nous voyons devant nous. »

Ce sont les propres paroles du général Adlercreutz que je traduis en français. Elles m'ont trop frappé dans le temps pour les oublier jamais. J'étais d'accord avec lui sur tous ces points, et je corroborais ses sentiments par cet adage que je lui ai souvent répété : « Lorsqu'on commence une révolution, on ne peut savoir quand et comment elle finira. »

Il avait aussi beaucoup de confiance dans le baron, depuis comte Stedingk (2), et le secrétaire d'État de la guerre Lagerbring. Ce dernier était son parent. Tous deux, quoique très effrayés des maux présents et des maux à venir, s'accordaient à lui dire que la plus impérieuse nécessité pouvait seule jus-

(1) Il avait, dans l'espace de quelques mois, été fait général-major, baron, chevalier grand-croix de l'ordre de l'Épée. (*Note de l'auteur.*)

(2) Bogislas Louis, d'abord baron, puis comte de Stedingk, né le 26 octobre 1746 en Poméranie, se distingua tout jeune dans la carrière des armes, servit en France comme volontaire, accompagna La Fayette en Amérique, commanda, à son retour en France, le Royal-Suédois. Rappelé en Suède en 1788 lors de la guerre avec la Russie, il fut fait général-major Lieutenant général en 1792, il fut nommé ambassadeur extraordinaire à Saint-Pétersbourg et s'y distingua par ses talents et la loyauté de son caractère. Il resta dans ce poste jusqu'à la paix de Tilsit. Il fut nommé baron en 1800, comte en 1809, feld-maréchal en 1811. Il accompagna le prince royal Bernadotte dans les campagnes de 1813-1814, fut signataire de la paix à Paris. Il mourut à Stockholm le 7 janvier 1837. Il avait été naturalisé et agrégé à la noblesse suédoise en 1797.

tifier une révolution, et qu'on n'en était pas encore là, puisqu'il restait quelque espérance de voir le roi forcé, par les difficultés de sa position, à changer de système.

Malheureusement cette espérance s'affaiblissait chaque jour; l'ordonnance du *Bevillning*, contresignée Rosenblad, avait paru avec quelques modifications, qui ne l'empêchèrent point de porter le désespoir jusque dans les chaumières, et, chose inconcevable, le roi, qui n'avait d'autre allié que l'Angleterre, d'autres subsides que ceux qu'il en tirait, fut sur le point de se brouiller, de se trouver en guerre avec elle, en faisant mettre l'embargo sur les bâtiments anglais qui se trouvaient alors à Götheborg.

Ne pourrait-on pas reprocher aux hauts fonctionnaires publics de cette époque de n'avoir pas simultanément donné leur démission? Ce moyen de vaincre l'obstination du roi était à essayer.

J'allais tous les matins chez le duc de Sudermanie, j'y dînais, j'y passais habituellement la soirée et, quoiqu'il me parlât rarement, et toujours avec réserve, du roi et des affaires publiques, son air inquiet et contraint m'en apprenait assez. S'il s'ouvrait davantage, ce ne pouvait être qu'avec M. Battram, son secrétaire intime, homme prudent et discret. Mme la duchesse, plus pétulante, moins maîtresse d'elle-même que son mari, aurait voulu savoir tout ce qui se faisait et se disait. Elle interrogeait tout le monde et n'apprenait guère que ce qui était de notoriété publique, parce que son rang, son sexe, sa légèreté, la gravité des circonstances, commandaient à son égard beaucoup de circonspection.

Mais, dans mon intime et ancienne société, que je continuais de fréquenter, on se livrait sans contrainte à la critique la plus amère du caractère et des actes du roi. Il en était de même partout ailleurs; dans les provinces, dans les châteaux, dans les comptoirs, dans les presbytères, dans les régiments, le mot de révolution était ouvertement prononcé (1). On en

(1) Dans un ouvrage intitulé : *les Cours du Nord*, par John Brown, l'auteur parle souvent de lui-même comme ayant pris part aux premières dé-

discutait l'urgence, la forme et les suites; enfin, puisqu'il faut tout dire, n'ai-je pas entendu parler devant moi de la nécessité où l'on se verrait, peut-être, de se défaire du roi par des moyens violents? et ne me suis-je pas trouvé réduit à combattre cette affreuse idée par les raisonnements suivants : « Voulez-vous donc, disais-je à ceux qu'emportait une haine aveugle, n'être plus cités en Europe que comme des tueurs de roi? Voulez-vous donc faire du vôtre une victime dont on oubliera les torts et dont on flétrira les assassins? » Ces arguments ne furent pas sans effet. Qu'on juge d'après cet exposé, dont j'affirme l'exactitude, combien ma position, à moi, était pénible et difficile.

Conduit par le hasard dans un pays où le temps, mes services, mes affections, m'avaient pour ainsi dire naturalisé, je le voyais prêt à périr, moins par suite de l'agression odieuse d'un voisin puissant que par les fautes de son propre souverain; et ce souverain, haï de ses sujets, méprisé de ses soldats, je lui avais été attaché dans sa jeunesse; il s'était toujours montré pour moi aussi bon que son caractère le comportait; je lui avais prêté serment de fidélité, j'étais donc porté par sentiment, comme par devoir, à faire tout au monde pour le sauver. Mais il n'était pas ici question d'un parti dans l'État fomentant, désirant une révolution; c'était la nation tout entière qui, pour ne pas périr, ne voyait plus que cette ressource; et chacun la voyait à sa manière, suivant sa moralité, ses lumières, ses intérêts ou ses ressentiments.

marches faites pour détrôner Gustave IV, et comme ayant été envoyé par les premiers conspirateurs pour obtenir des secours et l'assentiment du gouvernement anglais; il dit avoir eu mission de proposer à celui-ci la couronne de Suède pour le duc de Glocester. Cela peut être, mais M. Brown a sûrement vécu d'une manière très obscure à Stockholm, car je n'ai jamais entendu parler de lui en Suède, et la seule personne marquante qu'il cite, comme ayant eu des rapports avec elle, est M. Edelcrantz, dont il fait un grand seigneur, tandis que c'était simplement un littérateur distingué, un homme instruit, arrivé par degrés à la place de directeur général des spectacles.

M. Brown n'a eu, je pense, de liaison un peu intime qu'avec le parti démocratique. (*Note de l'auteur.*)

Je fus vivement tenté de demander une audience au roi pour lui montrer les périls dont il était entouré et lui proposer les seuls moyens que je croyais propres à l'y soustraire. L'un était d'assembler la Diète sans retard, de se jeter franchement dans les bras de son peuple et d'abandonner sa conduite au général Adlercreutz. L'autre, d'abdiquer en faveur de son fils, sous la tutelle du duc de Sudermanie, son oncle, et de se retirer en Angleterre, ou mieux en Amérique, pour y vivre en particulier. Ce dernier moyen était encore le plus sûr, le plus honorable et le plus conséquent avec la conduite qu'avait tenue le roi.

Mais quels titres avais-je pour lui proposer l'un ou l'autre? Ma liaison intime avec le général Adlercreutz, ma place auprès du duc de Sudermanie, mon attachement connu pour ce prince, suffisaient pour motiver la défiance d'un homme moins soupçonneux que Gustave IV. Pouvais-je aussi me faire la moindre illusion sur l'opiniâtreté de son caractère, quand je savais que les représentations des anciens serviteurs de son père étaient sans effet : n'avait-il pas toujours repoussé mes insinuations au sujet de ses dangers? Si je les lui peignais avec plus de force et de clarté, n'exigerait-il pas des détails auxquels probablement il répondrait par des mesures qui hâteraient sa perte et feraient peut-être mon désespoir? On verra plus tard à quoi l'on s'exposait en voulant le servir.

Dans cette perplexité, ne pouvant conjurer un orage qui grossissait à chaque instant, je me déterminai à m'éloigner des lieux où il devait éclater. Sous prétexte de me rétablir des suites de ma blessure, je fus à la campagne, à dix lieues de Stockholm, et j'y serais resté longtemps s'il n'avait été dans ma destinée d'assister à la chute du roi.

Il n'y avait pas quinze jours que j'étais absent, qu'un ordre de sa part me rappela, et je me présentai devant lui, assez soucieux de ce qu'il pouvait me vouloir. Je savais déjà tant de choses! Il me fit entrer seul avec lui dans la chambre du Conseil et débuta par me montrer un projet d'occuper et de

fortifier l'île de Kven (1) sur lequel il me demanda mon avis. La chose était impraticable en hiver. Je l'en fis d'abord convenir, et je le priai de me donner du temps pour examiner à fond ce projet, après quoi je lui remettrais mon opinion par écrit. Alors, au lieu de me congédier, comme je m'y attendais, il se mit à me parler de la guerre de Finlande et à m'interroger sur la conduite qu'avait tenue le comte Klingspor pendant la durée de son commandement, avec l'intention manifeste de lui trouver des torts graves. Quels ordres donnait-il? que faisait-il quand on se battait? était-il de sa personne à telle affaire, à telle autre? que pensait de lui l'armée? Lui croyez-vous des talents, de la bravoure, de l'énergie? etc. Comme je répondais vaguement ou que j'éludais de répondre à ses questions, le roi, pour me stimuler, glissa dans son discours que « je devais à lui seul les récompenses que j'avais obtenues, et que, malgré ma bonne conduite pendant la campagne, M. de Klingspor n'avait rien demandé pour moi ». A quoi je répliquai : « Sire, je le sais, et les grâces que j'ai reçues n'en ont que plus de prix. Mais si j'ai à me plaindre du maréchal Klingspor, si je suis loin de l'aimer, c'est une raison pour que vous me permettiez de ne pas m'expliquer sur son compte : j'y mettrais sûrement de la partialité. » — C'est bien délicat, dit le roi étonné. Il ne me questionna pas davantage, et parut ne pas me savoir mauvais gré de ma retenue.

Pour peu que, dans cette occasion, il m'eût mis à même de l'éclairer sur sa position, je n'aurais pas résisté au désir de le faire. Mais, soit confiance en lui-même, soit dissimulation, soit ignorance, ou mépris du mécontentement général, il ne me dit pas un mot qui y eût rapport. Il est vrai qu'excepté un bien petit nombre d'individus sans talents, sans énergie, même sans dévouement, tout le reste, ministres, généraux, employés, courtisans, se tenait plus ou moins à l'écart. Je me souviens qu'ayant un jour dit, par hasard, au chef de la police qu'il

(1) Petite île située à quelque distance au sud du passage du Sund. (*Note de l'auteur.*)

devait avoir bien à faire : « Trop, me répondit-il, et il en résulte que je ne fais rien; je ne puis mettre le royaume en prison. » Que l'on pèse cette phrase; elle explique à elle seule la facilité avec laquelle la révolution s'opéra peu de temps après.

Rappelé malgré moi à Stockholm, je n'osai plus demander à m'en éloigner et j'y repris mon précédent train de vie.

Pendant mon absence, il y avait eu un projet arrêté d'enlever le roi sur le chemin de Stockholm à Haga qu'il faisait tous les jours, peu accompagné, et de le transporter à Vaxholm (1), où on le tiendrait prisonnier, tandis que l'on assemblerait la Diète pour décider de son sort et pourvoir à la situation du royaume. Ce projet devait s'exécuter le 8 février : j'ai oublié quelles circonstances le firent avorter.

Quoi qu'il en soit, l'armée de l'Ouest, qui se tenait prête à soutenir ce qui se ferait dans la capitale, se vit encore trompée dans ses espérances; mais elle était sous l'influence d'un homme, le lieutenant-colonel Adlersparre (2), que tant d'hésitations et de contrariétés ne déconcertèrent pas. Cet officier avait, pendant la campagne précédente, rempli les fonctions de chef de l'état-major à l'armée de l'Ouest et y jouissait, à juste titre, de la réputation d'un homme de tête et de moyens.

Au lieu de suivre l'impulsion qu'il attendait, il résolut de la donner; et le 8 mars, le général Adlercreutz reçut de lui le billet suivant qu'il me communiqua : « Nous marchons sur Stockholm pour sauver la patrie : nous comptons sur votre secours. » Le général me parut n'avoir encore ni détails sur l'insurrection dont on le prévenait, ni plan formé pour la soutenir; et nous nous séparâmes assez émus l'un et l'autre de

(1) Petite île fortifiée, qui défend l'entrée du port de Stockholm. (*Note de l'auteur.*)

(2) Georges Adlersparre, né en 1760 dans la province de Jamtland, d'une famille récemment anoblie, devint conseiller d'Etat, adjudant général, commandeur de l'Épée de Suède, baron, gouverneur de Skara, grand-croix de l'ordre de l'Épée, chevalier de l'ordre des Séraphins, reçut le titre de comte et mourut en 1837.

l'approche d'une grande catastrophe. Cette même nouvelle, qui d'abord ne fut connue que d'un très petit nombre de personnes et que je gardai pour moi seul, parvint au roi de la manière suivante : M. de Rodais, dont j'ai déjà fait mention, l'ayant apprise d'un de ses amis, la dit au baron de Stedingk, qui se crut obligé d'aller à Haga en faire part au roi; il lui cita son auteur, et le roi, quoiqu'il fût tard, se décida à venir à Stockholm pour s'assurer de la réalité d'un événement sur lequel il n'avait aucune espèce de rapport, tant il était délaissé ou mal servi par ses propres agents!

Le même jour, entre sept et huit heures, j'étais chez Mme la duchesse, où quelques personnes devaient souper, lorsque la clarté subite de plusieurs torches et un bruit de chevaux dans la cour du palais firent connaître l'arrivée du roi. Tout le monde fut très surpris de le voir à pareille heure. Moi, je présumai tout de suite que ce voyage avait trait à ce que m'avait confié le général Adlercreutz, et, m'esquivant du salon, je montai chez le duc.

Je le trouvai lisant et fumant très tranquillement. Le duc était très grand fumeur, et, chez lui, en voiture, à la promenade, il avait presque toujours la pipe à la bouche. Comme j'étais venu par un escalier dérobé, il crut d'abord que Mme la duchesse m'envoyait et me dit : « Est-ce que vous venez me chercher? — Non, Monseigneur, je viens vous avertir que le roi est ici, et vous prévenir de ce qui, je crois, l'y amène si tard, afin que, s'il voulait vous parler ce soir même, Votre Altesse Royale y fût préparée. — Eh bien! qu'est-il donc arrivé? — L'armée de Norvège est révoltée et marche sur Stockholm. — Comment! Diable! cela est-il sûr? — J'ai tout lieu de le croire. — Et qui est à la tête de cette révolte? — Le lieutenant-colonel Adlersparre. — Allons, il faut pour mon malheur que j'aie beaucoup connu les gens qui font des sottises. Adlersparre a été jadis aide de camp chez moi. Je ne croyais pas qu'il fût jamais autre chose qu'un orateur de l'opposition. Le roi va être terriblement embarrassé. »

Le duc me demanda des détails ; je n'en savais point. Je lui fis l'observation qu'étant venu furtivement chez lui, si j'y restais plus longtemps, on pourrait s'apercevoir de mon absence et en tirer des conjectures. Je le priai de ne pas laisser soupçonner qu'il sût la moindre chose et je le quittai pour retourner chez Mme la duchesse, où personne n'avait remarqué ma fugue. Le duc ne tarda pas d'y descendre et fit bonne contenance; néanmoins, il y régna toute la soirée une inquiétude assez marquée.

Le roi ne manda point le duc, qui fut le voir le lendemain de son propre mouvement. Alors le neveu parla à l'oncle de l'avis qu'il avait reçu la veille et que rien ne confirmait encore, fit l'éloge du zèle de MM. de Stedingk et de Rodais, mais ne demanda ni ne reçut de conseils. Seulement, ayant affecté de dire qu'il tirerait au besoin des troupes d'Aland pour s'opposer à l'insurrection, le duc ne put s'empêcher de lui répondre : « Mais dans ces troupes il y en a que Votre Majesté a récemment traitées sévèrement, et il ne serait peut-être pas prudent de compter sur elles. » Voilà ce que je sus du prince lui-même. Au lieu de cette froide réserve, et malgré tant d'antécédents qui avaient blessé celui-ci, je suis intimement convaincu que, si le roi lui avait montré de la confiance, de l'abandon, il aurait tout oublié, tout risqué : sa popularité, son repos, sa vie, pour l'aider à sortir d'embarras.

Dès ce jour, la marche de l'armée de l'Ouest ne fut plus un mystère que pour le bas peuple de Stockholm. J'ignore ce qui se passa dans l'intérieur du roi, car, résistant à mon désir de savoir des nouvelles, je ne sortis presque pas et ne cherchai même à voir ni le général Adlercreutz, ni le colonel de Rodais. Ma position près du duc, plus encore que ma qualité d'étranger, m'obligeait à une grande circonspection. J'étais sûr d'en avoir mis beaucoup dans ma conduite ; je fus donc fort étonné de recevoir le 10 au matin l'ordre de me rendre chez le roi. Je n'en dis rien au duc, que cela aurait inquiété, mais, ayant eu le temps de m'enquérir du motif de cet ordre, j'appris que

le roi, ne recevant rien d'officiel sur l'événement dont M. de Stedingk l'avait averti, s'imaginait que la nouvelle était fausse, inventée pour lui faire peur, et voulait interroger lui-même ceux qu'il pensait être dans le cas de lui donner des lumières sur l'origine de ce bruit. Comme j'étais ami et compatriote de M. de Rodais, je vis alors pourquoi on avait songé à moi. Lui et un officier de cuirassiers qu'il avait eu l'imprudence de nommer et sur le nom duquel il s'était, je crois, rétracté étaient déjà dans l'antichambre du petit appartement du roi lorsque j'y arrivai. Je m'assis dans un coin sans mot dire. J'avais ce jour-là une migraine affreuse, et je déplorais intérieurement le malheur d'être si souffrant, si abattu, dans une circonstance qui demandait beaucoup de présence d'esprit.

Heureusement, et je ne pus expliquer comment cela se fit, au moment où je fus appelé dans la chambre du roi, je retrouvai toutes mes facultés. Le baron de Stedingk y était, et sa figure exprimait un mécontentement qu'il cherchait vainement à dissimuler. Le comte Gyllenborg, auditeur général, tenait à la main un papier, probablement destiné à recevoir le protocole de l'interrogatoire. Il y avait aussi l'aide de camp général Melin, ayant le bâton de commandement, et le major de place.

Je saisis cela d'un coup d'œil sans en éprouver la moindre émotion. Le roi, m'adressant la parole en français, me demanda si j'avais ouï dire que des troupes de l'armée de Norvège fussent en marche pour venir à Stockholm ; je lui répondis que oui en suédois, et je ne sais pourquoi je me servis de cette langue, à moins que ce ne fût par un instinct qui me portait à montrer une grande liberté d'esprit : « A qui l'avez-vous entendu dire ! continua-t-il. — Il me serait impossible, n'ayant pas attaché d'importance à cette nouvelle, de citer personne. — Quoi ! pas d'importance ! — J'ai cru que ces troupes marchaient par ordre de Votre Majesté. — Comment vous, qui êtes bon militaire, avez-vous pu penser que je dégarnissais la frontière de Norvège ? — Parce que Votre Majesté en a plusieurs fois tiré des troupes pour les employer ailleurs. »

Le roi me fit encore quelques questions auxquelles, sans doute, je ne répondis pas mal, car je me rappelle qu'il finit par me dire : « Je vois bien que vous ne savez rien, c'est bon. » Lui ayant demandé si je pouvais me retirer chez moi, étant encore à jeun, il me répondit avec humeur : « J'y suis bien, moi, vous attendrez. »

Je retournai donc dans l'antichambre pour y rester, et M. de Rodais me succéda. C'est un grand homme maigre, d'un caractère et d'une figure très déterminés. Au bout de quelques minutes, je l'entendis élever la voix et je distinguai clairement ces paroles : « Votre Majesté peut me faire fusiller si elle veut, je n'en sais et n'en dirai pas davantage. » L'instant d'après, il sortit, accompagné du major de place. En passant devant moi : « Je suis bien payé de mon zèle, dit-il, on me mène en prison. »

L'officier de cuirassiers eut son tour; cela ne fut pas long et j'obtins enfin la liberté de m'en aller, sans être néanmoins tout à fait quitte de cette absurde inquisition. Il fallut plus tard me rendre à la police pour une espèce de contre-interrogatoire, et je remarquai que là il y avait une bienveillance marquée pour ceux que l'on avait ordre d'examiner. La police en savait certainement autant qu'eux sur un fait dont tant de gens étaient instruits.

On me reprochera peut-être de m'appesantir trop souvent sur de petits détails. J'y suis entraîné, je l'avoue, lorsqu'ils me semblent propres à donner une juste idée des personnes et des choses. Je vais cependant essayer d'achever plus rapidement le tableau de Stockholm pendant ces jours calamiteux.

Tout extérieurement avait l'air calme; tout intérieurement était agité. Dans chaque maison, dans chaque famille, dans chaque société, on ne parlait que de la crise actuelle; comme on avait perdu toute foi dans la raison, le pouvoir et les ressources du roi, on se gênait encore moins que jamais en exprimant ses pensées. C'était seulement chez le duc qu'on se contenait un peu, parce que sa réserve obligeait à plus de retenue.

Il voyait d'ailleurs très peu de monde. Quoique son nom entrât depuis longtemps dans toutes les combinaisons de parti, le duc ne communiquait, je le crois, ni directement, ni indirectement avec aucun d'eux. A toutes les ouvertures qui me furent faites sur le rôle que ce prince pouvait être appelé à jouer, j'opposai son âge, son peu d'ambition, sa moralité, le soin de sa réputation, et je les lui laissai toujours ignorer, parce que j'avais à cœur qu'il restât aussi pur aux yeux de l'Europe qu'il l'était aux miens des malheurs qui menaçaient son ancien pupille. Puissent ces assertions d'un homme qui n'a plus rien à attendre de qui que ce soit servir à redresser bien des jugements erronés !

Ce fut seulement dans la nuit du 11 au 12 mars que le roi acquit enfin, par le retour d'un de ses émissaires, la certitude que la marche d'une partie de l'armée de l'Ouest était réelle, que cette armée se recrutait de toutes les troupes qu'elle trouvait sur son chemin, et qu'il reçut la proclamation qu'elle répandait partout (1). Ces nouvelles le mirent en grand émoi et le portèrent à des mesures empreintes...

... de cet esprit de vertige et d'erreur
De la chute des rois funeste avant-coureur.

En vain essaya-t-on encore de l'engager à convoquer la Diète; il s'obstina à rejeter le seul moyen qui lui restait d'arrêter les progrès de l'insurrection. La garnison de Stockholm reçut l'ordre d'en partir le lendemain. Un des régiments allemands qui la composaient fut seul destiné à marcher contre l'armée de l'Ouest avec quelque artillerie. Les attelages de celle-ci étaient dispersés au loin chez des paysans, n'importe ! le chef de cette armée devait s'en procurer comme il pourrait. Il fut intimé aux principaux fonctionnaires publics de quitter également la capitale et de se rendre à Linköping.

Le roi annonça l'intention de se retirer, s'il le fallait, jus-

(1) Voir l'Appendice III.

qu'en Scanie et d'y réunir des troupes fidèles, comme s'il devait lui en rester! puis de prendre à la Banque autant d'argent qu'il pourrait, quoique cet argent n'appartînt pas au gouvernement. Il mit des gardes aux barrières et fit fermer trois des quatre portes du palais de Stockholm, où il s'était empressé de revenir, laissant la reine et ses enfants à Haga, sous la direction du grand maréchal, comte Axel Fersen, mandé là pour veiller à leur retraite.

Le mouvement subit qu'excitèrent tant de mesures extraordinaires étonna beaucoup la partie du peuple qui n'en savait pas la cause. Le reste des habitants n'y vit que les convulsions d'un pouvoir expirant. Mais quel serait son genre de mort? Voilà ce dont on était fort en peine, et l'on faisait unanimement des vœux pour que la crise se terminât sans qu'une goutte de sang fût versée.

Je trouvai le duc horriblement inquiet : « Je viens de voir le roi, me dit-il, il veut absolument partir et m'engage à le suivre je ne sais où. Je lui ai représenté combien un déplacement serait pénible à mon âge et dans la position de santé où est ma femme. Je lui ai parlé de l'impossibilité d'avoir assez de chevaux pour transporter tant de monde; mais la tête est perdue : il ne comprend pas, ou ne veut pas comprendre les meilleurs raisonnements, et je m'attends à de nouvelles instances de sa part.

— Pour Dieu, Monseigneur, répondis-je, ne quittez pas Stockholm. Vous êtes innocent de toutes les fautes du roi; pourquoi vous exposer à souffrir de leurs suites? Plutôt que d'être inutile témoin, peut-être victime des malheurs qui suivront sa démarche, restez ici : votre rang, votre caractère, vous y serviront de sauvegarde. Qui sait si vous n'y serez pas un intermédiaire utile au roi lui-même? Si vous le suivez, vous n'en aurez pas plus de crédit sur lui et vous perdrez celui que vous pouvez avoir sur les autres.

— Vraiment, me répliqua-t-il, je n'ai nulle envie de partir, de courir des aventures de grands chemins, mais, vous le sen-

tez, j'ai plus qu'un autre des formes à garder ; tâchez de savoir au juste ce qui se passe ou se passera. Cela déterminera ma conduite. »

Je cherchai en vain le général Adlercreutz ; je ne pus le joindre nulle part, et je n'appris guère autre chose que ce que j'ai dit plus haut des mesures du roi et de l'état de Stockholm. Enfin, de guerre lasse, je fus chez le secrétaire d'État Lagerbring pour le consulter sur la position du duc : « Empêchez-le, me dit-il, de partir ; assurez-le que le roi n'est pas en mesure de le forcer à rien, et ajoutez que cet avis, pour venir d'un homme que le duc a jadis disgracié, n'en est pas moins le plus conforme à ses intérêts et à ceux de la Suède. » Je ne cherchai pas à en savoir davantage de M. Lagerbring, avec qui je n'avais nulle espèce d'intimité, et je retournai rendre ses conseils au duc, chez qui je passai en tête à tête presque tout le reste de la soirée, tâchant l'un et l'autre, en parlant de choses étrangères au présent, à nous étourdir sur ce que renfermait l'avenir.

Le lendemain 13 mars, à six heures du matin, le général Adlercreutz m'envoya chercher, et je trouvai chez lui différents chefs et officiers de la garnison. Il me prit à part et me dit : « Le roi veut partir avec toute sa famille, veut enlever deux millions de rixsdalers de la Banque. S'il part, les plus grands malheurs peuvent arriver. Tout le monde me sollicite d'agir, et je suis décidé à l'arrêter. Je compte sur vous pour déterminer le duc à se mettre à la tête du gouvernement. Je ne puis vous en dire davantage, le *Riksdrots* (1) veut me parler, mais revenez à huit heures. »

Ce n'était pas là le cas de rien discuter. Je retournai chez moi, où logeait le comte Charles d'Hautefeuille, que je réveillai avec la nouvelle de ce qui allait se passer. Tous deux Français et émigrés, certes nous n'étions pas venus en Suède pour voir encore une révolution.

(1) Grand chancelier, grand juge, le premier magistrat du royaume. (*Note de l'auteur.*)

Avant huit heures, je revins chez le général, que je ne trouvai plus. Ses gens me dirent que le roi l'avait envoyé chercher, et cet incident, je le confesse, fut sur le point de me déconcerter. Je savais très peu de chose; je n'avais ni le temps, ni la faculté de rien calculer. Il fallait cependant prendre un parti. Alors, par un mouvement supérieur à toute réflexion, je m'acheminai vers le palais. Sur le pont du nord qui y aboutit, je rencontrai plusieurs personnes de ma connaissance et, m'étant assuré qu'elles étaient dans le secret du général Adlercreutz, il me vint dans l'idée de leur dire, afin de parer à toute imprudence de leur part, que l'ouverture de l'une des fenêtres de la grande galerie serait une preuve que l'entreprise avait réussi.

Le 13 était un lundi, et chaque lundi tout ce qui appartenait à l'état-major de l'armée devait à neuf heures se rassembler dans une grande salle, dite aux Colonnes, voisine de l'appartement du roi, pour le suivre à la parade. Je trouvai dans cette salle un petit nombre d'officiers de différents grades, et parmi eux deux adjudants du général Adlercreutz et son frère, à qui je demandai où il était : « Chez le roi, me répondit-il. — Et quel ordre vous a-t-il donné? — Celui de venir avec les gens de bonne volonté qui se trouveraient ici lorsqu'il nous appellerait. »

Je vis qu'il était temps de se retirer, et, apercevant M. de Rodais, que le roi avait la veille fait sortir de prison : « Si vous m'en croyez, lui dis-je, vous retournerez chez vous. — Pourquoi donc? — Je ne puis m'expliquer, mais ayez confiance dans un conseil d'ami. » Il me regarda d'un air fort étonné : « Allons, venez, notre place n'est point ici. » Il sortit avec moi sans hésiter davantage et me suivit jusque dans la cour du palais, où nous nous séparâmes, lui sans savoir encore, malgré ses questions, de quelle position je le tirais, et moi pour monter chez le duc.

J'allais y entrer, lorsque je l'aperçus revenant de chez le roi, accompagné seulement par trois ou quatre personnes de

sa cour auxquelles je me joignis après m'être excusé de n'être pas venu assez tôt pour le suivre. L'instant d'après, l'une d'elles, le capitaine König, qui était resté fort en arrière, s'approcha de moi et me dit à l'oreille : « Je ne sais ce qui vient de se passer, j'ai entendu du tumulte, des cris... » Ces paroles me firent frémir. Aussitôt que j'eus ramené le duc dans son appartement, j'imaginai un prétexte pour le quitter, et je retournai bien vite chez le roi. Là, j'appris qu'il venait d'être arrêté sans effusion de sang.

Voici comment cela s'était passé.

Pour s'en faire une idée exacte, il faut d'abord connaître les localités. De la salle aux Colonnes, au premier étage, on entre dans une espèce d'antichambre servant à deux pièces entresolées, qui se suivent et dont la seconde était la petite chambre à coucher du roi, ayant derrière elle un escalier en spirale pour monter au deuxième étage et aux appartements de la reine. De cette antichambre, on communiquait également au grand appartement du roi, dans le second étage, par un autre petit escalier, menant à une salle à manger que l'on traversait pour aller à celle des gardes du corps (1). Il était au moins huit heures et demie quand le duc vint chez le roi, qui le reçut dans sa petite chambre à coucher, d'où sortit le comte Ugglas. Dans le salon qui la précède se trouvaient le feld-maréchal Klingspor, le baron de Stedingk, les généraux Strömfeld, Adlercreutz et Tibell, le maréchal de la cour Silfversparre, la plupart mandés par le roi, puis le capitaine des gardes comte de Löwenhaupt, l'adjudant général Melin et deux ou trois autres officiers de service. Excepté MM. de Klingspor et Silfversparre, je ne puis dire si aucune de ces personnes était dans le secret de ce qui allait se passer. Il n'y avait dans l'antichambre qu'un page et quelques domestiques.

La visite du duc fut très courte. Elle n'avait pour objet que

(1) Au moment d'agir, le général Adlercreutz s'était assuré qu'il n'y avait que quatre gardes dans cette salle, les autres étant en ville occupés à leurs préparatifs de départ. (*Note de l'auteur.*)

d'éluder de partir. Dès qu'elle fut terminée, le maréchal Klingspor, introduit chez le roi, commença des représentations qui furent très mal reçues. Le général Adlercreutz, placé assez près de la porte pour entendre ce débat, jugeant qu'il fallait agir, fit dire à ses affidés de venir promptement le joindre; ils arrivèrent seulement au nombre de six et, suivi du maréchal de la cour Silfversparre, il entra sur-le-champ avec eux dans la chambre du roi. Pour plus d'exactitude, c'est le récit du général lui-même que je vais littéralement traduire, on le verra mieux en scène que je ne pourrais l'y mettre :

« Quand la porte s'ouvrit, le roi parut très surpris de nous voir. Je m'approchai et débutai par lui dire que la situation malheureuse du royaume était le sujet d'une inquiétude générale qu'augmentait encore son projet de départ; que tous les hauts fonctionnaires, les militaires, les meilleurs citoyens m'avaient conjuré de l'empêcher et que pour y parvenir nous... Ici le roi me coupa la parole en disant très haut : « Trahi- « son! vous êtes égarés et vous serez tous malheureux. » Je répondis avec calme : « Nous ne sommes ni des égarés, ni des « traîtres; nous voulons sauver et notre patrie et Votre Ma- « jesté. » Là dessus, le roi ayant tiré son épée, je m'élançai sur lui, je le saisis à bras-le-corps, et le colonel Silfversparre le désarma. Alors, il se prit à crier de toutes ses forces : « Au « secours! au secours! on veut m'assassiner!... » Nous cherchâmes à calmer sa frayeur, et il promit de se tenir tranquille si on lui rendait son épée, ce que nous lui représentâmes ne pouvoir lui être accordé. Comme il s'obstinait à la ravoir, nous lui déclarâmes positivement qu'il ne l'obtiendrait pas, et que provisoirement il devait renoncer à gouverner le royaume.

« Pendant que cela se passait, quelques-uns de ceux qui étaient dans le salon, quelques gardes du corps et domestiques accourus aux cris du roi voulurent forcer la porte de sa chambre à coucher, qui était fermée à clef et protégée par la résistance de deux de mes adjudants. N'y pouvant réussir, ils essayèrent de l'enfoncer à coups de sabre et de fourche à poêle,

de sorte que les éclats de bois volaient parmi nous. J'ordonnai de l'ouvrir et, me jetant au milieu des assaillants, j'arrachai le sabre des mains d'un hussard de la chambre, le bâton de commandement de celles de l'adjudant général et, le présentant aux gardes du corps qui étaient là, je les sommai, en vertu de l'autorité dont j'étais revêtu, de se retirer sur-le-champ, ce qu'ils firent après un peu d'hésitation. Le capitaine des gardes, l'adjudant général, l'adjudant supérieur, furent arrêtés... »

Tout ce que dit le général Adlercreutz, il venait de le faire quand je rentrai dans la salle aux Colonnes, dont il n'y avait pas vingt minutes que j'étais sorti avec M. de Rodais. Déjà le succès y avait attiré plusieurs personnes. Je trouvai le général dans l'antichambre des petits appartements. Il était encore fort ému. « Ceci, me dit-il, est pis que dix batailles : allez bien vite préparer le duc. » Puis il me quitta pour aller lui-même, dans la salle des gardes du corps, achever de les calmer : ce à quoi il réussit par de nouvelles assurances que la personne du roi ne courait aucun risque, à moins que des tentatives inutiles et entraînant une responsabilité terrible ne vinssent la compromettre. Il n'ajouta aux dispositions prises par le roi pour sa propre sûreté que la défense de laisser entrer au palais sans une carte particulière, et quelques piquets, patrouilles et vedettes.

Je retournai chez le duc, qui était dans sa bibliothèque et, y entrant assez brusquement, je lui dis sans préliminaire : « Monseigneur, je viens vous prévenir que le roi est arrêté. » Sa surprise, son émotion, furent si fortes que je craignis un moment qu'il ne s'évanouît. Il se mit à déplorer son malheur d'avoir vécu assez longtemps pour être témoin d'un événement pareil. Je tâchai de lui prouver que cet événement était devenu indispensable pour empêcher la ruine de la Suède et sauver la vie du roi. Ce qui contribua à le remettre fut d'apprendre que le général Adlercreutz, dont il estimait le caractère, avait conduit l'entreprise.

Je pressai le duc de songer à ce que sa naissance et son

amour pour le pays lui prescrivaient de faire et je le prévins que les principaux fonctionnaires publics viendraient incessamment le prier de se mettre à la tête du gouvernement. Lorsqu'il fut un peu calmé : « Ceci, me dit-il, m'afflige infiniment. J'ai élevé le roi et je ne désirais que le voir régner tranquillement. J'ai hasardé de lui faire des représentations quand j'ai jugé qu'il se perdait; il n'en a tenu compte. Le mal est fait; puis-je le réparer ? Vous savez si j'ai jamais eu l'ambition de gouverner. »

Comme les larmes lui venaient aux yeux, il ajouta : « Vous allez me prendre pour une vieille femme en voyant ma faiblesse ! » Je l'assurai que j'étais bien loin de blâmer une sensibilité qui faisait l'éloge de son cœur, mais je lui rappelai de nouveau ce qu'il devait à son pays et, après quelques minutes de conversation, il me dit : « Retournez chez le roi, voyez ce qui s'y passe, usez de toute votre influence pour empêcher qu'on ne lui manque, pour adoucir sa position; servez-vous de mon nom, s'il le faut, et venez me rendre compte. »

En retournant chez le roi, je rencontrai le général Adlercreutz, qui allait remettre au duc le bâton de commandement, que celui-ci le pria de garder. Il résista fortement aux sollicitations du général de prendre le timon des affaires. Pendant cet entretien, qui tint le général éloigné environ un quart d'heure de l'appartement du roi, il régnait parmi les subalternes chargés de le garder une espèce d'incertitude sur les précautions qu'ils devaient prendre. Une longue habitude de respect et d'obéissance s'opposait à ce qu'on exécutât rigoureusement l'ordre du général, que plusieurs affidés fussent constamment dans sa chambre. Le roi les renvoyait sous différents prétextes.

Un mouvement de curiosité m'y fit entrer et je fus étonné de le trouver s'appuyant sur une épée nue. Je sus après que c'était celle du général Strömfeld. Il n'y avait près de lui que ce général, vieil habitué de cour, à qui il avait dit en la lui prenant : « Vous pouvez aussi bien être un général sans épée que moi un roi sans épée; » ainsi que le comte Ugglas, homme parvenu aux premières dignités du royaume par le dévoue-

ment le plus complet aux volontés royales. On avait laissé entrer près de lui ces deux personnages dans l'espoir que leur présence et leurs discours contribueraient à le rassurer.

Il parut très surpris de me voir et me dit en français : « Que voulez-vous, qu'avez-vous à faire ici? — Sire, le duc vient d'apprendre ce qui est arrivé; il en est très affecté et m'a envoyé savoir des nouvelles de Votre Majesté. Il vous supplie d'être calme et prudent. Il a tout lieu de croire que votre personne est en sûreté, et s'il avait quelque influence, ce serait pour veiller à ce qu'il ne lui arrivât rien. — Je vous remercie, répondit-il. » Puis il me fit signe de sortir, ainsi qu'au comte Ulrich Gyldenstolpe, colonel des cuirassiers, entré un instant après moi, à qui il dit en suédois : « Pourquoi venez-vous chez moi en surtout? ne puis-je pas être tranquille un instant? » Nous sortîmes l'un et l'autre, je m'arrêtai un moment à causer avec différents individus; le général Adlercreutz revint. Je lui racontai ma démarche et lui fis part en même temps de mes remarques sur l'épée nue que j'avais vue au roi, et sur le peu de soin qu'on me paraissait prendre de le garder. Alors il me pria de placer, en retournant chez le duc, les postes que je croirais nécessaires sur les derrières de l'appartement du roi; comme il suffisait d'intercepter le passage unique de cet appartement à celui de la reine, j'ordonnai à quelques officiers de me suivre, ayant dessein de les établir dans la salle du Conseil au deuxième étage.

Je n'y étais pas arrivé que j'entendis crier : « Le roi est échappé! courez! courez! » Aussitôt tous ceux qui me suivaient disparurent. Je pris le parti d'aller à la porte extérieure de l'appartement de la reine savoir des sentinelles si quelqu'un avait passé. Elles me répondirent que non. Je m'arrêtai un moment pour écouter; j'entendis du bruit sur le grand escalier, j'y fus : c'était le roi porté par plusieurs personnes et dans un état difficile à décrire.

Lorsque j'étais entré chez lui, il méditait déjà sa fuite; et c'est pour cela qu'il s'était emparé de l'épée du général Ström-

feld. Quand il entendit le général Adlercreutz, après m'avoir quitté, quereller à haute voix plusieurs personnes sur leur négligence, leur ordonner de rentrer dans la chambre à coucher, et y venir lui-même, il se décida à fuir par la porte du fond, sortit en même temps que le général entrait, et ferma cette porte à clef. Celui-ci, animé par le danger, l'enfonça d'un seul coup et suivit le roi, qui, déjà arrivé au haut de l'escalier en spirale qui conduit à l'appartement de la reine, en traversant la chambre du Conseil, se retourna pour lui jeter à la tête la clef qu'il tenait encore. Elle ne toucha personne. Le roi continua sa fuite; le général perdit sa trace dans les nombreux détours des appartements. Des balayeuses le remirent sur la voie. Mais le roi, quoiqu'il fût une fois tombé, avait gagné de l'avance et put arriver seul jusqu'à une des portes extérieures du palais, laquelle précisément se trouvait fermée par son ordre.

De tous les individus que la fuite du roi mit en mouvement, un seul, nommé Greiff, officier de la vénerie, avait pris un chemin contraire à celui que tenait le général Adlercreutz, et il fut le premier qui atteignit le roi lorsque celui-ci, trouvant la grande porte fermée, entra dans la cour du palais (1).

Le roi, voyant qu'il voulait lui barrer le passage, vint sur cet officier l'épée à la main. Greiff détourna le coup, qui entra dans la manche de son habit, saisit le roi au corps et dit à un porteur de bois qui voulait le délivrer : « Ne vois-tu donc pas qu'il a la fièvre chaude? » Au même moment parut le général Adlercreutz avec plusieurs personnes, qui désarmèrent le roi, l'engagèrent à remonter, et, comme il s'en défendait, elles le prirent sur leurs bras et le portèrent.

(1) On m'assura, dans le temps, que quelques enragés avaient proposé à Greiff, excellent tireur, de s'embusquer dans les bosquets de Haga, que le roi traversait journellement, pour le tuer d'un coup de fusil, et qu'il s'était refusé à toute tentative d'assassinat.

Il a eu une pension des États en récompense du sang-froid qu'il avait montré et du service qu'il avait rendu. C'était à cette époque un homme de plus de cinquante ans. (*Note de l'auteur.*)

C'est alors que je les rencontrai. La figure du roi était effrayante de rage. En passant devant les sentinelles placées sur le grand escalier, il les avait en vain appelées à son secours. Il criait d'une voix étouffée : « Lâchez-moi, vous me faites mal. » Ceux qui le portaient n'étaient guère moins émus, car, au lieu de s'arrêter au premier étage, ils se trouvaient au second et allaient à l'aventure. Pour finir le plus promptement possible cette scène douloureuse, je leur proposai d'entrer dans une chambre appelée la chambre blanche. J'approchai un fauteuil où le roi s'assit, et le général Adlercreutz, inquiet de ce qui avait pu se passer ailleurs, s'en fut après m'avoir recommandé de veiller à la sûreté du roi, au bon ordre et à la décence.

Parmi les personnes qui avaient concouru à cette seconde arrestation, se trouvait un nommé Schulz, autrefois écuyer de la cour, homme d'un caractère violent, à qui le roi, dès qu'il eut respiré un instant, dit : « N'êtes-vous pas ce Schulz qui a abdiqué sa noblesse à la dernière Diète? — Oui, je le suis, répliqua-t-il en s'approchant et jetant sur le roi des regards furieux. — Suis-je donc condamné, me dit le roi en français, a voir cette figure là? » Je ne répondis rien; mais ayant pris à part M. Schulz, je lui représentai, à voix basse, la cruauté qu'il y aurait à insulter un prince malheureux, le danger d'occasionner quelque scène tragique que l'honneur national commandait d'éviter, et le priai de s'éloigner. A quoi il répondit qu'il n'avait pas d'ordre à recevoir d'un étranger. Heureusement que l'idée des suites que pourrait avoir la moindre explosion de vivacité me força de maîtriser la mienne. D'ailleurs, un autre événement vint fixer mon attention.

Il prit au roi un vomissement, suite de l'agitation extrême qu'il avait éprouvée. Il paraissait beaucoup souffrir de spasmes dans l'estomac. Je lui donnai tous les soins qu'on doit à un malade. Je fis venir de l'eau, du vin, que je lui présentai moi-même. Il refusa l'eau, mit les lèvres sur un verre de vin de Madère et me le rendit. Je devinai son affreuse pensée et bus ce verre. Il me regarda sans mot dire. Il était fort abattu,

assis mal à son aise sur un fauteuil dont le dossier trop bas n'offrait pas d'appui à sa tête. Son médecin, le docteur Veigel, que j'avais envoyé chercher, vint et lui fit prendre quelques gouttes d'Hoffmann qui le calmèrent un peu. Alors, je lui proposai de retourner dans sa chambre à coucher, lui promettant qu'il y aurait très peu de monde. « Jamais, dit-il, je ne veux la revoir. » Je lui offris de faire monter un lit dans la chambre où il était; il refusa également. Je me tenais debout près de lui, les autres garnissaient l'appartement en s'appuyant contre le mur; sans doute que le spectacle des souffrances du roi avait attiédi la haine qu'on lui portait et ramené à des sentiments de modération et de pitié, car, de ce moment, il régna dans la chambre une décence et un ordre que l'autorité seule aurait eu de la peine à établir. J'obtins qu'il n'y resterait que huit personnes, que les autres se tiendraient dans la salle du Conseil à côté, et qu'on se relèverait d'heure en heure.

Le roi interrompit un silence assez long pour me demander si j'avais quelque commandement. « Non, répondis-je; j'ai seulement quelque influence, et j'en use pour veiller à votre sûreté. — Je voudrais bien savoir ce que fait mon oncle. — J'en donnerai bientôt des nouvelles à Votre Majesté. » Puis je sortis, laissant au lieutenant-colonel baron Gustave von Otter (1) l'espèce d'autorité dont je m'étais emparé avec assez de peine, et que j'avais exercée pendant plus d'une heure. Je trouvai une grande affluence de monde dans les appartements du duc : des ministres, des employés du gouvernement, des militaires, des banquiers, des prêtres, beaucoup d'agitation, d'espérances et de projets. On écrivait dans tous les coins; le patriotisme, l'ambition, la crainte, jouaient enfin chacun leur rôle. Ce ne fut pas sans peine que je pus parler au duc quelques minutes pour lui rendre compte de ma con-

(1) Gustave, baron von Otter, né le 1er mai 1775, mort le 19 mars 1820, fut chargé d'accompagner le roi à l'étranger après sa déposition. Il fut nommé en 1812 *Kabinetts Kammarherre*, général-major et chef de brigade en 1814.

duite. Il l'approuva, me donna carte blanche, me disant seulement de m'entendre avec le général Adlercreutz, et de tout employer pour tranquilliser le roi. Le général était fort occupé d'expédier des ordres pour la police de la ville, des courriers aux troupes que le roi avait mises en mouvement, à celles qui avaient marché d'elles-mêmes et au corps laissé à Aland, qu'il était pressant d'en retirer.

Il se plaignit à moi des craintes chimériques dont on le fatiguait. Je l'entendis traiter fort sèchement un donneur d'avis, et il m'assura qu'il ne se départirait point du parti qu'il avait pris de n'exercer aucun acte de rigueur; car, disait-il, si nous ouvrons une fois la porte aux haines particulières, nous ne pourrons plus la refermer.

Je fus un moment chez Mme la duchesse; elle était en larmes. Je tâchai de la calmer, et j'eus bien quelque envie de rire en l'entendant me répéter : « Je ne veux pas être reine, je ne veux pas être reine. » Elle était franche dans sa douleur, et l'a toujours été dans ses démonstrations d'amitié pour la reine. De là, je retournai chez le roi; tout y était fort tranquille; il n'avait pas bougé du fauteuil sur lequel il était assis, le chapeau sur la tête, et s'était borné à faire quelques questions insignifiantes à ceux qui le gardaient.

« Eh bien, me dit-il, avez-vous vu mon oncle? — Oui, Sire, il se porte bien, Dieu merci, mais il a terriblement à faire. J'ai trouvé chez lui les principaux employés, les ministres, le *Riksdrots*, et je n'ai pu lui parler. — Le *Riksdrots!* cela n'est pas vrai, il est malade. — Il est vrai qu'il est malade, mais il l'est aussi qu'il s'est fait porter et que je l'ai vu chez le duc. — Le *Riksdrots!* » dit encore le roi, paraissant atterré de cette nouvelle, que je lui avais donnée dans l'intention de détruire les fausses espérances qui pouvaient encore l'égarer (1).

Après quelques minutes de silence : « Votre Majesté, dis-je,

(1) Le *Riksdrots*, comte Carl Axel Trolle Wachtmeister, né en 1754, mort en 1810, homme fort considéré, avait toujours été très dévoué à Gustave III et à Gustave IV. (*Note de l'auteur.*)

devrait écrire à la reine; elle est sûrement très inquiète, cela la tranquilliserait. — Où est-elle? répondit-il. — A Haga. — Elle n'est donc point partie? — Non; on ne l'a pas laissée partir. Mais, à cela près, elle est traitée avec tous les égards qui lui sont dus. — Qui portera ma lettre? — Moi-même, et je promets à Votre Majesté de lui rapporter une réponse et des nouvelles de ses enfants. — Eh bien! j'écrirai tout à l'heure, quand je serai plus tranquille. »

Je fis venir tout ce qu'il fallait pour cela. Le roi se mit à écrire d'une main assurée, faisant une assez longue pause à chaque phrase. Il cacheta sa lettre en forme de billet et me la donna. Avant que je le quittasse : « Je voudrais bien, me dit-il à mi-voix, n'être gardé que par des officiers. — Cela ne dépend pas de moi; à mon retour, je verrai si la chose est possible. Mais Votre Majesté peut être tranquille. — Ah! me répondit-il, avec une espèce de satisfaction; j'ai prouvé aujourd'hui que je n'avais pas peur. » En cela, je crois qu'il se trompait; une grande peur lui avait seulement donné une grande énergie.

Lorsque je sortis, quelques-uns de ceux qui étaient dans la chambre du roi me suivirent dans celle du Conseil, où était le dépôt des gardes. Je fus entouré; on me représenta avec beaucoup de chaleur qu'il serait très imprudent de remettre le billet du roi avant de savoir ce qu'il contenait. J'étais sans forces pour le défendre, et ne voulant pas risquer de me le laisser enlever : « Messieurs, leur dis-je, je n'ai pas voulu contrarier le roi en l'empêchant de cacheter. Que peut-il, d'ailleurs, écrire de dangereux à la reine? Mais qu'on apporte des ciseaux. » Je coupai le billet autour du cachet et le leur donnai à lire. Il était en français et conçu à peu près comme il suit :

« Ma chère amie,

« Je me trouve privé de ma liberté au moment où j'allais m'éloigner pour défendre la vraie liberté. Dieu m'est témoin que dans toutes mes actions je n'ai eu en vue que le bonheur de mes sujets. Je ne pouvais pas faire la paix dans l'état des

choses. Un ami se charge de vous remettre cette lettre. Prenez courage, et que le Tout-Puissant veille sur vous et sur nos chers enfants (1).

« GUSTAVE-ADOLPHE. »

Je n'avais pas quitté le palais depuis huit heures et demie du matin; je trouvai la ville parfaitement calme. Un étranger arrivant à Stockholm n'aurait pu se douter qu'une révolution venait de s'y faire. Il y avait seulement autour du château plus de mouvement que de coutume. Je vis sur toutes les figures de la curiosité, sur plusieurs de la joie, sur aucune du mécontentement. On avait depuis si longtemps dit et redit que l'état des choses amènerait une révolution, que celle-ci n'étonnait personne.

J'entendis des paysans, des gens du peuple parler entre eux; leur refrain était qu'on avait eu raison d'arrêter le roi, qui voulait prendre la Banque et ne pas faire la paix avec Bonaparte, et de l'arrêter sans lui faire aucun mal (2).

Il était midi quand j'arrivai à Haga. On m'annonça à la reine, à qui l'on remit tout de suite la lettre dont j'étais porteur; quelques minutes après j'entrai chez elle.

Jusque-là, j'avais vu de sang-froid la révolution. L'idée qu'elle prévenait de plus grands malheurs m'avait défendu de toutes les émotions que l'arrestation du roi, ses souffrances,

(1) On me blâmera, je le crains, d'avoir livré le billet du roi. Au premier coup d'œil, cela peut paraître un abus de confiance, une faiblesse. Je l'ai bien senti, et rien ne m'obligeait à me dénoncer moi-même comme coupable d'une chose fort éloignée de mon caractère. Mais qu'on veuille bien réfléchir que le roi ayant écrit sans mystère devant sept à huit personnes qui se trouvaient encore dans un état d'exaltation et de défiance, sa lettre devait être loin de contenir quelque chose qui aggravât sa position; qu'il était très important pour le roi lui-même que je conservasse sur ceux qui le gardaient un empire que le soupçon aurait facilement détruit, et que, politiquement, il valait bien mieux satisfaire tout de suite une exigence même absurde que de lui donner le temps de devenir une violence. (*Note de l'auteur.*)

(2) Il était assez généralement répandu que le roi, pour se lier davantage, avait fait serment à la communion de ne jamais faire la paix avec Napoléon. (*Note de l'auteur.*)

sa chute, pouvaient faire naître. Je ne pus résister à l'aspect de la reine; souffrant depuis quelque temps d'un rhumatisme au genou, elle était à demi couchée sur un sofa et soutenue par Mmes de Gyldenstolpe et de Ramel, qui fondaient en larmes. Je la vois, joignant les mains, pleurant à chaudes larmes. Je l'entends me disant avec l'accent de la plus profonde douleur : « Monsieur, Monsieur, faites que je sois réunie au roi. Je veux partager sa prison, ses malheurs; je quitterai tout, je laisserai, si l'on veut, mes enfants pour gage de ma conduite. Dites au duc que je demande cette réunion comme un bienfait. Vous lui êtes attaché, représentez-lui quelle cruauté il y aurait à me refuser. »

J'eus de la peine à dissimuler jusqu'à quel point j'étais attendri, et à rassembler assez de force pour calmer et consoler un peu la reine. Je l'assurai, et c'était la vérité, que ce qu'elle demandait n'était pas à présent au pouvoir du duc, encore moins au mien; qu'elle pouvait compter sur les meilleures dispositions de sa part, mais réfléchir qu'il n'avait qu'une autorité donnée par des événements qu'il était loin de prévoir et de désirer. Je lui fis sentir, avec ménagement, que dans un tel état de choses, c'était beaucoup que la certitude de l'existence du roi. Je lui jurai que rien n'arriverait à sa personne et la priai de lui écrire, de le rassurer, et de lui recommander la prudence, comme la vertu la plus essentielle à sa position.

La reine cependant revint à la charge, se réduisant à demander qu'il lui fût permis d'avoir avec le roi une courte entrevue. J'employai à peu près les mêmes raisonnements pour lui ôter l'espoir que cette demande lui fût accordée, et, sans vouloir fixer aucune époque, je lui renouvelai l'assurance qu'elle serait réunie au roi dès que cela serait possible; qu'en attendant elle aurait la faculté de correspondre journellement avec lui. Je la prévins aussi que des courriers devant partir, elle était libre d'en profiter pour donner de ses nouvelles à sa famille, et qu'elle n'avait qu'à envoyer ses lettres au duc.

Pendant que la reine écrivait, je fus voir ses enfants, qui

jouaient et ne se doutaient nullement du malheur de leur père. Tout du reste était morne à Haga; je changeai les dispositions de sûreté qu'avait cru devoir prendre l'officier qui y commandait la garde et j'en supprimai tout ce qui pouvait avoir un air de persécution. Le baron de Ramel, gouverneur du petit prince Gustave, et le grand maréchal comte de Fersen étaient fort avides de savoir quelques détails autres que les bruits venus jusqu'à eux. Je leur en donnai brièvement. M. de Fersen me demanda si je pensais qu'il dût rester encore à Haga. Je répondis qu'il me semblait libre de faire ce qu'il voudrait à cet égard, et que du reste un homme comme lui ne pouvait donner que de bons conseils à la reine.

Elle me fit remettre sa réponse; je retournai à Stockholm, et tout en arrivant je la portai au roi, cachetée comme je l'avais reçue. Il pleura beaucoup en la lisant. Je lui dis que j'avais vu ses enfants, qu'ils se portaient bien; il ne me fit aucune question à leur égard. Rien de remarquable ne s'était passé en mon absence, excepté qu'il avait reproché à un des officiers qui le gardaient de n'être point en exact uniforme, et je l'entendis moi-même plus tard dire à un aide de camp : « Pourquoi portez-vous ainsi votre sabre? cela n'est pas d'après mes ordres. »

On lui avait déjà proposé plusieurs fois de prendre quelques aliments. Sur les quatre heures, il demanda à dîner, mangea d'assez bon appétit et sans témoigner d'inquiétude. Comme on avait ordonné à tous les officiers qui étaient à Stockholm de se rendre au palais pour y faire la garde intérieure du roi, il en vit un fort grand nombre se succéder dans sa chambre et finit par n'être plus gardé que par des militaires, ainsi qu'il l'avait désiré. Il adressa la parole à plusieurs, sans aucune aigreur. Tous lui répondirent avec beaucoup d'égards, et m'étant absenté quelque temps, je le retrouvai qui se promenait de long en large d'un air assez calme. Il avait cependant appris, par les hourras du peuple et par les trompettes qui accompagnaient le héraut d'armes de la couronne, qu'une pro-

clamation était faite (1). Il avait vu de ses fenêtres un bataillon de grenadiers parader dans la cour du château, donnant les signes de joie les moins équivoques. Mais il sut dissimuler l'impression que ces événements durent naturellement lui causer, et la seule chose qui lui échappa, en entendant les cris du peuple, fut l'exclamation de *canailler* (les coquins).

Le même bataillon partait pour Drottningholm, où l'on avait décidé de transférer le roi. Je le prévins du voyage qu'il devait faire, et lui demandai quels domestiques il désirait pour le servir, quels ordres il voulait donner pour sa garde-robe, l'assurant que je contribuerais de tout mon pouvoir à ce qui lui serait agréable. Il me répondit qu'il y penserait; comme je marchais à côté de lui dans la longueur de la chambre, après quelques tours pendant lesquels il m'avait parlé de choses indifférentes, je remarquai qu'en approchant d'un endroit où il n'y avait personne il baissa la voix pour me dire en français : « Expliquez-moi donc... » Je m'écartai un peu pour ne pas en entendre davantage et risquer de le compromettre ainsi que moi. Un moment après, il essaya de me questionner encore en prenant les mêmes précautions. Alors je le quittai tout à fait et fus chez le duc.

Ce prince avait nouvellement reçu une lettre très touchante de la reine, qui réitérait ses instances pour être réunie au roi. Il en était fort ému et me demanda de lui faire un modèle de réponse; « car, me dit-il, je suis si fatigué des agitations de la journée que j'ai de la peine à mettre deux idées ensemble. »

J'écrivis à son bureau ce qui suit :

« MADAME,

« Je suis véritablement affligé de ne pouvoir céder au désir que Votre Majesté témoigne d'être réunie au roi. Ce désir sera accompli aussitôt que les circonstances le permettront. Je supplie Votre Majesté de se tranquilliser pendant l'inter-

(1) Voir l'Appendice IV.

valle. Mon honneur et celui de la nation lui sont garants que rien de fâcheux ne peut arriver à la personne du roi. »

Le duc trouva cette réponse un peu sèche. Cependant, dans l'embarras pour lui et pour moi de mieux adoucir un refus, il la copia telle qu'elle était.

Je restai à causer avec lui, non sans être souvent interrompu, des difficultés de sa nouvelle position ; il en était effrayé et, les connaissant moi-même trop bien pour les dissimuler, ce que je trouvai de plus consolant à lui dire fut que, sans l'événement qui venait d'avoir lieu, la perte de la Suède était certaine, tandis qu'il y avait au moins à présent plusieurs chances de salut. Je lui conseillai de ne point laisser venir à Stockholm le corps de M. d'Adlersparre, dont on n'avait aucun besoin pour soutenir la révolution et que l'on pouvait très utilement employer à protéger la retraite des troupes d'Aland, ainsi qu'à couvrir la capitale. Il me dit que c'était l'avis du général Adlercreutz et qu'il avait déjà expédié des ordres à cet égard. M. d'Adlersparre refusa d'obéir et préféra jouer le rôle de chef de parti.

Le feld-maréchal Klingspor s'était fait nommer gouverneur de la ville et compter 10,000 rixsdalers pour la police. Le baron de Lagerbielke s'était établi ministre des affaires étrangères et écrivait à toutes les puissances de l'Europe, quoique le baron d'Ehrenheim (1) fût encore en place et eût comme tel assisté au Conseil. Le colonel de Besche, à qui le duc, pendant sa régence, avait ôté le gouvernement du château, s'était fait provisoirement réinstaller et donnait des ordres, comme s'il eût été en pleine jouissance. Beaucoup de gens, dont le mérite était à peine d'avoir blâmé le gouvernement du roi, se

(1) Frédéric-Guillaume, baron d'Ehrenheim, né en 1753, mort en 1828. Elevé à l'Université d'Upsal, il fut nommé en 1782 second secrétaire du cabinet des affaires étrangères. Chargé d'affaires en Saxe, puis en Danemark, il y fut envoyé comme ministre plénipotentiaire en 1797. Il fut ensuite nommé ministre des affaires étrangères à Stockholm, chancelier de la cour, membre du Conseil, etc. Il se retira des affaires après la chute de Gustave IV.

croyaient le droit de venir parler au duc pour extorquer de lui des promesses. Je lui représentai le danger de cette anarchie, tout à fait contraire aux idées du général Adlercreutz, qui voulait laisser tout le monde en place, excepté le comte Ugglas, et modifier les principes politiques autant qu'il serait nécessaire pour obtenir la paix. Le duc en convint, mais il y avait déjà beaucoup de mal fait, et comment le reprocher à un prince qui, étranger à la révolution et porté malgré lui à la tête des affaires, n'avait pas eu le temps de fixer ses opinions, d'arrêter un plan de conduite et de connaître la mesure de son pouvoir. Sur les dix heures du soir, je retournai chez le roi : « Je crois, me dit-il avec un peu d'humeur, que vous vous êtes moqué de moi en m'annonçant que je serais transféré à Drottningholm. Il est tard et je ne vois pas qu'il soit question de voyager. — Quel intérêt, répondis-je, aurais-je à tromper Votre Majesté, ce serait la première fois. Son départ exige beaucoup de préparatifs. Ils se font lentement, voilà la seule cause de ce retard. — Qui m'accompagnera? — Le maréchal de la cour Silfversparre. — Serai-je seul en voiture avec lui? — Je ne crois pas. — Qui seront donc les autres? — Je n'en sais rien. Cela dépendra de M. de Silfversparre. — Aurai-je une escorte? — Outre beaucoup d'officiers, qui suivront Votre Majesté, il y aura encore un détachement de cuirassiers. — A quelle heure croyez-vous que je parte? — Je ne saurais le dire précisément, je présume que ce sera entre minuit et une heure. — Mais est-il bien sûr que je parte? — J'en donne ma parole à Votre Majesté. Ne voudrait-elle pas souper ? — Je ne soupe pas ordinairement; mais ces messieurs qui me gardent? — Ils se relèvent pour manger un morceau. — Que fait mon oncle? Je lui ai écrit et n'en reçois pas de réponse? — Cela vient sans doute de ce qu'il serait trop embarrassant de répondre... »

Là finit notre entretien; il eut lieu à haute voix et en suédois. Je me retirai et ne revins qu'au moment du départ.

Il était près d'une heure lorsque M. de Silfversparre annonça

au roi que tout était prêt. On ouvrit les deux battants de la porte de la chambre blanche donnant dans la grande galerie, où il tenait ordinairement sa cour. Au lieu de tant de femmes, parées surtout de grâces et de beauté, au lieu de cette foule d'hommes en costumes soignés, avides de ses regards, heureux de ses paroles, il n'y trouva qu'une trentaine d'individus dont la toilette se ressentait des agitations de la journée. Quelques-uns portant des flambeaux le précédèrent, les autres le suivirent. Le silence qui régnait n'était interrompu que par le bruit monotone des pas. Une voiture à six chevaux attendait au bas de l'escalier. Le roi y monta avec M. de Silfversparre et les deux barons von Otter. Je lui donnai et je plaçai moi-même à ses pieds sa cassette, qui était restée ouverte dans sa chambre à coucher ; je l'avais religieusement fermée. M. Greiff se mit sur le siège à côté du cocher, deux officiers montèrent derrière la voiture, une vingtaine d'autres suivirent dans des équipages de la cour, et ce cortège, précédé et fermé par des détachement de cavalerie, arriva à Drottingholm sur les deux heures après minuit (1).

Ainsi finit cette journée, moins remarquable encore par la révolution qui avait eu lieu que par la manière dont elle s'était opérée. Un général avait dit : « J'arrêterai le roi, » et quelques heures après le roi le plus despote, le plus craint, le mieux obéi, était prisonnier; et c'était huit personnes, dont aucune n'avait un pistolet, qui l'avaient arrêté dans son palais, jusqu'au milieu de ses gardes, sans qu'aucune goutte de sang eût été répandue. Si, par la démence de sa conduite, le roi n'avait pas autant compromis la fortune publique et celle des

(1) Le roi resta à Drottningholm jusqu'au 24 mars. Il fut alors transféré à Gripsholm, où la reine et ses enfants purent le rejoindre au bout de trois mois. Ce fut seulement le 6 décembre qu'ils furent transportés à Carlscrona, pour s'y embarquer pour l'Allemagne.

On lit dans les *Mémoires* de Bourrienne, t. VII, chap. XVII : « Gustave IV arriva le 13 janvier 1810 à Hambourg, lieu fixé pour sa résidence provisoire. Il voyageait avec sa famille sous le nom de comte de Gottorp et était accompagné de M. de Skjöldebrand, général-major au service de Suède. »

particuliers; s'il ne s'était pas aliéné l'armée tout entière par son injustice envers deux régiments de ses gardes, par l'extravagance de ses plans, et surtout parce qu'en exigeant beaucoup de ses soldats il ne partageait pas leurs dangers, l'entreprise du général Adlercreutz eût été absurde et criminelle. Au point où les choses en étaient, elle fut seulement hardie; elle sauva l'indépendance et l'honneur de la Suède, en même temps que la vie du roi, car, sans son arrestation, je ne doute pas qu'il n'eût été plus tard victime des ressentiments qu'il avait fait naître et de l'excès des malheurs qu'il aurait causés.

Je me suis reproché plus d'une fois de n'avoir pas profité de ma position près de lui, pendant les premiers temps de mon séjour en Suède, pour gagner sa confiance et prendre sur lui un empire qui, peut-être, l'eût garanti des erreurs qui l'ont perdu. Mais pour obtenir cet empire il aurait fallu une supériorité de conduite et de talents, une expérience des cours, un tact, une souplesse, une persévérance d'ambition que je n'avais pas. Il aurait fallu aussi moins aimer le plaisir, l'indépendance, réformer un caractère ouvert, facile, gai; qui sait même si avec tant de qualités, au prix de tant de sacrifices, j'aurais pu réussir? La nature, l'éducation et les circonstances eussent été trop contre moi. Je n'avais alors que de bonnes intentions. J'ai acquis plus de lumières avec l'âge; et ni les unes ni les autres ne lui ont servi. Mais au moins n'ai-je pas à me reprocher de lui avoir donné un seul conseil, d'avoir émis près de lui une seule idée qui eût flatté ses passions et qui n'ait pas eu pour but son bonheur et sa gloire.

Destiné à me survivre, si jamais il lit ces Mémoires, il sera sûrement offensé de la sévérité avec laquelle je le traite, et peut-être réclamera-t-il contre elle. Cependant il verra mieux que personne combien les faits que je raconte, les détails que je donne, sont exacts; puis comment infirmer le jugement d'un témoin oculaire, d'un homme qui l'a approché de si près, servi avec tant de zèle, et qui ne peut être mû par aucun autre intérêt que celui de la vérité?

C'est un malheur de plus pour Gustave IV que d'être un personnage historique; il en subit la conséquence. Elle serait il est vrai moins fâcheuse si, depuis sa chute, il eût fait oublier sa vie publique par la sagesse de sa vie privée. Celle-ci pouvait encore l'honorer. Dans l'aveu tacite des torts que l'on a eus, dans la résignation à son sort, il se trouve une espèce de grandeur qui désarme la critique. Tel n'est pas le parti qu'a pris le colonel Gustafson, et, comme je le prédis alors, il a par sa conduite ultérieure justifié lui-même la révolution (1).

(1) Gustave IV mourut à Saint-Gall (Suisse) en 1837. Son fils, le prince Gustave Wasa, vécut en Autriche, où il devint feld-maréchal lieutenant au service de l'empereur. Il épousa en 1830 la princesse Louise-Amélie-Stéphanie de Bade, fille de la grande-duchesse Stéphanie, née Beauharnais, fille adoptive de Napoléon. De ce mariage naquit une fille en 1833, la princesse Caroline Wasa, qu'il fut question de marier avec le prince Louis-Napoléon après le coup d'Etat en 1851. Mais ce projet n'aboutit pas, et elle devint plus tard reine de Saxe.

La fille de Caroline Wasa, ramenée à Stockholm par son mariage, appartient actuellement à la famille royale de Suède. Quant au prince Gustave, il mourut en 1877 sans postérité mâle.

CHAPITRE VI

MARS 1809 — MAI 1810

L'auteur est envoyé en mission auprès de Napoléon. — Entrevues avec le duc de Cadore et réponse favorable de l'empereur. — État de la Suède. — La Diète proclame le duc de Sudermanie roi, sous le nom de Charles XIII, et le prince d'Augustenbourg prince royal. — Position désespérée de la Suède, écrasée par la Russie et à bout de ressources. — Seconde mission secrète de l'auteur auprès de Napoléon, pendant que le comte de Rosen et le baron de Lagerbielke sont envoyés en plénipotentiaires à Paris pour y traiter ouvertement de la paix avec la France. — Nouvelles entrevues de l'auteur avec le duc de Cadore, dont il ne peut obtenir que des promesses vagues de la part de l'empereur.

Le roi parti pour Drottningholm, j'allais me retirer chez moi, quand le général Adlercreutz me pressa de venir passer la nuit dans l'appartement qu'il devait occuper en sa nouvelle qualité d'aide de camp général ayant le bâton de commandement (1). « J'ai besoin de causer avec vous, me dit-il. » Effectivement, malgré l'heure avancée, la conversation ne tarit point, d'abord sur ce qu'il avait fait, puis sur ce qu'il fallait

(1) Ce titre d'adjudant général aide de camp général du roi pouvait alors n'être que celui de colonel et purement honorifique, lorsqu'on n'avait pas de commandement dans la qualité qu'il exprimait. Il était, au contraire, très important lorsqu'on était employé comme aide de camp général pour l'armée, pour la flotte, pour la garnison de Stockholm, pour l'artillerie, etc., parce que tous les ordres que l'on donnait alors étaient censés émaner du souverain lui-même, et il en résultait une véritable anomalie dans la hiérarchie militaire, puisqu'un feld-maréchal pouvait recevoir des ordres qui en réalité venaient d'un simple colonel employé comme aide de camp général. Et celui-ci, les ayant le plus souvent donnés avant de les avoir reçus du prince, se contentait, pour mettre sa responsabilité tout à fait à couvert, de faire de temps à autre approuver le registre de ses ordres par la signature du roi. J'ignore si cette marche est toujours suivie dans le service; elle pouvait avoir, à mon avis, de graves inconvénients. (*Note de l'auteur.*)

OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

faire. Nous passâmes en revue bien des sujets avant d'en venir à la manière dont les puissances étrangères prendraient l'arrestation du roi et la régence du duc.

Le général espérait que Napoléon donnerait l'exemple d'approuver et de reconnaître ce qui venait d'arriver en Suède; qu'il serait content de se voir débarrassé d'un ennemi, peu dangereux à la vérité, mais dont la haine et les préjugés avaient résisté à toutes ses avances.

« Oui, lui dis-je, si cet ennemi, il l'avait abattu lui-même, ou s'il était mort naturellement dans son lit; mais soyez sûr qu'une révolution faite par des militaires paraîtra d'un bien mauvais exemple à celui qui doit au dévouement et à l'obéissance de son armée la position éminente qu'il occupe et qu'il veut conserver. Le choix d'un envoyé à Paris demande donc beaucoup de réflexion. Surtout ne prenez pas quelque étourneau qui croira faire merveille en se vantant d'avoir contribué à la chute ou à l'arrestation du roi. Que votre missionnaire ait du tact, que son personnel, ses antécédents, éloignent toute idée de jacobinisme; qu'il soit enfin, s'il se peut, une preuve vivante de l'impérieuse nécessité où l'on s'est trouvé de faire une révolution. Si Gustave Löwenhielm n'était pas prisonnier, il ferait bien votre affaire. Son frère Charles, Nils Gyldenstolpe, pourraient également convenir. Une chose d'une haute importance aussi, c'est de détruire dans l'étranger le soupçon très naturel et, vous le savez, très injuste que le duc a contribué à la chute de son neveu, de son ancien pupille. Il faut au contraire le montrer tel qu'il est, blanc comme neige (1). — Je comprends très bien tout cela, me dit le général, nous en reparlerons demain; » et il se coucha. Cinq minutes après, il dormait aussi tranquillement que s'il avait passé la journée à se divertir avec sa famille et ses amis.

(1) Louis XVIII, qui reçut Gustave IV à Hartwell en 1811, écrit dans une de ses lettres : « Non seulement le roi de Suède (Gustave-Adolphe) défend les sentiments et la conduite de son oncle, mais il le regarde comme roi légitime. »

J'ai été trop souvent dans le cas d'envier le tempérament de ceux qui peuvent dormir à volonté, en dépit des événements, de leurs passions, de leurs craintes et de leurs espérances. Le général Adlercreutz était un de ces hommes privilégiés. Il semblait maître d'arrêter à son gré l'action du moral sur le physique. Tel je l'avais vu à la guerre, et tel je le vis encore un jour de révolution. Pour moi, étendu sur un sopha, je désirai vainement quelques minutes de sommeil, et, dès que le jour parut, je fus changer de linge et essayer de me rafraîchir le sang.

A neuf heures du matin, j'étais chez le duc, qui tout en me voyant me dit : « Adlercreutz sort d'ici, nous avons bien causé ensemble, il m'a parlé de votre conversation d'hier au soir, et cela m'a donné une très bonne idée; il faut que vous alliez à Paris. — Moi, Monseigneur! répondis-je fort étonné. — Oui, vous-même : vous êtes Français, vous avez servi dans le même corps que l'empereur, il vous connaît, il ajoutera plus de foi à vos paroles qu'à celles d'un Suédois. — Mais, Monseigneur, je suis tout neuf en politique, je ne connais rien aux formes de la diplomatie, je ne sais pas chiffrer. — Bah ! bah! cela n'est rien, ce n'est pas une ambassade que je vous propose, c'est simplement une mission de confiance, dont le plus essentiel est qu'on croie à ma bonne foi, à mon désir de m'unir à la France, au besoin qu'a la Suède d'être ménagée, au danger de laisser la Russie s'agrandir à nos dépens. Il me sera très utile d'avoir à Paris quelqu'un dont on ne pourra suspecter ni les intentions ni la véracité. Allons, rendez-moi ce service et tenez-vous prêt à partir. Je vous ferai donner une bonne voiture afin que vous ne soyez pas trop fatigué. »

Tant de confiance et de bonté me flattèrent, et sans y réfléchir davantage je dis au duc : « Disposez de moi comme il vous plaira. » Voilà, à la lettre, comment s'arrangea un voyage qui ne laissa pas que de me faire quelques envieux. Le même jour l'ordonnance pour la convocation de la Diète fut rendue. Je croyais partir le lendemain, mais le bouleversement où toutes

choses étaient me fit rester jusqu'au 18 mars 1809, et je profitai de ce retard pour avoir avec le général Adlercreutz, le secrétaire d'État Lagerbring et autres personnages marquants de longues et sérieuses conversations sur l'avenir de la Suède.

Que ferait-on du roi, de sa famille? Y aurait-il quelque chose de changé aux lois fondamentales? Je désirais ne point quitter la Suède sans avoir quelques lumières à cet égard. Nous étions tous d'accord que le roi devait abdiquer, aller vivre paisiblement en pays étranger, et le duc être régent pendant la minorité du jeune prince Gustave. Quant aux changements dans la Constitution du pays, nous pensions que le caractère très modéré du duc ne les rendait pas urgents, que c'était une affaire à voir dans un moment plus calme, qu'il fallait se garder d'ébranler l'État davantage et de donner le moindre ombrage aux puissances de l'Europe en s'écartant des principes monarchiques.

Comme quelques personnes avaient émis l'idée qu'il serait avantageux de recevoir un prince de la main de Bonaparte, le duc, sans donner à cette opinion trop d'importance, me recommanda verbalement de tâter le ministère français pour savoir quelle était la pensée de l'empereur au sujet de la succession au trône de Suède; j'eus aussi mission de voir en passant la cour de Danemark et d'y jeter quelques semences de paix.

C'est avec ces données et muni d'une courte instruction que je montai en voiture, emportant deux lettres du baron d'Ehrenheim, l'une pour le comte de Bernstorf (1) à Copenhague, l'autre pour le comte de Champagny à Paris, et la lettre suivante du duc de Sudermanie à l'empereur Napoléon :

(1) Comte de Bernstorf, ministre des affaires étrangères en Danemark, né à Copenhague en 1769, ambassadeur à Berlin et à Stockholm, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire à Paris en 1811. Il représenta le Danemark au Congrès de Vienne, fut obligé en 1815 de signer la cession de la Norvège à la Suède. Il quitta le service du Danemark en 1818 pour aller en Prusse, où le roi le nomma ministre des affaires étrangères. Il mourut à Berlin en 1835.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« La guerre qui afflige l'Europe épuise depuis trop longtemps la Suède pour qu'elle ne désire pas enfin la paix et le repos, et le gouvernement ayant été remis entre mes mains, je regarde comme mon premier devoir de travailler à les lui procurer.

« C'est dans ces vues que je m'adresse avec confiance à Votre Majesté Impériale et Royale, comme au souverain le plus directement intéressé aux négociations que je désire ouvrir, persuadé que des intentions pacifiques de sa part détermineront promptement ses alliés à terminer la guerre qu'ils font à mon pays.

« Je prie Votre Majesté de croire à la droiture de mes intentions ainsi qu'à la haute estime avec laquelle, etc. »

« CHARLES. »

La saison rendit mon voyage très pénible. En Suède il n'y avait plus de traînage, mais des nappes de glace sur certaines collines, et je dus dans plusieurs endroits me faire accompagner par des paysans, lesquels à coups de hache rendaient le chemin praticable pour une voiture à roues.

A Helsingœr, ou Elseneur, comme l'écrivent les géographes français, il me fallut attendre vingt-quatre heures la permission d'aller plus loin. En arrivant à Copenhague, un officier fut chargé de m'accompagner partout comme sauvegarde. Du reste rien de plus poli que l'accueil que me firent les princes Christian de Danemark, héritier présomptif de la couronne, et Frédéric de Hesse, gouverneur de la capitale.

Le roi était en Fionie. Son ministre dirigeant, le comte de Bernstorf, à qui je remis la lettre du baron d'Ehrenheim, fut d'abord froid, boutonné; je ne m'en étonnai pas. La conduite politique de son gouvernement était dépendante de celle de la France et de la Russie, dont il ignorait les intentions; d'ailleurs la révolution qui venait de détrôner Gustave IV affaiblissait

beaucoup, si même elle ne détruisait pas, l'espérance des Danois d'obtenir quelque lambeau de la Suède en dédommagement de la spoliation de leur flotte. Cependant M. de Bernstorf finit par se dépouiller de sa réserve ministérielle, nous causâmes comme d'anciennes connaissances que nous étions; il me pria de lui raconter en détail l'événement dont je venais d'être témoin, et plus d'une fois il en interrompit le récit en s'écriant : « Quelle leçon pour les rois! »

Après deux jours passés à Copenhague, je continuai ma route, assez content de n'avoir pas d'écoles à me reprocher pour mon début dans la carrière diplomatique.

A Hambourg je vis chez le ministre de France M. de Bourrienne (1), la princesse de Ponte-Corvo, dont j'étais loin de prévoir la destinée future. Son mari, qui commandait les troupes françaises en basse Saxe, était en tournée. On lui avait déjà expédié de Stockholm, avec des propositions d'armistice, un officier suédois, M. de Lagrange, qu'il avait adressé au ministre de la guerre à Paris où je le trouvai.

Enfin m'y voilà, dans ce Paris que je n'avais pas vu depuis vingt-deux ans, où il s'était passé les événements de plusieurs siècles, où ma seule connaissance était peut-être celui qui commandait à la France et à l'Europe! Combien, depuis Stockholm, j'avais rêvé à la mission dont j'étais chargé, à la conduite que je devais tenir! Que de discours, de raisonnements, d'arguments n'avais-je pas arrangés d'avance! L'empereur voudrait-il me voir, m'écouter? Ce vainqueur de tant de rois ne m'imposerait-il pas? Conserverais-je avec lui une

(1) Dans deux lettres des 30 et 31 mars 1809 à Champagny, Bourrienne, ministre de France à Hambourg, signale le passage du colonel de Suremain, premier aide de camp du duc de Sudermanie. « Cet envoyé, dit-il, vient d'arriver ici suivi de son aide de camp, le comte d'Ehrensvard. Il est porteur d'une lettre du duc pour l'empereur et d'une lettre de M. d'Ehrenheim pour Votre Excellence. Un officier danois l'a accompagné ici. Un officier français le conduit à Hanovre et lui sert de sauvegarde usque-là. » (*Arch. Aff. étrang.*, Hambourg, vol. 120, f. 193-194.) Cf. *Mémoires* de Bourrienne, t. VIII, chap. III : « L'aide de camp du duc de Sudermanie sauvegarde donnée à M. de Suremain. »

mesure assez difficile à garder, l'ayant connu subalterne et ne voulant être ni bas, ni familier, ni important (1)?

Ma première entrevue avec le comte de Champagny (2), ministre des relations extérieures, me mit heureusement à l'aise; son accueil, quoique froid, fut bienveillant et très poli : « Monsieur, me dit-il en débutant, l'empereur vous connaît; n'avez-vous pas servi dans l'artillerie? » Je répondis que oui et que le souvenir de l'empereur me flattait infiniment, qu'il me faisait augurer que Sa Majesté avait déjà jugé l'intention du régent de Suède de prouver en m'envoyant, moi, Français, son désir extrême de renouer avec la France les liens d'une ancienne amitié, et son espoir de trouver dans l'empereur la générosité et le secours qu'on pouvait attendre d'un monarque aussi puissant et aussi éclairé.

Cette introduction prit bien. Cela me donna de l'aplomb : « Ma carrière, dis-je encore à M. de Champagny, n'est pas celle de la diplomatie; comme je pourrais, sans le vouloir, manquer à quelque chose dans les formes, je vous prie d'avance de me le pardonner. Quant au fond, je suis sûr de moi, car je n'ai que la vérité à dire, et je n'ai pas mission de négocier. » Le ministre répondit à cela par des choses honnêtes. Je lui avais d'abord remis la lettre du baron d'Ehrenheim; elle contenait celle du régent à Napoléon : « Quelles que soient, me dit M. de Champagny, les dispositions de l'empereur, vous ne pouvez vous-même lui remettre la lettre qui lui est adressée. — Je l'ai prévu, répondis-je, et j'en suis affligé, heureusement qu'elle est en de bien bonnes mains. — L'empereur vous

(1) L'auteur avait été nommé lieutenant en premier le 6 janvier 1785 à la compagnie des sapeurs d'Aley, puis capitaine au 1er régiment d'artillerie de La Fère le 30 mars 1792, pour prendre rang d'avril 1791. Bonaparte avait été nommé lieutenant en second au régiment de La Fère, en garnison à Valence, le 1er septembre 1785, à la compagnie des bombardiers. Le 1er mai 1788 il avait reçu l'ordre de rejoindre son régiment à Auxonne, et il y vint à différentes reprises après des congés passés en Corse. Ce fut ainsi qu'il avait connu l'auteur.

(2) Jean-Baptiste Nompère, comte de Champagny, duc de Cadore, né en 1756, succéda à Talleyrand en 1807 au ministère des relations extérieures. Il mourut en 1834.

verra plus tard, me dit-il; moi, je ferai en sorte de vous voir souvent. » Et il m'invita à dîner pour le lendemain.

Rentré chez moi, je m'empressai de mettre par écrit cet abrégé de ma première visite; c'est à cette habitude de noter le jour même ce qui m'a fortement intéressé que je dois de pouvoir raconter avec exactitude des choses passées depuis longtemps.

Le dîner du ministre n'était point un dîner de cérémonie. J'y trouvai un personnage d'origine suédoise, nommé Harmensen, que j'avais entrevu jadis à Stockholm, où il jouait alors un rôle assez ridicule. Il m'accabla de prévenances, d'offres de services auxquelles je répondis avec une réserve polie, et vraiment il ne fallait pas être bien fin pour deviner que cet homme avait pour mission de me faire jaser (1).

J'eus à ce dîner peu d'occasions de causer d'affaires avec M. de Champagny, à qui cependant je demandai un passeport pour envoyer un courrier en Suède. Il m'avait dit simplement: « J'ai remis à son adresse la lettre dont vous étiez porteur. »

Pressé de savoir comment elle avait été accueillie et comment j'étais vu personnellement de lui, je lui écrivis le lendemain. Cela me valut une conférence qui leva agréablement tous mes doutes. J'acquis la certitude que le choix de ma personne n'avait nullement déplu; que l'empereur reconnaîtrait le nouvel ordre de choses et que ses dispositions envers la Suède étaient aussi amicales que possible.

Dans cette occasion, j'affectai de retenir ma pensée sur plusieurs choses, alléguant que mes instructions ne m'autorisaient pas à les traiter. « Mais, me dit M. de Champagny, il nous faut une idée, fût-elle vague, de ce que nous pourrions faire pour la Suède. Quoique vous ne soyez pas envoyé pour négocier, vous n'en avez pas moins une opinion comme individu, et je désire la connaître. »

(1) Il est question de lui dans les Mémoires de Mme de Genlis. Fils d'un consul de Suède à Bordeaux, il s'était faufilé je ne sais comment à la cour du roi de Wurtemberg qui l'avait envoyé comme ministre à Paris. Mais l'empereur n'avait pas voulu l'admettre en cette qualité. (*Note de l'auteur.*)

Je ne me fis pas prier davantage, et partant de ce principe que ce qui faisait du mal à la Suède était contraire aux intérêts de la France, j'en conclus qu'elle ne devait point exiger de la Suède une rupture avec l'Angleterre, parce qu'une pareille démarche achèverait la ruine de la nation, et j'appuyai ce raisonnement des preuves les plus claires. « Cependant, répondit le ministre, comment consentir à laisser exposées aux entreprises des Anglais les côtes de nos alliés, et celles occupées par nos troupes? Il est vrai que le roi proposa il y a un an, sans doute avec le consentement de l'Angleterre, la neutralité de la Baltique. — Eh bien! dis-je, supposons que la même proposition se renouvelle, serait-elle admise? — Je ne puis répondre à cela, » dit M. de Champagny, et nous en vînmes à parler de la Russie. « Nous sommes au désespoir, me dit-il, que vous ayez perdu la Finlande; ce n'est pas notre faute, à présent il est impossible de vous la faire rendre en entier. — Tant pis pour vous et pour nous, répondis-je, au moins faut-il nous mettre en mesure de la reprendre quand l'occasion s'en présentera. »

Là-dessus grand étalage de cartes que j'avais eu la précaution d'apporter, beaucoup de digressions sur la valeur de ce pays, sa population, la difficulté d'y limiter les conquêtes des Russes; toujours disant de part et d'autre que nous n'en parlions que comme conversation. J'en étais à prouver qu'il n'y avait pas de frontière militaire à prendre dans un pays où les eaux qui, sur la carte, paraissaient des moyens de défense, étaient gelées à porter du canon pendant cinq à six mois de l'année, lorsqu'un huissier entrant dans le cabinet du ministre lui annonça l'arrivée de l'ambassadeur de Russie. « Il faut que je vous quitte, me dit M. de Champagny, mais je vous reprendrai. Et vite mes cartes de Finlande furent jetées dans un coin. Je fis place au prince Kourakine (1), et je présume qu'il fut question de moi

(1) Le prince Alexandre Kourakine, né en 1752, fut d'abord élevé avec le fils de l'impératrice Catherine. Disgracié pendant les dernières années de son règne, il fut rappelé à l'avènement de Paul Ier, dont il devint le

entre lui et M. de Champagny dans le cabinet duquel il ne resta guère plus d'un gros quart d'heure. Pendant ce temps-là, j'étais dans le salon en face de plusieurs diplomates étrangers, entre autres de l'envoyé de Danemark, qui regardaient avec plus ou moins de curiosité ma personne et mon uniforme.

Lorsque le prince Kourakine sortit du cabinet de M. de Champagny, je le vis s'approcher de la cheminée du salon; je m'en éloignai sans affectation, mais il vint droit à moi, et m'adressant la parole : « Monsieur, me dit-il, je suis l'ambassadeur de Russie, j'ai été à Stockholm autrefois, le duc de Sudermanie m'a fort bien traité, j'en conserve un souvenir reconnaissant, et quand vous en aurez l'occasion, je vous prie de le faire connaître à Son Altesse Royale. — Je ne manquerai point, répondis-je, de faire la commission de Votre Excellence, et je ne doute pas que Monseigneur le régent de Suède ne me sache bon gré de mon exactitude. »

L'ambassadeur me demanda des nouvelles de plusieurs personnes qu'il avait connues en Suède, ce qui, prolongeant notre entretien, intriguait sans doute les spectateurs. Il finit lorsque le ministre, ouvrant lui-même la porte de son cabinet, me rappela et me dit en riant, dès que j'y fus rentré : « Je n'ai pas voulu vous laisser plus longtemps en présence de l'ennemi. — Ah! lui répondis-je, chargez-vous de nous tirer des griffes des Russes et nous aurons bon marché des Danois. »

Nous reprîmes notre entretien sur la Finlande. Je démontrai de mon mieux que l'acquisition de ce pays serait d'un avantage immense pour la Russie en la mettant à l'abri de toute inquiétude, de toute agression de la part de la Suède, si celle-ci ne recouvrait pas au moins la Vestrobothnie, le Savolax et l'archipel d'Aland.

favori et qui le nomma vice-chancelier et directeur des affaires étrangères. Ambassadeur à Paris en 1808, où Napoléon l'avait demandé précisément à cause de sa nullité, il fut grièvement blessé en 1810 dans l'incendie du bal donné par le prince de Schwarzenberg à l'occasion du mariage de Marie-Louise. Il ne se remit jamais complètement de ses blessures et mourut à Weimar en 1818.

Je hasardai même de tracer sur une carte une ligne de Vasa à Kuopio, remontant à Lidensalmi, comme le minimum de ce qu'il était très important de nous faire obtenir : « Voudriez-vous, dis-je à M. de Champagny, que, par l'entier abandon de la Finlande, la Suède restât dans une telle dépendance de la Russie que cette puissance colossale pût à volonté la ruiner seulement par des menaces qui la tiendraient dans un état de défense et d'alarme, que sa population et ses finances ne peuvent longtemps soutenir; voudriez-vous que l'offensive lui fût à jamais interdite? »

Je peignis vivement l'épuisement de la Suède, et je dis à ce sujet que si l'empereur voulait se faire d'elle une alliée utile et dévouée, il fallait qu'il l'aidât de tout son pouvoir à reprendre des forces. Enfin je doute que l'on puisse plaider une cause avec plus de zèle que je le fis alors. J'étais encouragé par l'attention que le ministre donnait à mes paroles; il me semblait les recueillir pour les rendre à l'empereur avec la conviction qui m'animait.

Après avoir épuisé la matière, nous traitâmes de choses d'un moindre intérêt que j'étais jaloux d'obtenir promptement, comme gage de bonnes intentions, telles que le rétablissement des communications et le renvoi de plusieurs prisonniers membres de la Diète qui allait s'assembler. Je trouvai M. de Champagny tout porté à les accorder et je le quittai satisfait de le voir aussi bien intentionné; car pour moi la bienveillance du ministre était la pensée du maître (1).

Le surlendemain 13 avril, un billet m'invita à passer à l'hôtel des relations extérieures, et j'y appris qu'une dépêche télégraphique ayant annoncé l'entrée des Autrichiens en Bavière, l'empereur était parti dans la nuit : « Il n'est pas accoutumé, me dit M. de Champagny, à ce que ses ennemis

(1) *Arch. des Aff. étrang.*, Suède. Corresp., vol. 293 : f. 44, Suremain à Champagny, 11 avril 1809; f. 394, Suremain à Champagny, 14 avril 1809; f. 214, Champagny à Clarke, 18 avril 1809; f. 74, Apostille à une lettre de Lagerbielke, 14 mai 1809.

le préviennent; il comptait vous voir, mais son départ ne change rien au succès de votre commission; j'étais pressé de vous le dire. » Il me remit ensuite un paquet pour le ministère suédois contenant à la lettre que j'avais apportée la réponse suivante :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« J'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale du 17 mars. Elle a raison de croire au désir que j'ai de voir la Suède heureuse, calme et en paix avec ses voisins. C'est à regret que la Russie, le Danemark et moi, nous sommes en guerre avec elle, et nous avons tout fait pour lui éviter des malheurs qu'il était facile de prévoir.

« Je me suis empressé d'informer les cours de Pétersbourg et de Copenhague des ouvertures de Votre Altesse Royale. Je me flatte que leurs intentions s'accorderont avec les miennes et que ce ne sera pas nous qui empêcherons la Suède de recouvrer le repos et le bonheur.

« Aussitôt que je les connaîtrai, j'en ferai part à Votre Altesse Royale. En attendant, elle ne doit pas douter de l'estime que j'ai pour sa nation, du bien que je lui souhaite et des sentiments que le caractère et les vertus de Votre Altesse Royale m'ont depuis longtemps inspirés.

« Sur ce je prie Dieu, Monsieur mon frère, etc. »

Dans le premier moment du plaisir que me causèrent, et cette réponse dont M. de Champagny me fit verbalement connaître la teneur, et les assurances qu'il y ajouta de tout l'intérêt que l'empereur prenait à la Suède, je ne pensai nullement que cet intérêt pouvait être modifié, gêné par les événements d'une guerre imprévue. Ainsi que tant d'autres, j'étais accoutumé à ne pas plus douter de la fortune que des talents de Napoléon; j'ignorais d'ailleurs que la Russie eût un rôle à jouer dans ce conflit.

Comme en Suède on devait être très pressé de connaître le résultat de ma mission, je serais parti le lendemain si l'état de

ma santé, fort altérée par la fatigue du voyage et par plusieurs mois d'agitation, ne m'avait fait craindre de rester en chemin. Cela me détermina à expédier le major de Lagrange en courrier avec la réponse de l'empereur, ainsi qu'une longue dépêche de ma part, et je restai encore huit jours à Paris. Ce temps ne fut pas perdu pour les affaires. Je cultivai M. de Champagny; il me traitait de mieux en mieux. Ma rondeur, je crois, lui plaisait; avec moi il n'avait à se défier d'aucun piège, ni à trop peser ses paroles, et il recevait des notions exactes sur un pays qu'il connaissait peu.

Pour compléter ce que j'avais pu lui dire de la révolution de Suède à différentes fois, j'en rédigeai à la hâte un précis que je lui donnai; de plus, ne voulant point quitter Paris sans savoir ce qu'il pensait de la succession au trône de Suède, je saisis naturellement l'occasion de lui parler de mes inquiétudes sur ce qui avait pu s'y passer depuis que j'en étais éloigné : « Il n'y avait, lui dis-je, qu'une opinion pour abattre Gustave IV, mais il est à craindre qu'il n'y en ait plusieurs pour le remplacer. — Comment donc, repartit vivement le ministre, n'a-t-on pas son fils? » C'était cette parole que je voulais entendre : « Oui, répondis-je, le vœu du régent, celui de beaucoup de gens sensés, est ce que vous venez d'énoncer; mais les hommes réunis, surtout dans des temps orageux, ne font pas toujours ce qu'il y a de plus simple et de plus raisonnable à faire; et comme je ne sais rien de la Suède depuis mon départ, si Votre Excellence est plus instruite que moi, elle me rendra un véritable service de m'en faire part. — Je n'en sais rien non plus, sauf un nouvel envoi de deux Suédois à l'empereur. Vous les connaissez sans doute : un comte de Rosen et un autre nom baroque, X.:. (1). »

J'eus peine à dissimuler mon étonnement d'une démarche que je jugeai d'abord fausse et peut-être dirigée contre moi. Comment! Il y avait à peine un mois que j'avais quitté Stock-

(1) Le major Björnstjerna.

holm pour un très long voyage, sans moyens de correspondre avec la Suède, puisque le cours des postes n'était pas rétabli, et l'on n'attendait pas mon retour pour savoir ce qui résulterait de ma mission? C'était afficher ou trop de détresse ou trop d'abandon à la France, ou bien encore c'était dire qu'on avait fait une sottise en me choisissant pour y aller. Cette mission heureusement était terminée, et aussi bien que je pouvais le désirer. Je me dépêchai de partir sans plus songer à ma santé, et j'arrivai à Stockholm dix ou douze jours après mon courrier.

Rarement on s'absente d'un pays sans y trouver à son retour quelques changements. L'état où j'avais laissé la Suède m'en faisait bien présumer quelques-uns, mais ceux opérés depuis mon départ dépassèrent toutes mes prévisions.

L'armée de l'Ouest, au lieu de rétrograder, dès que son intervention n'était plus nécessaire au succès de la révolution, avait continué sa marche. Elle était à Stockholm, et son véritable chef, le lieutenant-colonel Adlersparre, se trouvait en grande rivalité d'influence avec le général Adlercreutz, que j'avais laissé seul maître du terrain. La Diète était réunie depuis le 1er mai. Elle avait complètement approuvé tout ce qui s'était fait, mais pour ce qui devait se faire encore il y avait cette divergence d'opinions et d'ambitions, ce tumulte d'idées que produisent les grands événements politiques et les assemblées nombreuses.

Dès la fin de mars, le roi avait été transféré à Gripsholm (1) et réuni à sa femme et à ses enfants. Leur détention y était adoucie par toutes sortes d'égards. Là il s'était décidé de son propre mouvement à abdiquer, et l'avait fait en ces termes :

« Au nom de la Sainte Trinité, nous Gustave-Adolphe, par la grâce de Dieu, roi de Suède, des Goths et des Vandales, duc de Sleswig-Holstein, etc., etc., faisons savoir que lorsqu'il y a aujourd'hui dix-sept ans nous fûmes proclamé roi et

(1) Ancienne forteresse des Wasa, située sur les bords du lac Mœlar, à quatorze lieues environ de Stockholm.

qu'avec un cœur saignant nous recueillîmes l'héritage ensanglanté d'un père aussi aimé que vénéré, notre intention fut de soigner de notre mieux le bien et l'honneur de cette antique monarchie, comme inséparables de la prospérité d'un peuple libre et indépendant. A présent, ne pouvant plus, malgré la pureté de nos vues, ni suivant notre conscience, poursuivre cette vocation royale, ni d'une manière digne de nous et de nos sujets rétablir le calme et l'ordre dans ce royaume, nous regardons comme un devoir sacré d'abdiquer la couronne : ce que nous faisons aujourd'hui librement pour consacrer ce qui nous reste de jours à la gloire de Dieu, souhaitant à tous nos sujets que la grâce et les bénédictions du Très Haut leur procurent ainsi qu'à leurs descendants un plus heureux avenir.

« Oui, craignez Dieu et honorez le roi.

« En foi de quoi nous avons écrit et signé la présente de notre main et y avons apposé notre cachet royal.

« Au château de Gripsholm, le 29 mars, l'an 1809 de la naissance de Notre-Seigneur Jésus Christ.

« GUSTAVE-ADOLPHE. »

Cette abdication, quoique empreinte d'exaltation religieuse, n'est cependant pas sans noblesse. Il est assez remarquable que le roi n'y fasse aucune mention de son fils. Au reste toute réserve en sa faveur eût été sans effet.

Les idées de régence et d'hérédité naturelles, sous l'empire desquelles j'avais quitté la Suède, s'étaient singulièrement affaiblies pendant mon absence. Le parti d'Adlersparre, qui voulait nommer roi le duc de Sudermanie et pourvoir d'avance à la succession au trône, s'était appuyé de raisons trop plausibles pour n'avoir pas rallié beaucoup d'opinions à ses projets : « A la mort de Gustave III, le trône, avait-il dit, aurait dû légitimement échoir à l'aîné de ses frères, puisque nous savons tous que Gustave IV n'est pas le fils de son père; mais, quand il le serait, nous n'en devrions pas moins exhéréder ses enfants;

car, avec un régent déjà vieux et un roi mineur, le gouvernement serait nécessairement faible et incertain, nous resterions exposés aux troubles que la mort de ce régent ne pourrait manquer de produire, et finalement nous aurions pour nous gouverner un jeune homme sans expérience, gâté dès le berceau et portant peut-être en lui le germe des défauts de son père, tandis qu'il nous faut un homme fait et recommandable autant par ses qualités publiques que par ses qualités privées. Or cet homme, nous le trouvons dans le prince d'Augustenbourg, à présent gouverneur de Norvège; prenons donc pour roi le duc de Sudermanie que nous connaissons, que nous aimons; ce sera réparer une grande injustice et, puisqu'il n'a point d'enfants, choisissons pour lui succéder le prince d'Augustenbourg, comme lui de la maison de Holstein, ce sera assurer notre avenir. »

A ces raisonnements généraux que soutenaient en cachette beaucoup de petites passions, il y avait une terrible objection à faire, c'était le danger de déplaire à la Russie, au Danemark, à l'Europe en brisant formellement la chaîne de l'hérédité, et de rendre par là plus difficile une paix dont on avait le plus pressant besoin. Aussi n'osa-t-on rien décider sans avoir au moins l'aveu de Napoléon, et c'était pour l'obtenir qu'on lui avait dépêché le comte de Rosen (1). Je tiens de ce dernier qu'il joignit l'empereur dans une petite ville de Bavière et qu'après avoir appris l'objet de sa mission, Napoléon lui avait dit : « Comment est votre petit prince? — Sire, c'est un enfant de dix ans qui n'en a que huit pour l'intelligence. On craint fort qu'il ne ressemble à son père. — Eh bien, prenez qui vous voudrez; je ne m'en mêlerai pas (2). »

(1) Robert, comte de Rosen, fils du sénateur de ce nom, d'une famille originaire de Livonie, fut chargé de plusieurs missions importantes en France et en Angleterre, notamment en 1809. Attaché ensuite à la cour de la reine, il fut nommé grand veneur et mourut en 1822.

(2) Le baron de Lagerbielke, peu après mon départ de Stockholm, s'était fait donner le portefeuille des affaires étrangères, et c'était lui qui avait envoyé le comte Robert Rosen à Napoléon avec la leçon faite pour perdre ce fils de Gustave IV. (*Note de l'auteur.*)

Cette réponse, rapportée à Stockholm quelques jours avant que j'y fusse de retour, avait décidé du sort des enfants de Gustave IV. Si l'on s'étonne de la trouver différente de celle que j'avais, il est vrai bien moins directement, provoquée de la part de M. de Champagny, qu'on pense aux soins qu'une guerre tout à fait intempestive exigeait de Napoléon. Elle était pour lui d'un bien plus grand intérêt que le soutien d'un principe plus d'une fois violé par lui-même, et que la disposition d'un trône éloigné.

Le 10 mai l'abdication de Gustave IV, déjà connue de tout le monde, avait été lue officiellement aux États assemblés, qui, la considérant comme superflue, avaient, sur la proposition du baron Mannerheim (1), solennellement déclaré Gustave IV-Adolphe à jamais déchu, lui et les siens, de tout droit à la couronne de Suède (2).

Voilà quel était en gros l'état des choses à Stockholm lorsque je m'y retrouvai le 12 mai, après cinquante-quatre jours d'absence.

Le régent me reçut à merveille. Outre l'intérêt dont il était pour lui de voir le nouvel ordre de choses reconnu par Napoléon, son amitié, son amour-propre, jouissaient d'avoir le succès incontestable de ma mission à Paris à opposer aux critiques du choix qu'il avait fait de moi pour y aller. Il m'en parla en riant. Il me raconta qu'il avait été fort tiraillé par les divers partis qui voulaient le diriger : « Je les laisse faire, me dit-il, sans me prononcer pour aucun d'eux. » Néanmoins il me fut facile de deviner que le bon prince n'était pas indifférent aux arguments du lieutenant-colonel Adlersparre, et

(1) Le baron de Mannerheim, Laas-Augustin, né en 1749, mort en 1835, fils du baron Johan-Augustin Mannerheim. C'était un grand orateur politique, jouissant de l'entière confiance de la noblesse; il porta le premier la parole pour demander aux États la déchéance de Gustave IV et l'exclusion à perpétuité du trône de Suède de ses descendants. Le discours qu'il tint à cette occasion le 10 mai 1809 fut cité dans tous les journaux de l'époque. Le baron de Mannerheim joua encore un rôle important après la révolution de 1809.

(2) Voir cet acte à l'Appendice V.

moi-même, en les pesant bien, je dus me résoudre à en reconnaître la valeur.

Ce qui m'alarma davantage fut d'apprendre qu'il était sérieusement question de toucher aux lois fondamentales du royaume, aux formes du gouvernement, et qu'un comité émané de la Diète travaillait déjà à rédiger une nouvelle constitution. Tout Stockholm s'en occupait : chaque salon était une arène où se débattaient les plus grands intérêts. On trouvait ici le baron de Lagerbielke (1) voulant tout faire, être de tout, et notamment remplacer aux affaires étrangères le baron d'Ehrenheim, que ses tracasseries avaient dégoûté d'y rester; là la comtesse de Rälamb, usant des grâces de son esprit, des agréments de sa maison, pour acquérir une influence politique propre à servir ses affections ou ses ressentiments (2); ailleurs dans une catégorie subalterne, un certain Grevensmuller, écrivain de pamphlets, mordait à droite et à gauche, tant pour se venger d'une ancienne destitution que pour se faire remarquer et craindre par son talent à manier le sarcasme. Je cite de mémoire ce qui me frappa le plus alors : je pourrais citer davantage, tant de monde se démenait pour jouer un rôle!

Disons encore que l'étoile du général Adlercreutz pâlissait

(1) Lagerbielke (baron, puis comte Gustave de), né en 1777, était fils d'un amiral. Placé en 1792 comme subalterne à la chancellerie d'État, il s'y fit remarquer par des talents, de l'application, et surtout par la connaissance de la langue et de la littérature françaises. Sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères en 1796, il accompagne Gustave IV en Russie, où on le retrouve avec le comte de Stedingk et le comte de Toll. Chef du cabinet avec le jeune baron de Wetterstedt en sous-ordre, il est chargé en 1802 de négocier le différend survenu avec la Russie à l'occasion du pont d'Aborforst. En 1803-1804, il accompagne Gustave IV en Allemagne comme premier ministre. En 1805, il est remplacé par le baron de Wetterstedt et nommé chancelier de la cour. Il occupe alors ses loisirs à travailler pour le théâtre de société du duc de Sudermanie. En 1809, nommé membre du Conseil, il est envoyé traiter de la paix à Paris avec le comte d'Essen. Il resta en France comme ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire. Il revint en Suède en 1814 et fut créé comte en 1821.

(2) Ulrica-Eleonora, comtesse de Rälamb, était dame d'honneur de la duchesse de Sudermanie. Fille du comte Carl Wilhelm von Düben, elle était née en 1769. Elle avait épousé en 1794 le baron Claes Rälamb. Elle mourut en 1847.

devant celle du lieutenant-colonel Adlersparre, plus instruit, plus disert, plus habile que lui dans la tactique des Diètes, et de plus très lié avec M. Battram, secrétaire intime du régent.

Cependant ma faveur près de ce dernier ne parut pas en souffrir : même bienveillance, même cordialité. Seulement il me parlait peu des affaires de la Diète; d'ailleurs qu'aurais-je pu lui en dire, moi qui n'avais ni le droit ni le moyen de m'en mêler? En revanche, chaque fois qu'il avait quelque moment à me donner, c'était sur la politique extérieure qu'il mettait l'entretien.

Lorsque j'avais quitté Stockholm, quelques mille hommes laissés pour la défense de l'Archipel d'Aland étaient menacés d'être coupés et pris, par suite d'un grand mouvement que préparaient les Russes, fort supérieurs en nombre. En vain, pour arrêter leurs projets, avait-on essayé de négocier avec eux aussitôt après la révolution. Le général Döbeln, qui commandait les Suédois, s'était vu forcé d'entreprendre la retraite la plus pénible, sacrifiant tous ses magasins et ayant environ dix lieues de France à faire sur les glaces de la mer avant d'atteindre le continent. Il l'avait bravement et, l'on peut dire, heureusement effectuée, quoiqu'en perdant une partie de son arrière-garde et quelques traîneurs; mais les Russes, l'ayant suivi jusque sur la terre suédoise, y étaient impunément restés quelques jours; ils pouvaient y revenir et s'établir en force à moins de trois marches de la capitale.

Au nord, après quelques armistices temporaires, après quelques combats, où les débris de l'armée de Finlande avaient presque toujours perdu du terrain; après la rentrée dans leurs foyers des régiments finnois, lesquels, en désespoir de cause, avaient fait leur soumission au vainqueur, les restes de cette malheureuse armée, refoulés au delà du fleuve d'Uméa, laissaient les Russes maîtres de la Vestrobothnie et libres de communiquer avec la Norvège.

A l'ouest, depuis la marche sur Stockholm d'une partie de

l'armée qui gardait cette frontière, il n'y avait pour gage de sûreté que la bonne foi des Norvégiens à tenir leur promesse de ne point nous attaquer, à moins d'ordres positifs venus de Copenhague.

Ainsi la Suède épuisée d'hommes et d'argent par la lutte la plus inégale, agitée par les passions qu'une révolution récente mettait en jeu, voyait l'ennemi l'enserrer de toutes parts et menacer plus gravement que jamais son territoire et son indépendance. Il faut rendre justice aux différents partis, le danger les rallia; nul découragement ne se laissa voir; la Diète poursuivit ses travaux avec constance et calme, et l'on s'empressa d'aider le gouvernement à organiser une défensive capable de prévenir de plus grands malheurs.

Ce qui ajoutait beaucoup à la confiance générale, c'était celle que le public mettait en Napoléon. Il avait reconnu la révolution; sa réponse au régent était pleine de bienveillance pour la nation et pour le prince; comment, d'après cela, douter qu'une intervention puissante de sa part, en tempérant la cupidité des Russes, n'amenât promptement une paix beaucoup moins désastreuse que celle qu'ils annonçaient vouloir imposer?

Cependant, les différents courriers expédiés à Napoléon revenaient tous avec cette même réponse : « Faites d'abord la paix avec l'empereur Alexandre, il est grand et généreux. Elle ne sera pas difficile à faire avec la France. »

Des paroles aussi vagues, quoique assaisonnées de formes polies, étaient loin de suffire au régent; et comme un jour il se plaignait à moi de l'embarras où elles le mettaient : « Monseigneur, lui dis-je, il me paraît impossible que l'empereur Napoléon voie froidement les Russes dépecer la Suède, cela serait trop contraire à ses intérêts, à tout ce que son ministre m'a exprimé. Mais, obligé par sa position actuelle de les ménager, de ne rien faire qui puisse leur donner de l'ombrage, je suis persuadé que, loin de vous dire sa pensée, toutes vos démarches vers lui, toutes les réponses qu'il y fait sont textuel-

lement communiquées au cabinet russe (1); je le suis également que, dans ce moment-ci, vous n'obtiendrez pas davantage par l'envoi de plénipotentiaires en Allemagne. On ne manquera pas de prétextes pour les tenir éloignés. Il en serait autrement, peut-être, d'une mission très secrète, ayant pour but d'établir entre vous et le protecteur naturel de la Suède une sorte d'intimité qui, tout ignorée qu'elle serait, vous servirait d'appui envers et contre tous. Voulez-vous que je m'absente sous prétexte de santé? Je ferai en sorte d'arriver à Vienne sans être remarqué; le général Andréossi, mon ancien camarade (2), en est gouverneur; je puis compter sur lui; j'y trouverai M. de Champagny, qui m'a si bien traité à Paris; tous deux m'aideront à pénétrer jusqu'à l'empereur, à m'insinuer dans son esprit, à soutenir les intérêts de la Suède, et je serai, je l'espère, assez heureux pour les faire prévaloir. — Je goûte assez votre idée, me répondit le prince, j'y réfléchirai, nous en reparlerons. »

Voilà la substance d'une conversation que j'eus avec lui le 1er ou le 2 juin 1809. Elle fut très courte, car il était accablé d'affaires de tous genres. Sa prochaine élection au trône, la nouvelle constitution, qui ne s'achevait pas sans débats et d'après laquelle il lui faudrait gouverner; le sort de Gustave IV et de sa famille, auquel ses sentiments personnels, autant que ceux d'une politique élevée, lui faisaient une loi de s'intéresser;

(1) Dans une lettre de Napoléon à Caulaincourt, en date du 9 avril 1809, on lit :

« Un aide de camp du duc de Sudermanie arrive demain à Paris. Je vous expédierai dans quelques jours un nouveau courrier. J'attends l'effet qu'aura fait la révolution de Suède en Russie... »

Dans une autre lettre du même au même, du 10 avril 1809, on lit :

« J'ai reçu du duc de Sudermanie une lettre que j'ai montrée à Kourakine. J'attendrai pour lui répondre si je recevrai encore des nouvelles de la Russie. Toutefois ma réponse sera vague. Champagny vous écrit plus en détail. » (VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, t. III, p. 587.)

(2) Antoine-François, comte d'Andréossi, d'une famille noble italienne venue en France sous Louis XIII, né le 6 mars 1761, mort en 1828. Un des meilleurs généraux de l'Empire et habile diplomate. Il était, avec l'auteur de ces Mémoires, lieutenant en second au régiment d'Auxonne de 1784 à 1787.

CHARLES XIII, ROI DE SUÈDE ET DE NORVÈGE

D'APRÈS UN MÉDAILLON EN ALBATRE DONNÉ PAR LUI AU GÉNÉRAL DE SUREMAIN

les préparatifs d'une expédition en Westrobothnie afin d'en chasser les Russes et de relever ainsi la gloire des armes; puis les droits, les prétentions, les intrigues de ceux qui avaient agi, les uns seulement dans l'intérêt du pays, les autres dont le patriotisme était mêlé d'ambition, les autres encore qui n'avaient rien fait et n'en voulaient pas moins gagner quelque chose à la révolution : c'était plus qu'il n'en fallait pour les forces d'un homme.

Le 6 juin 1809, la Diète proclama l'élévation du régent au trône de Suède, sous le nom de Charles XIII, avec le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustenbourg pour prince royal, et promulgua la nouvelle constitution.

Je ne crois pas qu'on puisse fabriquer de bonnes lois à la hâte et dans la fièvre des passions : néanmoins cette constitution improvisée me parut moins défectueuse que je ne le craignais. Les anciennes formes conservées, le pouvoir royal seul se trouvait plus que tempéré par quelques institutions nouvelles, dont c'était au temps à déterminer la valeur. Mais il se pourrait qu'un jour on regrettât d'avoir oublié qu'en gênant trop le pouvoir qui gouverne, on active en lui le désir de dépasser et même de détruire les limites dans lesquelles on a prétendu l'enfermer.

Malgré ses embarras, le nouveau roi, loin de laisser tomber ma proposition d'aller à Vienne, m'en avait parlé chaque jour. Finalement le 7 juin j'écrivis par son ordre à M. de Champagny, devenu duc de Cadore, une longue lettre, dans laquelle, après avoir dépeint la situation de toutes choses en Suède, je lui faisais part de l'intention du roi de me charger d'une mission secrète près de l'empereur, si celui-ci l'agréait; je le priais en tout cas de m'adresser sa réponse sous le couvert de l'envoyé de France à Hambourg, où je serais rendu le 15 juillet (1).

(1) J'ai conservé la minute de cette lettre, approuvée de la main du roi. Elle fut portée à Hambourg par le major Peyron, qui la remit à M. de Bourrienne pour la faire parvenir à sa destination. (*Note de l'auteur.*)

L'original est aux *Arch. des Aff. étrang.*, Corresp., Suède, vol. 293, 77. Cf. *f.* 230 la lettre de Bourrienne à Champagny (16 juin).

Ma lettre partie, j'eus quelque regret de me trouver lié par elle et de ne pouvoir prendre part à l'expédition qui se préparait : j'en augurais très bien. Il s'agissait de débarquer un corps assez considérable en arrière de celui qui, sous les ordres du général russe Kaminski, occupait la Westrobothnie, de le mettre ainsi entre deux feux et de lui couper la retraite, ce qui devait amener sa destruction. Toutefois l'espoir de faire quelque chose de plus utile à la Suède, en identifiant sa fortune à celle de Napoléon, quelque chose qu'aucun Suédois ne me semblait pouvoir entreprendre avec autant de chances favorables que moi, et d'achever de me nationaliser par un service tel qu'il éteignît toute jalousie, cet espoir, dis-je, absorba toutes mes pensées et me ferma les yeux sur les obstacles que la nature des choses ainsi que le hasard pouvaient opposer à mon succès.

Afin que le roi pût à loisir juger mes différentes idées sur les précautions à prendre, sur la conduite à tenir, tant pour cacher le but de mon voyage que pour le faire réussir, je les lui remettais le plus souvent par écrit. Son secrétaire Battram était le seul confident de cette affaire et devait être le seul intermédiaire entre nous lorsque je serais hors de Suède. Il fut convenu que je demanderais un congé dans les formes ordinaires pour aller en Allemagne rétablir ma santé ; vraiment le prétexte était plausible, car la névralgie dont j'étais affligé depuis 1807 avait résisté à tous les remèdes qu'une existence aussi agitée que la mienne m'avait permis d'essayer.

Cependant le temps s'écoulait ; craignant de ne pouvoir être à Hambourg pour le 15 juillet, époque à laquelle je devais y trouver la réponse du duc de Cadore, je crus à tout événement devoir écrire à M. de Bourrienne pour le prier de me garder cette réponse si elle arrivait avant moi.

Le roi fut couronné le 26 juin. Une forte indisposition m'empêcha d'assister à cette cérémonie ; je n'en tins compte que comme d'un accident et n'en fis pas moins mes préparatifs de voyage. Le 1er juillet, je reçus du roi une lettre, datée de la

veille au soir, me disant qu'il regrettait que mon indisposition l'empêchât de me voir; que mon service auprès de sa personne continuait comme avant le couronnement, malgré le titre d'aide de camp général qui m'était donné et malgré mon voyage, et que je le reprendrais dès mon retour. Il ajoutait que pour cacher aux yeux de tous le véritable but de mon absence, il m'avait signé au Conseil une autorisation d'aller prendre les eaux pour ma santé, et qu'il aurait à me revoir avant mon départ.

Dès que je me sentis assez fort pour pouvoir voyager, je partis muni d'une lettre de lui pour Napoléon, laquelle devait, s'il y avait lieu, me servir de lettre de créance, puis d'instructions qui, quoique longues et détaillées, me laissaient beaucoup de latitude.

Cette lettre, dont il me donna une copie écrite de sa main, était ainsi conçue (1) :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Le parfait désir que j'ai de cultiver l'amitié de Votre Majesté Impériale et Royale et d'agir suivant ses intentions, m'engage à charger d'une mission secrète près de Votre Majesté Impériale mon premier aide de camp et général adjudant, le chevalier de Suremain. Ayant beaucoup de confiance dans cet officier qui s'est fort distingué dans la dernière campagne et qui d'ailleurs, depuis qu'il s'est établi en Suède, a joui de mon estime particulière, j'espère que ce sera pour lui un titre à celle de Votre Majesté Impériale et Royale.

« Il connaît mes sentiments, ma position, les intérêts de mon royaume. Il pourra l'en instruire mieux que personne, et il le fera avec la loyauté qui convient à mon caractère et à sa qualité de sujet de Votre Majesté.

« Cette mission restera totalement ignorée de mon ministère; mais, loin de contrarier nos relations publiques avec la France, je crois qu'elle les facilitera en les dégageant des formes ordi-

(1) Cette lettre est en original aux *Arch. des Aff. étrang.*, Suède, vol. 293, f. 87.

naires de la diplomatie. J'y retrouverai l'avantage de pouvoir me livrer franchement à tous les sentiments qui m'attachent à Votre Majesté Impériale et d'obtenir d'Elle des conseils utiles.

« En attendant que mon ambassadeur près de Votre Majesté Impériale et Royale lui notifie dans les formes mon avènement au trône, je saisis cette occasion de lui en faire part et de l'assurer que, parmi les motifs qui m'ont le plus déterminé à accepter la couronne royale, l'espoir de rétablir les relations les plus intimes entre la France et la Suède a été un des plus puissants.

« En souhaitant à Votre Majesté Impériale et Royale toutes les prospérités imaginables, je suis, etc.

« Au château de Stockholm, le 20 juillet 1809.

« CHARLES. »

Voici maintenant les instructions :

Instruction supplémentaire à laquelle notre général adjudant, aide de camp particulier et chevalier de notre ordre de l'Épée, C. J. de Suremain, doit se conformer. Donnée au château de Stockholm le 19 juillet 1809.

§ 1er. — Pour mettre notre général adjudant de Suremain entièrement à même de remplir avec sagesse et loyauté la mission secrète dont nous le chargeons près de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, nous avons jugé nécessaire de donner connaissance audit général adjudant des bases sur lesquelles nous avons décidé de traiter avec la France et la Russie par nos missions ostensibles. Cet ensemble lui formera des règles de conduite dont il ne doit pas s'écarter; nous confiant d'ailleurs à son zèle et à sa prudence pour les cas non prévus par nos instructions et où il ne serait pas à portée de prendre nos ordres.

Bases vis-à-vis de la France.

§ 2. — 1° Une paix solide, conforme aux intérêts des deux nations; amitié et confiance réciproque.

2° Restitution de la Poméranie suédoise et promesse d'une

augmentation de territoire en Allemagne, ou bien une indemnité quelconque pour le Danemark, dans le cas où la Norvège nous tomberait en partage.

Promesse de notre part de faire partie de la confédération germanique en proportion du territoire qui nous écherra en Allemagne.

3° Prompt rétablissement des relations commerciales avec le traité de commerce jadis proposé et prêt à se conclure lorsque des circonstances malheureuses l'ont fait manquer.

4° Admission des officiers suédois dans la marine française et dans le service de terre pour cimenter d'autant mieux l'unité et la concorde entre les deux nations.

5° Garantie spéciale des possessions suédoises envers et contre tous.

6° Fermeture de nos ports dans la Baltique aux vaisseaux anglais seulement au printemps prochain, la présence de leurs flottes dans nos mers ne permettant pas de l'effectuer plus tôt sans nous exposer à de grands malheurs.

7° En parlant de nos liaisons avec l'Angleterre, en démontrer la nécessité absolue, mais assurer en même temps qu'elles n'ont et n'auront jamais un degré d'intensité qui puisse inquiéter la France. Faire valoir la cessation du traité de subsides auquel nous avons renoncé depuis l'événement du 13 mars, comme nous engageant trop.

Bases vis-à-vis de la Russie.

§ 3. — 1° Cession de la Finlande en prenant pour frontière la rivière de Kemi et tirant de son embouchure une ligne qui partage également le Gvacken, et de là traversant l'archipel d'Aland, laisse de notre côté les îles de Kumlinge, d'Aland et dépendances. La sûreté de notre capitale et de nos États nous rend impossible l'abandon de ces îles.

2° La fermeture des ports de la Baltique aux Anglais, aux conditions ci-dessus énoncées.

3° Rétablissement des relations commerciales entre la Fin-

lande et la Suède et entre la Russie et la Suède sur le même pied qu'avant le commencement de la guerre.

§ 4. — Ces conditions sont les seules acceptables et la France, si elle prend quelque intérêt au bonheur de la Suède, ne peut que les approuver. La Suède se confie, d'ailleurs, dans l'amitié de son ancien allié, s'en rapporte à son intérêt bien entendu, qui ne peut être d'agrandir une puissance destinée à être la rivale de la France aux dépens d'une nation qui lui fut presque toujours attachée.

La Suède ne doit pas perdre l'espérance qu'un temps viendra où l'empereur des Français pourra guérir pleinement la plaie cruelle que lui a faite la perte de la Finlande, et où elle pourra payer ses bienfaits par des services.

§ 5. — En donnant connaissance à S. M. l'empereur des Français du choix que, conjointement avec la Diète, nous avons fait du prince d'Augustenbourg pour notre successeur, notre général adjudant de Suremain le motivera : sur la nécessité d'étouffer promptement les semences de division que l'incertitude de la succession à notre trône aurait pu faire germer ; sur les qualités personnelles du prince et sur les avantages que son crédit en Norvège peut nous procurer, soit par la réunion de ce royaume à nos États, soit au moins par la certitude d'être tranquilles sur cette frontière.

§ 6. — Nous permettons à notre adjudant général de solliciter et d'accepter temporairement de l'emploi de la part du gouvernement français, autant que cela ne contrariera en rien le succès de la mission dont nous l'avons chargé, ou que cela pourra y aider et, si son absence se prolonge d'une manière utile à notre service, nous pourvoirons à ses dépenses.

Datum est supra.

CHARLES.

On pense bien que je fis la plus grande diligence pour réparer le temps perdu. N'ayant point trouvé de paquebot à Ystad, je n'hésitai pas, malgré le mauvais temps, à me jeter

dans un grand bateau non ponté, et je fis ainsi à découvert les trente-six lieues qui séparent la Suède de la Poméranie. Sans m'arrêter à Stralsund, je pris la poste pour Hambourg; l'empressement d'y trouver la réponse du duc de Cadore me donnait des forces et des ailes. Qu'on juge donc de mon désappointement lorsque M. de Bourrienne me dit qu'ayant reçu dernièrement pour moi une lettre ministérielle, il avait cru devoir me l'adresser en Suède!

Ainsi mes précautions, mes fatigues, n'avaient servi à rien. Tous mes calculs se trouvaient faux. J'étais préparé à un refus poli; mais que faire n'ayant ni un oui ni un non de M. de Champagny, qui ne mandait pas à M. de Bourrienne la moindre chose à mon sujet? Dans l'incertitude je me décidai à attendre à Hambourg le retour de Stockholm de cette réponse si désirée, en allant prendre les bains de mer de Travemunde pour rétablir une santé fort éprouvée depuis longtemps.

Au bout de quelques jours, ne recevant rien de Stockholm, je me décidai à confier à M. de Bourrienne le secret de ma mission et l'embarras où me mettait ce fâcheux contretemps. Je ne pus m'empêcher de lui montrer combien j'étais sensible au silence de M. le duc de Cadore et inquiet de la tournure que prenaient les relations politiques entre la Suède et la France. Le roi venait de m'écrire qu'une lettre de ce dernier à M. d'Engeström (1), quoique fort polie et amicale, conseillait de hâter la paix avec la Russie, en témoignant le désir de son maître de voir la pacification du nord promptement rétablie, pour pouvoir être dans le cas de marquer à la Suède tout l'intérêt qu'il prenait à son bien-être futur, malgré les sacrifices que les circonstances présentes pouvaient l'obliger à faire

(1) Laurent, comte d'Engeström, né à Stockholm en 1751, était fils de l'évêque de Lund. Entré tout jeune dans la diplomatie, il fut ministre plénipotentiaire à Varsovie et se maria en Pologne en 1790. Rappelé en Suède par le régent, duc de Sudermanie, après la mort de Gustave III, il fut nommé chancelier de la cour, puis ministre à Londres et à Berlin. Président de la chancellerie à Stockholm le 16 mai 1809, il fut appelé au ministère des affaires étrangères et ensuite nommé chancelier de l'Université de Lund. Il mourut en 1826.

pour le moment, mais que le cours du temps pouvait changer.

M. de Bourrienne me rassura, m'affirmant que le silence de M. de Champagny ne pouvait venir que de la multiplicité d'affaires dont l'empereur était surchargé; que tout ce qu'il connaissait des dispositions de ce dernier envers la Suède était aussi favorable qu'on pouvait le désirer et que, si l'effet n'en était pas plus prompt, cela tenait seulement aux circonstances.

En résumant le passé, il était vraiment assez probable que l'empereur Napoléon avait pris à Tilsit et à Erfurt l'engagement avec la Russie de ne point se mêler de ce qui regardait la Suède. Comme il avait besoin de ménager cette puissance, il avait dû être jusqu'ici d'une extrême circonspection dans tous ses rapports avec nous. Seulement la paix une fois faite entre la Suède et la Russie, on devait avoir tout lieu d'espérer qu'elle se conclurait avantageusement et facilement avec lui.

Enfin M. de Bourrienne me conseilla d'écrire à M. de Champagny la nouvelle lettre suivante, qu'il fit partir le jour même, après en avoir lu et approuvé le contenu (1).

« Hambourg, 20 septembre 1809.

« MONSEIGNEUR,

« Quoique je n'aie encore pas reçu de réponse à la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence en date du 11 août, les circonstances sont telles que je ne crois pas devoir l'attendre pour appeler toute son attention sur l'état de la Suède. Il est superflu de démontrer combien, dans telle ou telle hypothèse, le dévouement de ce pays, fondé sur la reconnaissance, l'enthousiasme et la communauté d'idées, pourrait être utile à la France. S. M. l'empereur et roi ne peut, ce me semble, être indifférent au sort de ce pays et à la confiance absolue que lui en témoigne le souverain. Mais il est malheureusement vrai que, si l'empereur tarde à aider la Suède, ou

(1) Ces lettres se trouvent aux *Arch. des Aff. étrang.*, Corresp., Suède, vol. 293 : f. 92, Suremain à Champagny, 10 août 1809; f. 115, du même au même, 20 septembre 1809.

à confier au roi ses véritables intentions, l'illusion qu'on se sera faite sur la protection à attendre de la France pourra devenir, en se prolongeant, une cause de la perte de la Suède. Car sans cette illusion elle aurait eu à temps l'énergie du désespoir et il sera peut-être à craindre plus tard que l'abattement ne succède à des espérances déçues.

« Les Russes persistent à exiger l'île d'Aland. Si on la leur accordait, la Suède ne serait plus qu'une province russe, tandis qu'en conservant cette île et une armée de cinquante mille hommes, on peut en hiver la porter dans huit jours au cœur de la Finlande. La Suède est très affaiblie, mais il dépend encore de l'empereur de lui donner une nouvelle vie sous tous les rapports et, dès qu'il voudra accepter le rôle de protecteur de ce pays, il lui sera entièrement dévoué.

« Voilà des choses que je voudrais bien être à même de développer sous ses yeux, et j'ose solliciter l'intervention de Votre Excellence, pour qu'il me soit permis de me rendre près de la personne de l'empereur. Si la présence d'un officier suédois au milieu des armées impériales avait quelque inconvénient, j'ai l'honneur d'être Français; que l'empereur me permette d'en reprendre l'uniforme, de servir sous ses drapeaux; je ne marquerai point comme diplomate et j'aurai peut-être l'occasion de marquer comme militaire. Cette grâce serait pour moi d'un prix inestimable.

« J'irai attendre la réponse de Votre Excellence à Cassel, afin de me rapprocher d'Elle sans trop m'éloigner de la Suède. Je la prie de vouloir bien me l'adresser sous le couvert du ministre de France près de S. M. le roi de Westphalie et d'agréer l'expression du respect avec lequel je suis, etc. »

En attendant la réponse de M. de Champagny, j'écrivis au roi, le suppliant de ne pas céder dans les négociations entamées avec la Russie sur l'article d'Aland, parce qu'alors la Suède serait perdue sans retour et n'aurait plus aucune importance aux yeux de la France. Quel que fût le résultat des

démarches faites pour obtenir la protection de l'empereur contre la Russie, il me semblait que le plus sage et le plus honorable était de se mettre en état de résister par soi-même aux prétentions exagérées de cette puissance et qu'il ne fallait point perdre de temps pour se préparer à une campagne d'hiver.

J'allais partir pour Cassel lorsqu'une lettre du roi du 23 septembre m'apprit la signature de la paix entre la Suède et la Russie. Les conditions en étaient désastreuses : perte de la Finlande et d'Aland, délimitation de la frontière dans le nord en prenant pour limite le fleuve de Tornéa (ce qui conservait à la Suède la moitié du régiment de Westerbothnie), les prisonniers rendus de part et d'autre sans échange, les anciennes conventions commerciales renouvelées, le libre commerce avec la Finlande continué comme auparavant, les ratifications devant être échangées avant un mois, après cela nos ports fermés aux vaisseaux anglais. — « Voilà en peu de mots, ajoutait le roi, les principaux points d'une paix qui n'aurait jamais été signée si les circonstances désastreuses où se trouvait ma patrie ne m'avaient obligé d'y acquiescer pour la sauver d'une perte totale, que la conduite incompréhensible et absurde de mon malheureux prédécesseur lui avait de longue main préparée...

« J'ai voulu vous en donner de suite connaissance, afin que vous fassiez bien valoir ce sacrifice de ma part auprès de celui vers lequel je vous ai envoyé; faites sentir que c'est pour me conformer à ses désirs que j'ai cessé de faire des difficultés aux prétentions russes et que, dès la réception de la lettre de son ministre des affaires étrangères, j'ai consenti à tout pour lui prouver ma confiance et le prix que j'attache à son amitié; mon espérance n'est plus qu'en lui... »

« J'ai reçu hier au soir d'Adlersparre la confirmation de l'armistice formel conclu avec le gouvernement de la Norvège. Aussi toutes nos troupes vont rentrer au plus tôt dans leurs cantonnements ordinaires, excepté l'armée du sud, qui restera encore sur le pied de guerre, jusqu'à ce que le Danemark

trouve bon de répondre à mes propositions pacifiques, auxquelles il n'a pas eu encore la complaisance d'articuler quelque chose, quoique ayant reçu trois fois de ma part des lettres très amicales. »

Désespéré de ces nouvelles, je partis pour Cassel, où j'arrivai au commencement d'octobre. J'y retrouvai un de mes anciens camarades (1), le général Eblé, ministre de la guerre, qui me fêta beaucoup. Cela me mit en évidence et je crus devoir me faire présenter à la cour, où je fus parfaitement accueilli. Je dînai chez le roi de Westphalie. Il ressemble beaucoup à l'empereur. Ses troupes sont fort belles et bien organisées.

Enfin, le 15 octobre, je reçus la réponse de M. de Champagny. Elle était ainsi conçue :

« Vienne, 9 octobre 1809.

« MONSIEUR,

« Je reçois votre lettre du 20 septembre. J'avais répondu (2) à celle que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 7 juin de manière à vous laisser toute liberté de faire ce qui vous aurait paru le plus convenable. Depuis cette époque les circonstances ont fort changé; la Suède a fait la paix avec la Russie; des ambassadeurs suédois (3) se sont rendus à Paris. La paix se négocie avec l'Autriche, et, si elle avait lieu, il est probable que Sa Majesté ne resterait pas à Vienne. C'est à vous, monsieur, à vous déterminer d'après ces circonstances qui vous mettront peut-être dans le cas de prendre des ordres de votre gouvernement.

« Veuillez agréer, etc. »

(1) Jean-Baptiste, comte Eblé, né le 21 décembre 1758, était fils d'un officier au régiment d'Auxonne-artillerie, où il fut reçu comme canonnier. On l'y trouve, avec l'auteur de ces Mémoires, lieutenant en 1787. Il fut fait capitaine en 1792 et chef de bataillon en 1796. Il fut ministre de la guerre du roi Jérôme en Westphalie.

(2) Cette réponse, dont la minute est aux *Arch. des Aff. étrang.*, est datée du 8 juillet.

(3) Le comte d'Essen et le baron de Lagerbielke avec M. Signeul, premier secrétaire de la légation. (*Note de l'auteur.*)

Après avoir reçu cette lettre du duc de Cadore, j'aurais dû retourner à Stockholm, car elle me laissait bien peu d'espoir d'agir sur Napoléon d'une manière utile à la Suède, et cependant je partis pour Paris, poussé par le désir d'être encore utile au roi. Mais la Suède alors avait fait la paix avec la Russie, la France avec l'Autriche, nos plénipotentiaires étaient à Paris, et j'aurais dû comprendre qu'il n'y avait plus de rôle à y jouer pour moi.

Lorsque j'y arrivai à la fin d'octobre 1809 (1), le duc de Cadore était avec la cour à Fontainebleau. Je lui écrivis pour l'en prévenir, et ce ne fut que plusieurs jours après, le 15 novembre, que je reçus de lui le billet suivant :

« M. de Champagny, à son retour de Fontainebleau, trouve une lettre de M. de Suremain en date du 28 octobre, et qui sans doute est restée sur une table confondue avec d'autres papiers qui y avaient été laissés. Il s'empresse d'exprimer à M. de Suremain son très vif regret de ce que la perte momentanée de cette lettre l'a empêché de lui répondre, ce qu'il aurait fait sur-le-champ : qu'il le recevrait au mont où il me lui ferait l'honneur de se présenter chez lui... Il lui offre en même temps l'assurance de sa haute considération.

« Paris, 15 novembre 1809. »

Je m'empressai de me rendre chez le ministre. Je débutai en entrant par lui dire que, deux plénipotentiaires suédois étant sur les lieux, avec mission spéciale et publique de traiter de la paix, ma mission, à moi, pouvait lui paraître superflue, et que, dans ce cas, je ne me présentais nullement pour la remplir ; que, sans avoir d'ordres du roi pour une circonstance inattendue, j'étais sûr cependant qu'il ne me blâmerait point

(1) On trouve sur cette seconde négociation de Suremain à Paris, aux *Arch. des Aff. étrang.*, Suède, vol. 293, les pièces suivantes : Suremain à Champagny, 15 novembre 1809 (f. 179); Charles XIII à Suremain, 27 décembre 1809 (f. 216); Suremain à Champagny, 8 janvier 1810 (f. 234); Du même au même, 26 février 1810 (f. 261); Du même au même, 6 mars 1810 (f. 306); Du même au même, 10 mars 1810 (f. 308); Réponse de Champagny, 11 mars 1810 (f. 309); Suremain à Champagny, 14 avril 1810 (f. 394).

d'avoir abdiqué de moi-même le rôle qu'il m'avait destiné, si j'entrevoyais quelque difficulté à m'en acquitter.

Malheureusement M. de Champagny répondit à cela par des lieux communs de compliments qui m'éblouirent. Puis il me demanda à voir la copie de la lettre qui devait me servir de lettre de créance, et l'ayant lue : « Quoique de date ancienne, me dit-il, elle est bien suffisante pour vous accréditer, mais vous ne pouvez la remettre vous-même dans l'état actuel des choses et vous en comprendrez la raison. Donnez-moi l'original et soyez sûr que l'empereur sera flatté de la confiance du roi de Suède. — Votre Excellence m'admet donc comme agent d'une correspondance secrète et m'autorise à agir près d'elle en cette qualité? — Oui sans doute. — En ce cas, je vais en rendre compte au roi. »

Si j'eusse été plus habile et moins porté à me faire illusion, j'aurais senti dès le principe qu'il y avait trop d'abandon dans ma conduite et que je donnais, dans une telle discussion, tout l'avantage au ministre français. Quoique le duc de Cadore fût constamment patient et poli avec moi, quel prix pouvaient avoir des promesses accordées plutôt à l'importunité que données par la conviction, promesses qu'il pouvait me faire et l'empereur ignorer ou nier?

Quelques jours après cette première entrevue, je reçus de Suède des nouvelles assez alarmantes de la santé du roi. Il avait eu, le 24 novembre, une attaque que rien n'avait pu faire prévoir, et une lettre de la reine en date du 6 décembre ne me rassura qu'à moitié (1), en me disant toutes les craintes que cet accident lui avait fait éprouver.

J'eus encore d'autres conférences avec M. de Cadore, mais tout en me cachant des plénipotentiaires officiels, le comte d'Essen (2) et le baron de Lagerbielke, dont je devais tirer

(1) Le roi ne se remit jamais bien complètement. Ses facultés baissèrent, son écriture devint très difficile à lire et sa santé exigea toujours beaucoup de ménagements. — (*Note de l'auteur.*)

(2) Henri, d'abord baron, puis comte d'Essen, un des plus illustres généraux suédois, naquit en 1755 en Westrogothie d'une ancienne famille

adroitement tous les détails de leurs négociations sans leur faire connaître ma mission, je ne perdis pas une occasion d'agir dans leur sens, ce qui m'engagea un jour dans une discussion assez vive avec lui : « Comment prétendre, me dit-il, que l'empereur dévie en votre faveur de son système politique et qu'il traite mieux le roi de Suède que son frère le roi de Hollande? — Mais, monsieur le duc, c'est qu'il a fait le roi de Hollande et n'a pas fait le roi de Suède. — Prenez garde, monsieur, que l'empereur ne trouve très mauvais qu'un Français mette tant d'opiniâtreté à soutenir des intérêts contraires aux siens. — Je serais très fâché de lui déplaire, mais puisqu'il a bien voulu m'admettre pour lui faire connaître la vérité sur la Suède, je manquerais à mes devoirs envers lui comme envers le roi si je ne la lui disais pas. » Le ministre, qui était l'homme le plus mesuré du monde, ne me poussa pas davantage.

Dans une autre conférence que j'eus avec lui le 7 décembre, la conversation commença par traiter à fond la nature de ma mission. Il m'assura que l'empereur l'avait consentie dès le premier moment et que si lui, ministre, ne s'était pas expliqué plus clairement dans la première réponse que j'avais reçue, c'est que les circonstances à cette époque étaient embarrassantes. Il me répéta que l'empereur admettait encore cette mission et que cela suffisait pour me prouver qu'il ne la croyait pas superflue et que je ne lui déplaisais nullement.

Je remerciai le duc de Cadore de cette assurance, et de mon

livonienne. D'une beauté remarquable et d'un caractère très ferme, il fut d'abord attaché à la personne de Gustave III, dont il devint le favori. Colonel de la garde et écuyer de la cour en 1792, il était de service avec le comte de Löwenhielm au bal où ce prince fut assassiné. Il jouit sous la régence de la faveur du duc de Sudermanie, fut nommé par Gustave IV en 1800 grand écuyer du royaume et gouverneur de la Poméranie et de Rugen. Il y commandait en 1807 l'armée suédoise et s'y illustra par la défense de Stralsund contre les Français. Il commanda en 1814 le corps suédois destiné à agir contre la Norvège et contribua puissamment à la capitulation de Frédéricshall. Gouverneur de cette contrée pendant la minorité du prince Oscar, il fut nommé feld-maréchal, puis maréchal du royaume en 1816. Il mourut à Stockholm le 28 juillet 1824.

côté, ayant à cœur de le convaincre que mon envoi à Paris n'était ni motivé par aucune défiance de la conduite ou des talents des plénipotentiaires ni légèrement imaginé, j'entrai dans quelques détails sur la constitution actuelle de la Suède, sur le danger de traiter certains sujets par les voies ordinaires, sur le besoin pour le roi, dans certains cas, de s'appuyer de l'opinion ou des conseils de l'empereur, sans que cette influence fût connue, etc.

M. de Cadore parut comprendre tout cela parfaitement. « L'empereur, me dit-il, ne peut se mêler du régime intérieur de la Suède, il a approuvé en masse ce qui s'y était fait et, par suite de cela, l'élection du prince d'Augustenbourg. Il aime le roi de Suède, mais ne connaît pas encore le prince, et c'est l'avenir qui déterminera ses sentiments pour lui (1). » En terminant cette conversation, M. de Cadore m'assura formellement du désir de l'empereur de ménager la Suède et de fermer les yeux sur tout ce qui ne serait pas trop patent, mais il ajouta qu'il lui était impossible de s'écarter publiquement du système continental et d'autoriser par là une foule de réclamations auxquelles il ne pourrait pas faire droit.

C'était en effet pour l'empereur une affaire d'orgueil que l'adhésion pure et simple au blocus continental, et l'orgueil n'entend pas raison. La grande difficulté à vaincre dans les négociations venait du côté de l'Angleterre, avec laquelle la Suède ne voulait pas se brouiller, car quant à la Poméranie, dans l'état où elle se trouvait, ce n'était pas un bien de la ravoir. Il valait beaucoup mieux, sous tous les rapports, obtenir la Norvège si cela était possible.

Ce qui ajoutait encore aux difficultés que, malgré tous leurs

(1) Je voyais souvent à Paris le général Andréossi, mon ancien ami et camarade d'artillerie, nouvellement arrivé de Vienne, où il était ambassadeur et dont il avait été gouverneur pendant la guerre. Il était fort bien vu de l'empereur et fort à même de connaître ses sentiments. Il y a deux rois, me disait-il, que l'empereur aime et sur le caractère desquels il compte, le roi de Saxe et le roi de Suède. J'étais sûr qu'une partie de ce que je lui disais serait répété à l'empereur. (*Note de l'auteur.*)

efforts, le comte d'Essen et le baron de Lagerbielke éprouvaient à traiter, c'était la multiplicité d'affaires dont le gouvernement français était occupé. Paris était le centre de tous les intérêts de l'Europe, c'était là qu'ils se décidaient, et la Suède n'avait qu'une bien petite place dans cette immensité. J'aurais dû me dire que l'empereur n'avait guère le temps de songer à elle, occupé qu'il était des affaires d'Espagne, de son divorce avec Joséphine et de son mariage avec Marie-Louise.

La paix ayant enfin été signée avec la France (6 janvier 1810) (1), je pensai n'avoir plus rien à faire à Paris et à retourner en Suède. J'écrivis à M. de Cadore le 8 janvier que la conclusion de cette paix me faisait espérer d'être présenté à l'empereur avant mon départ, que je n'osais demander la faveur d'une audience particulière, mais qu'il serait fort agréable au roi que je revinsse chargé d'une lettre confidentielle en réponse à celle que j'avais apportée. Je lui parlai aussi de la question de l'envoi en Suède d'un ministre dont le choix fût agréable au roi. A plusieurs reprises M. de Cadore me répéta qu'il avait tout lieu d'espérer que j'aurais une audience particulière et que je retournerais en Suède chargé d'une lettre pour le roi en réponse à celle dont j'avais été chargé.

Je me décidai alors à prolonger encore un peu mon séjour à Paris, ne pensant pas que le ministre, circonspect comme il l'était, pût m'avoir flatté sans fondement d'un espoir qui ne se réaliserait pas. Mais au bout de quelques jours, voyant que je ne recevais toujours rien, je crus devoir aller prendre congé de lui (2) : « Vous êtes, me dit-il, bien fâché contre moi. — Non, répondis-je, fâché n'est pas le mot, mais je suis

(1) Par cette paix, Napoléon restituait la Poméranie aux Suédois, mais à la condition qu'ils déclareraient la guerre aux Anglais et s'astreindraient à toutes les exigences du blocus continental.

(2) Aux Archives nationales (AFIV 1700), on trouve une feuille volante, où de la main de Champagny est analysée en quelques lignes une lettre de M. de Suremain, exprimant ses regrets de n'avoir pu être reçu par l'empereur.

affligé du peu d'attention que la France me semble donner à ce qui regarde la Suède. » Il chercha à me persuader que cet intérêt existait, se développerait avec le temps, etc. Enfin il m'annonça le choix de M. Alquier comme ministre de France en Suède et me fit valoir ce choix. Je le quittai en l'assurant que, malgré l'échec que j'avais éprouvé, je n'en étais pas moins disposé à contribuer de tous mes moyens à serrer les nœuds qui devaient unir la France à la Suède, et en le priant de mettre cette invariable disposition de ma part aux pieds de l'empereur.

Après cela je ne songeai plus qu'à partir.

En écrivant au roi le 10 avril pour lui annoncer mon retour, je lui disais : « Si mon voyage n'a pas servi aux intérêts de Votre Majesté, il m'a appris à connaître la France, la marche et les principes de son gouvernement, et je ne serai plus exposé à être dupe des illusions qu'on se fait dans l'éloignement de ce qu'il y a à attendre de lui. Il faut se résigner à tout ce que la France exigera; car elle seule peut garantir la Suède d'être dévorée par la Russie, mais en même temps simplifier autant que possible ses rapports avec elle, afin d'éviter toutes les causes de discussion. Prendre pour avéré que, dès que la France aura besoin de nous, elle nous recherchera avec empressement, mais que, se décidant sur son seul intérêt, sur lequel les passions de l'empereur le trompent quelquefois, tout ce qui ne servira pas ce qu'il croit cet intérêt sera sans effet; travailler à regagner par la sagesse et la force du gouvernement intérieur la considération que nos malheurs, les défauts de la constitution actuelle et les débats de la Diète nous ont fait perdre; réorganiser l'armée sur le meilleur pied possible dans toutes ses parties et montrer à l'homme dont nous pourrons un jour seconder les projets et qui seul peut nous faire rendre la Finlande une force publique telle qu'il en vienne à nous regarder comme des auxiliaires utiles : voilà, Sire, les principes de conduite qui résultent de l'observation la plus impartiale, et c'est, je crois, en la suivant à la rigueur

qu'on peut seulement espérer de rendre à la Suède son lustre et sa puissance. Ah! qu'il me serait doux de voir ce grand œuvre sortir des mains de Votre Majesté et d'y coopérer en quelque sorte...

« Je prendrai la liberté d'ajouter à ma lettre quelques mots sur M. Signeul (1), je suis arrivé ici avec des préventions contre lui, mais la justice m'oblige d'avouer qu'après avoir eu l'occasion de le juger sous beaucoup de rapports, je reste convaincu qu'il est peu d'hommes dont on puisse tirer un meilleur parti. Zélé pour les intérêts de son pays, il connaît parfaitement la marche des affaires en France, et j'ai l'expérience que les choses ont tourné presque toujours comme il l'avait prévu. Pour lui faire un sort proportionné aux services qu'il peut rendre, serait-il inusité qu'il réunît la place de premier secrétaire de légation à celle de consul général? La confiance dont Votre Majesté daigne m'honorer m'engage à soumettre cette idée à sa haute sagesse. »

J'allais me mettre en route, lorsqu'un retour de ma maladie me força malgré moi à rester encore quelques jours à Paris. Mais après le mariage de l'empereur je ne songeai plus qu'à regagner la Suède, où bien des choses s'étaient passées depuis que j'en étais parti pour ma première mission.

Lorsque au mois de mars 1809 Gustave IV perdit la couronne par une révolution que sa conduite avant et depuis cet événement semble justifier, deux partis s'établirent, à la tête des-

(1) Signeul, Elof, né en 1771 à Götheborg, débuta en 1791 comme secrétaire du baron de Stael-Holstein, alors ambassadeur à Paris; il y resta comme agent de commerce lorsqu'en 1801 Gustave IV rompit les relations diplomatiques avec la France. Accusé d'espionnage, il dut la quitter en 1806, pour y revenir en 1809 comme consul général. Sa connaissance des personnes et des choses lui permit d'y rendre de grands services et il joua un rôle important dans l'élection de Bernadotte. Obligé en 1811 de quitter son poste de consul général, il resta à Paris pour s'occuper des affaires privées de la princesse royale Désirée. De nouveau consul général en 1812, on le retrouve avec Bernadotte à l'armée du Nord en 1813 et 1814. Après la chute de Napoléon, il revint à Paris comme ministre en 1815-1816, fut nommé en 1817 ministre résident près des villes hanséatiques à Hambourg, où il mourut en 1835.

quels se trouvèrent placés le lieutenant-colonel Adlersparre et le général Adlercreutz. L'un avait commencé la révolution en insurgeant une partie de l'armée; l'autre l'avait achevée en arrêtant le roi. L'un avait, il y a lieu de le croire, rêvé quelque espèce de république. L'autre n'avait jamais pensé à changer ni la dynastie ni la forme du gouvernement. Adlersparre était soutenu par d'anciens succès de tribune, Adlercreutz par des succès militaires tout récents. L'un avait beaucoup d'orgueil, l'autre avait beaucoup de fierté. Tous deux, avec de l'ambition, du caractère et des talents, jouissaient d'une grande popularité. Ils devinrent ennemis jurés, et, le balancement de leurs crédits respectifs les obligeant à céder alternativement une partie de leurs prétentions, aucun d'eux ne put suivre la route qu'il croyait ouverte devant lui ni atteindre le but qu'il avait confusément entrevu (1).

J'étais au commencement de cette lutte premier aide de camp du duc de Sudermanie, élu roi au mois de juin suivant, sous le nom de Charles XIII. Il m'honorait de beaucoup de confiance, et cela me mettait à même de jouer un rôle assez important; mais jugeant que ma qualité d'étranger le rendrait difficile et toujours secondaire, j'acceptai d'abord, comme on l'a vu, la mission d'aller à Paris sonder les dispositions de la France à faire la paix; puis, pour me soustraire au tumulte des dissensions politiques, je recherchai à mon retour de ce premier voyage la continuation d'une mission dont le but était de travailler secrètement en faveur de la Suède auprès de Napoléon. La position de ce dernier l'obligeait alors à beaucoup de ménagements envers la Russie et son intérêt me semblait devoir l'engager à épargner et même à soutenir la Suède.

(1) M. d'Adlersparre, devenu baron, général, conseiller d'Etat, est à présent gouverneur général de la province de Skara.

Le général Adlercreutz, après avoir réuni les plus grandes dignités civiles et militaires, est mort le 21 août 1815, âgé de cinquante-sept ans. (*Note de l'auteur écrite en 1829.*)

Voir Appendice XI une lettre de la reine à l'auteur au sujet de la mort d'Adlercreutz.

Pendant mon absence, les États élurent le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustenbourg (1), alors gouverneur de la Norvège, pour prince royal de Suède. La France, comme je l'ai déjà dit plus haut, n'eut aucune part à ce choix, espèce de *mezzo-termine* entre les projets des deux partis, qui tourna réellement à l'avantage de celui d'Adlersparre, lequel, convaincu de l'impossibilité de jouer le premier rôle, chercha un appui contre le crédit de son rival dans l'élection d'un prince qui lui devrait une partie de son élévation.

L'âge du roi Charles XIII et la jeunesse du fils de Gustave IV furent les prétextes de l'exhérédation de ce dernier. Le parti d'Adlersparre craignait surtout l'influence que la reine Frédérique de Bade pourrait prendre un jour sur son fils s'il parvenait à régner, et la comtesse de Rälamb, à qui elle avait refusé une place de dame du palais, ainsi que le baron de Lagerbielke, pour qui elle avait souvent témoigné de l'éloignement, furent les agents les plus actifs de sa perte.

Dès cette époque, quelques personnes qui ne tenaient à aucun parti et dont la gloire militaire de la France exaltait l'imagination parlèrent assez hautement de choisir un général français pour prince royal de Suède. Le vague d'une telle idée autant que l'ascendant des partis dominants l'empêchèrent de germer. Le roi Charles XIII, ne pouvant avoir pour successeur son neveu, le fils de Gustave IV, qu'il aurait préféré à tout autre, ne fut pas mécontent d'obtenir un prince de sa maison dont on lui avait dit beaucoup de bien, et, une fois ce prince arrivé en Suède, les ambitieux ne pensèrent plus qu'à s'emparer de lui si son caractère s'y prêtait, et les bons citoyens qu'à soutenir un choix sur le succès duquel reposait le bonheur de la Suède.

Le nouveau prince royal était âgé de quarante-quatre ans, petit et aussi laid qu'on peut l'être avec d'assez beaux yeux, froid, silencieux, n'aimant pas la représentation. poli, mais

(1) Beau-frère du roi de Danemark Frédéric VI.

peu galant. Son extérieur ne plut guère aux femmes de la cour; mais la droiture et l'élévation de son caractère, son amour pour le travail, la simplicité de ses mœurs, lui attachèrent promptement et les personnes qui, par leurs rapports avec lui, pouvaient apprécier ses bonnes qualités, et la masse générale du peuple suédois.

Sa conduite avec le roi, toujours confiante et respectueuse, lui gagna entièrement le cœur de ce père d'adoption. J'en trouve une preuve bien authentique dans une lettre que je reçus du roi à Paris les premiers jours de février 1810 et dont j'extrais ce qui suit : « Le prince royal est un homme franc et loyal; il paraît me montrer beaucoup de confiance et se régler selon mes désirs. Je ne puis que l'aimer, car il est ferme contre toutes les insinuations que déjà l'intrigue forme pour le détourner des vrais principes. Ce qu'il y a d'admirable, c'est qu'il m'avertit de tout et prend ainsi le vrai moyen d'avoir une place fixe dans mon cœur. Que ceci reste entre nous. »

De son côté la reine m'écrivait : « La santé du roi heureusement s'améliore; quoique faible encore, il a cependant assez bien soutenu les fatigues inévitables pour l'arrivée de notre prince royal actuel, lequel paraît déjà avoir en partie réuni tous les suffrages. Sa loyauté et sa franchise en sont la cause, aussi bien que le vrai et sincère attachement qu'il paraît témoigner au roi, pour la reconnaissance qu'il lui doit de l'avoir appelé ici. »

Ces lettres et ce que mes amis me mandaient de l'état de la Suède me faisaient désirer vivement d'y être de retour, et je serais parti plus tôt si j'avais pu le faire sans m'exposer à tomber tout à fait malade.

CHAPITRE VII

MAI-NOVEMBRE 1810

Retour de l'auteur en Suède, où il apprend la mort du prince royal d'Augustenbourg. — Conversation avec le comte Gustave Mörner au sujet du prince de Ponte-Corvo. — Envoi à Paris du baron Ankarswärd et du baron Mörner. — La famille de Fersen injustement accusée d'avoir fait empoisonner le prince royal. Absurdité de cette accusation. — Intrigues pour le choix d'un nouveau prince royal. — Obsèques du prince défunt, émeute, assassinat du maréchal de Fersen. — Le baron Mörner et M. Signeul intriguent à Paris pour Bernadotte. — Surprise de l'empereur. — Rapports de l'auteur avec M. Désaugiers. — M. de Sémonville. M. de Wrède. Refus du prince Eugène d'accepter l'héritage de Charles XIII. — Réunion de la Diète à Œrebro. — Arrivée de Fournier. — Le roi, après une conversation avec l'auteur, se décide à proposer de lui-même Bernadotte à la Diète, qui l'acclame. — Arrivée de ce dernier en Suède.

Aussitôt après le mariage de l'empereur (2 mai 1810), je quittai Paris, presque sans autre regret que celui d'avoir inutilement dépensé ma santé, l'argent du roi et le mien. A travers le rayonnement de tant de puissance et de gloire j'avais vu distinctement l'orgueil et l'égoïsme au lieu de la sagesse et de la générosité que j'espérais trouver, et le seul résultat de mon voyage aurait été la perte des illusions qui me l'avaient fait entreprendre, si je n'avais compté pour quelque chose l'expérience acquise des exigences de Napoléon envers les nations mêmes que son intérêt lui prescrivait de ménager. J'étais pressé de revoir la Suède, d'y retrouver mes amis, de reprendre mon service et mes habitudes près du roi. Je l'étais aussi de connaître le nouveau prince royal dont on m'avait écrit tant de bien.

Malheureusement le mauvais état de ma santé m'obligea de m'arrêter à Metz et de voyager très lentement, et je ne pus arriver à Stralsund pour m'y embarquer qu'à la fin de mai.

Quelles furent ma surprise et ma douleur lorsqu'un paquebot, que je croisai en mer, m'annonça la mort de l'homme sur qui reposaient tant d'espérances! J'appris les détails de ce triste événement en débarquant à Ystad, petit port de Scanie, peu éloigné de l'endroit où il avait eu lieu.

Le prince, d'une constitution apoplectique et sujet à des vertiges, avait quitté Stockholm quinze jours avant sa mort, pour aller inspecter des troupes. Plus d'une fois indisposé pendant la route, mais dur à lui-même, à peine y avait-il fait attention et rien n'annonçait qu'il fût malade, lorsque le 28 mai, étant monté à cheval après déjeuner pour passer en revue un régiment de cavalerie, il se détacha subitement de sa suite au grand galop, paraissant vouloir se porter à l'aile du régiment, et l'instant après on le vit chanceler et tomber. On le trouva sans connaissance. Tous les secours pour le rappeler à la vie furent inutiles et, d'après l'opinion des gens de l'art les plus éclairés, il n'est pas douteux que sa mort n'ait été l'effet d'une apoplexie, que la chute de cheval avait pu rendre foudroyante. Les médecins de l'université de Lund, appelés à l'ouverture du corps, n'y virent pas autre chose. Ce fut seulement en approchant de Stockholm que je commençai à entendre élever des soupçons sur cette mort subite, soupçons qu'un parti se crut intéressé à répandre, et que le peuple, partout crédule au mal, transforma en réalités.

En passant à Linköping, je m'arrêtai chez le comte Gustave Mörner qui, depuis trois mois, était de retour en Suède (1). Nous déplorâmes ensemble la mort du prince d'Augusten-

(1) Le comte Gustave Mörner, chambellan privé du roi, était en 1806 colonel d'un régiment de grenadiers, détaché sur le territoire de Hanovre avec d'autres troupes suédoises. Il reçut, après la bataille d'Iéna, l'ordre de revenir en Poméranie. Au lieu de prendre le chemin de terre, il fut dirigé sur Lubeck pour s'y embarquer, et en descendant la Trave il fut pris avec presque toute son armée, sans pouvoir se défendre, par le prince de Ponte-Corvo dont l'armée, après avoir emporté Lubeck, poursuivait le général Blücher. Les prisonniers suédois et le comte Mörner particulièrement furent très bien traités par le prince qui les protégea même constamment pendant leur captivité. Cette conduite généreuse commença en Suède sa réputation et sa fortune. (*Note de l'auteur.*)

bourg, nous parlâmes des difficultés, des intrigues qui devaient en résulter; et dans le cours de la conversation, il me dit : « En vérité, d'après la position où nous sommes, je crois que le mieux serait de prendre un général français, homme de tête et de bonnes manières, par exemple, le prince de Ponte-Corvo. — Mais, répondis-je, si l'on faisait la folie de choisir un Français, au moins faudrait-il qu'il fût bien avec Napoléon, par exemple le vice-roi d'Italie. — Oh! celui-là ne voudrait pas venir en Suède, un trop beau sort l'attend. » Nous dissertâmes un moment sur ce texte et je me remis en route. Lorsque, plus tard, j'eus connaissance de l'existence et des menées d'un parti Ponte Corvo, je me rappelai cette conversation et, bien que le comte Mörner fût un homme froid, sensé, peu aventureux, je l'aurais accusé d'être le boute-en-train de ce parti si, en combinant les époques, la mort du prince royal ne m'avait paru trop récente pour que de Linköping Mörner eût décidé, ou seulement conseillé, la démarche faite par un gentilhomme de son nom, démarche dont je vais parler.

A vingt lieues de Stockholm, je rencontrai deux officiers suédois : le lieutenant-colonel baron Ankarswärd et le lieutenant baron Mörner qui se rendaient ensemble à Paris. Le premier était chargé, comme courrier du gouvernement, de dépêches relatives à la mort du prince royal. Le second, qui avait été autorisé à accompagner le baron Ankarswärd comme simple voyageur, y portait le projet ignoré de tout le monde, excepté de quelques têtes chaudes, de donner l'héritage de la couronne de Suède au maréchal Bernadotte.

J'arrivai dans la capitale le 8 juin 1810. Tout y portait l'empreinte du deuil, de l'inquiétude, du mécontentement. Des bruits affreux y circulaient sur la mort du prince Charles-Auguste, et la famille de Fersen était presque publiquement accusée de l'avoir fait empoisonner.

Certes il n'y eut jamais de calomnie plus infâme et fondée sur des suppositions plus vagues; aussi le temps en a-t-il fait justice. Mais alors les Fersen, puissants par leur naissance, leur

fortune et leurs places, eurent le tort de trop mépriser l'odieuse accusation de leurs ennemis. A la tête de ces derniers agissaient ceux qui, ayant contribué à priver le fils de Gustave IV de la succession au trône, craignaient qu'on ne profitât des circonstances pour travailler en sa faveur.

Les principaux membres de la famille de Fersen étaient : le comte Axel Fersen, né en 1755, ancien colonel propriétaire du régiment de Royal-Suédois, célèbre en France par le rôle qu'il a joué à la cour de Louis XVI, lieutenant général en Suède, grand maréchal de la cour du roi et chevalier de ses ordres; son frère le comte Fabian, grand chambellan; sa belle-sœur la comtesse Fabian, née Piper, grande maîtresse de la maison de la reine, et la comtesse Sophie Piper, née Fersen, sœur des précédents, amie de la reine, ayant été à la tête de sa cour lorsque celle-ci était duchesse de Sudermanie.

Cette famille n'avait rien perdu à la révolution du 13 mars. Elle n'avait marqué par aucun acte formel d'opposition au nouvel ordre de choses. Il était connu seulement qu'elle désapprouvait l'exhérédation du fils de Gustave IV. Le comte Fabian avait eu de légers démêlés avec le prince Charles-Auguste pour des affaires d'étiquette. Le médecin de celui-ci, nommé Rossi, Italien d'origine, était un protégé des comtes de Fersen. Voilà toutes les présomptions sur lesquelles on appuyait l'accusation d'un crime entièrement étranger au caractère bien connu de ceux que l'on en chargeait.

Dirai-je encore que les Fersen ne pouvaient ignorer l'opinion de plusieurs personnes qui ont approché de très près le prince Charles-Auguste qu'il ne se marierait pas, et qu'il rappellerait, si cela devenait possible, le prince Gustave pour l'élever et lui transmettre l'héritage dont on l'avait privé (1)? Mais c'est le propre de l'esprit de parti d'accuser sans réflexion et de juger sans conviction. Souvent même il fait pis,

(1) Je regrette de n'avoir pas profité de ma position pour savoir du roi, à qui un tel projet ne pouvait manquer de plaire, s'il avait été véritablement arrêté entre lui et le prince d'Augustenbourg. (*Note de l'auteur.*)

il ment à sa conscience dans l'intérêt de ses passions ou de ses projets.

Le roi était à Haga où je m'empressai d'aller. Il me reçut, j'ose le dire, comme un ami dont il attendait impatiemment le retour. Je le trouvai très affaibli par sa dernière maladie, et fort affligé de la mort d'un prince qu'il s'était accoutumé à regarder comme un fils, dont l'existence lui garantissait le repos nécessaire à son âge. Il eut la bonté de me confier que le baron Ankarswärd portait à Paris l'annonce du nouveau choix qu'il projetait de faire dans la personne du frère aîné du défunt. « C'était, me dit-il, l'avis unanime de son Conseil; il fallait brusquer la chose afin d'éviter les intrigues et les troubles. Ne pouvant choisir suivant son cœur, au moins trouvait-il de la consolation à ne point laisser le trône de Suède sortir de sa maison et à le transmettre au frère de celui qu'il regrettait; le peuple s'y attacherait plus aisément qu'à tout autre. »

Je n'avais rien à objecter à tout cela. Je regardai la chose comme faite, étant loin d'imaginer que le roi et son Conseil se fussent décidés légèrement. Le général Adlercreutz me parla de cette affaire dans le même sens que le roi. Je lui rappelai le jeune prince Gustave. Il me démontra l'impossibilité de faire valoir ses droits, sans risquer de mettre la Suède en feu (1). Je lui dis quelque chose de l'agitation des esprits et de la foule de libelles qui contribuaient à l'entretenir. Il ne parut pas y attacher d'importance et, voyant un homme aussi distingué tranquille sur l'avenir, je me trouvai disposé à partager sa sécurité.

Cependant, peu de jours après, ayant été rendre une visite au chargé d'affaires de France, M. Désaugiers (2), une conver-

(1) Le secret de la naissance illégitime du roi Gustave IV, qui, jusqu'à la révolution du 13 mars 1809, avait été généralement gardé par les gens de cour, n'en était plus un depuis cette époque. Le parti d'Adlersparre n'aurait pas manqué de lui donner une scandaleuse publicité et de l'appuyer par des témoignages et des aveux qui n'étaient pas difficiles à recueillir. (*Note de l'auteur.*)

(2) Désaugiers, Auguste-Félix, né à Fréjus en 1770, était le frère du

sation que j'eus avec lui me donna des inquiétudes sur le nouveau choix du roi, lequel commençait à être connu du public. M. Désaugiers, marié en Danemark, l'avait longtemps habité. Il me témoigna son étonnement de ce que, parmi tant de princes propres à succéder au trône de Suède, on semblait vouloir en choisir un si médiocre, que le roi de Danemark son beau-frère n'avait jamais cru pouvoir lui confier ni commandement militaire ni gouvernement civil, et dont le rôle se réduisait à n'être qu'une espèce d'inspecteur des écoles. Il me donna beaucoup de détails sur ce prince d'Augustenbourg, presque tous à son désavantage.

Sans aucun moyen de contredire M. Désaugiers, sans aucune raison de supposer qu'il s'expliquait ainsi par ordre de son gouvernement, puisque la nouvelle de la mort du prince royal était à peine arrivée à Paris, je crus devoir rapporter mot à mot notre conversation au roi et à quelques membres du conseil. Alors je découvris, à mon grand étonnement, que la précipitation mise dans cette affaire avait été si grande, que personne ne connaissait, pour ainsi dire autrement que par l'almanach, celui que l'on voulait choisir pour héritier du trône.

« Il est frère du défunt que nous aimions beaucoup, et qui était un homme de grand mérite, donc il a du mérite et nous l'aimerons aussi. Il nous convient même davantage sous ce rapport qu'il est marié et a des enfants. » Voilà la substance du raisonnement ou plutôt du sentiment qui avait entraîné. Je dois dire encore que le parti d'Adlersparre, ne voulant pas perdre le fruit du succès obtenu par l'élection du prince Charles-Auguste, avait à tout hasard paré son frère aîné des qualités propres à déterminer en sa faveur; et c'est ainsi que se décident souvent les plus grandes affaires.

chansonnier. Secrétaire de légation à Rome en 1791, puis en Danemark en 1793, il était chargé d'affaires en Suède en 1809. Il resta très longtemps et à plusieurs reprises en Danemark où il remplit les fonctions de chargé d'affaires et de consul général. Il mourut en 1836.

Une fois l'éveil donné sur la faute que l'on risquait de commettre, on fut aux enquêtes. Elles confirmèrent les assertions de M. Désaugiers. Le roi et plusieurs membres du Conseil commencèrent à hésiter, mais on s'était déjà fort avancé, tant par des communications officielles que par l'envoi d'un Norvégien, le major Holst, au prince d'Augustenbourg. Les partisans d'Adlersparre tenaient fortement à leur projet. Ceux d'Adlercreutz jugeaient difficile de revenir sur leurs pas, lorsqu'un concours d'événements inattendus vint compliquer bien davantage encore la position où se trouvait la Suède.

Depuis mon retour, les soupçons de l'empoisonnement du prince royal s'étaient horriblement accrédités parmi le peuple, et la famille de Fersen, journellement désignée à la vindicte publique, avait le tort, que j'ai déjà signalé, de n'opposer au danger de l'opinion que le calme passif de l'innocence. Je me rappelle que, causant avec le roi du malheur d'être en butte à une accusation aussi injuste et aussi atroce, il me dit : « Si j'étais à la place des Fersen, je me constituerais prisonnier et demanderais à être jugé. Cela ferait taire toute cette canaille. Mais ce sont des démarches que je ne puis conseiller; il faut qu'elles viennent du propre mouvement. » D'autres personnes, et entre autres la reine, pensaient que prendre ce parti, ce serait donner encore plus d'importance à une calomnie absurde et qui tomberait d'elle-même. L'événement n'a que trop prouvé combien le roi avait raison.

Le 20 juin, le corps du prince royal qu'on ramenait à Stockholm devait y être reçu avec la pompe d'usage en pareil cas, et MM. de Fersen se trouvaient par leurs charges obligés d'y figurer en première ligne. Quoique de service près du roi, ce qui m'exemptait de prendre part à toute cérémonie où il n'assistait pas, je fus nommé pour porter un des coins du poêle et ne voulus pas m'y refuser. J'avais cependant un pressentiment que la journée serait orageuse. J'en parlai le matin au général Adlercreutz qui traita mes craintes de chimériques. Il ne croyait pas possible que l'on essayât de commettre quel-

que désordre dans le moment même où beaucoup de troupes seraient sous les armes. Il comptait d'ailleurs sur la fermeté du général Silfversparre qui commandait dans la ville.

Le grand maréchal, comte Axel Fersen, était la veille revenu de la campagne pour la cérémonie. Je déjeunai avec lui au palais, avant d'aller hors de la ville recevoir et mettre en ordre le cortège. Il avait tout le calme d'un homme dont la conscience est pure et qu'aucune frayeur n'agite. Cependant il avait sur lui, comme on le sut après, une lettre infâme où la mort lui était annoncée pour le jour même. Nous partîmes ensemble. La garnison était en bataille sur les places que le cortège devait traverser. Il était ouvert et fermé par des détachements de cavalerie. Le grand maréchal, seul dans une voiture de gala, précédait un peu le corbillard près duquel j'étais à cheval. Son frère, le comte Fabian, était, avec un des premiers gentilshommes de la chambre, dans une autre voiture, et soit à cause de son compagnon, soit qu'il n'ait pas été reconnu, il ne fut pas attaqué. Déjà nous avions fait beaucoup de chemin dans la ville sans que rien annonçât une insurrection, et mes craintes à ce sujet étaient presque évanouies, lorsque tout à coup je vis la populace se réunir sur un point en criant : Hurra ! et dans le même moment la voiture du comte Axel Fersen fut assaillie de pierres.

Le cortège s'arrêta. Après une ou deux minutes, le général Silfversparre arriva avec quelques dragons de la garde ; le convoi continua sa marche et passa devant une maison où le grand maréchal s'était réfugié. Dès que j'eus déposé le corps au palais, je remontai à cheval pour aller prendre une connaissance plus exacte de ce qui s'était passé et aider au besoin le général Silfversparre de mes conseils. J'eus la plus grande peine à arriver jusqu'à lui. Un peuple immense remplissait les rues. Ses cris, ses imprécations annonçaient l'effervescence la plus dangereuse. Le général, qui avait trois mille hommes sous la main, pérorait devant la populace au lieu d'agir. Il paraissait avoir entièrement perdu la tête ; je n'en pus tirer

autre chose, sinon qu'il n'arriverait rien et qu'il répondait de la sûreté du grand maréchal.

Comme j'étais loin de partager cette sécurité, je me décidai à me rendre sur-le-champ près du roi pour lui faire mon rapport et prendre ses ordres. Malheureusement, afin d'aller plus vite, je quittai le chemin ordinaire, sans quoi j'aurais rencontré le général Adlercreutz qui revenait de Haga où il y avait eu conseil, je l'aurais prévenu de ce qui se passait. Cela eût peut-être sauvé la vie au comte de Fersen.

Le roi n'apprit point sans beaucoup d'indignation les événements de Stockholm. Je ne lui en cachai rien, et sur mon récit, il me fit écrire à son bureau un ordre au général Silfversparre d'employer sur-le-champ tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour sauver le comte de Fersen et rétablir la tranquillité publique. Le roi voulait l'envoyer par un page; je le lui demandai et j'obtins de retourner sur les lieux. Mais à moitié chemin je rencontrai un aide de camp qui m'apprit que c'en était fait du grand maréchal!

La populace ayant pénétré dans la maison où il s'était réfugié, et qui n'était gardée que par quelques hommes à cheval, l'avait injurié, dépouillé de ses décorations, d'une partie de ses vêtements qu'elle avait jetés par la fenêtre. Le général Silfversparre, s'étant imprudemment isolé des troupes pour lui porter secours, avait été un moment arrêté! Quelques personnes bien intentionnnées, après avoir tiré le comte de Fersen des mains du peuple, sous prétexte de le mener dans une prison voisine, avaient réussi à en prendre avec lui le chemin, mais durant le trajet elles n'avaient pu empêcher qu'il ne fût horriblement maltraité. Enfin, dans une salle basse de l'hôtel de ville, où il était arrivé presque mourant, un des scélérats acharnés à sa perte l'avait achevé en lui sautant sur la poitrine.

Ce que je venais d'apprendre me fit encore hâter ma marche. Je trouvai le désordre à son comble. Un crime ne suffisait plus à la populace, dont la rage s'était accrue par la facilité

qu'elle avait eue de le commettre. Elle parlait hautement de forcer le palais pour y égorger le frère du grand maréchal, d'aller également massacrer sa sœur et de faire main basse sur tous ceux qu'on avait désignés à sa fureur. Rien ne ressemblait davantage aux scènes hideuses du commencement de la Révolution française, et ce qui complétait l'analogie, c'était la faiblesse et l'indécision des gens qui pouvaient arrêter le mal.

Le feld-maréchal Klingspor, gouverneur de Stockholm, s'était renfermé dans son hôtel après avoir été hué par le peuple. Le général Silfversparre, à qui je m'empressai de transmettre les ordres du roi, était entièrement hors de lui. En vain je le conjurai d'agir avec vigueur, il m'objecta que l'ordre de tirer n'était pas aussi positif qu'il le lui fallait.

Je m'adressai au général Adlercreutz; c'est la seule fois que je l'aie vu abattu, consterné. Il avait compté sur sa popularité pour sauver le comte de Fersen. Il avait cru le dégager en déterminant une grande masse de peuple à se retirer et à le suivre; mais il en était resté bien plus qu'il ne fallait pour consommer le crime. Je le trouvai au désespoir de ce mécompte; néanmoins, lui, si intrépide et si décidé sur un champ de bataille, hésitait encore à prendre les mesures sévères que commandaient les circonstances. Il se borna à faire venir du canon, à renforcer d'un bataillon la garde du palais et à en envoyer un autre pour défendre les avenues de l'hôtel du malheureux comte de Fersen, où demeurait sa sœur Mme de Piper.

Celle-ci, malgré cela, ne se crut pas en sûreté, elle s'échappa déguisée et se fit accompagner par le duc de Piennes (aujourd'hui duc d'Aumont) (1) et par le comte de Montrichard, jus-

(1) Le duc d'Aumont, chargé par Louis XVIII d'une mission à Stockholm en 1800, s'y lia avec le comte de Fersen et fut autorisé par Louis XVIII à entrer au service de Suède. Il fit les campagnes de 1805 en Mecklembourg, celles de 1806 en Poméranie, et celles de 1807 et 1808 contre les Russes, dans l'île d'Aland. Il se trouvait encore en Suède au moment de la Restauration et revint alors en France.

qu'à son embarquement pour le fort de Vaxholm où elle se réfugia.

Cependant le danger s'augmentait à chaque moment d'impunité. Le peuple cherchait à gagner les soldats, qu'un rôle longtemps passif ne pouvait qu'humilier et rendre accessibles à la séduction. Tout était perdu s'il y réussissait. Je ne vis plus qu'une ressource, c'était d'appuyer ma triste expérience de la présence du roi, et je repartis à toute bride pour aller le chercher à Haga.

Malgré son âge et ses infirmités, malgré les représentations des courtisans, il ne balança point à suivre mon conseil; et sans autre escorte que huit dragons, il se mit en route pour Stockholm, où je le précédai de quelques minutes. Son arrivée ne parut pas d'abord imposer à la populace dont le délire était extrême; mais elle raffermit les troupes et donna plus de vigueur aux gens en place. Bientôt après, un escadron de la garde à cheval, dont quelques hommes avaient été blessés par des pierres, reçut l'ordre d'agir et nettoya le pont du Nord qui partage la ville et aboutit au palais. Le général Adlercreutz de son côté, s'étant trouvé personnellement attaqué, se décida à faire tirer. La querelle une fois engagée entre les troupes et le peuple, l'issue de l'insurrection cessa d'être douteuse. Chassée des environs du palais, la multitude fut dispersée partout où elle tenta de se rallier et de commettre de nouveaux désordres.

Cette journée, commencée par un crime qu'il était facile d'empêcher, coûta la vie à douze ou quinze individus, beaucoup furent blessés, et elle laissa un ferment de discordes, d'inquiétudes et de haines prêt à se développer pendant la Diète, dont la mort du prince royal nécessitait la convocation (1).

(1) Les ennemis du général Adlercreutz essayèrent pendant cette Diète de le rechercher pour avoir fait tirer sur le peuple; un ordre du roi qu'il exhiba, comprima la malveillance du comité chargé de poursuivre cette affaire. (*Note de l'auteur.*)

J'ai abrégé les détails de ce qui se passa dans ce jour déplorable. Il en est un cependant que je ne dois pas omettre : c'est que la plupart des blessures dont le corps du comte de Fersen était couvert, provenaient de coups de pointe de cannes de parapluies, ce qui prouve que la populace n'était pas seule coupable de l'attentat. Il est également à remarquer que, lorsque plus tard on fit le procès aux individus accusés d'y avoir pris part, aucun ne put être condamné à mort, faute de témoignages suffisants. Cela, et bien d'autres circonstances inutiles à rapporter, me persuada que le projet des ennemis du comte de Fersen avait été seulement de le faire insulter et de l'obliger, lui et les siens, par un affront public, à quitter les places qui leur donnaient du pouvoir et de l'influence. Seulement quand on monte les têtes, quand on met en mouvement la populace, on risque toujours de devenir cent fois plus criminel qu'on ne l'avait pensé.

A peu près à l'époque de l'insurrection que je viens de décrire, arrivaient à Paris les deux officiers (MM. Ankarswärd et Mörner) que j'avais rencontrés en chemin. Il se trouvait alors dans cette capitale trois agents du gouvernement suédois accrédités auprès de Napoléon : le ministre de Suède baron de Lagerbielke; M. Signeul, consul général, et le général suédois comte de Wrède (1), envoyé pour complimenter l'empereur sur son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Le ministre apprit, par les dépêches dont le baron Ankarswärd était porteur, quelles étaient les intentions de sa cour. Le baron Mörner lui cacha le but de son voyage. Il s'en ouvrit seulement à M. Signeul auquel peut-être il était adressé; et celui-ci, soit ambition, soit conviction, adopta le projet du baron Mörner avec plus d'empressement qu'un homme sensé (mettant à part son devoir comme employé du gouvernement)

(1) Le baron, puis plus tard comte et feld-maréchal Fabian de Wrède, appartenait à une famille originaire de Westphalie ou de la Prusse rhénane qui habitait la Livonie vers 1500 et vint se fixer en Suède vers 1600.

n'aurait dû le faire (1). Comment espérer, en effet, qu'un parti formé dans le principe de quelques professeurs d'Upsal, grands admirateurs de la France (2), et de quelques jeunes gens ayant plus d'ardeur et de patriotisme que d'expérience et de raison, dont l'organe était un officier subalterne, d'un extérieur peu avantageux, d'un esprit peu éclairé, comment espérer, dis-je, qu'un tel parti réussirait dans une entreprise aussi extraordinaire que celle de donner au roi de Suède, malgré lui, et contre les lois du royaume, le maréchal Bernadotte pour héritier (3)?

La seule chose propre à inspirer quelque confiance dans la démarche du baron Mörner était son mariage arrêté avec une sœur du baron de Wetterstedt (4), chancelier de la Cour et membre du Conseil. On pouvait penser que ce dernier n'était point étranger au projet de son futur beau-frère. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, il est certain que M. Signeul s'en servit près du comte de Wrède, de l'importance duquel il jugea

(1) Pour être juste envers M. Signeul, je dois rapporter que lui ayant un jour exprimé mon étonnement de la conduite qu'il avait tenue dans cette affaire, il me répondit que la crainte de voir Bonaparte abuser du crédit qu'on lui ouvrait en Suède, pour y placer tel de ses généraux dont il y aurait eu beaucoup moins à espérer que de Bernadotte, l'avait déterminé à travailler en faveur de celui-ci. (*Note de l'auteur.*)

(2) Leur chef était un médecin célèbre nommé Azélius, à présent premier médecin du roi. (*Note de l'auteur.*)

(3) A défaut d'héritier dans la maison régnante, le successeur au trône devait, suivant la Charte suédoise, être choisi dans une maison souveraine professant la religion luthérienne. (*Note de l'auteur.*)

(4) Gustave, d'abord baron puis comte de Wetterstedt, né à Wasa en 1776, joignait à une figure assez agréable un caractère ouvert, doux et poli. On l'aimait de prime abord. Il quitta de bonne heure le service militaire pour la diplomatie. Premier secrétaire d'ambassade en 1803 à Saint-Pétersbourg, où le comte Stedingk était alors ambassadeur; chef du cabinet du roi en 1805 en remplacement du baron de Lagerbielke, et gentilhomme de la chambre, il accompagna Gustave IV à son quartier général et géra sa diplomatie pendant les campagnes de 1805, 1806, 1807 en Allemagne, et celle de 1808 contre la Russie.

Appelé par Charles XIII en 1809 au Conseil d'État et chancelier de la Cour, on le trouve avec Bernadotte en 1812 à l'entrevue d'Abo, en 1813 à la conférence de Trachenberg, et au quartier général de ce prince en 1813 et 1814. Il signa le traité de Kiel en 1814, et la paix à Paris avec le comte Stedingk. Créé comte en 1819, il fut ministre d'État et des affaires étrangères en 1826. Il mourut à Stockholm en 1837.

nécessaire de s'appuyer; et celui-ci, fort galant homme mais un peu léger, préparé d'ailleurs à l'idée de choisir un général français par l'opinion qu'avaient émise plusieurs militaires après la révolution du 13 mars, finit par croire que, dans la circonstance présente, la même opinion était devenue celle du plus grand nombre.

Le baron Mörner, déjà recommandé par son nom (1), n'eut pas de peine à s'introduire chez le prince de Ponte-Corvo, lequel, non moins surpris que flatté de la proposition qu'on venait de lui faire, se hâta d'en informer l'empereur et de lui demander la permission de profiter d'une chance de fortune tout à fait inattendue. Le baron de Lagerbielke, ignorant cette intrigue, fit de son côté une communication officielle des desseins du roi de Suède en faveur du prince d'Augustenbourg, frère aîné du prince défunt.

Mais la nouvelle de la mort de ce dernier était arrivée à Paris avant les courriers suédois, et déjà Napoléon, voulant tirer de cet événement un parti conforme à ses intérêts, avait projeté de donner à Charles XIII, le roi de Danemark Frédéric VI pour héritier, et de préparer ainsi dans le Nord un contrepoids à la puissance de la Russie et même à celle de l'Angleterre. L'idée d'un tel choix était lancée dans le public au moyen des gazettes qui, on le sait, n'imprimaient rien sans ordre, et je dois croire qu'on n'avait pas négligé d'envoyer à M. Désaugiers des instructions pour agir en conséquence.

Bonaparte fut donc aussi contrarié qu'étonné de recevoir en même temps des ouvertures si différentes entre elles et dont aucune ne s'accordait avec son plan. Cependant, voir un peuple étranger penser de lui-même à prendre un souverain parmi ses généraux dut flatter son orgueil. Quel hommage rendu à sa puissance! Mais n'aimant point Bernadotte (2) et

(1) Il était l'homonyme du comte Mörner dont il a été parlé plus haut.

(2) Dans une lettre en date du 25 mai 1816 du comte de Sémonville au général de Suremain, on lit : « De tous les hommes le plus constamment « haïs par Napoléon, le premier fut sans contredit Bernadotte. » (Voir cette lettre, Appendice XII.)

doutant avec d'autant plus de raison de la réalité et du pouvoir de son parti que M. Désaugiers n'en faisait pas mention dans ses dépêches et que son ministre des relations extérieures, M. le duc de Cadore, ne pouvait lui donner aucune lumière à cet égard, il chargea le comte de Sémonville (1), qui connaissait particulièrement le comte de Wrède, de le faire expliquer sur la disposition des esprits en Suède : et en attendant que son opinion fût fixée sur les avantages qu'il pourrait en tirer, il répondit vaguement à la demande du prince de Ponte-Corvo et à la communication du baron de Lagerbielke.

Celui-ci ne tarda pas à être informé des démarches du baron Mörner. Elles le mirent dans une position difficile et dont il n'était pas homme à se tirer par quelque acte de vigueur. Il m'a dit lui-même qu'il avait été ébloui par l'idée que cet officier était l'agent d'un parti nombreux et par l'appui que le comte de Wrède paraissait lui donner. Il se borna donc à le désavouer, à lui refuser un passeport pour la Suède où il voulait promptement retourner, et finit par l'y renvoyer en courrier, après avoir informé sa Cour de ce qu'il était venu faire à Paris, ainsi que de la froideur avec laquelle l'ouverture au sujet du prince d'Augustenbourg, que lui ministre était chargé de faire, avait été reçue.

Le Conseil du roi n'était nullement préparé à ces deux incidents. Il s'attendait encore moins à voir le roi de Danemark paraître sur les rangs, de l'aveu et sous la protection de la France, comme les propos de M. Désaugiers donnèrent tout d'un coup lieu de le croire.

Beaucoup de gens de marque avaient abandonné le projet de choisir le prince d'Augustenbourg. Le roi lui-même n'y

(1) Charles-Louis Huguet, comte puis marquis de Sémonville, diplomate, sénateur, grand référendaire de la Chambre des pairs, naquit en 1759. Envoyé en mission en Corse, il s'y lia avec Paoli et y fit la connaissance de Bonaparte. Il fut nommé conseiller d'État et ministre plénipotentiaire en Hollande après le 18 brumaire. Sénateur en 1805, pair de France en 1814, il reçut de Louis XVIII le titre de grand référendaire de cette Chambre. Il mourut en 1839.

tenait plus guère, mais qui prendre? On ne voulait pas déplaire à la France : on ne voulait cependant pas du roi de Danemark. Dans le grand monde on ne parlait qu'avec dérision de la démarche du baron Mörner à Paris, sans imaginer qu'elle pût avoir des suites. Les classes inférieures ne le voyaient pas du même œil, et l'idée qui lui servait de base, journellement discutée dans les coteries et les cabarets, accoutumait insensiblement le peuple au nom de Bernadotte que ses partisans étayaient de celui de Bonaparte. Si j'ajoute que la mort tragique du comte de Fersen avait laissé une forte impression de terreur à la haute noblesse, et que le procès des accusés de ce meurtre se poursuivait avec une lenteur bien propre à entretenir la fermentation parmi ceux qui demandaient justice et ceux qui la craignaient, on aura quelque idée de l'état de la Suède et des embarras de son gouvernement.

Placé comme je l'étais près du roi, ni mes sentiments ni mes intérêts ne me permettaient de rester indifférent à ce qui pouvait arriver, et j'en étais fort occupé, lorsque les dispositions présumées de la France en faveur du roi de Danemark me firent entrevoir le moyen de sortir heureusement du labyrinthe de difficultés où l'on était engagé. Ce moyen, d'ailleurs, s'accordait à merveille avec mes anciennes idées sur l'importance dont serait pour la Suède la possession des deux rives du Sund. Pour les faire adopter, il fallait commencer par détruire les vieux préjugés des Suédois contre une réunion avec le Danemark. Je me mis dès lors à y travailler, et voici les raisonnements que je fis au roi, au général Adlercreutz, et à quelques-uns de mes amis dont la conversion pouvait en amener beaucoup d'autres.

« Qu'y a-t-il de commun, leur disais-je, entre l'époque actuelle et des temps de barbarie? Parce que l'Union de Calmar (1) a eu des suites funestes, parce que Christiern II a été

(1) Une reine des Danois, Marguerite de Valdemar, acquit la Norvège par son mariage en 1363 avec Haquin, roi de Norvège, et la Suède par le

un abominable tyran, peut-on déduire qu'un roi de Danemark, s'il règne en Suède, y versera des flots de sang, ou seulement l'opprimera?... N'avez-vous pas à présent dans vos lois, dans vos mœurs, tout ce qu'il faut, plus qu'il ne faut pour conserver intacte votre liberté, quel que soit celui qui vous gouverne?...

« Si dix ans de guerre devaient vous assurer la conquête du Danemark et de la Norvège, ne les feriez-vous pas? Pourquoi donc hésiteriez-vous à prendre un parti qui vous donnerait sans effusion de sang ce que vous voudriez acquérir au prix des plus grands sacrifices? Y a-t-il donc un autre moyen que l'union pour assurer l'indépendance de trois peuples ayant la même origine, la même religion, presque la même langue, occupant pour ainsi dire le même territoire; et peut-il y avoir un meilleur lien entre eux qu'une identité d'intérêts?... »

« — Tout cela est juste, me répondait-on, mais ce qui l'est pour nous, ne l'est pas pour la masse d'une population élevée dans la haine des Danois, qui se détermine plutôt par sentiment que par raisonnement, et dont les préventions ne peuvent être détruites que par des préventions plus fortes, ou par une longue expérience dont nous n'avons pas le temps d'attendre l'effet.

« Quelque puissante que puisse être sur les esprits l'influence de l'empereur Napoléon, il faudrait être sûr qu'il veuille l'exercer en faveur du roi de Danemark, et encore serait-il douteux qu'ayant pour objet un prince d'un extérieur aussi désavantageux, elle eût d'heureux résultats. Les peuples se prennent par les yeux et ce serait une furieuse tâche que de

succès de ses armes en 1387. Ce fut à Calmar, ville de Suède (Gothie), que fut proclamée la réunion des trois couronnes sur la tête de Marguerite de Valdemar en 1397. C'est cette réunion qui est connue sous le nom d'*Union de Calmar*.

Cette union fut rompue en 1523 et Gustave Wasa, libérateur de son pays, obtint la couronne de Suède qui devint héréditaire dans sa famille. La reine Christine fut la dernière héritière en ligne directe de la maison de Wasa. (*Note de l'auteur.*)

vaincre à la fois des préjugés anciens et des impressions nouvelles, lorsqu'il faudrait au contraire que les impressions nouvelles aidassent à déraciner les anciens préjugés. »

Je m'étais fait à moi-même cette objection que je jugeais très forte, et j'aurais renoncé à poursuivre le projet d'union, si dans la personne du prince Christian-Frédéric de Danemark, cousin du roi, je n'eusse trouvé un *mezzo-termine* propre à résoudre parfaitement la difficulté. Il avait alors vingt-quatre ans, était très bel homme, marié, avait un fils. La reine de Danemark, âgée de quarante-deux ans, n'avait que des filles, de sorte que, d'après les lois de son pays, il était l'héritier présomptif de la couronne; et je regardais comme un avantage qu'il n'en fût pas encore en jouissance. Il paraîtrait moins Danois aux habitants de la Suède; rien ne l'empêcherait d'y faire de longs séjours, de l'étudier, d'y gagner des cœurs et de préparer l'union par tous les moyens qui pourraient la consolider.

Le roi comprit tout cela et l'on croira facilement que, malgré un reste de prévention nationale, il devait préférer le prince Christian, comme lui de la maison de Holstein, à un général français. Alors il ne parlait pas sans colère de la démarche du baron Mörner, qu'il avait ordonné de mettre aux arrêts aussitôt après son retour. Mais il fallait savoir à quoi s'en tenir sur les vues de la France, que l'on ne connaissait encore ni officiellement ni même confidentiellement; dans l'espérance que M. Désaugiers serait plus disposé à s'ouvrir avec moi qu'avec un ministre d'État, il me chargea de le voir de sa part, ma place de premier aide de camp devant me servir de lettres de créance.

Je vis donc M. Désaugiers auquel j'annonçai ma mission, en le priant de me dire si l'opinion qu'il émettait depuis peu était la sienne propre ou celle de son gouvernement. Il me protesta qu'il n'avait aucune instruction au sujet de l'élection à faire en Suède, mais que beaucoup de raisons le portaient à croire que le choix du roi de Danemark conviendrait

mieux que tout autre à la France. Il s'étendit sur l'importance, dont il serait pour elle et pour l'Europe, de voir dans le Nord une grande puissance maritime remplacer deux puissances de second ordre trop souvent désunies. Il me fit lire un article de politique rédigé dans ce sens et inséré, si je ne me trompe, dans le *Journal de l'Empire*, me parla de l'assentiment que le comte von Dernath, ministre de Danemark en Suède, l'avait assuré être donné par l'empereur aux prétentions du roi son maître, et finit par chercher à me convaincre que le choix de ce souverain pour héritier de Charles XIII serait conforme aux intérêts de la Suède.

On a vu qu'il prêchait un converti. Cependant, imitant sa réserve, je lui répondis par les objections qui m'avaient été faites à moi-même, appuyant principalement sur celles qui regardaient la personne du roi de Danemark; comme il parut apprécier ces dernières, j'ajoutai qu'il y aurait infiniment moins de difficultés à faire agréer aux Suédois le prince Christian pour successeur légal du roi de Danemark si, comme il y avait lieu de le présumer, celui-ci mourait sans enfants mâles, et que ce serait, quoique un peu tard, atteindre le même but.

M. Désaugiers en convint et je crus m'être suffisamment expliqué, ne doutant point que toutes mes paroles ne fussent consignées dans sa prochaine dépêche (1).

Pendant ma conférence avec lui, il fut légèrement question du maréchal Bernadotte. L'idée d'en faire un prince royal de Suède nous paraissait folle à tous les deux et nous conduisit à remarquer que de tous les Français, le prince Eugène était le seul auquel on pourrait raisonnablement penser.

Je ne quittai point le chargé d'affaires de France sans l'assurer, ainsi que j'en avais l'ordre, des dispositions du roi à faire ce qui serait agréable à l'empereur, et cela n'était point

(1) *Arch. des Aff. étrang.*, Corresp., Suède, vol. 294. Désaugiers à Champagny, f. 101, 103, 121 (22 juin et 6 juillet 1810); f. 150, 152, 153 (27 juillet 1810); f. 222 (21 septembre 1810).

une vaine formule de compliment. Rappelons-nous qu'à cette époque l'Europe tremblait devant Bonaparte. Son influence en Suède, appuyée sur d'anciennes habitudes d'attachement à la France, sur le désir et le besoin de réparer des pertes récentes, sur des illusions d'autant plus magiques qu'elles arrivaient de plus loin, y était peut-être plus facile à exercer que partout ailleurs : je ne doute point qu'il n'eût fait choisir le prince Christian, le prince Eugène, le roi de Danemark, même le fils de Gustave IV, enfin qui il aurait voulu, si des ménagements, auxquels il se croyait momentanément obligé envers la Russie, ne l'eussent empêché de se mêler ouvertement des affaires de la Suède. Je ne puis du moins expliquer autrement l'extrême réserve qu'on lui verra mettre dans cette occasion à exercer son pouvoir, lui toujours si disposé à en abuser.

Lorsque je rendis compte au roi de ma commission : « Je ne doute pas, me dit-il, que Désaugiers n'ait l'ordre d'agir en faveur du Danemark; mais, s'il ne s'explique pas plus clairement, il ne produira point d'effet. Pour moi, je n'irai pas, sur le dire d'un homme que son gouvernement reste maître de désavouer, hasarder des propositions à la Diète. D'ailleurs c'est le prince Christian que je consentirais à prendre et non pas le roi de Danemark. S'il fallait adopter celui-là, j'aurais vraiment un joli garçon de fils. Je n'ai pas prévu de telles contrariétés, sans quoi je n'aurais pas convoqué la Diète pour une époque aussi rapprochée. Tout cela est bien embarrassant. »

Je rentrai chez moi le même soir très préoccupé du sort de mon projet et, ma tête se montant de plus en plus à force d'y penser : « Désaugiers, me dis-je, est un subalterne méticuleux dont je ne pourrai rien tirer. Cependant le temps presse. Eh bien! frappons un coup décisif, écrivons à M. de Champagny une lettre que le roi approuvera, que Désaugiers expédiera, que l'empereur lira. La réponse sera ici dans trente à trente-quatre jours et sûrement telle qu'il me la faut pour déterminer le choix du prince Christian. » Quand l'imagination est exaltée à un certain point, le travail est d'autant plus facile

qu'on ne voit ordinairement qu'un côté des affaires. Ma lettre fut donc bientôt faite, et je me couchai fort content du parti que j'avais pris.

Cependant, après quelques heures de sommeil qui m'avaient calmé, lorsque je relus mon œuvre de la veille, la raison eut son tour. Je me demandai si ce ne serait pas abuser de la confiance du roi que de me faire autoriser à une démarche à laquelle il était possible que Bonaparte ne répondît pas convenablement, et dont peut-être il abuserait. N'avais-je pas l'expérience des erreurs et de l'inflexibilité de son égoïsme politique? Parce que le prince Christian était bel homme et m'avait bien traité lors de mon passage en Danemark en allant à Paris, étais-je donc si sûr qu'il eût les qualités et les talents nécessaires à la position que je lui destinais et que je dusse tout entreprendre pour l'y porter? J'avais mis sur la voie de le choisir, j'avais fait valoir les raisons qui militaient en sa faveur, jusque-là j'étais sans reproche : il fallait m'y arrêter et ne pas aller plus loin avant d'y voir plus clair. Bref, de réflexions en réflexions, je déchirai ma lettre.

Si jamais le prince Christian lit ceci, certes il sera bien étonné d'apprendre ce que j'ai fait pour lui et peut-être fâché que mes scrupules m'aient empêché d'en faire davantage. Moi-même, sans me repentir de les avoir eus et d'y avoir cédé, je ne puis me défendre de penser quelquefois à la singulière influence que plus de témérité de ma part aurait pu avoir sur le sort de l'Europe, et je ne terminerai pas ces Mémoires sans avoir eu l'occasion d'en convaincre le lecteur.

Supposons, en effet, que le prince Christian eût été élu prince royal de Suède, personne ne peut douter qu'il n'eût agi dans le double intérêt de la Suède et de Napoléon et que celui-ci, parfaitement sûr d'un tel coopérateur, n'eût favorisé son action par tous les moyens dont il pouvait disposer. Ainsi la Russie, outre une coalition formidable agissant sur son front, se serait trouvée avoir sur son flanc les forces réunies de la Suède et du Danemark menaçant la Finlande, où son autorité

n'avait pas encore eu le temps de s'établir, où fermentaient encore une foule d'intérêts et de souvenirs, et dont il aurait été indispensable de renforcer l'occupation, au lieu d'en tirer ces troupes qui, en 1812, arrêtèrent les progrès des maréchaux Victor et Macdonald se dirigeant sur Pétersbourg.

La position de l'empereur Alexandre aurait alors été si critique qu'il n'eût pas, je le crois, persisté longtemps dans la résolution de combattre et se fût soumis à acheter la paix par de grands sacrifices. La Suède y eût au moins regagné la Finlande et la Pologne son indépendance et sa nationalité. Cela posé, au lieu de la désastreuse retraite de Moscou et de tous les événements qui en ont été la suite, Napoléon serait retourné triomphant à Paris et dominerait peut-être encore et la France et l'Europe.

L'une et l'autre en seraient-elles plus heureuses? Je n'ose prendre sur moi de le décider; mais en réfléchissant sur leur état actuel et ses dangers, je craindrais même d'éprouver le remords de n'avoir pas fait dans le temps ce que j'avais été sur le point de faire en faveur du prince Christian de Danemark, puisque ce choix eût donné une tout autre direction à l'avenir.

A présent, revenons à ce qui se passait à Paris relativement aux affaires de Suède.

Une fois l'ambition du prince de Ponte-Corvo éveillée par la perspective d'une couronne, il était fort naturel qu'il fît son possible pour l'obtenir. Aussi politesse recherchée, insinuations adroites, appareil de grandeur et de générosité, tous ces moyens, soutenus d'un bel extérieur et employés par un homme d'esprit accoutumé depuis longtemps à les faire servir à sa réputation et à sa fortune, ne manquèrent-ils pas leur effet sur le peu de Suédois qui se trouvaient à Paris; leurs lettres transmettaient en Suède toujours quelque chose de la séduction dont ils étaient atteints. Quant aux nouveaux rapports du prince avec l'empereur, on doit croire qu'il n'épargnait pas à celui dont son sort se trouvait dépendre les

assurances de dévouement à sa personne, en même temps que sa conduite publique offrait l'apparence de la soumission et du désintéressement; on verra combien il était encore loin du succès que lui réservait la fortune.

Dans ses entretiens avec M. de Sémonville, le comte de Wrède avait, par préjugé national, vivement combattu le projet d'appeler le roi de Danemark à hériter de la couronne de Suède. Son opinion s'était montrée contraire à l'élection du frère du défunt prince royal à cause de son incapacité. Il regrettait le fils de Gustave IV, pour qui il aurait travaillé lors de la dernière révolution, s'il n'eût craint d'allumer une guerre civile. Il repoussait tout choix qui donnerait de l'influence à la Russie. Enfin il avait paru de prime abord regarder comme une nécessité de chercher dans la famille impériale française, ou parmi les généraux français, un homme capable de défendre la Suède contre l'oppression russe; ce qui l'avait conduit à parler du maréchal Bernadotte, sur lequel il s'était arrêté avec une complaisance marquée.

Voilà l'abrégé du rapport que le comte de Sémonville, dont je tiens ces particularités, fit de la commission qu'il avait reçue (1).

Jusque-là Napoléon avait attaché peu d'importance à la démarche du baron Mörner. Il la jugeait même avec cette sorte de mépris qu'inspire une intrigue obscure. L'assentiment d'un homme comme le général Wrède changea subitement ses projets, et lui donna l'idée de substituer au maréchal qu'il n'aimait point et dont il se défiait le vice-roi d'Italie dont il était sûr (2). Vingt-quatre heures suffirent pour le mander à Saint-Cloud et lui proposer d'aller régner en Suède; ce dont il se défendit à peu près en ces termes : « Je suis content de mon sort. En France comme en Italie, j'ai pu rendre quelques services et acquérir des droits à l'estime publique. Je n'ai rien

(1) Voir Appendice XII la lettre déjà citée du comte de Sémonville au général de Suremain.

(2) Le prince Eugène était alors à l'Élysée, à Paris.

fait pour la Suède. Étranger à ses mœurs, à son langage, il est incertain que j'y réussisse. Pourquoi donc livrerais-je au hasard une destinée dont la gloire actuelle me suffit? Il me faudrait aussi changer de religion : je n'y suis nullement disposé, et ma femme, qui appartient à une des plus anciennes maisons catholiques de l'Allemagne (1), n'y consentirait ni pour elle ni pour ses enfants. » Il fit entrer aussi, dans les raisons de son refus, l'inconvenance qu'il y aurait à lui de profiter des dépouilles de Gustave IV, dont la femme était sœur de la reine de Bavière, sa belle-mère.

M. de Sémonville eut encore la commission de demander au comte de Wrède si la condition d'embrasser le luthéranisme était absolue. A quoi il répondit très affirmativement; dès lors il ne fut plus question du prince Eugène, dont le refus rendit Napoléon moins disposé que jamais à intervenir sérieusement dans les affaires de Suède.

Ne voulant ni appuyer ostensiblement le projet du roi de Danemark ni rejeter ouvertement celui du roi de Suède, ni surtout protéger les espérances du prince de Ponte-Corvo, il abandonna le Danemark à l'impulsion qu'il lui avait donnée, s'en tint à l'égard du ministre suédois à sa première et insignifiante réponse, et laissa partir le comte de Wrède sans autre engagement qu'une promesse verbale de consentir à l'élection du maréchal Bernadotte s'il était librement élu. J'ai depuis acquis la certitude que Napoléon aurait vu avec grand plaisir le prince de Ponte-Corvo trompé dans ses espérances.

Ainsi, à l'époque où devait s'assembler la Diète pour délibérer sur la succession au trône, rien n'était plus incertain que son résultat. Le gouvernement, espérant la diriger plus aisément dans une petite ville de province que dans une capitale populeuse et agitée, l'avait convoquée à Œrebro pour le 20 juillet 1810. J'y suivis le roi qui y arriva le 21. Déjà le comte de Wrède était en Suède où le baron Mörner l'avait précédé. Il

(1) La princesse Amélie, fille du roi de Bavière.

se rendit à Œrebro, et fut assez étonné de trouver qu'au lieu de ce vœu général, de ce parti puissant en faveur du prince de Ponte-Corvo, l'idée d'un tel choix révoltait le roi, et que personne de considérable n'y songeait.

Le comte de Wrède était membre du Conseil. J'ai été témoin des reproches que lui firent plusieurs de ses collègues sur l'appui qu'il avait donné à ce que l'on appelait alors l'extravagance punissable d'un jeune homme sans mission et sans crédit. Je l'ai entendu confesser son erreur, avouer ses torts. Je l'ai vu adopter de bonne foi d'autres idées, et j'étais loin de penser que, quinze jours après, il reviendrait avec la même facilité à ses premiers errements. Mais n'anticipons pas sur les événements.

La Diète, d'abord occupée d'opérations préliminaires comme vérification de pouvoirs, etc., n'était point encore ouverte, lorsque le 24 on vit, non sans étonnement, arriver à Œrebro l'envoyé de Danemark comte von Dernath, chargé d'une lettre pour le roi, à qui il la remit dans une audience publique; il venait exprimer officiellement le désir de son souverain d'être nommé prince royal de Suède.

Cette démarche, isolée de l'appui de la France, ne produisit aucun effet. Mais ce qui prouve bien qu'elle était la suite naturelle d'une première impulsion donnée par Bonaparte, c'est que l'envoyé de Danemark m'apporta une lettre très courte de M. Désaugiers, par laquelle il me priait en grâce de lui donner quelques nouvelles de ce qui se passait à la Diète et finissait par me dire : rien n'a changé les opinions que vous m'avez entendu énoncer.

Je montrai cette lettre au roi, au général Adlercreutz et au baron de Wetterstedt, en demandant ce que je devais y répondre. Il leur semblait si nécessaire de savoir ce que pensait ou voulait Bonaparte que, d'après leur avis, j'écrivis la lettre suivante (1) :

(1) *Arch. des Aff. étrang.*, Suède, Corresp., Désaugiers à Champagny, 27 juillet 1810, f. 152, 153.

En transmettant cette lettre, Désaugiers dit : « M. de Suremain est d'au-

« Œrebro, le 25 juillet 1810.

« Je m'empresse de répondre, Monsieur, à votre lettre du 22 par un exposé succinct de ce qui se passe à Œrebro.

« La majorité des membres de la Diète paraît disposée à voter dans le sens du gouvernement. Mais je doute que le choix du gouvernement soit encore arrêté. Trop de données lui manquent pour déterminer quel est le meilleur choix possible dans les circonstances où se trouve la Suède; et je citerai parmi ces données la connaissance positive des intentions de l'empereur.

« Le roi de Danemark, en se mettant sur les rangs, s'il n'ôte pas à son beau-frère la faculté de concourir avec lui, diminue au moins ses moyens de succès. Assez de gens dans l'ordre de la noblesse sentent et font valoir les avantages qui résulteraient de la réunion des deux couronnes sur une même tête. Mais la plupart s'accordent à penser que, pour ne point heurter trop vivement les préjugés nationaux, il vaudrait mieux nommer le prince Christian de Danemark que le roi lui-même.

« Après ce parti, qui est celui des gens de poids, vient celui du prince de Ponte-Corvo, composé de têtes remuées par l'enthousiasme militaire ou par quelque calcul d'intérêt personnel. Ce parti, quoique encore peu nombreux, a toute la vigueur et l activité de la jeunesse, et pourra donner de l'embarras au gouvernement s'il se trouve en guerre ouverte avec

tant mieux écouté du monarque qu'il n'a ou paraît n'avoir aucune part aux affaires. J'ai déjà parlé à Votre Excellence de cet officier précieux à employer au besoin. Je l'ai prié de correspondre avec moi pendant la Diète... » (f. 150 v°.)

Cf (f. 222) une note du 21 septembre 1810 sur les principaux personnages de la cour de Suède. L'auteur de cette note apprécie ainsi le rôle de Suremain : « Cet officier, autorisé par le roi à se mettre en rapport direct avec la légation française, a toujours paru très attaché au système de l'union entre la France et la Suède. Il était dans ces derniers temps chargé de sonder les dispositions de la Cour de France à l'égard de l'élection d'un prince héréditaire, dans l'intention où était le roi de se régler sur la volonté de Sa Majesté impériale. »

lui. Ce parti n'a, je le crois, d'autres documents que ceux qu'il tient du baron Mörner, lequel n'a eu pour agir mission de personne, lequel est aux arrêts à son régiment, et avec qui je ne puis imaginer que le ministère français ait traité la moindre chose (1).

« Vient ensuite le prince de Holstein-Oldenbourg, l'administrateur de l'évêché de Lubeck, auquel quelques personnes de la noblesse ont pensé (2), et dans l'ordre des paysans le fils de Gustave IV. Mais les deux derniers projets ne me paraissent avoir aucune consistance.

« Au milieu de ce choc d'opinions divergentes et la plupart irréfléchies, je reste et resterai parfaitement neutre, à moins que vous ne soyez autorisé à me donner une direction.

« Les États s'ouvriront lundi : je puis aisément recevoir quelque chose de vous d'ici là.

« Agréez, etc. »

Quelque pressante que fût cette lettre, comme elle ne détermina point M. Désaugiers à s'expliquer clairement et qu'il se borna, en m'en accusant réception, à me prier de continuer notre correspondance, je lui répondis en date du 4 août que, « n'ayant rien eu sans doute à me dire de ce qu'il m'importait de savoir, je renonçais à prendre aucune part directe ou indirecte aux affaires de la Diète, et par conséquent à toute correspondance qui y aurait rapport. » Je savais trop bien que la volonté de Bonaparte, ou au moins son aveu, pouvaient seuls aplanir les obstacles à quelque choix que ce fût, pour m'aventurer à entreprendre la négociation même la plus avantageuse à la Suède sans cette garantie. Aussi à dater du commencement d'août, je me tins à l'écart, évitant de parler

(1) Je ne savais rien alors de ce qui avait pu se passer à Paris. (*Note de l'auteur.*)

(2) La personne de ce prince que l'on avait vu en Suède est, à ce qu'on m'a dit, très recommandable. Ce choix aurait assez convenu au roi et fort à la Russie dont une princesse venait d'épouser le prince Paul de Holstein-Oldenbourg, fils de l'administrateur, mais la haine que l'on portait à la Russie avait empêché ce parti d'acquérir de l'importance. (*Note de l'auteur.*)

politique soit avec le roi, soit avec les membres de la Diète.

En vain plusieurs d'entre eux essayèrent-ils de me faire agir. Je m'y refusai constamment, et cette réserve étonnait surtout les partisans de Bernadotte qui ne concevaient pas mon indifférence pour les intérêts d'un Français que je connaissais personnellement, et dont la gratitude pouvait encore élever ma fortune.

Depuis ma lettre du 25 à M. Désaugiers, la présence du baron Adlersparre à Œrebro semblait avoir fait regagner au parti d'Augustenbourg quelques-uns de ses avantages; la masse des gens tranquilles était disposée à s'y rallier par la seule envie de terminer une Diète dont on redoutait les orages. D'un autre côté, le parti Ponte-Corvo faisait journellement quelques conquêtes. Les députés d'Ostrogothie, province à laquelle appartenaient les troupes prises en 1806 et qu'habitaient les comtes Wrède et Mörner, se déclaraient hautement en sa faveur; car, quoique le comte Wrède parût avoir changé d'avis depuis qu'il était à Œrebro, l'effet de ses premières démarches subsistait dans toute sa force. Un homme encore que j'ai déjà nommé dans ces Mémoires, le général Tibell (1), travaillait vivement en faveur du prince de Ponte-Corvo, et que pensera-t-on de lui, lorsque, après avoir lu tout ce que j'ai raconté de mes rapports avec le chargé d'affaires de France, on saura que ce même Tibell allait partout à Œrebro affirmant que M. Désau-

(1) Tibell (Gustave-Guillaume), né en Sudermanie le 12 mai 1772, mort en 1824.

Lorsque j'arrivai en Suède, il était employé à la surveillance des élèves de l'école militaire de Carlberg. Ne voyant là aucun moyen d'avancement, il quitta la Suède et y revint au bout de sept ou huit ans avec un uniforme d'ingénieur topographe au service de la République cisalpine. Le roi Gustave IV, qu'il rencontra en Poméranie, s'en engoua, l'anoblit, l'éleva rapidement au grade de général major et lui donna sa confiance dans les affaires militaires, confiance à laquelle il ne répondit par aucune disposition utile ou bien calculée. Il serait cependant injuste de ne pas tenir compte de l'influence que le caractère du roi n'a pu manquer d'avoir sur les projets dont le général Tibell était l'auteur ou l'exécuteur; il le serait également de lui refuser certaines qualités qui auraient pu faire de lui un serviteur utile sous un autre maître que Gustave IV. (*Note de l'auteur.*)

giers l'avait mandé pour lui intimer la volonté de l'empereur que le maréchal Bernadotte fût choisi, et l'ordre d'agir en conséquence, sous peine de ne pouvoir jamais entrer en France pour y recueillir la fortune de sa femme!

Les lettres de Stockholm annonçaient de la fermentation dans la capitale. Le Conseil était divisé d'intérêts personnels et de projets. La santé du roi se ressentait visiblement de ses inquiétudes et de la lutte des partis. Enfin on ne pouvait préjuger quand et comment finirait cet état d'incertitude dont je n'entreprendrai point de décrire toutes les phases, lorsque le 11 août, peu après l'arrivée d'un courrier français, la nouvelle se répandit que Napoléon non seulement approuvait, mais désirait que l'on choisît le prince de Ponte-Corvo! La foudre n'a pas un effet plus prompt. Toute idée d'opposition s'évanouit à l'instant. Les uns plièrent en silence. D'autres cherchèrent à se faire honneur d'une prompte adhésion, on n'entendit plus que ce cri : Il faut nommer Bernadotte. Le roi presque seul résista à cet entraînement général.

Quel était donc ce courrier magicien, et de quelles importantes dépêches était-il chargé?

Hélas! il faut le dire, il s'appelait Fournier (1), avait été jadis consul de France à Götheborg où il avait fait de mauvaises affaires, et s'était réfugié à Paris. M. Signeul l'avait associé au projet de faire nommer le maréchal Bernadotte prince royal de Suède. Il n'avait de courrier français qu'un passeport du ministre des relations extérieures Champagny, de dépêches qu'une lettre du prince de Ponte-Corvo pour le général de Wrède, quelques lettres particulières et le portrait du jeune Oscar. Cependant rendons justice à l'adresse qu'il mit à tirer parti d'aussi faibles moyens. Peu de jongleries politiques ont été aussi habilement exécutées.

(1) Dans un mémoire adressé au gouvernement français en 1812, Fournier se dit fils d'un maître ès eaux et forêts, né à Grenoble en 1761. Dès 1804, à Hanovre, il aurait été présenté à Bernadotte par le général Léopold Berthier (Arch. nat., F 7, 3053).

M. Fournier dit au ministère : « L'empereur ne veut point du prince d'Augustenbourg et désire le prince de Ponte-Corvo. Sa politique ne lui permet pas de s'expliquer dans les formes ordinaires : mais voyez mon passeport, il est en entier rempli par le ministre. S'il a pris cette peine, c'est pour que ce passeport me tienne lieu de lettres de créance. » L'on crut M. Fournier sur tous les points; et l'on fit à peine attention à l'inconvenance du missionnaire et de la mission (1).

Il dit aux meneurs de l'ordre des paysans : « Bernadotte a des trésors, il les apportera ici. C'est un grand général : nul ennemi n'osera troubler votre repos; vous vivrez désormais dans la paix et l'abondance. » Et l'on crut M. Fournier.

Il dit aux bourgeois : « Ne voyez-vous pas quel avantage vous offre le choix d'un prince né dans votre classe, ami de la liberté, protecteur du commerce? Vous n'aurez plus à souffrir du monopole de dignités et de cordons que s'est réservé la noblesse. » Et l'on crut M. Fournier.

Il dit aux prêtres : « Le maréchal Bernadotte descend de parents protestants; il a hérité de leurs principes; il se trouvera heureux de les professer publiquement; vous pouvez compter sur une protection constante et éclairée de sa part. » Et l'on crut M. Fournier.

Il dit aux nobles : « Le prince de Ponte-Corvo, quoique enfant de la Révolution, connaît la nécessité des corps intermédiaires dans une monarchie. Il sait apprécier une noblesse militaire par essence, qui a produit un grand nombre de guerriers illustres; il lui rendra avec usure tout l'appui qu'il s'honorera d'en recevoir. » Et la noblesse, encore effrayée du meurtre du comte de Fersen, crut M. Fournier.

Tout cela fut l'affaire de moins de deux jours. Le 13, de très bonne heure, le général Adlercreutz vint chez moi et,

(1) C'est sans doute le hasard qui a mis le duc de Cadore dans le cas de remplir de sa main le passeport de Fournier, lequel, outre ce qu'il a pu recevoir en argent comptant, a touché à Paris jusqu'à sa mort une pension de 5,000 francs pour ses bons et loyaux services. (*Note de l'auteur.*)

après m'avoir mis au courant de ce qui se passait : « Mon ami, me dit-il, vous connaissez mon caractère quand je crois qu'il faut céder à la nécessité, qu'il me faut faire au bien de mon pays le sacrifice de mes opinions et de mes préjugés; j'espère que vous jugerez ce sacrifice indispensable, puisque je m'y soumets. Mais le roi tient bon. J'ai moins que vous l'habitude de son intérieur. Je crains qu'il ne tombe sérieusement malade, si on le tourmente maladroitement. Rendez-nous donc le service, je vous parle au nom de beaucoup de gens de bien, de l'amener à une démarche que son intérêt lui commande; il faut qu'il propose lui-même le prince de Ponte-Corvo. »

Je me défendis longtemps d'accepter une telle commission. Cependant, sans m'engager à aller aussi loin que le général me le demandait, je finis par lui promettre de parler au roi le jour même.

J'entrai comme de coutume dans son cabinet à neuf heures du matin. Il répondit à mes questions sur sa santé qu'il avait mal dormi, et je partis de là pour faire tomber la conversation sur le sujet que je voulais traiter en lui disant : « Il est naturel que Votre Majesté soit tourmentée de la position où elle se trouve et je désire fort qu'une crise aussi funeste à son repos et à sa santé finisse promptement.

Le roi. — Comment voulez-vous que je ne sois pas inquiet, lorsqu'il s'agit d'un choix dont dépendent le bonheur de la Suède, le mien propre, ma réputation, et lorsque je ne sais plus qui choisir? Je m'étais arrêté au prince d'Augustenbourg, c'est mon cousin, c'est le frère du défunt. Cela ne peut plus avoir lieu : vous-même m'avez parlé contre ce choix. A présent ne viennent-ils pas avec leur Bernadotte? Ils disent que l'empereur le veut; et son chargé d'affaires agit en sens contraire. Lagerbielke n'en mande pas un mot de Paris... Il y a de quoi devenir fou !

Moi. — Je sens combien cela est embarrassant. J'ai fait, par ordre de Votre Majesté, mais sans succès, tout ce que j'ai pu pour tirer de M. Désaugiers quelque chose de positif sur les

intentions de son maître. A présent, je suis au bout de mon latin.

Le roi. — Savez-vous l'arrivée de Fournier?

Moi. — Oui, Sire.

Le roi. — Le connaissez-vous?

Moi. — Non, quoique j'aie logé dans sa maison en 1795. Mais il était absent.

Le roi. — C'était alors un grand Jacobin. Je suis humilié de penser qu'un homme de cette espèce influe sur les destinées de la Suède et sur la mienne.

Moi. — Il a donc apporté des dépêches bien impératives?

Le roi. — Rien; un passeport, un portrait, et il leur a tourné la tête avec cela. Engeström est venu me rabâcher un tas de choses plus ridicules les unes que les autres. Pardieu! si l'empereur veut que je prenne un général français, il peut bien l'articuler plus tôt que de vouloir me le faire deviner. Ne m'avez-vous pas dit qu'il n'aimait pas Bernadotte?

Moi. — Oui, Sire, cela était si connu, que l'hiver dernier, pendant mon séjour à Paris, on me conseilla de le voir très peu.

Le roi. — Que pensez-vous de lui? Gustave Mörner (1) le porte aux nues.

Moi. — Il m'est impossible de juger des qualités essentielles d'un homme que je n'ai vu que sous des rapports de société; quant aux qualités apparentes, il est bel homme, s'exprime avec une extrême facilité, est d'une grande politesse, a véritablement une tournure de grand seigneur.

Le roi. — Rien qui sente la Révolution?

Moi. — Je ne m'en suis pas aperçu. Il a bonne réputation en France, on ne le compte pas au nombre des pillards.

Le roi. — Quand il aurait toutes les qualités possibles, songez-vous au ridicule de prendre un caporal français pour héritier de ma couronne?

(1) Il est question ici du comte Mörner, chambellan privé du roi, et non du lieutenant de ce nom.

Moi. — Sire, j'en conviens, et cela me choque autant que vous; mais il faut songer au danger qu'il y aurait d'être forcé de le faire. Il paraît qu'à Stockholm le parti de Bernadotte est nombreux.

Le roi. — Les rapports de Skjöldebrand (1) ne parlent que de cela. Il ne répond pas de la tranquillité de la ville si l'on ne choisit Bernadotte. La vanité des bourgeois jouirait de voir un des leurs si près du trône.

Moi. — Je n'en doute pas. Cependant un sentiment respectable contribue peut-être à leur faire illusion. Beaucoup d'entre eux pensent qu'un homme qui a une grande réputation militaire pourrait relever un jour la gloire nationale.

Le roi. — Bah! il peut bien être question de guerre à présent! Vous et moi nous serons morts avant que la Suède puisse jamais faire quelque chose. C'est du repos qu'il nous faut d'abord. Avez-vous vu Adlercreutz aujourd'hui?

Moi. — Je viens de le quitter.

Le roi. — Que dit-il de tout cela?

Moi. — Nous en avons longtemps causé ensemble. Il pense et, si Votre Majesté me permet de lui dire mon avis, je pense aussi qu'il est urgent de prendre un parti. Il paraît que l'arrivée de M. Fournier a produit beaucoup d'effet. On se persuade qu'il est envoyé par l'empereur, que celui-ci veut Bernadotte. On court chez le comte Wrède voir le portrait du petit Oscar; ce sont des joies, une admiration, un engouement dont je ne croyais pas susceptible un peuple du Nord.

Le roi. — Vous parlez de prendre un parti; vous voulez donc que je propose Bernadotte?

Moi. — Sire, je ne veux rien que vous voir sortir d'embarras. Votre Majesté sait bien que, dans mon opinion particulière, je préférerais à tout autre choix celui qui procurerait, sans

(1) Le général Skjöldebrand, après l'assassinat du comte de Fersen, avait remplacé le maréchal Klingspor comme gouverneur de Stockholm et s'était jeté peu après dans le parti Ponte-Corvo. Ses rapports se ressentaient de ses opinions. (*Note de l'auteur.*)

effusion de sang, la réunion des couronnes de Suède et de Danemark sur une même tête. Mais il ne s'agit point abstractivement du meilleur choix possible; il s'agit de ce que les circonstances obligeront peut-être à faire. Supposons, par exemple, que l'enthousiasme en faveur de Bernadotte gagne tellement les différents ordres de l'État que Votre Majesté, après avoir longtemps résisté, soit forcée de céder. Le combat sera pénible et la défaite plus pénible encore. Votre Majesté se mettra pour le reste de sa vie dans une position désagréable et difficile avec son successeur. De là des intrigues, des dissensions qui empoisonneront son existence : voilà ce qu'il faut éviter. Que faire pour y parvenir ? Connaître au plus tôt et d'une manière positive si la force du parti Bernadotte et l'appui de l'empereur sont réels et tels que toute autre proposition de la part de Votre Majesté soit rejetée. Dans ce cas-là il faudrait plutôt aller au-devant d'un vœu général que d'en subir le joug. Au reste, Votre Majesté trouvera dans son Conseil des avis impartiaux à ce sujet, car, excepté le comte de Wrède, aucun des membres qui le composent n'est porté pour Bernadotte. »

Le roi m'avait écouté avec beaucoup d'attention et de tristesse.

« Croyez-vous, me dit-il qu'on puisse me forcer ? — Sire, répondis-je, songez à l'état malheureux de ce royaume et à votre âge ! Quelque parti que vous preniez, vous me verrez défendre vos intérêts et vos droits. Mais je ne suis qu'un homme et je suis étranger. — Il y a longtemps que vous ne l'êtes pas pour moi, me dit-il en me tendant la main. »

Il me questionna encore sur le prince de Ponte-Corvo, sur son origine, sur sa femme, sur son fils. Je lui détaillai ce que j'en avais appris. En me congédiant il me dit avec émotion : « Je crains bien qu'il ne me faille avaler le calice, et proposer Bernadotte ! Dieu seul peut savoir comment tout cela tournera (1). »

(1) J'ai écrit le jour même de cette conversation l'extrait qu'on vient d'en lire; comme elle eut lieu en français, langue que le roi parlait habituel-

Je trouvai dans le salon le général Adlercreutz et le baron Wetterstedt qui m'attendaient avec impatience. Je leur racontai dans quelles dispositions j'avais laissé le roi. Le Conseil, qui s'assembla une demi-heure après, et dont les membres croyaient unanimement à la nécessité de choisir le maréchal Bernadotte, acheva de déterminer le monarque. Il y fut résolu qu'on proposerait aux États le prince de Ponte-Corvo. Cette proposition eut lieu formellement le 18 août 1810 et fut acceptée le 21 sans résistance par la noblesse et avec enthousiasme par les trois autres ordres.

Le même soir les comtes Robert Rosen et Gustave Mörner, l'un capitaine des gardes du corps du roi, l'autre son chambellan privé, furent expédiés pour porter au prince de Ponte-Corvo le vœu de la nation suédoise et demander la sanction de l'empereur. Fournier les précéda de quelques heures. Ils revinrent de suite pour porter aux États l'acceptation du maréchal et une lettre de celui-ci à Charles XIII, dans laquelle il lui témoignait sa reconnaissance, ainsi qu'à la nation qui l'avait jugé digne du trône, et protestait de sa résolution de consacrer toute sa vie au bonheur de sa nouvelle patrie. Le comte de Rosen était aussi porteur d'une lettre de Napoléon au roi de Suède.

Je suis, je l'avoue, resté quelque temps incertain de ce qu'il fallait penser du rôle joué par ce Fournier, à qui je ne pouvais soupçonner la hardiesse d'agir au nom du gouvernement français sans y être plus ou moins autorisé. C'est bien après l'événement que j'ai acquis la certitude que l'empereur, loin de favoriser en rien les espérances du maréchal Bernadotte, désirait les voir trompées, et se serait réjoui du désappointement d'un homme qu'il haïssait d'autant plus qu'il croyait avoir à s'en plaindre et ne s'en était pas encore vengé.

Tout ce que j'ai recueilli au sujet de l'élection du prince de

lement avec moi, je puis assurer que, non seulement le fond des choses est exact, mais que j'ai presque toujours reproduit les propres expressions de Charles XIII. (*Note de l'auteur.*)

Ponte-Corvo, outre ce que j'en ai déjà dit, concourt à prouver qu'au défaut du roi de Danemark, qui était sa première pensée, et du vice-roi d'Italie, sa seconde, Napoléon lui eût préféré le prince d'Augustenbourg, malgré sa médiocrité, le prince de Holstein-Oldenbourg, malgré ses rapports avec la Russie, et même le fils de Gustave IV que protégeaient la reine Hortense et la princesse Borghèse. Il reste donc bien avéré que Fournier n'a été l'agent que de Bernadotte, ou plutôt de M. Signeul qui dirigeait toute l'affaire. Ce fut un coup de partie des plus adroits et des plus heureux que de le faire arriver à point à Œrebro pour y produire l'effet que j'ai décrit.

L'honneur de l'invention appartient à M. Signeul, celui de l'exécution à Fournier. Mais celui-ci risqua de le payer cher; car, sur le seul soupçon d'avoir intrigué en Suède, il fut question de l'arrêter à son retour à Paris. Napoléon, ne sachant comment repousser un choix qu'il avait été maître de diriger et que la nation suédoise avait dû croire conforme à ses désirs, se trouva forcé de l'agréer. Alors il le fit de bonne grâce, se réservant sans doute de maintenir dans sa dépendance l'homme dont il permettait l'élévation, tandis qu'au contraire celui-ci se félicitait d'y pouvoir échapper.

Du reste toutes ces pensées furent, d'une part, couvertes d'un vernis de procédés gracieux, et de l'autre cachées sous des promesses dont l'avenir devait déterminer la valeur (1).

Le 2 octobre 1810, le nouveau prince de Suède se mit en route avec une suite nombreuse, composée de Suédois et de Français. Il s'arrêta quelques jours à Helsingœr (Elseneur), dernière ville des États danois, afin d'y embrasser la religion luthérienne, formalité prescrite par l'acte de son élection. L'archevêque d'Upsal avait été envoyé à sa rencontre.

D'Elseneur il traversa la Suède, et se rendit à Drottning-

(1) Bonaparte traita fort bien le maréchal avant son départ et lui dit entre autres choses : « Il ne vous faut point arriver en Suède les mains vides. Voilà un bon d'un million sur la trésorerie. » Le nouveau prince royal de Suède lui fit sans doute de son côté les plus belles promesses du monde. (*Note de l'auteur.*)

holm (1), d'où il devait partir le lendemain pour faire à Stockholm une entrée solennelle. Auparavant il vint incognito rendre ses devoirs au roi, dans le cabinet duquel j'étais lorsqu'on annonça le prince royal. Je me retirai dans le salon qu'il traversa avec assurance. Il entra seul chez le roi; après quelques minutes de tête à tête, le roi fit appeler la reine. Ils restèrent tous trois ensemble environ un quart d'heure, puis la reine retourna chez elle. Le prince quitta le roi pour aller lui faire une visite; le roi, étant entré dans le salon, s'approcha de moi tout joyeux et me dit à voix basse : « J'ai joué gros jeu, mais je crois avoir gagné. » A quoi je répondis par des félicitations d'autant plus sincères, qu'ayant été forcé, par les circonstances, de travailler à le déterminer, je désirais vivement voir tourner à son avantage et à celui de la Suède le choix qu'il avait fait, quelque extraordinaire qu'il parût.

L'élévation d'un général français à la dignité d'héritier du trône de Suède n'a pas été un des événements les moins remarquables du temps où nous vivons. L'Europe croit encore que ce choix a été ou commandé ou dirigé par Napoléon. Je ne nierai point son influence sur le choix fait par la Suède; mais cette influence a été passive et pour ainsi dire involontaire. Le récit exact que je viens de faire a dû convaincre le lecteur de la véracité de cette assertion. Placé de manière à bien connaître les faits, je les ai exposés avec une véracité qu'aucun intérêt, aucune passion n'ont pu altérer, et les historiens trouveront dans cette narration fidèle des matériaux qui leur manqueraient peut-être pour rendre compte à la postérité d'un des jeux les plus bizarres de la fortune.

(1) Maison royale située à deux lieues de la capitale. (*Note de l'auteur.*)

CHAPITRE VIII

1811-1812

Bernadotte à son arrivée en Suède. Séduction qu'il exerce sur le roi et son entourage. Sa popularité. — Arrivée de la princesse royale et du prince Oscar. — Le baron Alquier. Ses rapports avec l'auteur. — La princesse royale retourne en France. — Caractère et habitudes de Bernadotte. — Exigences de la France au sujet du blocus continental. — Les rapports du baron Alquier avec le prince royal et le gouvernement suédois commencent à s'aigrir. — Rappel du baron Alquier. Il est remplacé par M. de Cabre comme chargé d'affaires. — Invasion de la Poméranie suédoise par les Français. — Le comte Charles de Löwenhielm envoyé à Pétersbourg conclure avec la Russie une alliance offensive et défensive contre la France. — L'auteur est nommé inspecteur général de l'artillerie suédoise.

J'ai dit comment le choix le plus bizarre, le plus imprévu s'était effectué contre le gré du dominateur de l'Europe, dont un seul mot l'eût empêché; contre le vœu primitif de presque tout ce qu'il y avait de distingué dans une nation libre; contre celui du prince qui la gouvernait; comment enfin ce fut par un Français émigré, agissant contre ses opinions et ses préjugés, que les derniers obstacles furent levés.

Quel devait être le résultat de ce choix? Le monde voyait en Bernadotte un nouvel allié pour la France, un voisin dangereux pour la Russie. C'était en effet pour se venger d'elle, c'était croyant plaire à Napoléon, que plusieurs l'avaient élu. Eh bien! le monde devait être trompé. Il arriva tout l'opposé de ce qu'on prévoyait, ou de ce qu'on désirait. Je le dis d'avance parce que les faits le démontreront, nul autre que Bernadotte, prince royal de Suède, n'aurait autant contribué à la chute de Bonaparte et tel autre à sa place aurait déterminé l'abaissement de la Russie.

Si jusqu'ici on a lu ces Mémoires avec quelque intérêt, j'es-

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

père qu'on n'en accordera pas moins à ce qui me reste à raconter. Comme cet intérêt naît du fond des choses, je suis loin de m'en faire un mérite, je n'aspire qu'à celui de l'exactitude et de l'impartialité. Je vais montrer l'homme, dont l'élévation a eu tant d'influence sur le sort de l'Europe, tel que je l'ai vu dans les grandes et les petites choses. Je vais pour ainsi dire le détailler, sans oublier aucune qualité, sans cacher aucun défaut, de sorte que chacun pourra faire la part de la fortune et la part du talent. O fortune! quel rôle tu joues dans les affaires de ce monde, et combien de réputations vues de près perdent de leur éclat!

J'en suis resté à la séduction que le nouveau prince royal exerça de prime abord sur le roi. Elle fut bientôt générale; tant est grand l'empire des formes extérieures (1)! On s'attendait à une tournure, à des manières un peu soldatesques; on trouvait un beau physique, l'aisance, la politesse, même la galanterie d'un homme de cour (2). Comment y résister? Les

(1) Cette séduction que Bernadotte exerça de prime abord sur le roi, la reine et leur entourage, ne fit qu'augmenter. Le 2 novembre 1813, après Leipzig, Charles XIII écrivait au général de Suremain : « Le prince royal a outrepassé la limite de ses devoirs. Dieu nous l'a conservé, que de grâces on doit lui rendre! Quel homme c'est! Je crois que c'est un Dieu transformé en général. »

(2) Le comte de Rochechouart, dans ses Mémoires, dépeint ainsi Bernadotte : « Il était grand et élancé, sa figure d'aigle rappelait tout à fait celle du grand Condé. Sa chevelure épaisse et noire s'harmonisait avec le teint mat des habitants du Béarn, sa patrie. Sa tournure à cheval était très martiale, peut-être un peu théâtrale, mais sa bravoure, son sang-froid au milieu des batailles les plus sanglantes, faisaient oublier ce petit défaut. Il est impossible de rencontrer un homme de manières et de langage plus séduisant; il me captiva complètement, et si j'avais été attaché à sa personne, je lui aurais été sincèrement dévoué. »

Mme de Genlis parle en termes émus de ses relations avec le prince et la princesse de Ponte-Corvo : « J'eus l'honneur, écrit-elle, de recevoir plusieurs fois à l'Arsenal Mme la maréchale Bernadotte, qui avait alors tout le charme de la plus jolie figure et les manières les plus agréables. Je la vis pour la première fois chez M. de Cabre qui nous donna à dîner; j'étais placée à côté du maréchal, qui ressemble de la manière la plus étonnante à tous les portraits du grand Condé. Sa belle tournure, la noblesse de son ton, sa politesse secondaient cette glorieuse ressemblance, qu'il complétait d'ailleurs par ses grandes qualités guerrières. Je dis tout bas à M. de Cabre que le maréchal avait des manières de roi. Je ne croyais pas faire une prophétie. »

femmes surtout étaient enchantées. Peut-être moi-même serais-je tombé sous le charme si, pendant mon dernier séjour à Paris, le général Eblé, mon ami, l'un des hommes les plus estimés de l'armée française, qui avait servi sous les ordres du maréchal Bernadotte, ne m'avait parlé de lui de manière à me mettre un peu en garde contre cette séduction. Je me promis d'observer froidement ce qui se passerait, et d'être surtout très circonspect dans mes démarches et mes discours.

Ma position n'était pas sans difficultés. Si je suivais la foule qui se portait au soleil levant, j'étais sûr de n'être pas confondu avec le vulgaire des courtisans. Je devais même être recherché, et comme Français, et comme jouissant de la faveur du roi. Mais un tel empressement n'était ni dans mon caractère, ni dans mes principes, et ce bon Charles XIII, que j'aimais d'affection et de reconnaissance, de quel œil l'aurait-il vu? Si je me tenais trop à l'écart, je risquais de devenir suspect au prince. Il devait déjà savoir que je n'avais point partagé l'ardeur de ceux qui l'avaient appelé en Suède, et toujours ignorer ce que j'avais dit au roi pour le déterminer en sa faveur. Voilà les écueils entre lesquels il me fallait louvoyer; et pour le faire avec succès, il m'aurait fallu plus de liant, plus d'adresse que je n'en ai.

Les premiers jours qui suivirent l'arrivée du prince furent consacrés aux fêtes et aux cérémonies. C'en était une toute neuve pour lui que la prestation de serment au roi, devant les États assemblés. Cependant je ne vis jamais d'homme moins embarrassé. Ni le costume qu'il portait, ni la solennité des circonstances ne semblaient le gêner ou lui imposer. Son discours, plein de dignité, fut, quoique assez long, débité avec une grande assurance, et charma même ceux qui ne le comprenaient pas (1). Pour mon compte, j'étais ébahi de la manière dont un ancien soldat de la liberté savait faire le prince.

Très peu de temps après, j'eus l'occasion de voir combien il

(1) Il était en français. (*Note de l'auteur.*)

était habile à profiter de tout pour produire de l'effet et tapisser, comme on dit, sur la rue. Il y avait une parade extraordinaire dans la cour du palais et par conséquent beaucoup de curieux (1).

Quelques dragons de la garde, le sabre à la main, tâchaient, sans maltraiter personne, de maintenir l'ordre et mettaient très peu d'obstacles à l'indiscrétion de la populace. Néanmoins le prince appela leur chef, parut le gronder vivement des procédés de ses soldats, et fit cesser toute action de leur part; de sorte que les troupes défilèrent pêle-mêle avec les badauds. Certes ce n'était pas sans calcul, qu'un ci-devant général français montrait tant d'égards pour le peuple, et j'aurai plus d'un trait de ce genre à rapporter.

En même temps que le prince affichait un si grand désir de plaire aux classes les plus inférieures, il ne négligeait pas les autres. Prêtres, nobles, bourgeois, paysans, militaires, il s'adressait à chacun, de manière à inoculer de l'affection ou des espérances. Pour ceux qui ne comprenaient pas le français, son air affable suppléait aux expressions.

Et quant au roi, il achevait de le subjuguer par tout ce qu'on peut imaginer de respects extérieurs et de soins empressés (2). Tous les soirs le prince venait exactement chez la reine. Là, assis entre elle et le roi, près d'une grande table ronde, autour de laquelle se réunissaient les dames, les hommes de la Cour faisant cercle debout derrière elles, il tenait le dé de la conversation, qu'il dirigeait à son gré et rendait piquante par ses récits, même par son accent. Parlait-il histoire? Il paraissait supérieur aux gens les plus instruits, car il s'arrêtait de préférence sur les temps les moins connus, et l'on était étonné de l'entendre disserter hardiment sur ceux d'Odin et de Birger-Jarl, sur les révolutions du Bas-Empire et les commencements

(1) Le palais, placé sur une éminence au centre de Stockholm, est un très beau monument carré, ayant une cour intérieure, à peu près aussi grande que celle du Louvre. (*Note de l'auteur.*)

(2) Le roi l'avait non seulement choisi pour son héritier, mais adopté pour son fils et nommé généralissime et grand amiral. (*Note de l'auteur.*)

de la monarchie française. Parlait-il guerre? C'était toujours avec une modestie très adroite qu'il racontait ses faits d'armes. Administration ou finances? Il montrait plus de prétentions et détaillait avec complaisance ses travaux comme ministre de la guerre sous le Directoire. Souvent il mettait en jeu les auditeurs, ayant l'air de demander leur assentiment ou de rechercher leurs lumières. J'ai été plus d'une fois interpellé, et quelquefois dans l'embarras de le contredire, lorsqu'il s'agissait, par hasard, des règnes de Louis XV et de Louis XVI, que le prince me paraissait moins bien connaître que celui de Charlemagne (1).

Je donnerai une idée plus exacte encore de ses manières séduisantes, en racontant comment il ne tarda pas d'en faire usage à mon égard.

Un jour que j'étais seul avec lui dans son cabinet, après m'avoir parlé longuement des divers événements de sa vie, il en vint au rôle qu'il se trouvait appelé à jouer en Suède : « C'est, me dit-il, comme au temps des empereurs romains; mon épée m'a valu d'être choisi, mais ce succès ne me tourne pas la tête : je suis toujours Français, bon Français dans le cœur, et pour vous, Monsieur de Suremain, je veux être un compatriote, un ami chargé de votre fortune. Tout ici a l'air misérable. Il faut que mes généraux aient de l'éclat, que ceux qui servent bien l'État en soient récompensés, puissent jouir de la vie. Voulez-vous 50,000 francs? » Jusque-là j'avais laissé aller le prince, me bornant à quelques légers mouvements de tête, cependant à ces 50,000 francs, si facilement offerts, il fallait bien un *oui* ou un *non;* et pour ne dire ni l'un ni l'autre : « Monseigneur, répondis-je, quand le roi daignera récompenser mes services, j'accepterai ses bienfaits avec reconnaissance, mais je ne les solliciterai jamais. » Peut-être le nom du roi placé là ne plut guère. Néanmoins la conversation con-

(1) Sur tout ce qui l'approchait, Napoléon exerçait l'empire du génie et Bernadotte celui de la grâce, de l'adresse et de l'esprit. L'un subjuguait, l'autre séduisait. (*Note de l'auteur.*)

tinua sur le ton le plus gracieux de la part du prince; avec moins d'expérience, j'aurais, en le quittant, pu me croire un favori. Au reste j'eus peu de mérite à faire la réponse que je viens de rapporter; je n'étais pas le premier qu'il avait cajolé presque dans les mêmes termes et tout se sait à la Cour.

S'il se fût borné à me dire avec sa grâce naturelle : « Vous êtes attaché au roi et à la Suède, je désire que vous vous attachiez également à moi, » j'aurais été à lui sans cesser d'être au roi; mais, dans le complément de ses avances, je crus voir un piège, une phrase banale de séduction et cela peut-être m'éloigna.

Ce qui m'empêcha aussi un peu de céder à l'attrait des manières du prince fut que, parmi les Français qu'il avait amenés avec lui, quelques-uns s'étaient hâtés de former une police particulière, dont il payait et écoutait avidement les rapports (1). Il encourageait également tout le monde à lui en faire, aussi lui en venait-il de tous côtés; s'ils ne lui étaient pas entièrement favorables, alors sa tête se montait, il voyait partout des ennemis. De là de l'humeur, des préventions, des propos, des scènes qui commencèrent à désenchanter plusieurs personnes.

Je ne ferai pas l'histoire de ces tracasseries. Le général Adlercreutz y fut mêlé. Sans compter d'autres sujets de mécontentement, il avait surtout à se plaindre de la protection ouvertement accordée par le prince à un nommé Grevensmüller, écrivain de pamphlets, dans lesquels ce général était journellement attaqué. Comme il savait très peu le français, je traduisis et adoucis beaucoup un mémoire qui contenait ses griefs. Il le remit au prince et la suite en fut un raccommodement; mais il est rare que des querelles de ce genre ne laissent après elles plus ou moins de levain.

Le roi, de son côté, fut offensé de la confiance accordée par

(1) Je suis loin de confondre avec ces personnages le chef d'escadrons, à présent général Gentil de Saint-Alphonse, les aides de camp du prince, M. Lannes, négociant du Béarn, etc. (*Note de l'auteur.*)

l'héritier du trône à un colonel de marine dont, lui, avait fait l'éducation, qu'il avait eu pour aide de camp étant duc de Sudermanie, et dont il avait eu ensuite à se plaindre. Je voyais le roi tous les jours, tête à tête, pendant son déjeuner, et quand je le voulais dans la journée, pouvant entrer chez lui à toute heure. Il me parla de la faveur de ce colonel, et j'étais assez disposé à ajouter à la critique qu'il en faisait. Cependant je m'en abstins, et même je le calmai par cette réflexion, qu'il était bien difficile que le prince, si nouvellement arrivé, ne fût pas quelquefois circonvenu par les gens qui l'assiégeaient : « Sire, lui dis-je, racontez vous-même au prince sa conduite à votre égard et probablement vous l'en dégoûterez. » Je ne crois pas que le roi ait suivi mon conseil, car il redoutait à l'excès tout ce qui pouvait amener quelque discussion. Quoi qu'il en fût, le protégé resta près de son protecteur.

Mais passons à des choses d'autant plus importantes qu'elles ont amené la rupture devenue si fatale à la France.

En permettant au maréchal Bernadotte d'accepter l'héritage de la couronne de Suède, Napoléon croyait sûrement le dominer toujours, ne tenant compte ni des antécédents, ni du caractère de son ex-sujet; il paraît qu'il ne vit en lui qu'un préfet français de plus en Europe, car à peine le prince royal avait-il quitté Paris, que l'envoyé de Suède mandé aux Tuileries, y reçut de l'empereur une longue et sévère admonition sur les rapports que sa Cour conservait avec l'Angleterre; et à peine était-il arrivé à Stockholm, que des notes de l'envoyé de France, le baron Alquier, exprimèrent plus vivement encore le mécontentement de son maître (1).

Ainsi, au lieu de tenir la promesse à moi faite par le duc de

(1) « La Suède, dit Napoléon au baron de Lagerbielke, m'a fait cette année plus de mal que les cinq coalitions que j'ai vaincues. Prétend-elle donc être seule le magasin duquel toutes les marchandises anglaises et les denrées coloniales seront librement versées sur le continent? Non, quand un nouveau Charles XII serait campé sur les hauteurs de Montmartre, il n'obtiendrait pas cela de moi... » (VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, t. II, chap. XIII.)

Cadore, de fermer les yeux sur les infractions au système continental, lorsqu'elles n'auraient pas grande importance, c'en était l'observation la plus rigoureuse qu'on exigeait impérieusement (1). On semblait pressé de mettre à l'épreuve l'obéissance du nouveau prince de Suède; or M. Alquier, chargé de cette mission, était l'homme le moins propre à en adoucir l'âpreté.

Ancien ambassadeur de la République en Espagne, à Rome et à Naples, cet ex-conventionnel ne manquait ni d'expérience ni de talents; mais serviteur d'un gouvernement peu scrupuleux sur les formes et fort enclin lui-même à en prendre d'altières, il était loin d'avoir et cette dignité que donne souvent l'habitude des grandes places, et cette aménité qui annonce un caractère bienveillant et prépare des succès. Sa dignité, quand il voulait faire l'ambassadeur, ressemblait à de la morgue; puis il retombait assez vite dans des habitudes bourgeoises. On aurait pu le croire bon homme, si sa figure n'eût annoncé tout le contraire (2).

Malgré des exigences très fâcheuses pour le prince à son début en Suède, où il prit de suite une part active aux affaires,

(1) Lorsque Napoléon avait accordé la paix aux Suédois, le 6 janvier 1810, il leur avait restitué la Poméranie sous la condition qu'ils déclareraient la guerre aux Anglais et s'astreindraient à toutes les exigences du blocus. Malgré cet engagement positif, la Poméranie avec le port de Stralsund restait ouverte aux produits coloniaux qui s'y concentraient, et de là allaient s'insinuer dans les contrées voisines. De plus, la Suède conservait des relations directes avec l'Angleterre et lui prêtait un précieux concours. Elle accueillait dans ses ports et dans celui de Gothembourg en particulier, les articles prohibés, les y laissant s'y entasser, en attendant l'occasion propice pour tâter les côtes allemandes et y prendre terre. La contrebande s'organisait en Suède,... C'est ce vaste entrepôt avec son prolongement en Allemagne, que Napoléon voulait fermer. (Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, t. II, chap. xii, p. 446.)

(2) Charles-Jean-Marie, baron Alquier, né en 1752 à Talmont, près des Sables-d'Olonne, avait siégé à la Constituante, à la Convention et au Conseil des Anciens, avant de représenter la République à Munich et à Madrid, l'Empire à Naples et à Rome. De Suède il alla à Copenhague comme ministre plénipotentiaire. Rentré plus tard en France, il fut exilé comme régicide en 1816. Il obtint d'y revenir en 1818, grâce à l'appui de son ancien collègue, Boissy d'Anglas, devenu pair de France. Il mourut à Paris en 1826.

la meilleure intelligence parut d'abord régner entre l'envoyé de France et lui. Ils se connaissaient de longue main. Tous deux avaient servi la République avant de servir l'Empire. Le prince céda en apparence. Il promit de fermer les ports, et peu après la guerre fut déclarée à l'Angleterre.

Avant qu'on en vînt à cette extrémité, M. Alquier, à qui j'en avais démontré les dangers (1), me pria de lui donner par écrit mes raisonnements; je lui remis un petit mémoire que j'avais fait auparavant approuver par le prince; mais avec le gouvernement de Bonaparte, avoir droit ou raison, servait à bien peu de chose. Au reste cet état de guerre n'eut pas les conséquences fâcheuses qu'il pouvait avoir, parce que l'Angleterre, bien convaincue qu'il n'était que simulé de la part de la Suède, n'exerça point de représailles.

Dès son arrivée en Suède, M. Alquier avait paru me rechercher beaucoup et ma position ne me permettait pas de résister à ses avances. J'étais d'ailleurs curieux de voir de près quelle serait son influence et comment il l'exercerait. Je dois dire qu'il me jugea assez bien pour ne jamais rien hasarder avec moi dont ma délicatesse pût s'offenser. Cependant j'entrevis bien vite de sa part, et je m'en étonnai, le dessein de diminuer mon enthousiasme pour le prince, si j'avais partagé celui du public : « Voyez, me dit-il un jour, avec un air d'abandon, voyez ce que c'est que la fortune, et quel est l'effet du temps et de l'expérience! Votre prince royal a été un fougueux jacobin et le voilà sur les marches d'un trône! Mais moi-même, n'ai-je pas eu le malheur d'être conventionnel, et me voilà baron! Ah! monsieur, que de regrets et d'étonnement laissent de pareils souvenirs! Il n'a sûrement plus à présent que des idées monarchiques, peut-être même despotiques, car les militaires se familiarisent bien vite avec

(1) Outre les pertes du commerce, il y avait le danger que les Anglais ne s'emparassent de l'île de Gottland pour y former un établissement, ce que la Suède aurait eu de la peine à empêcher et ce qui aurait mis tout le commerce de la Baltique à la merci de l'Angleterre. (*Note de l'auteur.*)

elles. Du reste, s'il n'était pas à beaucoup près un de nos meilleurs généraux, il est un de ceux qui a les meilleures manières. Ces Gascons sont si habiles à prendre toute espèce de formes! Il paraît qu'il réussit bien ici; croyez-vous que cela dure? Il a été plus d'une fois brouillé avec l'empereur, il lui a donné de graves sujets de plainte et, malgré cela, c'est à lui qu'il doit sa position actuelle. On l'a pris plutôt qu'un autre, parce qu'on a cru que l'empereur le voulait. Désaugiers, vous le voyez, m'a mis fort au courant; tout cela entre nous, Monsieur de Suremain, j'ai un véritable plaisir à causer avec vous à cœur ouvert. »

Je n'étais pas assez sot pour être dupe du *cœur ouvert* de M. Alquier, et pour faire de lui le confident de mes jugements et de mes pensées. Mais si je l'avais été, la découverte d'une indiscrétion de sa part m'en aurait corrigé; la voici. Je l'avais vu depuis peu, lorsqu'un matin, étant dans le salon du prince, celui-ci s'approcha de moi et me dit assez sèchement : « Je sais que vous voulez quitter la Suède après la mort du roi. J'espère que cela n'arrivera pas de sitôt. En tout cas, vous pouvez compter que vos pensions vous seront exactement payées partout où vous irez. » Sans me déconcerter, je le remerciai de cette promesse inattendue et je me rappelai de suite que M. Alquier m'ayant demandé nouvellement quels étaient mes projets pour l'avenir, je lui avais répondu que mon intention était de rester en Suède jusqu'à la mort du roi, et de me retirer après dans ma famille. Était-ce humeur de la part du prince, ou une intention de me brouiller avec M. Alquier, qui m'avait valu l'espèce de boutade que je viens de rapporter? Celui-ci avait-il répété mes paroles comme indifférentes ou pour me nuire? C'est ce que je n'ai point vérifié.

Je continuai de payer exactement au prince le tribut de respect que je devais à sa position, sans vouloir être sa créature, à voir politiquement M. Alquier en évitant l'intimité, et à cultiver les bontés du roi, seulement par tous les soins que

m'inspiraient l'affection ou la reconnaissance, sans me mêler en rien des affaires publiques. Une pareille conduite semblait devoir me mettre à l'abri de toute espèce de tracasserie. Elle convenait à une insouciance de l'avenir, à une fierté de caractère que j'ai, je l'avoue, poussées trop loin; mais elle n'en était pas moins alors la plus raisonnable à tenir.

Pouvais-je, en effet, à moins d'être aveuglé par l'orgueil le plus absurde, vouloir jouter de crédit avec l'héritier de la couronne, et dominer, diriger un roi dont la vie ne tenait qu'à un fil, dont l'âge augmentait encore la faiblesse de caractère et dont la mort m'aurait laissé exposé, sans défense, au ressentiment de son successeur? Pouvais-je, sans être le plus ingrat des hommes, empoisonner sa vieillesse et hâter sa fin par des dissensions intérieures? N'avais-je pas agi pour le déterminer à choisir le prince de Ponte-Corvo? Et si je le mettais dans le cas de s'en repentir, n'aurait-il pas le droit de me le reprocher amèrement?

J'affirme ne lui avoir jamais rien dit, rien insinué, qui pût nuire au prince dans son esprit et, qui plus est, ne lui avoir jamais rien demandé pour moi, excepté la jouissance d'une jolie maison de campagne dépendante de Drottningholm, jouissance qu'il m'accorda avec joie et à laquelle, malgré ses instances, je crus devoir renoncer quelques jours après.

Excepté la dépense du voyage fait à Paris par son ordre, j'affirme encore n'en avoir jamais rien reçu en gratifications, pensions, traitements sur sa cassette particulière, dont les registres existent sans doute et peuvent le témoigner. J'ai demandé assez souvent pour autrui, et toujours obtenu, des faveurs de peu d'importance, des décorations, des secours à des officiers pauvres. Voilà à quoi s'est borné l'usage d'un crédit que l'on supposait très grand et dont je n'ai pas cherché à connaître la valeur.

Mais, je l'ai depuis appris à mes dépens, ni le prince royal, ni surtout ses alentours, ne comprirent ma conduite. J'étais à portée d'intriguer, d'influencer le roi; on crut que je le faisais

et la plus légère résistance de sa part me fut attribuée. Je voyais assez souvent M. Alquier, donc j'étais vendu à la France. Je n'avais fait au prince aucune protestation particulière de dévouement, j'avais à peu près décliné ses bienfaits, donc j'étais son ennemi. J'étais fort lié avec le général Adlercreutz, donc je partageais son irritation et les projets que très gratuitement on lui prêtait.

Malgré cela plusieurs mois se passèrent sans que mes rapports avec le prince fussent en rien désagréables. Parmi les jeunes personnes de la cour, il parut distinguer Mlle de X..., plus remarquable par son esprit que par sa beauté. Elle était en même temps une espèce de favorite du roi, qui s'amusait de sa gaieté et la comblait de présents; mais les moyens d'une demoiselle d'honneur pour captiver en même temps le père et le fils ne pouvaient être à mon usage.

La princesse royale arriva en Suède avec son fils Oscar, le 7 janvier 1811 (1). Il avait onze ans, l'âge du fils de Gustave IV; sa figure, ses manières, son nom (celui d'un des héros d'Ossian) réussirent à merveille. Le roi le titra duc de Sudermanie, comme lui-même l'avait été. On le mit entre les mains de prêtres luthériens pour être instruit dans la religion du pays; mais il ne fut pas question de la faire embrasser à sa mère. J'ai assisté à la messe dite dans ses appartements. Ainsi la fille de M. Clary, de Marseille, se trouva jouir d'une liberté que Gustave IV n'avait pas osé promettre à celle de l'empereur de toutes les Russies. On se rappelle que la difficulté de l'exercice public du culte grec avait rompu le mariage du roi de Suède avec la grande-du-

(1) La princesse royale Bernardine-Eugénie-Désirée Clary, née à Marseille le 8 novembre 1777, était fille de François Clary et de Françoise-Rose Somis. Fiancée d'abord à Bonaparte, elle avait épousé, le 17 août 1798, Jean-Baptiste Bernadotte, alors général de division des armées de la République. Couronnée reine de Suède en 1829, elle mourut à Stockholm en 1860. Sa sœur aînée, Julie Clary, avait épousé le roi Joseph. (Voir *Vie de Désirée Clary, reine de Suède et de Norvège*, par son chambellan le baron DE HOCHSCHILD, et *Une fiancée de Napoléon, Désirée Clary*, par la comtesse D'ARMAILLÉ, née SÉGUR.)

chesse Alexandra. La princesse royale eut une cour à elle, ainsi que l'avait son mari; et les plus grands noms de la Suède parurent flattés d'être attachés au service intérieur de l'un et de l'autre.

Voilà donc la famille Bernadotte ou plutôt la branche de cette famille qui doit commencer en Suède une nouvelle dynastie, la voilà installée dans la capitale de ce pays. Elle y est entourée d'hommages, et ses succès achèvent d'effacer les derniers souvenirs conservés au fils de Gustave IV. Le trône auquel elle est destinée avoisine ceux de Danemark et de Russie occupés par deux branches de cette maison de Holstein, si récemment déshéritée en Suède. N'importe, ni le Danemark, ni la Russie, n'ont réclamé en faveur de leur proche parent, en faveur d'un enfant innocent des fautes de son père (1), et le roi de Danemark même n'ose paraître mécontent de ce que la place qu'il a convoitée est prise par un général français. Bonaparte y a consenti, peut-être il l'a voulu; cela suffit pour imposer silence à l'Europe entière.

Afin d'amuser la nouvelle princesse, la Cour devint plus bruyante, plus gaie; il y eut des fêtes, des bals, de grands spectacles, des spectacles de société; enfin toutes les ressources de la Suède, en fait de plaisirs, furent employées. Les intrigues n'en allèrent pas moins leur train; et le caractère du prince royal n'y prêtait malheureusement que trop.

Doué d'une imagination très vive, ayant vécu et s'étant élevé au milieu des orages politiques, il n'en était que plus susceptible de toute espèce d'impression, et les moindres choses prenaient de l'importance à ses yeux. Accoutumé, par ses antécédents, à bien moins compter sur la moralité des individus que sur leurs passions et leurs intérêts, c'est le mauvais côté du cœur humain qu'il voyait et attaquait de préférence. Avide de savoir ce qu'on faisait, ce qu'on disait, ce qu'on

(1) Gustave IV était, par sa mère, cousin germain du roi de Danemark et, par sa femme, beau-frère de l'empereur Alexandre et du roi de Bavière. (*Note de l'auteur.*)

pensait, il ajoutait à sa police stipendiée une police nombreuse et gratuite, il est vrai, mais destructive des mœurs suédoises. Jaloux d'éblouir, et s'offensant de ne pas toujours y réussir à son gré, il éloignait la vérité en ne souffrant pas la contradiction. Trop souvent emporté par la fougue de son caractère, il en résultait des paroles irréfléchies, des jugements hasardés, des accusations injustes; toutes choses dont le secret lui était rarement gardé lorsque même il s'en repentait après.

Tels étaient les défauts qui gâtaient la position la plus heureuse et les dons les plus précieux de la nature; car je le répète, le prince, aujourd'hui roi de Suède, est un homme très remarquable par son esprit, par l'agrément de ses dehors, la facilité de son élocution, par un tact et une assurance qui le préservent de tout embarras, de toute gaucherie, quelles que soient les circonstances où il se trouve. Je crois son cœur bon et généreux lorsque les passions, et surtout l'amour-propre, n'en altèrent pas les mouvements. Le général Adlercreutz le croyait aussi; mais lui, encore moins que moi, ne pouvait s'accoutumer à voir promettre légèrement, et cajoler sans raison et sans choix (1). Il s'irritait des soupçons, des propos du prince sur son compte, propos qu'on manquait rarement d'envenimer en les rapportant. La vérité est que le prince, dans ses accès d'humeur, ne pesait nullement ses paroles : « Est-ce qu'Adlercreutz, me dit-il un jour, croit, parce qu'il a arrêté Gustave IV, qu'il pourrait en faire autant avec moi? Nous serions deux vraiment! » Que ne disait-il pas à d'autres! Le général, de son côté, après avoir joué un premier rôle, joui d'une grande influence dans les affaires, ne voyait de sang-froid ni la décadence de son crédit, ni les attaques faites à sa

(1) Je n'ai jamais vu personne promettre aussi aisément, et oublier si promptement que le roi de Suède actuel, Charles-Jean. Quand j'étais sous les ordres du maréchal Bernadotte, me disait un jour le général Eblé, il voyait rarement l'artillerie sans annoncer pour elle quelque gratification ou quelque avantage. Mais après avoir acquis l'expérience que souvent il oubliait ce qu'il avait promis, je me bornai à mettre sur l'ordre ou à dire aux soldats : « M. le maréchal vous promet telle chose. » (*Note de l'auteur.*)

réputation et devenait ombrageux, même envers ceux de ses anciens amis qui cultivaient ou obtenaient la faveur du prince royal.

Cependant moi, dont il ne pouvait se défier, et avec qui il aimait à s'épancher, je puis jurer n'avoir jamais aperçu dans son cœur une pensée coupable. Il tempêtait, s'exhalait en plaintes, en critiques amères, voulait se retirer à la campagne; son mécontentement s'ébruitait; il ne le cachait point au prince, et celui-ci, soit bonté de cœur, soit crainte de pousser à bout un homme de caractère et de moyens, le calmait, l'amadouait avec tant d'adresse, qu'Adlercreutz s'étonnait après d'avoir si promptement oublié sa colère. Au reste, il était difficile que le prince, avant d'être habitué à la marche du gouvernement suédois, ne prît souvent pour de l'opposition les obstacles et les lenteurs que les lois du pays et les formes de l'administration opposaient à ses désirs ou à ses volontés. Rien ne ressemblait moins à ce qu'il avait vu en France.

Excepté les deux ministères de la justice et des affaires étrangères, qui sont organisés avec une sorte d'unité, les autres départements en manquent tout à fait. Ainsi, par exemple, il n'y a point de ministre de la guerre; mais un des sept membres du Conseil d'État est particulièrement chargé de certaines affaires militaires, dont un secrétaire d'État fait le rapport et les expéditions. Un aide de camp général pour l'armée décide, d'après les ordres immédiats du roi, des mouvements, de la discipline, des grâces, et seulement pour une partie de ces choses, il a besoin du concours du secrétaire d'État de la guerre. Enfin un Collège de la guerre, passant aussi pour ses rapports au roi par la filière du même secrétaire d'État, est chargé du matériel de l'armée. Le général Adlercreutz était en même temps conseiller d'État et aide de camp général pour l'armée. Le prince, ayant été nommé généralissime, dignité dont les prérogatives étaient indéterminées, le général, moins par devoir que par bienséance, ne faisait rien, ne proposait rien d'important sans en avoir

parlé au prince, mais ne se croyait pas obligé de suivre toujours ses idées; le prince, de son côté, décidait, promettait. s'engageait assez souvent sans avoir consulté le général, de là leurs fréquentes discussions.

Ce qui regarde les finances est au moins aussi compliqué que l'administration militaire; avant de l'avoir étudié, le prince voulut y appliquer les connaissances qu'il se croyait dans cette partie. Or ses prétentions étaient grandes : car je lui ai entendu dire en propres termes : « J'ai commandé des armées, j'ai fait la guerre avec succès, d'autres en ont fait autant. Il ne manque nulle part de généraux qui me valent. Mais en administration et en finances, je me connais peu de rivaux. »

Cependant, à en juger par les résultats, il est bien permis de douter de ses lumières, puisqu'au moment où j'écris (1826), malgré douze ans de paix générale, malgré de grandes rentrées de capitaux, l'état financier de la Suède ne s'est pas amélioré et qu'en 1811, son papier-monnaie, seul signe d'échange en circulation, n'a jamais pu se soutenir à une perte moindre de cent pour cent, et perd à présent plus de cent soixante-dix contre l'argent de banque de Hambourg, qui est son terme habituel de comparaison.

Je suis loin d'imputer au prince un état de choses qui a commencé avant lui, qui s'est aggravé par des circonstances indépendantes de sa volonté, et qui dure, je le crois, autant parce qu'il convient à beaucoup d'intérêts privés que par manque de lumières en économie politique. C'est seulement sa présomption que j'ai voulu signaler. Elle est un exemple de plus de la prétention qu'ont parfois des hommes, d'ailleurs très distingués, aux qualités qu'ils n'ont pas, tandis qu'ils ne tirent aucune vanité de celles qu'on ne peut leur contester (1).

(1) Le prince Henri de Prusse était d'une modestie admirable en parlant art militaire; il en aurait discuté les principes avec un sous-lieutenant, tandis qu'il jugeait despotiquement de la littérature et du théâtre français, quoiqu'il ne pût, malgré tout son esprit, écrire correctement dans cette langue et qu'il déclamât les vers d'une manière barbare. (*Note de l'auteur.*)

Jusqu'ici j'ai dit peu de choses de la princesse royale. Ses succès n'approchaient pas de ceux du prince. Elle laissait trop voir le regret d'avoir quitté la France et surtout Paris. M. Alquier comptait beaucoup sur elle pour fortifier son influence en Suède. Cependant, cette influence ne put aller jusqu'à obtenir du gouvernement suédois qu'il imitât le Danemark en fournissant des matelots aux flottes françaises, ni à conclure quelque traité d'alliance.

La guerre avec l'Angleterre n'avait pas interrompu tout commerce avec elle. Il s'en faisait sous pavillon américain, il s'en faisait de contrebande; avec des côtes aussi étendues, la meilleure volonté du monde n'aurait pas réussi à l'empêcher. Ce n'était rien pour l'Angleterre, c'était un soulagement indispensable pour la Suède. La déclaration de guerre obtenue devait suffire à l'orgueil et aux intérêts de Napoléon. Je m'efforçais de le démontrer à M. Alquier en toute occasion; mais, soit que ses espions lui exagérassent l'importance de ce commerce interlope, soit qu'il craignît de se compromettre en le tolérant, il revenait continuellement à la charge avec de nouvelles plaintes.

Ainsi s'écoulèrent les premiers mois que le prince passa en Suède. Quoiqu'il n'y régnât pas encore de droit, il y régnait presque de fait. Toutes les affaires importantes lui étaient communiquées avant d'être portées au Conseil, où il assistait. Sur la plupart il ne pouvait avoir d'opinion bien arrêtée, faute de connaître les lois du pays. Cependant son avis prévalait presque toujours, lorsqu'il n'était pas en opposition directe avec elles. Le roi ne se refusait à aucun de ses désirs en fait de grâces, et la preuve en est qu'il céda aux instances du prince pour nommer amiral ce même colonel de marine, dont j'ai déjà parlé. Il est vrai que ce fut de guerre lasse et peut-être un peu à contre-cœur.

Arrivé prématurément à cette époque de la vie où la décadence des forces physiques entraîne presque toujours celle des forces morales, où l'on redoute toutes les émotions un peu

fortes, le roi, dont la santé ne s'était que très imparfaitement remise de l'attaque d'apoplexie qu'il avait eue l'année précédente, et qui s'écartait parfois du régime qu'on lui avait prescrit, devint assez malade pour être alité, et se détermina à remettre temporairement au prince les rênes du gouvernement. Cela ajoutait très peu de chose au pouvoir de celui-ci, mais il faut que l'autorité sans partage ait bien du charme, puisqu'à l'époque où le roi entra en convalescence, il me fut fait l'ouverture dont je vais parler et dont j'écrivis dans le temps les détails.

C'était dans les premiers jours d'avril 1811. Le baron Alquier m'invita à dîner en petit comité; effectivement il n'y avait avec moi qu'une seule personne étrangère à sa maison. Lorsqu'elle se retira et que j'allais également le quitter : « Restez, me dit-il, j'ai quelque chose de très important à vous dire. » Nous nous assîmes seuls dans un coin du salon. J'étais, je l'avoue, fort curieux d'apprendre ce qu'il avait d'important à me dire. Il débuta ainsi :

« Tenez, Monsieur de Suremain, il ne tient qu'à vous de jouer un bien grand rôle, de faire une bien grande fortune et je me trouverai heureux d'y contribuer.

« — Je vous remercie, Monsieur le baron, je ne demande pas mieux que de jouer un grand rôle, mais de quoi s'agit-il?

« — Eh bien, je n'irai pas par deux chemins, je serai franc avec vous; je vous en dirai peut-être plus que je ne dois; mais enfin, voici le fait. Le roi de Suède est un prince fort respectable; il vous aime et a confiance en vous. Malheureusement il est cassé, maladif, il peut mourir d'un moment à l'autre sans avoir assuré votre fortune. Il faudrait vous attacher d'avance à son successeur. Je vous dirai plus, il conviendrait à la politique de l'empereur que les affaires de la Suède fussent dès à présent conduites par un homme actif et dévoué, comme le prince royal, qui, vous le sentez bien, désire gouverner sans entraves. Cela vaudrait aussi beaucoup mieux pour ce pauvre pays, pour ce vénérable roi, dont le repos prolon-

gerait les jours. Enfin il faudrait le déterminer à abdiquer. Il conserverait tous les honneurs de la royauté, un revenu considérable; on ne négligerait rien pour rendre sa vieillesse heureuse; et vous, Monsieur de Suremain, songez au sort que vous feraient le munificence de l'empereur, la reconnaissance du prince royal! Tenez, je suis autorisé à vous le dire : Vous aurez et vous serez ce que vous voudrez, en servant ce projet. »

J'avais écouté M. Alquier avec d'autant plus d'attention et d'étonnement, que j'étais bien loin de m'attendre à une proposition de ce genre de la part d'un homme qui, dans mainte occasion, m'avait laissé voir l'intention de déprécier le prince royal. « Comment, lui répondis-je, Monsieur, vous qui me savez véritablement attaché au roi, comment avez-vous pensé à me faire une proposition pareille? Quelle opinion avez-vous donc de mon caractère? Quoi! moi, qui lui dois tout le bonheur dont j'ai joui en Suède, j'irais l'engager à céder son autorité, à se mettre dans la dépendance d'un étranger, à s'avouer incapable de régner, et cela par des motifs d'intérêt personnel! Non, c'est mon dernier mot, rien au monde ne me fera commettre une action si coupable.

« — Mais, mon Dieu, il n'est point question de dépendance. Le roi pourrait conserver tout le simulacre, tous les honneurs de la royauté. Le prince seulement conduirait la barque comme elle doit être conduite. Je vous avoue qu'il peut être dans les projets de l'empereur de faire jouer à la Suède un rôle utile pour elle, utile à la France. Que voulez-vous qu'il obtienne d'un vieillard? Songez, je vous le dis en ami, à tout ce que votre intervention peut vous procurer, et au danger d'un refus! Votre délicatesse est fort honorable, mais la politique n'admet pas toujours des principes aussi rigoureux. Vous êtes attaché à la Suède, pourquoi vous refuser à ce qui doit lui être avantageux? Ne voyez-vous pas que cet État languit?

« — Quoique je vous aie dit mon dernier mot, Monsieur le baron, et que moi, je n'aie aucun sacrifice à faire à la poli-

tique, je veux bien laisser là le côté moral de votre proposition, et je m'en vais vous prouver que, sous le rapport politique, dans l'intérêt de l'empereur comme dans celui du prince, votre projet est mauvais, très mauvais. Oui, la Suède languit, mais à qui la faute? N'est-ce pas la France qui a consacré la perte de la Finlande et la ruine du commerce?

« — Ne parlons pas de cela, c'est du passé, il s'agit de l'avenir.

« — Mais parlons au moins du présent. Si la Suède souffre, elle ne peut en accuser le roi. Ses sujets patientent parce qu'il est vieux, infirme et surtout qu'il est aimé. Elle peut encore moins en accuser le prince; mais s'il régnait, on lui demanderait tout de suite de sortir de l'état de malaise où l'on se trouve, et comment s'y prendrait-il pour guérir des maux dont il n'a pu sonder la profondeur? Vous lui accordez donc la science infuse? Croyez-moi, il est trop heureux de faire son noviciat. Il y aurait peut-être un moment d'entrain en le voyant s'asseoir sur le trône, mais il passerait vite; et l'idée fort naturelle que l'abdication du roi ne serait pas volontaire discréditerait en Suède et l'empereur et le prince. »

M. Alquier n'ayant pas trouvé grand'chose à répondre à mes raisonnements, finit par me dire : « J'ai dû faire une commission, je l'ai faite de mon mieux, et je suis fâché que ce soit sans succès. Soyez au reste sûr que je ne vous sais aucun mauvais gré de votre refus et que je tâcherai d'en faire valoir les motifs. »

Pour combien l'empereur et le prince étaient-ils chacun dans la proposition que venait de me faire M. Alquier? C'est ce que je ne puis déterminer. Celui-ci, quoiqu'il parût alors très bien avec le prince, ne s'était pas mis en avant, ne s'était pas expliqué si clairement avec moi, sans l'ordre de son maître.

Je m'inquiétai peu cependant de la manière dont l'empereur prendrait ma résistance. Elle me semblait fondée en sentiments, en raisons qu'il devait apprécier. Mais qu'en penserait le prince? Quelle valeur attachait-il au succès de la démarche

faite auprès de moi? Me pardonnerait-il mon refus et la possession d'un secret dont je pouvais abuser pour le perdre dans l'esprit du roi? J'eus un moment l'idée de l'aller trouver, de m'expliquer avec lui et d'essayer de le convaincre que j'avais fait pour le mieux. Puis j'y renonçai, autant par fierté que par crainte du désavantage qu'aurait ma franchise, en la mettant aux prises avec sa finesse. Le général Aldercreutz et le comte de Löwenhielm furent les seuls à qui je fis confidence de ce qui s'était passé entre M. Alquier et moi. Le roi n'en a jamais rien su.

Comme je n'étais pas sans inquiétude d'avoir fortement déplu au prince, au moins par le caractère d'indépendance qu'annonçait ma conduite, je résolus d'observer, avec plus de soin que de coutume, comment il me traiterait.

Rien d'abord ne parut changé dans sa manière d'être à mon égard; et peut-être le dus-je à son intimité croissante avec Mlle de X... Je l'avais soignée à son entrée à la Cour, lorsqu'elle y faisait encore bien peu d'effet; et il en était résulté de sa part une telle habitude de confiance, qu'elle ne me cachait point sa liaison avec le prince et que j'en aurais su tous les détails, si j'en avais été curieux.

Cependant il s'essaya un jour à me faire une querelle: « Vous m'avez critiqué, me dit-il assez gaiement. — Comment, Monseigneur, et sur quoi? — Oui, vous avez dit que je faisais une mauvaise opération en voulant maîtriser le cours du change. » Je lui répondis, comme il était vrai, que je ne me le rappelais pas, mais que je pouvais bien l'avoir dit, parce que je le pensais. « Pourquoi émettre votre opinion? reprit-il vivement, vous appartenez à la personne du roi et rien de ce que vous dites n'est sans conséquence. — Vos reproches, Monseigneur, seraient fondés, si j'avais été à la Bourse ou dans le monde décrier votre opération : je ne l'ai point fait. Il est possible que dans une conversation intime, dont un malveillant ou un espion aura saisi quelques phrases, j'aie dit que vous vous trompiez, que vous ne réussiriez pas, voilà tout.

Puisque Votre Altesse Royale m'en parle, je voudrais pouvoir lui persuader que son opération est mauvaise. — Vous vous croyez donc bien habile en finances? — Non, mais Gustave IV a fait exactement ce que vous faites, et les agioteurs seuls y ont gagné. »

J'entrepris de lui expliquer ce qui s'était passé dans le temps. Il prétendit avoir d'autres moyens. Je n'osai m'appuyer de l'avis de banquiers probes et éclairés, parce qu'il aurait fallu les citer, et après de fort légers débats la discussion finit, sans apparence d'humeur de sa part.

Si le prince avait eu des capitaux considérables, et d'une quotité ignorée, il aurait pu, je le crois, gouverner le change et rendre un véritable service à la Suède et au commerce, en le maintenant à un taux raisonnable, mais, n'ayant peut-être pas plus d'un million de francs à sa disposition et le fond de sa bourse étant connu, on achetait aujourd'hui pour son compte au-dessous du cours, ce qui le faisait baisser; le lendemain on recommençait la même opération, il en résultait une nouvelle baisse; puis quand, par ce manège, il avait baissé quelque temps et que les agents du prince s'arrêtaient, il remontait plus vite qu'il n'était descendu. On opérait de nouveau dans le même sens, la même chose arrivait; de sorte qu'en fin de compte ceux qui accaparaient les lettres de change pendant la baisse, pour les revendre pendant la hausse, devaient faire tout le profit.

Au commencement de mai 1811, la princesse royale, sous prétexte de santé, partit pour Paris, sans emmener aucune femme de sa cour. Le comte de Rosen fut le seul Suédois qui l'accompagna en qualité de premier écuyer et elle ne le garda que très peu de temps en France. Comme elle n'avait été que quatre mois en Suède et ne paraissait point s'y plaire, son départ fit peu de sensation (1).

(1) La princesse royale ne pouvait s'habituer à vivre dans le pays où elle devait régner. « Son Altesse périt d'ennui, écrivait Alquier à Champagny, le 20 mars 1811. » A Stockholm elle n'avait su ni s'occuper, ni

Déjà les aides de camp français amenés par le prince avaient été rappelés par l'empereur; de sorte qu'outre ses domestiques, il ne resta auprès de lui de ce qui l'avait suivi qu'un certain M. Camps, son compatriote, fils d'un tapissier de Pau, employé dans les convois, puis dans l'administration des domaines du prince, n'ayant jamais été officier en France, et un nommé Flichet, dont le langage et la conduite annonçaient une éducation peu soignée. Le premier fut fait lieutenant-colonel et aide de camp du prince. On ne le trouva pas très extraordinaire, parce qu'on le croyait militaire, qu'on lui voyait la confiance de son patron, à qui il servait de secrétaire intime, et qu'il avait de bonnes manières. L'autre reçut un brevet de major dans l'armée et resta attaché aux écuries et à la police secrète (1).

Pendant le mois de juin, la garnison de Stockholm renforcée de quelques régiments campa comme de coutume hors de la ville. C'était la première fois que le prince voyait des troupes suédoises réunies. Elles manœuvrèrent plusieurs fois devant lui et je me rappelle que son ignorance de la langue du pays produisit une erreur assez plaisante. On lui avait soufflé quelques mots suédois qu'il voulut employer, et voyant dans une manœuvre un régiment de cavalerie aller trop vite à son gré, il se mit à crier : *Trava* (au trot) au lieu de *sagta* (doucement); de sorte que le régiment n'en alla que plus vite, et lui de crier à tue-tête : *Trava, Trava, donc,* jusqu'à ce

plaire; ses journées s'écoulaient dans une oisiveté boudeuse, et les soirées, où les dames de la cour avaient conservé l'habitude de filer en devisant paisiblement, lui paraissaient d'une insupportable longueur. A la fin, ne pouvant plus y tenir, elle allégua une raison de santé pour s'éloigner, annonça l'intention de faire une cure à Plombières et partit pour la France. Cette villégiature devait durer douze ans. Privant Bernadotte de la compagne qui mettait auprès de lui un rappel vivant de la patrie, elle le laissait plus exposé aux influences ennemies. (VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, t. III, chap. VII, p. 240-241.)

(1) M. Flichet est mort à Paris en 1820 d'une maladie violente, ayant le brevet de colonel au service de Suède et une forte pension. M. Camps vit à Stockholm, chargé de croix suédoises et russes, et ayant en outre le grade de général-major. (*Note de l'auteur.*)

que quelqu'un, se doutant de sa méprise, la lui fît observer.

Comme les langues ne s'apprennent plus facilement à quarante-cinq ans et que celles du Nord surtout ont des inflexions fort difficiles à saisir par un homme du Midi, on pouvait dès lors prévoir que le prince ne saurait jamais le suédois. En revanche on voyait avec plaisir son fils commencer à le parler un peu; et tel est le privilège de la jeunesse qu'il ne tarda pas à le savoir assez bien pour servir d'interprète à son père (1).

Une des choses dont le prince devait s'occuper de préférence et avec succès, c'était l'armée. Aussi profita-t-il d'une réunion des États pour l'augmenter. Les terres exemptes de fournir des soldats, ou n'en fournissant pas en raison de leur étendue, furent soumises à cet impôt; ce qui mit à même de former en Scanie deux nouveaux régiments d'infanterie. Si l'exécution de ces mesures produisit quelques troubles, ils furent promptement apaisés par un sage mélange d'indulgence et de fermeté. L'habillement et l'armement des troupes éprouvèrent également des améliorations. J'avoue toutefois que je fus étonné de voir le prince, à propos de la longueur à donner au fusil de munition, nous démontrer lui-même qu'elle devait être telle, qu'un soldat en faction eût de la grâce, fût bien posé, en s'appuyant le coude sur son arme.

Qu'on me passe des détails puérils en apparence; ce sont des ombres nécessaires à la peinture d'un caractère fort remarquable. Ne me suis-je pas d'ailleurs engagé à montrer le prince dans les grandes et les petites choses? Cela me mène à dire un mot de ses habitudes privées; pendant près de cinq ans que j'ai, pour ainsi dire, vécu sous le même toit que lui, les occasions de les connaître ne m'ont pas manqué.

(1) Charles-Jean ignora et ignorera jusqu'à la fin de sa vie les langues que parlent ses sujets. Pour le norvégien il semble même n'avoir jamais songé à l'apprendre. Pour le suédois il avait, dès son arrivée, fait choix d'un maître, Wallmark, aux appointements de quatre mille écus, mais il n'avait aucune disposition pour un tel travail. Enfin, malgré ses séjours en Allemagne, il ne savait point l'allemand, dont la connaissance lui aurait facilité sa nouvelle tâche. (SCHEFER, *Bernadotte roi*, p. 159.)

Une des plus singulières chez un homme dont la vie a été si active est celle de rester très longtemps au lit. Dort-il donc plus qu'un autre? Non. Son lit est pour lui une espèce de cabinet de travail, où il compose des lettres, prépare des discours, arrange des phrases pour la journée, où il reçoit des rapports de tout genre, cause sur toute sorte d'objets, donne des audiences et traite pêle-mêle les affaires les plus importantes. Éveillé à six ou sept heures et quelquefois plus matin, à dix on le trouve encore couché. Mais dans cet intervalle de combien de choses ne s'est-il pas occupé, et que de paroles douces aux uns, aigres aux autres, n'a-t-il pas dépensées? Il semble y avoir habituellement chez lui un trop plein de sentiments et d'idées qui déborde.

Enfin l'heure le force à se lever. Il faut faire une toilette : elle sera simple, quoique toujours très soignée; le temps qu'il y donnera, ainsi qu'à un déjeuner frugal, ne sera pas perdu pour sa loquacité. Pendant que des valets de chambre arrangent ses cheveux ou lui passent sa chemise, il parlera police, guerre ou politique, suivant les auditeurs admis; dans le reste de la journée, ce qui n'est pas pris par des devoirs auxquels il ne peut échapper aura à peu près le même emploi. Je ne sais comment ses poumons peuvent suffire à la quantité de paroles que chaque jour il débite. Il est aussi fort à remarquer qu'autant ce prince est prompt à s'enflammer, autant il l'est à se calmer; ses yeux noirs étincellent, sa voix est altérée, il vous fait des reproches bien ou mal fondés : n'ayez pas peur, l'instant d'après son sourire est gracieux, sa figure tranquille, et son propos presque amical. Ces transitions sont si brusques, que j'ai soupçonné quelquefois ses colères d'être calculées, et certes dans ce cas on ne pourrait être meilleur comédien que lui. Mais il est, je crois, plus juste d'attribuer des changements aussi prompts à une extrême mobilité dans les idées.

Je raconte ce que j'ai vu. Peut-être, depuis que le prince est roi, l'âge et l'expérience ont-ils modifié ses habitudes. Peut-être se livre-t-il moins au besoin de discourir. Peut-être est-il

devenu plus exact aux heures marquées pour les repas, les conseils, les revues, les audiences, ou les fêtes ; car si, comme l'a dit Louis XVIII, l'exactitude est la politesse des rois, cette politesse-là n'était pas alors à l'usage du prince de Suède, et c'était la seule qui lui manquât.

Revenons aux relations de la Suède avec la France.

Depuis le départ de la princesse royale, elles devenaient chaque jour moins amicales. Cependant on n'avait point manqué d'envoyer un grand seigneur, le comte de Brahé, complimenter l'empereur sur la naissance du roi de Rome, de cet enfant dont l'existence semblait mettre le sceau à ses prospérités. On avait même fait au baron Alquier la galanterie de lui donner, pour y passer l'été, une jolie maison de campagne, toute meublée, appartenant au roi. Il n'en harcelait pas moins le ministère au sujet de l'introduction furtive de denrées coloniales ; en même temps des corsaires français, établis dans la Baltique, vexaient le commerce suédois. De pareils procédés continuellement répétés ne pouvaient manquer d'altérer les dispositions de la Suède envers la France.

Comment dès lors accorder la conduite de Napoléon avec ce que lui dictait son intérêt? Déjà il prévoyait une rupture avec la Russie ; déjà il s'y préparait. Or quel allié pouvait, par sa position, le mieux servir que la Suède? quel peuple plus récemment trahi, dépouillé par les Russes, plus leur ennemi naturel, devait autant que le peuple suédois être avide de se venger? Y avait-il une combinaison plus simple et plus dangereuse pour eux, que de les faire attaquer sur un flanc par les Turcs, sur l'autre par les Suédois, en agissant sur leur front avec les Polonais, appuyés des forces immenses dont Napoléon disposait? Excepté par des subsides fort inférieurs à ses dépenses, quel secours les Anglais pouvaient-ils porter à la Russie? Pour la faire reculer d'un siècle, ne suffisait-il pas, en lui enlevant le littoral de la Baltique, de détruire l'ouvrage de Pierre Ier? Que deviendraient alors sa civilisation, son commerce, son influence en Europe? Enfin quel meilleur appât à

offrir à l'ambition des Suédois que la Finlande, l'Ingrie, l'Esthonie, la Livonie, provinces qui toutes leur avaient appartenu?

Cela sûrement a été vu, pesé, calculé par Bonaparte. Si la nécessité de contenter et surtout d'occuper les Russes tant qu'il avait quelque chose à craindre de l'Autriche, l'avait fait consentir à l'envahissement de la Finlande; si depuis les circonstances l'empêchèrent de mettre des bornes à cette odieuse spoliation, au moins devait-il compter sur un redoublement de haine des Suédois contre les Russes, dont il pourrait profiter. Pourquoi donc, je le répète, au lieu d'aviver un sentiment si propre à servir ses projets, agit-il de manière à l'affaiblir et risqua-t-il de le remplacer par un sentiment de nature à leur être contraire?

La cause d'un pareil écart est moins encore, je pense, dans un orgueil exalté par des succès inouïs, dans l'habitude de voir tout fléchir devant soi, que dans les anciens rapports de Napoléon avec Bernadotte. Si tout autre que celui-ci, si quelque descendant d'une maison souveraine eût dirigé les affaires de la Suède, l'importance de le faire entrer dans ses vues aurait probablement déterminé Bonaparte à tout employer pour se l'attacher. Comme je l'ai dit, rien n'était plus aisé que d'entraîner les Suédois; mais la fierté du conquérant ne put se plier à négocier avec un homme qui lui devait une partie de sa grandeur et qu'il ne s'était pas déshabitué de traiter en sujet. Il le crut trop lié par ses antécédents pour lui échapper. Il oublia que cet homme l'avait inquiété, lui avait résisté plus d'une fois, et n'appréciant à leur juste valeur, ni l'ascendant que le prince royal avait acquis en Suède, ni la sensibilité des Suédois à des procédés humiliants, il commanda des sacrifices présents contre des promesses de dédommagements futurs, et prépara ainsi une rupture, dont sa passion lui cachait en même temps la possibilité et les conséquences.

Tout ce que, par ma position, j'ai été à même de savoir des propositions de la France, m'a convaincu que ce qu'il y avait

en elles de positif était une exigence ruineuse pour la Suède. Il fallait commencer avant tout par se mettre à sa discrétion; il fallait faire abnégation de son indépendance, de ses intérêts les plus pressants, sauf à en être après bien ou mal récompensé. J'essaierai plus tard de démontrer quels auraient pu être les résultats d'une autre conduite de la part de la France.

Depuis la belle saison, la Cour était établie à Drottningholm. Elle y resta jusqu'à l'automne; pendant tout ce temps le baron Alquier n'y fit que de très courtes et très rares apparitions. Je fus une seule fois le voir à la campagne, où j'évitai tout entretien confidentiel avec lui. Il commençait à être visiblement mal avec le prince, ainsi qu'avec le ministère, dont le chef cependant, le comte d'Engeström, s'était toujours montré partisan de la France.

La santé du roi était rétablie, néanmoins il ne reprenait point, et l'on s'en étonnait, les rênes du gouvernement. Plusieurs fois il me parla des tracasseries de M. Alquier, et je trouve dans mes papiers la note suivante qui doit être du commencement de juillet : je la transcris littéralement.

« Que pensez-vous, m'a dit aujourd'hui le roi, de ce vilain Alquier, qui veut faire ici le proconsul romain? » J'ai reconnu cette expression pour appartenir au prince royal et j'ai répondu : « Je pense que l'empereur ne pouvait plus mal choisir pour se faire aimer. — Mais cela a-t-il le sens commun de vouloir préluder à une alliance par nous vexer et nous ruiner? Je croyais, en prenant pour me succéder un Français, un ancien compagnon d'armes de l'empereur, qu'il m'en saurait gré, qu'il me ménagerait, et c'est tout le contraire. »

Je n'ai pas osé dire au roi que c'était peut-être une raison pour être moins ménagé. « Alquier, a-t-il continué, est acharné à nous trouver des torts et le prend sur un ton qui n'est pas supportable. Aussi Engeström, qui était tout Bonaparte, commence à en revenir. Au reste le prince est d'avis, et c'est bien le mien aussi, de ne pas nous laisser mener à la baguette. Il

y a la mer entre la France et nous; c'est un bon allié. Cependant, si Napoléon venait à se brouiller avec Alexandre, quelle belle occasion pour ravoir la Finlande! Vous le savez, j'ai un faible pour votre nation et une vieille aversion pour les Russes. Je ne pourrais plus guère monter à cheval, mais sur un vaisseau on n'a pas tant besoin de ses jambes que de sa tête. Le prince royal commanderait l'armée, moi je commanderais la flotte. Une glorieuse campagne, cela finit bien un règne! »

Telles étaient les pensées de cet excellent vieillard. En leur donnant issue, ses yeux pétillaient, sa langue cessait d'être embarrassée, sa voix s'animait, il semblait enfin rajeunir. Tel je le trouvais toujours dans mes entretiens habituels avec lui, lorsqu'il était question de quelque chose touchant à l'honneur ou à la prospérité de son pays. Rien également n'était changé dans sa disposition à me dire ce qu'il avait sur le cœur. mais je n'osais plus y répondre avec le même abandon qu'autrefois. Il semblait qu'entre lui et moi, depuis l'arrivée de son nouvel héritier, il y avait quelque chose qui me défendait de ce laisser-aller, dont l'habitude m'avait été si douce.

Lorsque nos conversations prenaient un tour sérieux, ou j'y mettais peu du mien, ou j'en détournais le cours, pour le reporter sur des objets sans importance. Celle-ci se termina par une consultation sur le choix à faire d'une pendule dont Mlle de X... m'avait prié de rappeler au roi la promesse : « Je crois, me dit-il à cette occasion, que le prince royal voit M... avec un certain plaisir. — C'est comme vous, Sire, elle a de l'esprit, elle l'amuse. — Rien que cela? — Ma foi, je n'y ai pas regardé d'assez près pour en savoir davantage. — Allons, allons, quoi qu'il en soit, je vous charge d'acheter pour elle une jolie pendule : car dans mon garde-meuble vous ne trouveriez que des vieilleries, qui ne lui plairaient pas. »

Depuis longtemps la préférence donnée par le prince à cette jeune personne n'était plus un mystère. La reine m'en avait parlé et je lui avais répondu à peu près comme au roi. Plus d'une femme enviait cette conquête, à laquelle Mlle de X...

tenait moins par amour que par calcul et par vanité. Elle n'était d'ailleurs ni méchante ni intrigante. Le prince de son côté avait trop vécu et craignait trop le ridicule pour être amoureux et dominé; il trouvait là une distraction commode, un moyen facile de savoir les petits secrets de la Cour; de sorte qu'à tout prendre, s'il lui fallait une maîtresse, celle-ci valait mieux qu'une autre. Voilà du moins ce qu'on en pensait généralement alors; et j'ignore si Mlle de X... a toujours justifié cette opinion.

J'aurais pu sans doute par le moyen de cette jeune personne que j'avais soignée depuis son début à la Cour, qui me témoignait de l'amitié, de la confiance, et me laissait assez voir l'envie de me prendre pour directeur de son intimité, avec le prince, j'aurais pu, dis-je, le circonvenir et me mettre en faveur près de lui, mais de pareils tripotages, quoique très communs dans les cours, répugnaient trop à ma fierté, et la crainte d'y être mêlé m'éloigna même un peu de Mlle de X...

L'été de 1811 fut en Suède le plus chaud de tous ceux que j'y ai passés. On jouissait d'autant mieux du séjour de Drottningholm, où le genre de vie était, à plus de liberté près, celui que j'ai décrit au temps de Gustave IV. Cependant, s'il y avait moins d'étiquette qu'autrefois, il y avait aussi beaucoup moins de sûreté dans la société. La ville et la Cour fournissaient en même temps à l'espionnage. Les moindres choses étaient rapportées au prince; et l'importance qu'il y attachait, le jetait parfois tout à fait hors des limites de sa position. J'en eus un soir un nouvel exemple.

Après le souper, j'étais resté seul avec le roi, la reine et lui dans un des salons. Le hasard fit tomber la conversation sur Mme de Stedingk, femme de l'homme très distingué dont j'ai déjà eu occasion de parler : « Je sais, dit le prince avec chaleur, qu'elle se permet de parler politique et de plaider la cause des enfants du roi Gustave. Il n'a tenu à rien que je ne la fisse arrêter. »

Voyant le roi et la reine stupéfaits de cette sortie, je répon-

dis sur-le-champ : « Vous avez très bien fait, Monseigneur, de ne point céder à un mouvement d'irritation, vous vous en seriez sûrement repenti. Quelle conséquence peuvent donc avoir pour l'État et pour vous les propos sans consistance d'une femme que l'on n'écoute que par égard pour son mari? Mais celui-ci est généralement aimé et estimé, et toute la Suède eût ressenti l'insulte que vous lui auriez faite. » Le prince changea de conversation et, dès qu'il se fut retiré, le roi et la reine me remercièrent de lui avoir dit si franchement la vérité.

Le lendemain matin le roi m'en parla encore et il me fut facile de voir qu'il avait sur le cœur l'expression *faire arrêter*, employée devant lui comme s'il eût été pour toujours dépouillé du pouvoir : « Le prince est bien vif, me dit-il; il ne connaît pas nos lois; on n'arrête pas les gens sur des ouï-dire et pour des bagatelles. »

J'avais une belle occasion de faire ressortir l'inconvenance du propos tenu la veille, et d'agir au gré du général Adlercreutz, qui aurait voulu que le roi recommençât de gouverner. Cependant, tant par prudence que par paresse et éloignement pour toute manœuvre souterraine, je n'en profitai pas; et, quoique peu de temps après le prince eût pris la fièvre, il n'en conserva pas moins la régence, tandis que le roi, qui se portait assez bien, n'avait que les vains honneurs de la royauté.

Lorsque la Cour revint à Stockholm, les discussions entre l'envoyé de France et le ministère suédois avaient été si fréquentes et si vives, que le baron Alquier ayant déclaré ne plus vouloir communiquer avec le comte Engeström; le prince, de son côté, avait demandé à Paris le rappel de M. Alquier. Ces discussions provenaient toutes des prétentions du gouvernement français à maintenir et à surveiller l'établissement du système continental avec la plus grande rigueur et par tous les moyens possibles.

Je n'entrerai pas dans le détail des avanies, des vexations que le commerce suédois eut à souffrir. L'époque du despo-

tisme exercé par Bonaparte dans tous les lieux où il pouvait atteindre n'est pas si loin de nous que l'Europe en ait perdu la mémoire, et l'on se souviendra longtemps de l'arrogance avec laquelle quelques-uns de ses agents aggravaient la tyrannie de leur maître. A moins d'avoir perdu tout sentiment de sa dignité, à moins de pousser la patience jusqu'à la bassesse et de vouloir être complice de sa propre ruine, le gouvernement suédois ne pouvait supporter tant d'insultes et de dommages sans s'en plaindre amèrement, sans chercher à s'y soustraire, et c'était un tort de plus aux yeux de Napoléon.

Le prince royal qui, mieux qu'un autre, connaissait sa manière de procéder, crut devoir se mettre en garde contre une entreprise des troupes françaises sur la Poméranie, ou du moins en mesure d'en constater la violence. Il envoya pour y commander l'adjudant-général Peyron, avec l'ordre éventuel de résister à l'entrée des Français sur le territoire suédois; d'évacuer Stralsund, s'il avait à craindre d'y être sérieusement attaqué; de se retirer alors dans l'île de Rugen avec toutes les troupes et d'en défendre le terrain pied à pied jusqu'à la dernière extrémité.

Cet état de choses était fort embarrassant pour moi. Je ne voulais point, en prenant ouvertement fait et cause pour la Suède, me fermer à jamais les portes de la France : je voulais encore moins manquer à ce que je devais à la Suède, et je crus accorder pour le moment ces deux intérêts en m'abstenant, sous prétexte d'indisposition, d'aller chez M. Alquier J'étais convenu de suivre cette marche avec le prince, qui m'avait dit les choses les plus fortes contre lui, et je pensais, d'après cela, n'être pas dans le cas de le rencontrer à la Cour, où il devait y avoir spectacle de société. Point du tout ; en entrant dans la salle à la suite du roi, j'y trouvai les ministres étrangers, ce qui était contre l'étiquette, et le baron Alquier à leur tête. J'appris en outre qu'ils étaient tous priés à souper chez le prince. Je me plaignis à lui le lendemain de ce qu'il me compromettait, et le fis convenir qu'après m'être rencontré

avec l'envoyé de France, je ne pouvais pas me dispenser de lui faire une visite.

Nous eûmes à ce sujet une conversation de plus d'une heure; et sur ce que le prince semblait m'accuser d'être dominé par M. Alquier : « Monseigneur, lui dis-je, personne moins que vous ne doit croire qu'il a sur moi quelque empire, car vous savez qu'il m'a proposé d'engager le roi à abdiquer, et vous savez ce que j'ai répondu. J'ajouterai que je n'en ai pas dit un mot au roi. Jugez-moi là-dessus. » Le prince, un peu surpris de la hardiesse de cet argument, me répondit que l'idée d'engager le roi à abdiquer ne venait pas de lui, qu'il était prêt à remettre la régence au moindre signe, qu'il serait au désespoir qu'on doutât de ses sentiments à cet égard, etc. Je glissai sur tout cela; j'eus l'air d'y croire. Nous causâmes d'autres choses, de l'empereur, de Gustave IV, et je me retirai assez libre d'inquiétude sur mes rapports à venir avec le prince.

Le lendemain je laissai une carte chez M. Alquier, dont je reçus, quelques jours après, une invitation à dîner. Je sus que des personnes de la Cour (1), d'un rang plus élevé que le mien, priées à ce dîner, l'avaient accepté. Je pris les ordres du roi sur ce que je devais faire; il me dit d'y aller et je me crus parfaitement en règle. Cependant le prince n'en jugea pas ainsi, et, ayant eu l'occasion de le voir en particulier, pour lui remettre des papiers qu'il m'avait demandés, il me fit sur ma présence au dîner de M. Alquier des reproches si peu mérités, qu'il s'ensuivit entre lui et moi une discussion fort vive, et où je faillis manquer à la mesure que me prescrivait son rang. C'est un danger que l'on courait souvent avec lui, à moins d'avoir

(1) Le baron de Cederhjelm, premier gentilhomme de la chambre, l'amiral Stedingk, chef de la marine, etc. (*Note de l'auteur.*)

L'amiral Stedingk, frère du feld-maréchal, fit au service de France toutes les campagnes sur mer de la guerre d'Amérique, accompagna le bailli de Suffren dans l'Inde. Il était parvenu au grade de capitaine de vaisseau lorsqu'il fut rappelé en Suède où il combattit vaillamment contre les Russes et fut nommé vice-amiral.

un sang-froid, une présence d'esprit imperturbables, ce qui le contenait un peu, ou une patience, une souplesse, qu'il pouvait trouver commodes, sans peut-être les estimer. Au reste, cette querelle, comme la plupart de celles que faisait le prince, finit assez pacifiquement. J'en ai conservé par écrit tout le dialogue, et si je l'omets, c'est crainte de fatiguer le lecteur par les trop longs détails que peuvent fournir les écarts d'un caractère fougueux et les aberrations d'un esprit très subtil.

Enfin M. Alquier reçut ses lettres de rappel et fut envoyé, comme en avant-poste, à Copenhague. M. de Cabre (1) le remplaça seulement en qualité de chargé d'affaires. Il avait de tout autres manières que M. Alquier et aurait peut-être réussi à empêcher une rupture entre la France et la Suède, s'il eût été chargé plus tôt d'accorder leurs intérêts respectifs. Mais beaucoup de mal était déjà fait, et ce qui vint mettre le comble à l'irritation fut l'invasion de la Poméranie suédoise par les troupes françaises, le 27 janvier 1812 (2).

Cette hostilité, commise sans déclaration de guerre et probablement dans le but de forcer la Suède à se plier aux volontés de la France, produisit un effet tout contraire. Les Suédois, trop

(1) Neveu de l'abbé Sabatier de Cabre et frère de la comtesse Alexandre de la Borde.

Il y avait alors en Suède un Français nommé Gréi que le prince avait recueilli et paraissait connaître depuis longtemps. En 1812 il feignit d'en être mécontent et ordonna son renvoi. Gréi fut à Copenhague et s'introduisit chez Alquier, à la faveur de sa prétendue disgrâce. Il joua si bien son rôle, qu'Alquier lui accorda beaucoup de confiance et le prince eut l'avantage d'avoir un espion très actif près du ministre de France.

Ce manège durait depuis quelque temps, lorsque le prince, dans le feu d'une discussion avec M. de Cabre, lui dit quelque chose que celui-ci reconnut être un secret d'Alquier. Il l'en prévint de suite et ce dernier fit arrêter Gréi pour l'envoyer en prison à Hambourg, où il fut délivré en 1813 par l'avant-garde russe sous les ordres de Tettenborn. (*Note de l'auteur.*)

(2) On fut en même temps aussi étonné qu'affligé d'apprendre que M. de Peyron, lequel était aimé et considéré dans l'armée, au lieu de suivre ses instructions, avait remis sans résistance tout le territoire qui lui était confié; emmené prisonnier, il fut condamné à mort par contumace. (*Note de l'auteur.*)

fiers pour ne pas sentir la gravité de l'insulte, changèrent de sentiments à l'égard de Napoléon; le prince royal n'eut donc pas de peine à leur faire partager son ressentiment particulier, tandis qu'auparavant toute sa popularité y eût échoué.

Les choses arrivées à ce point, il n'y avait plus pour moi aucun moyen de rester neutre. Il me fallait prendre un parti, le prendre promptement, et celui auquel je m'arrêtai me fut très pénible. On jugera des raisons qui me déterminèrent, en lisant la lettre suivante. Je l'écrivis au prince le lendemain du jour où l'on avait reçu la nouvelle de l'entrée des Français en Poméranie :

« 2 février 1812.

« MONSEIGNEUR,

« Les liens les plus tendres m'attachent à la France, et je ne cacherai point à Votre Altesse Royale que, si j'étais sûr d'y finir mes jours dans le repos et l'indépendance, je n'hésiterais pas à m'y retirer. Mais ayant trop peu de fortune pour vivre sans emploi, et ne pouvant avoir d'autre mérite auprès de l'empereur que celui d'être propre à servir ses projets contre la Suède, je sens vivement qu'un pareil rôle ne convient ni à mon caractère, ni à mes sentiments.

« Non, Monseigneur, je ne me mettrai pas dans la position de nuire à un pays qui m'a donné l'hospitalité pendant dix-huit ans et dont le souverain actuel m'a toujours traité plus en ami qu'en serviteur. Je renonce une seconde fois à ma patrie ; et, à l'âge où je suis, ce sacrifice est plus déchirant que ne le fut le premier. J'oserai cependant y mettre pour condition, dans le cas d'entreprise hors de la Suède, de n'être point exposé à porter directement les armes contre la France.

« J'espère, Monseigneur, qu'une déclaration aussi précise, en même temps qu'elle est pour Votre Altesse Royale un sûr garant de ma conduite, me servira d'égide contre toutes les attaques de l'intrigue ou de la malveillance, et que rien n'al-

térera désormais dans le cœur de Votre Altesse Royale les sentiments d'estime et de bienveillance que je crois mériter, quand je fais tant de sacrifices pour les obtenir.

« Je suis, etc. »

Le prince parut me savoir très bon gré de cette lettre, que je ne montrai pas au roi, de crainte d'être amené à lui parler de mes précédents démêlés avec son héritier. Je l'assurai seulement de bouche que, quelles que fussent les suites de la position hostile où il se trouvait vis-à-vis de la France, je ne le quitterais pas; à cette occasion, parmi nombre de choses pleines de bonté, il me dit : « Il faut que la Suède devienne tout à fait votre patrie. Demandez-moi d'être naturalisé. Une fois Suédois, rien au monde ne me gênera plus dans le bien que je voudrais vous faire. » Comment des paroles aussi affectueuses ne m'auraient-elles pas touché? Elles partaient du cœur du roi. Le mien y répondit; et je ne tardai pas à m'enquérir de la marche à suivre pour me conformer à ses intentions. Mais le secrétaire d'État baron Carpelan, auquel je m'adressai, m'ayant démontré que, d'après les lois, je ne pouvais être agrégé à la noblesse suédoise et jouir de ses privilèges qu'à la condition d'embrasser la religion luthérienne, cela m'arrêta court, sans néanmoins trop me contrarier.

Au fait, j'avais quarante-huit ans, une assez mauvaise santé, je n'étais point marié, la carrière militaire suffisait à mon ambition; on me regardait généralement en Suède comme naturalisé par mes services; il était hors de moi de prévoir que j'y serais un jour traité en étranger! Je résolus donc de laisser tomber un projet que l'âge du roi lui ferait bientôt oublier; et pour éviter qu'il ne m'en parlât, je fus à la campagne. J'étais en même temps bien aise de m'éloigner de la Cour dans ce premier moment d'effervescence contre Napoléon et de n'avoir point à m'expliquer sur les mesures qui pourraient en être la suite.

Je ne dois pas oublier de dire que, depuis le 7 janvier, le prince avait enfin remis au roi les rênes du gouvernement,

en lui faisant un rapport pompeux et public de tout ce qu'il avait opéré pendant sa régence, ainsi qu'un grand étalage de beaux sentiments; comme dans tous les rapports de ce genre, il y avait dans celui-ci quelque chose à rabattre. Malgré cette espèce d'abdication du pouvoir, il n'en conserva pas moins la direction réelle des affaires, ayant de plus la faculté de se retrancher au besoin derrière la volonté du roi. Aussi sera-ce le prince que je citerai presque toujours en parlant de ce qu'a fait la Suède, pendant les années mémorables dont je vais entretenir le lecteur.

Me voici arrivé à cette époque où la lutte prochaine de deux puissances formidables menace l'Europe d'un nouvel ébranlement. Toutes les chances semblent être en faveur de Napoléon. Il a pour lui seize ans de victoires, la meilleure armée du monde et son génie. L'Allemagne entière marchera à sa suite, tandis que la Russie est encore seule, sans autres auxiliaires que son esprit national et son immensité; mais il a contre lui son orgueil, son impatience, une foi trop aveugle dans sa fortune et ses talents. Au bout de l'Europe se trouve un peuple pauvre, peu nombreux, qu'il a offensé; et cette faute, petite en apparence, sauvera cependant la Russie.

Lorsqu'en 1810, je disais à M. de Champagny : « Ménagez donc la Suède; un jour viendra où vous aurez besoin d'elle. — Nous saurons bien la retrouver si nous en avons besoin, me répondit-il. — Non, vous ne la retrouverez plus, si vous la maltraitez », lui répliquai-je, d'inspiration et de colère. Ah! j'étais loin de penser alors que cette prédiction, fondée seulement sur la nature des choses, serait si promptement accomplie, et je l'étais bien plus encore de prévoir les suites de cet accomplissement.

J'étais venu à la campagne, tout attristé de l'événement qui m'avait forcé de faire un cruel sacrifice, et qui pouvait avoir des suites fâcheuses pour le pays auquel je me dévouais. Mais nous sommes si portés à douter du malheur, qu'après quelques jours de solitude et de repos, n'ayant plus sous les

yeux l'irritation du prince, n'entendant plus les déclamations qui l'alimentaient, je commençai d'espérer que la rupture entre la France et la Suède ne serait que momentanée et que des sentiments, des intérêts communs ne tarderaient pas à les rapprocher. J'allai même jusqu'à penser que la brouillerie actuelle pouvait servir de voile aux œuvres de la politique ; et dans cette hypothèse, les yeux fixés sur la carte de Russie, faisant marcher de concert les armées française et suédoise, j'osais pousser jusqu'à la Néva la nouvelle frontière de la Suède, et dépouiller les Russes de tout ce que, depuis un siècle, ils avaient acquis dans le nord de l'Europe.

Union intime avec le Danemark pour fermer la Baltique et isoler la Russie de toute espèce de secours; subsides de la France tels que la Suède pût équiper ses flottes et mettre son armée en état d'agir d'une manière décisive : avec cela tout me semblait possible.

Enfin, si, ce que je résistais à prévoir, Napoléon aveuglé par l'orgueil, marchandait sur des arrangements, rejetait des conditions nécessaires au succès, s'il refusait des garanties que la prudence commandait de demander; alors, me disais-je, il restera toujours la ressource de faire payer à la Russie la neutralité de l'alliance de la Suède par la restitution de la Finlande. Il ne me tombait pas sous le sens que l'empereur Alexandre osât se plaindre de l'ambition ou de la perfidie de Bonaparte et garder ce qu'il avait acquis, en suivant son exemple, ni qu'environné de dangers, il hésitât sur le moyen le plus honorable d'en écarter un très pressant.

Au milieu de ces rêves politiques et militaires, une lettre du général Adlercreutz vint hâter mon retour à Stockholm, où je trouvai la disposition des esprits peu conforme aux espérances dont je m'étais un moment bercé.

Déjà le comte Charles Löwenhielm (1) était parti pour Pé-

(1) Le lieutenant général comte Charles de Löwenhielm, frère du comte Gustave, reçut comme lui une éducation très distinguée et fit ses études à l'université de Strasbourg. Lieutenant aux gardes en 1789, puis

tersbourg, chargé d'exprimer le ressentiment de l'insulte reçue, et muni d'instructions formelles pour la conclusion d'une alliance défensive et offensive. Par cette démarche on perdait à peu près la faculté de revenir sur ses pas, et l'on donnait beaucoup d'avantages à l'empereur Alexandre dans les négociations qu'on allait ouvrir avec lui.

Tant de précipitation me surprit et m'affligea. Je ne pus l'expliquer que par l'ancienne et constante inimitié de Bernadotte et de Bonaparte, et le roi confirma mon opinion en m'avouant que, dès son arrivée en Suède, le prince avait songé à s'étayer de la Russie et que, lors du passage de Tchernitchef à Stockholm l'année précédente, des semences d'union intime avaient été jetées (1); de sorte que l'invasion de la Poméranie ne faisait que précipiter les choses et servir le prince, à qui il fallait un pareil motif pour se déclarer. Ainsi celui-là même que le public de l'Europe avait jugé devoir être l'allié naturel de la France, allait s'en trouver l'ennemi déclaré, ennemi aussi nuisible qu'il lui aurait été utile comme auxiliaire. Ainsi l'empereur de Russie, connaissant d'avance les dispositions du prince de Suède, y puisait une sécurité qui l'enhardissait à lutter avec Napoléon.

Non seulement Alexandre était trop habile pour ne pas tirer

cavalier d'ambassade à Constantinople, chambellan de la jeune reine Frédérique de Bade en 1793, capitaine en 1794, major en 1803, colonel en 1807, il fit la campagne de 1808 en Norvège comme aide de camp du comte d'Armfelt. Envoyé en mission extraordinaire en 1812 à Saint-Pétersbourg, il assista à la conférence d'Abo et au congrès militaire de Trachenberg en 1813. Il fut auprès de l'empereur Alexandre à Leipsick, représenta la Suède au congrès de Châtillon, signa la déclaration de Vienne en 1815, et devint en 1820 président de l'administration de la guerre. Enfin il assista en 1825 au sacre de Charles X comme ambassadeur extraordinaire.

(1) Tchernitchef avait été envoyé par Alexandre à Stockholm pour dire avec quelle passion, avec quelle véhémence Napoléon souhaitait que la Russie fît à la Suède des représentations et des menaces, mais il devait ajouter tout bas au prince royal, pour empêcher quelque fâcheuse méprise sur les sentiments de l'empereur russe, que ce dernier était parfaitement résolu à ne tenir aucun compte de ce vœu et qu'il laissait la Suède parfaitement maîtresse de ses décisions. (A Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, t. II, chap. XII, p. 510 et suiv.)

grand parti des passions de son futur allié, mais il avait en outre à Stockholm un ambassadeur, le général Suchtelen, qui, sous les dehors d'une séduisante bonhomie, cachant autant de finesse que de jugement, était l'homme le plus propre à l'éclairer et à le servir. Il me serait difficile de déterminer comment et jusqu'à quel point les manœuvres de cet adroit diplomate et celles du prince, pour justifier le parti qu'il voulait prendre, agirent sur l'opinion publique (1). Le fait est que presque personne, parmi celles qui tenaient à la Cour ou au gouvernement, ne pensait qu'on dût chercher à s'accommoder avec la France. Ses torts récents envers la Suède avaient fait oublier ceux qu'avait eus la Russie. C'était en elle qu'on voyait un vengeur, et c'était aux dépens du Danemark que l'on brûlait de se venger.

Les regrets donnés jadis à la Finlande avaient fait place au désir de posséder la Norvège. Le prince royal, qui ne connaissait ni l'un ni l'autre de ces pays, voulait, comme je viens de le dire, ce qui convenait le plus à ses ressentiments. Le général Adlercreutz, quoique né Finnois, était ébranlé par les raisonnements qu'il entendait faire autour de lui, et le bon Charles XIII en était ahuri. Je vais les résumer :

« Sans doute, disait-on, la perte de la Finlande a été grande : mais cette province est si fort à la convenance des Russes, et si difficile à défendre contre eux, que tôt ou tard, ils nous l'enlèveraient, si nous parvenions à la ravoir; il vaut donc mieux profiter des circonstances pour acquérir un pays qui nous touche, nous limite, qui ne nous exposera point à la cupidité de nos voisins; dont la conquête nous vengera de nos ennemis, et ce pays c'est la Norvège. »

(1) « Il y a quelques jours que S. A. Mgr le prince royal m'envoya M de Suremain, aide de camp général de S. M. le roi, pour me dire que le gouvernement d'ici est prêt à fournir au nôtre en cas de besoin, autant qu'il pourra, de la poudre à canon, des boulets et de l'artillerie, dont quelques pièces prises sur nous dans la dernière guerre. »

(Archives de Saint-Pétersbourg. — Suchtelen au chancelier Roumiauzov, 2/14 septembre 1812.)

Ces arguments ne me séduisirent pas et voici ce que j'y répondis, non point au roi, son âge me défendait de troubler son repos par des discussions qui l'eussent affligé sans le décider; non point au prince, je n'avais pas sa confiance, et son parti me semblait pris; mais à quelques-uns de mes amis, entraînés par l'opinion dominante :

« Vous voudriez la Norvège, leur disais-je, vaut-elle donc la Finlande ? Non, car celle-ci était faite à vos lois, à vos mœurs, elle était Suède enfin et n'a pas encore eu le temps de cesser de l'être ; tandis que l'autre serait peut-être un siècle à s'identifier avec vous.

« Quels sont les principaux produits de la Norvège? Des bois, des fers, ce que vous avez déjà. Il faudrait la nourrir, parce qu'elle ne récolte pas assez de blé. Vous en manquez souvent vous-même. La Finlande vous en donnait; elle alimentait votre capitale; votre papier était sa monnaie; et l'une des causes de l'effrayante dépréciation qu'il éprouve, c'est la diminution du territoire sur lequel il avait un cours légal. Au taux où il est, avec la dette dont vous êtes grevés, croyez-vous que les Norvégiens se soucieront d'entrer en communauté de finances avec vous?

« En perdant la Finlande, loin de vous être soustraits à l'influence de la Russie, vous y êtes plus exposés que jamais; vous êtes obligés de marcher dans ses eaux, soumis à toutes ses exigences; car, à moins de circonstances extraordinaires, telles que celles d'aujourd'hui, vous ne pouvez rien contre elle, quels que soient ses procédés avec vous. L'acquisition de la Norvège changerait-elle donc cet état de choses? Non, elle vous donnerait plus de côtes, plus de commerce à protéger, et vous seriez encore plus qu'à présent dans la dépendance de l'Angleterre, sans l'être moins dans celle de la Russie.

« Vous dites que la Norvège vous limiterait, mais vous êtes naturellement limités par la chaîne de montagnes qui vous sépare. Vous dites aussi que la Finlande serait toujours dans l'avenir un sujet de convoitise pour la Russie et de guerre avec

elle. Y a-t il donc en Europe un État dont quelques portions de territoire, ou quelque genre de supériorité, n'excitent l'envie des voisins? S'ensuit-il qu'on doive leur abandonner ce qui est à leur convenance? Le Danemark vous cédera-t-il la Norvège? Quel droit avez-vous sur elle? Si vous avez perdu la Finlande, n'est-ce point parce que Gustave IV l'a mal défendue, et que vous étiez sans alliés sur le continent? La Russie n'est-elle pas, dans le moment actuel, menacée d'une guerre, exposée à des démembrements qui rendraient son voisiuage beaucoup moins dangereux?

« N'importe, vous voulez la Norvège. Eh bien! il est probable qu'Alexandre vous la promettra et trouvera le marché fort bon; mais s'il succombe, ou seulement s'il fléchit, dans la lutte qu'il va entreprendre, comment aurez-vous cette Norvège et quelles seront pour vous les suites du ressentiment de Napoléon? En avez-vous bien calculé les dangers?

« Que si ses procédés vous éloignent de lui sans retour et vous disposent à rester neutres ou à prendre parti pour la Russie, demandez au moins à celle-ci la restitution de la Finlande. Fondés en droit, en raison, en politique, forts des circonstances actuelles, vous devez l'obtenir et, une fois nantis, vous attendrez les événements avec plus de sécurité. »

Ces raisonnements, que j'abrège, ne laissèrent pas de produire de l'effet; mais le sort en était jeté. Le comte Charles de Löwenhielm avait quitté Stockholm le 12 février (1812), et le 4 mars, c'est-à-dire en quinze jours au plus de négociations, car il faut compter le temps du voyage, un traité d'alliance offensive et défensive était signé (1), traité qui consacrait la possession de la Finlande par les Russes et promettait en dé-

(1) D'après ce traité, qui fut complété et précisé à l'entrevue d'Abo au mois d'août suivant, le tsar garantissait aux Suédois l'acquisition immédiate et la possession de la Norvège, et leur fournissait un corps de trente-cinq mille hommes destinés à se joindre aux troupes suédoises pour effectuer une descente en Danemark. La Suède s'engageait à prendre part à une diversion effectuée dans le Nord de l'Allemagne en débouchant sur les derrières de l'armée française.

dommagement cette Norvège qu'il fallait conquérir. On était donc de part et d'autre bien disposé à s'entendre, puisqu'une affaire de cette importance avait marché si vite ! Ce qui mit le comble à mon étonnement, fut d'apprendre que même les îles d'Aland restaient à la Russie.

A défaut de notions bien précises sur cette négociation, je vais, pour en expliquer l'issue, rapporter ce qui me fut raconté.

Le comte Charles de Löwenhielm était connu de l'empereur Alexandre et, pour traiter avec lui, on n'avait pu choisir quelqu'un qui, par ses talents et sa loyauté, fût plus dans le cas de le faire avec succès. Mais il était parti sous l'influence du ressentiment qu'avait excité l'invasion de la Poméranie, sous celle de l'opinion qui voulait la Norvège, et ses instructions lui prescrivaient de l'obtenir à tout prix. Cependant il ne fut pas question d'abord de se venger sur le Danemark des torts de la France. La Finlande était là, et la rendre semblait un préliminaire indispensable à toute association de la Suède avec la Russie.

L'empereur Alexandre le sentait si bien, qu'il fut à peu près au-devant des réclamations auxquelles il s'attendait, non pour les rejeter, mais pour les décliner très adroitement : « Vous ne voudriez pas, dit-il, me dépopulariser lorsque j'ai plus besoin que jamais de l'estime et de l'amour de mes peuples. Céder, au moment du danger, la moindre chose de ce que je possède m'entacherait de faiblesse ; or je dois donner à mes amis et à mes ennemis une tout autre idée de mon caractère. Il vous faut, je le sens, des compensations, des garanties, et je suis prêt à vous donner toutes celles que je pourrai sans me nuire à moi-même. N'avons-nous pas à présent un intérêt commun, un intérêt immense, celui d'échapper au joug que Napoléon veut faire subir à l'Europe entière ?... etc., etc. »

Ce fut en s'appuyant constamment sur de tels motifs qu'Alexandre éluda de rien lâcher de ce qu'il tenait. Mais quand il fut question de la Norvège, il devint plus coulant. Il savait que le prince la voulait; il trouva qu'elle convenait

fort à la Suède ; il promit de mettre vingt mille hommes à sa disposition pour en faire la conquête, de les équiper, de les embarquer, de les solder, et finalement le traité fut conclu.

Dès lors, je n'eus plus qu'à me soumettre à un événement consommé, et je le fis de bonne foi. Quand on a pris un parti, il faut savoir en subir toutes les conséquences. D'ailleurs, je me trouvai lié plus que jamais à l'avenir de la Suède par la nature du commandement dont on me chargea. Sans l'avoir aucunement recherché, je fus nommé seul inspecteur général de l'artillerie (15 juillet 1812), ce qui me mettait à la tête de cette arme, et de ce moment je m'occupai beaucoup plus de ce qui y avait rapport que de la marche de la politique.

Ce fut le roi lui-même, en sortant du Conseil, qui daigna m'annoncer ma nomination : « Le prince royal, me dit-il, a fait votre éloge et vous a proposé, s'appuyant sur la nécessité d'avoir là quelqu'un avec qui il pût s'entendre. Adlercreutz a vanté vos talents, vos services. Moi j'écoutais cela avec grand plaisir, cependant j'ai demandé, pour la forme, si vous saviez assez bien le suédois pour n'être pas embarrassé dans l'exercice d'un commandement aussi compliqué. Adlercreutz a répondu qu'à l'armée de Finlande vous ne parliez que suédois, que vous l'écriviez même couramment, et qu'il en avait la preuve par votre correspondance. Cela a levé toute ombre d'opposition. La chose est décidée, vous serez mis sur l'ordre comme inspecteur général de l'artillerie, et je m'en réjouis pour vous et pour moi.

« — Sire, répondis-je, fort ému, rien ne pouvait me flatter davantage que ce concours d'estime et de bienveillance ; je ferai tous mes efforts pour en mériter la continuation. Toutefois je ne dois pas cacher à Votre Majesté que je suis effrayé de la position où je vais me trouver. Mieux que personne je connais le triste état de l'artillerie, depuis longtemps négligée. Est-ce dans un moment difficile, lorsqu'on lui demandera peut-être toute espèce de services, que je pourrai la mettre à même de les rendre ? Quelle terrible responsabilité va peser sur moi !

Sans ma confiance dans l'appui de Votre Majesté, dans celui de Mgr le prince royal, dans l'amitié des généraux Adlercreutz et Sandels (1), je n'oserais, je l'avoue, accepter une grâce, dont je sens en même temps le prix et le danger.

« — Bah! bah! je suis sûr que vous arrangerez tout cela à merveille. Quant à mon appui, vous pouvez bien y compter. Ah çà, vous restez toujours avec moi, je ne prétends pas vous céder. »

Que de bontés! Mais en même temps le roi, comme la plupart des princes, croyait que son choix, sa volonté suffisaient pour lever tous les obstacles, aplanir toutes les difficultés et déterminer le succès. Il ne voyait les choses qu'en masse, les détails lui étaient étrangers, et il n'était plus d'âge à lui en faire connaître l'importance.

Je fus remercier le prince royal, qui me promit monts et merveilles. J'eus de longues conférences avec le général Adlercreutz et je lui demandai instamment de bien fixer mes attributions : il m'assura qu'il y penserait. Cependant, quoique je sois revenu souvent à la charge, et quoiqu'il fût grand travailleur, soit confiance en moi, soit répugnance à s'occuper de ce qu'il n'entendait pas très bien, je n'ai jamais pu obtenir de lui ni ordre, ni instruction qui, pour une position toute nouvelle dans l'armée suédoise, déterminassent mes rapports avec mes supérieurs ou mes inférieurs. Il me laissa la bride sur le cou, n'ayant guère d'autre guide que mon bon sens et et mon envie de bien faire.

Je ne tardai pas d'éprouver que les difficultés de mon commandement étaient encore plus nombreuses que je ne l'avais prévu. L'artillerie suédoise était depuis plusieurs années, pour le personnel et le matériel, sous la direction du colonel Helvig, officier instruit, homme probe, à qui il n'avait manqué que plus d'expérience, d'argent et de crédit pour la mettre sur un bon pied. J'étais lié avec lui, et j'aimais à lui rendre cette jus-

(1) Le général baron de Sandels était président du collège de la guerre.

tice que tout ce qu'il y avait de bien dans l'artillerie de campagne, la seule qui fût passablement en état d'agir, était son ouvrage. Je comptais sur la franchise de son concours pour m'aider à faire mieux.

Malheureusement, quoique lui-même eût passé sur le corps de beaucoup d'autres, et quoiqu'il fût parti de plus loin que moi, mon élévation le choqua. Je ne tardai pas à m'apercevoir de son dépit, de sa mauvaise volonté ; pour éviter que l'esprit de résistance ne se propageât, je me vis, bien à regret, forcé de prendre un ton qui annonçait ma ferme résolution de briser tous les obstacles que l'intrigue ou la malveillance pouvaient m'opposer. J'y fus d'ailleurs autorisé par le titre d'aide de camp général du roi pour l'artillerie, que l'on me donna peu après (1). De sorte que tous mes ordres étaient censés émaner du souverain lui-même.

Alors le colonel Helvig, me trouvant si ferme et me voyant trop appuyé, demanda son congé du service de Suède et passa à celui de Prusse. Je déplorai cet événement, auquel je n'ai pas à me reprocher d'avoir donné lieu par aucun mauvais procédé (2).

Il y avait dans l'artillerie un autre colonel, nommé Cardell, à qui tout le monde reconnaissait beaucoup de bravoure et de capacité, mais qu'un caractère un peu violent et despotique faisait généralement redouter. C'était dans tout le corps l'homme dont j'avais pensé d'abord avoir le plus à craindre l'opposition et les menées. Cependant il ne me créa pas de difficultés et s'efforça même de me montrer une souplesse et un dévouement dont je profitai sans scrupules. Au reste, me rappelant très en détail la conduite que j'ai tenue à mon début dans le commandement de l'artillerie, je me souviens également avec plaisir que le mélange de modération, d'obli-

(1) Voir l'explication de ce titre dans une note du chapitre VI.

(2) Dans un rapport de la police française du 21 janvier 1813, il est longuement question du baron de Helvig, grand maître de l'artillerie, dont la faveur a diminué peu après l'arrivée de Bernadotte et dont la place a été donnée au général de Suremain.

geance et de fermeté qui en fut la base me réussit assez bien.

Une fois tranquille sur quelques-unes des difficultés morales de ma position, il me fallait travailler à en vaincre les difficultés matérielles, et je n'hésitai pas à partir pour inspecter tous les dépôts et établissements d'artillerie, afin de savoir au juste ce qu'ils pouvaient fournir de ressources aux projets du prince. Le temps pressait et déjà il était question d'une descente en Seeland, pour forcer le Danemark à céder la Norvège. Les vingt mille hommes promis par Alexandre étaient destinés à soutenir cette opération.

En commençant mon voyage, je m'arrêtai à Œrebro, où le gouvernement avait assemblé les États du royaume, tant pour leur faire agréer sa politique que pour aviser aux mesures qu'elle pouvait nécessiter. Quelques anciens ennemis de la Russie déploraient tout bas qu'on laissât échapper l'occasion de se venger d'elle, mais l'ascendant du prince royal avait entraîné la grande majorité des opinions. Il était si bien établi, que plusieurs membres de la Diète, craignant que la Constitution ne gênât les mesures du prince, parlaient hautement d'élargir en sa faveur le pouvoir royal, et s'ils en avaient fait l'objet d'une proposition formelle, je ne doute pas qu'elle n'eût réussi. Après beaucoup d'hésitations, il refusa d'autoriser cette démarche, et je crois qu'il fit sagement.

Je trouvai à Œrebro M. Signeul, consul général de Suède à Paris, d'où il était nouvellement arrivé avec des propositions conciliatrices de la part du gouvernement français. Sans m'en faire le détail, il m'assura qu'elles valaient bien la peine d'être mûrement pesées. C'est de là qu'on le réexpédia à Dresde, porteur de demandes si exagérées, que Napoléon ne pouvait les admettre. C'est ce qu'on voulait; car le prince était alors tellement engagé avec l'Angleterre et la Russie, qu'il n'y avait plus moyen de virer de bord (1).

(1) L'auteur a inscrit ici en marge de son texte l'extrait suivant du *Manuscrit de 1813*, par le baron Fain :

P. 31. Napoléon épuise tous les moyens pour ramener la Suède à la

Enfin il fut convenu qu'en ma qualité d'inspecteur général de l'artillerie suédoise, j'accompagnerais le prince royal dans la Poméranie, qu'il devait occuper avec un corps d'armée. Je partis avant lui pour remplir mes fonctions, ayant été auparavant nommé général-major le 29 janvier 1813.

France. On fait écrire par la princesse de Suède à son mari. On lui dicte sa lettre. Cette dépêche est remise à M. Signeul qui a toute la confiance du prince.

P. 80. A peine Napoléon avait-il quitté Dresde le 29 juin, que M. Signeul y arrive. M. Signeul est ce consul initié dans l'intime confiance de Bernadotte, qui est parti de Paris à la fin d'avril pour porter à Stockholm des lettres de la princesse de Suède, ainsi que des propositions et des conseils propres à ramener le cabinet suédois dans les intérêts de la cause commune. C'est la réponse de Bernadotte que M. Signeul vient d'apporter :

« Tout est entendu, a-t-il dit, en mettant pied à terre, tout est entendu si l'empereur Napoléon s'engage à faire obtenir la Norvège à la Suède, et si dès à présent il lui donne un subside. »

En lisant ce mot de subside, l'empereur éclate : « Quoi, dit-il, quand l'Autriche et la Prusse recherchent mon alliance, Bernadotte ose la marchander... Je ne veux pas de ces amis qu'on ne garde qu'en les payant, et d'ailleurs l'Angleterre ne serait-elle toujours pas là pour enchérir sur moi? La demande de la Norvège est une autre impertinence. Certes je n'irai pas dépouiller le Danemark, parce que Bernadotte s'est mis cette idée dans la tête... Répondez à M. Signeul, écrit-il au duc de Bassano, que je n'achèterai point un allié douteux aux dépens d'un allié fidèle. Vous pouvez renvoyer ce consul, je ne le recevrai pas. »

CHAPITRE IX

1813

Rentrée des Suédois en Poméranie. — Hésitations et lenteurs du prince royal. — Campagne sur l'Elbe et dans le Holstein. — Journal de l'auteur, du 4 mai au 8 août 1813. — Fragments sur la bataille de Grossbeeren (23 août), sur le passage de l'Elbe (4 octobre) et sur la bataille de Leipzig (18-19 octobre).

Dès que les troupes suédoises furent débarquées à Stralsund et à Wismar, elles s'étendirent dans la Poméranie et le Mecklembourg. Le général Adlercreutz en avait le commandement avant l'arrivée du prince qui se fit longtemps attendre.

Le 12 mars 1813, le général Carra Saint-Cyr avait évacué Hambourg et le 18 le général Tettenborn y était entré. Dès lors menacée par les Français, qui sous les ordres du maréchal Davout se rassemblaient sur la rive gauche de l'Elbe, cette ville semblait être le point important à défendre. Je fus donc bien étonné d'apprendre que, d'après les ordres les plus positifs du prince royal, nous devions nous borner à faire des démonstrations en sa faveur sans l'occuper. Cependant les Russes de Tettenborn ne suffisaient pas pour résister aux Français. En laissant ces derniers reconquérir Hambourg, on s'exposait à décourager les peuples disposés à secouer le joug de Bonaparte. De plus cette ville était d'une importance extrême pour les communications avec l'Angleterre ; car où en trouver une qui pût comme celle-là escompter les subsides pour payer les troupes, et servir de dépôt aux marchandises destinées à les alimenter ?

Le prince royal hésita beaucoup avant de se déclarer ouvertement. A défaut de connaissances positives sur les causes de cette hésitation, je me bornerai aux conjectures suivantes :

Il était difficile de se soutenir à Hambourg sans avoir pour soi les Danois, qui ne demandaient pas mieux que d'entrer dans la coalition. Mais, en acceptant leur secours, pouvait-on leur demander la Norvège? Le prince la voulait et il n'y avait pas d'autre compensation à lui donner pour la Finlande. Il fallait donc les forcer à être alliés de la France pour acquérir le droit de les dépouiller. On peut croire aussi que, tourmenté par sa famille (1), par ses anciens amis, par mille souvenirs, il n'était pas très affermi dans la résolution qu'il avait prise.

Quoi qu'il en soit, sa politique fut de forcer les Danois à suivre la fortune de Napoléon, afin d'avoir un motif de leur en faire un crime aux yeux de la coalition et d'en avoir un de plus de les dépouiller de la Norvège. Cela était-il dans l'intérêt des alliés? Non sans doute. C'était une opinion fixe chez ces derniers qu'on ne devait pas faire la paix avec Napoléon avant de l'avoir mis dans l'impuissance de recommencer la guerre. Toutefois le projet de le renverser du trône n'était rien moins qu'arrêté. On pouvait craindre la répugnance de l'empereur d'Autriche, uni à Napoléon par une alliance de famille, à se porter à toute extrémité inutile à l'agrandissement ou à la sûreté de ses États. De plus la France, avec sa ceinture de places fortes et l'esprit militaire de ses habitants, ne paraissait nullement facile à soumettre.

L'indécision, l'hésitation que, sans doute malgré lui, le prince laissait voir, étaient une suite trop naturelle de son caractère et de sa position pour lui en faire un crime. En effet, entraîné d'un côté par des ressentiments anciens et nouveaux, lié par des engagements sur lesquels il ne pouvait plus revenir, amorcé par les insinuations de l'empereur Alexandre, qui lui montrait en perspective un trône bien plus brillant que celui de Suède, le trône impérial de France; d'un autre côté, recevant en même temps des reproches, des propositions d'arran-

(1) La princesse royale, toujours en France sous le nom de comtesse de Gottland, et sa belle-sœur la reine Julie.

gement de sa femme et de la plupart de ses anciens amis (1), obsédé par les souvenirs du rôle qu'il avait joué jadis au service de la République et de l'Empire, se défiant à la fois des préjugés et de la bonne foi de ses alliés, ayant devant lui ses anciens compagnons d'armes et, j'aime à le croire, sentant ce qu'il y avait de plus odieux pour lui que pour tout autre à concourir à l'humiliation de son pays natal, sa conduite devait se ressentir de ce combat continuel d'intérêts et de sentiments opposés.

Aussi se plaignait-il amèrement un jour des procédés des coalisés et des pièges qu'ils lui tendaient; le lendemain il les exhortait aux démarches les plus fermes et les plus vigoureuses, parce qu'ayant la conscience de la défiance qu'il inspirait, il croyait devoir les rassurer par de nouveaux gages de sa haine contre Napoléon. Un homme plus droit et d'un caractère plus décidé aurait dit : « J'irai jusque-là et n'irai pas plus loin. » On l'aurait cru. Avec lui on doutait toujours. Je le peins tel que je l'ai vu, tel que je l'ai jugé, sans craindre qu'un observateur impartial d'un être aussi mobile, aussi irritable, puisse me contredire.

Si on peut avec raison reprocher à Bonaparte d'avoir souvent abusé de sa fortune, en tirant d'elle tout ce qu'elle pouvait produire de juste ou d'injuste, on peut reprocher au contraire à Bernadotte de n'avoir pas su profiter de la sienne. Comme il était prompt à concevoir de grandes espérances, à former de vastes projets et à les annoncer parce que sa vanité ne pouvait résister au désir de faire de l'effet, on n'en est que plus étonné de le trouver timide (ce qui n'est pas synonyme de prudent) devant le succès.

(1) Lorsque la princesse royale avait quitté la Suède en 1811 pour retourner en France, Charles-Jean ne s'était pas opposé à son départ.....
En retournant à Paris, la princesse pouvait lui faciliter les moyens de rester en relations suivies avec ses anciens amis et le mettre à même d'être renseigné sur bien des choses qu'il avait intérêt à connaître. (*Désirée Clary, reine de Suède et de Norvège*, p. 54 et 56, par le baron DE HOCHSCHILD.)

Il y a ici une lacune dans les Mémoires, à laquelle supplée en partie le journal suivant tenu par l'auteur du 4 mai au 8 août 1813.

4 mai 1813. — Arrivé à Ystad le 4 mai, j'en repartis immédiatement pour Stralsund et j'y assistai, le jour même de mon arrivée, à un grand dîner donné par Adlercreutz, où se trouvaient, entre autres convives, le comte de Goltz, ministre des affaires étrangères de Prusse, le baron de Bulow, envoyé du duc de Mecklembourg-Schwerin pour complimenter le prince royal, le colonel russe Suchtelen, fils du général, chef de l'état-major du comte de Walmöden, venu pour demander avec instance la marche des troupes suédoises sur Hambourg. Tous exprimaient plus ou moins vivement leur impatience de voir arriver le prince royal. Pour les calmer, j'annonçai son arrivée à Christianstad pour le lendemain 5.

Gustave Löwenhielm était revenu la veille du quartier général russe. Il me raconta qu'il était parti de Stockholm le 17 février, avec l'ordre de solliciter la réunion de 35,000 Russes aux troupes suédoises pour attaquer le Holstein et forcer ainsi le Danemark à céder la Norwège, et que le prince royal avait signé avec l'Angleterre les bases d'un traité, par lequel la Suède s'engageait à coopérer directement sur le continent pour l'intérêt général, sans qu'il fût rien spécifié au sujet de l'entreprise sur le Holstein. L'Angleterre promettait des subsides.

Sur l'annonce officieuse de ce traité, dont Löwenhielm n'avait point de communication officielle, l'empereur de Russie s'était cru libéré de procurer sur-le-champ la Norvège à la Suède et d'attaquer le Holstein. Le jeune Adlercreutz, que j'avais rencontré à Linköping le 30 avril et à qui j'avais fait rebrousser chemin pour rencontrer le prince à Götheborg, était porteur d'une dépêche de Löwenhielm expliquant toutes ces circonstances et d'une lettre de l'empereur au prince royal contenant les assurances les plus fortes de l'invariabilité de ses dispositions au sujet de la cession de la Norvège à la Suède, mais remettant à un autre moment le soin de s'en occuper, et un désaveu

formel de la conduite du prince Dolgorouki à Copenhague (1).

6 mai. — Dîner chez Sandels. Pour satisfaire les alliés, sans trop s'écarter des ordres qu'il a reçus, Adlercreutz a fait marcher sur Gadebuch les troupes suédoises qui étaient à Wismar. Mais l'armée est loin d'être en état de prendre l'offensive. Plus de la moitié est encore sur mer ou en Suède. Les corps seuls détachés à Rostock et à Wismar sous les ordres du baron de Boye sont assez bien outillés et organisés.

7 mai. — Sont arrivés de Götheborg les barons de Stierncröna et Adlercreutz. Le premier porte à Löwenhielm, en réponse à la lettre dont il est précédemment parlé, l'ordre de retourner au quartier général russe, pour y solliciter plus impérativement encore les trente-cinq mille hommes stipulés par le traité d'Abo. Le second, âgé de dix-neuf à vingt ans, est chargé d'aller trouver le roi de Prusse et de proposer une coalition de l'Angleterre, de la Prusse et du Danemark contre la Russie (2). Cette démarche, faite *ab irato,* et dont les conséquences sont des plus sérieuses, jette au même moment Adlercreutz et Löwenhielm dans le plus grand embarras. On a reçu aujourd'hui la nouvelle d'une bataille sérieuse dans les environs de Lutzen.

8 mai. — Löwenhielm se décide à ne pas partir et envoie le jeune Adlercreutz et Stierncröna à Berlin, avec ordre de l'at-

(1) Le prince Dolgorouki était arrivé le 23 mars à Copenhague, chargé officiellement par l'empereur Alexandre d'obtenir à l'amiable la cession de la Norvège à la Suède, mais sans doute autorisé en secret à en garantir la possession au Danemark si celui-ci adhérait à la coalition.

(2) Dans une lettre très curieuse adressée à son fils le 3 décembre 1813, Simon Woronzov, ambassadeur de Russie à Londres, dit en parlant du prince royal : « (Il) a tâché de persuader au baron Jacoby, quand il passait au printemps par Stockholm pour venir ici (à Londres), qu'il fallait, sans perdre de temps, former une grande coalition à travers de l'Europe (*sic*), et comme Jacoby ne comprenait pas ce que cela voulait dire, il le lui expliqua de la manière suivante, en disant : Il faut que l'Angleterre, la Suède, la Prusse et l'Autriche s'unissent intimement pour arrêter l'énorme puissance de la Russie, aussi dangereuse pour l'Europe que celle de la France. »

(Simon Woronzov à son fils, 3 décembre 1813. — *Arch. Woronzov,* XVII, 320.)

tendre. La position du général Adlercreutz est vraiment des plus critiques. Le jeune Suchtelen lui a remis une note, par laquelle il réclame plus vivement encore la coopération des troupes suédoises à la défense de Hambourg, qui est menacé. Mais les ordres du prince royal sont si précis qu'il n'y a pas moyen de s'en écarter. Ils renferment, entre autres, que nous ne devons pas nous battre sans certitude de succès et sans être trois contre un.

9 mai. — Les Russes disent avoir battu les Français à Lutzen, mais ils le disent d'une manière à m'en faire douter; car Suchtelen m'a dit que les armées russe et prussienne se concentraient sur Dresde, c'est-à-dire à dix mille en arrière de leurs positions précédentes.

Le même jour j'écris au roi une lettre dans laquelle je lui rends compte de ce qui s'est passé depuis mon arrivée en Allemagne. J'ajoute que l'armée s'organise non sans difficultés, vu l'épuisement du pays, que l'article des chevaux offre les plus grandes à vaincre, et qu'il est bien à désirer que tant de peines et de sacrifices puissent amener une paix dont l'Europe a si grand besoin et que l'humanité réclame. Je termine en disant : « Je ne cacherai point à Votre Majesté que je suis ici dans une situation très pénible. Entendant à chaque instant exprimer de la haine pour mes compatriotes et calculer sur leurs revers, j'ai besoin de me dire sans cesse que je suis homme avant d'être Français, et que coopérer à rendre le bonheur à des peuples qui ont si longtemps souffert de l'ambition de Bonaparte est une action légitime et peut-être un devoir! Mais si cette guerre se prolonge, si elle tourne en projet d'humilier ou de dévaster le pays où je suis né, je supplie Votre Majesté de me rappeler auprès d'elle. C'est déjà trop de l'espèce d'incertitude si je fais bien ou mal, que me donne ma position actuelle, pour y ajouter des remords. »

11 mai. — Les Danois s'offrent à occuper Hambourg et Lubeck. Il faudra bien que les Russes y consentent, et voilà la Norvège assurée à ses possesseurs actuels!

Les nouvelles du prince arrivées hier au soir n'annoncent aucun changement dans ses idées. Il doit s'embarquer le 11.

L'argent fait défaut, les achats de chevaux sont suspendus; treize cents au moins manquent à l'artillerie.

13 mai. — Le général Adlercreutz voudrait faire construire un pont pour communiquer avec Denholm (1), et un sur un autre point pour faciliter notre retraite sur Rugen, sans entrer dans Stralsund. Ces idées sont très justes, mais je doute que la première soit exécutable à moins de beaucoup de temps et de frais. Skjöldebrand est arrivé; il a quitté Carlscrona le 9.

Harcelé par les Russes, les Prussiens, les Hambourgeois, pour marcher au secours de ces derniers, Adlercreutz a les ordres les plus positifs de ne rien hasarder, et la dernière lettre du prince le blâme déjà de s'être trop aventuré. Mais pourquoi le prince ne se hâte-t-il pas d'arriver? Quelle insouciance ou quelle imprudence, que de permettre à des troupes de s'accumuler sur un territoire très borné et très épuisé et de les laisser sans argent et sans ordres aux généraux sur ce qu'ils doivent faire dans l'hypothèse des divers événements! Cependant, si nous tardons et si à notre barbe Hambourg est repris par les Français, c'en est fait pour longtemps de nos ressources pécuniaires, puisque c'est la seule ville qui puisse escompter des lettres de change anglaises; c'en est fait aussi sans retour de la considération dont le prince royal jouit en Allemagne. Plus on a compté sur lui, plus on le haïra de n'avoir pas tenu ce qu'on en attendait. D'un autre côté, on ne peut se dissimuler que nous sommes tout à fait en l'air. Presque toute notre cavalerie et la moitié de notre artillerie sont encore en Suède ou en mer. Les retranchements de Stralsund ne seront pas achevés de quinze jours, et quand ils le seraient sur le tracé actuel, je les trouve insuffisants pour assurer notre retraite sur Rugen. Au lieu d'être l'aile droite de la grande armée russe, nous sommes séparés d'elle par plus de trente milles d'Alle-

(1) Petite île en face de Stralsund.

magne, sans intermédiaires et sans pouvoir en rien coopérer à ses mouvements.

Si les Français, comme la chose est probable, débouchent de Magdebourg et de Wittenberg sur Berlin, nous perdons toute communication avec notre armée et restons isolés dans un cul-de-sac. Ce mouvement de la part des Français nous obligerait à replier tous nos corps détachés pour ne pas les exposer à être coupés. Si Stettin encore était au pouvoir des Prussiens, au moins nous pourrions nous baser sur cette ville et sur Stralsund, mais nous n'avons que ce malheureux Stralsund!

14 mai au soir. — Je viens de quitter Adlercreutz; il est si malheureux de sa position, que je lui pardonne son humeur. J'ai lu chez lui une lettre du directeur de la poste suédoise à Hambourg, qui s'est retiré sur Altona. Il ne croit pas que Hambourg puisse résister à une nouvelle attaque des Français. Netzel est également parti pour Wismar et tient le même langage. Personne ici ne veut plus acheter de lettre de change sur Hambourg et nous nous trouvons ainsi sans ressources publiques et particulières.

Les vaisseaux arrivent de toutes parts à Stralsund, mais on n'entend point parler de celui du prince royal, et cependant pour venir de Carlscrona ici, le vent n'a presque pas cessé d'être favorable.

Sandels est revenu de Rugen, ce qui fait croire à tout le monde que nous n'attendons plus le prince. Ses intimes ne savent quoi dire de ce retard, ceux qui ne le sont pas s'expliquent peut-être trop ouvertement.

Ou les Danois continueront de soutenir Hambourg et, s'ils y réussissent, ils auront rendu un grand service à la coalition; ou ils l'abandonneront aux Français contre lesquels Tettenborn seul avec les habitants ne peut tenir. Dans le premier cas, le rôle des Danois est noble, utile, on n'aura pas de raisons pour leur demander le sacrifice de la Norvège et toute notre considération en Allemagne sera gratuitement compromise. Dans le second cas, cela sera encore bien pis; on nous regardera avec

horreur, nous perdrons toutes nos ressources pécuniaires et nous serons peut-être brouillés avec tous les partis.

16 mai. — Löwenhielm est parti aujourd'hui pour Carlscrona avec un comte Kalkreuth, porteur de lettres de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse au prince royal, que l'on suppose être retourné de Carlscrona à Helsingborg pour négocier avec les Danois.

17 mai. — Beaucoup de travail pour mettre tout en ordre, grandes difficultés d'y réussir, parce que rien n'est organisé et que l'argent manque. Que ne suis-je autre part!

J'écris au roi toutes nos inquiétudes pour Hambourg et celles que nous cause le retard de l'arrivée du prince royal. Je lui envoie un rapport du baron de Boye sur les événements de Hambourg, avec les dernières gazettes de Berlin, qui rendent un compte assez juste de ce qui se passe aux armées alliées.

17 mai au soir. — Nous apprenons l'arrivée du prince royal à Rugen. Tous les visages se dérident!

18 mai. — Adlercreutz revient de Rugen. Il a été bien traité par le prince. Löwenhielm a été grondé pour n'être point retourné près de l'empereur de Russie; cependant les reproches ont été mêlés de paroles amicales qui les ont fait digérer. Il était d'ailleurs préparé à une plus forte explosion. Le prince est arrivé à six heures, dîner à neuf heures; illuminations.

19 mai. — Arrivée du duc de Cumberland, quatrième fils du roi d'Angleterre. Présentation chez le prince royal et grand dîner. Le prince paraît décidé à ne pas bouger, s'il n'obtient les trente-cinq mille Russes qui lui sont promis et si on ne lui assure une partie des avantages déjà stipulés par les traités. Il est fort irrité de la mauvaise foi des Russes, mais fort bien avec l'Angleterre. Le général Suchtelen a bien des couleuvres à avaler.

Le lendemain, étant chez le prince avec le colonel Sparre, il nous a ordonné d'armer les postes le plus promptement possible. Il nous a beaucoup parlé de la situation politique, nous a dit qu'il sentait bien que, vu l'état des choses, les Russes ne

pouvaient lui faire donner la Norvège tout entière avant la paix, mais qu'il voulait être mis en possession de l'évêché de Drontheim et d'une place forte.

Le 21, je suis entré chez le prince où se trouvaient Adlercreutz et le comte Stedingk. Pendant plus d'une demi-heure il a péroré sur la trahison des Russes, des Prussiens, la fausseté des Danois, etc. Nous avons appris le même jour la nouvelle d'une escapade du général Döbeln, qui jette le prince dans un véritable embarras. En dépit des ordres les plus formels, il a pris sur lui d'envoyer à Hambourg deux mille hommes et une batterie, et rapporté qu'il avait bien reçu l'ordre de s'arrêter au point où il se trouvait, sans marcher sur Ratzebourg, mais qu'ayant pris l'engagement de secourir les Hambourgeois, son honneur était compromis s'il y manquait. Lagerbring est parti pour lui ôter le commandement. Je ne sais ce qu'on a décidé au sujet de ces deux mille hommes. Si on les retire, voilà les Hambourgeois au désespoir, la popularité du prince perdue en Allemagne, et les alliés qui jetteront de hauts cris. Si on les laisse, outre que militairement ils sont mal placés, la querelle entre la France et la Suède se trouve engagée, *et c'est ce que le prince semble vouloir éviter*.

Autre embarras : le colonel Peyron (1) a annoncé son arrivée de France pour ce soir. L'ordre est donné de l'arrêter à la porte de la ville et de le conduire en prison. Que fera-t-on de lui? Le prince est d'une humeur de diable.

Peyron est arrivé sur les huit heures du soir.

Ayant demandé au prince ce qu'il pensait de la bataille de Lutzen : « C'est, m'a-t-il dit, une bataille perdue. Les Russes l'ont livrée pour avoir un succès avant mon arrivée, afin de

(1) Le colonel Peyron qui, au lieu de suivre ses instructions, avait remis aux Français, lors de leur entrée en Poméranie, tout le pays, avait été emmené en France comme prisonnier de guerre et condamné à mort en Suède par contumace. Il revenait de France, envoyé par Napoléon pour faire de nouvelles propositions au prince, propositions appuyées par une lettre de la princesse royale.

diminuer mon importance et d'augmenter la leur. Cette bataille a été dirigée contre moi. »

22 mai. — Löwenhielm est reparti pour le quartier général russe. Le colonel Peyron a été conduit chez le prince royal qui lui a dit en le voyant : « Savez-vous que je puis vous faire fusiller à l'instant?

« — Je ne l'ignore pas, mais j'aime mieux m'exposer que de rester plus longtemps entaché de l'accusation d'avoir trahi mon pays. »

Il s'en est suivi une explication. Peyron a pleuré, le prince s'est adouci et a fini par lui dire : « Je vois que vous êtes plus malheureux que coupable. Demain vous partirez pour la Suède, et j'écrirai au roi pour le fléchir en votre faveur. »

Il a demandé à Peyron ce qu'on pensait en France de l'empereur. A quoi celui-ci a répondu : « On le hait, mais on le soutiendra par honneur et par patriotisme. » Peyron avait deux lettres pour le prince qu'il lui avait envoyées la veille; l'une de la princesse royale, l'autre du duc de Bassano. Le même jour, avant d'avoir vu Peyron, il avait dit à Montrichard : « On ne veut plus de Bonaparte en France, mais on me sollicite de ne point agir contre mon pays natal, de ne point m'exposer à perdre par là la popularité dont je jouis. Si Napoléon est culbuté, je puis jouer le plus grand rôle possible, disposer de la régence... etc. »

Si le prince a véritablement reçu de France de pareilles ouvertures, je suis persuadé que c'est d'accord avec l'empereur et par son ordre qu'elles lui ont été faites, et c'est le meilleur piège qu'on pouvait lui tendre.

Au sujet de l'escapade du général Döbeln, il y a eu aussi une scène pathétique. Le jeune Döbeln, neveu du général et cavalier du prince Oscar, s'est jeté aux pieds du prince royal pour lui demander de faire grâce à son oncle. Le prince l'a relevé en lui disant : « Ce n'est point à mes pieds que vous devez être, mais dans mes bras. A votre considération je ne ferai rien mettre à l'ordre au sujet de votre oncle. »

Le soir, je suis allé chez Adlercreutz. Il était triste, abattu, et semblait avoir beaucoup de choses sur le cœur. Il a commencé à me parler de ses peines, puis tout d'un coup, craignant sans doute d'en trop dire, il m'a quitté brusquement pour aller rêver près d'une fenêtre.

24 mai. — Un rapport du baron de Boye, qui commande les deux mille Suédois de Hambourg, rend compte de l'excellente réception qu'on leur a faite et d'un petit engagement qu'ils ont eu avec deux cents Français chargés sans doute d'une reconnaissance.

25 mai. — Mlle George est ici depuis plusieurs jours. Il est difficile de deviner ce qu'elle vient faire. Sans doute une intrigue avec le prince, ainsi que quelques-uns le prétendent.

Ce matin il m'a longuement entretenu de l'embarras où le jette la marche des troupes suédoises à Hambourg. Je pourrais presque conclure de tout ce qu'il m'a dit, que jamais il n'a été bien décidé à agir contre la France, et que le parti qu'il voulait se ménager la faculté de prendre, dépendra, non de ses engagements, mais totalement des circonstances.

27 mai. — Aujourd'hui j'ai attendu trois heures chez le prince avant de pouvoir lui présenter les officiers du régiment de Gothie. Je lui ai demandé d'envoyer un de mes aides de camp en Scanie, pour presser l'expédition des pièces dont nous avions besoin pour la défense de Stralsund, et il m'a ordonné de faire de suite une lettre pour le maréchal Toll qu'il signera. Je l'ai trouvé fort alarmé du résultat de la bataille qui véritablement a eu lieu près de Görlitz le 20 et le 21 et qui s'est terminée par une nouvelle retraite des Russes (1).

28 mai. — Aujourd'hui le prince m'a fait entrer chez lui. Adlercreutz y était et le secrétaire d'État Wirsen y est venu. Il a déclamé pendant une demi-heure sur la lenteur ou la négligence que l'on mettait à exécuter ses ordres, sur les difficultés qu'il rencontrait à chaque pas, sur l'ignorance de

(1) Bataille de Bautzen.

l'armée : « L'empereur de Russie m'a trahi. Le roi de Prusse veut me trahir!... L'un me demande à présent de sauver Hambourg, l'autre veut que je sauve sa capitale... Je me suis douté dès Abo des pièges qu'on me tendait. On me proposait d'être empereur de France... On a cherché à me monter la tête par tous les moyens... On a même employé mes maîtresses, on m'a fait écrire par une princesse d'Allemagne qui m'est très attachée...

« — Mais, Monseigneur, ai-je dit, on ne pouvait guère vous offrir quelque chose de plus séduisant.

« — A moi, Monsieur, à mon âge, après avoir vu tant de révolutions,... j'aimerais mieux une retraite en Laponie, oui, en Laponie, que de régner sur un peuple dégradé. Pardonnez-moi le terme, je suis Français comme vous, mais notre nation est dégradée. Je n'ai pas été leur dupe un moment. On m'aurait fait venir, on m'aurait assassiné. Ne voulait-on pas que j'amenasse aussi mon fils, on m'en a prié, sollicité, vous le savez, Camps!

« — Oui, Monseigneur, c'est vrai.

« — Je n'ai pas donné dans le piège; le comte de Goltz était ici pour me faire encore de telles propositions. On me croit de l'ambition; ah! Monsieur de Suremain, je vous jure que, si je tenais le fil de ma vie, celui de mon fils et de ma femme, je les raccourcirais. Je ne veux rien, je suis content de ce que j'ai et, s'il le faut, je déclarerai à toute l'Europe que je me retire en Suède avec mon armée et renonce à me mêler des affaires du continent. Monsieur de Suremain, il faut faire un pont entre Denholm et la terre le plus tôt possible. Il faut assurer notre retraite. »

Ce même jour, le général von Döbeln a comparu devant le conseil de guerre. Il a produit son journal, les lettres de Walmöden, de Tettenborn, et a dit que lui seul il avait pris son parti, que personne ne l'avait conseillé, et qu'il était seul responsable de la faute pour laquelle il était mis en jugement. Cela est d'autant plus noble, que nous savons tous que la plu-

part des officiers sous ses ordres l'avaient supplié de marcher et voulaient se dénoncer coupables, ce à quoi il s'était opposé. Hier les officiers de son régiment, qui sont ici, sont allés le voir. « Demain, leur a-t-il dit, le collège de médecine s'assemble, probablement pour me donner des pilules. La seule grâce que je demanderai au prince, sera d'être traité par mon régiment, et je me recommande à vous pour avoir de bons tireurs. »

29 mai. — Le prince était aujourd'hui de fort bonne humeur. Je le crois plus tranquille au sujet des Danois, qui, d'après un rapport probablement faux, s'étaient arrangés avec les Français et leur permettaient de passer sur leur territoire pour attaquer Hambourg du côté d'Altona.

Björnstjerna a écrit au prince une lettre très forte sur la nécessité de secourir Hambourg, en justification de la conduite du général Döbeln. Adlercreutz m'a dit qu'à la place du prince il mettrait Björnstjerna aux arrêts. J'ai vu une lettre du même à Adlercreutz, dans laquelle le prince n'était nullement ménagé.

30 mai. — Aujourd'hui Wetterstedt, le général Suchtelen, le général Hope et Thornton sont partis pour Copenhague avec mission de dire que, quoique la Norvège fût positivement promise, la Suède serait disposée à des concessions si le roi de Danemark voulait adhérer à la coalition.

Rosen est revenu de Hambourg, où le prince l'avait envoyé porter de belles paroles aux habitants. Nos troupes ont évacué cette ville et se sont repliées sur Ratzebourg. Rosen m'a dit que, si elle était bien défendue et avait suffisamment d'artillerie, il croyait qu'elle pourrait tenir aussi longtemps que les Français ne passeraient point l'Elbe en force au-dessus, et que les Danois ne leur permettraient pas le passage au-dessous. Mais les Hambourgeois commencent à perdre la confiance qu'ils avaient en Tettenborn. Ce n'est qu'un aventurier brave, qui les pressure et qui les plantera là du moment où sa position sera trop hasardée.

Il y a ici une circulation d'étrangers dont la plupart viennent demander des secours. Le prince leur donne à dîner et des

promesses qu'il se soucie peu de tenir. Où conduira une marche aussi incertaine? On peut tromper quelque temps par le séduisant de l'esprit et des manières; mais enfin l'illusion se dissipe, et plus la confiance était grande et plus sont acerbes les sentiments qui la remplacent... Que Dieu me tire de ce labyrinthe-ci, je jure bien qu'on ne m'y prendra plus!

J'ai reçu une lettre du roi pleine de bonté et d'amitié et deux autres lettres de Suède. Cela m'a un peu consolé de mes peines.

1er juin. — Aujourd'hui le conseil de guerre a condamné le général Döbeln a être arquebusé. Arfwedson (1), qui était un des juges, m'a dit qu'il s'était conduit dans cette dernière séance de manière à diminuer l'intérêt qu'il avait d'abord inspiré. Il a battu la campagne dans le peu de moyens de défense qu'il a voulu employer, a dit des injures au Kriegsfiscal et a fini par demander si on était en état de guerre ou non. Question fort inutile et résolue par lui-même, puisqu'il avait donné l'ordre aux troupes détachées à Hambourg d'agir hostilement et de ne tirer que de très près.

Lagerbring est revenu et nous a donné la triste nouvelle de la réoccupation de Hambourg par quatre mille Danois, sous les ordres du général français Drouet, en vertu d'une capitulation dont je ne connais pas encore les détails. Je ne conçois pas à présent comment nous pourrons réaliser une lettre de change. Les subalternes souffrent horriblement de cet état de choses.

2 juin. — Aujourd'hui le prince m'a fait entrer; Adlercreutz était chez lui; il m'a parlé d'artillerie à bâtons rompus, puis a ajouté, comme s'il avait voulu me reprocher quelque manque d'activité : « L'art de la guerre consiste en beaucoup d'activité, beaucoup d'activité... — Et de bons jugements, ai-je ajouté, sans quoi l'activité deviendrait inutile et peut-être dangereuse; comme les bons jugements sans activité ne produiraient aucun

(1) Colonel commandant les gardes.

résultat. — Oui sans doute, a-t-il repris. » Mais il a paru un peu surpris de ma réplique.

Signeul, avec lequel j'ai causé un moment, est extrêmement mécontent de l'état incertain où nous nous trouvons. Il ne croit pas à la nouvelle répandue que l'Autriche se déclare contre la France, et encore moins que la négociation ouverte avec le Danemark puisse réussir.

3 juin. — Ennui, dégoût, incertitude, c'est notre pain quotidien.

Nous avons ici le prince de Mecklembourg-Schwerin et le duc de Brunswick-Œls. Outre les Danois, il est nouvellement entré à Hambourg des troupes françaises. Les nouvelles au sujet de la déclaration de l'Autriche continuent à être fort vagues.

5 juin. — Wetterstedt est revenu avec ses compagnons de voyage. On ne leur a pas permis de mettre pied à terre à Copenhague ; cela semble être le prélude d'une rupture prononcée avec le Danemark. Löwenhielm m'a raconté plus tard qu'il s'en était très peu fallu que le prince ne laissât là la coalition, et n'ouvrît une négociation avec la France par l'entremise de Signeul, que la lettre était faite et que celui-ci était prêt à partir le 5 juin, lors du retour de Wetterstedt après sa mission de Copenhague, mais que ce dernier avait vigoureusement combattu cette démarche, et que le projet était resté sans exécution.

7 juin. — Le malaise augmente de jour en jour, tant par le manque d'argent que par la dépréciation du papier de Suède. On n'entend plus parler ni des armées alliées ni de ce qui se passe à Hambourg.

Parmi les illustres étrangers venus à Stralsund visiter le prince royal, le duc de Brunswick-Œls, beau-frère du roi de Suède détrôné Gustave IV, est un des plus remarquables. Je l'ai connu lors de ma mission à Carlsruhe en 1801, où il était venu pour conclure son mariage avec la princesse Marie de Bade. J'ai été le voir et ne l'ai pas trouvé. Mais le lendemain,

il m'a surpris beaucoup en entrant chez moi de très bonne heure, s'étant fait simplement annoncer comme un officier allemand qui avait à me parler. « J'ai pensé, m'a-t-il dit, que vous étiez matinal, et je viens sans cérémonie renouveler connaissance avec vous. » Je lui ai témoigné combien je me trouvais honoré de son souvenir et, quelques instants après, il m'a proposé une promenade, ce qui me fit penser tout de suite qu'il avait envie de causer librement avec moi.

Effectivement, à peine étions-nous hors des murs, que commença entre nous deux une conversation assez remarquable pour que j'en couche ici par écrit les principaux traits. Tout est précieux de la part d'un homme aussi distingué par la force de son caractère que par ses talents militaires.

« Ah çà, me dit-il, nous pouvons, je pense, parler ici à cœur ouvert... Vous me connaissez franc et loyal, n'est-ce pas?... Nous sommes tous deux de braves militaires, de vieilles connaissances... Vous ne me saurez donc pas mauvais gré de vous dire ma pensée sur bien des choses... Quand nous étions ensemble à Carlsruhe, qui diable aurait imaginé que nous nous reverrions à Stralsund, vous général de Bernadotte, et moi sans États, dépouillé et n'ayant, pour ainsi dire, plus d'un Brunswick que le nom!

« — Et la belle réputation, Monseigneur, et l'espoir fondé de tout ravoir?

« — Oui, oui, je l'ai : mais encore faut-il, pour qu'il se réalise, que tout marche au but. Tenez, je doute de votre prince. Pourquoi arriver si tard? Pourquoi laisser reprendre Hambourg? C'est une honte, c'est l'événement le plus fatal à la coalition. Croyez-vous que les Allemands seront bien pressés de se déclarer, quand ils se verront ainsi sacrifiés? Je ne me suis pas gêné pour le lui dire. Il m'a répondu par de belles phrases, cela ne lui coûte rien, mais il ne m'a pas persuadé. J'ai contre lui un fonds de défiance que les faits seuls peuvent détruire. Qu'il y prenne garde! Mes paroles ont du poids en Angleterre. S'il ne marche pas droit, j'y ruinerai son crédit.

« — Je déplore comme vous, Monseigneur, l'événement de Hambourg sans soupçonner en rien la bonne volonté du prince royal. Veuillez remarquer qu'il est trop avancé pour reculer et qu'il est plus intéressé que personne à réduire la puissance d'un homme avec lequel il n'a jamais été bien et qui jamais ne lui pardonnera le parti qu'il a pris.

« — Mais n'a-t-il pas sa femme à Paris, d'anciens amis dans l'armée française qui travaillent à les rapprocher?

« — Accordez seulement le sens commun au prince royal, répondis-je au duc, et vous verrez que rien n'est moins possible à présent. »

Cela me conduisit à lui raconter comment la dernière élection s'était faite. Il ne pouvait revenir de l'étonnement que lui causait mon récit. Puis nous en vînmes à parler de la révolution du 13 mars : « J'avoue, me dit-il, que mon cher beau-frère (1) est fou, incapable de régner. J'ai vu par sa conduite et ses lettres qu'il se perdait. Mais la reine, ses enfants, qu'avaient-ils fait aux Suédois? »

J'eus beaucoup de peine à le convaincre que Charles XIII n'avait joué qu'un rôle passif et forcé dans tout ce qui était arrivé en Suède, et qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité de résister aux passions qui avaient décidé l'expulsion de la famille de Gustave IV : il me fallut entrer dans les plus grands détails.

Enfin, après plus de deux heures de promenade, le duc en me quittant me dit : « Si je ne suis pas tué dans cette bagarre-ci, j'espère bien être un jour tranquille à Brunswick. Promettez-moi de venir m'y voir. Et si vous êtes las de la Suède, restez près de moi, vous m'aiderez à élever mes garçons. » Nous nous séparâmes et nous ne nous sommes jamais revus. On sait qu'il a péri à Waterloo.

En somme, le duc n'est point un homme brillant, ce n'est point un homme aimable, mais il a beaucoup de simplicité, un juge-

(1) Gustave IV avait épousé la princesse Frédérique de Bade, sœur de la princesse Marie, femme du duc de Brunswick.

ment sain, et je lui crois un caractère très prononcé. Avec ces qualités on peut faire davantage et l'on mérite plus de considération qu'avec de la précipitation dans les démarches, de la fougue dans les opinions, du désordre dans les idées, de l'incertitude dans les opérations, et seulement un vernis de grandeur et de talents qui en imposent aux myopes et dont l'effet ne peut durer longtemps.

9 juin. — On reçoit la nouvelle d'un armistice de six semaines entre les Russes et les Français. Il est probable que nous n'y sommes pas compris, sous le prétexte donné par les derniers qu'ils ne se reconnaissent pas en guerre avec la Suède. Tout ceci ne peut qu'augmenter nos embarras.

10 juin. — Causé longtemps avec Signeul, qui me paraît bien plus porté pour le système français qu'il ne l'était autrefois, mais qui cependant voit juste dans les principes qu'il établit : que rien n'était plus faux que de vouloir commencer par dépouiller le Danemark pour l'engager à faire cause commune; plus maladroit que d'annoncer publiquement ses projets à cet égard, sans être bien sûr qu'ils pouvaient être mis à exécution; plus absurde que d'y tenir lorsqu'ils sont impraticables; plus inconséquent que de vouloir faire l'Agamemnon sans tirer l'épée, et plus dangereux que de rester indécis sur le parti à prendre. Adlercreutz et tout ce qu'il y a d'honnête et de raisonnable parmi les généraux, officiers supérieurs et employés, sont inquiets de notre avenir, sous les rapports de la considération que le prince et la nation perdront certainement, et du désordre que les finances ne peuvent manquer d'éprouver.

11, 12, 13 juin. — Ordre du prince de débarquer à Denholm une batterie de 12 et d'envoyer pour cela des chevaux! Mais comment faire passer des chevaux dans une île sans rien avoir pour les embarquer ou les débarquer?

Grande parade pour toutes les troupes qui sont ici.

A peine rentrés en ville, il a fallu partir pour le fort de Prossenitz, afin d'y recevoir le prince qui a voulu y faire apporter à dîner.

Vu à ce dîner le colonel Pozzo di Borgo, Corse au service de Russie, venu avec Suchtelen. Il a employé à table, en parlant de Napoléon, une métaphore aussi juste que piquante. Il l'a appelé le *cauchemar* de l'Europe. Il a dit encore au sujet de l'envahissement de la Corse par les Français en 1770 : « Ah! nous sommes bien vengés de cette injustice, ils ont Bonaparte. » Ce colonel est un homme d'environ cinquante ans qui paraît avoir beaucoup d'esprit et de caractère. Placé près de lui à table, j'ai eu un véritable plaisir à l'entendre parler de différentes choses avec une vivacité toute méridionale. Pozzo di Borgo est un bel homme d'environ cinq pieds six pouces. Sa figure est assez régulière et très spirituelle, il a le teint d'un Italien. Il portait alors l'uniforme de colonel russe.

14, 15, 16 juin. — Rien d'important, beaucoup de petites tracasseries de service, de fatigues et d'ennuis.

Björnstjerna, mandé par le prince pour recevoir une semonce relativement à la lettre qu'il lui a écrite en justification de la conduite de Döbeln, en est, au lieu de cela, bien traité. L'explication à ce sujet est douce, et le seul article discuté sérieusement est l'erreur commise par Björnstjerna, d'avoir fait passer en Poméranie cinquante hommes de son régiment qui auraient dû rester en Suède. Il est envoyé à Rugen, d'où il sera sans doute rappelé sous peu. C'est une petite punition, dont beaucoup de gens s'accommoderaient.

18 juin. — J'ai dit ce matin à Camps très franchement ma façon de penser sur l'ordre d'hier. Adlercreutz en a fait autant auprès du prince. Tout est changé, il y aura simplement un camp, le 27, auprès de Greifswald.

Arrivée du comte de Walmöden et de plusieurs généraux russes et anglais. Le jeune de Staël (1) est aussi envoyé à Rugen pour avoir suivi Tettenborn, lorsque celui-ci a quitté Ham-

(1) Mme de Staël était venue en Suède en octobre 1812, amenant avec elle ses deux fils, sa fille qui fut plus tard la duchesse de Broglie, son second mari M. de Rocca, et l'Allemand Auguste Schelgel. (*Note de l'auteur.*)

bourg, au lieu de revenir sur-le-champ à Stralsund, ainsi qu'il lui était ordonné. On dit qu'il a montré de la bravoure et de l'intelligence pendant qu'il a servi sous Tettenborn, et Adlercreutz se loue assez des rapports qu'il en a reçus. Mais ôtez cela, je le suppose d'être un grand étourdi.

19 juin. — Signeul m'a raconté quelques anecdotes assez curieuses.

Lorsque le prince, après avoir obtenu la permission d'accepter l'héritage de la couronne de Suède, vint en remercier l'empereur, Napoléon lui dit : « Il ne faut pas que vous arriviez en Suède les mains vides, je donnerai l'ordre qu'on vous compte un million de francs. — Mais quand devrai-je rendre cet argent, dit le prince? — Il n'en est pas question, c'est un présent. » Le prince fut lui-même avec Camps toucher ce million à la trésorerie.

Lorsque l'année dernière, au mois de juin, pendant la Diète d'Œrebro, Signeul y arriva, il était envoyé par le duc de Bassano avec les propositions suivantes qui furent tenues cachées et dont il n'est pas fait mention dans le rapport imprimé du baron d'Engeström : Un million par mois de subsides, sous la condition que la Suède attaquerait la Finlande, outre une somme convenable pour commencer la guerre; l'assurance de ne point faire la paix sans que la Finlande fût rendue à la Suède, et la restitution de tous les domaines montant à trois cent mille livres de rente dont le prince jouissait avant son élection. Ces propositions ont été renouvelées au mois de février dernier. Je ne dirai point qu'elles dussent être acceptées, mais au moins n'avaient-elles rien qui pût motiver la haine, ni les faire rejeter avec hauteur.

20 juin. — Ordre du prince de placer beaucoup de canons sur les remparts : « C'est pour l'opinion, on pourra les changer après... Les Français ont des espions, il faut leur montrer de l'artillerie, en grande quantité, cela en impose. » Il me disait tout cela sans mystère devant deux valets de chambre français qui lui mettaient ses papillotes.

Le même jour, dîner chez lui avec les généraux anglais Lyon et Kilmanseck, ainsi que le comte Walmöden. J'ai fait connaissance avec ce dernier ; c'est un homme de trente à trente-cinq ans, d'une fort bonne tournure, l'air froid, et dont on s'accorde à dire beaucoup de bien. Sans l'armistice, il aurait tenté de pousser un gros parti de cavalerie jusqu'à Cassel et d'enlever tout ce qui s'y serait trouvé de troupes.

22 juin. — Lagerbring m'a raconté que le prince lui avait nouvellement demandé ce qu'il pensait de notre position, et m'a assuré lui avoir répondu que, si l'Autriche ne se déclarait pas formellement, le mieux était de retourner en Suède : « C'est bien mon projet, a dit le prince, et ce que je fais, ce que je dis, c'est pour cacher mon jeu. » Je n'en crois pas moins qu'il erre à l'aventure, sans aucune idée fixe sur le parti qu'il prendra dans telle ou telle hypothèse. Nous ne savons rien de ce qui se négocie à Dresde ou à Vienne.

Signeul pense comme moi sur l'irrésolution du prince et voit en noir l'avenir de la Suède. A présent, m'a-t-il dit, nous sommes à la merci de l'Angleterre. Nous ne pouvons pas retourner chez nous sans sa permission.

Il est arrivé quelques barriques de piastres. Peut-être enfin toucherons nous de l'argent.

Établi à Denholm le parc d'artillerie anglaise.

23 juin. — Grand dîner donné par l'intendant général Billberg à tous les généraux et officiers supérieurs qui sont ici. On boit outre mesure et rien n'est plus dégoûtant que ces espèces d'orgies qui sont surtout déplacées dans des temps calamiteux.

Reçu des lettres de Suède, dont une de la reine (1). On y est

(1) Dans cette lettre on trouve le passage suivant, qui montre bien la séduction que le prince royal exerçait sur le roi et la reine : « En général, je crains que le peu d'avancement des affaires heureuses n'influe sur la sensibilité de *notre Dieu tutélaire* et que la santé de notre cher prince n'en soit altérée. Connaissant son impressionnabilité et la vivacité avec laquelle il prend tout événement, on ne peut s'empêcher d'avoir des craintes. »

fort curieux de savoir quelle tournure prendront les choses; nous le sommes encore plus ici. L'été s'écoule et il ne serait ni sûr ni agréable d'y passer l'hiver.

Parmi les officiers russes venus à la suite du comte de Walmöden, je retrouve le prince Kudacheff, avec lequel, pendant la guerre de Finlande en 1808, j'avais été en rapport comme sous-chef de l'état-major de l'armée suédoise. Il était alors venu en parlementaire à notre armée, et dans une occasion j'avais été assez heureux pour l'induire complètement en erreur sur nos projets de mouvement.

Nous parlons du passé et, tout en avouant que j'avais réussi à le tromper, il me raconte que son beau-père le général Kutusof, dont il était l'aide de camp en 1812, en avait fait autant envers Napoléon, dans une circonstance bien autrement importante.

« Après avoir abandonné Moscou et pris le chemin de Kalouga, me dit le prince, nous craignions deux choses : ou d'être promptement attaqués et probablement battus, avant d'avoir eu le temps de réorganiser notre armée et de recevoir les renforts qui nous arrivaient de toutes parts, ou de voir Napoléon se replier à temps sur la Lithuanie et s'établir dans de bons quartiers d'hiver, cette saison devant détruire l'armée française, si elle n'était pas bien posée avant la fin d'octobre.

« Nos généraux virent donc avec une grande joie les Français faire des propositions d'armistice. Il fut convenu de tout employer pour leur persuader que nous désirions la paix; qu'elle n'était pas difficile à conclure, et leur inspirer une sécurité qui devait les perdre. J'étais jeune et ne comprenais pas encore le but ni de tant de parlementages, ni de tant de cajoleries aux généraux français. J'en étais presque humilié! Mais, quand je hasardais là-dessus quelques questions à mon beau-père, il me fermait la bouche avec un : « Prenez patience », auquel il fallait se soumettre.

« Ce fut seulement après la retraite de l'armée française commencée, que j'ai su de lui ce que je vous ai dit des motifs qui

l'avaient dirigé, motifs que le succès a parfaitement justifiés. »

Ceci est un témoignage de plus en faveur du récit de M. de Ségur.

24 juin. — Fête du prince royal. On boit à la santé du roi et du prince.

25 juin. — Les troupes stationnées à Stralsund ont marché aujourd'hui pour se rendre au camp de Greifswald. Ce mouvement n'a point été exécuté aussi militairement qu'il aurait dû l'être.

Björnstjerna m'a dit que le prince royal était fort irrité contre G. Löwenhielm de ce qu'il n'avait pas fait nommer dans l'armistice l'armée suédoise. « Quoiqu'il n'eût point d'instruction à cet égard, a-t-il dit, il devait en prendre du bon sens. » Tout cela, j'en suis persuadé, est pour la forme et dans le fond le prince est bien aise de n'être pas directement compromis avec la France.

Björnstjerna est fort attristé de l'irrésolution du prince et de l'embarras qui en résulte dans sa conduite vis-à-vis des puissances et des particuliers. Lui du reste semble être rentré en grâce et repart demain pour son corps.

Le jeune Staël est également revenu de Rugen.

26 juin. — Aujourd'hui le prince part pour Rostock avec une partie de sa suite, Adlercreutz, Wetterstedt, le maréchal Stedingk. On dit qu'il ira à Greifswald le 2 juillet. Je dois y être rendu le 30 ainsi que le reste du quartier général. Je serais tenté de croire qu'il ira auparavant à Berlin y rencontrer l'empereur Alexandre et le roi de Prusse et y prendre avec eux de nouveaux engagements qu'il ne songera ensuite nullement à tenir (1).

(1) Le prince royal avait acquis auprès des alliés une situation tout à fait hors de rapport avec l'importance de son pays. A cet égard l'amitié d'Alexandre était pour quelque chose, la réputation et les talents militaires de Charles-Jean faisaient le reste. Formé à l'école napoléonienne, il apparaissait presque comme le seul général capable de vaincre Napoléon, et devenait ainsi pour les coalisés un auxiliaire dont la bonne volonté devait être soigneusement ménagée. Aussi le flattait-on. (Schefer, *Bernadotte roi*, p. 110.)

Ce matin, je suis entré chez lui, nous avons parlé de l'artillerie. Je lui ai représenté que le manque de chevaux en mettait une partie hors d'état de servir. Il m'a dit de lui envoyer à ce sujet un mémoire à Rostock ou à Wismar, qu'il ferait donner sur-le-champ de l'argent et des ordres.

Pendant que j'étais là, Camps est venu lui montrer une lettre; j'ai cru reconnaître l'écriture de G. Löwenhielm. Camps a dit : « C'est de la belle politique. » La lettre paraissait lui avoir été adressée. Il y avait une rature de près d'une ligne à la seconde page. Ils ont parlé béarnais ensemble. Je crois être sûr que le prince a dit à Camps : « Si je vis encore cinq ans, il me le paiera cher. *So io vivo quinque anni, lo mi pagarn.* »

27 juin. — J'ai donné un grand dîner à Denholm à presque tous les officiers d'artillerie qui sont ici.

28 juin. — Tout est morne. Chacun attend avec inquiétude l'issue de la crise douteuse où l'on se trouve. Il n'y a dans ce moment-ci, d'un bout de l'Europe à l'autre, personne dont le bonheur ne soit plus ou moins compromis. Les piastres arrivées ont promptement disparu, et chacun crie déjà misère.

29 juin. — Aujourd'hui j'ai envoyé mes chevaux à Greifswald.

Montrichard m'a raconté que le comte d'Artois était arrivé dernièrement dans la rade de Barth avec le comte François d'Escars, le comte de Damas et le baron de Roll, mais que le prince royal n'avait pas voulu leur permettre de débarquer et qu'ils avaient fait voile pour Colberg.

30 juin. — Je suis parti pour Greifswald en chariot de poste, par une chaleur et une poussière extrêmement incommodes. Arrivé à sept heures du soir. Greifswald est une jolie petite ville environnée d'un rempart circulaire planté d'arbres. Les environs en sont plats et généralement marécageux. L'eau y est très mauvaise, l'air malsain, le terrain sablonneux, très fatigant pour les chevaux.

2 juillet. — Arrivée du prince à huit heures du soir. Nous ne l'attendions que dans la nuit ou le lendemain matin, de

sorte que tout le monde est pris au dépourvu. J'entre chez lui un moment après son arrivée, il me reçoit et me traite à merveille.

3 juillet. — Visites de corps, présentations, dîner à huit heures du soir. Le prince est très aimable pour tous.

Adlercreutz me raconte l'aventure suivante d'Ankarsvärd : Lorsque le prince passa à Rostock la première fois, il remarqua qu'Ankarsvärd n'était pas venu lui faire sa cour. On lui rapporta qu'il frondait beaucoup les mesures actuelles, et le prince lui fit dire par le général Posse que, s'il n'était pas content de son séjour en Poméranie et regrettait d'être éloigné de sa femme, il aurait la permission d'aller en Suède pendant la durée de l'armistice. A son retour à Rostock le 1er juillet, il reçut de lui le soir, fort tard, une lettre dans laquelle il lui détaillait, sans doute avec peu de ménagement, tout ce qu'il blâmait dans la conduite des affaires, et s'étendait sur le danger d'avoir l'armée suédoise en Poméranie, observant que dans une position semblable à celle de Gustave-Adolphe en 1807, position qui avait été l'origine de sa perte, le prince faisait à peu près les mêmes fautes.

Celui-ci fit assembler au milieu de la nuit les généraux Stedingk, Adlercreutz, Posse, Brünström, Wetterstedt, et leur lut la lettre d'Ankarsvärd en leur demandant leur opinion sur ce qu'il y avait à faire. Adlercreutz, tout en blâmant la conduite d'Ankarsvärd, s'excusa d'ouvrir un avis à son sujet, lui étant particulièrement attaché, et ayant travaillé à son avancement. Les autres généraux opinèrent pour l'arrestation et l'envoi en Suède, afin d'y être jugé en conseil de guerre, ce qui fut adopté et ordonné.

Le prince partit le lendemain ainsi qu'Adlercreutz qui, en tête à tête avec lui, motiva son silence de la veille par la certitude d'être accusé de partialité en faveur d'Ankarsvärd, s'il avait de prime abord ouvert un avis plus doux que celui du conseil de guerre; il remontra de plus qu'une lettre particulière écrite dans une langue étrangère pouvait être la cause

d'une disgrâce, mais non d'un procès, que rien d'ailleurs ne serait plus dangereux que de l'entamer, puisqu'il en résulterait des discussions dans lesquelles le public prendrait part ; qu'Ankarsvärd aurait été mieux puni par la perte de son régiment ou même par un simple ordre de s'en aller en Suède, que par un éclat qui lui donnerait une importance flatteuse pour son amour-propre, et ne pouvait légalement avoir des suites très fâcheuses pour lui (1).

Adlercreutz se permit de reprocher au prince d'avoir lui-même donné lieu à l'imprudence de Björnstjerna, à celle encore plus grande d'Ankarsvärd, par son excessive facilité envers les jeunes gens, qu'il admettait sans cesse à discuter avec lui les choses les plus sérieuses et dont il prenait les avis. Le prince prit très bien toutes ses remontrances et sa conduite actuelle paraît être le résultat des impressions qu'il en a reçues.

Camps m'a engagé à aller me promener avec lui. Il s'attendait sans doute à ce que je lui ferais des questions, que je lui parlerais de cette dernière aventure. Il a été trompé. Je ne lui ai pas dit un mot dont il pût tirer parti. Il a cherché à me faire croire que Mlle George était venue à Stralsund pour lui, et à éloigner de moi toute idée qu'elle eût été chargée de correspondance avec les généraux ou le gouvernement français. Je l'ai laissé dire sans contradiction.

4 juillet. — Exercice général. Pluie battante. Toute la première division, commandée par Schultzenheim en l'absence de Skjöldebrand, a manœuvré, quoique le terrain fût difficile et trop petit pour tant de troupes. Cependant les différentes évolutions se sont faites avec ordre et précision. Le prince a été ici, de même qu'à Rostock et à Wismar, très content de l'artillerie. Néanmoins il manque encore beaucoup à cette artillerie

(1) En 1821 on retrouve Ankarsvärd à la tête du parti de l'opposition, étant devenu par ses rancunes et son tempérament agressif, son amour-propre meurtri et sa vanité blessée, l'adversaire acharné du roi et de son gouvernement. (Schefer, p. 228.)

pour être telle que je désire la voir, telle enfin qu'elle ne le cède à aucune autre en Europe.

Nous avons ici beaucoup d'étrangers de distinction, entre autres le général russe Woronzov et le comte Tauenzien, prussien. Tous deux ont très bonne tournure. Le premier surtout qui, quoique n'ayant guère que trente ans, est lieutenant général, a dans les manières beaucoup de simplicité et rien qui sente le Russe. Il a été élevé en Angleterre.

Il est arrivé aussi un général anglais, nommé Stewart (1), d'une tournure très distinguée, chamarré d'ordres, ayant de la réputation et devant traiter toutes les questions relatives aux subsides que donne l'Angleterre et aux troupes qu'elle solde sur le continent.

Le prince part demain; puisse son voyage avoir des résultats heureux et décisifs.

6 juillet. — Le prince n'est parti qu'aujourd'hui pour une entrevue avec l'empereur Alexandre et le roi de Prusse (2). Avant de monter en voiture, il a fait successivement entrer les généraux chez lui pour leur dire quelque chose d'honnête, et nous a tous embrassés publiquement avant de se mettre en route. Il me fait donner 7,000 rixdalers argent pour acheter des chevaux. Il en faudrait dix fois autant pour les besoins de l'artillerie.

Il m'a dit, à moi, qu'il suppose avec raison n'être point très content d'être exposé à porter les armes contre la France : « Nous aurons la paix. » Il a dit peut-être le contraire à d'autres. Il voyage avec une suite immense. Adlercreutz a

(1) Charles-William Stewart, marquis de Londonderry, né en 1778, mort en 1854. Il fut en 1813, sous le nom de sir Charles Stewart, ministre d'Angleterre à Berlin, puis commissaire anglais au quartier général du prince de Suède.

(2) C'était M. Pozzo di Borgo que le Czar avait chargé lui-même de séduire le prince royal. Ce persévérant diplomate parvint à l'emmener avec lui au château de Trachenberg en Silésie. Ils y trouvèrent Moreau. Ce fut là que ces trois mortels ennemis de Napoléon échangèrent leurs vieux ressentiments, Moreau contre le consul, Bernadotte contre l'empereur, Pozzo di Borgo contre le Corse, le consul et l'empereur. (*Note de l'auteur.*)

demandé à rester. Le maréchal Stedingk suit et emmène son fils.

Le soir, grand exercice pour le général Stewart.

Adlercreutz a eu avant le départ du prince une longue conversation avec lui. Il est, m'a-t-il dit, embarrassé de sa position et ne demande pas mieux que de retourner en Suède. Tiraillé par des sentiments contraires, emporté trop souvent par sa vivacité, il n'en est pas à ne pas s'apercevoir du peu de suite de ses démarches et des fautes en tout genre qu'il a faites. La grande difficulté pour lui est de se tirer du labyrinthe d'engagements qu'il a pris, de promesses qu'il a données, sans que sa réputation en souffre et sans se brouiller avec l'Angleterre, dans la dépendance de qui nous sommes tout à fait.

Adlercreutz suppose que Napoléon, afin de jeter un levain de discorde parmi les coalisés, proposera à la Russie, pour compenser sa défection du système continental, de rendre à l'Autriche, à la Prusse, à la Suède, une partie de ce que la France lui a laissé prendre, sous condition d'adhérer au système continental. Il a reçu du prince une plaque de l'ordre en diamants, laquelle avait été envoyée par erreur au maréchal Stedingk, qui a eu le petit désagrément de la rendre après l'avoir portée.

7 et 8 juillet. — Je reviens à Stralsund. Exercices de tir.

9 juillet. — Grand dîner chez le général Blixen. Arrivée de la baronne de Bunge qui m'apporte une lettre du comte de Saint-Priest.

10 juillet. — Adlercreutz me montre les instructions que lui a laissées le prince et une lettre qu'il a reçue de lui; son retour est annoncé pour le 16. Les nouvelles qu'il donne semblent présager la reprise des hostilités. Je rencontre Ankarsvärd qui s'embarque pour la Suède. Il a écrit au prince une seconde lettre expliquant ses intentions. Elle est en mauvais français, mais bien raisonnée et écrite avec assez de dignité.

11 juillet. — Grand dîner chez Adlercreutz avec des généraux anglais et russes. Les nouvelles sont toujours à la guerre.

On parle d'un petit engagement entre des troupes anglaises et danoises en présence des troupes françaises et prussiennes qui ne s'en sont pas mêlées.

Tawast est arrivé. Adlercreutz ne sait où donner de la tête avec cette quantité de troupes étrangères, mises de nom sous les ordres du prince royal, mais dont chaque chef se réserve de n'obéir que quand cela lui conviendra.

12 juillet. — Grand dîner chez le général Stewart. On boit prodigieusement de mauvais champagne. L'Anglais met une grâce et une politesse rares de la part de ses compatriotes à fêter Adlercreutz et les Suédois.

13 juillet. — Conclu un marché de chevaux d'artillerie par l'entremise d'Arfwedson. Point de nouvelles politiques ou militaires.

14 juillet. — Partie de plaisir dans le faubourg de Bribsee. Mauvais dîner, fort cher, mais local agréable et beau temps. Bu le « brocskäl » avec Engelbrechten et Tawast. L'armistice est prolongé jusqu'au 16 août.

On apprend la mort du jeune de Staël, tué en duel à Dobrano pour une affaire de jeu.

16 juillet. — Nous recevons la nouvelle du gain de la bataille de Vittoria par Wellington. Les têtes se montent, et déjà on parle d'Anglais et d'Espagnols dans le cœur de la France. La perte de cette bataille peut être utile à la conclusion de la paix. Je le désire, mais, quoi qu'il arrive, je ne puis affecter au sujet de cet événement une joie qui n'est pas dans mon cœur.

Le prince arrive à onze heures du soir. Il fait bonne mine à tout le monde. Je n'ai eu qu'un moment pour causer avec Löwenhielm qui, toujours entraîné par son imagination, ne désire que la guerre, ne travaille que pour la guerre, sans réfléchir que, pour tirer un parti des circonstances, il faudrait un grand homme, et nous ne l'avons pas.

17 juillet. — Enfin la chose paraît décidée. L'armée suédoise marchera et sera un des cinq corps d'armée qui doivent être sous les ordres du prince. Nous devons être réunis près de

l'Elbe avant la fin de l'armistice, pour de là agir à dos des Français, s'ils entraient en Bohême, et l'armée russe doit faire la même chose à leur égard, s'ils se portaient sur nous.

Ce projet paraît défectueux. Outre la difficulté de mettre de l'ensemble dans des mouvements aussi compliqués, lorsqu'ils doivent être exécutés par des troupes et des généraux de nations différentes, d'intérêts différents, et dont rien ne garantit encore la parfaite obéissance, l'opération est dans tout ce qui regarde l'armée suédoise entièrement contraire aux premiers éléments de l'art militaire. Elle a ses dépôts à Stralsund, sa retraite à Stralsund, et le mouvement qu'elle va faire l'exposera à en être coupée.

On ne laisse, pour figurer devant quinze mille Français qui d'un jour à l'autre peuvent être augmentés, et vingt à vingt-cinq mille Danois qui tiennent Hambourg et Lubeck, que seize à vingt mille hommes.

Pourquoi le prince royal, pouvant disposer de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes, et maître de faire ses conditions, n'a-t-il pas songé d'abord à l'importance de ne rien laisser de dangereux derrière lui, et par conséquent d'écraser le Danemark avant d'opérer en Saxe ou sur la rive gauche de l'Elbe?

En marchant rapidement de la frontière du Mecklembourg sur le Holstein avec quarante ou cinquante mille hommes, et laissant le reste de ses troupes sur la Havel pour couvrir ses mouvements, ou l'on forcerait les Danois à se détacher de l'alliance avec la France, ou on les forcerait, par sa supériorité, à reculer dans leur pays, après les avoir poussés vivement, battus et rejetés dans Kiel et Rendsbourg. On aurait probablement ainsi délivré Hambourg et Lubeck, et on aurait, aux dépens de l'ennemi, approvisionné son armée de tout ce qui lui manquait. Enfin on aurait débuté par quelque chose de conforme à l'esprit national et dont l'effet en Suède eût été très grand. Adlercreutz et Lagerbring, à qui j'ai fait tous ces raisonnements, les ont trouvés très justes.

Je suis d'une tristesse, j'éprouve un dégoût de la vie que je

n'ai jamais connu, et je maudis ma destinée qui m'a amené ici !

18 juillet. — Ce matin je me suis levé à peu près d'aussi mauvaise humeur que je m'étais couché. J'ai écrit au prince royal un mémoire où je lui représentais, vu la gravité des circonstances, l'état défectueux de l'artillerie sur lequel j'avais déjà si souvent attiré son attention. Je lui répétais sommairement les représentations que, depuis mon arrivée en Poméranie, je n'avais cessé de faire sur ses besoins et sur la nécessité d'y pourvoir ; manque de chevaux, de harnais, de voitures, etc.

Il en écouta la lecture avec assez d'impatience, me promit de me faire avoir des chevaux, discuta sur ses ressources, sur le peu d'argent que la guerre coûtait à la Suède, parla des mouvements qu'il voulait faire faire à l'armée, des transports, des dépôts du parc, etc.

« Quand nous serons de l'autre côté de l'Elbe, a-t-il dit, il nous faudra quelque point sûr et fortifié pour établir tout cela : — Sans doute, Monseigneur, mais je ne vois sur l'Elbe que Magdebourg, Wittenberg et Torgau de fortifiés, et ils sont entre les mains des Français. — Je le sais aussi bien que vous, m'a-t-il dit, avec humeur. Mais nous prendrons Wittenberg. — Il faut que la chose ne soit pas facile, puisque les Russes n'y ont pu réussir. — Ils l'ont mal attaqué, ils n'avaient point d'artillerie de siège. — Votre Altesse Royale n'en a pas davantage. — Nous avons des mortiers. — Il y en a huit ici, ai-je dit, probablement d'un air un peu moqueur. — Vous faites de l'esprit. — Je ne me le permettrais pas, je cherche à faire de la raison. »

Le prince était fâché, je ne l'étais guère moins et fort disposé à le devenir encore davantage. Il s'est contenu. Adlercreutz a dit : « Suremain est malade, cela le rend de mauvaise humeur, » et la discussion a fini.

Je suis venu dîner chez le prince. Il a alors été fort aimable. Je lui ai proposé de demander aux Anglais, qui ont un parc bien monté, des voitures, des harnais, etc. Il a saisi l'idée et

en a parlé au général Stewart qui était là et m'a donné rendez-vous pour le lendemain.

Löwenhielm qui travaille à la formation du nouvel état-major, que le prince, en sa qualité de généralissime d'une armée alliée, doit avoir, m'a proposé d'en être et m'a offert la place de quartier-maître général, c'est-à-dire la direction de tous les mouvements. Si je me croyais l'expérience et les talents nécessaires pour une pareille besogne, et si le mouvement général de la machine était dirigé par un autre que le prince, j'accepterais avec empressement. Mais j'ai sagement refusé à Löwenhielm et à Adlercreutz qui m'en a aussi parlé, en ajoutant à mon refus que la seule chose qui pût me consoler d'être ici, était d'être avec l'armée suédoise et que je ne m'en séparerais point.

Adlercreutz sera major général. Il me semble qu'il aurait mieux valu pour lui garder en chef le commandement de l'armée suédoise, et laisser Stedingk figurer comme major-général.

De tous les généraux suédois, le comte Gustave de Löwenhielm serait celui qui, ayant le mieux suivi les progrès de l'art de la guerre depuis la Révolution, pourrait le plus aisément comprendre le prince et le faire comprendre aux généraux alliés. Son esprit naturel, son extrême activité, sa parfaite connaissance des langues allemande et française, les liaisons que de nombreux voyages lui ont fait contracter avec des généraux russes et allemands, le rendent éminemment propre aux fonctions de major général de l'armée. Cela eût mieux valu que de le mettre, lui et le général Tawast, comme aides-majors généraux sous le général Adlercreutz.

C'est celui-là qu'il fallait placer à la tête de l'armée suédoise avec une grande latitude de pouvoirs, et en le subordonnant seulement aux mouvements généraux de l'armée du Nord. Il l'eût conduite à merveille et en eût tiré le meilleur parti. Ce quartier général de l'armée du Nord est un monde. Outre l'état-major suédois, il y a des envoyés de toutes les puissances

alliées, avec des officiers de différents grades à leur suite; une chancellerie, des cosaques, des gendarmes prussiens, une poste, une imprimerie, etc.

19 juillet. — Négocié avec le général Stewart et obtenu sans difficulté qu'il mît à ma disposition vingt-quatre voitures à munitions, deux forges de campagne, tous les harnais nécessaires et une foule d'autres effets d'artillerie.

J'ai dîné chez le prince qui m'a fort cajolé. Il a mis sur le Mecklembourg-Schwerin une espèce de contribution de trois cents chevaux d'artillerie, une de cent cinquante sur le Mecklembourg-Strélitz, une autre de cent sur la Poméranie. Si cela arrive, je serai moins embarrassé.

21 juillet. — L'ordre de se mouvoir est donné. Nous n'allons pas bien loin et, malgré cela, ce mouvement ne se fera pas sans désordre et beaucoup d'embarras pour ce qui regarde les vivres et les fourrages.

Le prince part le 23 pour une tournée. Aujourd'hui il était de la meilleure humeur du monde. Je soupçonnerais que les nouvelles sont à la paix, *car certainement il n'a point envie de faire la guerre.*

22 juillet. — J'ai travaillé avec le maréchal Stedingk pour ce qui concerne l'artillerie. S'il met dans son expédition l'ordre que je lui ai conseillé, les choses iront mieux et plus vite. Mais ce qui nous gênera toujours, c'est la pénurie d'argent.

23 juillet. — Départ du prince. J'ai travaillé toute la journée. Je suis accablé de fatigue et d'ennui.

24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 juillet. — Détails de service plus fastidieux les uns que les autres. Je me suis fort mal porté tous ces jours-là et j'ai été obligé de prendre mon courage à deux mains pour ne pas envoyer le service à tous les diables.

Le maréchal Stedingk est parti le 29 pour Demmin. Je m'y rendrai, si je puis, le premier du mois prochain.

Point de nouvelles du prince, sinon qu'on le fête à Berlin et que ces bons Prussiens croient voir en lui le Grand Gustave, celui qui doit affranchir l'Allemagne.

31 juillet. — Enfin je me porte mieux et je partirai demain. Les nouvelles cependant ne sont pas très gaies. Tout semble annoncer la reprise des hostilités. On a bien les éléments d'une armée. Si elle était organisée, homogène et bien conduite, on pourrait peut-être faire de grandes choses. Mais ce sont des Russes, des Mecklembourgeois, des Prussiens, des Anglais, etc, et où trouver l'Agamemnon qui les fasse marcher du même pied?

J'ai pris congé de mes excellents hôtes, le médecin Haag et sa femme. Ce n'a pas été sans un profond sentiment de tristesse. Je ne suis pas sûr de revoir les gens que je quitte à présent. Je laisserai ici à Stralsund la majeure partie de mes effets.

1er août. — Je suis arrivé à Demmin, petite ville sur le territoire prussien. Elle est entourée d'un vieux mur et pourrait à la rigueur être susceptible de quelque défense. Je suis logé chez Mme Von Haydn, mère de Mme la générale de Reitzenstein. Loïtz, par où l'on passe pour arriver à Demmin, est la dernière ville du territoire suédois en Poméranie. Les chemins sont mauvais. Du 1er au 8, jour de mon départ, je n'ai rien à citer d'intéressant. On ne sait pas encore si les hostilités recommenceront, et cette incertitude paralyse un peu les mesures que l'on devrait prendre. Les vivres et les fourrages commencent à devenir rares. Plus nous marcherons en avant, plus nous aurons à souffrir de la pauvreté du sol et du séjour des troupes qui nous ont précédés.

FRAGMENTS

I. — *Grossbeeren.*

Le 22 août 1813, l'armée suédoise, ayant quitté Potsdam à la pointe du jour, arriva sur les trois heures de l'après-midi près de Ruhlsdorf. Deux hauteurs dominant la plaine furent garnies d'artillerie et l'armée bivouaqua en arrière d'elles sur deux lignes, chaque bataillon en colonne.

Les Russes, sous les ordres de Winzingerode, étaient immédiatement à notre droite. Le corps prussien de Kirschfeld, établi dans ses retranchements de Saarmund, en protégeait l'extrémité. L'armée prussienne, commandée par Bulow, forte de près de cinquante mille hommes y compris le corps de Tauenzien, était à notre gauche. Entre sa droite et nous il y avait un vide d'au moins quinze cents pas. Le défaut de cette position dont l'armée suédoise était le centre, était pour nous en cas de malheur, de n'offrir de retraite que sur Potsdam ou Charlottenbourg, où l'on ne pouvait arriver que par des marches de flanc.

Le 22, les avant-postes du général Bulow avaient été repliés ainsi que ceux du général Tauenzien. Les premières divisions françaises s'étaient avancées très près des Prussiens.

Le 23, sur les trois heures, Bulow reçut l'ordre d'attaquer à son tour, ce qui eut lieu après dîner. La résistance des Français fut dans le commencement assez vigoureuse; mais toutes leurs divisions n'étant point arrivées en ligne assez près l'une de l'autre pour se soutenir, les deux premières, dont l'une commandée par le général Reynier et presque entièrement composée de troupes étrangères, furent forcées et rejetées sur les autres.

Cet échec, et la connaissance qu'eut sans doute le maréchal Oudinot de la réunion de toute l'armée du prince royal, le détermina à faire sa retraite. Elle eût été très difficile, si l'armée suédoise, marchant devant elle, eût ainsi tourné le flanc gauche des Français. Seulement, par un excès de prudence que je ne puis m'expliquer, elle ne bougea pas (sauf un ou deux bataillons envoyés et six pièces qui attaquèrent la gauche des Français appuyée à Grossbeeren). La nuit vint et les Russes seuls envoyèrent leur cavalerie pour soutenir la poursuite des Prussiens. C'est à force de bravoure que ceux-ci ont vaincu. Ils ont beaucoup souffert du feu de l'artillerie française et, ayant parcouru le champ de bataille le lendemain, j'ai pu juger que la perte des Prussiens en morts devait excéder celle

des Français. En revanche, le désordre s'étant mis dans les rangs de ces derniers, tous les égarés furent pris par les Cosaques.

Le mérite du prince royal a été d'avoir réuni promptement toutes ses troupes à portée du point attaqué par les Français, qui ne croyaient probablement pas avoir affaire à si forte partie.

Bonaparte, mal instruit par ses espions ou par les rapports, avait exigé du maréchal Oudinot une chose presque impossible. L'armée française sous ses ordres, se montant au plus à soixante mille hommes, aurait dû en battre plus de cent mille de très bonnes troupes pour s'emparer de Berlin. Il est vrai que le maréchal Davout devait, partant de Hambourg avec vingt-cinq mille Français et Danois, menacer les derrières de l'armée du Nord, et le général Girard son flanc droit, avec huit à dix mille hommes sortis de Magdebourg, et que la réunion de ces troupes à celles du maréchal Oudinot aux environs de Berlin, après une victoire, aurait mis les Français en mesure de débloquer Stettin, Custrin, et porté le découragement dans l'armée prussienne privée de sa capitale et de ses dépôts, et peut-être dans l'armée suédoise, si on était parvenu à la couper de la Poméranie. Mais le maréchal Davout avait devant lui le comte de Walmöden avec une force au moins égale à la sienne.

Celui-ci, cédant quelque terrain pour se concentrer, s'était retiré au delà de Schwerin sans éprouver aucun échec. Le maréchal Davout y avait pris position le 23 et se trouvait à quarante ou cinquante lieues de France du maréchal Oudinot et du général Girard.

D'ailleurs la supériorité de nos forces pouvait bien permettre de risquer quelque chose. On ne tira cependant point de cette supériorité tout le parti possible, et je n'ai jamais pu me rendre raison de l'immobilité de l'armée suédoise et de l'armée russe pendant toute cette bataille.

Si on eût manœuvré à temps sur la gauche des Français,

leur retraite eût été forcément plus difficile et causé la perte d'une partie de leur armée.

Cette perte fut bien peu considérable en raison des dangers qu'ils coururent. Au lieu de disgracier le maréchal Oudinot, Napoléon, s'il eût connu l'état des choses, aurait dû lui savoir beaucoup de gré de s'être tiré à bon marché d'une entreprise aussi hasardeuse (1).

II. — *Cothen.*

Aujourd'hui (4 octobre) l'armée suédoise a passé l'Elbe et a pris position en avant de Dessau où se trouve le quartier général. On a laissé quelques pièces de canon et deux faibles bataillons dans la tête de pont de Rosslau. Les Russes de l'armée du Nord ont également passé à Aken pour se porter sur la rive gauche. Blücher nous a devancés dans ce mouvement au delà de l'Elbe et nous le faisons pour agir de concert avec lui.

Lorsque le général Adlercreutz m'a parlé hier de cette manœuvre, je n'ai pu m'empêcher de lui faire observer que, malgré la supériorité numérique des armées alliées sur les armées françaises, l'entreprise de laisser l'Elbe derrière nous, sans être maîtres d'aucune des forteresses qui en commandent le cours, et sans que les ponts d'Aken et de Rosslau fussent convenablement retranchés, me semblait fort hasardée.

A la place de Napoléon, lui ai-je dit, je risquerais, en jetant toutes mes forces sur la rive droite, d'être quelque temps séparé de la France, pour couper moi-même l'ennemi de tous ses dépôts, en m'emparant d'abord des ponts de Rosslau et d'Aken, et me portant à marches forcées sur Berlin. Je débloquerais les places de l'Oder et me renforcerais de leurs garnisons. J'enlèverais tout ce que je pourrais de vivres, chevaux, attirail de guerre. Je détruirais tout ce que je n'aurais pas le temps

(1) Napoléon rendit plus tard justice à Oudinot. « Le duc de Reggio, disait-il à Sainte-Hélène, s'est tiré heureusement de l'affaire de Grossbeeren. Sa tentative a été heureuse comme reconnaissance militaire. Elle a attiré l'ennemi hors de ses lignes, entraîné Bernadotte du côté de Wittenberg et laissé ouverte la ligne de Dresde à Berlin. »

de prendre et enfin j'appellerais à moi Davout pour tenir la campagne entre l'Elbe et l'Oder, ou je me retirerais sur Magdebourg, si je n'avais pas l'occasion d'anéantir quelques-unes des armées, qui naturellement se retourneraient contre moi. Remarquez qu'après avoir perdu les ponts de Rosslau et d'Aken, il leur serait impossible de repasser simultanément l'Elbe et de mettre de l'ensemble dans leurs opérations.

Adlercreutz a paru surpris de mon hypothèse, mais il m'a dit que les Autrichiens ne descendant pas la rive gauche étaient en état à eux seuls d'en imposer aux Français. J'ai répondu que « rien n'était moins prouvé et qu'en laissant une arrière-garde de quarante à cinquante mille hommes sous les ordres de Saint-Cyr, il y en aurait assez pour arrêter ou retarder les manœuvres des Autrichiens et laisser opérer librement pendant au moins huit jours la grande armée française. — Tout cela est prévu, m'a-t-il répliqué; je ne crois pas qu'il y ait rien à craindre, nous sommes trop forts pour que Napoléon risque de nous voir arriver avant lui sur le Rhin. » Au reste le prince ne se souciait guère de cette manœuvre, mais Blücher l'a tant tourmenté pour passer l'Elbe, qu'il a répondu que : quand il le saurait sur la rive gauche, il s'y porterait lui-même pour lui donner la main, de sorte qu'il s'est trouvé engagé par sa promesse.

Je n'ai pu causer longtemps avec Adlercreutz, il fallait m'occuper des ordres relatifs à l'artillerie que nécessite notre mouvement.

Je suis allé chez le prince : « Eh! bien, m'a-t-il dit, nous allons enfin passer l'Elbe! — Oui, Monseigneur, et cela m'oblige à vous demander comment je dois établir les communications de l'armée suédoise avec les dépôts de munitions. Elles risquent d'être longues et incertaines. — Il faut les rapprocher. — Mais nous n'avons pas un point fortifié pour les mettre à l'abri d'un coup de main. — Ah! vous êtes toujours l'homme aux difficultés. Nous prendrons Wittenberg; cette place ne peut tenir, j'ai des nouvelles du siège. — Mais en attendant qu'elle soit

prise? — Laissez-moi donc en paix! J'ai bien autre chose à faire qu'à m'occuper des détails de votre artillerie. Quand je commandais les armées françaises, je disais : Je veux faire tel mouvement et chacun s'arrangeait en conséquence... — Monseigneur, dites-moi au moins la direction que doivent suivre les dépôts. Faut-il les porter sur Rosslau? — Oui. — Leur faire passer l'Elbe? — Oui, nous verrons après où ils devront s'arrêter. — En ce cas je m'en vais expédier un officier à Berlin. »

A la première nouvelle du mouvement des Français sur les rives de l'Elbe, tout ce que j'avais dit à ce sujet tant à Adlercreutz qu'au prince lui-même me revint à l'esprit et j'aurais été bien fier d'avoir deviné Napoléon, si nous n'avions pas risqué de le payer si cher. Ce qui surtout m'alarma vivement, ce fut le sort du grand parc d'artillerie, que j'avais fait marcher et dont je pouvais d'un instant à l'autre apprendre la perte. Ainsi toute l'armée suédoise risquait de se trouver réduite aux seuls approvisionnements de guerre qui la suivaient immédiatement, et dans une affaire d'une telle importance, c'était à un ordre formel, mais verbal, que j'avais obéi sans prendre la précaution de me le faire donner par écrit!

Je courus chez le prince. « Eh bien! dit-il, en me voyant, vous savez... C'est ce fou de Blücher qui m'a forcé la main... Je ne voulais pas encore passer l'Elbe... Voilà ce que l'on gagne à agir contre toutes les règles de l'art... A présent, quel parti prendre?... Que pensez-vous de notre position?... Allons, expliquez-vous, parlez franchement. — Monseigneur, répondis-je, je n'en connais pas assez les détails pour avoir une opinion, mais il me semble qu'avec les forces dont vous disposez il y a bien des ressources.

« — Oui, oui, sans doute, mais il n'est pas moins vrai que nous avons fourni à l'empereur une belle occasion de faire un coup de maître! »

Le prince avait trop d'expérience et de sagacité pour ne pas apprécier les suites possibles de la manœuvre de Napoléon.

Je me gardai bien de lui rappeler ce que je lui avais dit au sujet de notre passage de l'Elbe et comment il m'avait bourré. Je me gardai même de parler du danger que courait le grand parc, crainte que, dans un premier mouvement de susceptibilité, il ne niât m'avoir donné l'ordre de le faire marcher dans notre direction.

Au reste, en racontant cette scène, je serais fâché qu'on me crût l'intention de mettre au jour une faiblesse indigne du prince et de sa réputation. C'est seulement l'effet d'un événement grave et inattendu sur un caractère très vif et très prompt à passer d'un extrême à l'autre que j'ai voulu montrer et je suis convaincu qu'après le premier mouvement de surprise, il eût trouvé dans son énergie naturelle plus d'un moyen de sortir d'embarras. Il était incontestable qu'en fait de grande guerre, le prince royal en savait plus qu'aucun de nous. Il l'avait faite longtemps sous Moreau, sous Bonaparte, il avait remué de grands corps, vu de grands mouvements et pouvait mieux que personne juger des projets de l'empereur, dont cependant il redoutait le génie et à qui il rendait toute justice sous le rapport militaire.

Napoléon, quoiqu'il n'eût trouvé nulle résistance sérieuse au mouvement commencé, l'arrêta, rappela le maréchal Ney, fut se concentrer autour de Leipzig, et l'armée du Nord, au lieu de rétrograder sur l'Elbe comme elle allait le faire, vint concourir à l'enserrer dans la nouvelle position qu'il avait prise.

III. — *Leipzig.*

Après avoir eu le 16 octobre un succès marqué sur les Autrichiens, et lorsqu'il était clair que les mouvements des alliés tendaient tous à le resserrer, à l'enfermer dans sa position en avant de Leipzig, je ne puis deviner ce qui détermina Napoléon à la garder et à ne pas commencer sa retraite le 17, avant qu'ils ne fussent tous en mesure d'agir simultanément contre lui, ni pourquoi il se décida à livrer une grande bataille et surtout à la donner sur un pareil terrain.

D'abord la grande infériorité numérique de l'armée française était d'autant plus à considérer, qu'elle ne pouvait être rachetée par des manœuvres, puisque, lors même qu'il aurait réussi à porter des forces supérieures sur quelque point du demi-cercle formé par ses ennemis, leur tactique naturelle devait être de reculer en bon ordre et de menacer les flancs de l'attaque, ce qui rendrait impossible, sinon d'obtenir, au moins de poursuivre aucun avantage.

Mais ce n'était pas encore, ce me semble, le plus grand vice de la position de l'armée française. Adossée à Leipzig et à l'Elster, qui coule dans une plaine marécageuse où il se partage en plusieurs bras, il fallait, en cas de retraite, traverser cette ville, en sortir par un seul chemin et franchir plus tard un seul pont, puisqu'on n'avait pas eu la précaution d'en construire sur les différents bras de l'Elster; ce qui peut-être n'aurait mené à rien, si l'on n'eût en même temps pratiqué des chemins pour arriver de l'armée à ces ponts, sans passer par Leipzig, et de ces ponts à la route de Weissenfels.

Voilà donc une armée de plus de cent mille hommes dont les mouvements en arrière ne sont ni libres ni assurés! Il est bien vrai que le général Bertrand, envoyé d'avance pour garder Lindenau, s'y maintint, ce qui empêcha la retraite d'être coupée. Mais cela fait l'éloge de ses dispositions, de la bravoure de ses troupes, et peut-être la critique des alliés, sans qu'il soit moins vrai que, militairement parlant, c'était une faute que de donner une bataille en avant de Leipzig et, politiquement, compromettre les ressources de la France épuisée, n'était-ce pas aussi jouer un terrible va-tout?

Au reste si, cédant à ma conviction, je hasarde ces remarques, j'espère qu'on ne me croira pas la ridicule prétention de rabaisser le génie du plus grand capitaine de nos jours, et que personne n'y verra autre chose qu'une vérité presque triviale : c'est que l'homme le plus habile et longtemps le plus heureux, peut faire des fautes qu'un homme ordinaire eût évitées, et qu'il les fait probablement parce qu'une longue

continuité de succès l'a accoutumé à trop compter sur ses talents et sa fortune.

Après cette digression où d'avance je me suis permis de considérer les événements de Leipzig sous un point de vue général, je vais donner quelques détails sur le rôle qu'y a joué l'armée suédoise, et sur la très petite part que personnellement j'y ai prise. Assez d'autres ont décrit avec plus ou moins d'exactitude les mouvements des combattants divers, moi je ne parlerai que de ce qui s'est passé sous mes yeux. Les moindres récits particuliers, quand on les rapproche et les compare avec sagacité, peuvent quelquefois servir à établir la vérité dans l'histoire.

Le 17, l'armée suédoise était à Radefeld et aux environs. Le prince royal n'était pas avec elle. Quoique nous ne vissions point d'ennemis devant nous, tout annonçait qu'une grande bataille était prochaine, mais nous n'en croyions pas le jour aussi rapproché. Le 18 il devait même y avoir une distribution de vivres, lorsque entre huit et neuf heures du matin, un officier de l'état-major du prince arriva avec l'ordre de détacher ce qui serait le plus tôt prêt d'artillerie et de cavalerie, et de le diriger sur Leipzig pour prendre position entre Taucha et Mockau.

Au moment où je fus informé de cet ordre, j'étais occupé à inspecter la première division d'artillerie, ce qui la rendait disponible à l'instant même; le maréchal Stedingk m'y ayant autorisé, je partis avec elle, et ne tardai pas à être rejoint par trois régiments de cavalerie.

Chemin faisant, nous rencontrâmes le comte Gustave Löwenhielm, qui venait à toute bride hâter le mouvement de l'armée suédoise. Je sus de lui que le prince royal était de l'autre côté de la Partha avec un nouveau corps russe mis sous ses ordres, que la bataille était engagée sur tous les points, et il m'indiqua fort brièvement un gué où nous pourrions nous-mêmes passer, en remontant la rivière à gauche de la direction que nous tenions.

Plus nous avancions, plus la violence et la continuité du feu me faisaient juger combien l'affaire était sérieuse et plus aussi je désirais m'en assurer. Dans mon impatience de le savoir, je m'arrêtai à moins d'un quart de lieue du point d'où m'arrivait le bruit de la canonnade la plus rapprochée et, présumant que le prince était là, j'envoyai plusieurs officiers reconnaître s'il n'y avait pas quelques moyens de passage qui me permissent de le joindre sans faire de détour. Ils n'en découvrirent aucun et je fus obligé de continuer ma marche pour gagner le gué qui m'avait été indiqué.

Avant d'y arriver, je rencontrai une troupe de cinq à six cents hommes d'infanterie saxonne qui avait quitté les rangs de l'armée française, passé la Partha, et s'éloignait du champ de bataille. Son chef ne put rien me dire de clair sur ce qui se passait, mais cette défection m'indiquait assez que les affaires de Napoléon allaient mal

Enfin je trouvai le gué, près duquel il y avait un pont provisoire à peine suffisant pour deux hommes de front. J'en fis sur-le-champ examiner la nature, sonder la profondeur, et ce fut un cruel désappointement que de le trouver sinon impraticable, au moins fort dangereux pour mon artillerie. Le passage récent de beaucoup d'artillerie et de cavalerie en avait tellement remué le fond, l'avait rendu si boueux qu'il aurait fallu doubler les attelages pour en tirer mes canons et mes caissons; le pis était que l'eau aurait infailliblement pénétré dans ces derniers. Comment risquer d'arriver sur un champ de bataille avec des provisions avariées (1)?

Je n'hésitai point à chercher un autre passage en remontant plus haut, où je trouvai heureusement un pont praticable, et pour éviter à l'artillerie qui viendrait après moi de pareils

(1) Les caissons suédois étaient alors des voitures à deux roues, portant chacune deux grands coffres de munitions placés l'un en arrière, l'autre en avant de l'essieu, et descendant plus bas que lui. Cette distribution du poids favorisait le tirage, mais les rendait moins propres que toute autre voiture à traverser des gués, pour peu que ceux-ci fussent profonds. (*Note de l'auteur.*)

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contretemps, j'expédiai un de mes aides de camp, le lieutenant Gumélius, au général Cardell, qui commandait la réserve d'artillerie, afin de le prévenir de l'état du gué et du détour qu'il m'obligeait de faire. Je pris aussi sur moi de lui ordonner de presser sa marche, de chercher un gué plus rapproché des troupes alliées et de leur porter un prompt secours. Si je ne le devançais pas, je comptais au moins ne pas tarder à le rejoindre.

Aussitôt après avoir passé la Partha, je mis mon artillerie au trot et, suivant sa rive gauche, je me dirigeai sur le point de la bataille le plus rapproché de moi : c'était Schönfeld. Un moment je m'arrêtai au sommet d'une colline pour saisir l'ensemble de ce qui se passait sur le vaste terrain qu'elle dominait; mais la fumée ne me permit guère de voir autre chose que des lignes de troupes très multipliées, et je pus seulement juger que l'armée française était bien plus près de Leipzig qu'elle n'avait dû l'être au commencement de la journée.

Quelques boulets perdus arrivaient en roulant jusqu'à moi; j'approchais de Schönfeld, quand je rencontrai le prince royal, dont je dus prendre les ordres. Au lieu de me laisser suivre la direction que je tenais, il me montra Paunsdorf en me disant : « Allez plutôt là, vous serez utile à Bulow. » Je ne parlai point au prince de l'ordre que j'avais envoyé à Cardell, laissant à la fortune le soin de le justifier.

Plus j'avançais, plus s'augmentait ma conviction que la bataille était gagnée, et effectivement en arrivant à Paunsdorf, où je trouvai le général Bulow, il n'y avait plus entre Leipzig et lui qu'un seul village occupé par les Français. Il le fit attaquer par son infanterie, sans vouloir employer mon artillerie, que j'avais mise à sa disposition; je fus, je l'avoue, peiné de ce refus, qui me semblait un reproche d'être arrivé si tard. Le général Adlercreutz, qui était là, eut la même idée que moi. Suivant sa coutume à la guerre, il avait passé toute la journée au feu, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, le plus souvent

néanmoins près du prince royal avec le corps russe commandé par le comte de Langeron (1).

« Savez-vous, me demanda celui-ci, si notre armée arrive? — Non, répondis-je, et comme elle n'était point réunie lorsque je l'ai quittée, il me paraît impossible qu'elle soit sur le terrain avant la nuit. — Que penseront les alliés, que dira l'Europe, en nous voyant toujours arriver les derniers? Croyez, ajouta-t-il, que ce n'est pas ma faute... » J'en étais bien sûr, et je le quittai pour faire parquer mon artillerie à gauche du village, ayant en avant d'elle une ligne de uhlans russes, en arrière une ligne d'infanterie autrichienne, et se trouvant ainsi isolée de toute troupe suédoise, car les trois régiments de cavalerie qui m'avaient accompagné jusqu'au gué l'avaient passé et pris une autre direction que la mienne.

Il était près de cinq heures, je croyais tout terminé, n'entendant plus que des détonations rares et peu importantes, quand tout à coup une canonnade très vive, du côté de Schönfeld (2), me prouva que ce village était encore au pouvoir des Français, et me fit espérer que le général Cardell serait arrivé assez tôt pour appuyer ce nouvel effort. Je remarquai une explosion que je jugeai être celle de quelque caisson, et peu après le feu cessa de tous côtés.

Tant que dure une affaire, l'officier passionné pour son art ne s'occupe qu'à concourir au succès de ce qu'il connaît ou qu'il présume des projets de son chef; il cherche également à deviner où tendent les mouvements de l'ennemi afin de les contrecarrer; son service n'admet pas d'autres pensées. Mais le canon ne gronde-t-il plus, son cœur, qui était de bronze pen-

(1) Langeron (comte Andrault de), né le 23 janvier 1763, d'une ancienne famille du Nivernais, émigra au commencement de la Révolution et vint prendre du service en Russie, où l'impératrice Catherine lui donna le commandement d'un régiment de grenadiers. Général-major en 1797, il fut fait comte, se distingua dans les campagnes de 1812 et 1813. Il mourut à Saint-Pétersbourg en 1831.

(2) Schönfeld était un point fort important, parce qu'il appuyait l'extrême gauche de l'armée française lorsqu'elle s'était rapprochée de Leipzig. (*Note de l'auteur.*)

dant l'action, s'ouvre bien vite à d'autres sentiments. Aussi faisais-je de tristes réflexions en parcourant les environs de Paunsdorf, théâtre d'un combat acharné. Ici des cadavres mutilés et déjà dépouillés, des canons renversés, des caissons brisés; là des maisons dont l'avidité du soldat explorait les ruines, sans pitié pour ceux des habitants qui ne les avaient pas désertées; partout des débris d'armes, de vêtements, de meubles : quel spectacle! jamais je ne l'avais vu d'aussi près et avec tous ses hideux détails!

Ma troupe s'était établie autour d'un grand feu entretenu par des meubles, parmi lesquels un clavecin. Elle avait fait comme les autres; chaque soldat, machinalement heureux de se trouver plein de force et de santé, s'occupait de satisfaire son appétit avec ce qu'il avait nouvellement pillé ou apporté de plus loin. L'Allemagne est un pays vraiment bien propre à la guerre, car dans ces champs si tourmentés depuis plusieurs jours on trouvait encore des pommes de terre et des navets.

Parti brusquement de Radefeld, moi, j'étais encore à jeun et n'en souffrais pas, mais j'étais embarrassé de faire vivre mes propres chevaux et ceux de mes aides de camp, lorsque heureusement vinrent à passer des cosaques qui me vendirent un sac d'avoine que je leur payai un frédéric d'or. Ils furent si contents de ma munificence qu'ils donnèrent de plus à mes soldats un cochon tué à coups de lance et revinrent bientôt en plus grand nombre m'offrir des croix, des montres, des chaînes et autres bijoux, fruits de leur habileté à dépouiller les morts et les vivants. Ce butin me fit horreur On croira aisément que je refusai d'en rien acheter, et je ne cite cette anecdote que comme complément d'une scène de guerre.

La nuit vint; mes soldats m'avaient réservé un énorme fauteuil, dans lequel je ne pus ni dormir, ni rester en repos; je la passai tout entière à errer près de mon bivouac ou à rêver en marchant de long en large aux différentes circonstances de ma vie, jusqu'à celle, bien étrange, qui m'amenait à agir directement contre ce Bonaparte que j'avais vu mon camarade

d'artillerie, et je finis par me dire à moi-même : « Si c'était lui qui eût gagné la bataille, si nous étions à sa place à Leipzig, ah ! certes, tout serait déjà prêt pour nous y attaquer et compléter notre défaite ! »

Cependant le soleil s'était levé, et ne voyant ni autour de moi, ni même dans le lointain, rien qui annonçât des dispositions d'attaque, je m'irritais, dans mon intérieur, d'un tel oubli des premiers principes de l'art militaire. Ce n'était pas sans doute les troupes fraîches qui manquaient, car il y avait à portée de Leipzig plus de quatre-vingt mille hommes qui n'avaient pas donné la veille.

Sur les sept heures du matin, l'aide de camp que j'avais envoyé la veille au général Cardell et qui était resté avec lui parvint à me trouver et me raconta que l'artillerie de réserve était arrivée fort à propos pour aider les Russes à déloger définitivement les Français de Schönfeld, déjà plusieurs fois pris et repris dans la journée.

Peu après le prince royal vint à passer, et je l'arrêtai pour lui apprendre le rôle qu'avait joué notre artillerie. Je lui dis que la veille j'avais pris sur moi d'envoyer à Cardell l'ordre écrit de hâter sa marche. Le prince eut l'air de ne pas m'entendre, mais Adlercreutz s'approcha de moi pour me dire : « On attaquera la ville ce matin, et cela ne se passera pas comme hier, nos troupes y seront. — Pourquoi cela n'est-il pas déjà fait ? — C'est qu'il faut s'entendre avec les autres, et puis... »

Enfin, entre huit et neuf heures, je vis plus de mouvement de la part des alliés ; ayant rencontré un officier de l'état-major du prince, je sus de lui qu'il allait à l'armée suédoise pour en faire venir des troupes et du canon.

J'en avais là de tout prêt, j'en pris six pièces et, m'étant approché de Leipzig avec elles, je trouvai le prince. Il était arrêté à cinq cents pas environ d'un mur de clôture dans lequel de distance en distance on avait pratiqué des meurtrières, d'où partaient quelques coups de fusil.

« Faites une brèche à ce mur, » me dit le prince. Je fis tirer dessus, les boulets le traversaient et en auraient bien vite renversé quelque pan. Mais où aurait abouti cette brèche? Nous n'en savions rien, et il n'y avait pas même là de l'infanterie prête à en profiter pour pénétrer dans le faubourg, dont j'entendais en même temps canonner l'entrée naturelle.

« Il me semble, dis-je au prince, que c'est bien assez tirer du canon, et qu'il serait plus simple de faire attaquer la porte par de l'infanterie. Je connais Leipzig; à la sortie du faubourg il n'y a ni fossé ni rempart, tout au plus quelques palissades qu'à présent le canon doit avoir détruites.

— Oui, me répondit-il; et il envoya aux Prussiens l'ordre d'entrer de vive force; ce qu'ils exécutèrent soutenus par deux bataillons suédois. Mais lorsqu'ils voulurent aller plus avant, ils éprouvèrent une vive résistance de la part de l'ennemi, lequel, réfugié dans les maisons, tirait à couvert sur tout ce qui se présentait. Le prince de Hesse-Hombourg, qui commandait l'attaque, fut blessé, et il s'établit dans la grande rue du faubourg une fusillade toute au désavantage de ceux qui y avaient pénétré.

Tel fut le rapport du comte Alexis de Noailles (1), lorsqu'il vint demander au prince de faire soutenir cette attaque par de l'artillerie. Sur son ordre je pris seulement deux pièces, ne voulant pas en engager davantage dans des rues, et me portai avec elles sur le lieu du combat. Le désordre y était effectivement très grand. Les Prussiens et les Suédois mêlés tiraillaient sans faire grand mal à l'ennemi. On ne savait quelle langue parler pour être obéi, et j'eus beaucoup de peine à faire arriver mes

(1) Le comte Alexis de Noailles, né en 1783, mort en 1835, fut expulsé de France à cause de son opposition au régime impérial. Il fit, en 1812, d'actives démarches en faveur des Bourbons, vint en Suède en 1813 et y fut un moment arrêté, ses passeports n'étant pas en règle. Il reparut à Stralsund avec l'uniforme de Malte et fut attaché au prince royal comme officier d'ordonnance. Lorsque, après Leipzig, au lieu de suivre la marche des alliés, nous revînmes en arrière pour attaquer les Danois, il demanda et obtint du prince la permission de suivre l'armée de Blücher. (*Note de l'auteur.*)

deux pièces jusqu'à l'extrémité de la mêlée, qui s'arrêtait à l'angle d'une rue transversale, où se trouvait une église d'où partait un feu assez soutenu. La grande rue était pleine de fumée, et je fis tirer au hasard dans son prolongement quelques coups de canon pour en imposer aux ennemis qui voudraient déboucher de l'esplanade que je savais être entre la ville et le faubourg. La charge d'un seul escadron de cavalerie eût probablement fait perdre à notre infanterie tout le terrain qu'elle avait gagné. Il va sans dire que le général Adlercreutz était au milieu de la bagarre, enrageant de ne pouvoir rétablir l'ordre nécessaire pour achever la victoire et de voir tomber inutilement autour de lui des hommes dont le courage mieux employé eût terminé le combat. Il n'eût fallu pour cela que marcher sans tirer. Une fois formés sur l'esplanade au delà du faubourg, tout ce qui occupait celui-ci, tourné par des forces supérieures, aurait été forcé de fuir ou de se rendre.

Lorsque j'étais parti avec les deux pièces, n'ayant point alors d'aide de camp près de moi, j'avais dit de me suivre à un jeune officier d'artillerie nommé Bildt, et pour son début au feu, je ne croyais pas le mener où il faisait si chaud. Il n'y était pas depuis cinq minutes qu'il fut démonté et, le voyant à pied, je lui exprimai mon chagrin de cet accident : « Bah! ce n'est rien, me dit-il gaiement, vous verrez que pour me rendre service on tuera tout à l'heure quelqu'un dont je prendrai le cheval. » Effectivement, quelques minutes après, je lui en vis un entre les jambes. Ce courage et ce sang-froid me donnèrent si bonne opinion de lui que je le gardai comme aide de camp.

Revenons à ce qui se passait dans la rue où nous étions engagés. Voyant que les efforts du général Adlercreutz et les miens pour aller plus avant étaient inutiles, nous convînmes qu'on n'en finirait pas sans troupes fraîches. Alors je le quittai et fus trouver le prince, qui heureusement n'avait pas bougé de la place où je l'avais laissé. Sur mon rapport il ordonna au comte Gustave de Löwenhielm d'échelonner sur-le-

champ ce qui serait le plus à portée de nous renforcer, et je fus rejoindre Adlercreutz.

Il n'avait pas pendant ma courte absence pu gagner du terrain; chaque instant augmentait la difficulté; enfin, un régiment russe entrant en bon ordre et poussant devant lui tout ce qui bataillait inutilement dans la rue, nous gagnâmes l'esplanade.

Nous pouvions craindre d'être attaqués par notre gauche; c'était là le chemin de la retraite pour les Français. Je n'osai cependant pas faire tirer plus de deux coups de canon dans cette direction, crainte d'atteindre les troupes alliées qui auraient pénétré d'un autre côté. Mais il restait devant nous la ville avec sa vieille enceinte et ses fossés transformés en promenades. L'ennemi la défendrait-il avec autant de vigueur qu'il avait fait pour le faubourg?

Je ne voyais d'autres dispositions à prendre qu'un caisson renversé pour barrer le passage du pont conduisant à la porte d'entrée, et j'allais faire enfoncer à coups de canon une petite porte s'ouvrant du mur de la ville sur la promenade, lorsque le général russe me cria : « Gardez-vous, une charge de cuirassiers. » Je tournai la tête et en vis venir au grand trot quarante ou cinquante un peu en désordre. Toute l'infanterie se retira précipitamment pour se mettre en ordre; mais ces cuirassiers ne lui dirent rien.

Après avoir passé sur le corps de ceux qu'ils avaient rencontrés en chemin, ils voulaient seulement rentrer dans la ville, et trouvant le pont barré, ils tournèrent bride. Alors nombre de coups de fusil leur furent adressés par cette infanterie qui avait reculé, et un moment après plusieurs cosaques, dont les coups de piques retentissaient sur les cuirasses, étaient aux trousses de ces pauvres cavaliers.

Aucun signe de défense ne paraissant sur l'enceinte de la ville, nous fûmes confirmés dans l'opinion qu'il n'y avait plus de résistance à vaincre, par la vue d'un drapeau blanc sortant d'une fenêtre de la tour qui servait de porte. Alors je fis dé-

barrasser le pont et nous entrâmes dans Leipzig, le général russe, Adlercreutz et moi, précédés d'un peloton de grenadiers et suivis de toute cette infanterie.

Toutes les fenêtres étaient garnies de femmes agitant leurs mouchoirs et saluant notre arrivée par des *hurras* qu'elles croyaient peut-être adresser à des princes, en voyant nos décorations et nos habits brodés. J'avoue que je ne m'attendais pas à pareille fête et que ce passage subit d'une scène de carnage à une fièvre d'allégresse me semblait une illusion. Elle se dissipa en trouvant des troupes de Bade, et plus loin des grenadiers saxons reposés sur les armes, dans l'attitude de vaincus. Je me rappelai que j'avais bien autre chose à faire que de jouir du spectacle de ces joies et de ces douleurs. N'y avait-il pas de l'artillerie ennemie à recueillir, des ordres à recevoir et à donner? Je tournai donc bride avec mon jeune aide de camp.

Sur le pont par lequel nous étions entrés, je trouvai un encombrement de souverains, de généraux, et leur suite, qui venaient savourer la victoire. Là étaient l'empereur de Russie, le roi de Prusse, le prince royal de Suède. Je me rangeai pour les laisser passer, faisant quelques signes de tête ou donnant quelques poignées de main à mes connaissances.

Quoique sain et sauf, il s'en fallait que je fusse joyeux et content. L'aspect de ce cortège d'étrangers m'avait attristé; puis, n'ayant rien mangé depuis au moins quarante heures, je commençais à souffrir beaucoup de la faim, ce qui me décida à entrer dans une rue détournée du faubourg pour essayer de m'y procurer quelques aliments. Déjà des maraudeurs commençaient à s'y glisser, et voyant un bourgeois sur sa porte : « Voulez-vous, lui demandai-je, payer un bon conseil en nous donnant quelque chose à manger? Eh bien! lui dis-je après sa réponse, fermez bien votre porte quand nous serons entrés, fermez-la encore mieux quand nous serons partis, et ne l'ouvrez plus à personne avant que l'ordre soit établi parmi les troupes. » Ce pauvre homme nous remercia beaucoup et mit

à notre disposition du vin, du fromage et du jambon. Du pain, il n'y en avait plus.

Le 22 octobre je terminais ainsi une lettre que j'écrivais au roi :

« Nous allons aujourd'hui à Mersebourg. J'espère que ce pays sera moins épuisé que celui que nous quittons. Tous les villages des environs de Leipzig sont incendiés et déserts, et depuis quelques jours je ne fais vivre mes propres chevaux qu'en achetant des cosaques un peu d'avoine ou de blé. Je ne crois pas exagérer en disant que, sur un espace d'un mille carré de Suède, il s'est trouvé pendant deux jours près de cinq cent mille combattants.

« La ville regorge de blessés et de malades, et l'on ne peut faire un pas dans les faubourgs sans rencontrer le cadavre d'un homme ou d'un cheval. La quantité de prisonniers est immense. Les moins infortunés sont ceux qui tombent entre nos mains.

« Je ne cacherai point à Votre Majesté que le spectacle continuel du malheur de mes compatriotes me rend cette guerre excessivement pénible et que je n'aspire qu'à la voir finir. Ma santé achève de se détruire. l'honneur de commander me ruine, et je supplie Votre Majesté de vouloir bien songer à me procurer un peu de repos et de bien-être en Suède dès que mes services ne seront plus nécessaires ici. »

CHAPITRE X

1814-1815

Paix de Kiel. — Gouvernement de Lubeck. — Campagne de Norvège, siège de Frédéricshall. — Voyage en France. — Retour en Suède. — Discussions avec le prince royal. — Démission. — Départ de Stockholm. — Conclusion.

Pendant les derniers mois de cette année 1813, le prince royal resta dans l'Allemagne du Nord pour s'assurer contre le Danemark la possession de la Norvège. A la fin de décembre, il y eut un armistice précédant les négociations qui furent suivies du traité de Kiel.

Le 21, j'étais chez le prince, quand il donna audience à un lieutenant danois venu de Rendsbourg en parlementaire pour obtenir les fourrages nécessaires à la cavalerie danoise pendant la durée de l'armistice. Cet article n'étant point énoncé, le prince rejeta sa demande et partit de là pour faire une scène à ce pauvre lieutenant sur les fautes de son gouvernement :

« Si votre roi persiste à se conduire comme il le fait, lui dit-il, il pourrait bien ne pas régner longtemps. On est très mécontent en Seeland, on l'est partout... Le prince Chrétien (1) est là pour succéder. J'ai pu prendre toute votre armée... J'occuperai quand je le voudrai votre continent. C'est par modération et par l'espoir de vous ramener au parti que vous devez prendre que je me suis arrêté un moment... Mais si on ne négocie pas bientôt, si l'on cherche à me tromper, j'irai jusqu'à l'extrémité du Jutland. »

Le lieutenant répondit fort sagement que ce n'était pas à

(1) Chrétien ou Christian, beau-frère du roi de Danemark et son héritier présomptif.

lui ni à ses camarades de juger la politique de leur souverain, que leur devoir était de lui obéir et qu'il était venu seulement pour des fourrages. Cela n'empêcha pas le prince de revenir sur le même sujet et de noyer les mêmes idées dans un déluge de paroles, dont, heureusement pour le Danois, il ne comprenait peut-être pas toujours la dureté; car le prince parlait français, et lui, répondait en allemand.

Le lendemain de cette scène, Björnstjerna me raconta que le matin même le prince lui avait dit en présence de Sparre : « Il règne en France un mécontentement universel, il m'en coûterait bien moins de peine pour y devenir empereur que je n'en prends ici pour vous procurer la Norvège. Un des maréchaux m'offre ses services, à condition que je lui céderai la Provence! Lisez ce papier. Eh bien, cela n'est-il pas vrai? » Björnstjerna avait pris le papier, c'était un rapport du ministre de la police qui parlait effectivement de mécontentement. Mais il n'y était nullement question du prince.

Après plusieurs jours de négociations, le 14 janvier 1814, la paix fut conclue entre la Suède et le Danemark moyennant la cession pleine et entière qu'il fit de la Norvège, et l'abandon à lui faite par la Suède de la Poméranie suédoise et de l'île de Rugen. L'évacuation de ces possessions d'Allemagne fut stipulée comme devant avoir lieu de suite, avant qu'on fût nanti de cette Norvège tant désirée.

Je ne pus m'empêcher de faire au général Adlercreutz quelques observations sur la précipitation mise à conclure ce traité et sur le peu de soins que l'on semblait avoir pris d'en assurer l'exécution. Lui et Gustave Löwenhielm, à qui je parlai dans le même sens, me répondirent que le prince était tellement pressé par l'empereur Alexandre de venir joindre les alliés avec son armée, que cela ne lui avait pas permis d'être plus exigeant et de prendre plus de précautions contre le Danemark.

J'avais, je l'avoue, peine à croire que vingt mille Suédois de plus ou de moins pussent être d'une si grande importance pour les alliés. D'ailleurs, s'ils avaient un véritable besoin de

renforts, l'armée russe commandée par Bennigsen, laquelle bloquait Hambourg, ne pouvait-elle pas être appelée sur le Rhin et remplacée par l'armée suédoise, qui aurait été ainsi à portée de surveiller l'exécution du traité de Kiel? Je fus conduit à penser que la curiosité du prince royal, ou plutôt son espoir de jouer un rôle en France, était le principal motif de sa détermination d'y aller, et c'en fut un de plus pour moi de me séparer de lui.

Aussi, dès qu'il fut avéré que l'armée suédoise allait effectuer son mouvement et se porter sur les frontières de la France, j'écrivis au roi pour le féliciter de l'acquisition de la Norvège, et en même temps lui rappeler la profonde répugnance que je lui avais toujours témoignée à porter les armes contre les Français, et le supplier de me dispenser de concourir à l'envahissement de leur territoire; tout en étant prêt à le servir partout ailleurs, malgré le besoin que ma santé pouvait avoir de repos.

Je me rendis ensuite chez le prince avec la lettre suivante, que je crus devoir écrire afin d'ôter à la malveillance tout moyen d'inculper une démarche fondée en droit et en raison :

« Kiel, 15 janvier 1814.

« MONSEIGNEUR,

« La paix avec le Danemark est signée, votre armée va se porter sur les frontières de la France et probablement les franchira... Jusqu'ici j'ai suivi tous ses mouvements; j'ai rempli de mon mieux la place que j'occupe; quoiqu'en restant au service de Suède, je me fusse réservé de ne point porter les armes directement contre la France.

« A présent il me serait trop pénible d'entrer avec des troupes étrangères dans le pays qui m'a vu naître et auquel j'appartiens encore par beaucoup de souvenirs et de sentiments tendres.

« Permettez-moi de quitter l'armée. Je suis heureusement un simple individu facile à remplacer et qu'aucun engagement politique ne lie.

« S'il est quelque autre position où je puisse être utile, disposez de moi, Monseigneur, et daignez croire que je sacrifierai volontiers le besoin que ma santé peut avoir de repos pour donner au roi et à Votre Altesse Royale de nouvelles preuves de mon dévouement.

« Je suis avec respect, etc. »

Je ne fus pas longtemps dans le salon du prince sans trouver l'occasion de lui parler en particulier. Et lui ayant remis ma lettre : « Pourquoi donc écrire, me dit-il, quand vous pouvez me parler? — Monseigneur, répondis-je, ce qu'on écrit est plus réfléchi, plus positif que ce que l'on dit. »

Alors il parcourut rapidement mon papier, et sans témoigner le moindre mécontentement de ce qu'il contenait : « Vous êtes heureux, me dit-il, d'être libre d'obéir à vos sentiments; je voudrais bien être à votre place. Mais il ne faut pas que vous retourniez en Suède, vous pouvez m'être utile autre part. Voulez-vous rester à Lubeck comme gouverneur militaire, et chargé, lorsqu'il en sera question, de remettre la Poméranie aux Danois? — Volontiers, Monseigneur, partout où vous m'emploierez, je ferai de mon mieux. — Allons, c'est dit, vous resterez à Lubeck. Il me faut là un homme de tête. Ce doit être le grand dépôt de mon armée, point central de ses communications. Aussitôt que j'y serai, j'arrangerai tout cela. En attendant, donnez vos instructions à Cardell pour le commandement qu'il va avoir loin de vous. — Quoique restant à Lubeck, Votre Altesse Royale peut être sûre que je ne négligerai pas l'artillerie. »

On le voit, cet entretien fut très gracieux de la part du prince, plus gracieux que je ne le croyais, car je pouvais craindre qu'il ne regardât ma détermination comme une critique de sa conduite, lui Français comme moi et devant toute sa fortune à la France.

L'armée ne tarda pas à se remettre en route pour évacuer le Holstein. Pendant que nous y étions, un corps de trente ou

quarante mille Russes, sous les ordres du général Bennigsen, resserra le maréchal Davout dans Hambourg, ce qui devait permettre au prince de marcher sur le Rhin sans que ses communications fussent menacées.

Le bon Charles XIII parut d'abord mécontent de la décision que j'avais prise, et je crus devoir la lui expliquer par la lettre suivante, qui la lui fit mieux comprendre et finalement approuver.

« Lubeck, 27 février 1814.

« SIRE,

« Quoique souffrant beaucoup d'une fluxion sur les yeux, je ne veux pas laisser échapper l'occasion de remercier Votre Majesté des lettres dont Elle a daigné m'honorer. L'une de ces lettres m'a cependant affligé, elle exprime une désapprobation assez formelle de mon projet de quitter l'armée.

« Sire, lorsque, après la conclusion de la paix avec le Danemark, j'ai demandé au prince royal la permission de ne point suivre l'armée, il a goûté mes raisons, accueilli mes sentiments et m'a dit même : « A votre place je ferais comme vous. » Ces paroles justifient complètement ma démarche. Mais, le prince l'eût-il blâmée, cela n'eût rien changé à mes dispositions.

« En faisant cette démarche, je n'ai consulté ni mes intérêts ni mes préjugés. Aucune passion ne m'a guidé. C'est ma conscience qui m'a dit que, n'étant lié par aucun engagement politique, je devais me retirer d'une carrière où je risquais de marcher en aveugle, et que, dans l'incertitude de pouvoir faire du bien à mon pays, je ne devais point m'exposer à lui faire du mal. Que souffrirais-je, si je voyais tous les maux de la guerre transportés sur le sol qui m'a vu naître!...

« Je laisse à présent au cœur de Votre Majesté à juger ma conduite. Je puis d'ailleurs l'assurer qu'ici je suis plus utile que si j'avais suivi l'armée.

« Le comte de Saint-Priest, qui entre dans sa quatre-vingtième année, m'a nouvellement prié de le mettre aux pieds de Votre Majesté. Il est toujours à Vienne, se porte bien et espère voir la maison de Bourbon remonter sur le trône de France. Dans l'éloignement où je suis du théâtre de la guerre et des négociations, je ne saurais dire jusqu'à quel point la chose est possible et, si j'étais sur les lieux, je serais peut-être embarrassé d'avoir une opinion à cet égard. Il faut espérer que la Providence décidera ce qui vaut le mieux pour le bonheur de la France et de l'Europe.

« Je suis, etc. »

Je reviens maintenant à mon séjour à Lubeck. A peine y fus-je arrivé, que je fus mis sur l'ordre et annoncé au Sénat comme devant rester dans cette ville en qualité de gouverneur militaire. On ne m'y laissa que deux faibles bataillons, renforcés peu après par un régiment de nouvelle levée sous le nom de Royal-Suédois (colonel de Montrichard) (1). Tous les malades de l'armée épars dans divers hôpitaux y furent ralliés. La ville de Lubeck promit d'en soigner cinq cents à ses frais.

Comme il n'y avait point de tradition dans l'armée suédoise, ni d'article dans les lois militaires, qui fixassent les droits et les devoirs d'un gouverneur militaire en pays neutre, j'eus la prudence de demander au prince des instructions écrites. Ces instructions furent ainsi conçues :

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL DE SUREMAIN,

« 1° L'armée se mettant en mouvement pour se porter sur le Rhin, j'ai jugé nécessaire de conserver comme principal

(1) Nicolas-Alexis-Gabriel, comte de Montrichard, né le 18 août 1759, engagé aux dragons de Conti (1er mars 1775), sous-lieutenant au même corps (1er février 1784), émigré en 1791, servit d'abord en Autriche et en Danemark, puis entra au service de Suède comme capitaine au régiment d'émigrés français dit *du Roi*, en mars 1806. Il fut chargé comme colonel de l'organisation à Lubeck du régiment de Royal-Suédois en 1813. Général-major en 1816, il figure dans l'annuaire suédois jusqu'en 1840.

dépôt pour l'armée suédoise, et comme point de communication avec la Suède, la ville de Lubeck et le territoire qui lui appartient. Vous y resterez comme gouverneur militaire et soignerez en cette qualité tout ce qui a rapport aux objets ci-dessus désignés.

« Sans vous immiscer dans l'administration particulière de la ville de Lubeck, vous n'en êtes pas moins autorisé à réclamer de son Sénat tous les secours dont vous aurez besoin. Il est prévenu de votre nomination et des rapports qu'il doit avoir avec vous. Vous éviterez tout ce qui pourrait troubler la bonne intelligence entre la Suède et le Danemark, ainsi que le Mecklembourg. Vous entretiendrez également les relations les plus amicales avec le général commandant le blocus de Hambourg et, dans le cas où il réclamerait de vous des secours en armes ou en munitions, vous êtes autorisé à lui en fournir autant que vous le pourrez sans appauvrir l'armée suédoise.

« Les généraux des troupes alliées sont prévenus que Lubeck et le territoire qui en dépend sont réservés pour les dépôts de l'armée suédoise. Vous ne permettrez d'y établir aucun dépôt, garnison ou hôpital, pour d'autres troupes. Celles qui par la direction de leur marche pourraient y passer ne pourront y séjourner. Si la ville de Dassau vous devient nécessaire, vous en écrirez au duc de Mecklembourg.

« Vous recevrez du reste du chef de l'état-major général de l'armée du nord des instructions plus détaillées. Conformez-vous aux principes généraux que je viens d'établir et en général mettez dans toute votre conduite la modération et la dignité qui peuvent faire aimer et estimer la nation suédoise.

« Sur ce je prie Dieu, Monsieur le général-major de Suremain, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« A mon quartier général de Lubeck, le 29 janvier 1814.

« Votre affectionné,

« CHARLES-JEAN. »

Une autre lettre datée du quartier général de Buxtehude (31 janvier 1814) me conférait, ainsi qu'au général-major de Engelbrechten, les pouvoirs nécessaires pour remettre aux commissaires danois la Poméranie et l'île de Rugen.

Muni de ces instructions, il me semblait que Lubeck devait être pour moi un lieu de repos. Les habitants étaient fort bien disposés et je voulais moi-même alléger pour eux le fardeau d'une occupation militaire. Cependant il n'en fut pas ainsi et je ne tardai pas de me trouver dans une position très épineuse.

Les Russes voulurent occuper le territoire de Lubeck, j'eus beaucoup de peine à les en empêcher ; j'eus à m'occuper de l'organisation du régiment Royal-Suédois (1), puis de l'établissement d'hôpitaux considérables, le tout dans une ville épuisée et devant nourrir trois mille Suédois et quatre mille Hambourgeois réfugiés, pour la plupart sans moyens d'existence. Avec cela fort peu d'argent, et l'éloignement de l'autorité suprême dont je pouvais recevoir ordres et secours.

En outre j'étais loin d'être rassuré sur les affaires de Norvège. Le bruit courait qu'on ne voulait pas reconnaître la cession, que le prince Christian s'était fait déclarer roi, etc. (2). En effet une lettre de la reine, datée de Stockholm du 2 mars, en me confirmant ces nouvelles, me faisait craindre d'avoir à attendre encore longtemps avant de pouvoir remettre la Poméranie. Dans une autre lettre, en date du 29 avril, elle me disait aussi qu'on avait été un moment fort inquiet à Stockholm du prince royal, en apprenant qu'il était en route

(1) Ce corps, malgré son nom, ne ressemblait par aucun côté au régiment du roi constitué en Suède au temps de Gustave IV ; à part quelques émigrés, il était composé de prisonniers de guerre et surtout de déserteurs. Cette troupe, d'environ un millier d'hommes, ne fut pas employée, et demeura à Lubeck jusqu'à la fin de la guerre. (L. Pingaud, *Bernadotte, Napoléon et les Bourbons*, p. 255)

(2) Le comte Axel Rosen, frère du comte Robert Rosen, fut chargé par les puissances alliées, et notamment par l'empereur Alexandre, de signifier au prince Christian, qui venait de prendre la direction des affaires en Norvège, que ce pays devait être réuni à la Suède. Le prince reçut très mal ce message et se fit déclarer roi de Norvège.

pour se rendre au quartier général des alliés et que le général Skjöldebrand avait été fait prisonnier.

Mais une lettre du maréchal Stedingk m'avait déjà rassuré à cet égard. Dans cette lettre, datée de Liège du 5 avril, il me disait bien que le général Skjöldebrand et le major Troili, envoyés au grand quartier général, avaient été pris dans leurs lits entre Nancy et Saint-Dizier, et qu'on avait été pendant plusieurs jours très inquiet du prince royal, qui avait suivi le même chemin trois jours après eux. Mais, Dieu merci, il ne lui était arrivé aucun malheur. Averti du danger, il avait rebroussé chemin et était arrivé sain et sauf (1).

A la fin de mon séjour à Lubeck, j'eus aussi à m'occuper du retour en France des prisonniers français qui y étaient restés, et je fus assez heureux pour pouvoir leur rendre quelques services. Ils m'en témoignèrent la plus vive gratitude. J'ai conservé dans mes papiers des lettres curieuses à ce sujet, notamment une du général Gérard et une autre d'un capitaine de grenadiers nommé Perrot (2). Enfin je cherchai à me tirer de mon mieux de la tâche difficile qui m'avait été confiée.

Lorsque, après la paix de Paris (avril 1814) le prince revint à Lubeck, je lui demandai la permission d'aller en France, où j'étais pressé de revoir ma famille et de veiller à mes intérêts, bien négligés depuis longtemps. Il m'engagea à différer ce voyage et à faire avec lui la campagne de Norvège, devenue nécessaire par la persistance du prince Christian à refuser de la céder. Le général Adlercreutz devait être chef d'état-major général de l'armée qui allait y être envoyée. Je n'hésitai pas et je repris le commandement général de l'artillerie, après avoir remis celui de Lubeck au comte de Rosen, désigné pour m'y remplacer.

Il fallut tout d'abord décider la quantité d'artillerie que l'armée devait emmener dans un pays très montagneux et fort différent de celui où elle venait de faire la guerre. Le prince

(1) Voir cette lettre Appendice VI.
(2) Voir ces lettres Appendice VII.

en voulait beaucoup afin d'en imposer, j'en voulais moins par crainte d'en être embarrassé. Nous discutâmes longtemps sur ce sujet devant le général Adlercreutz, qui se rangea de mon avis, et, la question tranchée, je partis pour la Norvège avec le lieutenant-colonel Wingärd pour chef d'état-major.

L'armée, sous les ordres du prince royal, s'empara d'abord de Svinesund et de la forteresse de Frédéricstadt ; après avoir effectué sa jonction avec le corps du feld-maréchal comte d'Essen, qui avait tourné Frédéricshall, elle ne vit plus devant elle d'autre obstacle que le Glommen, pour marcher sur Moss et combattre en masse l'armée norvégienne.

Le prince royal pouvait se contenter de faire bloquer Frédéricshall; mais le désir d'assurer ses manœuvres contre les événements les moins probables, la gloire qu'il y aurait à s'emparer d'une place qui n'avait jamais été prise et devant laquelle Charles XII avait péri, l'influence que la perte d'un pareil boulevard pouvait avoir sur l'opinion des Norvégiens, le déterminèrent à en ordonner l'attaque, et je fus chargé de cette opération comme commandant en chef de l'artillerie.

Il ne pouvait être question d'un siège régulier, que la nature du terrain aurait rendu long et pénible; et comme l'armée suédoise, maîtresse de la mer, pouvait faire venir sa grosse artillerie là où l'on trouverait le plus d'avantage à la placer, le prince royal décida que l'attaque aurait lieu du côté opposé à celui où elle avait été faite du temps de Charles XII.

Frédéricshall est composée d'une ville ouverte placée à l'embouchure du Tistedal, qui tombe dans un bras de mer appelé Iddesjörd; d'une forteresse nommée Frédéricstein, bâtie sur un rocher à pic au-dessus de la ville, et de trois petits forts qui couvrent la forteresse du côté où le rocher est le moins escarpé. Les généraux Ohme et Petterson défendaient cette place.

Le 5 août 1814, après une simple attaque faite par quelques bombardes et chaloupes canonnières, la ville demanda à se rendre et prêta serment de fidélité au roi de Suède. Cependant

on ne pouvait l'occuper militairement sans l'exposer à être détruite par le feu de la forteresse. Pour lui éviter autant que possible les désagréments d'un siège, et après en avoir prévenu le prince royal, dont le quartier général était à Frédéricstadt, j'envoyai mon chef d'état-major, le colonel Wingärd, au général Ohme pour régler avec lui tout ce qui regardait nos avant-postes et la libre sortie des habitants. Il revint en m'apprenant que le général Ohme était malade et remplacé provisoirement par le général Petterson. Il connaissait ce dernier, et, d'après ce qu'il m'en dit, j'eus lieu de le croire plus facile à ébranler.

Le 8, on commença le débarquement de l'artillerie, on arma trois batteries sur l'île de Sangö, rocher isolé à l'entrée du port et sur lequel on n'avait sans doute jamais pensé que les grosses pièces pussent être transportées.

Le 10 au soir toute l'artillerie était en place, formant au nord et à deux mille deux cents pas de la forteresse une batterie de dix mortiers et une batterie à ricochet de quatre pièces de canon, non compris les batteries de l'île à l'ouest de la place.

Pendant ce temps-là des négociations avaient été entamées, sur le bruit d'un ordre du prince Christian au commandant de la forteresse de la rendre aux Suédois; ces négociations n'ayant pas abouti, je reçus l'ordre de commencer le 12 le bombardement, de faire la nuit même des simulacres d'attaque pour fatiguer la garnison et le lendemain de faire une escalade réelle au point que je jugerais le plus favorable. Heureusement l'ennemi n'inquiéta pas ces travaux, qui furent seulement très pénibles par suite de la nature du terrain et de la continuité de la pluie.

Le 13, le feu commença de toutes les batteries, se soutint jusqu'à midi et fut repris à six heures du soir. Une bombe fit sauter un petit magasin à poudre de la forteresse. L'ennemi riposta avec beaucoup d'activité, sans autre effet que de tuer un lieutenant-colonel, un soldat d'artillerie, et de blesser un officier et quelques soldats.

Le 14 au matin les batteries de l'île commencèrent à tirer, mais il fut décidé que, pour ne point ruiner la ville, dans laquelle plusieurs bombes étaient tombées, la grande batterie de mortiers serait transportée derrière des rochers très près de la forteresse, opération moins hasardeuse qu'elle ne semblait l'être au premier abord, l'ennemi n'osant pas faire de sorties ni reconnaître ou troubler les travaux.

Plus j'observais le tir des mortiers, plus s'augmentait ma conviction que la majeure partie des bombes n'atteignait pas la forteresse et qu'il en tombait dans la ville. Ne pouvant faire augmenter notablement les charges sans mettre promptement ces mortiers hors de service, il me vint dans l'idée de porter ma batterie plus en avant, travail pénible, mais que j'activerais avec de l'argent et de l'eau-de-vie et que je ne jugeais pas fort dangereux, vu le peu d'intelligence qu'avaient mis les assiégés à déranger mes travaux.

Cependant la crainte que le prince, dont il m'arrivait journellement des émissaires, ne prît de l'humeur si j'agissais ainsi sans son aveu me faisait hésiter, lorsque j'appris qu'il se trouvait dans un village peu éloigné, et je me hâtai d'aller l'y chercher.

Je fus reçu de lui à merveille ; il était à table quand j'arrivai.

« Oscar, dit-il à son fils, le général fait sans doute mauvaise chère à son siège, fais-lui donner quelque chose à manger... une bouteille de bon vin... »

Puis, s'adressant à moi : « Eh bien, quand aurons-nous la place ? Faites-vous bien du dégât ?

— Moins que je ne voudrais, Monseigneur, mais je crains en revanche d'en faire trop dans la ville ; comme ce ne peut être votre intention, je viens prévenir Votre Altesse Royale que j'ai le projet d'avancer ma grande batterie afin que le tir soit plus sûr. Le feu n'en sera pas suspendu plus de vingt-quatre heures, et d'ailleurs celui de l'île de Sangö continuera toujours.

— Eh ! où diable avez-vous fait la guerre pour avoir de si

beaux scrupules? Guerre et pitié ne vont point ensemble. Eh bien, s'il tombe des bombes dans la ville, ses habitants n'en seront que plus pressés de voir la forteresse se rendre et détermineront le commandant à capituler.

— Mais, Monseigneur, songez qu'il n'est question que d'un jour pour épargner des dégâts dont le commandant, s'il est, comme je le crois, homme d'honneur, ne tiendra aucun compte, et qui tomberont peut-être sur des partisans que vous avez à Frédéricshall.

— N'importe, je ne le veux pas, ne m'en parlez plus. »

Une injonction aussi formelle me ferma la bouche. J'étais bien fâché d'être venu, de n'avoir pas fait à ma tête. A présent je ne le pouvais plus. Du reste, le prince continua d'être fort gracieux, et je venais de le quitter pour retourner à mon siège, orsque le colonel Peyron, me prenant à part, me raconta que le matin même quelques bourgeois de Frédéricshall étaient venus trouver le prince dans le village où nous étions et lui avaient porté de grandes plaintes sur ce que je bombardais Frédéricshall en même temps que Frédéricstein ; ce qui avait tué ou blessé quelques habitants et endommagé plusieurs maisons. A quoi il avait répondu d'un air fort courroucé : « Comment, il tombe des bombes, dans votre ville, sur de paisibles habitants ! C'est contre mes intentions et mes ordres, je l'ai sévèrement défendu au général de Suremain ; il m'en est responsable et je suis homme à le faire fusiller pour m'avoir désobéi. Allez, mes amis, j'y mettrai ordre, soyez tranquilles, cela n'arrivera plus. » Et les bonnes gens, enchantés du prince, l'avaient quitté, croyant peut-être que le moins qu'il pût arriver au général de Suremain serait de payer de sa poche les dommages que ses bombes avaient faits.

Le 14, après avoir fait tirer toute la matinée d'une manière qui avait dû produire de l'effet, j'envoyai le colonel Peyron sonder les intentions des assiégés et voir si, comme le bruit en courait, ils étaient disposés à se rendre. Le général Petterson me fit répondre qu'il se déshonorerait en rendant

une place comme Frédéricstein sans y être forcé par une destruction et des pertes qu'il n'avait pas éprouvées, et qu'il la défendrait tant qu'il serait en son pouvoir. Le feu, interrompu par ces négociations, reprit alors plus violemment que jamais.

Le 15, les batteries de l'île de Sangö agirent avec beaucoup d'effet et de justesse, et le soir on se disposait à transporter les mortiers dans une nouvelle batterie, lorsque arriva l'ordre de cesser le feu, la forteresse, en vertu d'un armistice conclu avec le prince Christian, devant sur-le-champ être remise aux troupes suédoises.

Cet armistice fut suivi de la convention dite de Moss, dont les clauses relatives à la forteresse furent les suivantes : elle devait être remise de suite ainsi que les ouvrages qui en faisaient partie aux troupes de Sa Majesté suédoise. La garnison devait sortir avec armes et bagages et tous les honneurs militaires. Les officiers pourraient aller où ils voudraient et les soldats seraient libres de retourner chez eux. Les uns et les autres promettaient de ne plus porter les armes contre la Suède.

Les deux portes furent effectivement livrées dans la nuit. Le lendemain 16, les troupes norvégiennes évacuèrent la forteresse; depuis ce moment le pavillon suédois flotte sur le haut de ces rochers fortifiés par la nature et par l'art.

Je fis alors demander l'autorisation de remettre au colonel baron de Cedeström le commandement des troupes et de me rendre au quartier général, après avoir joui de deux ou trois jours de repos dont ma santé avait grand besoin.

Le prince s'empressa d'aller visiter Frédéricshall. Il vit avec émotion la place où était tombé Charles XII en 1718, et annonça son intention d'y faire élever un monument. Il donna également des ordres pour la prompte réparation de la forteresse. Avec des casemates plus saines et une garnison bien déterminée, cette place est susceptible d'une énorme résistance, surtout si l'ennemi n'est pas maître de la mer.

Dès mon arrivée au quartier général, je renouvelai au prince

la demande que je lui avais faite à Lubeck, d'une permission pour aller en France. Il me l'accorda, me traita très bien, m'offrit de l'argent pour mon voyage (je n'avais pas touché d'appointements pour le commandement en chef de l'artillerie) et me dit de demander auparavant pour moi et pour l'artillerie tout ce que je désirais.

Je lui remis à ce sujet, le 25 août 1814, un mémoire qu'il parut approuver, goûtant l'idée que je lui donnai de mettre un jour son fils, le prince Oscar, à la tête de cette arme.

Puis je me rendis à Uddevalla (1) pour prendre congé du roi. Le prince y vint aussi et continua de me bien traiter, excepté qu'une fois s'étant mis à parler chez la reine de la maison de Bourbon, qu'il décriait et dont je prenais le parti, il s'échauffa jusqu'à dire que c'était une race pourrie, et que la lie de la nation était sortie de France avec elle. Je témoignai combien j'étais offensé de ce propos en sortant brusquement du salon. Sans doute le prince se repentit de l'avoir tenu, et crut peut-être me le faire oublier en m'annonçant le lendemain devant Leurs Majestés que la grand'croix de l'ordre de l'Épée, à laquelle je ne pensais point, m'était accordée, et que le roi me ferait baron à mon retour. Je refusai cette dernière grâce en disant que, ne voulant pas me marier, elle me serait inutile.

Je me rendis d'Uddevalla à Stockholm, où je retrouvai encore le prince. Il donna les ordres nécessaires au paiement des 2,000 rixdalers qu'il m'avait offerts pour mon voyage, sans que j'eusse besoin de lui en reparler; il me traita à merveille, me dit de lui écrire. Enfin je partis pour Paris, le 17 septembre 1814, sans la moindre crainte sur l'existence et sur l'accueil que je pourrais trouver à mon retour en Suède.

En effet, dès les premiers temps de mon séjour en France, une lettre du roi, en date du 1er octobre, me confirmait la permission de porter le cordon de Sainte-Anne de Russie et m'ex-

(1) Ville de bains, dans le gouvernement de Götheborg, au bord de la mer.

primait le désir de me revoir bientôt auprès de lui. Deux mois après, une lettre du prince royal (21 décembre) me remerciait des nouvelles que je lui avais envoyées sur l'état de la France et m'autorisait à employer au règlement de mes affaires tout le temps que je croirais utile.

Certes ma conduite alors n'était point celle d'un homme qui voulait rompre avec la Suède. Si même, en revenant dans ma patrie, j'avais eu la tentation d'y chercher de l'emploi, l'espèce de défaveur généralement répandue sur tout ce qui tenait au prince royal de Suède m'aurait fait une loi d'y renoncer; car je n'aurais pu me flatter d'aucun succès, à moins d'agir et de parler dans le sens de ses nombreux détracteurs. La princesse royale (1), Mme de Staël, M. Signeul, le baron Ackerhjelm, le colonel Reuterskjöld, tous ceux avec qui j'ai vécu, auraient pu témoigner que j'ai fait tout le contraire. Je fus rarement à la cour, et toujours comme étranger; je ne pris point la fleur de lis, que portaient tous les Français au service d'Autriche et de Russie; je ne demandai point la croix de Saint-Louis, quoiqu'elle me revînt de droit; enfin j'aimai mieux m'exposer à être traité froidement que de compromettre en rien l'uniforme que je portais. La seule chose que je sollicitai, lorsqu'une ordonnance du roi me mit dans le cas de le faire, fut la permission que j'obtins de rester au service de Suède.

Le vieux roi Charles XIII, malgré son âge et ses infirmités, continuait à m'écrire des lettres pleines de bonté.

Dans l'une il me disait :

« Mon cher Suremain,

« J'ai reçu votre lettre et l'ai lue avec avidité. Toutes les nouvelles qui me viennent de vous me sont toujours intéressantes. J'espère que vous reviendrez en Suède plus tôt que vous n'aviez compté le faire. Vous vous êtes trompé, si vous avez cru que je ne pensais plus vous revoir; je vous l'aurais

(1) La princesse royale, sous prétexte de santé, était toujours à Paris et ne revint en Suède, après une absence de douze ans, qu'en 1823.

dit en partant et je m'affligerais si je pensais pouvoir croire que vous vouliez vous séparer tout à coup d'un pays qui vous a accueilli avec plaisir et amitié.

« En attendant votre retour ici avec impatience, je suis, avec les sentiments que vous me connaissez,

« Votre ami et cher ami,

« CHARLES. »

Cependant et malgré tout cela, j'eus bientôt lieu de soupçonner qu'à peine parti on avait travaillé contre moi. Le roi m'écrivit peu après qu'on lui avait dit que je ne reviendrais pas. Le général Cardell le fit également, pour me demander s'il était vrai que je fusse entré au service de France. Enfin mes amis me mandèrent que, si je désirais conserver le commandement de l'artillerie, je ferais bien de ne pas prolonger mon séjour hors de Suède. Cela me décida à revenir beaucoup plus tôt que je n'en avais eu l'intention, et j'annonçai mon retour au général Adlercreutz pour la fin d'avril.

Le départ de l'île d'Elbe et les succès de Bonaparte me déterminèrent à précipiter encore ce retour. Au milieu des chagrins que me causait l'idée des malheurs dont ma patrie était menacée, je trouvais de la consolation à penser qu'il me restait une patrie d'adoption dont j'avais bien mérité et que, s'il m'y manquait une famille, au moins j'y retrouverais de vrais amis. J'écrivis trois fois pendant ma route au prince royal, et en mettant le pied sur le territoire de Suède, après avoir passé par Stralsund, en entendant parler cette langue qui était devenue presque la mienne, je me sentis un poids de moins sur le cœur.

J'arrivai à Stockholm le 17 avril 1815, à huit heures du matin. A peine descendu de voiture, des amis m'informèrent que le prince avait envoyé des ordres à Hambourg et à Stralsund pour me faire rester en Poméranie, sous prétexte de me faire inspecter les fortifications de Stralsund et les travaux de défense qui l'entouraient; et cela sans que le roi sût la moindre

chose de ce qui avait été ainsi ordonné à son premier aide de camp absent par un congé qui n'était pas encore expiré.

J'appris en même temps que, soit par suite de quelques négociations secrètes, soit parce que l'arrivée miraculeuse de Bonaparte à Paris (20 mars 1815) faisait croire au prince la partie perdue sans retour pour la maison de Bourbon, il s'était déclaré ouvertement contre elle et en faveur de Napoléon. On me cita ce qui s'était nouvellement passé chez la reine, où, emporté par son enthousiasme et ses nouveaux sentiments, il avait dit que Bonaparte était plus grand homme que Moïse, que César, que Mahomet! Ce à quoi la bonne princesse avait répondu :

« Comment pouvez-vous dire cela! Moïse était l'envoyé de Dieu, Napoléon est l'envoyé du diable. »

Heureusement qu'aucun de ces ordres ni la lettre du prince ne m'étaient parvenus, sans quoi j'aurais été fort embarrassé pour le parti à prendre, ignorant si c'était avec l'agrément du roi qu'ils m'étaient donnés. Je m'empressai d'aller chez lui. Il me reçut avec la plus grande bonté.

« J'espère, me dit-il, que vous ne me quitterez plus... Tenez, votre pays ne sera jamais tranquille... Il vaut mieux rester ici. »

Voyant que le roi ignorait totalement les instructions du prince à mon égard, je me tus sur ce qu'on m'avait confié; et pensant qu'une fois de retour près de lui, on n'oserait plus m'éloigner, je le quittai pour aller chez la reine, et de là chez le prince. Son accueil fut très poli, presque amical. Il me parla tout de suite du retour miraculeux de Bonaparte, des fautes des Bourbons; il les croyait perdus sans ressources. Je discutai avec lui tant sur l'avenir de la France que sur celui de l'Europe, fort étonné de le trouver aussi porté pour l'empereur qu'auparavant il lui avait été contraire; comme il ne me dit pas un mot des ordres qui m'avaient été expédiés, je pensai qu'il les regardait comme non avenus. Cependant une chose me fit pressentir que j'étais en disgrâce chez lui. M'étant ap-

proché de son confident, M. Camps, pour lui souhaiter le bonjour, il répondit à ma politesse par un air glacial qu'il n'aurait jamais osé prendre avec moi s'il ne m'avait jugé un homme perdu. Je rentrai chez moi un peu frappé de cette remarque.

Étant allé à la *Société*, j'y rencontrai le général Björnstjerna, aide de camp du prince, que je n'avais pas trouvé chez lui. Il me demanda si je n'avais pas reçu l'ordre d'aller à Stralsund. Sur ma réponse négative, il m'annonça que celui qui m'avait été envoyé subsistait toujours et que je devais me préparer à partir pour la Poméranie.

« Je n'ai rien fait, lui dis-je, pour mériter un exil ; j'arrive triste, malade, fatigué, et préfère donner ma démission à aller à Stralsund.

— Le prince, me dit Björnstjerna, est très fâché contre vous. Vous avez cherché du service en France. Vous avez été à Lyon avec le comte d'Artois, on a même mandé que vous lui aviez dit beaucoup de mal du prince royal.

— Si j'avais cherché du service en France, il est probable que j'en aurais eu ; si j'avais accompagné le comte d'Artois, je serais encore avec lui ; quant à la dernière imputation, elle a d'autant moins de fondement que je n'ai jamais vu qu'en public le roi et les princes, et que le comte d'Artois m'a toujours traité très froidement. Au reste, si on ne veut plus de moi au service de Suède, je suis prêt à le quitter. Je ne mendierai pas d'y rester et, quelque fâcheuse que soit la position où je me trouve, je ne me laisserai point opprimer. »

J'étais très ému en quittant Björnstjerna. Devenu plus calme, j'écrivis au roi par l'adjudant général pour demander à jouir en paix des quatre mois qui me restaient encore sur ma permission d'un an. Puis j'écrivis au prince la lettre suivante :

« Stockholm, 18 avril 1815.

« MONSEIGNEUR,

« Je n'ai pas appris sans une extrême surprise que des ordres avaient été envoyés à ma rencontre pour que je restasse à

Stralsund. Il est impossible de se méprendre sur leur intention, et je n'aurais jamais cru que vingt et un ans de service puissent recevoir pour récompense un exil.

« On m'a dit que Votre Altesse Royale m'accusait d'avoir cherché du service en France. Voici ce que j'écrivis au roi sur ce sujet le 19 novembre dernier : « Dans la lettre que Votre Majesté m'a fait la grâce de m'écrire en date du 1er octobre, j'ai remarqué avec peine qu'elle semblait douter de mon retour en Suède. Si en partant j'avais eu le moindre projet de ne plus revenir, je l'aurais annoncé avec la franchise que j'ai toujours mise dans mes démarches. Il viendra peut-être un temps où l'état de ma santé et l'affaiblissement de ma vue me feront un besoin de vivre sous un ciel moins rigoureux. Mais n'en étant pas encore réduit là, je ne hâterai certainement point le moment d'abandonner un souverain et un pays auxquels je crois avoir prouvé que j'étais sincèrement attaché, à moins que je ne sois dans le cas de juger que mes services cessent de leur être agréables. »

« Je répète ici, Monseigneur, cette profession de foi. Je suis assez connu comme homme d'honneur pour que tout le monde y croie, et je défie qui que ce soit de prouver que j'ai agi contradictoirement à ce qu'elle contient. La seule chose que j'aie demandée au gouvernement français a été la permission de rester en Suède. Je l'ai reçue, M. Signeul en a été prévenu et a dû en rendre compte.

« Votre Altesse Royale a dit que j'avais accompagné à Lyon M. le comte d'Artois. Si je l'avais fait, je m'honorerais d'avoir cherché à être utile à un prince malheureux, mais je n'ai pu même en avoir la pensée, car M. le comte d'Artois avait déjà quitté Lyon avant qu'on sût à Dijon qu'il y était allé.

« J'ai cru devoir mettre par écrit cette explication afin de lui donner plus d'authenticité. Si elle ne satisfait pas Votre Altesse Royale, je la supplie de permettre que je quitte le service du roi. Je ne demande ni retraite ni pension, mais simplement d'être libéré des devoirs que ma position m'im-

posait envers la Suède, devoirs auxquels je n'ai jamais manqué.

« Je suis, etc. »

Cette lettre envoyée, je restai quelques jours chez moi sans sortir; j'étais vraiment malade, autant de l'agitation causée par un traitement imprévu et immérité, que des fatigues d'un long voyage. Björnstjerna vint me voir pour me dire que l'ordre d'aller à Stralsund n'était point une disgrâce, que le prince tenait à ce que j'y obéisse, que j'y serais très utile, et me débita à ce sujet beaucoup de choses que ni lui ni moi ne pouvions croire.

Le 25 je fus chez le prince, qui voulut également me persuader que c'était une commission très importante que celle dont il prétendait m'honorer. Je répondis à cela que ma santé ne me permettait pas de l'accepter, car j'avais besoin de repos, et que j'irais en chercher à la campagne. Ce fut à cette occasion (je ne l'oublierai jamais) que le prince me dit :

« Vous parlez de donner votre démission, mais si vous quittez le service, il vous faudra quitter la Suède, vous ne pouvez y rester.

— Monseigneur, lui répondis-je avec un calme qui n'était qu'apparent, je croyais que vingt et un ans de service, des blessures, des grades, des décorations, donnaient l'indigénat : mais je vous assure qu'en quittant le service je n'aurai ni la prétention ni le désir de rester en Suède. »

Après avoir passé quelques jours à la campagne, je revins à Stockholm, le 3 mai 1815. Je revis le prince. J'eus l'occasion de me convaincre que ses sentiments à mon égard n'avaient pas changé, que ses procédés changeraient encore moins, et je me décidai à donner ma démission.

Je l'en prévins le 17 mai, dans une très courte audience où je débutai par lui dire : « J'ai bien réfléchi à ma position, et je viens prévenir Votre Altesse Royale que je vais donner ma démission. — Est-ce bien pour tout de bon? — Sans cela je

ne vous en parlerais pas. — Mais vous avez servi assez longtemps ce pays-ci, le roi doit vous bien traiter ; accepterez-vous ce qu'il fera en votre faveur? — Je n'ai jamais recherché les grâces du roi et je les ai toujours reçues avec reconnaissance. — Où comptez-vous aller? — Peut-être en Suisse. »

En sortant de chez le prince, je portai au secrétaire d'État ma démission (1). Certes ce ne fut pas sans un vif serrement de cœur que je fis cette démarche. Qui pourrait se détacher froidement d'un pays que l'on a habité vingt et un ans, que l'on a servi de cœur et d'affection, d'un pays où l'on a vieilli à côté d'un souverain, où l'on a été bien traité par tout le monde. excepté par celui dont on avait peut-être plus de droit d'attendre bienveillance et protection!

Ma démission donnée, il fallait en prévenir le roi avant qu'elle fût portée au conseil; et comment m'y prendre sans lui faire connaître les motifs qui m'avaient déterminé à une démarche à laquelle il était loin de s'attendre! Je me décidai à prier la reine de s'en charger. Elle savait bien quelque chose de mes démêlés avec le prince royal, mais je n'y ajoutai rien et me bornai à rejeter sur l'état de ma santé le parti que je prenais. Je ne portai aucune plainte, bien déterminé que j'étais à sacrifier mon ressentiment à la tranquillité du roi; lorsque je le vis après que la reine lui eut parlé, je ne déviai point de la conduite que je m'étais tracée. En vain me répétait-il, avec l'accent du plus tendre reproche : « Pourquoi vous en aller... Pourquoi me quitter après tant d'années, quand je suis vieux?... Encore si c'était pour être mieux... Mais votre pays est perdu... Que ferez-vous dans cette bagarre?... Cela ne se conçoit pas... cela n'a pas de sens!... »

Je lui répondis comme à la reine. Malgré son âge et ses infirmités, je retrouvais dans ses paroles et ses regards toute l'expression de ses anciennes bontés. Je ne l'affligeai point par

(1) Voir cette pièce Appendice IX, avec la traduction de mon congé du service de Suède et ma nomination au grade de lieutenant général. (*Note de l'auteur.*)

des plaintes, je mis sur le compte de ma santé et des circonstances où se trouvait ma patrie l'obligation de me séparer de lui.

Je dus aussi aller prendre congé du prince... « Où allez-vous? me dit-il. — Monseigneur, je vais à Gand. — J'en suis fâché pour vous, vous prenez là un mauvais parti, jamais les Bourbons ne remonteront sur le trône. — Cela peut être, mais au moins ce parti est honorable, et sous le rapport du succès je ne le crois pas si mauvais. — Louis XVIII est un honnête homme, mais il a été mal conseillé. Comment s'établir roi et donner une charte sans consulter le peuple! Le droit divin n'est plus de saison. »

Je laissai longtemps le prince discourir sur la légitimité, et comme de raison la sienne, celle d'élection, lui paraissait la meilleure. Enfin, dans un moment où il dut reprendre haleine : « Monseigneur, lui dis-je, vous n'avez point d'ordres à me donner pour le pays où je vais? — Non, non, je vous souhaite seulement toutes sortes de prospérités. » Je me retirai : je lui avais parlé pour la dernière fois.

Je partis deux jours après. On n'avait pas encore la nouvelle de la bataille de Waterloo. Je ne l'appris qu'à Copenhague.

Avant de l'avoir reçue, persuadé comme il l'était que la chance allait tourner en faveur de Bonaparte, le prince parut très irrité que le comte Charles de Löwenhielm eût signé la déclaration du 13 mars (1). Ses affidés furent mis en campagne pour désavouer cette démarche. J'entendis l'un d'eux dire qu'il était inconcevable qu'un particulier sans y être autorisé osât mettre son pays en état de guerre, qu'il courait le risque d'être traduit en jugement pour une telle imprudence.

Si la bataille avait été gagnée par Napoléon, je ne doute pas que Löwenhielm n'eût éprouvé la plus éclatante disgrâce.

(1) Par cet acte, publié par les alliés le 13 mars 1815, Napoléon était mis hors la loi.

L'événement le sauva, comme il sauva l'Europe. S'il avait été connu avant mon départ, je crois aussi qu'on eût fait pour me retenir autant que l'on avait fait pour m'éloigner.

Au lieu d'aller à Gand comme je le pensais, les événements m'amenèrent à Paris, où j'arrivai le 25 juillet 1815.

CONCLUSION

Je partis profondément ulcéré. Plus j'avais eu de peine à contenir ma colère, plus j'étais pressé de lui donner l'essor. Je partis la tête pleine de projets de haine et de vengeance, tant le ressentiment d'une injustice peut dénaturer le caractère et rendre injuste à son tour celui qui l'a éprouvée.

Mais, avant d'avoir fait beaucoup de chemin, je devins plus calme. La réflexion que je ne pouvais nuire au prince sans affliger ce bon Charles XIII, qui m'avait toujours si bien traité et pour le repos duquel je m'étais déjà sacrifié ; sans faire de mal à la Suède, où j'avais reçu si longtemps l'hospitalité la plus douce; sans m'exposer à perdre quelque chose dans l'estime des honnêtes gens et dans la mienne propre, me ramena promptement à des sentiments de justice et de modération tels à peu près que ceux qui m'animent en ce moment (1).

Après tout, ce qui venait de m'arriver était chose assez commune dans les cours. N'y avais-je donc point donné lieu par trop de confiance dans ma position et par trop de raideur dans mes rapports avec le prince?

J'examinai sévèrement ma conduite passée et, me trouvant au moins coupable de maladresse, j'arrivai à la frontière bien décidé à ne gâter ni par des actions ni même par des paroles la conduite honorable que j'avais la conscience d'avoir tenue jusqu'alors. Si je quittai la Suède le cœur encore bien gros, il ne l'était plus que de regrets.

(1) Ceci a été écrit en 1829.

Ici je terminerai ces Mémoires, fruits de mes loisirs, distraction de ma vieillesse, auxquels je pense avoir donné le seul intérêt que je pouvais promettre au lecteur en les commençant, celui d'être écrits avec bonne foi, indépendance et simplicité.

Charles XIII est mort (5 février 1818). La Suède a perdu en lui, non pas un grand roi, mais un bon roi, un prince éminemment attaché à la gloire et au bonheur de son pays. L'histoire sera sûrement plus juste à son égard que ne l'ont été ses contemporains (1).

Charles-Jean lui a succédé sans obstacles. Il est paisiblement assis sur le trône des Wasa. Cela répond pour le présent aux questions que l'on m'a cent fois adressées sur une dynastie dont l'élévation, résultat composé de la Révolution française et de la grandeur de Bonaparte, semblait rendre le sort douteux.

Oui, je crois cette dynastie aussi en sûreté qu'aucune autre. D'abord j'ai trop bonne opinion de la nation suédoise, je la connais trop bien, pour douter un instant que toute intervention étrangère et attentatoire au choix qu'elle a fait, loin de l'en dégoûter, ne l'y attachât davantage. Elle le défendrait par sentiment national, par fierté, comme elle défendrait son indépendance et sa liberté. Puis quel intérêt, autre que celui de satisfaire un préjugé, pourrait à présent déterminer à réagir après coup contre un événement consommé, contre un ordre de choses reconnu et qui, je crois l'avoir prouvé, a puissamment contribué à la libération de l'Europe? Il y aurait

(1) Charles XIII est un des rois dont il est le plus facile de parler. Il y a du courage, du patriotisme et de la noblesse dans sa vie. Il aida puissamment son frère à saisir le sceptre à la mort d'Adolphe-Frédéric et fut nommé par lui grand gouverneur de Stockholm. Grand amiral de Suède, il battit les Russes dans le golfe de Finlande et ramena sa flotte triomphante malgré la rigueur de la saison. Régent après la mort de Gustave III, il donna au gouvernement une impulsion pacifique et vit fleurir sous son administration les arts, le commerce et l'industrie. Un musée, une école militaire, de nombreux magasins furent créés. Sa mémoire est restée en vénération chez ses sujets, et la reconnaissance de son successeur a consacré son nom à la postérité.

(*Biographie des contemporains*, par ARNAULT, JAY, etc., t. IV, p. 320-321.)

injustice, ingratitude et incertitude du succès. Le nom du prince Gustave ne peut dans l'avenir être employé que comme un vain épouvantail. Celui qui le porte devient chaque jour plus étranger à la Suède, on ne l'y a vu qu'enfant. Il y aborderait aujourd'hui, qu'il ne réunirait pas quatre hommes, et qu'y réclamerait-il du maréchal Bernadotte? Celui-ci est-il venu à main armée lui dérober l'héritage de son père?

A présent je serais heureux d'apprendre que l'âge et l'expérience, en modifiant les défauts de Charles-Jean, ont laissé un champ plus libre à ses qualités et surtout qu'il a renoncé à toute déception. Certes il a bien assez de supériorité sur la plupart des hommes pour obtenir d'eux une considération indépendante de son bonheur et de son rang. Enfin il a plus d'amabilité naturelle qu'il n'en faut pour séduire, sans qu'elle soit de sa part un calcul ou une fausseté.

Néanmoins, lors même que les Suédois auraient à se plaindre de lui, il pourrait échapper à la honte d'une chute, grâce à un appui qui manquait à Napoléon ; cet appui, c'est son fils. Tout ce que j'ai vu et appris du prince royal m'a donné de lui la meilleure opinion. Devenu par son éducation, ses habitudes et ses sentiments tout à fait Suédois ; marié à une princesse charmante (1), dont l'heureuse fécondité est un gage de tranquillité pour la Suède, autour de lui se rallient d'autant plus d'espérances qu'il paraît doué des qualités de son père sans en avoir les défauts.

Si la voix d'un véritable ami de la Suède pouvait arriver jusqu'à lui, j'oserais lui dire : « Fuyez cette politique perfide qui alimente les vices ou les passions des hommes pour s'em-

(1) La princesse Joséphine de Leuchtenberg, fille du prince Eugène et de la princesse Amélie de Bavière, née le 14 mars 1807, mariée le 19 juin 1823. Le prince Eugène après la chute de l'empire s'était établi à Munich et avait été fait duc de Leuchtenberg par son beau-père. Le prince Oscar eut de ce mariage quatre fils et une fille :

Le prince royal Charles XV, qui régna de 1860 à 1872, et ne laissa qu'une fille, la princesse Louise, princesse royale de Danemark; le duc d'Ostrogothie, qui règne actuellement sous le nom d'Oscar II; le prince Gustave, mort en 1852; le prince Auguste; la princesse Eugénie.

parer de leurs volontés et les traîner à son char. Gardez-vous des séductions de la gloire des armes. Le temps n'est plus où la Suède pouvait être de quelque poids dans la balance politique de l'Europe. A présent à qui pourrait-elle faire du bien ou du mal?

« Sans doute on doit déplorer que l'acquisition de la Norvège, telle qu'elle a été faite, soit pour ainsi dire autant un embarras qu'un avantage. Je n'y vois de remède que le temps, la confiance et l'intérêt bien entendu. Laissez à ces puissants auxiliaires le soin de faire un tout homogène des peuples qui se partagent la presqu'île scandinave. Toute entreprise violente, toute démarche astucieuse pour hâter ce moment l'éloignerait davantage et risquerait de vous perdre. C'est en respectant les constitutions qu'ils ont jurées que les rois peuvent le plus aisément obtenir d'en corriger les défauts.

« Toujours occupé de la gloire et du bonheur de la Suède, j'ai vu jadis l'une et l'autre dans la conquête du Seeland, puis dans l'union des trois couronnes sur une même tête, puis enfin dans le recouvrement de la Finlande et l'abaissement de la Russie. Il s'est trouvé des circonstances favorables au succès de ces dernières idées ; mais tout a changé en Suède comme en Europe, et ma manière de voir a dû changer aussi. Ne vous étonnez donc pas que, devenu plus pacifique, je vous conseille une alliance loyale et intime avec le Danemark comme un moyen de considération et de sûreté également nécessaire aux deux États.

« Soyez, par le bon état de vos finances et de votre armée et surtout par l'affection de vos peuples, soyez, dis-je, non seulement en mesure de vous défendre contre toutes les chances de l'avenir, mais encore en mesure de profiter d'elles. La prévoyance et la sagesse peuvent jusqu'à un certain point les maîtriser.

« Hélas! cet avenir si vaste pour vous est bien court pour moi. Je mourrai sans avoir pu faire pour ma patrie d'adoption rien de ce que j'avais rêvé de grand et d'utile. Peut-être n'y reste-

t-il déjà plus de traces du peu de bien que j'avais commencé d'opérer comme chef de l'artillerie. Je mourrai avec le chagrin d'avoir été privé de la seule gloire que j'ambitionnais. Ce chagrin a bouleversé, flétri mon existence, et néanmoins je mourrai en souhaitant à la Suède tout ce qui lui manque de prospérités. »

APPENDICE

I

États de services du général de Suremain en France et en Suède.

Nommé élève dans le corps royal de l'artillerie à l'école d'Auxonne, le 1er août 1780.

Lieutenant en second dans le premier bataillon du régiment d'Auxonne, par décret du 7 août 1781.

Lieutenant en premier à la compagnie des sapeurs d'Aley, le 6 janvier 1785.

Capitaine au 1er régiment d'artillerie de la Fère, le 30 mars 1792, pour prendre rang du 1er avril 1791.

Émigré la même année 1792, fait une campagne à l'armée des princes.

Entré au service de Suède en 1794, où il est nommé capitaine dans l'artillerie à cheval, le 30 novembre 1794, attaché au général Cedeström, chef de cette arme.

Attaché ensuite sous les rapports militaires à l'instruction du jeune roi Gustave IV.

Fait major et aide de camp du roi, le 2 novembre 1795.

Rayé de la liste des émigrés et autorisé à rester au service de Suède, le 28 floréal an XI (18 mai 1803).

Fait lieutenant-colonel d'état-major, le 1er mars 1805.

Envoyé à l'armée de Finlande comme sous-chef d'état-major, le 10 février 1808.

Blessé grièvement à l'affaire d'Oravais et nommé colonel d'état-major, le 5 octobre 1808.

Nommé chef d'état-major de S. A. R. le duc de Sudermanie, en février 1809.

Fait adjudant général et premier aide de camp, toujours de service du roi Charles XIII, le 29 juin 1809.

Fait inspecteur général de l'artillerie suédoise, le 10 avril 1812.

Nommé commandant en chef du personnel et du matériel de l'artillerie, sous le nom d'aide de camp général du roi pour l'artillerie, le 15 juillet 1812.

Fait général-major, 29 janvier 1813.

A fait, comme commandant en chef de l'artillerie suédoise à l'armée du Nord, la campagne de 1813. Reçut en récompense le cordon de commandeur de l'Épée, la grande croix de Sainte-Anne et celle de Saint-Vladimir de Russie.

Gouverneur de Lubeck, le 29 janvier 1814.

Fait la campagne de Norvège et commande en chef le siège de Frédérickshall, août 1814. Est fait à cette occasion chevalier grand-croix 2e classe de l'Épée de Suède, septembre 1814.

Rentré en France en 1815 avec le grade de lieutenant général suédois, donné le 27 mai 1815.

Nommé lieutenant de roi de 1re classe à Metz, le 10 mai 1816, avec le titre de lieutenant général français, accordé le 3 juillet 1816, pour prendre rang du 10 mai 1816.

Chevalier de Saint-Louis, du 16 octobre 1816.

Admis à la retraite, le 27 mars 1817.

Fait commandeur grand-croix de l'ordre de l'Épée de Suède, le 24 novembre 1817.

Mort à Dijon, le 24 septembre 1835, âgé de soixante-treize ans.

II

Extrait d'une lettre de M. Christin au chevalier de Suremain (1).

Pétersbourg, 11-22 août 1797.

...Pendant le séjour du roi à Pétersbourg, le baron de Budberg avait été chargé de mille petites commissions, messages, explications entre le ministère russe et le ministère suédois sur des choses qu'on ne voulait pas traiter directement; cet emploi subalterne l'avait mis dans le cas de savoir la vérité de tout ce qui se passait,

(1) L'original de cette lettre appartient à M. Étienne de Suremain, à Chalon-sur-Saône.

et il forma le dessein de faire un journal exact de cette étrange et très intéressante négociation. Comme il se proposait de donner ce journal à l'impératrice, qu'il voyait souvent et dont il était bien traité, il chercha à le faire avec soin et à le bien écrire. Ce dernier point est surtout au-dessus de sa portée; il le sentit et vint me supplier de l'aider, ce à quoi je consentis avec beaucoup de plaisir, puisque cela me mettait au courant. Il venait chez moi tous les soirs, me contait l'histoire du jour, les propositions faites, acceptées ou refusées, et je mettais le tout par écrit pour le lendemain de la manière que je croyais la plus claire et la plus précise.

Ce journal devint extrêmement intéressant à l'époque de la brouillerie et forma un petit ouvrage assez précieux et tout à fait propre à être utile à son auteur. Budberg, charmé de voir qu'il pourrait tirer de moi le plus grand parti, me comblait de caresses et me parlait de tout avec l'indiscrétion qui lui est propre. Ce fut dans un de ces moments d'épanchement qu'il me dit :

« L'ambassadeur (1) est déjà le proconsul de Russie en Suède, il sait tout, et on ne fait rien sans le consulter. On lui a communiqué jusqu'à la liste des personnes qui devaient accompagner le roi et le régent; vous sentez qu'il a ri de cette attention, cependant il a rayé M. de Suremain, qui n'était venu que deux fois chez lui et qui à Pétersbourg aurait fait l'important pour avoir été au fait de la première négociation, qui aurait pu causer et à qui on aurait cru devoir faire de beaux présents. »

Je ne dissimulai point combien j'étais indigné de cette ingratitude, et de ce moment je cessai de compter sur l'ambassadeur et sur son parent.

L'événement ne me confirma que trop dans l'opinion que je venais de prendre d'eux. L'ambassadeur combattit les intentions bienfaisantes de l'impératrice à mon égard, et le jeune homme paya mes soins de la plus noire perfidie. Son journal bien en ordre, il le présenta à Sa Majesté impériale, qui en fut si contente qu'elle lui donna de sa main un sac de mille ducats, en lui demandant ce qu'il désirait faire.

Comme on ne doutait pas que la majorité du roi ne mît fin à toutes les difficultés que les ministres avaient fait naître et que le mariage suivrait immédiatement cette époque où l'on touchait, le jeune Budberg demanda à retourner à ma place à Stockholm, non comme chargé d'affaires, son grade le mettant au-dessus de cette

(1) Son cousin M. de Budberg.

place, mais comme une espèce de ministre, ajoutant qu'il serait bien plus à même que moi de seconder l'ambassadeur, et faisant entendre que je ne méritais pas trop la confiance dont Sa Majesté Impériale semblait m'honorer.

Sa demande fut accordée sur-le-champ. L'impératrice lui donna une longue instruction verbale en lui disant :

« Écrivez tout ce que je viens de vous dire, apportez-le-moi demain pour voir si vous m'avez bien compris, et vous partirez de suite. »

Après m'avoir ainsi desservi, il osa encore venir me prier de rédiger l'instruction que l'impératrice venait de lui donner verbalement, ce que je fis, non sans lui marquer ma surprise de ce qu'il partait avant moi. Il me répondit assez ouvertement qu'il avait vu tant d'avantages pour lui à se retrouver à Stockholm au moment du mariage, qu'il n'avait pas résisté à l'occasion que l'impératrice lui avait offerte de le demander.

« Vous sentez, me dit-il, qu'outre les revenants-bons d'un pareil traité, le moins que le roi pourra faire sera de me donner le cordon de l'Etoile polaire. Après ce mariage je serai ministre dans quelque cour et vous me remplacerez en Suède. Tout cela sera fait avant la fin de l'année. »

Cette franchise me plut et je n'étais pas trop fâché qu'il eût songé à ses intérêts en mettant de côté les miens. Je ne voyais jusque-là que la conduite d'un homme ordinaire qui ne se pique pas de beaucoup de générosité. Il me semblait qu'à sa place j'en aurais mis davantage et j'eus l'amour-propre de croire valoir un peu mieux que lui.

Il partit en effet le lendemain. Je me rendis chez M. de Markoff (1), à qui je parlai avec quelque chagrin du retard que j'allais essuyer. Comme je le voyais tous les jours et qu'il avait mille bontés pour moi, il n'hésita pas à me dire :

« J'ai peur que ce ne soit pire qu'un retard. L'impératrice a quelques préventions contre vous; M. de Budberg vous a représenté comme un indiscret et un homme en qui il est dangereux de se

(1) Le comte de Markoff, ambassadeur de Russie en France sous le gouvernement consulaire. L'impératrice Catherine II le chargea longtemps de rédiger toutes les pièces ministérielles de son cabinet et l'employa souvent dans des missions politiques. A la fin de son règne, elle lui confia la direction principale des Affaires étrangères. Mais à l'avènement de Paul Ier il fut disgracié et exilé. L'empereur Alexandre le rappela et le nomma ambassadeur en France.

confier. Et Sa Majesté, qui est extrêmement contente de M. de Budberg dans ce moment-ci à cause d'un petit ouvrage qu'il a fait pour elle, a ajouté plus de foi à ses paroles que je ne l'aurais voulu, en sorte que, non seulement il a conservé les appointements de sa place en en recevant une meilleure, mais qu'encore il restera en Suède aussi longtemps qu'il ne sera pas mieux placé ailleurs. »

J'eus beaucoup de peine à contenir la colère que me donnait le discours de M. de Markoff; mais ne voulant pas perdre M. de Budberg sans être bien assuré de sa trahison, je ne révélai rien; je me contentai de supplier M. de Markoff de me savoir plus de détails sur ce que M. de Budberg avait dit à l'impératrice et de mieux connaître les intentions de Sa Majesté à mon égard. Trois jours après, ce ministre me confirma tout ce qu'il m'avait dit de la conversation de M. de Budberg avec elle, et il ajouta qu'il l'avait trouvée fort mal disposée à écouter ce qu'il avait voulu lui dire en ma faveur.

M. de Markoff est un homme froid et qui dit toujours le moins possible, je compris par son propos que je n'avais plus rien à ménager, et je me résolus, quoique avec beaucoup de peine, à lui prouver combien peu M. de Budberg était en droit de me reprocher de l'indiscrétion, combien il était infâme à lui de chercher à me nuire après les services que je venais de lui rendre et qui l'avaient mis à même de me payer de tant d'ingratitude. Je remis au ministre les minutes du journal et la copie de l'instruction verbale et infiniment secrète que l'impératrice lui avait donnée et que j'avais rédigée. Je le priai de me disculper auprès de Sa Majesté.

Tout accoutumé qu'était M. de Markoff aux noirceurs, celle de M. de Budberg lui parut horrible. Il fit son rapport preuves en main à l'impératrice, qui n'en fut pas moins indignée, qui me fit dire que j'étais tout à fait justifié et que je devais me tenir prêt à partir. Le même jour on rappela M. de Budberg, qui ne faisait que d'arriver à Stockholm. L'oukase qui me nommait à la place qui m'avait été promise depuis longtemps fut écrit. Il devait être signé avec beaucoup d'autres choses le jeudi matin; l'impératrice fut frappée d'apoplexie le mercredi 5 et mourut le lendemain 6 novembre 1796, en laissant d'éternels regrets.

Budberg arriva le samedi suivant. Le malheur public fut un bonheur pour lui. M. de Markoff fut disgracié et lui oublié. Mon oukase fut déchiré avec tout ce qui n'était pas signé, et depuis ce moment tout a changé de face pour moi comme pour beaucoup d'autres.

III

Proclamation du lieutenant-colonel Adlersparre.

Un nombre imposant de militaires a pris les armes pour marcher sur la capitale dans la seule intention de rendre à notre commune patrie, aujourd'hui malheureuse et expirante, la paix dont elle a le plus pressant besoin.

Quand chaque citoyen peut clairement voir combien un tel projet est conforme à ce que prescrivent la conscience et l'honneur, pourrions-nous douter un instant que notre zèle ne fût approuvé, partagé, soutenu par tout Suédois ami de son pays, par nos frères d'armes, comme par ceux qui ne le sont pas?

Quelles sont en effet nos vues? Nous avons juré qu'à l'abri de nos armes, les représentants légitimes de la Suède jouiraient pleinement de la faculté de s'assembler, de discuter et de résoudre tout ce qui intéresse une patrie souffrante et prête à périr.

Nous avons juré de déposer à leurs pieds des armes que nous n'avons prises que pour leur liberté. Nos épées ne sont tirées que pour les environner d'un mur qu'aucune puissance ne pourra briser. Nous avons juré qu'ils périraient, ceux, étrangers ou indigènes, qui voudraient prolonger les souffrances de la Suède.

Nos États allemands sont abandonnés ; la Finlande, cette partie d'un peuple brave et généreux, est envahie ; nous avons juré que pas un pied de plus de terre suédoise ne tomberait en des mains ennemies.

Nos mines sont désertes, notre commerce nul; la jeunesse arrachée aux travaux agricoles a été livrée nue, sans prévoyance et sans secours, aux maladies et à la mort; les charges et les travaux du cultivateur sont tels qu'il n'est plus de patience qui puisse les supporter. Épuisés par des impôts aussi impérieusement qu'illégalement exigés, nous voyons s'accroître notre faiblesse, notre misère et notre désespoir.

Nous avons juré d'assurer à nos représentants toute la liberté nécessaire pour ramener dans notre patrie le bonheur, le bien-être et le règne des lois.

Puissent les différents ordres de l'État jurer avec le même accord et le même courage que nous que la patrie sera sauvée. Leur union fera notre force, leur désunion sera le triomphe de l'oppresseur.

Puissent nos représentants inspirer bientôt de la confiance à nos voisins et pouvoir leur offrir la paix. Mais que ceux-ci sachent bien en même temps qu'il n'est pas un Suédois qui ne fasse le sacrifice de sa vie plutôt que celui de son indépendance et de sa liberté.

L'Angleterre notre alliée saura apprécier une nation brisant ses chaînes pour fixer dans son sein une liberté légale. Le héros de la France et de tous les siècles estimera l'ambition d'un peuple de marcher sur ses traces.

Les souverains de Russie et de Danemark, constamment occupés de favoriser chez les peuples qu'ils gouvernent le progrès des lumières, cesseront de troubler celui qui n'aura plus d'autre but que le leur.

En mettant de côté les préjugés et les haines personnelles, il ne reste plus qu'estime réciproque, avantages mutuels et commune résolution de vivre et de mourir peuple indépendant.

Nous avons vu avec désespoir les ressources de la Suède dissipées, dispersées le long des frontières immenses de ce pays, sans but, sans plan, sans intention utile, sans succès sur aucun point.

Puisse ce qui nous reste de forces être fructueusement employé, si le bien de la patrie en requiert l'usage, tels sont nos vœux, et pour leur accomplissement nous sacrifierons avec joie nos biens et notre vie. Grand et glorieux sera le jour où chaque Suédois, assuré de son honneur et de son indépendance, retournera à ses tranquilles occupations et retrouvera dans ses foyers domestiques le bien-être et le bonheur.

La défense d'une de nos frontières est pour très peu de temps affaiblie par notre départ; mais si, contre toute vraisemblance, et malgré ses promesses, l'ennemi tentait d'en profiter, notre prompt retour lui ferait éprouver quelle différence il y a entre une guerre n'ayant d'autre motif que la haine personnelle de ceux qui gouvernent et la guerre que fait un peuple trompé dans sa confiance et la foi de ses voisins.

Nous comptons pleinement sur chaque chef militaire pour rivaliser avec nous de zèle et pour, aussi prompt et aussi terrible que la foudre, écraser nos ennemis intérieurs et extérieurs.

Enfin nous osons exprimer à nos chers compatriotes de tout rang l'espoir qu'ils refuseront de payer la nouvelle contribution de guerre jusqu'à ce que les États du royaume aient sanctionné la nécessité de cet impôt.

Carlstad, 7 mars 1809.

Les chefs des troupes cantonnées en Wermland.

IV

Proclamation du duc de Sudermanie.

Nous, Charles, par la grâce de Dieu prince de Suède, des Goths et des Vandales, etc., etc., duc de Sudermanie, grand amiral, etc., etc., savoir faisons :

Que des événements récents ayant mis Sa Majesté le Roi hors d'état de soigner les importantes affaires du royaume, nous nous sommes vu obligé, comme premier et seul prince du sang majeur, de nous charger provisoirement de gouverner : ce que, avec l'aide de Dieu, nous tâcherons de faire de manière à recouvrer la paix intérieure et extérieure, et à rendre au commerce et à l'industrie une vie qui semblait éteinte; notre immuable résolution, aussitôt que nous aurons posé les premières bases de notre projet, étant de convenir avec les États du royaume des autres mesures à prendre pour rendre au peuple suédois son ancienne prospérité, nous invitons par la présente tous les habitants du royaume et nous ordonnons aux forces de terre et de mer, aux fonctionnaires de tout grade, de nous montrer la fidélité et l'obéissance que mérite la pureté de nos vues, et que, dans les circonstances actuelles, leur intérêt exige.

Sur ce, nous nous recommandons spécialement à la protection du Très-Haut.

Stockholm, 13 mars 1809.

CHARLES.
LAGERBRING.

V

Déclaration de la Diète, 10 mai 1809.

Nous, soussignés, grand juge du royaume, comtes, barons, évêques, chevaliers et noblesse, clergé, bourgeois et paysans, rassemblés à Stockholm pour la présente Diète, légalement élus et commis par nos concitoyens absents, savoir faisons :

Qu'appelés à nous réunir par le très haut prince et seigneur Charles,

premier prince du sang royal, duc de Sudermanie, régent de Suède par intérim, etc., etc., etc., nous avons eu la profonde douleur de reconnaître, tant par expérience générale et particulière que par les documents authentiques mis sous nos yeux, combien est déplorable à l'intérieur et à l'extérieur la position violente où les innombrables erreurs du gouvernement nous ont placés,

Nous avons vu, avec des sentiments que le simple bon sens suffit pour inspirer au moindre citoyen, que la paix générale dont jouissait le royaume avait été changée par Sa Majesté Gustave IV-Adolphe, jusqu'ici notre seigneur et roi, en plusieurs années de guerre que le bien du pays n'exigeait pas, qui pouvaient facilement s'éviter, qui plusieurs fois n'ont pu se terminer sans pertes, et dont les suites ont été désastreuses; qu'à une situation naguère florissante avait succédé une misère générale, que l'agriculture était privée de ses bras, le commerce nul, l'industrie arrêtée et nos usines dans la plus grande détresse; que les revenus de l'État avaient follement été dissipés; que le Trésor était endetté de plusieurs millions de rixdalers, et qu'une contribution dépassant toutes les facultés avait été illégalement imposée à un peuple déjà écrasé par des taxes de toute espèce;

Nous avons vu qu'outre les pertes immenses de l'armée régulière dans la dernière campagne, une jeunesse non encore formée, requise pour le service militaire sans autorisation précise de la loi, avait péri, moins par l'effet ordinaire de la guerre que par la misère et le manque absolu de prévoyance et de soins; que la perte du duché de Finlande, ce tiers précieux du royaume, cette patrie de frères et amis dont nous déplorons le sort, avait succédé à la perte de nos possessions allemandes, et que, malgré tant de malheurs et de présages de dissolution. le roi s'était constamment refusé non seulement à négocier pour avoir la paix, mais avait encore positivement déclaré ne vouloir jamais entrer dans aucune espèce d'arrangement avec la puissance la plus influente du continent; enfin la Suède étant arrivée à la dernière période du malheur, nous avons vu le roi vouloir attenter par la force à la Banque des États, cette propriété sacrée du peuple suédois.

Après avoir mûrement pesé ces cruelles circonstances, considérant que notre premier devoir est de sauver la patrie, de conserver son indépendance et de veiller à la sûreté de tous et d'un chacun, nous avons jugé d'un commun accord que les liens qui unissent le roi à ses sujets étaient rompus sans retour, et que lui-même avait trahi son serment et sa foi. Considérant encore que le salut public est une

loi suprême, que la situation critique où nous nous trouvons exige le gouvernement d'un roi majeur, et que les dangers du royaume pourraient se renouveler dans l'avenir si le sort de la Suède était remis à des héritiers que les liens du sang et une transmission d'idées porteraient à venger ce qui a été fait et est encore à faire;

Convaincus par de si puissantes raisons, et Sa Majesté le Roi nous ayant adressé la libre abdication autographe qui vient de nous être lue, laquelle abdication nous n'admettons cependant point comme nécessaire, nous avons pris unanimement et irrévocablement la résolution qui suit :

« Nous rétractons par le présent acte la fidélité et l'obéissance que nous avions jurées à notre seigneur et roi, Gustave IV-Adolphe, roi de Suède, des Goths et des Vandales, etc., etc., jusqu'ici notre roi, et nous le déclarons, lui et ses héritiers directs, nés et à naître, déchus pour le présent et pour toujours de la couronne et du gouvernement de la Suède.

« En foi de quoi et pour preuve que ce qui précède nous l'avons médité, consenti, résolu, nous, grand juge du royaume, maréchal du royaume et États du royaume, nous avons chacun individuellement signé et scellé la présente (1).

« Stockholm, le 10 mai 1809. »

Suivent les signatures.

Cette résolution fut envoyée à Gripsholm pour être remise au roi, qui reconnut l'avoir reçue en écrivant ce qui suit sur un double de l'acte qui lui fut présenté :

« Aujourd'hui j'ai reçu du maréchal de la cour, général adjudant général et chevalier, Laurent Silfversparre, un exemplaire de la résolution de la Diète, pareil à celui-ci, ce que j'affirme avec une conscience tranquille, mais les sentiments les plus douloureux, par ma signature autographe.

« GUSTAVE-ADOLPHE ✝.

« Au château de Gripsholm, le 29 mars 1809. »

On remarqua que le roi mit un certain temps à faire grande et lisible la croix qu'il ajoutait toujours à sa signature. L'authenticité

(1) En Suède on ne signe point d'acte sans apposer son cachet près de la signature. J'ignore si cela est prescrit par l'usage ou la loi. (*Note de l'auteur.*)

de celle-ci fut en outre constatée de la manière suivante par les témoins :

« Nous affirmons par serment que Sa Majesté le ci-devant roi Gustave IV-Adolphe, en présence des soussignés, a signé de sa main l'acte ci-dessus, après en avoir pris connaissance.

« Laurent SILFVERSPARRE, maréchal de la cour et général adjudant.

« Charles VON OTTER, lieutenant-colonel et chevalier grand-croix de l'ordre de l'Épée.

« Georges REUTERCRONA, lieutenant-colonel, adjudant supérieur et chevalier. »

« Gustave VON OTTER, lieutenant-colonel, adjudant supérieur et chevalier. »

VI

Extrait d'une lettre du comte de Stedingk au général de Suremain.

Liège, ce 5 avril 1814.

MON CHER GÉNÉRAL,

J'aurais dû vous écrire depuis longtemps pour vous faire part que l'empereur de Russie vous a conféré son ordre de Saint-Vladimir de 3e classe. L'ordre de Saint-Vladimir de la 3e classe va de pair avec celui de Sainte-Anne de la 1re. Mais l'un et l'autre seront sûrement à vos yeux au-dessous de celui de Suède dont vous êtes décoré...

. . . . . .

. . . . . .

L'empereur Napoléon avec une armée de soixante mille hommes qu'il tâche d'augmenter en tirant à lui plusieurs garnisons, tient la campagne et s'est porté sur les derrières de l'armée des alliés, ce qui gêne beaucoup les communications. Le général Skjöldebrand et le major Troili, envoyés au grand quartier général, ont été pris dans leurs lits entre Nancy et Saint-Dizier. Nous avons été pendant plusieurs jours en de grandes inquiétudes sur le prince royal qui s'était mis en chemin trois jours plus tard, pour aller par la même route au grand quartier général; mais, Dieu merci, il ne lui est arrivé aucun malheur. Averti du danger, il a rebroussé chemin et nous est arrivé sain et sauf hier au soir. Notre armée se porte sur Bruxelles incessamment. Ma santé n'est pas encore réta-

blie entièrement, on me remet au beau temps pour être quitte de mes misères. Je vous en parle, sachant que vous vous intéressez à ce qui me regarde.

Pour moi, je vous regrette beaucoup, et comme chef d'un corps qui fait la force des armées, et comme un bon ami, qui a tous les droits aux sentiments d'amitié et de haute considération que je lui porte et avec lesquels je suis, mon cher général, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : comte STEDINGK.

VII

Lettres relatives au séjour à Lubeck (1).

1.

Perrot, capitaine de grenadiers du 108e régiment, membre de la Légion d'honneur, au nom de Messieurs les officiers du même régiment, ci-devant prisonniers de guerre à Lubeck,

A M. le général de Suremain, gouverneur de Lubeck, commandeur et chevalier de l'ordre de l'Épée, au service de Sa Majesté le roi de Suède.

Wesel, ce 24 mai 1814.

MON CHER GÉNÉRAL,

En quels termes vous exprimer la reconnaissance sans bornes que nous devons aux bontés que vous eûtes pour nous, durant notre heureuse captivité à Lubeck! Je dis heureuse, puisqu'à peine vous nous laissâtes sentir, sous votre gouvernement réellement paternel, que nous étions privés de notre liberté. Pour comble de bienfaits, vous nous fîtes l'honneur, la veille de notre départ pour la France, de nous armer de votre propre main et de subvenir vous-même aux frais de notre voyage; trait de générosité qui restera à jamais gravé dans nos cœurs.

Vous ne bornâtes pas là vos bontés! La plus grande preuve de

(1) Les originaux de ces lettres appartiennent à M. Étienne de Suremain.

votre sollicitude paternelle à notre égard fut, en chargeant M. le lieutenant Stéweny, officier suédois, aussi recommandable par son caractère obligeant et amical que par ses qualités distinguées, de nous accompagner jusqu'aux frontières de la France; sans ce brave officier qui partout s'est donné tant de peine pour obliger tout le détachement, nous eussions éprouvé bien des difficultés pour nous rendre de Lubeck sur le Rhin.

Daignez, mon général, agréer nos remerciements ainsi que les vœux que nous faisons pour votre bonheur présent et à venir. Si jamais la divine destinée ordonnait votre retour dans la belle France, notre plus cher désir serait d'en être instruits et à portée de pouvoir vous exprimer de bouche nos sentiments respectueux et notre dévouement sans bornes, avec lesquels nous avons l'honneur d'être, de mon général, le très humble et très reconnaissant serviteur.

Signé : PERROT.

2.

Au quartier général à Hambourg, 16 mai 1816.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

M. le général Oppermann vient de m'envoyer M. le capitaine Mörner, à qui vous avez donné mission de concerter le retour en France des prisonniers de guerre qui sont encore à Lubeck. Je vous serai obligé de les diriger sur Hambourg; je me chargerai de leur réception.

En venant ici, j'ai rencontré quelques-uns de ceux qui déjà avaient été rendus à la liberté. Ils se louent beaucoup de vous, Monsieur le général, et des bonnes manières que l'on a eues pour eux dans l'étendue de votre commandement. Je saisis avec empressement cette occasion pour vous en faire mes remerciements.

J'ai l'honneur de vous saluer avec la considération la plus distinguée.

Le général en chef,
Comte GÉRARD.

A M. le général major de Suremain, à Lubeck.

VIII

Lettre du comte Charles de Löwenhielm au général de Suremain

Saint-Pétersbourg, le 20 août 1814.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Je m'empresse d'avoir le plaisir de vous annoncer que Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies vous a conféré son ordre de Sainte-Anne 1re classe, comme une marque de sa haute bienveillance, et je m'honore, en raison de l'ancienne amitié qui nous unit, d'être le premier à vous donner une nouvelle aussi agréable.

Je saisis cette occasion, Monsieur le général, pour vous renouveler l'expression de la sincère estime et de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le général, votre très humble et très obéissant serviteur,

Comte DE LÖWENHIELM.

A M. de Suremain, lieutenant général des armées du roi de Suède.

IX

DÉMISSION (traduction du suédois).

Stockholm, 17 mai 1815.

SIRE,

Comme mon âge et ma santé délicate me donnent sujet de craindre que je ne puisse plus être aussi utile dans le service de Votre Majesté que je le voudrais, je dois ici solliciter très humblement ma démission. Pendant les vingt et une années que j'ai passées en Suède, je crois avoir donné de tels exemples de mon dévouement pour la Haute Personne de Votre Majesté, ainsi que pour la nation suédoise, que je n'ai pas besoin d'assurer que rien au monde ne pourra me changer, et que dans toutes les positions où le sort pourrait me placer pendant le peu d'années qui me restent, je garderai

toujours les souvenirs précieux que je possède de la bonté de Votre Majesté et de la bienveillance de ses sujets.

Avec le plus profond respect, etc...

TRADUCTION DE MON CONGÉ DU SERVICE DE SUÈDE

Nous, Charles, par la grâce de Dieu, roi de Suède et de Norvège, des Goths et des Vandales, duc de Sleswig-Holstein, etc., etc., faisons savoir que notre amé C.-J.-B. de Suremain, général major dans notre armée, général commandant en chef notre artillerie, commandeur de notre ordre de l'Épée de Suède, chevalier grand-croix seconde classe du même ordre, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de Russie 1re classe, et de celui de Saint-Vladimir 3e classe, nous ayant demandé la permission de quitter notre service, nous lui avons gracieusement accordé par les présentes son congé de notre service et de celui du royaume, avec jouissance de la pension à laquelle il a droit d'après les ordonnances. Faisons également savoir qu'en témoignage de notre haute satisfaction pour les services fidèles et distingués que C.-J.-B. de Suremain nous a constamment rendus, et en récompense des blessures graves qu'il a reçues en combattant les ennemis du royaume, nous lui accordons par les présentes, le grade, les honneurs et dignités de lieutenant général, avec droit d'en porter l'uniforme, ce d'après quoi devront se régler tous ceux que cela concerne.

Pour dernière preuve de notre volonté, nous avons signé la présente de notre main et y avons fait apposer notre cachet royal.

Au château de Stockholm, le 27 mai 1815.

Signé : CHARLES.

Et plus bas : WIRSEN.

X

Lettres du comte Henri de Rumigny au comte de Jaucourt (1).

Affaires étrangères, Suède, Correspondance, vol. 299, f° 188-189.

Stockholm, 19 mai 1815.

MONSIEUR LE COMTE,

M. le général de Suremain, officier français, attaché depuis vingt et un ans au service de Suède, où il est parvenu au grade d'inspecteur général de l'artillerie, vient m'annoncer qu'il a donné sa démission. Beaucoup de motifs, parmi lesquels l'espoir d'être utile à la cause commune du roi et de tous les Français tient la première place, l'ont porté à cette démarche...

. . . . . .

M. de Suremain espère que sa démission sera incessamment acceptée. Il compte partir sous un mois.

Comme il ira au-devant des ordres du roi, il sollicite des bontés de Votre Excellence qu'elle daigne lui faire connaître par la voie du résident de France à Hambourg, si Sa Majesté permet qu'il se rende immédiatement auprès d'elle et de quelle manière elle daignera l'employer.

Il serait heureux si Sa Majesté voulait lui accorder le brevet du grade qu'il quitte. Quant aux appointements, il reconnaît que ce n'est pas le temps d'en parler; il tâchera de se soutenir avec le fruit de ses épargnes, jusqu'à ce que les temps soient devenus plus heureux.

La réputation que M. de Suremain laissera en Suède est celle d'un homme plein d'honneur, d'esprit et de loyauté, et surtout celle d'un officier de mérite non contesté. Son opinion en faveur de la cause du roi n'a pas été un instant équivoque. Aussi n'a-t-elle pas été un des moindres motifs qui, dans les circonstances présentes, ont amené l'éclat dont sa demande de démission est la suite.

Votre Excellence en jugera par la lecture d'une copie ci-jointe

(1) M. de Rumigny était alors chargé d'affaires en Suède et le comte de Jaucourt faisait l'intérim au ministère des Affaires étrangères à Paris, pendant que le titulaire Talleyrand était au congrès de Vienne.

d'une lettre qu'il a été dans le cas d'écrire au prince royal, peu après son retour de France, d'où il est parti le 20 mars dernier.

Il a fallu sans doute des motifs aussi forts pour porter M. de Suremain à s'éloigner de la personne du roi, dont depuis tant d'années il était le confident le plus intime.

Dans le cas où Votre Excellence désirerait de plus amples renseignements sur M. le général de Suremain, je la prie de les demander à M. le duc d'Aumont, premier gentilhomme de la chambre du roi, ou à M. le comte de Saint-Priest. Ils sont plus à même que qui que ce soit d'en donner sur son compte.

. . . . . .

Je suis avec respect, Monsieur le comte, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : H. DE RUMIGNY.

XI

Lettre de la reine Charlotte au général de Suremain (1).

Haga, 21 septembre 1815.

Je m'empresse, Monsieur le général, de répondre à votre lettre du 1er de ce mois, pour vous remercier de l'envoi de livres que vous m'annoncez.

. . . . . .

C'est aujourd'hui la noce d'une de vos plus anciennes connaissances de ce pays, celle du général de Cedeström (2), avec Mlle de Wachtmeister. Le père la fait à la campagne et a invité un si grand nombre de parents, que l'on craint que, malgré que le château soit assez grand et logeable, on ait de la peine à y trouver de la place. Le père du marié ne peut venir, on dit qu'il est maladif, a des absences et a eu plusieurs fois des attaques.

Comme je vous parle de noces et de maladies, il faut bien aussi

(1) Les originaux de cette lettre, et de celles déjà citées du roi Charles XIII, de la reine et du prince royal, appartiennent à M. Etienne de Suremain.

(2) Le fils du général de Cedeström à la personne duquel l'auteur avait été attaché à son arrivée en Suède.

vous parler de morts. Peut-être savez-vous déjà celle du comte de Bunge...

. . . . . .

La comtesse Stierneld est allée à Beateberg pour quelques semaines afin de dissiper un peu la comtesse de Bunge qui mérite à tous égards de devenir heureuse.

Une autre mort vous aura aussi beaucoup frappé, c'est celle du général Adlercreutz. Je suis sûre qu'elle vous sera très pénible. Nous avons perdu en lui le général habile, le bon sujet, et en un mot un honnête homme. C'est une grande perte pour l'État, pour la famille royale, à laquelle il était dévoué de corps et d'âme. En mon particulier je le regrette vivement; il sera rare de trouver tant de bonhomie, de sentiments honnêtes, de bravoure et de talents militaires, joints à l'honnêteté du caractère et à l'honneur. Il voulait le bien et n'avait d'autre but que le bonheur et la gloire de sa patrie. Dans les cas épineux, je l'ai vu réunir son devoir à la sensibilité pour le malheur et tout occupé à porter des secours aux personnes malheureuses. Aussi je ne puis jamais oublier tout ce qu'il a fait à cet égard. Il est généralement regretté, et ses amis ont la consolation de jouir des préférences qu'on lui donne après sa mort.

Veuillez bien, je vous prie, faire mille compliments de ma part au comte de Saint-Priest. Ce sera toujours avec le plus grand plaisir que j'aurai de ses nouvelles. Je regrette d'être privée de la société d'un homme si bon et si honorable, et j'espère qu'il se souviendra encore quelquefois de son séjour en Suède.

Le comte de Montrichard était parti pour Paris, chargé de mille compliments pour vous, mais comme il va plus lentement que la poste, j'ai préféré envoyer cette lettre par cette voie...

. . . . . .

Je suis charmée que la conduite du duc d'Aumont en Normandie ait été si honorable. Je lui veux du bien, car j'estime sa conduite lors des malheurs de la famille de Fersen à laquelle j'ai été toujours si attachée. Vous connaissez mes sentiments à ce sujet, aussi je n'ai plus rien à vous dire; mais ne point abandonner ses amis dans le malheur est trop louable pour ne pas mettre le plus grand prix à une conduite pareille à celle du duc d'Aumont.

Veuillez bien, mon cher général, être persuadé de l'estime que je vous porte.

CHARLOTTE.

XII

Lettre du comte de Sémonville au lieutenant général de Suremain (1).

Paris, 25 mai 1816.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai l'honneur de vous renvoyer le manuscrit que vous avez eu la bonté de me confier et que j'ai lu avec autant d'attention que d'intérêt. Je suis bien certain qu'il fera un jour l'objet de la curiosité publique, lorsque les circonstances permettront de le livrer à l'impression. Fort peu de personnes ont été aussi à portée que vous de juger ce grand événement, et nul ne l'était autant d'en faire connaître tous les ressorts secrets.

En ce qui me concerne, c'est-à-dire dans la connaissance que j'ai des circonstances dont j'ai été le témoin, je dois vous prier d'observer que le comte de Wrède, lorsqu'il a reçu ma première visite le surlendemain de l'arrivée du comte Mörner (2), ne m'a point paru vouloir donner une préférence exclusive à Bernadotte. Ainsi il était loin d'avoir adopté les idées de cet émissaire. Son opinion était prononcée contre l'élection du frère du défunt prince royal à cause de son incapacité, à regret contre le fils du roi qu'il aurait voulu maintenir sur le trône lors de la première révolution, si la guerre civile n'eût pas dû résulter de ses efforts, contre le roi de Danemark à cause des préventions nationales, enfin et surtout contre toute alliance russe. Il me parut avoir envisagé tout de suite la nécessité d'une alliance française, et l'exemple tant donné en France qu'en Italie et dans d'autres contrées, de particuliers montés sur le trône, lui semblait une autorité suffisante pour légitimer cette imitation en Suède. Nous jetâmes les yeux de bonne foi sur tous les membres de la famille impériale, et j'ajoute qu'en en parcourant la nomenclature, je ne le laissai pas longtemps dans l'erreur de concevoir quelques espérances sur de pareils candidats. Il se rejeta brusquement sur les généraux. Nous les parcourûmes tous ensemble. Son idée favorite était de remettre la couronne à

(1) L'original de cette lettre appartient à M. Étienne de Suremain.
(2) C'est le baron Mörner.

un homme capable de la défendre contre l'oppression russe, et c'est alors seulement qu'il s'arrêta avec complaisance sur Bernadotte, dont les alliances avec Joseph présentaient un rapprochement assez sensible avec la famille impériale (1). Il ne me dit point alors, ou il ne savait pas que le baron Mörner était à la tête d'une intrigue pour ce maréchal. Il m'exprima simplement l'opinion qu'il croyait dominer parmi la jeune noblesse d'avoir pour prince héréditaire un homme de la famille impériale ou un des généraux de la France. Ce ne peut donc être qu'assez longtemps après que M. de Wrède ait vu le général Bernadotte.

Quant à Napoléon, il fut réellement étonné des premières nouvelles qu'il reçut des projets du baron de Mörner à Paris. Son étonnement même allait jusqu'à une sorte de mépris pour une intrigue obscure. L'assentiment d'un homme tel que le général Wrède changea subitement ses idées et les reporta momentanément sur le prince Eugène. Vingt-quatre heures suffirent pour le mander à Saint-Cloud, avoir un entretien avec lui et son refus positif par les motifs que vous avez si bien exprimés, monsieur le comte. Ceux de religion étant cependant les plus importants, je fus invité à demander au comte de Wrède si cette condition était absolue. Il ne laissa aucun doute dans sa réponse, d'après laquelle il ne fut plus en rien question du prince Eugène.

Le reste m'est étranger, et j'ai même désiré alors qu'il me fût presque inconnu par la crainte d'être mêlé dans une intrigue de ce genre. J'eus occasion de savoir que Napoléon consentait à l'élection du prince de Ponte-Corvo beaucoup plus qu'il ne la voulait. Il alla même jusqu'à dire, à la fin de ses hésitations sur cette matière : *En définitive, cela m'en débarrassera*, et je crois bien pouvoir répondre qu'il n'aurait pas vu sans un plaisir secret l'attente du baron Mörner trompée et Bernadotte humilié par un refus public de la Diète.

L'intrigue de Fournier doit donc lui avoir été complètement étrangère. Il n'était point dans son caractère de se servir de pareils hommes à l'époque de sa grandeur. S'il l'a sue, il en a été vivement blessé. Mais il se sera consolé en pensant qu'il suffisait de son nom pour faire une grande révolution à cinq cents lieues de distance.

De tous les hommes le plus constamment haïs de Napoléon, le premier est sans contredit Bernadotte, parce qu'il ne l'a jamais ren-

(1) Bernadotte avait épousé Désirée Clary à laquelle Bonaparte avait d'abord été fiancé, et Joseph Bonaparte avait épousé sa sœur, Julie Clary. Bernadotte et le roi Joseph étaient donc beaux-frères.

versé. Sa haine datait de l'armée d'Italie, et elle était accompagnée d'un véritable mépris pour les qualités morales du maréchal. Il y a quinze ans, qu'ouvrant avec une émotion mêlée de fureur le tiroir de son bureau à la Malmaison, il me disait en parlant de Bernadotte : *Comment voulez-vous que je ne le regarde pas comme le dernier des misérables? Lisez. Depuis un mois nous étions rapprochés, il s'était jeté à mes pieds par l'intermédiaire de Joseph, j'ai payé près de quatre cent mille francs pour le sauver d'une affaire honteuse de Bourse, il m'a fait toutes ses confidences, je l'en ai remercié en lui écrivant que sa demande me prouvait son amitié et la fin de toutes ses intrigues contre moi; voilà la copie de ma lettre et les preuves de sa conspiration présente en Bretagne.* Je dois à la vérité de dire qu'en agitant ses papiers devant moi, les larmes lui roulaient dans les yeux. Il ajoutait dans la suite de l'entretien : *C'est un acteur en habit de Romain qui débite au hasard quelques beaux vers de liberté, d'honneur, de gloire, et qui a toutes les inclinations d'un garçon de théâtre; il n'en sortira jamais.*

Je vous laisse à penser, monsieur le comte, si ces impressions ont pu s'éteindre dans le cœur d'un homme tel que Napoléon.

Je vous demande en grâce de continuer votre ouvrage. La seconde partie, avec moins d'intérêt de curiosité pour les anecdotes, sera bien plus importante que la première. Sans doute, en remontant des grands faits aux petites causes, le voyage de Fournier en a été une grande pour la chute de ce colosse. Laissons dire à certaines personnes qu'elles ont tout fait pour la Restauration. Si, comme je le crois, nous devons la rapporter uniquement à la Providence, nous pouvons convenir au moins qu'elle n'a pas employé de nobles moyens.

Agréez, Monsieur le général, l'expression de mon tendre dévouement et celle de ma haute considération.

SÉMONVILLE.

Paris, 25 mai 1816.

XIII

1.

MINISTÈRE DE LA GUERRE
2e division.
États-Majors.

—

Paris, le 20 mai 1816.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que, par son ordonnance du 10 mai 1816, Sa Majesté vous a nommé lieutenant de roi de 1re classe, pour commander en cette qualité la place de Metz.

Vous voudrez bien vous rendre sans délai à votre destination et m'informer de votre départ.

A votre arrivée dans cette place, le commandement vous sera remis avec les papiers et documents qui y sont relatifs, par M. le maréchal de camp Richter, commandant le département de la Moselle, et qui remplit provisoirement les fonctions de lieutenant de roi à Metz.

M. le lieutenant général baron Ernouf, commandant la 3e division militaire, qui est informé de ces dispositions, vous remettra vos lettres de service et vous fera connaître votre emploi.

J'ai l'honneur d'être, avec un très parfait attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le duc DE FELTRE.

A M. de Surcmain, lieutenant général d'artillerie, rue des Bons-Enfants, n° 31.

2.

MINISTÈRE DE LA GUERRE
2e division.
États-Majors.
—

Paris, le 15 juillet 1816.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous prévenir que par ordonnance du 3 juillet 1816, le roi vous a nommé lieutenant général de ses armées pour prendre rang du 10 mai 1816, date de votre nomination au commandement de la place de Metz.

Je donne des ordres pour que votre brevet soit incessamment expédié.

J'ai l'honneur d'être, avec un parfait attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le duc DE FELTRE.

A M. de Suremain, lieutenant de roi de 1re classe, à Metz.

XIV

Extrait d'une lettre du général de Rodais au général de Suremain.

Stockholm, ce 8 octobre 1833.

J'attendais, mon cher Suremain, pour vous accuser la réception de la lettre que m'a apportée Löwenhielm, d'avoir lu vos Mémoires. Lorsqu'ils sont arrivés à Stockholm, la comtesse de Bunge à qui ils étaient adressés, venait de partir pour les bains de Loccka, et ce n'est qu'après son retour que j'ai pu me les procurer. Enfin je les ai lus, et c'est avec un grand plaisir. Ils ont rappelé à ma mémoire des événements intéressants. Malgré leur véracité et le vif intérêt qu'ils m'ont inspiré, je crois cependant que vous avez raison de ne pas vouloir les rendre publics, du moins pour le moment.

. . . . . .

. . . . . .

Löwenhielm est tellement en vogue et recherché, qu'il est assez difficile de l'accrocher; je suis parvenu cependant à réunir chez

moi les deux frères et une douzaine de convives, la plupart de vos connaissances; je n'ai pas besoin de vous dire que nous nous sommes entretenus d'un ami absent : j'espère que les oreilles lui auront bourdonné, au moment où nous avons bu à sa santé.

Vous n'ignorez probablement pas que la Diète doit être incessamment rassemblée; l'époque n'est pas encore fixée. Löwenhielm est désigné pour en être le maréchal; il se défend comme un beau diable, il ne veut pas d'une place si épineuse. Mais je prévois qu'il finira par se conformer au désir et à la volonté du souverain. Ce qu'il y a jusqu'à présent de décidé, c'est qu'il passera l'hiver à Stockholm...

. . . . . .

. . . . . .

Tarrach est encore à Stockholm, mais il menace de nous quitter dans le courant de l'année qui vient; il aura le temps nécessaire pour obtenir la totalité de ses appointements en pension de retraite, et il compte aller s'établir à Berlin. Ce sera pour moi une perte réelle : c'est la plus ancienne connaissance que j'aie en Suède. Notre amitié est consolidée par le laps du temps et par la conformité de nos opinions; il me recommande souvent de ne pas l'oublier auprès de vous.

Le bon général Suchtelen, en dépit de ses quatre-vingts ans passés, est toujours à peu près le même, seulement un peu plus sourd. Il vient d'éprouver un grand chagrin en apprenant la mort de son fils aîné, gouverneur d'Oranienbourg, qui a succombé, lorsqu'on le croyait guéri, d'une attaque de choléra. Votre nom est souvent dans la bouche du vieux général...

. . . . . .

Adieu, mon cher Suremain. Je vous renouvelle l'assurance de cette bonne et franche amitié qui a régné si longtemps entre nous et ne finira qu'avec moi. Je vous embrasse de tout mon cœur.

De Rodais.

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

Ackerhjelm (baron), 345.
Adlercreutz (général baron), 98-104, 114-124, 129-139, 145-153, 163, 181, 196-202, 207, 216, 221-226, 234, 240, 242, 243, 249, 266, 272, 273, 277, 280-288, 290, 296, 300-303, 305-309, 314, 315, 321, 322, 324, 326-328, 331, 338, 339, 346, 376.
Adlercreutz jeune, 280, 281.
Adlersparre (colonel baron), 122, 123, 145, 163, 164, 166, 168, 180, 189, 190, 196-198, 219, 364.
Alexandra de Russie (grande-duchesse), 31.
Alexandre Ier, 54, 75, 78, 213, 270, 271.
Alopéus (baron d'), 78.
Alquier (baron), 187, 235-240, 245-249, 256, 259-262.
Aminoff (général), 106.
Andréossi (général comte), 170, 185.
Ankarsvärd (baron), 194, 196, 203, 302, 303, 305.
Ankaström, 13, 18.
Arbuthnot, 30.
Arfwedson (colonel), 291.
Armfelt (comte d'), 18, 19, 32, 33, 41, 60, 61.
Artois (comte d'), 301, 348, 349.
Azélius (docteur), 204.
Augustenbourg (prince Charles-Auguste d'), 165, 171, 185, 190, 191, 193, 194.
Augustenbourg (prince d'), frère aîné du précédent, 196-198, 205, 206, 227.
Aumont (duc d'), d'abord duc de Piennes, 201, 375, 376.

B

Bade (Charles-Frédéric, grand-duc de), 55.
Bade (princesse Amélie-Stéphanie de), 149.
Bade (princesse Frédérique de), reine de Suède, 46, 47, 140-144, 190.
Bade (grande-duchesse Stéphanie de), née Beauharnais, 149.
Battram, secrétaire du roi, 118, 168, 172.
Bavière (princesse Amélie de), 215.
Bennigsen (général), 332.
Bernadotte, 155, 193, 194, 204-206, 210, 213-240, 242-279, 283, 285-304, 306, 308, 310, 313-319, 321, 324, 325, 330-336, 337-352, 355, 356, 369, 377-379.
Bernstorf (comte de), 153-155.
Besche (colonel de), 145.
Bildt (lieutenant), 326.
Billberg (intendant général), 298.
Björnstjerna (général), 100, 101, 162, 290, 296, 300, 331, 348, 350.
Blixen (général), 305.

Blücher (général), 82, 85, 315, 316.
Bonaparte. — V. *Napoléon*.
Borghèse (princesse), 227.
Boufflers (chevalier de), 5-9.
Bouillé (marquis de), 51.
Bouillé (comte Louis de), 51.
Bourgoing (baron de), 62-64.
Bourrienne (de), 147, 155, 171, 172, 177, 178.
Boye (baron de), 21, 281.
Brahé (comte de), 254.
Brancion (de), 8, 10.
Brinkman (de), 79, 84, 86.
Brou (de). 29.
Brown (John), 118, 119.
Bruce, écuyer, 61, 62.
Brune (maréchal), 82, 84.
Brunstrom (général), 302.
Brunswich-Œls (duc de), 56, 292-295.
Budberg (baron de), 29, 31, 32, 34, 35, 361, 363.
Budberg (général baron de), 29, 31, 32, 34, 35, 361, 363.
Bulatoff (général), 103, 104.
Bulow (général baron de), 280, 312, 321.
Bunge (baronne de), 305.
Bunge (comtesse de), 376, 381.

C

Cabre (de), 230, 262.
Cadore (duc de). — V. *Champagny*.
Caillard, chargé d'affaires, 63, 70.
Camps, 251, 289, 296, 301, 303, 348.
Cardell (général de), 274, 321, 324, 333, 346.
Carpelan (baron), 264.
Catherine II, 12, 14, 28, 34, 38, 42, 67, 361, 362.
Cederhjelm (baron de), 261.
Cedeström (général baron de), 13, 19, 23, 25. 40.
Cedeström (général baron de), fils du précédent, 25, 343, 375.
Champagny (comte de), duc de Cadore, 156-162, 166, 170-172 177, 178, 182-187, 206, 236, 265.
Charles XII, 23, 44, 339, 343.
Charles XIII, roi de Suède (après avoir été duc de Sudermanie), 171, 190, 191, 196, 198, 200, 202, 208, 211, 216, 220, 222, 228, 246-248, 256-259, 264, 268, 273, 334, 344-347, 351, 355.
Charles-Jean (prince royal). — V. *Bernadotte*.
Charlotte de Holstein-Oldenbourg, duchesse de Sudermanie, puis reine de Suède, 198, 344, 347, 351, 375, 376, 377.
Chrétien ou Christian-Frédéric, prince de Danemark, 154, 209-213, 337-340.
Christin, 29-35, 360.
Clairfelt, 97.
Clary (Désirée), princesse royale, puis reine Suède, 155, 188, 240, 241, 245, 250, 278, 279, 345, 378.
Clary (Julie), reine d'Espagne, 278, 378.
Crondstedt (amiral), 105, 106.
Crondstedt (comte), 103.

D

Danemark (Sophie-Madeleine de), reine de Suède, 16.
Davout, duc d'Auerstædt, 313, 315.
Dernath (comte von), 210, 216.
Désaugiers, diplomate, 196-198, 205, 206, 209-211, 216, 218, 219, 222, 238.
Doeln (général von), 168, 286, 287, 289, 291.
Dolgorouki (prince), 281.
Drouet (général), 291.
Duroc (général), 63.

E

Eblé (général comte), 181, 231, 242.
Edlercrantz, littérateur, 119.
Ehrenheim (baron d'), 145, 153-156, 167.
Ehrensvärd (comte d'), 69, 155.
Engelbrechten (général d'), 306, 337.
Engeström (comte d'), 177, 223, 256, 259, 297.
Enghien (duc d'), 69, 70.
Escars (duc d'), 4, 7.
Essen (feld-maréchal comte d'), 79, 80, 81, 89, 167, 181, 183, 184, 186, 339.

EUGÈNE DE BEAUHARNAIS (prince), 210, 211, 214, 215, 227, 356, 356.

F

FAIN (baron), 275.
FÉNELON (DE), secrétaire de légation, 63.
FERSEN (grand maréchal comte Axel DE), 128, 143, 195, 198-203, 221.
FERSEN (comte Fabian DE), 195, 199.
FERSEN (comtesse Fabian DE), née DE PIPER, 195.
FLICHET, 251.
FOURNIER, 220-227, 378, 379.
FRÉDÉRIC II (le Grand Frédéric), 1, 13, 16, 17.
FRÉDÉRIC VI, roi de Danemark, 190, 197, 205-209, 211, 217, 227.
FROHBERG, 30, — V. *Montjoie*.

G

GEER (comtesse DE), 9, 11.
GEER (Louis DE), 11.
GENTIL SAINT-ALPHONSE, 234.
GEORGE (Mlle), 288. 303.
GÉRARD (général), 338, 371.
GIRARD (général), 313.
GLOCESTER (duc DE), 66, 119.
GOLOVKIN (comte), 42.
GOLTZ (comte DE), 280, 289.
GOTTLAND (comtesse DE). — V. *Clary, Désirée*.
GOTTORP (comte DE), 147. — V. *Gustave IV*.
GRÉI, 262.
GREIFF, officier de la vénerie, 136, 147.
GREVENSMULLER, publiciste, 167, 234.
GUMELIUS, 321.
GUSTAVE-ADOLPHE, 14.
GUSTAVE III, 12-18, 25, 28, 184.
GUSTAVE IV, 16-19, 21, 25, 28, 43, 47, 50, 67-72, 75-77, 81-84, 93, 119, 128-149, 162-164, 166, 184, 241, 367-369.
GUSTAVE WASA (prince), 50, 143, 149, 153, 195, 196, 211, 214, 218, 227, 356.
GUSTAFSON (colonel), 149. — V. *Gustave IV*.
GYLDENSTOLPE (comte), 21.
GYLDENSTOLPE (comte Nils), 21, 70, 151.
GYLDENSTOLPE (comte Ulrich), 135.
GYLDENSTOLPE (comtesse), 142.

H

HARMENSEN, 157.
HAUGWITZ (comte DE), 75.
HAUTEFEUILLE (comte D'), 50, 51, 129.
HELVIG (colonel baron), 109, 110, 273, 274.
HESSE (prince Frédéric DE), 154.
HENRI DE PRUSSE (prince), 1-10, 16, 17, 25, 244.
HERTZ, 100.
HOCHBERG (comtesse DE), Louise DE GEYER-GEVERSBERG, 55.
HOCHSCHILD (baron DE), chambellan, 240.
HOLST (major), 198.
HOLSTEIN-OLDENBOURG (prince DE), 218, 227.
HOPE (général), 290.
HORN (comte DE), 18.
HORTENSE (reine), 227.

J

JÉRÔME, roi de Westphalie, 181.
JOSÉPHINE DE LEUCHTENBERG (princesse), 356.
JUNG STILLING, 68.

K

KALKREUTH (comte), 285.
KAMINSKI (général), 172.
KILMANSECK (général), 298.
KIRSCHFELD (général), 312.
KLERKER (général), 88, 91.
KLINGSPOR (feld-maréchal comte), 30, 87-98, 101, 104, 106, 107, 109, 121, 131, 132, 145, 201, 224.
KLÜX (major), 85.
KÖNIG (capitaine), 131.
KOURAKINE (prince), 158, 159.
KUDACHEFF (général prince), 299.
KUTUSOFF (général), 299.

L

LAGERBIELKE (baron DE), 67, 145, 165, 167, 181, 183, 186, 190, 203-206, 222, 235.
LAGERBRING (secrétaire d'Etat), 117, 129, 153, 286, 291, 298, 307, 366.
LAGRANGE (major DE), 155, 162.
LANNES, négociant, 234.
LANGERON (comte ANDRAULT DE), 322.
LAUDON (feld-maréchal baron DE), 2.
LÖWENHAUPT (comte DE), 131.
LÖWENHIELM (comte Charles DE), 151, 266, 267, 270, 271, 352, 372.
LÖWENHIELM (comte Gustave DE), 89, 90, 92, 96-99, 101, 103, 109, 115, 151, 184, 249, 280, 281, 285, 287, 292, 306, 309, 319, 326, 331, 381, 382.
LUDOLPH (comte DE), 12.
LUTZOW (baron DE), 33.
LYON (général), 298.

M

MANNERHEIM (baron Laas DE), 166.
MANNERSKANTZ (colonel), 110.
MARET, duc DE BASSANO, 64.
MARKOFF (comte DE), 29, 362, 363.
MASSIAS (baron), 56.
MELIN (colonel adjudant-général), 99, 101, 125, 131.
MERINVILLE (DES MONSTIERS DE), 55.
MONTJOIE (colonel DE), 30.
MONTPERNI (marquis DE), 55.
MONTRICHARD (comte DE), 201, 287, 301, 335, 376.
MÖRNER (baron), 194, 203-207, 209, 214, 215, 218, 377, 378.
MÖRNER (comte Gustave), chambellan, 20, 21, 193, 194, 219, 223, 226.
MORTIER (maréchal), 79-82.
MÜLLER (pseudonyme du duc D'ORLÉANS), 29, 30.
MUNCHAUSEN (baron DE), 9.

N

NAPOLÉON, 57, 64, 69, 71-76, 80, 151, 153-157, 160-170, 178, 179, 184-186, 208, 211, 214, 215, 220, 226, 233, 235, 248, 234, 255, 260, 265, 266, 313, 314, 317, 378, 379.
NETHERWOOD, 27.
NETZEL, 284.
NEY (maréchal), 317.
NOAILLES (comte Alexis DE), 325.
NORDENANKAR (amiral), 109.

O

OHME (général), 339, 340.
OPPERMANN (général), 371.
ORLÉANS (duc D'). — V. *Müller*.
OSCAR (prince), 220, 224, 341, 344, 356.
OSTROGOTHIE (prince Frédéric, duc D'), 44.
OTTER (Charles VON), 147, 369.
OTTER (Gustave, baron VON), 116, 138, 147, 369.
OUDINOT (maréchal), duc DE REGGIO, 312-314.

P

PAHLEN (comte DE), 54.
PARSEVAL (Philibert-Marie-César DE), chambellan, 2, 10.
PAUL Ier, 42, 52-54.
PERROT, capitaine de grenadiers, 338, 370, 371.
PETTERSON (général), 339, 340.
PEYRON (colonel), 171, 260, 262, 286, 287, 342.
PIENNES (duc DE). — V. *duc d'Aumont*.
PIPER (comte Charles DE), 49.
PIPER (comtesse DE), 201.
PONTE-CORVO (prince DE). — V. *Bernadotte*.
PONTE-CORVO (princesse DE). — V. *Clary, Désirée*.
POSSE (général), 302.
POZZO DI BORGO (colonel), 296.
PRUSSE (Louise-Ulrique de), reine de Suède, 16.

R

RÄLAMB (comtesse DE), 167, 190.
RAMEL (baron DE), 143.
RAMEL (baronne DE), 142.
REUTERSKJOLD (colonel), 345.
REUTERCRONA (lieutenant-colonel), 369.

Reuterholm (baron de), 18, 28, 31, 33-36, 39, 40.
Reynier (général), 312.
Ribbing (baron de), 18.
Roche-Aymon (comte de la), 4.
Rochechouart (comte de), 230.
Rocca (de), 296.
Rodais (général de), 50, 51, 123-126, 130, 133, 381, 382.
Rosen (comte de), 162, 165, 230, 290, 338.
Rosenblad, secrétaire d'État, 118.
Rosenstein (de), 21.
Rossi (docteur), 195.
Roumianzov (chancelier), 268.
Royer (de), 3, 7.
Rumigny (comte Henri de), 374, 375.

S

Sabran (comtesse de), 6, 7, 8.
Sabran (Elzéar de), 6, 7.
Saint-Geniès, 68.
Saint-Priest (de Guignard, comte de), 12, 30, 41, 51, 68, 90, 335, 375, 376.
Sandels (lieutenant général baron de), 273, 281, 284.
Schill, 80.
Schultz (baron de), chambellan, 10.
Schulz, 137.
Schulzenheim (général), 303.
Sémonville (Huguet, comte de), 206, 214, 215, 377-379.
Signeul, diplomate, 181, 188, 203, 204, 220, 227, 275, 276, 292, 295, 297, 298, 345.
Silfversparre (général Laurent), 131, 132, 146, 147, 199-201, 368, 369.
Sophie-Albertine (princesse), abbesse de Quedlimbourg, 10.
Sparre (général de), 285, 331.
Staël (Mme de), 296, 345.
Staël (Auguste de), 296, 300, 306.
Skjöldebrand (général), 147, 224, 283, 303, 338, 369.
Stedingk (amiral comte de), 261.
Stedingk (feld-maréchal comte de), 82, 117, 123, 124, 125, 131, 167, 204, 238, 259, 286, 300, 302, 305, 309, 310, 319, 369, 370.
Stierneld (comtesse de), 376.
Stierncrona (baron de), 281.
Stewart (lord Londonderry), 304, 306.
Strömfeld (général), 131, 134, 135.
Suchtelen (général comte de), 268, 285, 290, 382.
Sudermanie (duc de), 11, 13, 16-18, 33, 58-62, 67, 118, 120, 123-134, 138, 139, 144-146, 151-154, 159, 166, 168-170, 366. — V. *Charles XIII*.
Sudermanie (duchesse de), 11, 12, 58, 67, 118, 123, 124, 139. — V. *reine Charlotte*.

T

Tarrach (général), 382.
Tauenzien-Wittenberg (comte de), 3, 304.
Tawast (baron), 69, 80, 306, 309.
Tchernitchef (colonel), 267.
Tettenborn (général), 277, 284, 290.
Thornton (général), 290.
Tibell (général), 131, 219.
Toll (général de), 41, 167, 288.
Troili (major), 369.

U

Ugglas (comte), 131, 134, 136.
Ulfsparre (baron d'), 101.

V

Veigel (docteur), 138.

W

Wachtmeister (Carl-Adam, comte), 21.
Wachtmeister (Trolle, comte), 139.
Wahlmark, écrivain, 252.
Wasa (princesse Caroline), 149.
Wasa (prince Gustave). — V. *prince Gustave*.
Wetterstedt (comte de), 167, 204, 216, 226, 290, 292, 300, 302.
Wingärd (colonel), 339, 340.
Winzingerode (général), 312.
Wirsen, secrétaire d'État, 288, 376.
Wrède (général baron Otto de), 41, 48.
Wrède (comte Fabian de), 203-206, 214-216, 220, 224, 225, 377, 378.
Wright (colonel), 99.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... I

PRÉFACE DE L'AUTEUR..... V

CHAPITRE PREMIER

1794-1796

Émigration. — Séjour à la cour du prince Henri de Prusse. — Arrivée en Suède. — Le comte de Saint-Priest. — L'auteur est attaché à la personne du général de Cedeström. — Disgression sur Gustave III. — Illégitimité de Gustave IV. — Le duc de Sudermanie régent. — Le baron de Reuterholm et le baron d'Armfelt. — L'auteur est attaché comme instituteur militaire à la personne de Gustave IV. — Projets de mariage du jeune roi. — MM. de Budberg et Christin. — Fiançailles de Gustave IV avec la grande-duchesse Alexandra de Russie et rupture..... 1

CHAPITRE II

1796-1802

Le duc de Sudermanie remet au jeune roi les rênes du gouvernement. — Intrigues et changements qui en sont la conséquence. — L'auteur est attaché au roi comme aide de camp. — Le comte Golovkin, envoyé par l'empereur Paul Ier, cherche vainement à renouer le mariage russe. — Séjour à Haga et à Médévi. — Caractère du jeune roi. — Son mariage avec la princesse Frédérique de Bade. — Le chevalier de Rodais, le comte d'Hautefeuille, le comte de Saint-Priest. — Relations entre la Suède et les diverses cours de l'Europe. — Mort tragique de Paul Ier. — Froideur entre les cours de Suède et de Russie. — Mission de l'auteur à la cour de Bade et voyage en France. — Son retour en Suède. — Le duc et la duchesse de Sudermanie. — M. de Bourgoing, ministre de France en Suède. — L'auteur est rayé de la liste des émigrés et autorisé à rester au service de Suède (28 floréal an XI)..... 40

CHAPITRE III

1802-1808

Le duc de Glocester à Stockholm. — État de la Suède et de l'Europe. — Voyage de Gustave IV en Allemagne. — Saint-Geniès. — Jung. — Enlèvement et mort du duc d'Enghien. — Fureur du roi de Suède. — Son attitude vis-à-vis de la France. — Il négocie avec l'Angleterre et la Russie, renvoie au roi de Prusse l'ordre de l'Aigle noir. — Sa conduite commence à lui aliéner les esprits. — Ses prétentions au sujet du rétablissement de la maison de Bourbon — Entrevue avec le maréchal Brune. — Lettre du roi de Prusse après Tilsitt — Conduite et fautes de Gustave IV..... 66

CHAPITRE IV

CAMPAGNE DE FINLANDE (1808)

Le lieutenant général Klingspor est mis à la tête de l'armée de Finlande, avec le comte Gustave de Löwenhielm pour chef d'état-major. — L'auteur accompagne ce dernier comme sous-chef d'état-major. — Les glaces les obligent, pour se rendre en Finlande, à passer par Tornea. — Froids exceptionnels. — Plan de campagne défectueux. — Retraite sur le Nord. — Combats de Pulkila et de Pyhajocki, où Löwenhielm est blessé et fait prisonnier. — Le colonel Adlercreutz. — Affaires de Sikajocki, Lumijocki et Bevolax. — Capitulation de Sweaborg. — L'auteur est rappelé à Stockholm par le roi, qui veut l'envoyer faire le siège de Copenhague 87

CHAPITRE V

1809

Gustave IV s'aliène de plus en plus la Suède. — Arrivée de Finlande du général Adlercreutz, sa popularité. — Les fautes de Gustave IV précipitent la révolution. — Le lieutenant-colonel Adlersparre, à la tête de l'armée de Norvège révoltée, marche sur Stockholm. — Conduite du duc de Sudermanie. — Arrestation du roi. — Attitude et noble conduite de la reine. — L'auteur la fait correspondre avec le roi, en cherchant à épargner à ce dernier les horreurs de sa position. — Attitude du duc de Sudermanie mis malgré lui à la tête du gouvernement. — Le roi est transféré à Drottningholm..... 113

CHAPITRE VI

MARS 1809-MAI 1810.

L'auteur est envoyé en mission auprès de Napoléon. — Entrevues avec le duc de Cadore et réponse favorable de l'empereur. — État de la Suède. — La Diète proclame le duc de Sudermanie roi, sous le nom de Charles XIII, avec le prince d'Augustenbourg pour

prince royal. — Position désespérée de la Suède écrasée par la Russie et à bout de ressources. — Seconde mission secrète de l'auteur auprès de Napoléon, pendant que le comte de Rosen et le baron de Lagerbielke sont envoyés en plénipotentiaires à Paris pour y traiter ouvertement de la paix avec la France. — Nouvelles entrevues de l'auteur avec le duc de Cadore, dont il ne peut obtenir que des promesses vagues de la part de l'empereur..... 150

CHAPITRE VII

MAI-NOVEMBRE 1810.

Retour de l'auteur en Suède, où il apprend la mort du prince royal d'Augustenbourg. — Conversation avec le comte Gustave Mörner au sujet du prince de Ponte-Corvo. — Envoi à Paris du baron Ankarswärd et du baron Mörner. — La famille de Fersen injustement accusée d'avoir fait empoisonner le prince royal. Absurdité de cette accusation. — Intrigues pour le choix d'un nouveau prince royal. — Obsèques du prince défunt. — Émeute, assassinat du maréchal de Fersen. — Le baron Mörner et M. Signeul intriguent à Paris pour Bernadotte. — Surprise de l'empereur. — Rapports de l'auteur avec M. Désaugiers. — M. de Sémonville. M. de Wrède. Refus du prince Eugène. — Réunion de la Diète à Œrébro. — Arrivée de Fournier. — Le roi, après une conversation avec l'auteur, se décide à proposer de lui-même Bernadotte pour prince royal à la Diète qui l'acclame. — Arrivée de ce dernier en Suède..... 192

CHAPITRE VIII

1811-1812

Attitude de Bernadotte à son arrivée en Suède. — Séduction qu'il exerce sur le roi et son entourage. — Sa popularité. — Arrivée de la princesse royale et du prince Oscar. — Le baron Alquier. — Ses rapports avec l'auteur. — La princesse royale retourne en France. — Caractère et habitudes de Bernadotte. — Exigences de la France au sujet du blocus continental. — Les rapports du baron Alquier avec le prince royal et le gouvernement suédois commencent à s'aigrir. — Rappel du baron Alquier. — Il est remplacé par M. de Cabre, comme chargé d'affaires. — Invasion de la Poméranie suédoise par les Français. — Le comte Charles de Löwenhielm envoyé à Pétersbourg conclure avec la Russie une alliance offensive et défensive contre la France. — L'auteur est nommé inspecteur général de l'artillerie suédoise..... 229

CHAPITRE IX

1813

CAMPAGNE SUR L'ELBE ET DANS LE HOLSTEIN

Rentrée des Suédois en Poméranie. — Hésitations et lenteurs du prince royal. — Journal de l'auteur du 4 mai au 8 août 1813. —

Fragments sur la bataille de Grossbeeren (23 août), sur le passage de l'Elbe (4 octobre) et sur la bataille de Leipzig (18-19 octobre). 277

CHAPITRE X

1814-1815

Paix de Kiel. — Gouvernement de Lubeck. — Campagne de Norvège, Siège de Frédéricshall. — Voyage en France. — Retour en Suède. — Discussions avec le prince royal. — Démission. — Départ de Stockholm. — Conclusion 330

APPENDICE

I. États de service en France et en Suède du général de Suremain 359
II. Lettre de Christin au chevalier de Suremain..... 360
III. Proclamation du lieutenant-colonel Adlersparre..... 364
IV. Proclamation du duc de Sudermanie..... 366
V. Déclaration de la Diète du 10 mai 1809..... 366
VI. Extrait d'une lettre du comte de Stedingk au général de Suremain, 2 avril 1814..... 369
VII. Lettres du capitaine Perrot et du général Gérard, relatives au séjour à Lubeck..... 370
VIII. Lettre du comte Charles de Löwenhielm au général de Suremain, 20 août 1814..... 372
IX. Démission de l'auteur et traduction de son congé du service de Suède..... 372
X. Lettre du comte Henri de Rumigny au comte de Jaucourt, 19 mai 1815..... 374
XI. Lettre de la reine de Suède au général de Suremain, 21 septembre 1815..... 375
XII. Lettre du comte de Sémonville au même, 25 mai 1816..... 377
XIII. Lettres du duc de Feltre au même, 20 mai et 15 juillet 1816. 380
XIV. Lettre du général de Rodais au même, 8 octobre 1833..... 381

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2774.

A LA MÊME LIBRAIRIE

Napoléon intime, par ARTHUR-LÉVY. 13e édit. Un volume in-8°. 8 fr.

Napoléon et la paix, par ARTHUR-LÉVY. Un volume in-8°. . . . 8 fr.

Bernadotte, Napoléon et les Bourbons (1797-1844), par Léonce PINGAUD, correspondant de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques). Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure. 7 fr. 50

Un Agent secret sous la Révolution et l'Empire. **Le Comte d'Antraigues,** par Léonce PINGAUD. Un volume in-16. . . . . 3 fr. 50

Mémoires du général d'Andigné, publiés avec introduction et notes, par Edmond BIRÉ. I. 1765-1800. — II. 1800-1857. Deux vol. in-8° avec portraits en héliogravure. Prix de chaque volume. . . 7 fr. 50

La Conjuration de Pichegru et les complots royalistes du Midi et de l'Est (1795-1797), d'après des documents inédits, par Ernest DAUDET. Un vol. in-8° . . . . . 7 fr. 50

Correspondance du maréchal Davout, prince d'Eckmühl. Ses commandements, son ministère (1801-1815), avec introduction et notes par Ch. DE MAZADE, de l'Académie française. Quatre vol. in-8°. 30 fr.

Mémoires du général baron de Marbot. 45e édition. Trois vol. in-8° avec portraits et héliogravure. Prix de chaque vol. . 7 fr. 50

Mémoires du général baron Thiébault, publiés sous les auspices de sa fille, Mlle Claire Thiébault, d'après le manuscrit original, par Fernand CALMETTES (1769-1820). 9e édition. Cinq vol. in-8° avec portraits. Prix de chaque vol. . . . . 7 fr. 50

Récits de guerre et de foyer. **Le Maréchal Oudinot, duc de Reggio,** d'après les souvenirs inédits de la maréchale, par Gaston STIEGLER. Préface de M. le marquis COSTA DE BEAUREGARD. 8e édition. Un vol. in-8° avec deux portraits. . . . . 7 fr. 50

Souvenirs du maréchal Macdonald, duc de Tarente, avec une introduction par Camille ROUSSET, de l'Académie française. Ouvrage orné de deux portraits d'après David et d'après Gérard. 7e édition. Un vol. in-8° . . . . . 7 fr. 50

Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration, par le général comte DE ROCHECHOUART, aide de camp du duc de Richelieu, aide de camp de l'empereur Alexandre Ier, commandant la place de Paris sous Louis XVIII. Mémoires inédits, publiés par son fils. Ouvrage orné de deux portraits. 2e édition. Un vol. in-8°. . . . . 7 fr. 50

Mémoires du général baron Desvernois, publiés sous les auspices de sa nièce Mme BOUSSU-DESVERNOIS, d'après les manuscrits originaux, avec une introduction et des notes, par Albert DUFOURCQ, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ancien membre de l'Ecole française de Rome, agrégé d'histoire (1789-1815). *L'Expédition d'Egypte.* — *Le Royaume de Naples.* Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure et une carte . . . . . 7 fr. 50

Journal du général Fantin des Odoards. *Etapes d'un officier de la Grande Armée,* 1800-1830. Un vol. in-8°. . . . . 7 fr. 50

Mémoires du général comte de Saint-Chamans, ancien aide de camp du maréchal Soult (1802-1832). Un vol. in-8° accompagné d'une héliogravure . . . . . 7 fr. 50

Un Général hollandais sous le premier Empire. **Mémoires du général baron de Dedem de Gelder** (1774-1825). Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure. . . . . 7 fr. 50

D'Iéna à Moscou. *Fragments de ma vie,* par le colonel de SUCKOW, de l'armée wurtembergeoise. Traduit de l'allemand par le commandant VELING. Un volume in-8° anglais . . . . . 5 fr.

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2774.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
BERKELEY

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

Books not returned on time are subject to a fine of 50c per volume after the third day overdue, increasing to $1.00 per volume after the sixth day. Books not in demand may be renewed if application is made before expiration of loan period.

DEC 22 1917

MAR 13 1918

MAR 27 1918

19Aug'53KW

AUG 6 1953 LU

50m-7,'16

Suremain Memoires | S8A2
Mar 28,1913 | Thaddeus
DEC 22 1917 | Crawford | DEC
MAR 13 1918 | Lindh | 3/13/18
3/27/18 | " M | MAR 27 1918
DL750
S8A2
195388
Suremain
25m-9,'12